



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

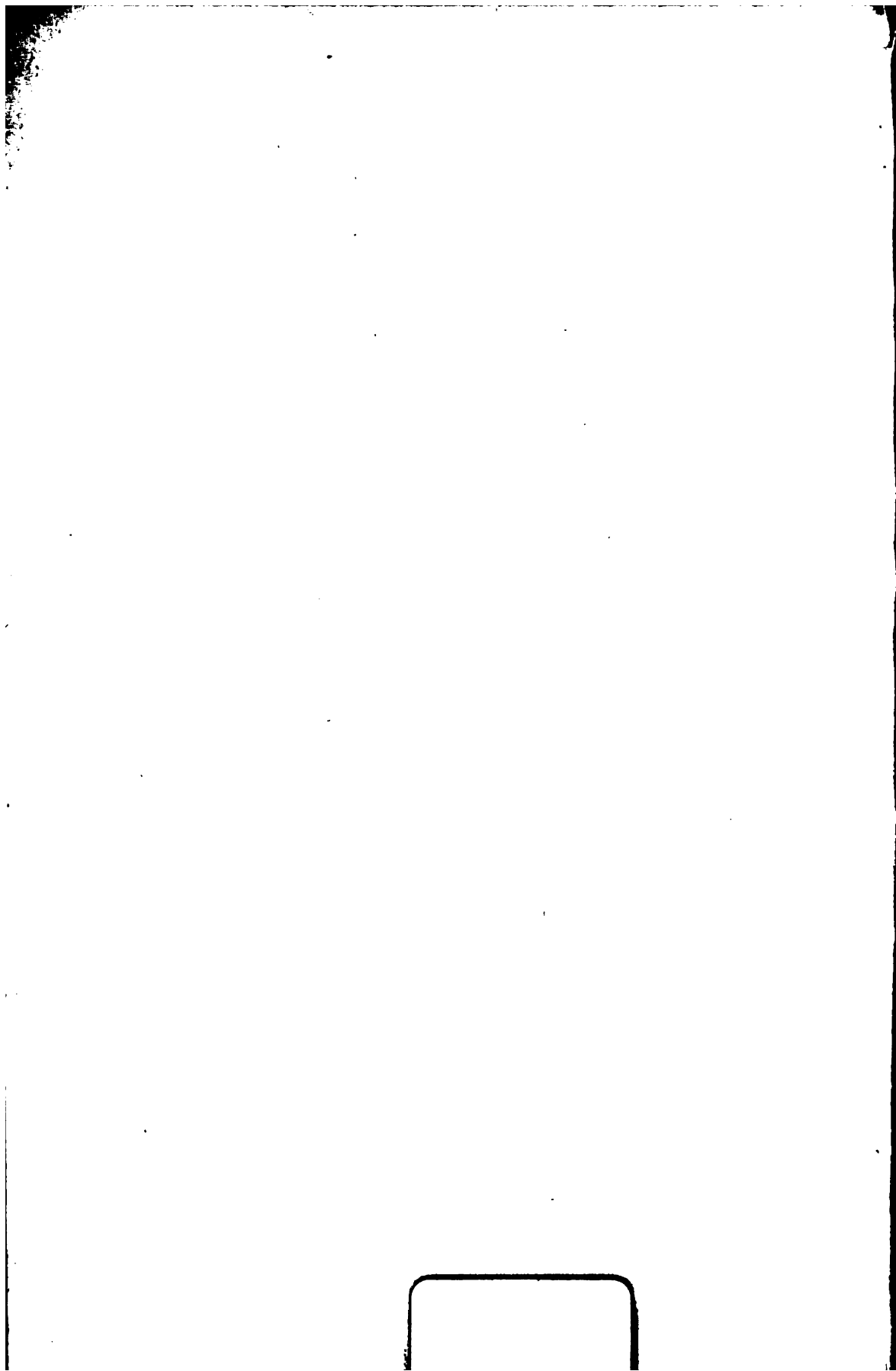
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

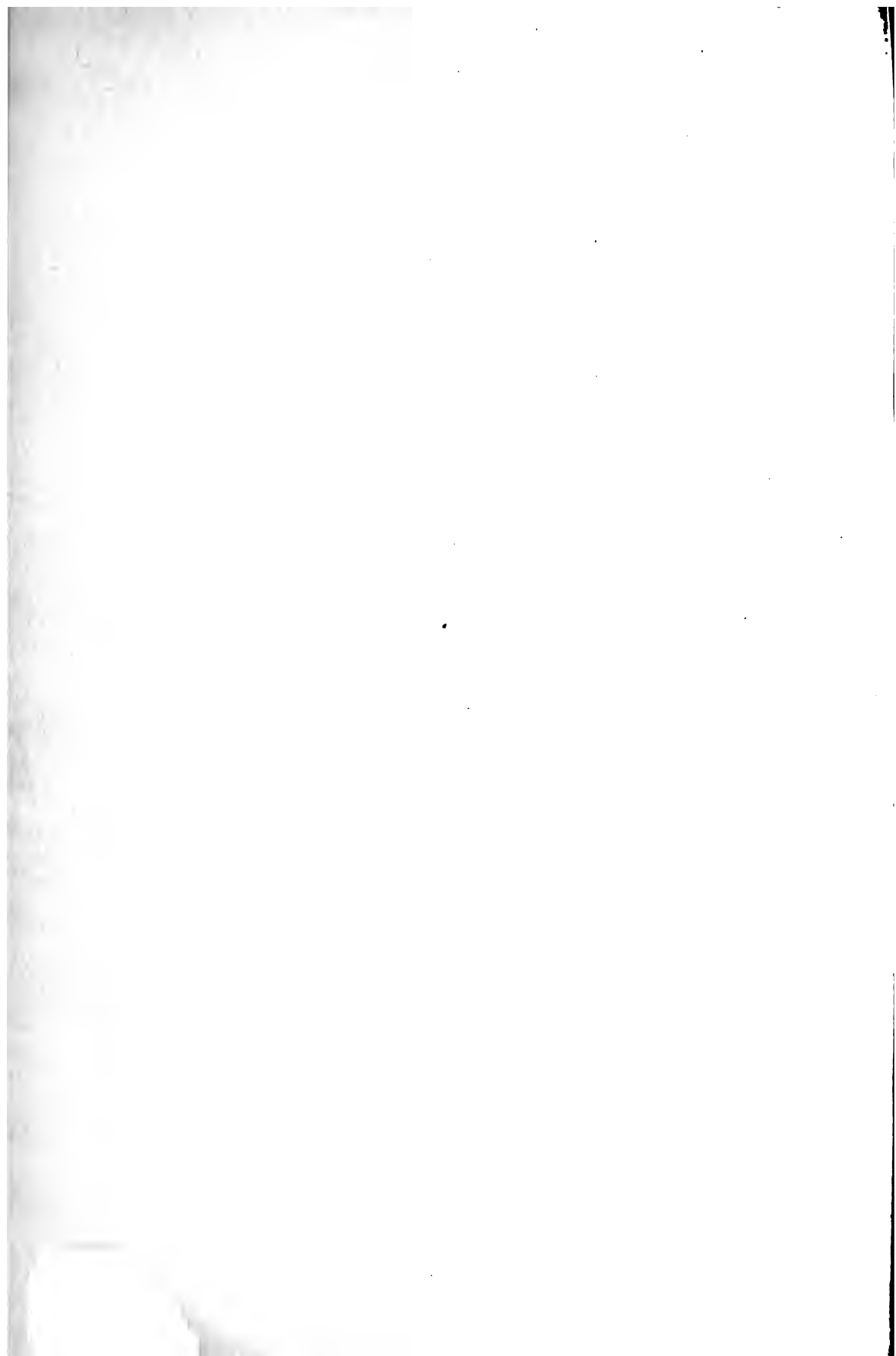






Summit

11/14



BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
DES
HAUTES-ALPES

SIXIÈME ANNÉE



G A P
AU SECRÉTARIAT DE LA *SOCIÉTÉ D'ÉTUDES*
A L'HOTEL DE LA PRÉFECTURE

1887

TO NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
146134A
ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS
R 1924 L

GAP. — IMPRIMERIE JOUGLARD PÈRE ET FILS

WIDY VAN
GAP
1924

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
DES HAUTES-ALPES

ARRÊTÉ D'AUTORISATION.

Nous Préfet des Hautes-Alpes,
Vu l'article 291 du Code pénal,
Vu le décret du 25 mars 1852,

ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. — La *Société d'Études des Hautes-Alpes* est autorisée.

ART. 2. — Le *Statut ou Règlement général*, transcrit ci-dessous, est approuvé.

Gap, le 31 décembre 1886.

Le Préfet,
BEVERINI-VICO.

STATUT OU RÈGLEMENT GÉNÉRAL.

ARTICLE PREMIER. — La Société a pour objet de favoriser par les moyens en son pouvoir la connaissance et l'expansion de tout ce qui intéresse ou touche, surtout dans le passé, le département des Hautes-Alpes et la région dont il fait partie, au point de vue historique, scientifique, artistique et littéraire, de rechercher et collectionner les objets se rapportant à ces différentes branches.

ART. 2. — Elle se compose :

1° De Membres honoraires, dont font partie de droit :

Le Préfet du département ;

L'Évêque du diocèse ;

Le Général commandant la subdivision ;

Le Maire de la ville de Gap.

Les bulletins remis à ce titre sont destinés aux archives de ces autorités.

2° De Membres fondateurs, dont le minimum de participation est fixé à cent francs, une fois payés.

3° De Membres titulaires, résidant ou non, dont la cotisation annuelle est fixée à dix francs. Elle est due depuis le 1^{er} janvier de l'année d'admission, quelle qu'en soit la date.

ART. 3. — Pour être admis dans la Société il faut être présenté par deux Membres et accepté par les deux tiers des Membres présents dans la réunion générale ou ordinaire qui suivra la présentation.

Sera considéré comme démissionnaire tout Membre qui aura refusé de payer sa cotisation annuelle.

Pourra être exclu celui dont les actes ou les publications seraient de nature à porter atteinte à la considération de la Société. La décision est prise sur la proposition du Conseil de direction et dans les mêmes conditions de majorité que pour l'admission.

ART. 4. — Tous les Membres ont droit d'assister aux réunions ; ils y ont voix délibérative et peuvent y faire des communications, verbales ou écrites, intéressant la Société.

ART. 5. — L'administration de la Société est confiée à un Conseil de direction qui se divise en deux Comités : 1° d'administration, 2° de publication. Les membres en sont renouvelables par tiers chaque année en assemblée générale et au scrutin secret. Les Membres à renouveler sont pris par égal nombre dans chaque Comité. Le Président et les Vice-Présidents roulent entre eux. Nul n'est immédiatement rééligible dans la même fonction, à l'exception des Secrétaires et du Trésorier, qui sont soumis tous les trois ans à la réélection.

ART. 6. — Le Conseil de direction comprend : un Président, deux Vice-Présidents, un Secrétaire, un Secrétaire adjoint, un Trésorier, qui forment la direction exécutive pour les affaires courantes. Le Conseil se complète, pour les affaires générales, par l'adjonction de l'un ou l'autre des deux Comités ou des deux, suivant la nature des affaires à traiter.

Le Conseil exécutif forme le bureau des réunions de la Société.

ART. 7. — La Société se réunit en séances ordinaires au moins une fois par trimestre et en séance générale, au moins une fois l'an. Elle peut être réunie extraordinairement sur la demande du Conseil ou de l'un des Comités ou sur la proposition de cinq Membres.

ART. 8. — Le Président assure l'exécution des règlements, dirige les débats. Les décisions sont prises à la majorité des voix pour les questions ordinaires. Celles qui ont pour objet des modifications aux règlements sont soumises d'abord à la prise en considération du Conseil de direction avant de l'être à l'Assemblée générale. La majorité, dans ce cas, doit être des deux tiers des suffrages exprimés. Aucune délibération ne sera du reste valable si elle ne réunit au moins quinze votants pour les cas ordinaires et vingt pour le cas de modifications aux règlements.

ART. 9. — Toutes discussions politiques ou religieuses, écrites ou orales, sont formellement interdites.

ART. 10. — Le Conseil ou les Comités sont réunis par

VI

le Président lorsque les affaires l'exigent. Toutefois le Conseil et le Comité de publication se réunissent au moins deux fois par trimestre et le Comité d'administration, une fois.

ART. 11. — En cas de dissolution de la Société, les collections de toute nature, les archives et la bibliothèque reviendront au Département, à la condition que tous les objets et collections seront conservés dans les Musées ou Bibliothèques de Gap. Une cessation momentanée du fonctionnement de la Société n'entraînerait pas sa dissolution immédiate. Elle ne serait prononcée qu'en Assemblée générale, après un délai de cinq ans. Pendant l'interruption la conservation, des collections, livres et archives serait confiée à une Commission spéciale tirée de la Société, sous le contrôle de l'administration départementale, qui subventionne la Société.

ART. 12. — Un règlement intérieur, élaboré par une Commission tirée du Conseil et des Comités et soumis à la prise en considération de leur réunion plénière, fixera les attributions de ces organes de la Société, celles des fonctions spéciales, le nombre et le mode de renouvellement des Membres et les divers détails d'exécution du règlement général. Il sera soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

ART. 13. — Le présent Statut ne pourra recevoir de modifications que sur une demande écrite et signée de cinq Membres au moins, prise en considération en séance plénière des Conseils et Comités, qui sont chargés d'en discuter les termes ; elles sont ensuite soumises à l'approbation de l'Assemblée générale et à celle du Préfet, comme le présent Statut.

Délibéré et approuvé en Assemblée générale le 23 décembre 1886.

Le Secrétaire,

P. GUILLAUME.

Le Président,

A. LAVALETTE.

VII

RÈGLEMENT INTÉRIEUR.

Admission des Membres. — Paiement des Cotisations.

Droit au Bulletin.

ARTICLE PREMIER. — Les Membres sont admis suivant les règles indiquées par les statuts. Toutefois il peut être proposé par le bureau d'accorder le titre de Membre honoraire à des personnes étrangères, notoirement connues par leurs écrits spéciaux, ou qui auront rendu des services particuliers à la Société.

Les Membres titulaires admis dans l'année, quelle qu'en soit la date, doivent leur cotisation depuis le 1^{er} janvier.

Le droit au Bulletin et aux publications de la Société est acquis de même pour l'année à partir du paiement de la cotisation.

Les nouveaux Membres admis pourront, dans la limite des ressources, recevoir les Bulletins antérieurs et leurs annexes, à un prix fixé par le Comité d'administration.

Ressources et fonds de réserve.

ART. 2. — Les ressources de la Société sont fournies par les cotisations, par les dons volontaires, par la vente des numéros du Bulletin ou d'autres publications.

Un fonds de réserve est constitué : 1^o par le versement des Membres fondateurs ; 2^o par les dons et legs qui peuvent être faits à la Société — les noms des donateurs sont inscrits au Bulletin ; — 3^o par un prélèvement qui ne sera pas moindre du 1/10^e des cotisations ordinaires.

Le revenu de ce fonds, après qu'il aura été suffisamment accru, est particulièrement destiné à assurer les publications annexes du Bulletin ou à des acquisitions intéressant les études que la Société poursuit.

Réunions de la Société. — Séances, leur objet.

ART. 3. — Les séances de la Société sont annoncées par les journaux de la ville et du département, ou par cartes spéciales. Les étrangers peuvent y assister s'ils sont présentés par un des Membres ou munis d'une carte du Président.

Les séances sont ordinaires ou générales.

Les premières sont trimestrielles, les dates en sont fixées au moins dix jours à l'avance. Elles ont pour objet des lectures, les communi-

VIII

cations diverses, les observations se rapportant aux études et publications, la réception des Membres nouveaux. L'objet des lectures est indiqué à l'avance au Président ou au Secrétaire. L'assemblée décide la destination à donner aux manuscrits : renvoi au Comité de publication ou dépôt aux archives de la Société.

Les réunions générales sont annuelles ; elles ont pour but l'approbation des comptes, les objets relatifs à la marche de la Société qui nécessitent une approbation spéciale, le renouvellement des Membres du Conseil de direction et des Comités.

Dans les cas graves dont le Conseil de direction sera juge, on pourra provoquer les votes par correspondance parmi les membres résidant dans le département.

Le Bureau est composé ainsi que l'indiquent les Statuts. Un ordre du jour indique les matières à traiter. Les communications particulières sont provoquées par le Président au début de la séance lorsqu'elles n'ont pas été indiquées à l'avance au Secrétaire.

Du Procès-Verbal.

ART. 4. — Le Procès-verbal est rédigé par le Secrétaire avec le concours du Secrétaire-adjoint ; il est signé par le Secrétaire. En principe il est lu à la première réunion pour être approuvé. S'il n'y a pas de réunion générale avant le moment où il doit être inséré au Bulletin, il est soumis au Conseil de direction et au Comité de publication qui sont chargés de l'approuver. Le Président le vise avant la remise à l'impression.

Composition et renouvellement du Conseil et des Comités.

ART. 5. — Le Conseil de direction se compose, ainsi que l'indiquent les statuts, d'un Président et de deux Vice-Présidents, d'un Secrétaire, d'un Secrétaire-adjoint, d'un Trésorier.

Le Comité d'administration se compose, outre le Président, d'un des Vice-Présidents, du Secrétaire et du Trésorier, de six membres élus, choisis parmi ceux résidant à Gap, au moins pour les deux tiers. Le Secrétaire-adjoint peut être appelé au Comité à titre accidentel.

Le Comité de publication se compose, outre le Président, de l'un des Vice-Présidents, du Secrétaire, du Secrétaire-adjoint, de six membres élus qui doivent être choisis parmi ceux qui résident à Gap ou dans sa banlieue.

ART. 6. — A l'exception des Secrétaires et du Trésorier, aucun

IX

membre n'est immédiatement rééligible dans la même fonction ; mais il peut être élu d'un Comité à l'autre, ou à l'une des fonctions de direction.

Le renouvellement a lieu par tiers chaque année. Au moment des premiers renouvellements il est fait parmi les membres actuels des Comités arrivés au terme de leur mandat primitif un tirage au sort jusqu'à concurrence du nombre nécessaire pour former le premier tiers à renouveler.

Les Membres renouvelables non sortis formeront, avec ceux qui seront l'objet d'un semblable tirage pour la 2^e série, le deuxième tiers à renouveler. A l'exception des premiers sortis, les mandats de tous les Membres se trouveront donc ainsi prolongés d'un an.

Le Président et les Vice-Présidents roulent entre eux pour le renouvellement.

Tout Membre élu à une fonction en remplacement d'un titulaire ayant quitté avant l'expiration de son mandat, suivra pour son renouvellement le sort de celui dont il occupera la place.

Attributions du Conseil de direction et de ses Membres.

ART. 7. — Le *Conseil de direction* est chargé de veiller à la marche des affaires de la Société et de l'exécution des diverses mesures qui la concernent. Il se réunit en totalité ou partiellement aussi fréquemment que les affaires l'exigent et tient au moins deux séances régulières par trimestre. Ses séances peuvent avoir lieu chez le Président ou chez l'un des Membres. Il n'est établi de procès-verbal que lorsqu'il est pris une décision.

Le Conseil de direction prépare les matières des réunions ordinaires ou générales.

Du Président et des Vice-Présidents.

ART. 8. — Le *Président* est chargé de faire adresser les convocations en temps utile ; il représente la Société vis à vis de l'autorité et des tiers ; il dirige les délibérations, aussi bien du Conseil et des Comités que des réunions de la Société. Il peut se faire suppléer par l'un des Vices-Présidents et déléguer, en outre, certains détails spéciaux à l'un ou à l'autre. Il vise le Procès-verbal des séances avant l'envoi à l'impression. Il vise pour autorisation de paiement les pièces justificatives des dépenses.

ART. 9. — Les *Vice-Présidents* secondent le Président dans tout ce qu'il leur délègue. Le plus ancien supplée ou remplace le Président ; l'un d'eux est de droit membre du Comité d'administration et l'autre

X

du Comité de publication. Si l'un des deux réside seul à Gap, il remplit ces divers mandats.

Du Secrétaire et du Secrétaire-Adjoint.

ART. 10. — Le *Secrétaire* est membre de droit du Comité d'Administration et du Comité de publication. Il tient le procès-verbal des séances de la Société ; il inscrit à leur date les arrêtés et les décisions, les résultats des élections, les pièces des lectures ou communications faites, les observations qu'elles ont amenées. Il est chargé de faire les convocations des assemblées, du Bureau et des Comités, soit aux dates fixées, soit sur l'invitation du Président.

Il a pour mission la préparation des documents à insérer au Bulletin et d'en répartir de concert avec le Président l'examen aux membres du Comité de publication. Il signe, après corrections des épreuves, le vu bon à tirer ou le soumet au Président ou au Vice-Président lorsqu'il s'agit d'écrits personnels ou de matières de discussion. Il dirige le classement des Archives de la Société.

ART. 11. — Le *Secrétaire-adjoint* est membre de droit du Comité de publication. Il seconde le Secrétaire notamment pour la tenue des Archives et la rédaction des procès-verbaux. Il est plus spécialement chargé de tenir le rôle des membres de la Société, celui des membres du Conseil et des Comités, avec la date d'élection et les époques de changement de leurs fonctions. Il tient aussi le procès-verbal des séances du Comité de publication et le carnet d'entrée des documents envoyés pour être insérés. Il seconde le Secrétaire pour les convocations générales et prépare celles des Comités.

Du Trésorier.

ART. 12. — Le *Trésorier* est membre de droit du Comité d'administration, mais il ne prend pas part à la délibération qui a pour objet sa gestion ; il tient le procès-verbal des séances du Comité et la correspondance relative aux recettes et dépenses.

Il fait les recettes sur quittances qu'il fait présenter par le moyen qu'il juge le plus commode ; il peut échelonner les rentrées du mois de février au mois de mai. Il tient un carnet des recettes et des dépenses qu'il balance chaque trimestre et le soumet, en conseil, au visa du Président, en donnant un aperçu de la situation. Il ne peut acquitter aucune dépense que sur mandat de celui-ci. Il dresse le compte annuel qu'il soumet au Comité et ensuite à l'assemblée générale. Il prépare d'accord avec le Président et le Secrétaire le projet de budget de l'année, qui est ensuite soumis au Comité d'administration.

XI

Il propose au Comité les moyens qui lui semblent propres à favoriser le développement des ressources.

Du Comité d'administration.

ART. 13. — Ce Comité est chargé de veiller à tout ce qui tient aux intérêts matériels de la Société. Aucune dépense non prévue ne peut avoir lieu sans qu'il l'ait reconnue possible ; il est convoqué *ad hoc*, s'il est nécessaire. Il se réunit au moins une fois par trimestre, il reçoit communication des recettes et dépenses prévues. Il a pour mission de chercher à développer les ressources de la Société. Il délègue à trois de ses membres, après les élections annuelles, le soin de vérifier les comptes, de dresser les inventaires du matériel, de la bibliothèque et des archives. Un rapport sur les résultats est soumis à la plus prochaine réunion du Comité et avant la réunion de l'assemblée générale qui a mission de l'approuver. Dans la séance qui précède celle-ci, il est fait un tirage au sort des membres pris parmi ceux dont le mandat va expirer qui doivent constituer le tiers à remplacer.

Du Bulletin. Du Comité de publication. Des insertions.

ART. 14. — Un bulletin trimestriel, autant que possible, est publié par la Société sous la direction du Comité de publication.

ART. 15. — Le Comité a pour mission d'examiner toutes les publications à insérer au Bulletin ; la lecture en sera confiée successivement à deux membres. Renvoi en sera fait au Secrétaire, dans le plus bref délai possible, avec avis pour ou contre ; dans ce dernier cas, l'avis sera sommairement motivé : le nom des lecteurs ne pourra pas être révélé sans leur assentiment. En cas de doute, le Comité réuni se prononce à la majorité des voix ; ses décisions peuvent provoquer des modifications ; elles sont sans appel.

ART. 16. — Les manuscrits à insérer sont inscrits sur un carnet spécial présentant le numéro d'ordre, la date, les auteurs, l'objet de l'écrit, les membres chargés de la lecture, les époques de la remise, les avis sommaires et les décisions, le Bulletin contenant l'insertion.

Les manuscrits communiqués ne sont pas rendus et restent aux archives.

Le Secrétaire-adjoint est spécialement chargé de la tenue du carnet d'entrée et de la rédaction des procès-verbaux du Comité. Celui-ci, en cas d'absence du Président et du Vice-Président, peut être convoqué par le Secrétaire qui la préside.

ART. 17. — En principe aucun travail déjà imprimé ne pourra

XII

être inséré autrement qu'à l'état de compte-rendu. Toutefois dans les cas exceptionnels dont il sera juge, le Comité de publication pourra autoriser une dérogation à cette règle.

Dispositions particulières et finales.

ART. 18. — Afin de vulgariser les connaissances qui font l'objet des publications du bulletin, les bibliothèques du département, publiques ou populaires, communales ou paroissiales, pourront le recevoir au prix de cinq francs.

ART. 19. — Le présent règlement intérieur, délibéré en réunion plénière du Conseil et des Comités, a été définitivement approuvé par l'Assemblée générale, dans sa séance du 23 décembre 1886.

ART. 20. — Il sera inséré au Bulletin et une copie sera affichée, avec le règlement général, dans la salle des réunions.

Délibéré et approuvé en Assemblée générale, le 23 décembre 1886.

Le Secrétaire,

P. GUILLAUME.

Le Président,

A. DE LAVALETTE.

SITUATION FINANCIÈRE

DE LA

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES

AU 1^{er} DÉCEMBRE 1886.

Recettes

Cotisations	{ arriérées de 1885.....	20	}	3.210 »
	{ de l'année courante	3.160		
	{ avancées sur 1887.....	30		
Biblioth.	{ communales ou paroissiales..	65	}	185 »
	{ pédagogiques.....	120		
Subvention du département.....				150 »
Intérêts des fonds déposés à la Banque.....				91.15
Vente de Bulletins, etc.....				100.10
Reste en caisse de 1885.....				1.65
TOTAL des recettes.....				3.746.90

XIII

Dépenses

Frais d'impression et autres fournitures
d'imprimerie, savoir :

Reste du compte de dernier trimestre de 1885.....	120.60	}	2.027.50
Bulletin du 1 ^{er} trimestre de 1886..	734.50		
» 2 ^e » »	612.75		
» 3 ^e » »	633.65		
» 4 ^e » »	526.00		
Matériel, mobilier et fournitures diverses..			221.70
Frais du secrétariat, port de Bulletins, dons au Musée, etc.....			250.05
Gratification au commis.....			120.00
TOTAL des dépenses.....			<u>3.219.25</u>

Récapitulation

Recettes.....	3.746.90
Dépenses.....	<u>3.219.25</u>
Excédant des recettes sur les dépenses, en 1886.....	<u>527.65</u>

Fonds disponibles

En caisse chez le trésorier.....	16.50
Dépôt à la banque Gassier-Vollaire.	391.15
Avance au commis.....	<u>120.00</u>
TOTAL égal à l'excédant ci-dessus.....	<u>527.65</u>

Gap, le 10 décembre 1886.

Le trésorier,
BEYNET.

ORGANISATION

DE LA

Société d'Études des Hautes-Alpes en 1887

CONSEIL DE DIRECTION

Président : M. A. DE LAVALETTE, C. ✱, intendant militaire en retraite, à Guillestre.

Vice-Présidents : M. LEMAITRE, C. ✱, I. ☉, intendant militaire en retraite, à Gap ;

— M. DOERR, ✱, ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Gap.

Secrétaire : M. P. GUILLAUME, A. ☉, chanoine honoraire, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.

Secrétaire-adjoint : M. A. LÉAUTIER, archiviste des bureaux d'État-major, à Gap.

Trésorier : M. F. IMBARD, conducteur principal des ponts et chaussées, chef de bureau de l'Ingénieur en chef, rue Grenette, 4, à Gap.

COMITÉ D'ADMINISTRATION

MESSIEURS

ALLIER, chevalier du Mérite Agricole, professeur départemental d'Agriculture, à Gap.

BLANCHARD (Z.), chanoine titulaire, ancien vicaire général et ancien supérieur du grand Séminaire, à Gap.

CAZENEUVE (Camille de), président du tribunal, à Briançon¹.

FIARD, ✱, capitaine en retraite, à Gap.

PINET DE MANTEYER (Léon), rentier, à Gap.

ROCHE (Achille), architecte diocésain, à Gap.

ROMIEU (C.), professeur à l'École normale, à Gap.

COMITÉ DE PUBLICATION

MESSIEURS

HUGUES (Edmond), avocat, à Gap.

LÉPINE, A. ☉, chanoine titulaire, vicaire général, à Gap.

MARTIN (David), professeur au Collège, à Gap.

ROCHE (Célestin), agent-voyer d'arrondissement, à Gap.

TEISSIER (Edouard), avocat, à Gap.

¹ M. de CAZENEUVE est maintenu, mais en surnombre, en raison de son éloignement de Gap.

LISTE DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
DES HAUTES-ALPES
AU 1^{er} JANVIER 1887.

Membres d'honneur.

M. LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT.
Mgr L'ÉVÊQUE DU DIOCÈSE.
M. LE GÉNÉRAL commandant la Subdivision.
M. LE MAIRE DE LA VILLE DE GAP.

Membres fondateurs.

MESSIEURS

AMAT, ✱, conseiller général, président honoraire de la Société d'Études, à Gap.
BERTHELOT, ✱, ancien vice-président du Conseil général, à Guillestre, † 26 avril 1883.
BLANC (Xavier), sénateur des Hautes-Alpes, à Gap.
BLANCHARD (Zéphirin), chanoine titulaire, ancien vicaire-général et ancien supérieur du grand Séminaire, à Gap.
CHANCEL (Évariste), ✱, ancien député, à Briançon, † 11 juillet 1882.
CLAPIER, propriétaire, à Chahestan.
GUILBERT (Mgr), O. ✱, ancien évêque de Gap et d'Amiens, archevêque de Bordeaux (Gironde).
JACQUENET (Mgr), ancien évêque de Gap, évêque d'Amiens (Somme).
LAURENÇON, député des Hautes-Alpes, à Paris.
LAVALETTE (A. de), C. ✱, intendant militaire, à Guillestre.
MARCELLIN (Jean-Esprit), ✱, sculpteur, à Paris, † 22 juin 1884.
PALLIAS (Honoré), ancien membre du Conseil général, rue Centrale, 31, Lyon.

XVI

TEISSIER, avocat, à Gap, † 25 août 1883.

TOURNIER, pasteur en retraite, à Pressy-Vendœuvre,
près Genève (Suisse).

SANIAL DU FAY, ✱, ancien préfet, rue de Grenelle, 35,
à Paris.

Membres honoraires.

MESSIEURS

BERLUC-PERUSSIS (L. de), ancien président de l'*Académie d'Aix*, rue Cardinal, à Aix.

BLANCARD, archiviste en chef des Bouches-du-Rhône, à
Marseille.

CHANTRE (Ernest), sous-directeur du *Muséum d'histoire
naturelle*, à Lyon.

DELISLE (Léopold), membre de l'Institut, administrateur
général de la Bibliothèque nationale, à Paris.

FERAUD (l'abbé), président d'honneur de la *Société
scientifique et littéraire des Basses-Alpes*, à Siéyes,
près Digne.

GERMAIN, membre de l'Institut, à Montpellier (Hérault).

JESSÉ-CHARLEVAL (le marquis de), président du Conseil
d'administration de la *Revue de Marseille et de Pro-
vence*, rue Grignan, 90, à Marseille.

PUGNET, ingénieur du chemin de fer P. L. M., à Orange.

RIANT (le comte), membre de l'Institut, boulevard de
Courcelles, 51, à Paris.

ROBERT (P.-Charles), membre de l'Institut, rue Belle-
chasse, 14, Paris.

ROZIÈRE (E. de), membre de l'Institut, sénateur, ancien
inspecteur général des archives, rue Lincoln, 8, Paris.

Membres titulaires.

MESDAMES

ABEL DE CHEVALLET (d'), 157, boulevard Malesherbes, Paris.

AUBRIOT DE LA PALME (la comtesse Lucie), à Gap.

BAYLE, rentière, à Embrun.

BLANC (Mathilde), rentière, à Gap.

XVII

CHANCEL (Évariste), rentière, à Briançon.
CHANCEL (Marius), au château de Saint-Léon, à Cannes.
FERRARY- JULLIEN (Veuve Amélie), à Embrun.
GAIGNAIRE, rentière, à Charance, près Gap.
JAUBERT, rentière, à Remollon.
LA MAZELIÈRE (marquise de), rue Barbet de Jouy, 40, Paris.
TOUR DU PIN LA CHARCE (comtesse douairière de la), au
château de Bezonville, par Sermaises (Loiret).

MESSIEURS

ACHARD, pharmacien, à Briançon.
AGERON, professeur au collège de Gap.
ALBERT (Aristide), receveur municipal de la ville, à Grenoble.
ALBERT, chanoine honoraire, supérieur des Dames de la Providence, à Gap.
ALLARD-THÉUS, avocat, à Gap.
ALLEC, vétérinaire, à Gap.
ALLIER, contrôleur d'administration de 1^{re} classe de l'armée, à Paris.
ALLIER, professeur départemental d'agriculture, à Gap.
ALPHAND, ingénieur en chef des travaux de la ville de Paris, 1, boulevard Beauséjour, Passy-Paris.
ANDRÉ, conducteur principal des ponts et chaussées, à Gap.
ANTHOINE, conseiller d'arrondissement, à Embrun.
ARDUIN (Auguste), pharmacien, à Embrun.
ARMAND, curé, à Barret-le-Bas.
AUBERT (Jean-Joseph), instituteur, à Chorges.
AUDIER (A.), quartier Champfleury, à Avignon.
AUDOUY (l'abbé), curé de Sainte-Consorce, par Charbonnière (Rhône).
AUDOYER, directeur de l'usine Ste-Catherine, à Briançon.
AUGIER (Auguste), fabricant de chaux hydraulique, à Serres.
AUGIER, conseiller général des Hautes-Alpes, à Barcillonnette.

XVIII

- AUGIER (l'abbé Ernest), aumônier du *Pensionnat des Frères Maristes* et vicaire, à Serres.
- AUGIER, docteur en théologie, curé, à Saint-André-de-Rosans.
- AYASSE, docteur en médecine, à Gap.
- BAILLE, au château du Rivail, à Saint-Jean-Saint-Nicolas.
- BARDE, négociant, à Gap.
- BÉGOU, receveur de l'enregistrement, à Aubenas Arlèche.
- BELLET (l'abbé Charles), à Tain Drôme.
- BERAUD, juge au tribunal de Gap.
- BERGE (l'abbé), ancien supérieur des missionnaires de Notre-Dame-du-Laus, vicaire-général, à Gap.
- BERNADOU (Son Em. le cardinal), ancien évêque de Gap, archevêque de Sens Yonne.
- BERTRAND, notaire, à Gap.
- BERTRAND, notaire, à Serres.
- BÉTHOUX (l'abbé), à La Motte-d'Aveillans, par la Motte-Saint-Martin Isère.
- BEYNET (A.), chef de section principal au chemin de fer, à Gap.
- BEZ (l'abbé), curé, à La Salle.
- BIBLIOTHÈQUE des *Archives de l'Isère*, à Grenoble.
- BIBLIOTHÈQUE de la *Ville* de Grenoble.
- BIBLIOTHÈQUE militaire de Lyon.
- BILLECARD, inspecteur des forêts, à Gap.
- BLAIN (Jean), architecte de la ville de Gap.
- BLANC (Charles), sous-préfet, aux Sables-d'Olonne Vendée.
- BLANC (l'abbé Irénée), vicaire de la cathédrale, à Gap.
- BLANCHARD (l'abbé Maximin), aumônier des Dames de Saint-Joseph, à Gap.
- BONNIARD, fils, banquier, à Embrun.
- BONNIARD, rentier, à Aiguilles.
- BONNIOT (V. de), chanoine titulaire, rue de Rennes, 76, à Paris.
- BONNIOT (l'abbé Auguste de), 2^e vicaire de Saint-Séverin, rue Saint-Jacques, 57, Paris.
- BORREL (l'abbé Henri), curé, à La Piarre.

XIX

- BOUCHIÉ DE BELLE, conseiller général des Hautes-Alpes,
avocat au Conseil d'État, à Paris.
- BOUFFIER (Amédée de), rue Fornerie, 17, à Valence.
- BOYER (l'abbé), curé, au Glaizil.
- BRUN-HODOUL, avoué, à Embrun.
- BUÈS, curé des Alberts, près Briançon.
- BURLE (Auguste), négociant, à Gap.
- BURLE, contrôleur principal des contributions directes,
rue Saint-Joseph, 49, à Lyon.
- BURLE (Félix), ingénieur civil, rue Boursault, 32, à Paris.
- CAFFAREL (l'abbé), économe du grand Séminaire, à Gap.
- CALLANDRE, conservateur des hypothèques, à Gap.
- CARDOT, inspecteur-adjoint des forêts, à Saint-Bonnet.
- CARLE (Louis), juge de paix en retraite, à Tallard.
- CAZENEUVE (C. de), président du Tribunal, à Briançon.
- CHABRAND, docteur en médecine, à Grenoble.
- CHABRE (Jules), ancien juge de paix, avoué, à Embrun.
- CHAMPSAUR (Adrien), docteur en médecine, rue de Pro-
vence, à Gap.
- CHANCEL (Alphonse), ingénieur des ponts et chaussées,
rue de Berlin, 40, à Paris.
- CHANCEL (Edmond), boulevard Péreire, 131, à Paris.
- CHANCEL (Louis), rentier, à Briançon.
- CHANSSON (Henri), capitaine en retraite, adjoint, à Embrun.
- CHAPER (EUGÈNE), ancien député de l'Isère, rue Villars, 6,
à Grenoble.
- CHARVET, conservateur des forêts, à Grenoble.
- CHAUDIER, architecte du département des Hautes-Alpes,
à Gap.
- CHAUTARD (Joseph), vétérinaire, inspecteur-chef du ser-
vice sanitaire, à Modane (Savoie).
- CHAUVET (Joseph), avocat, place Sainte-Claire, 5, à Gre-
noble.
- CHEVALIER, docteur en médecine, 13, place Saint-Michel,
à Marseille.
- CHEVALIER (Ulysse), chanoine honoraire, membre non
résidant du Comité des travaux historiques, à Romans
(Drôme).

XX

CHEVREL, inspecteur d'Académie, à Gaen (Calvados).

CLAVEL, chef de division à la préfecture, Gap.

COLLÈGE de Briançon.

COLLOT (Louis), professeur à la Faculté des sciences, à
Dijon (Côte-d'Or).

COMPTE, inspecteur-adjoint des forêts, à Gap.

CONTIER, commandant au 7^e de ligne, à Tebessa (Algérie).

COOLIDGE (Rev. W.-A.-B.), professeur au Magdalen Col-
lège, à Oxford (Angleterre).

CORRÉARD, général de division, rue de France, 60, à Nice.

CORRÉARD (Hippolyte), colonel du 25^e de ligne, à Cher-
bourg.

CROZET (Ernest de), propriétaire, à Oraison (Basses-Alpes).

CRUVELLIER (l'abbé), chanoine honoraire, directeur au
grand Séminaire, à Digne.

DAMAS, principal du Collège, à Cambrai (Nord).

DARCY (Maldan-Alexandre), conservateur des forêts, à
Gap.

DARNAUD, juge de paix, à Saint-Firmin.

DAVIN, aumônier de la Providence, à Gap.

DAVIN (François-Joseph), conducteur des ponts et chaus-
sées, à Gap.

DAVIN (Martial), sous-chef de bureau au Ministère de la
marine, rue de Beaune, 12, à Paris.

DELPHIN (colonel Hippolyte), rue Casimir-Périer, 11, à
Paris.

DEVÈZE, colonel du génie, en retraite, à Grenoble.

DIOQUE (Balthasar), percepteur en retraite, à Tallard.

DIOQUE (Désiré), juge d'instruction, à Embrun.

DISDIER DE ROUSSET, avocat, à Gap.

DOERR, ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Gap.

DONNEAUD, directeur des Contributions directes, à Angou-
lême.

DORCHE, percepteur de la Bâtie-Neuve, à Gap.

DRUGEAT (Ferdinand), ingénieur, place du Petit-Change,
à Lyon.

DUBOIS-GUCHAN (Gaston), ancien élève-pensionnaire de
l'école des chartes, à Sées (Orne).

XXI

- DUHAMEL (Henri), président de la section du *Club-Alpin français* de l'Isère, à Gières, par Grenoble.
- DULTIER, capitaine en retraite, chevalier de la Légion d'honneur, à Saint-Rambert-l'Isle-Barbe (Rhône).
- DULTIER, chevalier de la Légion d'honneur, à Montmorin.
- DUMAS, inspecteur des Contributions directes, à Gap.
- DUPUIS (G.), chef de bureau à la préfecture, à Gap.
- DUPUIS, chanoine, ancien vicaire-général du diocèse, à Gap.
- ÉBERLIN, pharmacien, 1, boulevard de la Madeleine, à Marseille.
- EFFANTIN, directeur de l'enregistrement, à Mâcon, (Saône-et-Loire).
- ESPIÉ, directeur de l'enregistrement, à Privas (Ardèche).
- EUZIÈRE, avocat, conseiller général des Hautes-Alpes, maire de Gap.
- EYRAUD, curé-archiprêtre, à Saint-Bonnet.
- EYSSERIC-SAINT-MARCEL, ancien magistrat, à Sisteron.
- FABRE, notaire, à Guillestre.
- FALQUE (Chaffrey), 3, cité Magenta, à Paris.
- FAURE (Ernest), négociant, rue Bab-Azoun, à Alger.
- FAURE-GEORS (l'abbé), vicaire, à Briançon.
- FAURE (Henri), inspecteur des postes, à Hanoï (Tonkin).
- FAURE (Joseph), avoué, à Gap.
- FAURE, maire de la ville de Briançon.
- FAURE, receveur principal des douanes, à Embrun.
- FAZY (l'abbé), curé à la Chalp-Sainte-Agathe, Saint-Véran, par le Château-Queyras.
- FIARD, capitaine en retraite, à Gap.
- FIKELSCHÉRER, docteur en médecine, à Briançon.
- FILLET (l'abbé), curé à Allex (Drôme).
- FINAT, pharmacien, à Gap.
- FINE, curé, à Ville-Vieille.
- FORTOUL, curé-archiprêtre de Tallard.
- GAILLAUD, chanoine, curé-archiprêtre de la Cathédrale, à Gap.
- GANDOULF, principal du collège, à Embrun.

XXII

GARNIER (Auguste), négociant, place Saint-Nizier, 5, à Lyon.

GARNIER (Maurice), ancien député, conseiller à la Cour des Comptes, place Vintimille, 6, Paris.

GARNIER (Jules), agent-voyer cantonnal, à Gap.

GAUTIER (l'abbé), curé, à Saint-Julien-en-Champsaur.

GAUTIER, directeur des postes et télégraphes, à Digne,

GAY, chanoine honoraire, directeur au grand Séminaire, à Gap.

GELIN, ancien maire, à Veynes.

GIRAUD, docteur en médecine, à Veynes,

GIYAUDANT (Ferdinand), à Cordoba (République Argentine).

GONNET (Aimé), avoué près la Cour d'appel, rue Bayard, 17, à Grenoble.

GONZALÈS (Edouard), Terminus-Hôtel, à Briançon.

GORLIER, conseiller d'arrondissement, rue des Archives, 19, à Paris.

GOUJET, inspecteur des forêts, à Embrun.

GRIMAUD (E.), conseiller à la Cour d'appel, à Grenoble.

GRIMAUD, conseiller général, député des Hautes-Alpes, à Paris.

GRIMAUD, curé-archiprêtre, à Guillestre.

GROSSET (Eugène), curé de Valencogne, par Virieu (Isère).

GUÉRIN (l'abbé), curé-archiprêtre, à Embrun.

GUIGUES, ancien receveur particulier des finances, à Embrun.

GUILLAUME (Frédéric), employé au service de la voirie, rue Bossuet, 72, à Lyon.

GUILLAUME (Paul), chanoine honoraire, archiviste des Hautes-Alpes, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, à Gap.

GUILLAUME (Rév. Casimir), curé de Saint-Isidore, comté de Russell, Ontario (Canada).

GUILLEMEN (Paul), inspecteur général de la navigation, quai de Béthune, 36, à Paris.

GUINIER, inspecteur des forêts, à Pau.

XXIII

- GUIRAMAND, curé-archiprêtre, à Briançon.
- HAAS, chanoine titulaire, à Gap.
- HECKER (Philippe), chef de section du chemin de fer, à Veynes.
- HÉRITIER (Marius), chez M. de Surian, agent de change, rue Saint-Ferréol, à Marseille.
- HONNORAT (D.-S.), chef de bureau à la construction des chemins de fer P. L. M., à Orange (Vaucluse).
- HUGUES, avocat, à Gap.
- IMBARD (François), conducteur principal des ponts et chaussées, trésorier de la *Société d'Études*, rue Grenette, 4, à Gap.
- IMBERT, licencié en droit, notaire, à Embrun.
- ITIER (Jules), avocat, à Montpellier (Hérault).
- IZOARD, inspecteur, chef du bureau du mouvement du chemin de fer de Bône-Guelma, à Bône.
- JACQUES (Jules), conseiller d'arrondissement, à Valserrès.
- JACQUES (Léon), docteur en médecine, à Saint-Bonnet-en-Champsaur.
- JAME (l'abbé), chanoine honoraire, aumônier des Dames du Sacré-Cœur, à Gap.
- JEAN, curé à Sainte-Colombe.
- JEAN (Féréol), négociant, à Gap.
- JEAN (Louis), libraire, place Saint-Étienne, à Gap.
- JOUBAULT, commandant de gendarmerie, à Gap.
- JOUBERT (l'abbé), vicaire-général de Gap, de Sens et d'Amiens, à la Trappe d'Aiguebelle, près Grignan (Drôme).
- JOUBERT, trésorier-payeur général, à Gap.
- JOUFFRAY, capitaine d'artillerie, place de l'Étoile, 2, à Grenoble.
- JOUGLARD (Eugène), imprimeur, directeur du *Courrier des Alpes*, à Gap.
- JOUGLARD (Sosthène), président du tribunal, à Die (Drôme).
- JOUGLARD, notaire, à Gap.
- JOURDAN (Camille), propriétaire, au Serre-de-la-Croix, près Aspres-sur-Buëch.

XXIV

JOUE (Joseph), boulevard des Filles du Calvaire, 18, à Paris.

JOUE, chanoine honoraire, curé-archiprêtre, à Savines.

JULIANY (Joseph), négociant, à Manosque (Basses-Alpes).

JULIEN, receveur des domaines, au Châtelard (Savoie).

JULIEN (Victor), vérificateur des douanes, ancien membre du Conseil général des Hautes-Alpes, rue Ste-Claire, 12, à Marseille.

JULLIEN, professeur au Technikum, à Winterthur (Suisse).

LABASTIE (Auguste), président du tribunal civil, à Gap.

LADOUCETTE (Étienne de), ancien député des Ardennes, place Vendôme, 8, à Paris.

LAFONT (de), ingénieur en chef, à Bourges.

LAGIER, chanoine honoraire, curé-archiprêtre, à Aspres-sur-Buëch.

LAMORTE (Adolphe), rue de la Bourse, 4, à Paris.

LANNES, capitaine des douanes en retraite, à Briançon.

LAUGIER (Joseph), négociant, à Gap.

LATY (Albert), notaire, à Gap.

LÉAUTIER, archiviste des bureaux d'État major, à Gap.

LEMAITRE, intendant militaire, à Gap.

LEMONTAGNER, directeur des Contributions directes, à Gap.

LÉOTIER, inspecteur de l'Enseignement primaire, à Avignon.

LÉPINE, chanoine titulaire, vicaire-général du diocèse, à Gap.

LESBROS, curé, à Bruis.

LESBROS, médecin-major, à Villefranche (Alpes-Maritimes).

LETOCART (Henri), banquier, à Gap.

LIOTARD (Alfred), avoué, conseiller général des Basses-Alpes, à Gap.

LOMBARD (Auguste), pharmacien, à Saint-Bonnet.

LURION DE L'EGOUTAIL (Roger de), avocat, rue du Perron, 24, à Besançon (Doubs).

MALGRAS, inspecteur des forêts, chef de service des aménagements, à Haroué (Meurthe-et-Moselle).

MANGAREL, chef de division honoraire de la Préfecture, à Gap.

XXV

- MARCHAND, conducteur des ponts et chaussées, à Gap.
MARCHAND, pasteur, à Aspres-sur-Buëch.
MARIN, agent-voyer d'arrondissement, à Embrun.
MARIN, marchand de fer, à Gap.
MARIN-TABOURET, directeur au grand Séminaire, à Gap.
MARROU (Ferdinand), maître ès arts pour l'architecture en métaux repoussés, à Rouen (Seine-Inférieure).
MARTIN, avocat, conseiller général, à Gap.
MARTIN (David), professeur au collège de Gap.
MARTIN (Gabriel), pharmacien de 1^{re} classe, 35, rue des Amandiers, à Paris.
MARTIN (l'abbé), curé, à Poligny.
MASIMBERT, secrétaire de la *Société des Touristes du Dauphiné*, rue Bayard, 2, à Grenoble.
MATHIEU (Joseph), secrétaire de la mairie de Guillestre.
MATHIEU (Étienne), bibliothécaire de la ville de Gap.
MAUREL (Henri), contrôleur des contributions indirectes, à Grenoble.
MEIFFRE (A.), cité Magenta, 3, à Paris.
MEIFFRE (Chaffrey), négociant, cité Magenta, 3, à Paris.
MEIFFRE (Ernest), rue Martel, 6, à Paris.
MEYER (F.-A.), avoué, ancien conseiller général, à Briançon.
MONDET (Emile), officier d'Académie, principal du collège, à Bonneville (Haute-Savoie).
MONIER, notaire, à Briançon.
MONNIER, directeur de la fabrique de produits céramiques, à Gap.
MORGAN (J.), agent des postes en retraite, à La Chapelle-Condillac (Drôme).
MOREL (Louis), archéologue, à Andancette (Drôme).
MOTTE (l'abbé A.), chanoine honoraire, supérieur du petit Séminaire, à Embrun.
MOTTE (l'abbé J.-P.), vicaire de la cathédrale, à Gap.
MOURRE, percepteur, à Ribiers.
NICOLAS, conseiller général, juge de paix, à Gap.
OLLIVIER (Laurent), négociant, à Gap.
PALLUEL, ancien maire, conseiller d'arrondissement, à Guillestre.

XXVI

- PARIS, ingénieur des ponts et chaussées, à Gap.
- PASCAL, capiscol de l'*École de la montagne*, aumônier du Collège, à Gap.
- PASCAL, capitaine au 58^e de ligne, à Avignon.
- PASCAL (l'abbé Germain), curé de Lagrand.
- PAVIE, conseiller général des Hautes-Alpes, maire de Savines.
- PELLISSIER (François), vérificateur des poids et mesures, à Briançon.
- PELLOUX, receveur municipal et des établissements de bienfaisance, à Gap.
- PELOUSE, inspecteur de l'enseignement primaire, à Cahors.
- PÉRIER (Ennemond), avoué à la Cour d'appel, rue Saint-André, 3, à Grenoble.
- PEYRIN, professeur au collège de Gap.
- PEYROT (Henri), chef de division en retraite, à Grenoble.
- PIC, curé, à Upaix.
- PIFFARD (Bernard), aux Sagnières, près Gap.
- PILOT DE THOREY, archiviste, 4, quai Perrière, à Grenoble.
- PINET DE MANTEYER, secrétaire général de la Nièvre, à Nevers.
- PINET DE MANTEYER (Léon), rentier, à Gap.
- PIOLLET, substitut du procureur général, à Grenoble.
- PIROSSIN (l'abbé L.), curé, à Rochebrune.
- PISANÇON (le marquis de), à Pisançon, par Bourg-de-Péage (Drôme).
- PISON, inspecteur des forêts, à Briançon.
- PROVANSAL (Alfred), conseiller général des Hautes-Alpes, notaire, à Laragne
- PROVANSAL (Gustave), conseiller général des Hautes-Alpes, notaire, à Chorges.
- PRAT, conseiller général, maire de La Salle.
- PRUNIÈRES (le comte de), ancien conseiller général, à Prunières.
- PUY (Antoine), notaire honoraire, conseiller d'arrondissement, au Château-Queyras.
- QUEYRAS, conseiller général des Hautes-Alpes, à la Rochesous-Briançon.

XXVII

- RAVOUX, curé-archiprêtre, à Vitrolles.
- REPELIN, chanoine titulaire, à Gap.
- REPELIN, avocat, à Gap.
- REY (R.), agrégé de l'Université, inspecteur d'Académie, à Avignon.
- REY (l'abbé), à Notre-Dame de Sion, Vezelize (Meurthe-et-Moselle).
- RICHAUD, imprimeur-libraire, directeur de l'*Annonciateur*, à Gap.
- RICHARD, général de brigade, directeur du génie, au ministère de la guerre, à Paris.
- RICHARD (Jean-Antoine), vétérinaire, à Aiguilles.
- RIPERT DE MONTCLAR (le marquis de), consul général de France, à Amsterdam (Hollande).
- RIPERT (l'abbé), vicaire de la cathédrale, à Gap.
- ROBERT (Alfred), fondé de pouvoirs du Trésorier-payeur général, à Gap.
- ROCHAS-D'AIGLUN (A. de), commandant du génie, à Blois.
- ROCHE (Achille), architecte diocésain, à Gap.
- ROCHE (Célestin), agent-voyer d'arrondissement, à Gap.
- ROMAN (Joseph), avocat, correspondant du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques, ancien maire des Crottes, par Embrun.
- ROMIEU, professeur à l'école normale, à Gap.
- ROUGNY (Eugène), employé aux archives départementales, à Gap.
- ROUMAGEON, inspecteur de l'enseignement primaire, à Montbrison (Loire).
- ROUX, aumônier de la détention, à Embrun.
- ROUX, chanoine honoraire, professeur d'histoire au grand Séminaire, à Gap.
- ROZAN (le docteur), conseiller général des Hautes-Alpes au Château-Queyras.
- RUA (l'abbé), curé de première classe, à Aiguilles.
- RUELLE, directeur de la construction de P.-L.-M., membre du Conseil général des Hautes-Alpes, rue Saint-Lazare, 83, à Paris.
- SALLE, agent-voyer cantonal, à Gap.

XXVIII

- SARRAZIN (Jean), homme de lettres, quai de la Charité, 6,
à Lyon.
- SAUVEBOIS (l'abbé Adrien), professeur au petit Séminaire,
à Embrun.
- SERRE (l'abbé), curé de Mont-Dauphin.
- SIBOUR (Ernest), propriétaire, à Puymaure, près Gap.
- SIGNORET (Jules), chef d'institution secondaire, à Guillore
- SURELL, ingénieur en chef des ponts et chaussées, rue du
Parc de Chagny, à Versailles.
- TAPIOT (Louis), conducteur des ponts et chaussées, à Gap.
- TEISSIER, avocat, à Gap.
- TEMPLIER (l'abbé), profes^r au petit Séminaire, à Embrun.
- THÉVENARD, agent-voyer en chef, à Gap.
- THÉVENOT, percepteur en retraite, à Saint-Bonnet.
- TOSCAN DU PLANTIER (Henri), avocat, à Gap.
- TOUR-DU-PIN CHAMBLY LA CHARCE (baron de la), boulevard
Delorme, 28, à Nantes (Loire-Inférieure).
- TURLIN (É.), conducteur des ponts et chaussées, à Gap.
- VAGNAT. d^r en médecine, conseiller général, à Briançon.
- VALENTIN, vicaire général, supérieur du grand Séminaire,
à Gap.
- VALLENTIN (Ludovic), juge, vice-président de la *Société
départementale d'archéologie et de statistique de la
Drôme*, à Montélimar (Drôme).
- VALLIER (Gustave), conservateur honoraire du médaillier
de la ville de Grenoble.
- VERNET (Oscar), ancien préfet des Hautes-Alpes, préfet
honoraire, à Bourdeaux (Drôme).
- VIAL, capitaine en retraite, à l'Épine.
- VIALLET, ingénieur, rue de l'Échirolle, à Grenoble.
- VIGNET (Louis), notaire honoraire, à Fontaine-sur-Saône
(Rhône).
- VILLAN (Joseph), adjoint au maire, à Aiguilles.
- VILLATE, sous-intendant militaire, à Gap.
- VINCENT (Victor), receveur des finances, à Tournon
(Ardèche).
- VINGTRINIER, bibliothécaire de la ville de Lyon.

XXIX

Bibliothèques abonnées (à 5 francs) :

- Bibliothèque de l'École normale des filles, à Gap.
Bibliothèque de l'École normale des garçons, à Gap.
Bibliothèque des frères des Écoles chrétiennes, à Gap.
Bibliothèque du Cercle des officiers, à Briançon.
Bibliothèque du couvent de Saint-Joseph, à Gap.
Bibliothèques communales : d'Embrun, de Savournon et de Sigoyer.
Bibliothèques paroissiales : d'Abriès, Châteauroux-Saint-Irénée, Montmaur, Montrond, Neffes et Remollon.
Bibliothèques pédagogiques : d'Aiguilles, L'Argentière, Aspres-sur-Buëch, Barcillonnette, La Bâtie-Neuve, Briançon, Chorges, Embrun, Gap, Guillestre, La Grave, Laragne, Le Monétier-de-Briançon, Orcières, Orpierre, Ribiers, Rosans, Saint-Bonnet, Saint-Étienne-en-Dévoluy, Saint-Firmin, Savines, Serres, Tallard et Veynes.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

FRANCE

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
ET DES BEAUX-ARTS

(Cinq exemplaires)

- Autun.** — Société Éduenne.
Aix. — Académie des sciences, arts et belles-lettres.
Alais. — Société scientifique et littéraire.
Alby. — Société des sciences, arts et belles-lettres du Tarn.
Apt. — Société littéraire, scientifique et artistique.
Annecy. — Société florimontane.
Avignon. — Académie de Vaucluse.
Beaune. — Société archéologique.
Besançon. — Académie des sciences, belles-lettres et arts, rue Mancey, 5.

XXX

— Société d'émulation du Doubs, rue Saint-Vincent, 37.
Béziers. — Société archéologique, scientifique et littéraire.

Bourges. — Société historique, littéraire, artistique et scientifique.

— Société des antiquaires du Centre.

Caen. — Académie de Caen.

Cambrai. — Société d'émulation.

Carcassonne. — Société des arts et des sciences.

Chalon-sur-Saône. — Société d'histoire et d'archéologie.

Chambéry. — Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie.

— Société savoisiennne d'histoire et d'archéologie.

Clermont-Ferrand. — Société d'émulation de l'Auvergne.

Compiègne. — Société historique.

— Société française d'archéologie.

Dax. — Société de Borda.

Digne. — Société scientifique et littéraire.

Dijon. — Académie des sciences, arts et belles-lettres.

— Bulletin d'histoire et d'archéologie du diocèse.

— Société bourguignonne de géographie et d'histoire.

Dragulgnan. — Société d'études scientifiques et archéologiques.

Évreux. — Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres.

Grenoble. — Académie delphinale.

— Société d'agriculture et d'horticulture.

— Société des sciences naturelles du Sud-Est.

— Société de statistique, des sciences naturelles et des arts industriels de l'Isère.

— Société des Touristes du Dauphiné, rue Montorge, 11.

Langres. — Société historique et archéologique.

Le Puy. — Société d'agriculture, sciences et arts.

Lons-le-Saulnier. — Société d'émulation du Jura.

Lyon. — Académie des lettres, sciences et arts.

— Revue épigraphique du midi de la France.

Mâcon. — Académie des sciences, arts et belles-lettres.

Marseille. — Académie des sciences, lettres et arts.

— Société de géographie.

Montauban. — Société archéologique du Tarn-et-Garonne.

Montbrison. — *La Diana*. Société historique et archéologique du Forez.

Montpellier. — Académie des sciences et lettres.

— Société languedocienne de géographie.

— Société pour l'étude des langues romanes.

Montiers. — Académie de la Val d'Isère.

Nevers. — Société nivernaise des sciences, lettres et arts.

Nice. — Société niçoise des sciences naturelles et historiques.

— Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes.

Nîmes. — Académie du Gard.

— Société d'études des sciences naturelles.

Niort. — Revue poitevine et saintongeaise.

Oran. — Société de géographie et d'archéologie.

Orléans. — Société archéologique et historique de l'Orléanais.

Paris. — Club-Alpin français, rue du Bac, 30.

— Feuille des jeunes naturalistes, 35, rue Pierre-Charron.

— Musée d'ethnographie, palais du Trocadéro.

— Société de numismatique, rue de Verneuil, 46.

— Société de l'histoire de l'art français, 6, rue Garancière.

— Société de l'Orient latin, boulevard de Courcelles, 51.

— Société de topographie de France, rue Visconti, 18.

— Société des amis des monuments parisiens, rue des Martyrs, 51.

— Société des études historiques, carrefour de l'Odéon, 2.

— Société historique et archéologique du Gatinais, 54, rue Saint-Placide.

— Société nationale des antiquaires de France, au Louvre,

— Annales de philosophie chrétienne, 20, rue de la Chaise.

XXXII

- Bibliographie catholique, rue de la Chaise, 26.
- Journal des cultivateurs, rue de Bourgogne, 58.
- Polybiblion, boulevard Saint-Germain, 195.
- Périgueux.** — Société historique et archéologique du Périgord.
- Perpignan.** — Société agricole, scientifique et littéraire.
- Poitiers.** — Société des antiquaires de l'Ouest.
- Romans.** — Bulletin d'histoire et d'archéologie religieuse.
- Rennes.** — Société archéologique d'Ille-et-Vilaine.
- Saintes.** — Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis.
- Saint-Etienne.** — Société d'agriculture, industrie, sciences, arts et belles-lettres de la Loire.
- Saint-Jean-de-Maurienne.** — Société d'histoire et d'archéologie de Maurienne.
- Soissons.** — Société archéologique, historique et scientifique.
- Toulouse.** — Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres.
- Société archéologique du midi de la France.
- Tours.** — Société de Géographie.
- Valence.** — Société d'archéologie et de statistique de la Drôme.
- Vendôme.** — Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois.

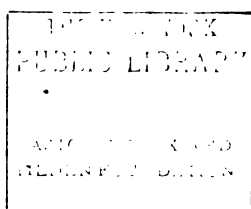
ÉTRANGER

- Canada.** — Institut canadien français de la cité d'Ottawa.
- Italie.** — Académie des sciences de Turin.
- Regia deputazione de storia patria, piazza Castello, 12, à Turin.
- Rivista storica italiana.
- Suède.** — Kongl. Vitterhets Historie och antiquitets akademien, à Stockholm.
- Suisse.** — Institut national genevois, à Genève.



GUILLAUME FAREL

DESSIN DE A. BACHELIN, D'APRÈS LA STATUE DE CH. IGUEL





INCONOGRAPHIE ET NUMISMATIQUE
DES
DAUPHINOIS DIGNES DE MÉMOIRE

GUILLAUME FAREL

*A Monsieur l'abbé Guillaume, secrétaire de la
Société d'études des Hautes-Alpes.*

Monsieur l'Abbé et honoré Confrère,

C'est à vous que je suis redevable de ma présentation et de ma réception comme membre de la *Société d'Études des Hautes-Alpes*, c'est à vous que ma gratitude adresse cette notice sur l'une des célébrités, je ne dirai pas les plus sympathiques, mais les plus marquantes de votre pays ¹, et surtout de la Suisse où le droit de cité lui avait été conféré. J'ai nommé FAREL.

Farel (Guillaume), le plus fougueux et le plus intrépide des apôtres de la Réforme, est né à Gap en 1489 ², et mort à Neuchâtel le 13 septembre 1565. On le prétend issu

¹ L'homme le plus étonnant qu'ait produit la ville de Gap, ainsi que le dit Gautier dans son *Précis* de l'histoire de cette ville (p. 264).

² Suivant la *France protestante*, etc. de MM. Haag (Paris, 1855, t. v, p. 59) et Ad. Rochas (*Biographie du Dauphiné*), qui adopte la même date ; mais les divers biographes de Farel sont très partagés sur ce sujet. Allard et Chalvet adoptent la date de 1469, et Gautier (*Précis de l'hist. de Gap*, p. 74) veut, d'après les *Mémoires inédits* de Juvénis et le *Livre des Annales des Capucins*, que ce soit en 1494. Quant à Andrieu, pasteur au Locle, il fixe cette date à l'année 1483 (*Le 3^e Jubilé de la Réformation du pays de Neuchâtel*, etc.).

d'une famille noble et riche ¹. Destiné par ses parents à la carrière des armes, mais entraîné par son goût pour l'étude, il serait alors venu à Paris, où il se fit le disciple de Le Fèvre d'Étaples qui y professait les belles-lettres et la philosophie. Mais la lecture de la Bible l'éloigna bientôt de toutes les pratiques de la bigoterie auxquelles il se livrait, de son propre aveu, comme son maître ², et bientôt il se réfugia auprès de l'évêque de Meaux, Briçonnet, qui jouait, comme chacun sait, dans cette ville, un rôle qui trouva des imitateurs dans Gabriel de Clermont, à Gap, Jean de Montluc, à Valence, et Philibert de Challes en Savoie, et semblait vouloir favoriser les idées nouvelles.

¹ Les *Annales des Capucins de Gap* le font naître aux *Fareaux*, hameau situé à 7 kil. de Gap, dépendant de cette commune, mais appartenant à la paroisse de Laye, peu distante de cette ville. Peut-être en était-il originaire. Mais Farel, que l'on doit supposer mieux instruit que personne sur ce point, dit *positivement* qu'il était de Gap et signe plusieurs de ses écrits : par *Guillaume Farel de Gap*. Ceci n'est pas une raison péremptoire, et le mot *positivement* est peut-être interprété trop *positivement*. Interrogé à l'étranger sur le lieu de sa naissance, pour satisfaire peut-être la curiosité, il a pu, en effet, dire et même écrire que Gap était sa patrie pour ne pas entrer dans de plus longues explications et fixer son berceau dans un simple hameau voisin, hameau portant, comme tant d'autres, le nom de sa famille qui l'habitait sans doute ou l'avait habité et dans lequel il a pu naître. La découverte seule de son acte de naissance pourrait trancher cette question. Bolsec prétend que son véritable nom était *Fareau*, et Audin ajoute qu'il était fils d'un notaire de Gap. Gautier (*Précis*, etc., p. 265) partage également cette dernière croyance. Il en est de même encore de M. le pasteur Arnaud, son dernier biographe, qui ne prouve pas plus qu'eux ce point de généalogie, basé, suivant son livre, sur des *parohemins originaux*, dont il ne cite pas les sources ou la résidence actuelle. Une affirmation n'est pas une preuve, tant qu'elle ne s'appuie pas sur un document dont tout le monde puisse vérifier l'exactitude, et je m'étonne que l'auteur de *l'Histoire des Protestants du Dauphiné*, si exact d'habitude dans tout ce qu'il avance, n'ait pas montré plus de réserve sur ce point contesté et non encore établi. (Voir son *Hist. des Protestants du Dauphiné aux XVI^e, XVII^e, et XVIII^e siècles*; Valence, Chenevier, 1875, t. 1, p. 527).

² Grande était alors sa ferveur : « Pour vray, écrivait-il plus tard, la papauté n'estoit et n'est tant papale que mon cœur l'a esté. » Il avait surtout une vénération profonde pour les reliques et les saints.

Ame ardente, caractère impétueux, il se lança à fond de train dans la carrière de la lutte et de l'apostolat. « Une taille *élevée*, une physionomie expressive qu'embellissait une chevelure blonde et qu'animaient des yeux noirs et pleins de feu, disposaient favorablement à écouter un homme dont la voix était forte et majestueuse. S'il n'avait pas l'éloquence insinuante de Viret, l'argumentation sentencieuse de Calvin, son cœur ardent communiquait sa flamme à ses auditeurs. » Ainsi parle Andrié¹.

« On l'adépeint, dit aussi le D^r Long², *petit*, de pauvre apparence, la figure commune, le teint brûlé par le soleil, au menton deux ou trois touffes d'une barbe rousse et mal peignée, l'œil de feu, la bouche béante. »

Que faut-il croire de ces portraits ?...

Quoiqu'il en soit, il se dirigea bientôt vers le Dauphiné, brûlant de faire partager ses convictions à ses concitoyens ; mais il fut chassé de Gap par les habitants qui trouvèrent sa doctrine « fort étrange ». Il y avait néanmoins déposé, suivant un de ses panégyristes, la semence de la Providence en gagnant à l'Évangile quelques personnes, au nombre desquelles étaient ses trois frères. De retour à Meaux, il y trouva Briçonnet rangé de nouveau *du côté de la croix*, dans la crainte de perdre son évêché (1523), et il se hâta de partir pour Bâle, où il soutint plusieurs thèses. Puis, il visita Constance, Schaffouse, Zurich, où il fut accueilli par Zwingli. Mais il eut des démêlés avec Érasme, à qui il reprochait ses hésitations et ses lenteurs en le comparant au Balaam de l'Écriture³, et dont il se fit un

¹ 3^e *Jubilé de la Réformation*, etc.

² *La Réforme et les guerres de religion en Dauphiné*, p. 89.

³ Les tentatives d'Érasme pour concilier l'orthodoxie catholique et la Réforme étaient plus audacieuses que philosophiques, et c'est là sans doute ce qui donna à Farel l'occasion d'adresser des reproches au savant théologien ; mais ses impatiences ne lui réussirent guère, et son adversaire le lui rendit avec usure, ne cessant de déverser les saillies et le dénigrement sur la tête de Farel qu'il désignait sous le nom de *Phallicus*. « *Nihil vidi unquam mendacius, virulentius aut seditiosus*, » écrivait Érasme en le peignant à l'officiel de Besançon.

ennemi redoutable qui réussit à le faire expulser de Bâle, en 1524, unissant sa répulsion à celle du clergé et des ennemis de la Réforme. Il se rendit alors à Strasbourg.

A cette époque, Farel avait 35 ans. Appelé à Montbéliard par une lettre d'Æcolampade, il se hâta de se rendre dans cette ville ; mais il s'y montra bientôt d'une telle brutalité dans la discussion ¹, que le doux Æcolampade lui-même ne put s'empêcher de lui adresser de sévères réprimandes : « *Condoneo, imò laudo zelum*, lui écrivait son ami, *modò ne desideretur mansuetudo. Da operam, mi frater, ut spiritum meum exillares etiam hoc nuncio : quòd in tempore suo, vinum et oleum infundas, quòd evangelistam, non tyrannicum legislatorem præstes....* » Et ailleurs : « *... Nempè ut quânto propensior et ad violentiam, tantò magis te ad lenitatem exerceas, leoninamque magnanimitatem columbinâ modestiâ frangas. Duci, non trahi volunt homines.* » Il prêchait devant un sourd, et celui-ci continua à marcher dans la voie de son tempéramment. Aussi le duc Ulric, qui l'avait accueilli avec tant d'empressement, dut-il éloigner le trop fougueux réformateur (1525). Ses travaux, cependant, n'avaient pas été sans fruit dans le comté de Montbéliard et dans la seigneurie de Belfort. Il retourna alors à Strasbourg ; mais il quitta brusquement cette ville l'année suivante pour gagner Neuchâtel. Cette tentative ne lui réussit guère : reconnu sous le costume de prêtre qu'il avait revêtu dans l'espoir de se faire écouter plus facilement, il fut chassé de la ville et se réfugia à Berne, et de là à Aigle où il se présenta comme maître d'école et sous le nom de Guillaume Ursinus. Il reprit pourtant son nom en 1527, dès qu'il put de nouveau exercer son ministère, et il s'y montra d'une sagesse *relative*. Mais le repos lui était antipathique. Créé pour l'action, puissamment organisé pour la lutte, il entreprit, dès 1529, une série de missions évangéliques. Morat, Lausanne, Bienne, Bonne-

¹ Entre autres aménités, il ne désignait les Catholiques que sous les noms de *papoldâtres* et de *théophages*.

ville et Neuchâtel le virent tour à tour dans leurs murs, et partout il laissa de nombreux partisans. Dans cette dernière ville, il gagna seulement quelques âmes ; mais il n'y resta pas longtemps. Plusieurs autres localités le virent encore, et il retourna à Neuchâtel avec l'espoir d'y achever ce qu'il avait commencé avec plus de bonheur que lors de sa première visite. Le gouverneur Georges de Rive tenta bien, sous la menace des peines les plus sévères, de lui interdire la parole ; mais, soutenu par ses partisans, il prêcha d'abord dans la rue ; puis bientôt après dans la chapelle de l'hôpital. Sourd aux conseils du gouverneur de Berne qui ne cessait de lui recommander la modération, il continua à exciter le peuple à la destruction des objets les plus vénérés du culte catholique. Aussi courut-il parfois les plus grands dangers. La *France protestante* de MM. Haag cite, entr'autres, les faits suivants : « Son compagnon, le jeune Antoine Boyve, du Dauphiné, dont les descendants ont donné jusqu'à ces derniers temps des pasteurs et des jurisconsultes à Neuchâtel, ayant poussé la témérité, on pourrait dire le délire, jusqu'à arracher des mains du prêtre l'hostie consacrée, peu s'en fallut qu'ils ne fussent l'un et l'autre massacrés. A peine guéri de ses blessures, Farel se remet à prêcher contre les images avec tant de force, qu'un jour, dans un élan d'enthousiasme provoqué par sa chaleureuse parole, les bourgeois de Neuchâtel l'entraînent à la cathédrale, chassent les prêtres qui essayent d'en défendre l'entrée, installent le réformateur dans la chaire, brisent les images, mutilent les tableaux, maltraitent les chanoines, puis inscrivent sur les murs de l'église : Le 23 octobre 1530 fust abattue et ostée l'idolâtrie de céans par les bourgeois. »

Au lieu de *témérité* et de *délire*, au lieu d'*enthousiasme*, mettez *folie* et *fanatisme*, et le tableau sera plus vrai.

La Réforme triomphait. Farel confia la nouvelle église au jeune Antoine Marcourt (Maucourt, suivant Ad. Rochas), réfugié du Dauphiné, aussi zélé et non moins ardent que lui ; puis il se mit à parcourir avec des succès divers,

mais non sans courir de nouveaux dangers, Morat, Avenche (1531), Orbe, où il fit la conquête du jeune Viret qu'on écouta plus volontiers que lui, . . . et bientôt le grand autel de la cathédrale fut renversé comme celui de Neuchâtel. Fribourg, la ville catholique par excellence, se plaignit ; mais Berne répondit avec hauteur . . . « et Fribourg céda non par crainte, mais par avarice. » Je laisse cette appréciation à la revue de MM. Haag¹.

Au commencement de 1532, Farel obtint la place de second pasteur de Neuchâtel pour Christophe Libertet ou Libertat, dit Fabry, de Vienne en Dauphiné. Puis, il se rendit avec son compatriote Antoine Saunier au synode que les Vaudois du Piémont avaient indiqué à Chanforans, dans la vallée d'Angrogne, pour le 12 septembre 1532.

Il entreprit ensuite d'évangéliser Genève. Le Conseil épiscopal, inquiet de ses succès, lui proposa une conférence qu'il s'empressa d'accepter ; mais ce fut un vrai guet-apens, où il faillit perdre la vie. Il se retira alors à Granson avec Saunier, où il décida Antoine Froment², réfugié du Dauphiné, à le remplacer à Genève. Il revint encore dans cette ville en 1533 ; mais il y rencontra les mêmes oppositions, et il dut fuir de nouveau. Sans se laisser décourager, il se raidit opiniâtement dans son dessein et revint une troisième fois à Genève.

Cette fois, une dispute publique entre les docteurs des deux partis fut annoncée. Elle eut lieu le 27 janvier 1534 ; mais, malgré Viret qui était venu prêter à Farel et à Froment le concours de son éloquence, Farel ne sut que répondre aux objections de Furbity, défenseur des catholiques, sur l'autorité des Conciles et les éluda prudemment. A la suite de cette dispute, le Conseil de Genève ordonna aux prêtres catholiques de prêcher purement l'Évangile, sans pourtant accorder aux apôtres de la Réforme la permission d'ex-

¹ *La France protestante.*

² Remarquez cette étrange coïncidence du prénom d'Antoine porté par Boyve, Marcourt, Saunier et Froment, les quatre réfugiés Dauphinois.

poser publiquement leurs doctrines ; mais l'impétueux Farel ne s'accommoda pas longtemps de cette demi-tolérance et s'installa d'autorité dans l'église du couvent de Rive (1^{er} mars 1534). Avec l'opiniâtre ténacité qui le caractérisait, il fut bientôt vainqueur de tous les obstacles, et, le 27 août 1535, parut le fameux édit de Réformation, suivi, moins d'un an après, d'institutions qui en étaient le corollaire. Son rôle était terminé dans cette ville. Il ne s'agissait plus de détruire, mais d'édifier, et il n'était pas l'homme de la situation. Cette tâche importante était réservée à Calvin.

Post tenebras lux !

Farel et Calvin !...

Cette devise de la ville de Genève ne semble-t-elle pas, en effet, née de l'existence même de ces deux hommes ? Farel ne fut-il pas l'orage qui détruit ? Calvin ne fut-il pas, au contraire, le soleil qui revivifie tout après l'orage ?...

Le reste de l'existence de Farel se passa à soutenir des thèses et des disputes religieuses, à Genève comme ailleurs, aussi bien qu'à Neuchâtel (1538) où l'attendaient les mêmes alternatives de faveur et d'hostilité. C'est à cette époque de sa vie qu'il faut placer aussi l'incursion évangélique que le réformateur fit en Savoie (1538 à 1540) et que ses biographes ont oublié de mentionner.

« Ce fougueux évangéliste, dit Victor de Saint-Genis ¹, profitant de l'humeur tolérante de l'évêque Philibert de Challes, s'installa dans les paroisses du Chastel et de Montbéranger, à deux pas de la ville épiscopale de Saint-Jean, et y fit de nombreux prosélytes. En 1541, un arrêt du Parlement signale le péril à l'évêque, et lui enjoint, sous peine de la réduction de son temporel : *De faire prêcher dans ces paroisses de bons et idoynes prebstres catholiques, de confirmer le populaire en sa foy, d'extirper les perverses doctrines déjà semées et imprimées dans l'esprit des enfants, imbus d'une meschante et diabolique*

¹ *Histoire de Savoie* : Chambéry, Bonne, Conte-Grand et C^{ie}, 1869, t. II, p. 58.

oraison nommée le Pater des Italyans et autres illusions pernicieuses et vaines crédulités de synagogue (arrêt du 13 décembre 1541).

Saint-Genis ajoute en note : « Le peuple, qui perd malaisément la mémoire de certains faits, y appelle encore proverbialement *langue de Farel*, sans trop se douter de l'origine de ce dicton, le contradicteur opiniâtre, quiconque a réponse à tout, etc. »

En 1542, on le voit à Metz, à Montigny et à Gorze, où peu s'en fallut qu'il ne fût étranglé par les femmes, parce qu'il avait nié la virginité perpétuelle de Marie. Le jour de Pâques, 25 mars 1543, au moment où il prêchait dans l'abbaye, Claude de Guise fondit sur l'assemblée à la tête d'un corps de troupes. Il y eut beaucoup de tués, et Farel blessé parvint à fuir et à gagner Pont-à-Mousson, d'où il se fit conduire à Strasbourg.

Il rentra enfin à Neuchâtel qu'il ne quitta plus jusqu'en 1549, où il accompagna Calvin à Zurich. En 1553, il se rendit à Genève, où il se trouva lorsqu'on conduisit au bûcher le malheureux Michel Servet qu'il exhorta inutilement à reconnaître ses erreurs. Servet, condamné à Vienne en Dauphiné, par les autorités *catholiques*, à être brûlé comme hérétique, avait réussi à s'échapper de cette ville et à se réfugier à Genève, où il vint se faire brûler par les *protestants*. C'est ainsi qu'à cette époque néfaste on punissait l'hérésie, et les partis dits religieux, quoique séparés par les idées, n'employaient pas moins les mêmes moyens d'extirpation.

A l'année 1557 — Farel avait alors 69 ans, — se rattache le mariage, à la stupéfaction générale, de Farel et de Marie Torel, de Rouen, réfugiée avec sa mère à Neuchâtel. « Je suis muet d'étonnement, écrivait Calvin. Il y a demy an que le povre frère eust prononcé hardiment qu'il eust fallu attacher comme un homme radoteur celluy qui en si grande vieillesse eust prétendu d'avoir une si jeune fille. » Il est vrai que Gautier ¹, en rappelant ce fait, ajoute

¹ *Précis de l'Hist. de la ville de Gap*, p. 277.

avec quelque malice : « Au bout de cinq mois de mariage, il lui naquit un fils dont j'ignore la destinée. » Mais les historiens protestants disent que cet enfant n'avait qu'un an, lors de la mort de son père, et qu'il n'atteignit pas sa troisième année. Ad. Rochas, de son côté ¹, dit qu'il s'était marié à l'âge de 69 ans, — c'est-à-dire huit ans avant sa mort, — et qu'il avait eu un fils décédé en 1568. Comment concilier ces diverses assertions ? Peu importe, du reste, que ce fait soit éclairci ou non.

En 1561, Farel partit pour le Dauphiné, désirant sans doute dire un dernier adieu à la ville qui l'avait vu naître. Arrivé à Grenoble, il usa de toute l'autorité que lui donnaient son âge et ses services pour décider les Protestants de cette ville à se constituer en église, et il leur laissa pour ministre Aynard Pichon, qui l'accompagnait. Au mois de juillet, il était à Gap, où il prêcha dans le moulin de Burle, près de la ville, malgré la réception peu sympathique qui lui fut faite, puis dans l'église de Sainte-Colombe. Arrêté par les ordres de La Motte-Gondrin, le 24 novembre suivant, il fut tiré de prison par ses partisans et il ne rentra dans la capitale du Gapençais que lorsque les Protestants s'y furent rendus les maîtres, en 1562. C'est à cette époque qu'il visita Die pour y établir la Réforme ².

On le retrouve encore en 1564 et 1565 à Genève et à Metz, puis enfin à Neuchâtel, où les fatigues du voyage ayant aggravé ses infirmités, il mourut au bout de quelques semaines, à l'âge de 76 ans, laissant un fils nommé Jean, qui ne lui survécut que trois ans.

Toute sa succession se monta, dit-on, à 120 livres, preuve irrécusable de son rare désintéressement.

« Son courage, a dit Mignet, était plus celui d'un soldat que d'un chef, et sa prédication annonçait plus un fougueux apôtre qu'un habile novateur. »

Inutile de donner ici la liste de ses écrits. On la trouvera dans le livre déjà cité d'Ad. Rochas, mais bien plus com-

¹ *Biographie du Dauphiné.*

² Dr Long : *La Réforme et les guerres de religion en Dauphiné*, p. 52.

plète dans celui de MM. Haag. Quant à celle de ses portraits, etc., je me félicite de pouvoir la donner complète à la fin de cette notice.

Je n'ai pu découvrir de médailles contemporaines du célèbre apôtre de la Réforme, et je ne crois pas, du reste, qu'il en ait existé. Je dois donc me contenter de donner la description de celles que ses coréligionnaires ont fait frapper, à diverses époques, en mémoire de son apostolat ¹.

- I. — *Anépigraphe*. Buste de Farel à droite, avec une grande barbe, en costume de pasteur et le béret sur la tête ; au bas : J. D. (Initiales du graveur Jean Dassier).

Rev. — *En douze lignes dans le champ* : GUILLELMUS — FARELLUS — GALLVS THEOLOGVS — RELIGIONIS CHRISTIANÆ — GENEVÆ ET ALIBI — JNSTAURATOR — PASTORIS MVNERE — GENEVÆ — ET NEOCOMI — FVNCTVS EST — OBIIT · AN(no) · 1565. — *ÆT(at)s* 76. (*Guillaume Farel, théologien français, restaurateur de la religion chrétienne à Genève et ailleurs. Il remplit les fonctions de pasteur à Genève et à Neuchâtel. Il mourut en l'an 1565, à l'âge de 76 ans.*)

AR. et BR. Module : 27 millim. PL. I, n° 1.
Ma collection — Cab. de Genève. — Cab. de Neuchâtel.

Cette médaille, à ce qu'on m'a assuré en Suisse, a été frappée pour l'anniversaire de Neuchâtel de 1730. Elle a été publiée, en 1761, par Mazzuchelli, pl. LXXII, et, en 1780, dans le *Schweizerisches Münz und Medaillencabinet beschrieben von Gottlieb Emanuel von Haller* ;

¹ J'ai publié ces médailles dans la *Revue belge de numismatique* de 1886, et je me félicite d'avoir obtenu de mes confrères du Nord la gracieuse autorisation de faire faire un tirage particulier des deux planches de cette Revue pour la *Société d'Études des Hautes-Alpes*. Qu'ils veuillent bien en agréer ici tous mes remerciements.

Bern, in Verlag der neuen typographischen Gesellschaft, T. I^{er}., p. 115. L'*Armorial genevois* de Blavignac en donne également la description (p. 343), mais sans la gravure.

II. — GUILLAUME FAREL — RÉFORMATEUR . ;
Buste en trois-quarts à gauche. Au bas :
A. J. J. LANDRY. F.

Rev. — *En huit lignes dans le champ* : SANCTIFIE-LES
— PAR TA VÉRITÉ ; — TA PAROLE —
EST LA VÉRITÉ. S^t. JEAN. XVII. 17. —
3^{me} JUBILÉ DE LA RÉFORMATION — A NEU-
CHÂTEL. — 1830.

AR. et BR. Module : 40 millim. PL. I, n° 2.
Ma collection.

Cette médaille fut gravée pour le troisième Jubilé de Neuchâtel par Ami-Jean-Jacques Landry. Elle a été décrite par Ch. Roumieux ¹.

III. — IVBIL(œt) · REFORMAT(œ) · — RELIG(ionis)
GENEV(œ) · TERT(ium) · — SEC(ulum) ·
CELEBR(atum) · AVG(usti) · D(ie) · —
XXIII · AN(no) · MDCCCXXXV. (*Jubilé
de la Réformatton de la Religion. 3^e cente-
naire célébré le 23^e jour d'août, an 1835*).
Dans le champ, et se détachant sur la perspec-
tive intérieure de la cathédrale de Saint-Pierre
de Genève, quatre médaillons. Celui du haut
offre le buste de Calvin à droite, avec la lé-
gende : IOHANNES — CALVIN · ; celui de
gauche, le buste de Farel à droite, avec la lé-
gende : GVILLELM(us) — FAREL · ; celui de
droite, le buste de Viret à gauche, avec la
légende : PETRUS — VIRET · ; celui du bas,
enfin, le buste de Théodore de Bèze à gauche,
avec la légende : THEODORVS — DE BEZE · ;

¹ (*Description d'une 3^e série de cent médailles genevoises inédites*, Genève, 1876, p. 38, n° 82, et 1881, p. 36, n° 274).

tous ces bustes portent la grande barbe et le costume traditionnel des ministres protestants. Au centre, les armes de la ville de Genève surmontées de la devise : POST — TENEBRAS — LVX.

Rev. — BIBLIA FIDEI — ET — RATIONI RESTITVTA.
la Foi et la Raison, debout en regard, tenant la Bible (BIBLIA SACRA) ouverte sur un autel gothique ; au-dessus, le St-Esprit. A gauche, avant la légende : A. BOVY ; à droite, après la légende : INV. ET F. ; à l'exergue : LIBER APERTVS EST — QVI EST VITÆ, en deux lignes.

AR. et BR. Module : 61 millim. PL. II, n° 3.

Ma collection. — Cab. de Genève.

Lors du Jubilé de 1835, cette médaille fut distribuée savoir : en argent, aux Députés des Consistoires ; en bronze, aux membres non Députés.

Elle a été décrite, mais non figurée dans l'*Armorial genevois* de Blavignac, p. 169.

Cette notice étant destinée au bulletin d'une société savante du Dauphiné, exclusivement consacrée à tout ce qui intéresse son histoire locale et, par conséquent, celle de ses enfants les plus renommés, je crois, mon cher confrère, entrer dans les vues de ses membres, en reproduisant ici le récit de la cérémonie qui eut lieu à Neuchâtel, en 1876, au sujet de l'érection de la statue de Farel, récit que j'emprunte à une publication suisse annuelle¹, fort bien conçue, et qui m'amènera naturellement à décrire la quatrième et dernière médaille de votre célèbre compatriote.

« Notre ville inaugurerait, le 4 mai 1876, le monument élevé à Guillaume Farel². Dès 9 h. 1/2 du matin, les mem-

¹ *Le véritable Messager boiteux de Neuchâtel, almanach historique pour l'an de grâce 1877* (p. 48), par Antoine Souci, astronome et historiographe ; Neuchâtel, H. Wolfrath et Metzner.

² Cette statue est en pierre de Chauvigny (France).

bres du Comité, les membres de la Société pastorale des Synodes des deux églises, les délégués des églises étrangères et des cantons réformés, les délégués du Conseil d'État, du Conseil de commune et de la municipalité, les souscripteurs au monument, etc., se réunissaient dans la grande salle de la maison Sandoz-Travers ; à 10 heures, le cortège se mettait en marche et se massait sur la place de la Collégiale, autour du monument. Après un choral exécuté par la *Fanfare*, M. le pasteur Nagel, puis M. le pasteur Robert retracèrent avec éloquence les principales phases de la vie du réformateur, vie de zèle et de foi, de luttes et d'action, malgré les obstacles, les persécutions, l'insuccès souvent, la fatigue et la maladie ; les orateurs font revivre l'histoire de cette œuvre colossale de la réforme, accomplie au prix de tant d'ardeur et d'abnégation ; ils nous montrent Farel arrivant à Neuchâtel, ses premières prédications à la Croix-du-Marché, et les mémorables journées du 23 octobre et du 4 novembre 1530 — les idoles tombent et l'Évangile surgit, etc., etc.

.....
 « Une médaille de M. Fritz Landry rappelle aussi dignement cette belle journée. »

Je reprends mon rôle et je donne ici la description de cette belle médaille, non sans l'accompagner de quelques lignes dont je crois utile et même nécessaire de la faire suivre, quand ce ne serait que pour répondre d'avance à quelque grosse accusation dont je pourrais être la victime.

IV. — 1489 * GUILLAUME FAREL — RÉFORMATEUR * 1565 ; Statue de Farel, représenté dans le costume traditionnel, élevant des deux mains la Bible au-dessus de sa tête et la présentant au peuple. Sur la base, on lit le nom de l'auteur de la statue : CH. IGUEL. Au bas, à droite, dans le champ : F. LANDRY.

Rev. En cinq lignes dans le champ : LA PAROLE
 DE DIEU — EST VIVANTE ET EFFICACE
 — ET PLUS PÉNÉTRANTE — Q'UN (*sic.*)

GLAIVE — A DEUX TRANCHANTS. Au
bas, et accompagnant la circonférence de la
médaille : NEUCHÂTEL. 1875.

BR.

Module : 45 millim.

PL. II, n° 4.

Ma collection. — Cab. de Neuchâtel.

Cette médaille n'a été frappée qu'en bronze. Elle a été décrite, mais non figurée, dans l'article du *Véritable Messager botteux* que je viens de citer.

Pendant le mois de mai 1880, je séjournai deux semaines à Neuchâtel, où je passais toutes mes soirées chez l'un de ses plus éminents citoyens. J'avais rencontré M. Desor en plusieurs occasions, et, de plus, j'avais passé avec lui l'hiver de 1878 à Nice, où, membres des sociétés savantes de cette ville, nous avions eu l'occasion de faire ensemble maintes promenades ou excursions. M. Desor s'occupait surtout de la géologie et de l'âge préhistorique. Ce fut le trait d'union entre lui et l'archéologue dauphinois. Donc, à mon arrivée à Neuchâtel, j'avais été accueilli comme une vieille connaissance, et les portes de la maison du savant Neuchâtelois s'étaient largement ouvertes devant moi. J'y rencontrais, tous les soirs, quelques-uns des amis de M. Desor, et, du choc des idées, surgissaient bien souvent les plus intéressantes conversations. J'avoue que ces aimables suisses avaient, en politique, des idées qui ne sortaient pas du même moule que les miennes, et que, par conséquent, je n'étais pas souvent d'accord avec eux sur les questions à l'ordre du jour. S'ils étaient francs avec moi, je ne l'étais pas moins avec eux, et bien souvent, sans sortir des bornes permises entre gens bien élevés, la conversation s'animait et frisait la dispute.

Un soir, — ce jour-là j'avais fait une visite à la statue de Farel et à la Cathédrale devenue Temple, — notre entretien, par une pente naturelle, tomba sur ma promenade du matin, et bientôt le Réformateur devint le point capital de nos débats. Mes interlocuteurs, s'ils étaient peu doués de la protubérance de la *religiosité*, se montrant tout au moins *religionnaires*, quelque peu *religieux* qu'ils

fûssent dans l'acception orthodoxe de ce mot, — exaltaient le Réformateur et portaient aux nues le rôle qu'il avait joué en Suisse. Naturellement, mes opinions ne pouvaient cadrer avec celles de ces messieurs, tous protestants, — je me trompe, libres-penseurs, — et je ne pus m'empêcher de leur dire sans déguisement, que je les trouvais peu logiques d'avoir élevé une statue à l'apôtre de leurs croyances, à celui qui, frère ennemi, avait le plus provoqué le zèle des iconoclastes contre les objets du respect des Catholiques, et qui n'avait pas craint de briser les statues des apôtres d'une religion, sœur aînée de leur propre culte ¹.

« Farel, ajoutai-je, était — on ne peut le nier — un homme fort remarquable, et je suis très flatté, assurément, de voir mon Dauphiné glorifié jusque dans ses *fauves*... Mais j'avoue que je préférerais voir dresser des statues aux sages de la tolérance, aux apôtres de la charité !... Pensez-vous qu'un monument érigé — en Dauphiné, bien entendu, — à notre Mounier, honoré jadis d'une médaille par la ville de Berne pour les sages avis qu'il lui avait donnés et les services qu'il lui avait rendus pendant son séjour forcé en Suisse ; croyez-vous que des statues élevées en l'honneur des Gordes et des Truchon, qui sauvèrent le Dauphiné des horreurs de la Saint-Barthélemy, ne seraient

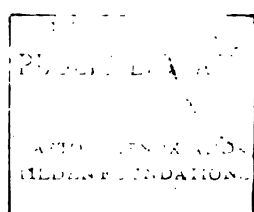
¹ Comme contre-partie de ce grand honneur rendu à un fanatique, je veux citer ici un autre monument de bronze qui n'est pas précisément fait pour l'excuser. Van Loon (t. I, p. 107 de sa *Description des médailles historiques des Pays-Bas*,) nous montre une fort belle médaille dirigée contre les briseurs de statues, en souvenir des cruautés commises dans les Pays-Bas par les Espagnols. L'avvers représente la destruction des images et les supplices qui en ont été les suites. L'inscription du revers tend à tourner en ridicule Vergas, le président du Conseil du Sang, puisque ce sont les mêmes paroles latines qu'on prétend lui être échappées en condamnant un Catholique : *Hæretici fraxerunt templa ; Catholicos nihil fecerunt contra ; ergo omnes debent patibulari. Anno 1568*. Donc, « vérité en deçà, mensonge au-delà » statue à l'iconoclaste en Suisse ; mais, en Hollande, supplices pour l'iconoclaste, comme pour ceux qui ne s'opposent pas au bris des statues... C'est bien le cas de dire que partout la force prime le droit.

pas des actes de justice plus opportuns que celui de faire ainsi l'apothéose d'un fanatique comme Farel ? Encore, si ce mouvement de l'opinion publique s'était traduit en fait, s'était accompli à un point de vue vraiment religieux !... Mais je crois bien que la politique a plus présidé à ces honneurs extraordinaires qu'une pensée pieuse... C'était, avec les idées à l'ordre du jour de certaine secte, mais soigneusement dissimulées sous un prétexte plus spécieux, un encouragement aux destructeurs de toute religion et aux iconoclastes de la maçonnerie. Si Marot, soupçonné d'être favorable aux idées nouvelles, pouvait dire à son ami Bouchet : ... « Point ne suis luthériste, ne zuinglien et moins anabaptiste... » je suis, de mon côté, très porté à l'impartialité par le respect que je porte aux croyances *vraies* et non *politiques* de chacun ; mais aussi, croyez-le bien, je n'excuse pas plus les auto-da-fé de l'Inquisition que le bûcher de Michel Servet. Les hommes, imprudents ou exaltés, sont les mêmes partout, et partout les excès doivent être réprouvés. Je sais bien qu'en vous parlant ainsi, je m'expose à subir la loi des suspects, car il en est en religion comme en politique : « Vous n'êtes pas avec nous ; donc vous êtes contre nous. » Au rebours de certaines femmes dont Cicéron a dit : *Ut mulieres, ideo bene olere, quia nihil olebant, videbantur* ¹, les ultras de tous les partis, qu'ils soient politiques ou religieux, pourront dire de moi : « Point d'odeur, mauvaise odeur ». N'approuvant les excès ni d'un côté ni de l'autre, je dois fatalement être exposé à démeriter de tous, parce que je veux rester modéré. Mais *in medio stat virtus* ... et je resterai modéré.

« Une autre pensée m'est venue à l'esprit. Si la politique n'a pas été seule à jouer son rôle dans la glorification que je vous reproche, *l'amour-propre local* peut aussi en revendiquer une grosse part. Ce motif, vous ne l'avouerez pas, parce qu'il est peut-être le vrai. Bâle avait, quelques années avant vous, placé la statue d'Écolampade en face du Munsterhof, du splendide cloître de sa Cathédrale : les

¹ *Epist. att., II, 1.*

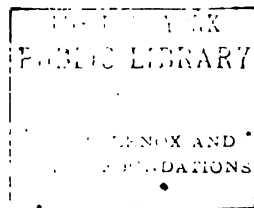






3





lauriers de Bâle vous empêchaient de dormir, et vous avez voulu avoir aussi la statue de votre apôtre devant le cloître ruiné par lui de votre Cathédrale. Si, de son ciel, Farel a pu voir ce que les descendants des sectaires de son temps ont fait de son effigie, trois siècles après lui, c'est bien pour le coup que ses yeux ont dû lancer des éclairs de colère, que sa voix rauque a dû tonner... Une statue à lui, l'apôtre de la Réformation ! à lui qui avait brisé celles des apôtres de la religion-mère !... Quel manque de logique, Messieurs, et que Lucien, s'il revenait au monde, aurait là un joli thème pour un nouveau *Dialogue des Morts* entre le *sauvage* Dauphinois et les descendants *dégénérés* de ces bourgeois de Neuchâtel qui lui avaient prêté le concours de leurs bras dans l'œuvre de destruction prêchée par lui ! Genève peut célébrer la Réforme sans élever de statue à Jean Calvin, pendant que Zurich se prépare à inaugurer celle d'Ulrich Zwingli. Ce dernier a été pour cette ville ce que Calvin fut pour Genève, à la fois réformateur religieux et fondateur d'État, homme d'église et homme public. L'un et l'autre ont marqué de leur sceau très personnel tout le développement ultérieur du peuple au milieu duquel ils ont agi et parlé ! Genève n'a pas encore sa statue de Calvin, ce qui est assez étrange puisqu'elle en a élevé une, en 1835, à J.-J. Rousseau, dont elle avait, en 1762, fait brûler officiellement, devant l'Hôtel-de-Ville et par la main du bourreau, l'*Émile* et le *Contrat social* ; mais l'exemple de Zurich sera probablement contagieux. Cependant maint calviniste genevois estime encore que ce serait manquer à la mémoire du Réformateur, *destructeur d'images taillées*, que d'en élever une taillée à ses traits. Le scrupule peut paraître excessif ; il n'a pas arrêté les Vaudois, qui ont placé dans le temple d'Orbe le buste de Viret ; ni les Neuchâtelois, ni les Bâlois, pas plus qu'il n'arrêtera les habitants de Zurich. Tout se contredit à travers les siècles.

« Et pourtant je suis de l'avis des puritains de Genève. Une statue à tous ces gaillards-là est une preuve de faux raisonnement, un contre-sens, un véritable anachro-

nisme ! Aussi, Messieurs, si je réalise le projet que j'ai formé de publier les médailles de mon compatriote Farel, je vous fais la promesse de ne pas oublier votre manque de logique.

— « Et vous ferez bien, me répondirent en riant mes auditeurs... »

Vous voyez, mon cher confrère, que je tiens parole.

J'ai donné à entendre plus haut l'intention où je suis d'aller au devant d'insinuations peu bienveillantes que certaines personnes ne se feront peut-être pas faute de diriger contre mon écrit, c'est-à-dire contre moi. Déjà, en 1865, j'eus l'occasion d'en éprouver les effets. Je venais de publier dans le Bulletin de l'une de nos sociétés savantes, au sujet du baron des Adrets, un écrit¹, dans lequel, sans prendre aucunement la défense des cruautés que l'histoire lui reproche, — et vous savez, mon cher confrère, comment certaines gens écrivent l'histoire, — j'avais cru, par esprit de justice et par amour de la vérité, devoir mettre en regard les excès commis par les Catholiques eux-mêmes, afin de démontrer le manque d'équité qui avait présidé à la réputation personnelle et particulière du terrible Protestant. J'envoyai cet écrit à M. le comte de Montalivet, ancien ministre du roi Louis-Philippe, à qui, pendant la tenue du Congrès de la *Société française d'archéologie*, à Nice, j'avais eu l'avantage d'être présenté par M. de Caumont, et qui m'avait fait l'honneur de me demander cette publication dont on avait bien voulu lui parler. Vous me pardonnerez, mon cher confrère, de vous donner un extrait de la lettre qu'il m'adressa, le 29 juillet 1867, en m'envoyant sa notice sur son père.

« Je ne comprends pas plus que vous qu'on ait transformé en attaque politique ou religieuse vos *Réflexions sur les excès commis pendant les guerres de religion*, etc. Qu'est-ce autre chose que la recherche de la vérité et de la mesure à mettre dans les jugements de l'his-

¹ *Réflexions sur les excès commis pendant les guerres de religion*
Bull. de l'Académie Delphinale ; Grenoble, Prudhomme, 1865, p. 178).

toire en ce qui touche certains faits ou certains personnages.

« Vous avez entretenu l'Académie delphinale d'un passé déjà bien loin de nous, de quelques-uns de nos compatriotes illustres ou célèbres qui, se laissant dominer par les passions de leur temps, s'en faisaient résolument les instruments, et vous avez publié des documents où l'on peut trouver des circonstances atténuantes pour expliquer sinon pour justifier certaines actions. Vous avez très bien fait de les mettre en lumière, et, en cela, vous n'avez fait que servir les intérêts de la justice historique.

« Me trompé-je en pensant que l'étude dont j'ai l'honneur de vous faire hommage sur le caractère d'un autre de vos compatriotes qui a vécu aussi dans des temps agités par la fougue et la lutte acharnée des passions humaines, montre qu'on peut en même temps s'affranchir de ces passions et servir efficacement les sentiments, les intérêts et les progrès qu'elles ont la prétention de représenter exclusivement.

« Permettez-moi, en tout cas, de vous demander un bienveillant accueil pour la notice sur mon père que je viens de faire imprimer pour une publicité restreinte destinée à ma famille, à des amis et à des compatriotes Dauphinois... »

Je ne sais, mon cher confrère, si ces lignes suffiront à m'abriter contre la foudre. En tout cas, sur ce chapitre-là, j'adopte volontiers la devise du baron des Adrets lui-même : *Impavidum fertent ruinæ*... Sa cruauté ne l'empêchait pas de posséder son Horace... Celui qui déclame généralement contre toutes les différentes conditions de la vie et de la société fait bien voir qu'il n'en veut pas aux hommes, mais à leurs défauts.

Agréez, M. l'abbé et honoré confrère, l'assurance de ma respectueuse considération.

Grenoble, septembre 1886.

G. VALLIER.

Le beau dessin que j'ai placé en tête de cette monographie est dû au crayon de M. A. BACHELIN, de Marin, près Neuchâtel, un de ces artistes doublés d'un écrivain qui sont trop rares pour qu'on ne soit pas heureux d'ajouter un éloge à tous ceux qui lui ont été donnés. Ce dessin a été publié à l'occasion de l'inauguration de la statue du Réformateur, ainsi qu'on le verra plus loin. Pouvais-je mieux faire alors que de l'emprunter à M. Bachelin lui-même, qui, dans un livre ¹ comme toutes les provinces devraient en posséder, — une véritable encyclopédie de la région, — et qui a été publié par la *Société d'histoire du canton de Neuchâtel*, a donné l'article le plus complet qu'il soit possible de trouver, à ce point de vue particulier, sur notre Gapençais, article auquel j'éprouve quelque vanité d'avoir apporté un modeste tribut.

¹ *Iconographie neuchâteloise ou Catalogue raisonné des tableaux, dessins, gravures, statues, médailles, cartes et plans relatifs au canton de Neuchâtel*. Neuchâtel, H. Wolfrath et Metzner, 1878.

ICONOGRAPHIE DE FAREL.

Maison où est né Guillaume Farel aux environs de Gap. — Dessin de A. Bachelin, d'après une photographie. — *Musée neuchâtelois*, 1876.
Guillaume Farel. — Portrait en buste de grandeur naturelle, toile rectangulaire, retouchée grossièrement, tête de trois quarts à droite, un peu relevée dans une attitude fière ; dans le fond on voit la ville de Neuchâtel avec cette légende écrite obliquement sur un rayon de lumière : *MENSIS BIS QVINTI CAEPIT TER QVINTVS ET OCTO MELLIO ET FARELL PASTOR HIC INTVS ERAT*. Traduction : Le 23 du 10^e mois, la religion y commença, et Farel y fut pasteur. (À la Bibliothèque de Neuchâtel.)

G. Farel. — D'après le portrait de la Biblioth. de Neuch., dessin sur bois. (*Le Véritable Messager boiteux de Neuch.*, 1853.)

Guillaume Farel, né en 1489, mort à Neuch. le 13 sept. 1565. — Petit portrait, Abr.-L^e Girardet. (*Etrennes historiques des Girardet.*)

Farel (Guillaume), réformateur de la Suisse romande, né à Gap en 1489, reçu bourgeois de Genève en 1537, mort à Neuch. en 1565. — Portrait en buste. (À la Biblioth. publique de Genève, salle Lullin, n^o 1. Donné en 1703 par J. Pictet, anc. auditeur.)

G. Farel. — Portrait peint d'après celui de la Biblioth. de Neuch. (A la Société pastorale, à Neuch.)

Arrivée de Farel dans le pays de Neuchâtel, déc. 1529. — Vignette par A. Bachelin (*Souvenir de l'inauguration de la statue de Farel, Neuch, (Suisse), 4 mai 1876.* Carte offerte aux participants au banquet de l'inauguration, le 4 mai 1876.)

Guillaume Farel. — Petit buste en terre cuite colorée. Œuvre du XVI^e siècle non signée. (A la Biblioth. de Neuch.)

Guillaume Farel, réformateur. — D'après le buste conservé à la Biblioth. de Neuch. Dessin de A. Bachelin. (*Musée neuchâtelois*, 1865.)

Guillaume Farel, réformateur. — D'après une peinture conservée à la Biblioth. de Neuch. Dessin de A. Bachelin. (*Musée neuchâtelois*, 1865.)

W. Farel (Schweiz. Reformator). Pfenninger, sc. — Petite pièce gravée du XVI^e siècle.

Guillelmus Farelus.

Gallica mirata est Calvinum Ecclesia semper
Quo nemo docuit doctius
Et Quoque te semper mirata Farre tonantem
Quo nemo tonuit fortius.

H. f. 55. — Cum priv.

Guillelmus Farelus Delphinus Gappensis nobili familia ortus Neocomtensis ecclesiae pastor diligentis. Hic enim est qui nullis difficultatibus fractus Morbergenses, Neocomenses, Lausannenses, Genevenses dequique et alios Christo lucrificet. Obiit A° 1565 die 13 septembr. Aetatis 76.

Petit portrait en buste, tête de trois quarts à gauche ; très finement gravé.

Guillelmus Farelus, Theologus Neocomensis. — Petit portrait en buste, tête de trois quarts à gauche ; paraît être une copie du portrait signé H. Pièce du XVII^e siècle.

Guillelmus Farelus. — De trois quarts à gauche, copié des précédents. Petite pièce du XVII^e siècle.

Guillelmus Farelus, Ecclesiae Gallicanae Reformator. — De trois quarts à gauche. Petite pièce.

Guillaume Farel, de Gap en Dauphiné, ministre de l'église de Neuchâtel. — Portrait de trois quarts à droite, comme dans celui de la Biblioth. de Neuch. Gravure du livre : *Les vrais portraits des hommes illustres en piété ou doctrine et en travail*, etc., à Genève, par Jean de Laon, 1581. — Le même portrait a paru avec cette légende : *Guillaume Farel, prédicateur de la religion prétendue réformée, né à Gap en 1489, mort à Genève (sic) en 1565.* — Le même portrait dans *La vie militaire et religieuse au moyen-âge*, Paul Lacroix (Bibliophile Jacob). Paris, 1873.

Guilielmus Farellus. — De trois quarts à droite dans un médaillon ovale entouré de feuilles et de fruit, avec nom au-dessus ; petite pièce gravée.

Guilielm. Farellus. Theol. Novocom. — Très petite pièce, trois quarts à droite. Les pièces ci-dessus sont du XVI^m siècle.

Guillaume Farel. « Il naquit d'une noble famille du Gapençois en Dauphiné, l'an 1489 ; il fut ministre à Genève, et mourut âgé de 76 ans. » Gravure. Tête de trois quarts à droite dans un médaillon ovale. — Se vend à Paris chez E. Desrochers, rue du Foin, près la rue Saint-Jacques.

Guillaume Farel, l'un des réformateurs de la Suisse romande, mort le 13 sept. 1565. — Petite lith. de Zella S. Médaillon ovale.

Guillaume Farel. — Petite lithographie dont nous ne connaissons qu'une épreuve avant la lettre. (Bibl^e nat^{le}, Paris.)

Guillaume Farel. — Petite lith. de Etienne. Metz. (*Histoire de la ville et du pays de Gorze.* J.-B. Nimsgern, 1 vol.)

Guillaume Farel. — Convert. del. Lith. Gagnebin, à Neuchâtel. « Dédié à la vénérable Compagnie des Pasteurs du canton de Neuch., en 1830, à l'occasion de la 3^me fête séculaire de la réformation. » D'après le portrait de la Biblioth. de Neuch.

Farel. — Petit portrait de pleine face dans un médaillon. (*Du vrai Usage de la croix de Jésus-Christ*, par Guillaume Farel, suivi de divers écrits du même auteur. Genève, imp. J.-G. Fick.)

Le même portrait dans l'ouvrage : *Farel, réformateur de la Suisse romande*, L. Junod, 1865. Imp. Fick.

Un colloque à Genève en 1549. Post tenebras lux. Peint par P. A. Labouchère. Lith. par Léon Noël. « Calvin communique à ses collègues un formulaire de confession de foi, de discipline ecclésiastique et de catéchisme, qu'il fit ensuite passer en forme de loi par le grand-conseil » A côté se trouve la traduction anglaise de ce texte. « Tiré du cabinet de M. W. Wilson de Bank Nock. Impr. Lemercier. Goupil, édit., Paris. » — Très grande pièce lithographiée avec beaucoup de finesse, et qui rend admirablement l'exécution sobre du tableau original.

Le colloque de Genève, 1549. — Dessin sur bois d'après Labouchère, (voir ci-dessus). Calvin discute avec les principaux réformateurs : Guermann, Colladon, Froment, Gourault, Pierre Viret, Spilfame, Théodore de Bèze, etc. Au premier plan, assis dans un fauteuil, au haut duquel est pendue une sacoche contenant des papiers, se trouve Guillaume Farel, la tête de profil à droite. (*Tableaux de l'histoire Suisse*, Berne, 1870.)

Farel et Calvin. — Petit dessin sur bois, par Rouget, d'après Lugardon. (*La Suisse hist. pol. et pittoresque*. Ch. Schaub et E.-H. Gaullieur.

Médaille d'assez grand module. Avers : Buste du réformateur de trois quarts à gauche, en robe, et coiffé de son béret. Inscription : *Guillaume Farel, réformateur.* — A.-J.-J. Landry, fec. — Revers. Inscript-

tion : *Sanctifie-les par ta vérité, ta parole est la vérité. Saint-Jean XVII, 17. 3^{me} Jubilé de la réformation, à Neuchâtel, 1830.*

Médaille du Jubilé de la réformation à Genève. — Grand module, œuvre remarquable de A. Bovy. Avers : Deux femmes, la Foi et la Raison, soutiennent la Bible placée sur un socle gothique. *Biblia fidei et rationi restituta*. — *Liber apertus est qui est vitæ*. — Revers : Dans quatre médaillons ronds groupés autour de l'écusson de Genève, les profils de Calvin, Guillaume Farel, Pierre Viret et Théodore de Bèzes 23 août 1835.

La dernière visite de Farel à Calvin. — Tableau de J. Hornung. Calvin est assis auprès d'une table chargée de livres et de papiers ; Farel, debout, lui serre la main ; derrière eux un valet qui vient d'introduire le visiteur. Farel n'a pas, dans ce tableau, le caractère osseux et maigre auquel on le reconnaît.

La dernière visite de Farel à Calvin. peint par Hornung, lith. par Frégévisse. — Impr. lith. Ch. Gruaz, à Genève. Tiré de la Galerie de M. Eynard-Lullin. Imp. par Ledoux. Grande pièce qui rend avec vérité le caractère de la peinture de Hornung.

Projet de statue de Farel. — Esquisse en plâtre par C. Iguel. D'un mouvement énergique le réformateur presse la Bible d'une main, de l'autre il montre le ciel. (Projet de M. J.-H. Bonhôte, à Neuch.)

Projet de statue de Farel. — Esquisse en plâtre par C. Iguel. (Pr. de M. Ch. Girardet, à Neuch.)

Projet de statue de Farel. — Esquisse en plâtre par C. Iguel. (Pr. de M. Georges de Montmollin, à Neuch.)

Modèle de la statue de Farel, en plâtre, par C. Iguel, 1874. (Au Musée de peinture, à Neuch.)

Statue de Farel, érigée par souscription nationale sur la terrasse de la Collégiale, inaugurée le 4 mai 1876. — La statue, œuvre de C. Iguel, est en pierre de Chauvigny (France). Le réformateur, franchissant les statues brisées des saints, élève la Bible ouverte au dessus de sa tête. La composition du socle est de Léo Châtelain.

Médaille commémorative de l'inauguration du monument Farel, à Neuchâtel, par F. Landry. Avers : la statue du réformateur vue de face. Inscription : « 1489 — Guillaume Farel, réformateur, 1565. — F. Landry. » Revers : « La parole de Dieu est vivante et efficace et plus pénétrente qu'un glaive à deux tranchants. Neuchâtel. 1875.

Statue de Guillaume Farel, par M. C. Iguel. Dessin de A. Bachelin. Buri et Jecker, sc. (*Le Véritable Messager boiteux de Neuch.*, 1877.)

Inauguration du monument de Farel sur la place de la Collégiale de Neuch., 8 mai 1876. — Dessin autog. non signé, par Ed. Jeanmaire. Pl. fol. représentant la cérémonie d'inauguration.

Inauguration du monument Farel. — Dessin sur bois de G. Jeanneret, gravé par G. Jeanneret, représentant la cérémonie d'inauguration. (*La Suisse illustrée*, 1877).

J'ajouterai encore à cette *Iconographie*, pour la rendre plus complète, la note suivante que m'adresse M. Bachelin :

« Je n'ai trouvé, en fait de nouvelle planche de Farel, qu'une petite gravure avec ce monogramme H B. C'est un portrait en buste court, la tête trois quarts à droite, coiffée du béret, penchée et regardant en avant. »

Enfin, et pour terminer, je mentionnerai un article publié par l'auteur de la présente notice dans la *Revue belge de numismatique* de 1886 (p. 446) :

« Les Médailles de la réforme religieuse en Suisse : *Guillaume Farel* 1489-1565, avec 2 planches représentant les quatre médailles de Farel.

G. V.

SITUATION FINANCIÈRE

DES

COMMUNES DES HAUTES-ALPES

EN

1788-1791.

De nos jours, la situation financière des communes de tous les départements est ou peut être facilement connue. Chaque année, en effet, depuis neuf ans, le directeur de l'administration départementale et communale au Ministère de l'Intérieur, publie sur ce sujet un volume spécial qui est transmis aux Archives des départements¹. De

¹ *Ministère de l'Intérieur. La situation financière des communes de France et d'Algérie, précédée d'un tableau indiquant la situation financière des départements* (année 1886), présentée par M. G. BIGNARD, conseiller d'État, directeur de l'administration départementale et communale, à M. A. SARRIEN, ministre de l'Intérieur, (neuvième année). Paris, 1886, petit in-4°, de 720 pages. — Le département des Hautes-Alpes occupe les pages 39-42, soit 4 pages.

plus, un tirage à part faisant connaître, pour chaque département, la situation financière de toutes les communes de ce département, est adressé chaque année aux maires pour être déposé aux archives communales.

Il peut être intéressant, à plus d'un titre, de comparer la situation financière actuelle des communes des Hautes-Alpes avec celle des « communautés » ou « municipalités » qui existaient dans ce département il y a environ cent ans.

C'est ce motif qui nous a engagé à donner, ci-après, l'analyse précise, quoique succincte, d'un gros registre, in-folio, de plus de 250 feuillets (*Archives départementales des Hautes-Alpes*, série C, n° 107), où l'on trouve l'inscription de « charges locales » ou *ordnaitres* et les « impositions extraordinaires » qui pesaient, en 1788-1792, sur les « communautés de l'élection de Gap. »

L'*élection de Gap*, nous l'avons déjà dit¹, correspondait, à peu de chose près, au département actuel des Hautes-Alpes.

Les communes sont ordinairement classées par ordre alphabétique². Nous avons cru devoir indiquer exactement à quel folio du registre nos renseignements ont été puisés. Le lecteur pourra ainsi contrôler les détails, souvent très-curieux, qui vont suivre et, au besoin, les compléter, grâce à nos indications.

P. G.

REGISTRE destiné à recevoir l'inscription des impositions des communautés et municipalités situées dans l'élection de Gap, en 1788, 1789, 1790, 1791 et 1792.

Les « charges locales », imposées « sur les trois ordres », ont ordinairement pour objet : le cierge pascal ; l'entretien des bâtiments de l'église et de la maison curiale ; le logement du curé et du vicaire ; les registres de baptêmes,

¹ *Bulletin* de 1886, p. 425.

² Sauf celles du Briançonnais, du Champsaur et quelques autres, qui sont renvoyées à la fin du registre.

de mariages et de décès ; les cordes des cloches ; le loyer et entretien de la maison commune et des archives de la communauté ; l'entretien des fontaines publiques ; celui des ponts et passerelles sur les rivières, torrents et ruisseaux ; la conduite et entretien de l'horloge ; les gages du secrétaire-greffier ; les vacations du châtelain aux assemblées de la communauté ; celles des consuls et du secrétaire-greffier ; le contrôle des délibérations ; les gages du maître d'école ; ceux du garde bois, du garde champêtre, du mandeur ou valet de ville, et du sonneur ; les frais de voyage du député aux assises de la maîtrise ; le port des lettres et paquets. Une colonne spéciale est consacrée aux « *impositions extraordinaires* ».

AGNIELLES, charges locales en 1788, 195 liv. et en 1791, 398 liv. (n° 1). — « Agnières en Dévoluy », en 1788, 197 l. 47 s. 7 d. et en 1791, 504 l. 8 s. (n° 2). — Antonaves, en 1788, 187 l. (plus 250 l. pour cens dus au seigneur du lieu), en 1791, 315 (n° 3). — « Argenson et la parerie d'Argenson »¹, 201, 217, 109 et 360 (n° 4). — Arzeliers, 366, 312 et 693 plus 200 l., en 1790, « pour dépenses au sujet de la milice nationale » (n° 5). — Aspremont, 289, 116, 228 et 508 (n° 6). — Aspres[-sur-Buëch], », », 396 et 596 ; plus, en 1791 (29 octobre), 300 l. « pour acquitter le premier paiement de l'acquisition du four commun ». Le 5 mai 1792, « permission d'imposer... 9000 liv., pour être employés... à l'acquit des premiers termes de la digue dont l'adjudication a été passée devant nous » (n° 7). — Avançon, », », 397 et 879. Le 19 novembre 1787, 500 l. ont été imposées « pour la construction d'une fontaine... sur les habitants du chef-lieu, seuls intéressés à la construction de la fontaine » (n° 8).

BARATIER, 104, 104, 128 et 317 (n° 9). — Barret-le-Bas, 187, 211, 323 et 269 (n° 10). — Barret-le-Haut, 108, 154, 92 et 209 (n° 11). — Bréziers, », », », 699. Le 17 septembre

¹ Afin d'éviter la répétition des dates 1788, 1789, 1790 et 1791, on inscrira simplement, ci-après, les sommes correspondant à chacune d'elles, en remplaçant les sommes qui manqueraient par un guillemet (»), entre virgules.

1792, le sieur Bouchet réclame, « pour reliquat de compte rendu à la commune de Bréziers », la somme de 395 l. 16 s. 6 d. (f° 12). — Bruis, 154, 169, 295, 922 (f° 13).

« CHANCELLA A FREISSINIÈRES », 1558, 1582, 1582, 266. Dans les trois premières sommes, on compte : « pour l'abonnement de la dîme, y compris la portion congrue du curé », 1000 l. ; « pour la 24^e des pauvres », 41 l. 14 s. ; « pour la réparation due aux religieuses d'Embrun », 36 l. ; pour les réparations à faire aux digues contre la Durance, 100 l. ; « pour les gages du ramoneur des cheminées », 18 l., etc. (f° 14). — Chanousse, 120, 123, 120, 154 (f° 15). — Châteauneuf-de-Chabre, 120, 120, 190, 307 (f° 16). — Châteauneuf-d'Oze, 247, en 1791 (f° 17). — Châteauroux, », 2388, 2459, ». Dans ces sommes, on compte : « droits seigneuriaux et ceux dus à M. l'Archevêque d'Embrun, 400 l. ; rente due au collège d'Embrun, 375 ; cens dus au seigneur de Réotier, 16 ; messes de fondation, 52 ; honoraires des trois auditeurs des comptes, 13 l. 10 s. ; gages des ramoneurs, 30 ; luminaire, 80 ; abonnement du pied fourché, 100 ; entretien des chapelles rurales, 52 ; entretien de la cabane des bergers de Provence, 30 ; réparations aux moulins, 50 ; à M. Giraud, chirurgien, pension, ensuite du bail à lui passé par délibération du 28 mai 1789, 580 l. » ; pour les gages des maîtres d'école, 320 l. ; etc. La communauté jouit d'un revenu annuel de 2340 livres ; « partant, reste à imposer seulement la somme de 119 l. 16 s. » 23 novembre 1789 (f° 18). — « Châteauneuf-sur-Talard », 62, 62, 62, 615. Sur cette dernière somme il y a : « Pour l'enregistrement des décrets, 64 l. ; traitement du receveur de la contribution foncière et mobilière, 164 ; pour le port des convalescents, 15 », etc. (f° 19). — « Châtillon-le-Dézert », 250 l. 14 s., le 13 novembre 1791 (f° 20). — Chaudun, 103 l. 17 s. le 8 octobre 1791 (f° 21). — Chorges, », », 602, 1614 l. 18 s. 9 d., dont 974 l. 18 s. 9 d. pour le « traitement du receveur des contributions » (f° 22). — Clausonne, 99 l. en 1791 (f° 23). — « Créoux », 200, 200, 200, 272. Il est dû, par « les possédant biens au hameau

de la Chalp », une somme de 2381 liv. « pour les frais de l'établissement d'une succursale » audit hameau de la Chalp. 26 juin 1790 (n° 24).

EMBRUN. En 1788, 89 et 90, le total des « charges locales » est de 4525 l., savoir: maître d'école, 100 l.; ramoneur des cheminées, 135; réparations aux anciennes digues, 500; pour les nouvelles, 1200; frais de bureau, 24; « bénédiction du lac », 30; garde champêtre, 200; logement du gouverneur, 350; id. du lieutenant du Roi et major, 500; casernement de la brigade de la maréchaussée, 210 l.; « droit de chaperon », 36; logement du garde d'artillerie, 96, etc. En 1791, 3906 l. 10 s. (n° 25). — Éourres, 206, 208, 339, 310 (n° 26). — Espinasses, 256, 282, », 539 (n° 27). — « Étoile », 121, 115, 115, 195 (n° 28). — Eyguians, », 126, 91, 267 (n° 29).

« FOULLOUZE », 54, », », 152 (n° 30). — « Fressinières », 1336, 1336, 1342 (dont 850 l. pour l'abonnement de la dîme; 400 l. pour « les droits seigneuriaux dus au chapitre d'Embrun, et 20 l. pour le luminaire de l'église), 467 l. 5 s. (n° 31). — Furméyer, 362 l. 12 s. en 1791 (n° 32).

GAP. Total des charges locales, en 1790, 5392 l., savoir: entretien des fontaines, 150; secrétaire-greffier, 500; maîtres d'école, 1500; mandeurs et valets de ville, 330; entretien des pompes, 150; aux accoucheuses, 30; pension à l'hôpital, 350; fermage du cimetière, 60; pour deux commissaires de police, 222; gages du ramoneur, 150; traitement du collecteur des impositions, 1200; dépenses imprévues, 200, etc. (n° 33). — Guillestre, 3020, 3050, 3745 l. (parmi lesquelles, 200 l. pour les maîtres d'école; 800, pour l'abonnement de la dîme; 524, pour celui « du dixme du chanoine prébandé »; 600, « pour le dixme du prieur »; 110, pour la portion congrue du curé du *Véyer*, etc.). En 1791, 987 l. 10 s. 8 d. dont 90 l. pour « pension due à M. La Mazelière, d'Embrun », et 120, pour « pension à M^{lle} Tancin » (n° 34).

« *Hommes de Gabriel Reymond* » (La Haute-Baume), 103, 103, 145, 226 (n° 35). — « *Hommes de la Roche-*

Montclus » (Montclus), », 134, 128, 172 (° 35). — « *Hommes d'Oze à la Bâtie* » (Oze), 245 l. 19 s., en 1791. « Requette présentée par la commune d'Oze, en homologation de sa délibération du 19 novembre dernier [1791], et permission de plaider contre le s^r de Ruffo, et permission d'imposer 224 l. » (° 37). — « *Jarjaye* », 661 l. en 1791 (° 38).

LA BÂTIE-MONTSALEON, 117, 119, », 363; plus, en 1788, 400 l. « pour être employées au paiement de la refonte des deux cloches de ladite communauté » (° 39). — La Bâtie-Neuve, 261, 261, 261, 1785, l. 18 s. (° 40). — La Bâtie-Vieille, 168, », 202, 392 (° 41). — « La Baume-des-Arnauds », 163, 177, 130, 660 (° 42). — « La Cluze-en-Dévoluy », 171 l., en 1790; plus 500 l. « pour le restant de la portion congrue due au curé de la paroisse », en 1788, et 750 l., « pour la portion congrue du curé, fixée par traite, ensuite de son abandon des dîmes », en 1790 (° 43). — « *La Grand* », 653 l. 6 s. en 1791 (° 44). — La Piarrre, », 272, 282, 320 (° 45). — « *Lardier-et-Valençat* », 286, », », 1165 l. 13 s. (° 46). — « *Largentièrre* », 1427 l. 13 s. 6 d., en 1788 et 1789, savoir: garde champêtre, 24 l.; sonneur, 10; abonnement de la dîme, 820; portion congrue du curé, 450; entretien des meubles de la sacristie, 20; luminaire de l'église, 20; « pour les ducats dus à la Charité de Gap », 55 l. 13 s. 6 d.; « pour ceux dus au seigneur du lieu », 28. En 1790, 1354 l. et, en 1791, 605 l. 6 s. 6 d.; plus 504 l. 12 s. dus à « Pierre Faure, feu Antoine, collecteur des impositions de la communauté » en 1774 et 1775 (° 47). — « *Laric* » (Chabestan), 143, 143, 253, 338 (° 48). — La Roche-des-Arnauds, 490, 490, 350, 819 l., parmi lesquelles, en 1788 et 1789, « pour les gages du châtelain et des trois consuls », 74 l. et « pour réparations et l'entretien à faire contre les torrents et ruisseaux », 150 l. (° 49). — « *La Roche séparée de Freyssinières et la Roche-sur-Embrun* » (la Roche-sous-Briançon), 1780, 1786, 1802 l., parmi lesquelles: abonnement de la dîme, 1110 l.; 24^e des pauvres, 42, « rente due à l'hôpital d'Embrun », 12; portion congrue du curé, 300; rétribution du vicaire, 158; gages du ramo-

neur des cheminées, 20. Rien pour 1791 (f° 50). — La Saulce, 325, 549 (dont 387 pour réparations aux murs du cimetière), 187, 947 ; plus, en 1788, 400 l. pour « la refonte et augmentation de la cloche », et, en 1790, 152 l. 10 s. 3 d. « pour frais et dépens relatifs à l'établissement du vicaire, dûs à M. Borel » (f° 51). — Lazer, 81, 81, 81, 561 ; plus, en 1790, une dette de 339 l. 6 s. 9 d. (f° 52). — « *Le Barsac* » 98, 98, », 160 (f° 53). — « *Le Désert* », rien (f° 54). — Le Poët, 377 l. (dont 60, pour le luminaire de l'église ; 14, pour « le dixme des agneaux » ; 36, « pour les gages d'un chirurgien, et 100, pour le maître d'école »), 377, 294, 323 (f° 55). — Le Saix, 104, 106, », 253 (f° 56). — Les Crottes, 452, 452, 471 l., dont 150, « pour la rente due à la chapelle de St-François » ; 135, « pour celle due à la chapelle de Ste-Luce, et 34, pour la pension due à Boscodon. Rien pour 1791 (f° 57). — Les Orres, en 1788, 500 l. « en déduction des frais faits pour l'établissement d'une succursale dans les hameaux de Mélezet et Prémouton » (f° 58). — Le Sauze, en 1791, 717 l., dont 110, pour « réfection du toit de l'église » ; 24, au maître d'école ; 23, au garde champêtre, 375, « pour pensions dues par la communauté » ; 21, au chirurgien, etc. (f° 59). — « *Communauté du Trait* » (Lettret), 137, 137, 311, 567 (f° 60).

MANTEYER, 113, », 113, 938 (dont 60, pour réparations au clocher ; 300, « pour abonnement de la tasque fait avec M. Pinet », et 1791, « pour dépens du procès contre le sieur prieur, en exécution de délibération du 28 novembre 1790) (f° 61). — « *Merveil* » (Méreuil), en 1790, 129 l., et, en 1791, 394 l. (f° 62). — « *Le Monestier-Allemond* », 78, 78, 150, 223 (f° 63). — *Monibran*, », 109 (dont 9 l. 12 s. pour le droit de banalité dû au seigneur ; 9 l. pour deux neuvaines que la communauté fait faire, et 9 l. « pour l'entretien des puits ») ; 325 l. 12 s. (dont 100, pour le maître d'école, et 50 pour le garde champêtre) : 532 l. (f° 64). — Mont-Dauphin et Eygliers, 214 (dont 60, « pour les droits seigneuriaux » dus à M. l'Archevêque d'Embrun) ; 1774 (dont 1560 l. 6 s. 8 d. pour l'abonnement de la dîme) ;

1774, 409 (f° 65). — Montéglin, 269, 272, 304 (dont 150 l. « pour la rente » due aux héritiers de madame de Sassenage), 348 (f° 66). — Montgardin, en 1790, 483 l.; en 1791, 1147 l. 15 s. 7 d. (dont 673 l. 5 s. 7 d. pour « intérêts dus à M. Ravigliasc ») (f° 67). — Montjay, 205, 205, 212, 346; plus, en 1790, 111 l. « au paiement du pont que la communauté de Montjay a fait construire sur la rivière de *Blésange* », et 49 l. 10 s. « au paiement du mur de clôture du cimetière du hameau de Vaucluse » (f° 68). — Montmaur, 302, 342, 286. 1216 l. 17 s. (dont 15 l. pour les gages du ramoneur; 57 l. 17 s. « pour la pension due aux chartreux » [de Durbon], etc.); plus, en 1788, 600 l. « pour le restant du prix des réparations faites tant à l'église qu'à la maison curiale », et, en 1790, 141 l. pour les « réparations faites à la fontaine publique, suivant le bail passé le 15 octobre 1787 » (f° 69). — Montmorin, 201 l. (dont 15, « au seigneur, à raison du four bannal »; 12, pour pension au seigneur de l'Épine; 12, « pour l'entretien des chemins vicinaux »); 364 l. 11 s., », 202 (f° 70). — Montrond, en 1790, 184 l. 16 s.; en 1791, 240 l. (f. 71). — Moydans, en 1791, 143 l. (f. 72).

NEFFES, 215, 200, », 700 (f. 73). — « *Nosage-et-Bénévent* », en 1788, 57 l. 17 (f. 74).

ORPIERRE, 583, 583, 583, 1304. Parmi ces sommes sont comprises les suivantes : 67 l. 10 s. « pour la rétribution du prédicateur de carême »; 46 l. 10 s. « pour la pension due au curé du lieu; 37 l. 10 s. « pour celle due à l'hôpital »; 12 l. « pour les gages dus à la sage-femme » (f. 75).

« PÉLAUTIER », en 1790, 128 l. (21 l. pour droit de ban dû au seigneur; 10 l. pour pension due aux Cordeliers de Gap), et en 1791, 422 l. (f. 76). — « Pommet », en 1790, 217 l. et en 1791, 305 l. (f. 77). — Prunières, 69, 69, 152, 149 (f. 78). — « Puy-St-Euséby », 320, 320, 320 (200, pour la pension due à M. de Savines; 40, pour celle due aux Cordeliers d'Embrun; 12, pour celle due au chapitre d'Embrun; 6, pour celle due aux religieuses de la même ville), 740 (f. 79). — « Puissanières », 142, 142, 130 (61 l. 10, pour intérêts dus au chapitre d'Embrun), 276 (f. 80).

RABOU, 1430 (200, « pour le remboursement de l'emprunt » fait pour l'augmentation de la portion congrue); 1241 (390, pour l'abonnement de la dîme; 700, pour la portion congrue; 26 l. 9 s., « pour la pension due aux dominicains de Gap; 50, pour le luminaire); 1226, 702 (f. 81). — Rambaud, 94, 94, 279 (150 l., « pour la pension due aux dames de Ste-Ursule de Gap), 524 (f. 82). — « Réalon », 493 (400, « pour frais employés à la poursuite d'un procès »), 93, 81, 244 (f. 83). — Ribeyret, », », 116, 216 (f. 84). — Ribiers, rien (f. 84). — « Rizoul », 295 (50, « pour les droits seigneuriaux dus à M. l'archevêque d'Embrun »), 301, 377, 325 (f. 86). — Rochebrune, », », 58, 792; plus, en 1791, 1767 l., « pour construction et réparations des digues le long d'un torrent qui vient de Bellaiffaire; par un rôle séparé, déclaré exécutoire le 1^{er} août 1791 » (f. 87). — Romette, 131, 420, 161, 814 (f. 88). — Rousset, 205 (12 l. « pour l'entretien du bac sur la Durance », 12 l. 18 s. 9 d., « pour le 20^e des droits seigneuriaux », etc.); 205, 248, 321 (f. 89). — « Réottier », 1391 (37 l. 8 s. 6 d., « pour la pension due à l'hôpital d'Embrun »; 30 l. « pour l'entretien des digues contre la Durance »; 1040 l. 14 s. « pour l'abonnement de la dîme » y, compris la portion congrue et la 24^e des pauvres; 81 l. 15 s., « pour les droits seigneuriaux dus à l'engagiste de la terre »); 1391, 1790 l. (400 l. « pour fournir aux frais du procès contre la communauté de Chancela »); 381 (f. 90). — « Rozans », 355 (150 l., au maître d'école, et 120, au garde bois; 385 (30 l. pour pension due aux pauvres »); 514, 852 (f. 91).

ST-ANDRÉ-d'EMBRUN, », », 582 (« gages du garde bois de Saluces, 20; flambeaux des consuls du jour de la Fête-Dieu, 15; prestation du serment des consuls, 6; pension due aux pauvres, 140; pension due aux Dames de la Visitation d'Embrun et de Grenoble, 38; pour les procès au mont Orel et à Notre-Dame d'Embrun, 36; gages de la femme sage, 12; gages du ramoneur, 36 », etc.), 1184 (f. 92). — « *St-André ès Rozans et la Baume-Rizoul*¹ »,

¹ La *Baume-Rizon* ou simplement la *Baume*, hameau de la commune de Saint-André-de-Rosans, sis au pied de la montagne de *Rizon*.

en 1790, 278 l. et en 1791, 232 (f. 93). — « St-André-en-Beauchêne », 322 (32 l. « pour le droit de ban dû au seigneur »), 316, 321, 592 (f. 94). — « St-André-la-Freysinouse », en 1791, 178 l. (f. 95). — « St-Apolinard », en 1790, 192 l. (50, « pour frais d'un procès contre M. de Savine »); en 1791, 368 (f. 96). — « St-Auban-d'Oze et Viloret », en 1790, 169 l. (casernement de la maréchaussée de Serres, 42; reliquat dû aux anciens consuls, 24); en 1791, 134 (f. 97). — « St-Cirice », 80, 80, 82, 115 (f. 98). — St-Clément, en 1790, 2136 l. 10 s. (abonnement de la dîme, 1550; rente due au recteur de la chapelle de St-Martin, 45; 24^e des pauvres, 63 l. 40 s.; droits seigneuriaux dûs à l'archevêque d'Embrun, 300; « abonnement du droit d'inspecteur aux boucheries », 78; « pour le ducat dû au seigneur de Réottier », 4); en 1791, 293 l. 5 s. (f. 99). — St-Crépin, 345 l. (droits seigneuriaux, 90; rétribution du second vicaire, 38 l. 10 s.; abonnement du droit d'inspecteur aux boucheries, 126; au ramoneur des cheminées, 24); 345, 345, 613 (f. 100). — « St-Disdier-en-Dévoluy », rien (f. 101). — Ste-Colombe, 266 (pension due au seigneur du lieu, 97 l. 10 s.), 181, 84, 280 (f. 102). — « St-Étienne-d'Avançon », 164 (luminaire de l'église, 20; au ramoneur, 6; « pour l'abonnement de la dixme », 9; à la sage-femme, 12), 164, 318 (au maître d'école, 100 l.), 436; plus, en 1788, 300 l. « pour être employé au remboursement des frais du procès qu'a soutenu la communauté à l'occasion des biens communaux et pour mettre à exécution les arrêts intervenus » (f. 103). — St-Étienne-en-Dévoluy, rien (f. 104). — « St-Genis et Notre-Dame », en 1791, 244 l. (f. 105). — « St-Jullien-en-Beauchêne », 153 « pour le droit de ban dû au seigneur, 33 l. 15 s. », 153, 186, 347 (f. 106). — St-Pierre-Avez, 104 (entretien du four commun, 6; gages de la sage-femme, 12), 130 (« pour le voyage du député aux assemblées pour la formation des États provinciaux, 36), 141, 237 (f. 107). — St-Sauveur, en 1790, 334 l. 13 s. (pension due au chapitre d'Embrun, 100 l.; id. aux religieuses de Ste-Marie d'Embrun, 27 l. 10 s.; id. aux cordeliers d'Embrun, 2 l. 7 s.; pour la prestation du

serment des consuls, 6 l.; entretien du chemin de la Grand'Combe. 20; « pour les ustensiles du gouverneur d'Embrun », 20; en 1791, 854 l. 9 s. (f. 108).

SALÉON, 86, 86, 183, 239 (f. 109). — Salérans, rien (f. 110). — Savines, en 1790, 345 l. (gages de quatre champiers, 34 l. 10 s.; « pension due aux religieuses d'Embrun », 74 l. 4 s.; id. au chapitre d'Embrun, 73 l. 19 s.); en 1791, 2625 l. 5 s. (traitement du receveur des impositions 590 l.: reliquat dû au s^r Dautre, maire, 1332 l. etc. (f. 111), — Savournon, 66, 66, 95, 615 (f. 112). — « *Seillac* », 1801 l. (portion congrue du curé, 700 l.; rétribution du vicaire, 350; 24^e des pauvres, 50; luminaire de l'église, 60; « intérêts des fondations », 150; « pour ceux dûs pour la contribution payée en 1744 et 1745 », 85; « pour la *maille* d'or due au châtelain de Queyras », 2; réparation aux édifices publics, 120; id. aux chemins, 200); 2822 l. (« pour arrérages de rente dû à M. l'archevêque d'Embrun, suivant la transaction du 25 avril 1781 », 1000 l. « pour l'abonnement de 48 sétiers seigle, dus au même », 200 l.); 3413 l. (« pour réparations faites au toit de l'église Ste-Cécile », 110; « pour les fraix d'un procès réglé par transaction du 30 juillet 1788 », 580 l.); 902 l. (f. 113). — « *Serre* », 1156 (rétribution du carême, 90 l.; luminaire, 48; pension aux pauvres, 90 l. 14 s.; « pour la 20^e des revenus patrimoniaux, » 100; « loyer du logement de la brigade de maréchaussée », 164); 1136, 1186 (pour le 2^e garde champêtre, 30); 1158 (f. 114). — « *Sigottier et Sigottier au Commandeur* », 1306 (abonnement de la dîme, 950; 24^e des pauvres, 50; rente due au seigneur, 225); 1306, 1387, 490 (f. 115). — Sigoyer, en 1788, 1246 l. (pension due à M. de Clavel, 15; « arrérages du loyer dû à M. le Curé », 246; rente due à M. le comte du Saix, 286 l. 8 s.; id. aux sieurs du Pré et Le Blanc, 192 l. 8 s.; reliquat du compte de Joseph Oddou, consul en 1785, 428); en 1791, 1772 l. (pension due à M. Pinet, 671 l. 8 s.; pour le collecteur, 460; « pour l'habillement du tambour de la garde nationale », 62); plus, en 1789, « pour le paiement de la dîme de Sigoyer », 3000 l., à payer, « par un rôle particulier », à proportion des possessions, et, en

1791, « pour le payement des biens nationaux que la communauté a été autorisée d'acquérir », 1221 l. 4 s. (f. 116). — « *Sourbières* » (Sorbiers), en 1790, 254 l. (100 l. « pour réparations à faire au four commun »), et en 1791, 199 l. (f. 117).

TALLARD, en 1790, 885 l. (au prédicateur de carême, 129; rétribution du chapelain, 150; ramoneur, 30; abonnement du bac sur la Durance, 6; « les 20^{es} du secrétaire-greffier et du propriétaire des foires et marchés », 33; dû à Pierre-François Faure, ex-consul de Tallard, 247 l. 18 s.); en 1791, 1764 l.; plus, en 1790, 600 l. « pour servir à l'acquittement des intérêts échus et à échoir en faveur des entrepreneurs des digues de la communauté de Tallard (f. 118). — Théus, 1012 l. (« droits seigneuriaux dus en corps de communauté », 18; « construction de digues contre le torrent Merdaret », 400); 1112 (construction de digues, etc. 500); 1012 (pension due aux religieuses de Sisteron, 26); 4198 (« pour appointement fixe d'un chirurgien », 350) (f. 119). — « *Remolon, écart de Théus* », 407 l. (« pour la dîme du grain abonné », 15; « cense du four bannal », 2); 407, 487, 686 (f. 120). — « *Tres-Cléoux* », en 1790, 199 l. (lods dus au Roi, 50; cens dû au Roi, 8; droit de pied fourché, 6); en 1791, 406 (f. 121).

« *Val-Ste-Marie* », 127, 127, 94, 222 (f. 122). — « *Valserre* », 332 (luminaire de l'église, 20; ramoneur, 12), 332 310, 569 (f. 123). — Vars, 392 (garde-bois et fruits, 42, ports de lettres, 6; luminaire de la paroisse, 21; 24^e des pauvres, 83; « pour l'établissement d'un cimetière pour les protestants », 180); 1658 (« pour l'abonnement de la dixme », 1525), 1688, 470 (le receveur des contributions, 100) (f. 124). — Ventavon, 348 (rétribution du prédicateur de carême, 45; « intérêts un denier 20 du capital de 3809 l. 18 s. dûs au s^r de Godefroy », 65 l. 7 s.), 348, 351, 368; plus, en 1790, 419 l. 8 s. « pour avances faites par M^e Clément, procureur en la cour [de Grenoble] pour la communauté dans différents procès » (f. 126). — « *Veyne* », 350 (maître d'école, 200; maîtresse d'école, 150); 350; 350; 2075 l. 17 s.

(au ramoneur, 64; « pour la moitié du prédicateur de carême », 45; « bois et chandelles fournis au corps de garde », 24; « prix d'une écharpe à la fête de Notre-Dame », 15; « pension due à M. de Bimar », 60; au collecteur des impositions, 648 l. 17); plus, en 1791, « pour l'entretien des digues, 120 l. » (f. 126). — Villebois¹, en 1788, « reliquat du compte de s^r Joseph Blanc, consul en 1786 », 46 l. 7 s. (f. 127).

UPAIX, en 1790, 1065 l. 14 s. (gages du chirurgien, 80; au prédicateur de carême, 30; aux pauvres, 40; rente due à M. d'Hugues, 240; id. à M. d'Agoult, 300; au ramoneur, 24; à la sage-femme, 20; « transport des pauvres malades », 24; « entretien de l'abreuvoir des bestiaux », 15; pour le logement de la maréchaussée, 14, etc.); en 1791, 1506 (lampe ardente, 70; « arrérages de pension aux pauvres », 580; « fraix de bureau de la municipalité », 36). « Par ordonnance du 24 novembre 1789, la communauté a été déboutée de la demande en permission d'imposer la somme de 401 l. 10 s, qu'elle avoit consenti à rembourser à d'anciens consuls, lesquels avoit été contraints, par sentence de la maîtrise de Die, au payement de ladite somme, faute d'avoir envoyé aux assises, les années 1772, 1773, 1774, 1775 et 1780 » (f. 128).

BRIANÇON, rien (f. 129). — « *La Sale* », en 1791, 1020 l. 3 s. (au maître d'école, 16 l. 4 s.; au ramoneur, 15 l.; « pour soldes des gardes nationales qui ont servi sur les frontières, 144; pour les deux fédérés à Gap, 30; pour ce qui est dû à Louis Dusserre, trésorier de la communauté de Briançon, pour la part du reliquat de compte d'écarton, 273 l. 18 s. 6 d.; pour la descente de la grosse cloche, avoir refait la tête, et remonté lad^e cloche, prête à sonner, 96; pour racommodage des ferrements des cloches, » 4 l. 6 s.) (f. 130). — « *Le Monestier-de-Briançon* », en 1791, 1782 l. au secrétaire-greffier, 170; au maître d'école, 570; au sonneur, 50; au collecteur des impositions, 390; foncier, 1446 l.; mobilier, 336 l. (f. 131). — Mont-Genèvre,

¹ Cette commune fait aujourd'hui partie de la Drôme.

rien (f. 132). — « *Neuvache* », en 1791, 679 (au maître d'école, 120) (f. 133). — « *Le Puy-St-André* », en 1791, 520 l. 8 s. (au maître d'école, 72 l. ; « pour la garde de Mont-Genèvre », 180) (f. 134). — « *Le Puy-St-Pierre* », en 1791, 586 l. 10 s. 3 d. (au maître d'école, 50 ; garde du Mont-Genèvre, 160). En 1791, « le rôle particulier des charges locales » s'est élevé, « sur le rôturier », à 756 l. 17 s. et pour le « noble », à 6 l. 2 s. (f. 135). — « *Le Queyras* », rien (f. 136). — *St-Chaffrey*, en 1791, il est dû à Jacques Astier, « pour relicat de compte consulaire », 733 l. (f. 137). — « *St-Martin-de-Queyrières* », rien (f. 138). — « *Servières* », en 1791, 444 l. (maître d'école, 150 ; au receveur des impositions, 144) (f. 139). — « *Communauté de Vallouise*¹ », en 1790, 4695 l. (portion congrue due aux vicaires, pour 1789, 1004 l. ; pension aux créanciers de la commune, 449 ; id. aux pauvres, 203 ; « fournitures pour la dime », 443 ; id. pour « la cire des deux paroisses et trois succursales », 379 ; id. pour l'huile, 144 ; gages du maître d'école, 72 ; id. du chirurgien, 72 ; id. des marguilliers, 108 ; id. du sonneur, 72 ; id. du greffier, 148 ; id. des gardes champêtres, 64 ; « pour les vacations, fournitures faites par le corps municipal et autres citoyens, par députation, à Briançon et autres endroits », 1437 ; « pour papier au bureau », 45 ; autres frais de bureau, 75 ; réparation à l'horloge, 11) ; en 1791, 2287 l. 5 s. 4 d. (f. 140). — « *Le Villard-St-Pancrasse* », en 1791, 498 (au maître d'école, 100 l.) (f. 141).

« *Aspres-lès-Corp* », en 1791, 566 l. (au secrétaire, 100 au maître d'école, 100 ; entretien des fours et fontaines, 100 ; au receveur des impositions, 138, etc.). En 1788, une somme de 500 l. est autorisée « en déduction du paiement des frais et dépens dus au s^r La Naute » (f. 142). — *Aubessagne*, en 1791, 741 l. (le secrétaire, 36 ; le maître

¹ La communauté de Vallouise, depuis 1790, forme quatre communes : Vallouise, la Pisse, Puy-Saint-Vincent et les Vigneaux. Elle comprenait deux paroisses : Vallouise et les Vigneaux, et trois succursales : Les Prés, Saint-Vincent et la Pisse.

d'école, 100; le garde-fruits, 12; « gages de l'archivair », 16; « pour secours accordez à des voyageurs », 50; « frais de consultation sur les droits seigneuriaux », 39, etc.) En 1788, il est payé 300 l. au s^r Escalle, et, en 1789, 267 l. plus, en 1791, « pour réparations à l'église », 781 l. 10 s. (f. 143). — Bénévent-et-Charbillac, en 1791, 105 l.; plus, 125 l. 17 s., « pour le reliquat du comte d'Antoine Grimaud » de 1766; 400 l. « pour réparations faites à l'église et maison presbiterale de Charbillac, mandement de Bénévent, en l'année 1789 », et, le 12 septembre 1792, 1350 l. « pour la levée des grenadiers » (f. 144). — « Chabotes », en 1791, 267 l. 17 s. (cierge pascal, 6; logement du curé, 48; ponts et passerelles, 45; secrétaire, 28; garde champêtre, 15, etc.). En 1789, « par un rolle particulier, sur les ordres du lieu de La Plaine », il est payé 600 l. « en déduction de la somme de 1468 l. 8 s. 10 d. due aux sieurs Jacques Rambaud et Laurent Cesmat, députés pour l'établissement d'une succursale » (f. 145). — « Chabotones », en 1791, 114 l. (au maître d'école, 12; au greffier, 18); plus, en 1790, 52 l. 2 s., à « Dominique Faure, de Champ-Ferrand, député de la communauté » (f. 146). — Champoléon, en 1791, 437 l. 10 s. (f. 147). — Clémence d'Ambel, 81 l. 18 s. (f. 148). — *Faudon*¹, en 1791, 846 l. 10 s. En 1788, 500 l. « en déduction de ce qui est dû aux sieurs Borel et Bernard, pour la refaction du parcellaire », et 400 l. pour réparations à la maison curiale. En 1789, 40 l. « pour une année de cens due aux héritiers de M^{me} de Sassenage, » etc. (f. 149). — « Le Forest-St-Jullien », en 1791, 240 l.; plus, en 1790, 150 l. 10 s. « pour entier et final payement de réparations à l'église de Saint-Jullien » (f. 150). — « Guillaume-Pérouse », en 1790, 59 l. 17 s. (f. 151). — « Communauté de *La Broue*² », rien (f. 152). — « La Fare et delphinaux de La Fare », en 1790, 299 l. 3 s. 9 d. (f. 153). — « *La Grave en Oisans* », en 1791, 1141 l. 8 s. 8 d. (garde-

¹ *Faudon* ou le mandement de Faudon comprenait les communes actuelles d'Ancelles et de Saint-Léger.

Aujourd'hui hameau de la commune de Saint-Firmin.

bois, 108 l.; don gratuit, 182 l. 14 s.; « pied-fourché », 150; ouverture des chemins, 28; au secrétaire, 102; aux « députés à la fédération », 75; voyages à Briançon, 28, etc.) (f. 154).

LA MOTTE-EN-CHAMPSAUR, en 1791, 160 l. (f. 155). — La Rochette, en 1791, 476 l. 10 s. (maître d'école, 40 l.; sonneur, 6; « intérêt du capital de 812 l. 17 s. dus parla commune aux entrepreneurs du canal d'Ancelle », 44 l. 13 s.; « pensions dues au séminaire de Gap », 64 l. 14 s. f. 156). — Laye, en 1791, 105 l. (f. 157). — « *Le Gletzil* », en 1791, 353 l. (réparations du presbytère, 30; loyer de la chambre commune, 9, etc.); plus, 12 l. « pour mensuration des fonds des cy-devant privilégiés », et 36 l., « pour achat d'un coffre à trois serrures, pour servir d'archives » (f. 158). — Le Noyer, en 1788, 118 l. (cierge pascal, 6; entretien des fontaines, 10; garde bois, 24; sonneur, 6; pension due à M^{me} de Sassenage, 72); en 1791, 725 l. 16 s. (« pour achapt de drapeau », 72; « achapt de n'écharpe », 159 l.); « plus, pour payer à M. Clément, procureur à Grenoble, 500 l. et pour réparer le moulin, 339 l. » (f. 159). — Les Costes-en-Champsaur, en 1791, 109 l. 2 s.; plus, en 1788, 303 l. 10 s. 6 d. « pour fraix de patrocines dus à M. Bellue, en différents procès », et 300 l. « pour ce qui est dû à Joseph Vala... pour la poursuite du procès contre M. de Sassenage », et, en 1791, 300 l. « pour la poursuite d'un procès que la communauté a contre celle de St-Jacques en Valgodemar » (f. 160). — Les Infournas, en 1791, 54 l. (f. 161). — « *Communauté de l'Esparcellet*¹ », rien (f. 162). — « *Communauté des Praux*² », rien (f. 163). — Molines[-en-Champsaur], en 1791, 84 l. 15 s. (f. 164). — « *Montorcier-de-Chaliol [et] St-Michel-du-Buissard* », en 1791, 225 l. 10 s. (f. 165). — « *Orcière* », en 1791, 591 l. 15 s. f. 166). — Poligny, en 1791, 656 l. (f. 167). — « *Communauté des Ristolas* », rien (f. 168). — « *St-Barthélemy-de-Buissard* », en 1791, 95 l. 8 s. 6 d. (f. 169). — St-Bonnet[-en-Champsaur], en 1791, 1010 l. 15 s. 3 d. (entretien du

¹ et ² Aujourd'hui hameau de la commune de Saint-Firmin.

pavé des places, 24 l.; pension à l'hôpital Ste-Claire [de Gap], 41 l. 11 s. 6 d.; « rente du fonds servant à tenir les foires », 96 l.; « pension pour le sol du cimetière », 18; « gages pour les enterrements ou pour ouvrir les fosses », 126; « fourniture de montures aux pauvres passants », 24; etc.). En 1792, « pour la levée des grenadiers », 2000 l. (f. 170). — « St-Euséby », en 1791, 357 l. (f. 171). — St-Firmin, en 1791, 465 l.; plus, 600 l. au s^r Joseph Périer, de St-Firmin, pour la confection des « matrices des contributions foncière et mobilière » (f. 172). — « St-Jacques en Valgaudemar », en 1791, 223 l. (f. 173). — « St-Jean et St-Nicolas », en 1791, 247 l. 14 s. (f. 174). — « St-Jullien et St-Jullien-la-Montagne », en 1791, 428 l.; plus, en 1790. « pour réparations à l'église paroissiale du Forest-St-Jullien, 150 l. 9 s. 6 d. » et « pour St-Jullien-la-Montagne, pour solde des mêmes réparations, 93 l. 5 s. 5 d. » (f. 175). — St-Laurent-du-Cros, en 1791, 1178 l. 2 s. En 1788, 500 l. « en déduction de la portion à laquelle la communauté doit contribuer pour la dépense de la construction sur le Drac » (f. 176). — « St-Maurice-en-Valgodemar », en 1791, 108 l. (f. 177).

« *Villard-d'Arène en Oysans* », en 1791, 635 l. 12 s. (entretien de l'horloge, 18 l.; auserétaire, 150; « pour ceux qui *pètent*¹ la neige en hiver », 24; « rente due à M. de Viennois », 18; don gratuit de 1790, 81 l. 12; pied-fourchu, 60, etc.) (f. 178). — « Villar-la-Loubière », en 1791, 251 l. (f. 179). — « *Communauté de Villar-St-Firmin* », rien (f. 180). — L'Épine, en 1790, 332 l. (maître d'école, 150 l.; « transport des pauvres malades et soldats », 12; logement du vicaire, 12; à la sage-femme, 6); en 1791, 536 l. (au maître d'école, 120) (f. 181). — Abriès. En 1791, 1328 l. sont « affectées au paiement des dettes de la comune » (f. 182). — Aiguilles, en 1791, 480 l. (f. 183). — Arvieux, rien (f. 184). — « Château et Ville-Vieille », La Grave, L'Argentière, rien (f. 185 et suiv.) — La Roche[-sous-Briançon]

¹ C'est-à-dire qui enlèvent la neige avec une pelle.

en 1791, 906 l. (au greffier, 200; au maître d'école, 200; au ramoneur, 24) (f. 189). — St-Véran, en 1791, 475 (au maître d'école, 72; au greffier, 95) (f. 201). — St-Léger, en 1791, 206 l. (f. 206). Autres feuillets en blanc. — « Table générale des municipalités des quatre districts du département des Hautes-Alpes », en 1793; districts: de Gap, 62 municipalités; d'Embrun, 40; de Briançon, 24; de Serres, 58. En tout, 184 municipalités ou communes (sur feuille volante).

P. G.

BRIANÇON

ADMINISTRÉ PAR SES CONSULS

(SUITE¹)

COUVENTS. — Avant la Révolution, Briançon possédait quatre couvents : trois d'hommes et un de femmes. Les couvents d'hommes étaient ceux des *Cordeliers*, des *Dominicains* et des *Récollets*.

1° *Couvent des Cordeliers*. C'était le plus ancien; sa fondation remontait à l'année 1390, si l'on s'en rapporte à une inscription qui, d'après Froment, se trouvait dans l'église, derrière le maître-autel². On avait eu, d'abord, l'idée de le bâtir dans la Vallouise, afin que les religieux pussent travailler à l'extirpation de l'hérésie vaudoise qui régnait dans cette vallée. Mais le Valcluson avait aussi des vaudois en très grand nombre, et Briançon eut la préférence, comme point central entre ces deux vallées.

Le pape Clément VII donna son autorisation pour l'établissement de ce couvent, et, en 1389, Enguérand d'Eudin,

¹ Voy. Bulletin de 1886, p. 102-114, 183-192, 345-355 et 473-486.

² *Essais*, p. 114. — M. Gaillaud, dans ses *Ephémérides*, donne la date du mois d'août 1391. Nous trouvons aussi cette date indiquée dans une délibération du Conseil de Briançon du 15 avril 1787.

gouverneur du Dauphiné, informait les officiers delphinaux de Briançon que « le Roi avait autorisé la fondation d'un monastère des frères mineurs, dans cette ville, à la gloire de Dieu, de la très sainte Vierge Marie et de saint François, pour l'extirpation de l'hérésie des Vaudois, que Sa Majesté avait mis lesdits religieux sous sa sauvegarde, et qu'il recommandait de leur donner assistance. »

Parmi ceux qui contribuèrent le plus à l'établissement du couvent des Cordeliers de Briançon, on cite spécialement Jacques de Montmaur, successeur d'Enguérand d'Eudin au gouvernement du Dauphiné et Antoine Tholozan, docteur en droit au bailliage de Briançon, et descendant des anciens marquis de Césanne.

Le couvent des Cordeliers se trouvait dans l'enceinte et à la partie inférieure de la ville, au quartier de Roche. C'est sur son emplacement qu'a été construit l'hôpital militaire, et son église a été convertie en magasin d'artillerie.

Ce couvent fut brûlé, en 1563, par les Vaudois de Valcluson et de Luserne qui surprirent Briançon et l'occupèrent pendant trois jours. Son clocher et son église « une des plus belles nefs de la Province » furent sauvés ; mais les orgues devinrent la proie des flammes¹. Il se releva lentement de ses ruines : sa restauration n'était pas encore achevée en 1613. Nous lisons dans une délibération concernant les comptes de cette année : « Donné aux religieux du couvent de M. Saint-François de Briançon, pour assistance au bastiment du couvent brûlé que présentement ils réparent et rebâtissent, vingt escus. »

Lors des incendies de Briançon de 1624 et 1692, le couvent des Cordeliers fut préservé. Dans celui de 1692, les religieux, en sacrifiant quelques toises de la toiture, furent assez heureux pour préserver leur établissement de la destruction. En 1624, pour garantir le cloître, on fut obligé de démolir aussi la grange aux fourrages².

¹ Froment, *Essais*, pp. 113 et 206.

² *Essais*, p. 113.

D'après le procès-verbal des commissaires chargés de vérifier l'état de la ville, après l'incendie de 1692, le couvent des Cordeliers comprenait : *une église, une sacristie, un cimetière, trois chambres souterraines* servant à loger des religieux, et dont l'une était, à cette époque, le logement d'un « sieur Meynet, receveur des tailles et payeur des troupes » et où il tenait « le trésor du Roi » ; *une cuisine* de six toises, *un grand réfectoire* de cinq toises de long et quatre toises de large, *un petit réfectoire, une chambre* sur le petit réfectoire, *neuf chambres au grand dortoir* dont trois avaient une cheminée, *une grande salle* à côté du cloître.

Depuis l'incendie de 1624, les assemblées du Conseil et les assemblées populaires se tenaient dans ce couvent, et cette dernière salle était affectée à ces réunions.

Froment nous apprend que les religieux avaient un verger et, *plus bas*, un jardin qu'ils pouvaient arroser au moyen d'un filet d'eau que la Ville leur avait concédé quelques années avant l'incendie, et qui servait aussi pour leurs usages domestiques, à la cuisine et au réfectoire.

Entre leur église et la chapelle des Pénitents, il y avait la chapelle de sainte Barbe, démolie en 1736, et, « joignant le cloître, une chapelle dédiée à saint Antoine de Padoue. »

Le clocher de leur église était, dit-on, remarquable par son architecture, et présentait une singularité qui excitait l'admiration des étrangers. Si l'on s'en rapporte à ce qu'en dit Froment, ce clocher était « *branlant* », c'est-à-dire que lorsqu'on sonnait les cloches on le voyait s'incliner et se redresser d'une manière si sensible que ceux qui le regardaient de près reculaient, à la vue de « *ses bransles* et si fréquents mouvements, d'appréhension de « *sa chute*. » Ces mouvements se faisaient remarquer aussi dans son ombre, quand le soleil l'éclairait. Les Briançonnais voulurent faire admirer cette merveille à Louis XIII, se rendant à la messe des Cordeliers, le 1^{er} mars 1629 ; « mais le temps un peu couvert empescha « beaucoup la découverte du bransle et mouvement¹. »

¹ Froment, *Essais*.

Avant la concession obtenue d'une portion d'eau des fontaines, les religieux Cordeliers avaient à leur disposition l'eau d'une citerne. Dans sa délibération du 20 août 1708, le Conseil, dans la crainte que les fontaines ne fussent coupées par les ennemis, engagea les Consuls à « faire remplir la citerne des pères Cordeliers, pour que les habitants pussent s'en servir, en cas de nécessité¹. »

Cette communauté religieuse fut très florissante, pendant plus de trois siècles, et rendit de grands services aux Briançonnais. Mais le nombre des religieux, en 1692, avait déjà beaucoup diminué. En effet, à cette époque, une grande partie de l'établissement était inoccupé, et avait été cédé par ces religieux pour servir de magasin des subsistances militaires et de logement pour les commis aux vivres.

L'édit du mois de mars 1768 ordonnant la suppression des communautés qui avaient moins de seize religieux, pouvait faire disparaître les Cordeliers de Briançon qui n'étaient plus en nombre suffisant. Toutefois l'édit ne leur fut pas appliqué, grâce aux démarches faites par la Municipalité demandant leur conservation.

A cette époque, l'autorité militaire qui, depuis long temps, sentait le besoin d'avoir un hôpital, dans une place aussi importante que Briançon, songea à utiliser, pour cet usage, une partie des bâtiments du couvent. Nous en trouvons la preuve dans une délibération du Conseil de ville, du 28 juin 1767, concluant à « faire de très humbles représentations par devant toutes personnes en place, pour empêcher l'établissement projeté, dans la crainte que l'hôpital militaire ne devint un foyer d'infection, dans une ville aussi resserrée. »

Les religieux ne furent pas déposés, mais ils cédèrent, avec beaucoup de bonne grâce, toutes les parties de l'établissement qui ne leur étaient pas indispensables, et on y logea les malades de la garnison. Ce fut là l'origine de l'hôpital militaire de Briançon.

¹ Archives municip. de Briançon.

Le 15 avril, 1787, M. de Pons, premier consul de Briançon, ayant convoqué le Conseil général de la ville, expose « que, dans son dernier voyage à Embrun, il a conféré avec Mgr l'Archevêque sur les moyens d'augmenter la portion congrue des curés et vicaires du Briançonnais ; qu'il a cru reconnaître que l'intention de Monseigneur était de supprimer le couvent des Cordeliers de Briançon, et qu'il est à craindre que le Gouvernement n'adopte ce projet d'autant plus volontiers que ces religieux ne sont point au nombre prescrit par l'édit de 1768, et que l'emplacement de leur maison a paru propre à l'établissement d'un hôpital militaire, et comme la Communauté a le plus grand intérêt à maintenir ledit couvent, à cause des secours spirituels que les habitants de la ville et des hameaux en reçoivent journellement, l'assemblée est priée de délibérer. » Il fut conclu que « les dispositions de l'édit qui augmente la portion congrue des curés et vicaires du Briançonnais, totalement grevée, sur le pays, en vertu de l'emphytéose de ses dîmes avec le seigneur archevêque et l'évêque de Pignerol¹, nécessiterait la suppression de quelques cures voisines, telles que celles de Puy-Saint-André, Puy-Saint-Pierre, La Vachette et Mont-Genèvre qui pourraient s'unir entre elles ou avec la Ville, et que, dans cette extrémité, les secours desdits religieux Cordeliers deviennent toujours plus instants, puisqu'on a éprouvé, dans toutes les circonstances de maladie des curés, ou pendant leur absence, que lesdits religieux les ont toujours suppléés avec autant de zèle que d'édification ; que dans les chalets qui sont habités, depuis la Saint Jean d'été, jusqu'à la fin septembre, il y a des chapelles où les religieux vont

¹ Il s'agit ici du contrat d'emphytéose perpétuelle des dîmes des communautés briançonnaises, passé le 6 septembre 1747, entre ces communautés et la prévôté d'Oulx. « Le roi de Sardaigne voulut alors ériger un évêché à Pignerol et réunir à ce nouveau siège le titre et les revenus de la prévôté. » Voyez J. Brunet, *Recueil des actes, pièces et procédures des dîmes du Briançonnais*, 1753.

dire la messe tous les dimanches et fêtes, ce qui ne pourrait avoir lieu si on les supprimait ; que Briançon, privé de collège, a souvent eu besoin de ces religieux pour l'enseignement du latin ; qu'ils sont nécessaires à la Ville relativement à la garnison : ainsi ils ont cédé toutes les parties de leur bâtiment qui ont été trouvées convenables au bien du service du Roi, pour l'établissement de l'hôpital militaire qui y existe, depuis nombre d'années, et on peut affirmer que les salles qu'ils ont cédées, pour les malades, suffisent et au-delà pour ceux de la garnison ordinaire. Il serait donc inutile que le Roi s'emparât du reste du couvent qui serait d'une faible ressource, en cas de guerre, parce que les cellules des religieux sont toutes détachées les unes des autres. A l'égard de leur église, elle a servi, depuis longtemps, pour les exercices religieux de la troupe. C'est du reste la seule convenable pour les militaires, celle des Récollets venant d'être supprimée, avec leur couvent que le Roi vient d'acquérir pour un magasin de vivres. Au surplus, les religieux servent d'aumôniers à l'hôpital des soldats et à tous les régiments en garnison, à Briançon, qui en manquent ; qu'il est à la parfaite connaissance du pays que ces religieux ne sont à charge à aucun habitant ; qu'ils ne font aucune quête ; que leur économie et leur frugalité leur rendent suffisants les revenus de leurs biens. L'assemblée donne pouvoir à M. de Pons de faire les démarches, présenter tous les mémoires et placets nécessaires, et encore de solliciter la réunion du couvent des Cordeliers d'Embrun à celui de Briançon, pour faciliter le rétablissement du collège qui a été, de tous les temps, très utile à cette ville et aux environs, et qui n'a été interrompu que depuis que le nombre des religieux a diminué, et, à cet effet, de solliciter les bons offices de M. de Tholozan, descendant de noble Antoine de Césanne, un des fondateurs dudit couvent¹. »

¹ Archives municip. de Briançon. — M. de Tholozan était, à Paris, maître des requêtes ; il avait été échevin de la ville de Lyon. (*Hist. du diocèse d'Embrun.*)

En dehors des démarches faites par le consul de Pons, la Communauté en fit faire encore par d'autres personnes, députées à Grenoble, afin d'obtenir que nonobstant l'édit de 1768, les religieux cordeliers de Briançon fussent autorisés « à conserver leur conventualité. »

Toutes ces démarches eurent le résultat désiré : les Cordeliers de Briançon, quoique réduits à un petit nombre, continuèrent de vivre en communauté jusqu'à la Révolution et, à cette époque, ils subirent le sort de toutes les congrégations religieuses de France.

Le 29 mars 1790, nous trouvons parmi les religieux qui déclarent à la municipalité de Briançon vouloir profiter du décret de l'Assemblée nationale, abolissant les vœux monastiques :

Bonaventure *Ixoard*, gardien des Cordeliers, de Briançon, âgé de 77 ans.

Antoine *Blanc*, cordelier conventuel, de Briançon, 28 ans.

François *Violin*, cordelier conventuel, de Briançon, 32 ans.

Le 18 mai, François *Audoul*, religieux profès, 27 ans.

Le 18 mai, François *Gtraud*, docteur en théologie, gardien élu et volontairement démis, 56 ans.

Joseph *Payan*, né à Chantemerle, gardien des Cordeliers à Istres, affilié aux Cordeliers de Briançon, âgé de 40 ans, écrit pour déclarer qu'il veut profiter de la loi¹.

Les Cordeliers ayant été forcés de quitter leur maison, celle-ci fut entièrement à la disposition du Gouvernement qui en tira tout le parti possible pour améliorer le service des militaires malades.

L'arrêté des consuls de la République, du 16 frimaire, an XI, supprimant plusieurs hôpitaux militaires et les réunissant aux hospices civils, fut appliqué à l'hôpital militaire de Briançon qui prit le nom de dépôt. L'administration de l'hospice fut chargée du traitement des militaires dans les bâtiments du couvent des Cordeliers. En 1824, ces

¹ Archives municip. de Briançon.

bâtiments étaient en si mauvais état qu'il fallut les abandonner et évacuer les malades dans l'ancien couvent des Récollets. L'église, encore très solide, fut transformée en magasin d'artillerie, et le jardin fut vendu à Jean-Baptiste Caire qui y établit un jeu de boules.

L'hôpital militaire actuel, commencé en 1828, terminé en 1830 et ouvert le 1^{er} juin 1831, occupe tous les terrains de l'ancien couvent et du jardin des Cordeliers et l'église sert toujours de magasin d'artillerie.

2° *Couvent des Dominicains*. Ce couvent était à Sainte-Catherine; il fut fondé en 1624, par Guillaume Grand, appartenant à une ancienne famille bourgeoise de Briançon, et dont un des descendants, Georges Grand, acheta, en 1656, la terre de Champrouet. Les religieux, toutefois, n'arrivèrent à Briançon qu'en 1626¹.

Guillaume Grand mourut le 27 juillet 1628, et fut inhumé dans l'église des Dominicains, avec beaucoup de pompe. A ses funérailles assistèrent « les curés de Puy-Saint-Pierre, du Villard-Saint-Pancrace, de Val-des-Prés, du Pont-la-Vachette; les sieurs de Bardonnèsche, Colaud et Fabre, prêtres; les pères Joseph Cayre, Amphoux, Hellion et autres, de l'ordre de saint François; M. de Jouffrey, lieutenant particulier². »

En 1787, l'archevêque d'Embrun songeait à supprimer le couvent des Dominicains, aussi bien que celui des Cordeliers. Les consuls de Briançon, dans la réunion du Conseil du 28 janvier, exposent que « Mgr l'archevêque demande, pour secourir cette Communauté, dans l'augmentation de la portion congrue, la réunion à la fabrique de cette paroisse de la maison des Jacobins, après la mort des religieux. » Le Conseil conclut « de représenter à Monseigneur que la Communauté consentirait volontiers à la suppression des pères Jacobins; mais elle craint d'être obligée de payer une pension aux religieux affiliés, jusqu'à l'extinction de la conventualité; que si Monseigneur fait

¹ Gaillaud, *Ephémérides des Hautes-Alpes*.

² Actes de sépulture de Briançon.

cette suppression, en plaçant les religieux dans une autre maison de leur ordre, sans que la Communauté soit obligée de payer leur pension, le Conseil prie Monseigneur de réunir à la fabrique de l'église paroissiale les biens de ce couvent sur lesquels seraient placés les honoraires d'un vicaire qu'on nommerait, pour acquitter les fondations. »

Ces projets de suppression ne furent pas exécutés, et les religieux Dominicains ou Jacobins de Sainte-Catherine continuèrent leur vie conventuelle jusqu'à la Révolution.

En 1790, on trouve parmi les Dominicains de Sainte-Catherine qui déclarèrent vouloir profiter des décrets de l'Assemblée nationale, abolissant les vœux monastiques :

François *Roul*, prêtre, 54 ans ;

François *Court*, syndic de l'ordre, 68 ans ;

Barneoud, frère convers, 60 ans ;

Brunel, aumônier des Dames de saint Dominique, à Saint-Étienne, en Forez, affilié à la maison de Sainte-Catherine, 56 ans. Celui-ci, absent, fit faire sa déclaration par M. Albert, avocat du Roi, son procureur fondé ;

Florèze *Ollagnier*, récollet de la province de Lyon, résidant chez les frères prêcheurs de Briançon, par permission de ses supérieurs, 43 ans.

Le 4 mars 1791, la maison et le domaine des Dominicains furent adjugés, comme biens nationaux, à Jean Vial, négociant de Briançon, au prix de 35 mille livres (assignats). La maison fut louée, le 1^{er} juin 1793, au commissaire des guerres, au prix annuel de 1550 livres. ¹

Les Dominicains de Briançon, comme les Cordeliers, rendaient des services à la Communauté. Sans parler de leurs aumônes et de leurs prédications, c'était à ces religieux que les habitants des nombreux villages de la banlieue, s'adressaient pendant la nuit, la ville étant

¹ Jean Vial était originaire de La Bâtie-des-Vigneaux, et sa femme, Anne Arnaud, du Grand-Villard. C'est de la famille Arnaud que M. A. Arduin acheta, vers 1842, les bâtiments du couvent où, après s'être associé à Joseph Mathieu, de Saint-Véran, il établit la carderie de soie à laquelle les MM. Chancel, frères, donnèrent un développement considérable, et qui appartient aujourd'hui à une société.

fermée, pour administrer leurs malades, dans les cas pressants.

Au mois de mars 1714, le prieur du couvent prit l'entre prise, donnée par adjudication, de construire une digue ayant pour but de préserver le pont de Sainte-Catherine, sur la Durance, et les propriétés du mas des Sagnes. Il se soumit à la faire construire, *à chaux et à sable, avec de bonnes grosses pierres, sur terrain ferme et solide*. Elle devait avoir « une toise d'épaisseur, à sa fondation, cinq pieds et demi, en haut, et une toise de hauteur dans toute sa longueur. » Ce père prieur, nommé Decruis, devait être payé « à raison de 16 livres par toise courante¹. »

3° *Couvent des Ursulines*. — C'est à l'initiative des Consuls de Briançon, que doit être attribuée la fondation de ce couvent. En l'année 1632, par délibération du Conseil particulier, approuvée par le Conseil général, ils furent autorisés à traiter avec les Dames de sainte Ursule, de Gap, pour obtenir que quelques religieuses de leur monastère vinssent en fonder un à Briançon, ce qui leur fut accordé. Leur but, en appelant des Ursulines dans leurs murs, était de procurer des institutrices aux filles de la Ville et des localités voisines.

La Ville s'engagea à leur céder le sol nécessaire pour bâtir et pour un jardin, avec un flet d'eau pour faire une fontaine ; à leur laisser prendre, dans les forêts, du bois pour leur usage ; à leur donner, pendant un an, la nourriture et une habitation ineublée.

Dès le principe, les élèves vinrent, en grand nombre de tout le Briançonnais et même de l'Embrunais, chez les Ursulines qui se firent toujours remarquer par le zèle et les soins qu'elles apportaient à l'instruction et à l'éducation des jeunes filles.

Ce couvent fut presque entièrement détruit par l'incendie de 1692. Voici l'état dans lequel il se trouvait, lors de la visite des commissaires, d'après leur procès-verbal. « La 51^e maison au bas de la grande rue, et à droite en descendant, est l'église et le couvent des religieuses de

¹ Archives municip. de Briançon.

sainte Ursule. Tout est ruiné jusqu'au fond, et il ne reste que les voûtes de la cuisine, du poêle, du réfectoire et de la cave où quatre religieuses dudit couvent habitent, de vingt qu'elles étaient avant l'incendie ; les autres s'étant retirées auprès de leurs parents, par ordre de Mgr l'archevêque d'Embrun. Toutes les murailles sont bonnes et pourront servir à rebâtir, à la réserve de dix toises, du côté du bastion et de la porte de Provence. Ledit couvent est situé au plus bas de la ville et fait face à la grande rue. Il était de quatre étages, hors de terre, et de cent trente toises de contenance, y compris le jardin¹. »

Ce couvent fut rebâti, et les religieuses reprirent leurs fonctions d'institutrices, qu'elles continuèrent jusqu'au moment où les décrets de la République les forcèrent à rentrer dans le monde.

Le 30 novembre 1790, le maire et les officiers municipaux de Briançon « s'étant portés dans le couvent de sainte Ursule, pour former l'état des religieuses composant cette maison, et recevoir leurs déclarations, en exécution des décrets. . . . étant entrés dans la chambre commune, Madame Elisabeth Colaud de la Salcette, supérieure, nous a déclaré que sa communauté est composée de quatorze religieuses professes, présentes actuellement dans ladite maison, et de la dame Christine Ferrus, sœur saint Guillaume, sortie le 13 septembre dernier, savoir :

« Elisabeth Colaud de la Salcette, 56 ans, religieuse depuis 1749, et supérieure depuis septembre 1762 ;

« Madeleine Martinon, sœur saint Victor, zélatrice, 52 ans, religieuse professe depuis 1752 ;

« Anne Jouve, sœur saint Jacques, 57 ans, religieuse depuis 1752, économe de la maison ;

« Françoise Million, sœur saint Laurent, 63 ans, religieuse professe depuis 1754 ;

« Madeleine Chapin, sœur saint Alexis, 52 ans, religieuse professe depuis 1755 ;

¹ Procès-verbal sur l'incendie de Briançon, 1692.

« Justine *Alphand*, sœur saint Jean, 60 ans, religieuse professe depuis 1757 ;

« Marie-Madeleine *Ferrus*, sœur saint Bernardin, 48 ans, religieuse professe depuis 1760 ;

« Françoise *Pontonnier*, sœur saint Claude, 46 ans, religieuse professe depuis 1764 ;

« Anne *Sandre*, sœur saint Antoine, 44 ans, religieuse professe depuis 1764 ;

« Madeleine *Merle*, sœur saint Jean, 56 ans, religieuse professe depuis 1764 ;

« Rose-Marguerite *Blanchard*, sœur saint Maurice, 40 ans, religieuse professe depuis 1765 ;

« Judith *Ferrus*, sœur saint Vincent, 51 ans, religieuse professe depuis 1766 ;

« Marianne *Chapin*, sœur saint Xavier, 37 ans, religieuse professe depuis 1774 ;

« Catherine *Guérin*, sœur saint Louis, 27 ans religieuse professe depuis 1778 ;

« Christine *Ferrus*, sœur saint Guillaume, 41 ans, religieuse professe depuis 1765.

« La dame Élisabeth Colaud, supérieure, a déclaré qu'elle désire continuer la vie commune et avoir le même soin pour l'éducation des demoiselles, comme par le passé ; mais qu'elle n'entend point renoncer à sa liberté de quitter le couvent, dans le cas de quelque mécontentement imprévu.

« Ont fait la même déclaration les sœurs Martinon, Jouve, Million, Chapin, Alphand. Sœur Madeleine Ferrus a déclaré renoncer à la vie commune. »

Toutes ces religieuses, à l'exception de Marianne Chapin et Anne Sandre, se présentèrent à la Municipalité, au mois de septembre 1792, et prêtèrent le serment exigé par la loi du 14 août. Peu de temps après, le couvent était désert et devenait bien national.

Le 9 novembre 1792, la municipalité fit une pétition aux administrateurs du Directoire du département tendant à obtenir les ornements, linge et autres effets provenant de

l'église des Ursulines, pour remplacer ceux de l'église paroissiale qui étaient hors de service. Voici l'état de ces ornements : 47 amicts, 29 aubes, 7 draps d'autel, 12 chasubles, 37 nappes, 12 devant-d'autel, etc., etc.

Le 8 prairial an iv, la municipalité « considérant que la maison des ci-devant religieuses présente le seul local convenable pour l'établissement de l'école primaire qui n'a pu encore être ouverte, faute de local, arrête que l'instituteur nommé par cette commune, et agréé par l'administration départementale, sera installé dans cette maison et que l'école sera ouverte demain. » La municipalité demanda aussi à l'administration départementale que le jardin des Ursulines, attenant à leur maison, fut occupé par une halle aux blés qu'on devait y faire construire ¹.

En l'an v, la maison des Ursulines fut cédée aux administrateurs de l'hôpital civil, en dédommagement des terres que possédait cet hôpital, et qui, conformément aux nouvelles lois, avaient été vendues, comme biens nationaux, par les administrateurs du district. En l'an xii, elle fut désignée pour l'établissement de l'école secondaire ou collège. Toutefois, il fallait, pour l'approprier à cet usage, y faire des travaux considérables exigeant de fortes dépenses. En attendant, on installa les classes de l'école secondaire dans les bâtiments de l'hôpital. Mais, en 1821, es travaux n'étaient pas commencés. Les administrateurs de l'hôpital songèrent alors à vendre la moitié des bâtiments du couvent à l'administration militaire qui en fit un pavillon pour loger les officiers du génie. L'acte de vente fut passé, le 7 novembre 1822, au prix de six mille francs. Cette somme fut employée par les administrateurs à élever, sur la moitié qui leur restait de l'emplacement du couvent, un bâtiment destiné à servir de sous-préfecture et qui n'était pas achevé, en 1828. A cette époque, les dépenses qui restaient à faire dépassant les prévisions du devis et les ressources dont l'hôpital pouvait disposer les administrateurs vendirent le tout à la Commune, au

¹ Archives municip. Registre des délibérations.

prix de 13, 679 fr. 81 cent. montant des dépenses déjà faites. Le bâtiment, une fois achevé, ne fut pas jugé convenable pour la sous-préfecture et on y installa le collège qui s'y trouve encore aujourd'hui.

4° *Couvent des Récollets.* — Les Récollets eurent un établissement, à Briançon, dès l'année 1642. Mais une délibération du Conseil de ville, du 25 juillet 1688, nous apprend qu'ils n'étaient pas encore, à cette date, reçus membres de la cité ; qu'ils n'avaient eu, jusque là, « qu'un simple hospice dont ils se servaient pour se rendre, avec moins d'incommodité, dans leur couvent de Pignerol. » Le Conseil décida qu'il « leur serait remontré que ledit hospice ne peut être converti en couvent, et que la Ville s'y oppose autant que le droit lui appartient. »

La mauvaise humeur des Conseillers venait de ce que des bois avaient été coupés, dans la forêt de la Pinée, et qu'ils étaient persuadés que cette coupe avait été faite par ordre des Récollets, malgré leurs dénégations. Une délibération du Conseil, du 1^{er} août 1688, répondait aux Récollets qui prétendaient avoir droit de cité, depuis l'année 1642 : « Vous n'avez pas été reçus en 1642, puisque dès lors vous avez incessamment sollicité votre réception en notre ville, notamment en l'année 1683 où vous présentiez encore une requête, signée par le R. P. Véran ; vous n'avez jamais été reconnus comme reçus de la Ville, puisqu'on ne vous a jamais admis aux processions solennelles ; vous n'avez jamais eu le nombre de religieux dont un couvent doit être composé ; enfin vous ne pouvez prouver votre réception par aucun titre. » Le Conseil déclarait que l'intention de la Ville « était de se pourvoir pour faire cesser ledit hospice, et, comme les allégations desdits RR. PP. n'ont pour but que de mettre à couvert les coupables de la coupe des bois, l'assemblée est d'avis qu'ils doivent être poursuivis criminellement ou autrement. »

Nous ne saurions dire si les Briançonnais avaient raison de contester le droit de cité aux Récollets. Toutefois, nous savons que, dès l'année 1658, ces religieux payaient la

taille, à Briançon. On lit dans le rôle de 1667 : « les révérends pères Récollets doivent, pour tailles, 13 livres 14 sols, et l'intérêt, dès le 1^{er} septembre 1658. »

Nous savons aussi que les Récollets avaient, en 1692, un véritable couvent qui fut atteint par l'incendie du mois de janvier de la même année. Les commissaires, chargés de constater l'état de la ville incendiée, s'expriment ainsi, dans leur procès-verbal : « Après avoir visité les maisons qui sont dans l'enceinte et fortifications de la ville, nous nous sommes transportés au couvent des RR. PP. Récollets, situé hors de la ville et près des fortifications. L'église neuve est au même état qu'avant l'incendie ; il n'y a qu'une demi-toise du couvert endommagée. Le clocher qui était au dessus est entièrement ruiné. On a commencé à faire un magasin ou dépôt de blé et de farine, pour le Roy, dans ladite église au-dessous de laquelle est le dortoir neuf, voûté, où il y a aussi des sacs de farine de la munition, et, à la droite, d'icelui, six chambres aussi voûtées et sans cheminée ; ledit dortoir de quatorze toises de longueur et six de largeur, comprises les chambres, et, au-dessous dudit dortoir, est une voûte qui règne tout du long et qui soutient ledit dortoir et ladite église. A côté dudit bâtiment était l'ancien couvent, contigu, que nous avons trouvé brûlé. Il était composé de l'ancienne église qui leur servait actuellement de chœur, de la sacristie, de l'infirmierie, du réfectoire, de la cuisine et dépense, d'un dortoir avec six chambres, l'une desquelles servait de bibliothèque, d'une couturerie et d'un salon, et au-dessus étaient les chambres pour recevoir les religieux étrangers. Toutes ces pièces de l'ancien couvent ont été consumées par le feu. Le dortoir neuf a été sauvé par le père Emilien, aidé d'un soldat. Les livres, les ornements, les meubles les provisions en blé, vin, etc., tout a été brûlé ; on n'a sauvé que les vases sacrés ¹. »

Ainsi, au mois de janvier 1692, au moment de l'incendie, les Récollets avaient un couvent déjà *ancien* auquel ils

¹ Procès-verbal des commissaires, du 31 janvier 1692.

venaient d'ajouter de nouveaux bâtiments. Cet ancien couvent fut entièrement brûlé, et, au mois d'août suivant, les nouvelles constructions, épargnées par les flammes, furent démolies par les ingénieurs militaires, dans l'intérêt de la défense de la place.

Les Récollets, après la ruine de l'établissement qu'ils avaient hors de l'enceinte de Briançon, songèrent à s'établir dans la ville même. Au mois de juin 1702, ils présentèrent une requête pour obtenir le consentement du Conseil et des habitants. Le Conseil, dans sa séance du 5 du même mois, déclara « nul discrèpant, qu'il ne s'opposait pas au rétablissement de ce couvent, *suivant la délibération de 1642.*

Le 27 décembre 1702, les Consuls annoncent au Conseil qu'ils ont « reçu une lettre de cachet, par laquelle le Roi permet aux RR. PP. Récollets de s'établir dans cette ville, dans une maison à loyer, et ordonne aux Consuls et habitants de leur donner toutes les facilités qui dépendent d'eux, pour leur rétablissement. » Voici ce que portait cette lettre : « Comme l'établissement de ces religieux ne peut qu'être très utile aux troupes qui sont dans la place, qu'il est désiré par les habitants, nous avons bien voulu permettre aux dits religieux Récollets de louer ladite maison, pour y faire le service divin, en attendant qu'ils puissent se rebâtir dans la basse ville dudit Briançon, etc. Donnée à Fontainebleau, le 4 octobre 1702. Signé : Louis, et, plus bas, Colbert¹. »

Le couvent des Récollets fut construit dans la ville, dans les premières années du XVIII^e siècle. Leur église fut commencée en 1729 ; la pose de la première pierre eut lieu le 29 mai, avec beaucoup de solennité. Etaient présents à la cérémonie : de Chaillol, vibailli ; Fantin-La-Tour, sub-délégué de l'Intendant ; Pleure, premier consul ; de Vérot, lieutenant du Roi ; Faure, curé, etc. Des médailles furent enfermées dans cette première pierre, placée sous un pilastre, du côté du château. Cette église fut érigée sous le vocable de Saint-Pierre d'Alcantara².

¹ Archives municip. de Briançon.

² Archives du génie. — Cfr. Gaillaud. *Ephémérides*, p. 284-286.

Les Récollets de Briançon furent toujours peu nombreux : « il n'y avait, pour l'ordinaire, que trois ou quatre religieux dont l'un était aumônier de l'hôpital militaire, et un autre du fort des Têtes ¹. »

En 1783, à la suite de l'édit de 1768 portant suppression de tous les couvents ayant moins de seize religieux, le couvent des Récollets de Briançon fut supprimé et les religieux furent réunis à ceux du couvent de Grenoble. Par procédure, faite par l'official du Chapitre d'Embrun, les 21 et 22 juin 1783, leurs bâtiments furent réunis et cédés à l'hôpital de Briançon, ainsi qu'un jardin que ces religieux avaient conservé hors de la Ville.

Les administrateurs de l'hôpital, par acte du 19 octobre 1784, cédèrent au Roi les bâtiments des Récollets qui servirent de magasin pour les vivres de la garnison. Cette cession fut faite moyennant la rente annuelle et perpétuelle de 600 livres, que Sa Majesté s'engageait à payer chaque année, à l'hôpital. Sur cette somme, l'hôpital devait payer, chaque année, à la maison des Récollets de Grenoble 420 livres, somme fixée par la procédure faite en 1783, à l'époque de la réunion du couvent à l'hôpital.

En 1824, la partie des bâtiments du couvent des Cordeliers, servant d'hôpital militaire, menaçait ruine, et on fut obligé d'évacuer les malades dans la maison des Récollets qui servit, tout à la fois, d'hôpital militaire et d'hôpital civil, ce dernier ayant été cédé, pour y établir provisoirement l'école secondaire.

Enfin, en 1831, l'hôpital militaire qui venait d'être achevé reçut les soldats malades ; les pauvres et les malades civils reprirent possession de leur ancienne demeure où l'on avait installé l'école secondaire, et la maison des Récollets devint et est restée, jusqu'à ce jour, une caserne.

D^r CHABRAND.

(A suivre.)

¹ Hist. ecclés. du dioc. d'Embrun.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

21^e SÉANCE, DU 23 DÉCEMBRE 1886.

Présidence de M. Lemaître, vice-Président.

Sont présents : Mgr GOUZOT, évêque de Gap ; M. GERMOND, secrétaire-général des Hautes-Alpes. MM. CAFFAREL, FIARD, GUILLAUME, IMBARD, E. JOUGLARD, V. JEAN, A. LÉAUTIER, MARIN-TABOURET, D. MARTIN, PARIS, REPELIN. A. ROCHE, C. ROCHE, ROMIEU et ROUGNY.

M. le Président exprime les regrets qu'éprouve M. de LAVALETTE de ne pouvoir prendre part à la réunion.

Il annonce la mort de M. A. TEMPLIER, chanoine honoraire, ancien aumônier de l'École normale, qui, jusqu'à la dernière heure, s'est particulièrement intéressé à notre œuvre.

Les nouveaux travaux présentés à la Société sont de MM. ADVIELLE ; docteur CHABRAND ; FILLET, curé d'Allex ; P. GUILLAUME ; LARBITRAY, de Lyon ; MOURRE ; REPELIN ; ROCHE et SIBOUR.

Parmi les dons, il y a lieu de signaler les suivants :

De M. LESBROS, curé de Bruis, 19 monnaies ou médailles modernes.

De M. Célestin ROCHE, deux monnaies romaines en bronze, l'une de Faustine et l'autre d'Adrien, trouvées aux *Gicons*, commune de Saint-Didier-en-Dévoluy (octobre 1886) ; — un jeton de Louis XIV, avec la légende au revers : ET SUNT OTIA DIVIS.

De M. BIDAL, 4 monnaies romaines, du III^e siècle.

De M. Louis FALQUE, de Vars, une bombe pesant 60 kilogrammes, trouvée, il y a quelques années, dans le torrent de *Chagne*, aux abords du col de Vars, lieu dit : *Pré-Richard*.

L'assemblée vote des remerciements aux donateurs.

Le Secrétaire présente les publications qu'il a reçues pendant le trimestre écoulé. Plusieurs ont été signalées à la

Bibliographie du dernier numéro ; d'autres le seront dans le présent bulletin. Il y a lieu toutefois de mentionner ici les travaux suivants : *Liber instrumentorum memoria-lum* « hommage personnel del'éditeur », M. AL. GERMAIN, de l'Institut ; — *Le Dauphiné en 1698*, et autres publications de M. BRUN-DURAND, ancien magistrat à Crest (Drôme) ; — *Essai sur l'administration de la commune de Séguret avant 1790*, par M. Lucien GAP.

Les adhérents dont les noms suivent sont proclamés membres de la Société :

MESSIEURS

ALLIER, contrôleur de première classe d'administration de l'armée en retraite, à Gap.

CHAMPSAUR (Adrien), docteur en médecine, rue de Provence, à Gap.

CHAUVET (Joseph), avocat, place Ste-Clair^e, 5, Grenoble.

COMPTE, inspecteur-adjoint des forêts, à Gap.

CORRÉARD (Hippolyte), colonel du 25^e de ligne, à Cherbourg.

DARCY (Moldan-Alex.), conservateur des forêts, à Gap.

FALQUE (Chaffrey), cité Magenta, 3, à Paris.

HECKER (Philippe), chef de section du chemin de fer, à Veynes.

JEAN (Ferréol), négociant, à Gap.

JOUBE (Joseph), boulevard des Filles du Calvaire, à Paris.

LAUGIER (Joseph), négociant, à Gap.

MEIFFRE (A.), cité Magenta, 3, à Paris.

MEIFFRE (Ernest), rue Martel, 6, à Paris.

MOREL (Louis), archéologue, à Andancette (Drôme).

MOTTE, vicaire, à Gap.

PIFFARD (Bernard), aux Sagnières, près Gap.

VILLATE, sous-intendant militaire, à Gap.

BIBLIOTHÈQUE du Cercle des officiers de Lyon.

BIBLIOTHÈQUES paroissiales de Châteauroux - Saint-Irénée, Montrond et Neffes.

Sur l'invitation du Président, M. Repelin lit un travail relatif à la *Prise de Grenoble par Lesdiguières*.

M. C. ROCHE donne lecture de divers passages du poëme *Le système du monde*, composé par M. Célestin Roche, son père, l'auteur bien connu de *Morgon et Saint-Guil-laume*, publié dans les comptes-rendus de l'*Académie Flosalpine*.

M. GUILLAUME résume l'introduction qu'il a donnée aux *Chartes embrunaises des XIII^e et XIV^e siècles*, publiées dans la *Nouvelle revue historique du droit français* (livraison d'octobre-novembre, 1886).

M. le Président appelle l'attention de l'assemblée sur les nouveaux statuts de la Société et le règlement intérieur, élaborés par le bureau et les divers comités délégués à cet effet. Il s'exprime ainsi :

« MESSIEURS,

Avant de vous soumettre les nouveaux statuts de la Société et le règlement intérieur qui y fait suite, nous croyons devoir exposer les considérations qui ont déterminé votre bureau et les comités à les proposer à l'adoption de l'assemblée générale.

L'expérience a peu à peu révélé quelques lacunes et la nécessité de quelques dispositions particulières. En introduisant ces modifications, on a pensé qu'il était avantageux d'examiner toutes les parties des dispositions qui régissent actuellement la Société.

Le statut fondamental est soumis à l'approbation de l'autorité administrative, et aucune modification ne peut être introduite actuellement, même pour la plus simple disposition d'ordre, sans recourir à cette autorité. Il convient donc de dégager ce qui est comme notre charte, de tout ce qui est d'ordre intérieur et de fonctionnement et de n'y maintenir que ce qui est relatif à l'organisation et au but de la Société, aux conditions d'admission, aux droits qui en résultent, aux organes chargés de la diriger et administrer, aux réunions, à l'action générale du Président.

Ainsi modifié et restreint, il pourra servir tel quel, pour

le cas où la Société se croirait à même de demander sa reconnaissance comme établissement d'utilité publique.

Dans ces conditions un règlement particulier était indispensable et c'est à ce règlement qu'ont été renvoyés tous les détails relatifs à l'admission, à la formation des ressources et d'une réserve, à la tenue des séances, aux procès-verbaux, à la composition et au renouvellement du conseil et des comités, aux attributions des membres ayant des fonctions particulières, à celles des comités d'administration et de publication, et enfin quelques dispositions finales.

Jusqu'à ce jour la Société a marché ; elle a obtenu un développement incontestable et les travaux qu'elle a publiés lui ont acquis un intérêt marqué de la part de plusieurs notabilités scientifiques et de sociétés correspondantes. Il semblerait donc que l'on eut pu s'en tenir à ce qui l'avait amenée à cette situation. Mais ainsi organisée, notre Société, en se développant, faisait peser sur un très petit nombre un travail et une responsabilité excessifs, trop lourds par moments et qui pouvaient nuire à la longue à la partie la plus fructueuse du travail.

En réglementant avec plus de précision les attributions des comités et des titulaires de chaque fonction, nous avons l'espoir d'amener chacun à s'intéresser davantage, en raison même de sa participation plus directe et plus fréquente, au succès de l'œuvre si bien commencée. En même temps nous allégeons la charge du secrétaire, qui est écrasante parfois, des détails multiples et secondaires qui lui absorbent un temps précieux.

Tels sont les motifs qui ont déterminé l'administration de la Société à élaborer les statuts et le règlement dont elle propose l'adoption. »

A la suite de cet exposé, les statuts et le règlement intérieur sont lus et approuvés, article par article.

Après diverses observations présentées par MM. PARIS, FIARD, ROCHE, MARTIN, REPELIN et JOUGLARD, l'ensemble des statuts et du règlement est adopté à l'unanimité et

M. GERMOND, secrétaire général, veut bien se charger de les soumettre à l'approbation de M. le Préfet.

M. le Président annonce que M. BEYNET lui a transmis sa démission de trésorier de la Société et que, malgré toutes ses instances, il n'a pu obtenir que M. BEYNET revint sur sa détermination. Au nom de ce dernier, il expose la situation financière de la Société au 1^{er} décembre 1886. Cet exposé est très satisfaisant et l'assemblée vote des remerciements à M. BEYNET pour le zèle qu'il n'a cessé d'apporter dans ses délicates fonctions depuis l'origine de la Société.

Il est ensuite procédé à la nomination d'un vice-président, en remplacement de M. PUGNET, transféré à Orange ; d'un trésorier, en remplacement de M. BEYNET, démissionnaire, et de deux membres du comité de publication, conformément aux nouveaux statuts.

Sont nommés :

Vice-Président, M. DOERR, ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Gap.

Trésorier, M. IMBARD, chef de bureau de l'Ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Gap.

Membres du Comité de publication : MM. LÉPINE, chanoine titulaire, et MANGAREL, chef de division honoraire.

L'assemblée décide en outre que les membres de l'ancien Comité de comptabilité feront désormais partie du Comité d'administration.

Enfin, sur la proposition de M. le Président, l'assemblée adopte le projet de budget suivant pour l'année 1887.

Projet de budget pour 1887

Recettes.

Cotisations	3.060	} 3.565.00
Abonnement des bibliothèques	165	
Subvention départementale.....	150	
Vente de Bulletins, etc.....	100	
Intérêt des fonds déposés à la Banque.	90	

Dépenses.

Réserve	356	} 3.565.00
Impression du Bulletin, etc.....	2.500	
Port du Bulletin.....	150	
Frais de bureau.....	100	
Matériel.....	150	
Gratification au commis.....	200	
Imprévu.....	109	

La séance, qui avait commencé à une heure et demie, est levée à quatre heures.

Le Secrétaire,
P. GUILLAUME.

Le Vice-Président,
LEMAITRE.

NÉCROLOGIE

M. L'ABBÉ TEMPLIER.

M. l'abbé TEMPLIER, chanoine, ancien aumônier de l'École normale de Gap, l'un des plus anciens et des plus dévoués membres de la *Société d'Études des Hautes-Alpes*, est mort à l'Allée, commune de Saint-Jacques en Valgaudemar, après une longue et douloureuse maladie nerveuse, le 7 décembre 1886, à l'âge de 70 ans : il était né le 19 mai 1816.

Nous empruntons aux *Annales des Hautes-Alpes* du 24 décembre 1886 (p. 821-823) la notice suivante :

« Né à Saint-Jacques en Valgaudemar, M. Templier était le fils unique d'une de ces familles patriarcales qui tendent de plus en plus à disparaître d'au milieu de nous.

Son goût et ses aptitudes pour la science se révélèrent de bonne heure. Après ses études classiques faites au collège de Gap, il entra au séminaire de cette ville, où il termina son cours de théologie. En attendant l'âge requis pour la prêtrise, le jeune diacre se rendit à Saint-Sulpice, il y suivit les Grands Cours, professés alors avec une rare distinction par MM. Icard et Carrière, et par le vénérable M. Garnier,

supérieur général des Sulpiciens, un des plus savants orientalistes de l'Europe, qui réunissait autour de sa chaire d'Ecriture Sainte l'élite du jeune clergé de France. A l'école de ces maîtres illustres, M. Templier sentit grandir son amour pour la science ecclésiastique qu'il devait cultiver avec une sainte ardeur, sa vie toute entière.

Fait prêtre en 1840, il fut d'abord attaché comme professeur au petit séminaire d'Embrun ; ensuite nommé vicaire à l'église cathédrale de Gap, puis curé d'une des paroisses rurales de cette ville, et enfin appelé par son évêque, Mgr Depéry, à l'importante aumônerie de l'école normale d'instituteurs. C'est dans ce poste difficile, que M. Templier est resté pendant 30 ans, jusqu'à la laïcisation complète de l'école, entouré de l'estime et de l'affection des professeurs et des élèves, qui l'honoraient pour son savoir et l'aimaient pour sa vertu.

Le dévouement à la jeunesse était pour M. Templier un vrai besoin. Il semblait dire comme le divin Maître : « Laissez venir à moi les petits enfants ». Il faisait au pensionnat et à l'externat de Saint-Joseph un cours de doctrine religieuse qu'il savait rendre intéressant et accessible à toutes les intelligences, malgré ses formes un peu trop scientifiques.

Le savant aumônier ne bornait pas son instruction au programme religieux imposé à l'Ecole, il y joignait des leçons d'histoire naturelle. La Flore si riche des Alpes, la minéralogie, l'ornithologie avaient en lui un ardent disciple. Il a popularisé le goût de ces sciences parmi bon nombre de ses anciens élèves, aujourd'hui à la tête des écoles primaires, et il a laissé sur ces diverses branches de la science des collections remarquables.

Il avait encore su former une bibliothèque de patrologie grecque et latine d'une grande valeur et certainement l'une des plus riches du diocèse. Sa petite fortune patrimoniale était employée à ces achats de livres. Sa vie était si simple, sa table si frugale, ses goûts si modestes qu'il avait su réaliser pour cela des sommes importantes. Il a contribué en outre, avec une grande libéralité, à la reconstruction et à l'ornementation de l'église de sa paroisse natale.

Patriote convaincu et éclairé, rien de ce qui intéressait son cher pays des Alpes, ne lui était indifférent. Canaux d'arrosage, routes, chemins de fer, mines, industries diverses et, en première ligne, reconstruction de la cathédrale de Gap, M. Templier prenait à tout un intérêt puissant.

Qui de nous ne l'a pas entendu mille et mille fois appeler sur ces travaux et ces améliorations, l'attention des hommes publics et influents. Pour cela, aucune démarche ne lui coûtait, et il apportait dans ses sollicitations une telle conviction, une telle tenacité, que, plus d'une fois, il a vaincu l'apathie et l'indifférence qu'il rencontrait trop souvent autour de lui....

Nous avons de M. Templier la traduction du traité de saint Laurent Justinien, intitulé : l'Incendie de l'amour divin, traduction qui fut très remarquée, et accueillie avec faveur. D'autres ouvrages du même auteur furent également traduits, mais malheureusement, n'ont pas été livrés à l'impression.

M. Templier avait résolu le problème, presque insoluble, d'un travail opiniâtre et continu avec une santé très délicate.

Sa vie de prêtre était plus consciencieuse encore que sa vie d'étude. Fidèle, d'une fidélité scrupuleuse, à tous ses exercices de piété, il n'en omettait aucun, quelque occupation qu'il pût avoir. Dans les derniers mois de sa vie, malade, souffrant d'une affection nerveuse, il lui fallait de cinq à six heures, pour la récitation quotidienne de son office, et il ne l'a jamais omis. Il avait obtenu, à raison de ses infirmités, l'autorisation d'une chapelle domestique, et, chaque matin, pouvant à peine se tenir debout, se faisant soutenir, il célébrait pieusement la Sainte-Messe.

Sa mort a été aussi édifiante que sa vie, et il s'est doucement éteint dans cette maison modeste qu'il s'était fait construire en face des montagnes sévères de la Salette et sur les bords solitaires de la Séveraisse. Il s'y était retiré depuis trois ans, trop éloigné de ses amis qui le pleurent, mais dans cette solitude, plus rapproché de Dieu qui l'a reçu, nous en avons la ferme confiance, dans le ciel de ses plus saints prêtres. »

Voici quelques notes supplémentaires qui pourront aider à rédiger un jour une biographie complète de M. Templier. En 1834-35, au petit Séminaire d'Embrun, il obtint le prix d'excellence en rhétorique et en philosophie. Le 12 juin 1834, Mgr Arbaud lui donna la tonsure. Le 15 novembre 1840, il fut ordonné prêtre, à Aix, par Mgr Bernet. Puis il devint successivement professeur de 4^e au petit Séminaire d'Embrun (1840-41) ; curé de Chabottonnes (11 sept. 1841) ; vicaire de Gap (10 mars 1842) ; curé de Sainte-Marguerite, près Gap (1^{er} mai 1845) et enfin aumônier de l'École normale (13 avril 1850 à 1882).

M. Templier reçut les palmes d'officier d'Académie, le 16 septembre 1863, et celles d'officier de l'Instruction publique, le 31 décembre 1874.

Sur la proposition du cardinal Bernadou, aujourd'hui archevêque de Sens et alors évêque de Gap, M. Templier fut nommé, le 16 avril 1866, membre de l'Académie des Arcades, de Rome, sous le nom allégorique d'*Iperide Acroniano*.

Ajoutons que M. Templier a pris une large part : à la restauration du culte de saint Démétrius et des autres saints aujourd'hui honorés dans le diocèse de Gap (1845-58); à la fondation de l'*Académie Flosalpine*, dont il fut un des membres les plus laborieux (1858-63); aux travaux de la *Société française d'Archéologie* (1858-86), en particulier lors du Congrès d'Aix, auquel il voulut assister (1862); à l'organisation et l'expansion du *Club Alpin français*, dont la section de Gap l'avait nommé vice-président, puis vice-président d'honneur (1874); à la fondation de la *Société d'Études des Hautes-Alpes*, à laquelle il a rendu de grands services, comme collaborateur et surtout comme membre du Comité de publication (1881-83).

Pendant plusieurs années (1874-1878), M. Templier a été à la tête des *Annales de Notre-Dame du Laus*, dont les *Annales des Hautes-Alpes* sont aujourd'hui la suite. Il y a publié un bon nombre d'articles historiques d'un grand intérêt.

Parmi les autres publications de M. Templier, nous citerons les suivantes :

1858. *Traité de la spirituelle et chaste alliance du Verbe avec l'âme*, par saint Laurent Justinien, patriarche de Venise, traduit du latin pour la première fois et annoté. Paris, A. Bray, in-12, de 540 p.

1860. *La mansion romaine de Mons-Seleucus* (dans les comptes-rendus de l'*Académie Flosalpine*, 1860, p. 35-60).

1863. *De l'utilité de l'étude des idiomes vulgaires considérés dans leurs rapports avec les sciences et les langues* (*Ibid.* 1863, p. 31-36).

1868. *Mémoire sur la cathédrale de Gap démolie de septembre 1866 à mars 1867* (dans le Bulletin de la *Société française d'Archéologie*. Caen, 1868, et tiré à part, 1868, in-8° de 42 p.).

1883. *Lettres inédites de Bervick, La Motte de Lapeyrouse et autres, relatives à la guerre des Alpes*, de 1710 (dans le Bulletin de la *Société d'Études*, 1883, p. 119-123, 199-207 et 337-346).

Les archives des Hautes-Alpes possèdent de M. Templier

un manuscrit renfermant : 1° *Un mémotre historique sur les peuples inscrits sur l'arc de triomphe de Suze et composant autrefois le royaume de Cottius* (cf. les comptes-rendus de l'*Acad. Flouzalp.*, 1859, p. 10) ; 2° *Des notes sur les invasions des Sarrasins dans les Hautes-Alpes au x^e siècle*, etc.

On nous assure que M. Templier, en mourant, a légué sa riche bibliothèque au grand Séminaire de Gap et au petit Séminaire d'Embrun. Il est vivement à souhaiter que l'on n'éparpille point la *Patrologie grecque*, la *Patrologie latine* et les diverses collections de *Dictionnaires* sortis des presses de l'abbé Migne. M. Templier avait pu former à peu près complètes ces collections, aujourd'hui si rares, grâce à l'estime profonde que l'abbé Migne — le plus grand éditeur peut-être du xix^e siècle — avait toujours eue pour lui, et surtout grâce aux privations quotidiennes que le vénérable et saint abbé s'imposait pour enrichir de plus en plus cette précieuse bibliothèque. P. G.

VARIÉTÉS

Deux ordonnances du connétable de Lesdiguières

Les deux documents qui suivent sont de notre célèbre compatriote le connétable de Lesdiguières¹. Le premier, de l'an 1592, a été donné récemment aux Archives départementales des Hautes-Alpes par M. GAILLAUD, curé-archiprêtre de la cathédrale de Gap. Il n'est pas inédit ; mais, à la suite d'une communication gracieuse faite par M. Gaillaud, en 1865, il a été publié naguère très inexactement. — Le second est de 1621. Il n'a jamais été imprimé, du moins à ma connaissance. Il provient des archives communales de Savournon².

¹ François de Bonne, duc de Lesdiguières, né à Saint-Bonnet en Champsaur, le 1^{er} avril 1543, mort à Valence, le 2 septembre 1626.

² *Savournon*, com^e du cant. de Serres, arr. de Gap (Hautes-Alpes).

Ces deux documents sont fort curieux et très caractéristiques. Ils se complètent mutuellement. Ils méritaient de trouver place dans notre *Bulletin*.

I.

Ordonnance de Lesdiguières, sur requête du sieur d'Allons, gouverneur de Serres, contre les communautés de Saint-Firmin, et de Saint-Jacques en Vaigaudemar.

Puymaure, près Gap, 15 septembre 1592.

A MONSIEUR, MONSIEUR DES DIGUIÈRES, CONSEILLER DU ROY EN SON CONSEIL D'ESTAT, CAP[ITAI]NE DE CENT HOMMES D'ARMES DE SES ORDONNANCES, LIEUTENANT GÉNÉRAL POUR LE ROY AUX ARMÉES DE SAVOYE ET DE PIEDMONT.

Le seigneur d'Allons, gouverneur de Serres, vous remonstre très humblement que les communautés de Saint Firmin et Saint Janon ¹ de Vauguedemar luy sont tenues et obligées en plusieurs sommes par prest qu'il leur a realement faict, desquelles il ne peut retirer ne le principal ne les interests, par la ² demeure et refus desdites communautés.

Ce considéré, Monseigneur, vous plaise mander au cap[itai]ne Gratian ³, commandant au chasteau de Lesdiguières ⁴, de faire main forte à la juste poursuite dudict suppliant, luy fournissant des soldats pour les contraindre au payement, et il priera Dieu pour vostre prospérité et grandeur.

Est enjoinct aux communautés debitrices de payer les apportz au suppliant, suivant les reiglements generaulx de la Province; à faute de ce, y seront contrainctz par

¹ Sic, pour *Jame*, ainsi qu'on le lit au dos du document, en écriture du xvi^e siècle.

² Le mot *morosité* est ici effacé.

³ Le capitaine *Gratien*, fils naturel de Michel de Bonne, oncle de Lesdiguières, vivant en 1599.

⁴ Le château « de Lesdiguières », dont on voit les ruines au hameau des *Diguières* (com^e du Glaizil, canton de Saint-Bonnet-en-Champsaur), était en construction en 1574.

toutes voyes etian (sic) mililaires. Mandants au cap[ital]ne Gratian d'y faire main forte.

Faict à Puymore, ce XV^e septembre mil V^e IIII^{xx} XII.

LESDIGUIÈRES.

(Au dos:) Contre St Firmin et St Jame. 1592.

Original, papier, in-f^o, 2 feuillets (archives départementales des Hautes-Alpes, série E, prov. 780). — P. G.

II.

Ordonnance de Lesdiguières, sur requête des habitants de Savornon, contre les sieurs Paul de Bragard, d'Allons et autres.

Grenoble, 22 décembre 1621.

A MONSEIGNEUR, MONSEIGNEUR DE LESDIGUIÈRES, DUC,
PAIR ET MARESCHAL DE FRANCE, ET MARESCHAL GÉNÉ-
RAL DES CAMPS ET ARMÉES DE SA MAJESTÉ.

Supplient très humblement vos pouvres subietz du lieu de Savornon et vous remonstrent, Monseigneur, que depuis les remuementz de ceste province, ilz ont esté extrêmement violentés par les gens de guerre, quy leurs ont fait contribuer plus que de leur pouvoir, tant d'un party que d'autre; car le sieur de Montbrun ¹, ensuite d'une ordonnance qui leur fust signifiée le six^{me} novembre dernier [1621], a non seulement exigé sur eulx, par contrainte, mais encor leur détient des prisonniers dans Orpierre ², depuis douze ou tant de jours, qu'il ne veut rendre, sans avoir payement qu'il demande: quy est que le sieur Paul Bragard ³ et autres pour led^t s^r de Montbrun

¹ Il s'agit ici du fils du fameux Charles du Puy, sieur de Montbrun, (le chef des réformés de Dauphiné, décapité à Grenoble le 13 août 1575), Jean du Puy, seigneur de Montbrun, « lieutenant-général des Protestants de Provence, en faveur duquel le roi érigea la terre de Montbrun en marquisat, par lettres du mois de février 1600 », et qui mourut vers 1657 (Cf. RIVOIRE DE LA BAYE, *Armoiral de Dauphiné*, 1867, p. 570).

² Orpierre, chef-lieu de cant. de l'arr. de Gap.

³ Ce personnage, plus connu sous le nom de *capitaine Bragard*, appartenait à la famille Autard, originaire de Digne (Basses-Alpes).

veult avoir les deniers royaulx, et, à ceste occasion, a prins lesd^s prisonniers. D'autre part, led^t s^r de Bragard leur demande pour la levée de la compagnie du s^r son filz ¹, grosse somme de deniers. Encore le mesme sieur Bragard les faict contraindre au payement de douze quintalz bled pour feu, dix quintalz chair pour feu, et beaucoup de vin, foin et avoyne, et ce, pour chasque moys. Oultre ce, on leur demande encor vingt-cinq livres royettes ou cuyvre pour feu, portables à Dye : pour toutes lesquelles choses lesd^s prisonniers sont detenus.

Aussy le s^r d'Allons ² quy est dans Serres les a contrains de payer pour la garnison dud^t Serres, jusques au premier de ce moys, la somme de cent-huit escus, vingt-quatre solz, comme appert de deux quittances dud^t sieur; et encor leur demande vingt-cinq escus pour feu pour le présent moys, que revient, pour la part des suppliantz, à septante-cinq escus. Tellement que, de toutes parts, les pouvres suppliantz se trouvant vexés, ilz seront contraintz d'abandonner le lieu, sy par Vostre Grandeur, quy a le pouvoir en main, ne leur est desparty quelque soulagement : ce qu'ilz implorent très humblement.

Ce considéré, Vous plaira, Monseigneur, avoir esgard à leur pouvreté, et les voulloir descharger de toutes impositions extraordinaires, puyqu'ilz ont prou peyne de payer les charges ordinaires; et, en conséquence, eslargir leurs prisonniers et enjoindre tant aud^t sieur Bragard que aultres quy les tiennent de les délivrer incontinent et et sans délay; avec inhibitions à tous gens de guerre, de quel party qu'ilz soyent, nottemment aud^t s^r d'Allons, de les inquieter ny contraindre plus, pour quelque imposition que ce soit, que pour celles quy seront ordonnées

¹ Sans doute Balthazar Autard, châtelain d'Orpierre. La famille Autard fut anoblie en 1607.

² Très probablement Alexandre Disdier, seigneur d'Allons (com^e du canton de Saint-André, arr. de Castellane, Basses-Alpes), gouverneur de Serres, en 1592, ainsi qu'il appert par la requête présentée par ce personnage à Lesdiguières, le 15 sept. 1592 et publiée ci-dessus.

par Vostre Grandeur. Et ilz continueront, comme vos très humbles subiectz, à prier Dieu pour l'augmentation de vos prospérités.

Il est ordonné et très expressément enjoinct au s^r Pol Bragard de rendre et restituer incontinent aux supplians les prisonniers, bestail et autres choses qu'il leur dètient, à peyne d'en respondre en son propre et particulier nom et d'en estre recherché à l'aventir; avec deffiance de troubler, molester ou inquiéter les supplians, pour raison de ce que dessus, en leurs personnes et biens, les prenans en la protection et sauvegarde du Roy et la nostre. Et pour ce qui touche le s^r d'Allons, les partyes viendront à compte pour, iceluy résolu, luy estre payé ce qui se trouvera luy estre justement deu, conformément aux ordonnances de Messieurs les directeurs; et ce, jusqu'à la fin de ce mois.

Fait à Grenoble, le vingt deuxiesme décembre mil-six-cent-vingt-un.

LESDIGUIÈRES.

(Au dos :) Requête avec ordonnance de Monseigneur le Mareschal en faveur de la comune de Savornon contre le s^r Bragard et autres ganiz (sic) de guerre.

(Arch. comm. de Savornon.) — P. G.

INSCRIPTION

RELATIVE A L'ÉGLISE ABBATIALE DE BOSCODON
ET A LA PRISE DE LA ROCHELLE (1628).

Guillaume d'HUGUES, archevêque d'Embrun (1612 † 27 octobre 1648), a laissé dans notre histoire locale de nombreux souvenirs.

Le 30 novembre 1628, peu après la prise de la Rochelle sur les Protestants, il rendait solennellement au culte l'église de l'abbaye de Boscodon (com^e des *Crottes*, cant. et arr. d'Embrun), violée en 1585 par les Réformés. C'est ce double souvenir que rappelle l'inscription suivante, trans-

portée de Boscodon à Embrun par les soins de Mgr Depéry, évêque de Gap (1844-61). Elle se conserve dans la Bibliothèque du petit Séminaire, où nous l'avons relevée récemment. Elle est gravée sur une pierre d'environ 0^m 45 sur 0^m 20. Nous la croyons inédite.

R^{mus} GVILLELM' D'HVGVES ARCHIEPISCOVVS PRO GRA-
TIARV ACTIONE OB RVPELLAM VRBEM A LONGISSIMIS
TEMPORIBVS A PERDVELLIBVS ET REBELLIBVS SVBDITIS
DETENTAM OBSIDIONE VNIVS ANNI CVM DIMIDIO A LVDOVICO
XIII REGE EXPVGNATAM ET CAPTAM
HANC ECCLESIAM IN HONOREM BEATE VIRGINIS
ASSVMPTA (*sic*) OLIM DICATAM CONSECRAVIT PRIDIE CALEND.
DECEMBRIS ANNO DNI 1628
R^{do} D. ABELE DE SAVTEREAV HVIVS MONASTERII
ABBATE QVI AT (*sic*) REI MEMORIAM HANC SCRIPTURAM
FIERI FECIT.

INSCRIPTION DE CHORGES RELATIVE A UN EMPEREUR ROMAIN.

M. ALLMER, le savant directeur de la *Revue épigraphique du midi de la France*, s'est occupé récemment de l'inscription découverte à Chorges par notre confrère M. MOREL, d'Andancette, et que nous avons signalée dans le *Bulletin* (1886, p. 511-512). Comme nous, M. Allmer lit : IMP.../.../.../.../ p F INVICT.../ ORDO CAT... Puis il ajoute :

« C'est le débris d'une inscription en l'honneur d'un empereur dont les noms ont été martelés dans l'antiquité. A cause des titres *pius felix invictus*, cet empereur peut avoir appartenu à une époque avancée du troisième siècle ou au quatrième, mais à cause de la mention de l'*ordo Caturigum*, il ne peut pas avoir été antérieur au quatrième.

« Une autre inscription avec les mêmes titres et relative aussi à un empereur dont les noms ont été martelés anciennement se voit depuis longtemps à Chorges, sur la terrasse de l'ancien cimetière voisin de l'église. Elle est gravée sur un piédestal qui devait servir autrefois de support à une statue. La statue avait été dédiée par la cité des Caturiges : *civitas Catur(igum)*, à l'instigation du gouverneur de la province des Alpes Maritimes : *Annius Rufinus vir egregius, praeses Alpium*

Maritimarum. En 1829, ainsi qu'on a eu soin de le constater sur une des faces latérales de la pierre, on crut devoir « restaurer » l'inscription en gravant à nouveau par dessus la gravure antique, et tel est le manque de discernement et de savoir avec lequel fut exécutée cette opération imprudente qu'un monument, qui certainement appartenait à un empereur du quatrième siècle et, suivant toute apparence, à Dioclétien, est devenu un monument en l'honneur de Néron ! Avant Dioclétien, remarque Florian Vallentin, qui a tenté dans le *Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes*, II, p. 16, le rétablissement du texte primitif, Chorges n'avait pas rang de *civitas*, et c'est sans doute dans la réorganisation provinciale accomplie par cet empereur, que cette ville aura été élevée à cette condition et aura passé de la province des Alpes Cottiennes, dont elle faisait partie, dans celle des Alpes Maritimes. C'est comme cité des Alpes Maritimes qu'elle figure, un siècle plus tard, dans la Notice, sous le nom altéré de *civitas Rigomagensium*, dans lequel on reconnaît assez facilement, malgré l'abandon des deux premières syllabes, l'ethnique dérivé du *Catorigomagus* de la Table de Peutinger et des Vases Apollinaires ¹.

« Il est peu probable que les habitants de Chorges aient élevé deux statues au même empereur. L'inscription du piédestal voisin de l'église paraissant d'une manière à peu près certaine avoir été aux noms de Dioclétien, peut-être le fragment nouvellement rendu à la lumière était-il aux noms de Maximien, le collègue de Dioclétien à l'empire. Les noms auront été martelés sous Constantin dit le Grand. Après avoir mis à mort Maximien, sous le prétexte d'une prétendue conspiration contre ses jours, Constantin ne se borna pas à faire abattre ses statues et à effacer ses noms des monuments publics. Il en agit de même à l'égard de Dioclétien qui, cependant, retiré tranquille à Salones, ne faisait rien qui dût inquiéter son ombrageuse défiance.

BIBLIOGRAPHIE ALPINE

369. ARNAUD (E.), pasteur. *Études de bibliographie Dauphinoise : VII. Supplément à la notice historique et bibliographique sur les imprimeurs de l'Académie protestante de Die en Dauphiné au XVII^e siècle*. Grenoble, J. Allier, 1886, 8°, 10 p. P. 9, l'auteur mentionne : « *Indiction d'un june*, faite par les Ministres et les Anciens des Consistoires « députés au Synode tenu en la ville de Gap en Dauphiné, au mois de « septembre 1666. A Die, par Jacques Fiquel, imprimeur de l'Académie. « M. DC. LXX, 3 p. in-4° (Biblioth. de M. Vallentin, de Montélimar) ». P. 10 : « *La Victoire de l'Église*, gagnée sur les prétendus en la conférence d'Aspres[lès-Corps], par le R. P. Alexandre Fichet, de la « Compagnie de Jésus... Lyon, 1638, in-4°, 12 p. non chiffrées, plus « 232 p. » — VIII. *Supplément à la notice sur les controverses religieuses en Dauphiné pendant la période de l'édit de Nantes*. Grenoble, J. Allier, 1886, 8°, 14 p. P. 11 : « *Le courbeau du Ministre d'Embrun* « [Jean Conel], englué sur la tour de Babel, composé par Messire « Guilhelme Camus, archiprestre du Rosanais et curé en la ville de

¹ Tous les savants ne partagent pas cette opinion (Voy. le BULL. DE LA SOC. D'ÉTUDES 1883, p. 217-218).

« Serres. Dédicace à Msgr de Frère, premier président au Parlement de Dauphiné. Grenoble, P. Verdier, 1668, in-12 ». — P. 14, « *Motifs de la conversion du sieur Masseron*, avocat au Parlement de Dauphiné, demeurant à Gap, à Mgr Henri, nommé par le Roy évêque et comte de Gap. Grenoble, A. Giroud, 1686, 27 p. » (Don de M. E. Chaper.

370. *Bibliographie de l'Orient latin*, t. II, 1881, 1882, 1883. Paris, E. Leroux, 1885, 8°, 165 p. — Notre *Bulletin* est cité au n° 1341. Cf. aussi les n°s 1565 et 1797, au sujet du « *Rôle des donations de la commanderie de Gap, xi-xii^e siècles.* » — S.

371. BOUVIER (A.), fondateur du musée des faunes françaises. *Les animaux de la France* ; 1^{re} partie : *Mammifères*. Paris-Neuilly, 45, avenue du Roule, 1886, in-12, 99 p. — M. A. Bouvier, éminemment préparé par de patientes études et par des explorations scientifiques dans les deux mondes, a commencé, dans ce volume, l'étude des diverses espèces animales qui vivent en France. Après un exposé sobre et clair des éléments de classification, il aborde l'examen des espèces qu'il groupe par Ordres, en donnant en quelques lignes les caractères de chacun. La monographie de chaque espèce, plus ou moins étendue suivant son importance, est un exposé de la forme, des mœurs, de l'habitat, de l'utilité de l'espèce, aussi attrayant qu'instructif, sans aridité ni monotonie. Tout le monde trouve son profit dans la lecture de ce livre qui serait un excellent manuel pour nos écoles d'enseignement primaire ou secondaire et à coup sûr plus pratique que ces études anatomiques, si écourtées qu'elles soient, qu'on impose, trop prématurément peut-être, à des enfants de 12 à 15 ans. Si je ne me trompe, les programmes des sciences naturelles devraient suivre la méthode si naturelle qui du connu va à l'inconnu et débiter par des visites aux jardins zoologiques et faire connaître les animaux avec lesquels on vit ou qu'on rencontre dans la campagne. Telle est la méthode de M. Bouvier dont le livre est le catalogue développé du musée des faunes françaises dont il est le fondateur. Si le cadre de l'ouvrage avait permis à l'auteur d'illustrer chaque monographie et d'ajouter en note, à la suite de chaque Ordre, une liste des espèces exotiques, le livre répondrait à tous les besoins. — En offrant son 1^{er} volume à la Société d'Études, M. Bouvier se met gracieusement à la disposition des personnes qui voudraient bien lui envoyer des animaux à déterminer ou à étudier. Il serait heureux également de tous les renseignements qu'on voudra lui fournir pour compléter ou pour rectifier, s'il y a lieu, son travail dans une prochaine édition, et il se fera un plaisir de signaler la source de ces renseignements. — S. — D. MARTIN.

372. BRUN-DURAND (J.), correspondant du ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques. 1° *Documents inédits* : *Libertés de Crest* [de 1425] ; une charte de 1318. Grenoble, Maisonneuve, 1861, in-12, 45 p. — 2° *Notice chronologico-historique sur l'abbaye de Saint-Ruf, de Valence*. Lyon, A. Brun, 1869, 8°, 17 p. — 3° *Lettre sur l'histoire ecclésiastique du Dauphiné*, Lyon, A. Brun, 1869, 8°, 50 p. —

4° *Essai historique sur la chambre de l'Édit de Grenoble*. Valence, Chenevier et Charvet, 1873, 8°, 108 p. — 5° *Le Dauphiné en 1698, suivant le mémoire de l'intendant Bouchu sur la généralité de Grenoble*. Notes, dissertations et commentaires. Lyon, A. Brun, et Grenoble, X. Drevet, 1874, 8°, 226 p. — 6° *Notice historique sur le monastère de Saint-Médard de Piégros*, aujourd'hui Piégros-la-Clastre (Drôme). Barle-Duc, typ. des Célestins, 1874, 8°, 23 p. — 7° *Notes sur l'histoire du diocèse de Die*, à propos du *Gallia Christiana*, continuation de M. Auréau, membre de l'Institut. Valence, Chenevier et Charvet, 1875, 8°, 91 p. et 1 carte de l'ancien diocèse de Die. — 8° *Pouillé historique du diocèse de Die, en 1449 et 1450*. Grenoble, Maisonneville, 1876, 8°, 48 p. — 9° *Le fief de mons. levesque et conte al Chastel de Crest*. Document du XIII^e siècle, commenté, annoté, etc. Valence, Chenevier, 1878, 8°, 26 p. et un fac-similé. — 10° *Annales de Michel Forest*, sur ce qui s'est passé de plus remarquable à Valence de 1736 à 1784, publiées d'après le manuscrit original, avec une préface et des notes. Valence, Chenevier, 1879, 8°, 467 p. — Tous ces travaux, surtout les nos 3, 4, 5, 7 et 8, sont d'un véritable intérêt pour les Hautes-Alpes. — S. (Don de l'auteur.)

373. GAP (Lucien), instituteur, membre de plusieurs sociétés savantes. *Essai sur l'administration municipale, judiciaire et militaire de la commune de Séguret, avant 1790*. Paris, Alph. Picard, 1884, 8°, 72 p. — Cette monographie, lue au Congrès archéologique d'Avignon, le 30 septembre 1882, donne infiniment plus que son titre modeste ne promet. C'est l'histoire comme il en faudrait une pour chacune de nos communes, établie au moyen des travaux déjà imprimés et surtout à l'aide des archives locales, des archives départementales et même des archives nationales. Les rouages divers de « l'administration municipale, judiciaire et militaire » de la commune avant 1790 sont parfaitement décrits. Des listes très complètes des consuls, des officiers de justice et des gouverneurs militaires de Séguret animent le tableau. Enfin une série de 24 documents inédits, bien choisis et fort bien édités, témoignent de l'étendue des recherches faites par M. Lucien Gap, justifient son récit si attachant et expliquent l'intérêt considérable qu'il a su donner à l'histoire de son « pays natal. » — S. (Don de l'auteur.)

374. [GERMAIN (Alexandre), de l'Institut]. *Liber instrumentorum memorialium. Cartulaire des Guillem de Montpellier, publié d'après le manuscrit original par la Société archéologique de Montpellier*. Montpellier, Jean Martel, 1884-86, in-4°, LXX-850 p. et 1 fac-similé. — Ce magnifique volume renferme le texte complet de 570 documents, dont le plus ancien est de l'an 980 et le plus récent, de 1202. On peut dire que ce recueil de documents est le livre d'or de la ville de Montpellier. « Il ne ressemble guère, dit M. Germain (p. 783) aux registres analogues « des abbayes et des évêchés d'autrefois, car le principe d'hérédité en « constitue particulièrement l'intérêt ; et il renferme, à ce titre, la tradition généalogique des grandes familles de la région : on y en suit les

« descendances et les alliances pour une période de plus de deux siècles.
 « On les y rencontre même parlant, à l'inverse du clergé, le nouvel
 « idiome issu de la décomposition progressive du latin, ce qui double la
 « valeur des actes où il figure, en ajoutant à leur importance historique
 « une source inappréciable d'observations de linguistique ; et si l'on
 « considère qu'il s'agit d'une des zones les plus curieuses à étudier du
 « littoral méditerranéen, fort peu de recueils de documents paraîtront
 « aussi fertiles en révélations. A un autre point de vue, notre Cartulaire
 « des Guillems offre le tableau complet d'une administration seigneuriale
 « fonctionnant de toutes pièces. Questions politiques et domestiques,
 « affaires de haute et basse justice, fiscalité de nuances les plus
 « diverses, intervention de l'Eglise dans l'Etat et de l'Etat dans l'Eglise,
 « mariages et divorces, testaments et successions, litiges entre suzerains
 « et vassaux, tout à sa place dans ce répertoire d'une richesse excep-
 « tionnelle. Les savants auront désormais sous les yeux l'ensemble du
 « *Mémorial*, et seront à même d'en extraire les renseignements qu'il
 « leur conviendra d'y puiser. *Je n'ai eu, quant à moi, ajoute M. Ger-
 « main, d'autre ambition que celle de leur en procurer le texte complet*
 « *en stricte conformité avec le manuscrit original...* » Et pourtant le
Mémorial est précédé d'une docte notice sur le manuscrit original ; d'un
 beau fac-similé des armoiries des Guillems de Montpellier, de l'an 1443 ;
 d'une introduction historique concernant les Guillems, du plus grand
 intérêt ; de divers tableaux généalogiques, d'une étude philologique
 approfondie (par M. C. Chabaneau, professeur à la Faculté des Lettres
 de Montpellier). Il est constamment accompagné de notes substantielles
 et abondantes ; plusieurs tables chronologiques admirablement dressées
 terminent le volume. Mais ce qui, pour nous, double la valeur de ce beau
 monument élevé à la gloire de Montpellier, c'est la dédicace que l'illustre
 membre de l'Institut a daigné écrire en tête du volume : « A MONSIEUR
 L'ABBÉ GUILLAUME, ARCHIVISTE DES HAUTES-ALPES, ET A MES AUTRES
 CONFRÈRES DE LA *Société d'Études des Hautes-Alpes*, HOMMAGE PER-
 SONNEL DE L'ÉDITEUR. AL. GERMAIN. » Nous prions ici, respectueusement
 M. GERMAIN de vouloir bien agréer l'expression de notre vive gratitude
 pour son attention si délicate. Désormais le *Mémorial* servira de mo-
 dèle à notre Société, surtout le jour où, à l'exemple de la *Société archéo-
 logique de Montpellier*, elle pourra publier, à la gloire des Hautes-
 Alpes, les cartulaires municipaux de Gap, d'Embrun et de Briançon.
 Ces petites mais illustres villes, elles aussi, ont le bonheur de posséder
 encore de précieux documents qui pourraient former des « *Libri instru-
 mentorum memorialium* » d'un grand prix, et qui, chaque jour, sont
 exposés à se détériorer ou à se perdre à jamais, sans profit pour notre
 histoire locale et au détriment de la science. Hélas ! combien de docu-
 ments analogues ont péri, dans les Hautes-Alpes, depuis moins de cent
 ans !... Et dire que personne n'a jamais songé à les sauver par l'im-
 pression ! Que l'exemple de la *Société archéologue de Montpellier* et
 de M. Al. Germain nous anime et nous encourage. — S.

375. ISSANCHOU (Henri). *Galerie des contemporains*, 5^e livr. *De Berluo-Pérussis*. Paris, 1886, 8^o, 7 p. — Notice bio-bibliographique des plus intéressantes sur un de nos membres honoraires. — C.

376. ACADEMIE DES SCIENCES ET LETTRES DE MONTPELLIER. *Mémoires de la section des lettres*, III^e fasc. 1836. Compl. du t. VI^e. — Ce fascicule, comme ses devanciers, contient un mémoire très substantiel de M. Al. Germain, de l'Institut, intitulé : *Les anciennes thèses de l'École de médecine de Montpellier* (p. 499-690). Grâce à M. Germain, les manuscrits autographes de Pierre *Flamenchi*, « prieur de Romeille, au diocèse de Gap, » vicaire général de l'évêque de Maguelone et, à ce titre, le représentant officiel de cet évêque en l'université de Montpellier (Cf. *Euliet*, de 1884, p. 435-460), « nous ont renseignés d'une manière unique sur le cérémonial en vigueur au XIV^e siècle dans l'université pour la collation des grades. » Aujourd'hui notre éminent confrère, non seulement recueille « les sujets de thèses traités pour les prises de grades » : baccalauréat, licence et doctorat, mais encore « les thèses professorales de concours. » Ces dernières thèses, dit M. Germain, « sont, à mes yeux, de beaucoup préférables, pour arriver à des constatations scientifiques et parvenir à déterminer la nature de l'enseignement médical » depuis le XIV^e siècle jusqu'à 1790. Toutes les thèses étaient soutenues en latin, même en 1795 (p. 539). « Il fallait bien qu'étrangers et Français pussent bénéficier d'un même enseignement. » La revue à laquelle s'est livré M. Germain est « l'indice incontestable de fortes études classiques venant en aide à de bonnes études médicales. On formait l'homme dans ce temps-là avant de le faire médecin ou juriste. Les *humaniores litteræ* étaient vraiment le vestibule des carrières libérales » (p. 544-5). Une autre conclusion qui se dégage du mémoire de M. Germain, c'est « la persistance jusqu'à la Révolution » de l'action de l'autorité ecclésiastique sur les anciennes écoles de Montpellier. « Telle a été la force de la tradition, dit M. Germain, que notre ancienne École de médecine, malgré tous les changements qui se produisaient autour d'elle, est demeurée chrétienne et hippocratique » (p. 672). — S.

377. BULLETIN D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE ET D'ARCHÉOLOGIE RELIGIEUSE DES DIOCÈSES DE VALENCE, GAP, GRENOBLE ET VIVIERS, VII^e année. — Cette docte revue, éditée à Romans (Drôme), sous la direction de notre confrère M. le chanoine Ulysse Chevalier, membre non résidant du Comité des travaux historiques, nous apporte, dans sa 40^e livraison, un document de premier ordre. C'est le *Compte de Raoul de Louppy, gouverneur du Dauphiné de 1361 à 1369*, publié par MM. U. Chevalier et Edm. Maignien, conservateur de la bibliothèque de Grenoble (p. viii et 74). D'après l'*Itinéraire* qui précède ce document, Raoul de Louppy visita souvent notre région. En 1362, il était, le 3 septembre, à Gap ; le 4, à Chorges ; le 6, à Embrun ; les 8, 10 et 11, à Briançon ; le 13, au Bourg-d'Oisans. En 1363, il se trouve, le 3 mai, à Embrun et le 10, à Saint-Bonnet-en-Champsaur ; puis, le 31 août, à Embrun ; le 3 septembre, au Queyras, d'où il se rend à Château-Dauphin. En 1367, il est,

le 10 août, à Serres ; le 16, à Embrun ; le 20, à Oulx ; le 25, encore à Embrun ; le 26, à Chorges ; le 29, à Corps. En 1363, il est, le 8 juillet, à la Mure ; les 12, 13 et 14, à Serres ; le 25, de nouveau à Serres, et le 30, à Grenoble. Le *Compte* proprement dit abonde en renseignements concernant les Hautes-Alpes. On peut en juger par les extraits suivants :

RECEPTE.

P. 2, 5. De l'université de Ebrun, pour reste de la somme de 400 florins petiz qu'il devoient pour une composition faite avec eulx par le dit gouverneur et le conseil du Dalphiné, pour ce que l'arcevesque en avoit autant pour son nouvel advenement et pour autres causes, dont le dit gouverneur en rent 250 florins pour le compte de ses gaiges sur la seconde partie de sa recepte, montant à mil florins, pour ce pour le demourant receu en fevrier ou mars 1362. 150 flor. petiz.

P. 4, 14. De Guillaume Jasseline, notaire, pour lui et plusieurs autres de Brianconnoiz, pour une composicion faite present le gouverneur et avec le tresorier et conseil, pour ce receu, 3^e de juing 1362, 500 flor. bon poiz, valent. 520 flor. 10 gros petiz.

P. 11, 43. Des sindicz de Britanzonnois, sur ce qu'ilz devoient pour une composition faite avec le dit gouverneur, le tresorier et conseil, par la main de Francois Chais, en deduction de la dicte composition, en fevrier 1363, 500 florins, valent. 520 flor. petiz.

DESPENSE.

P. 23, 66. Pour autres despens faits par le dit gouverneur ou mois d'aoust 1362 ensuivant, pour ce que à la journée dont mencion est faite en la partie precedent, en parlant des choses sur icelle contenues fu traictié a un appellé Pierre de Pont Jault, que le chastel et terre de Lers fust et demourast à mons. le Dalphin, lequel traictié fu occupé par ce que il fu lors trouvé que le prince d'Orenge avoit asiegé le dit chastel sans cause ne droit aucun que il y eust, mais pour le acquerir à foy induement, et pour ce ledit gouverneur voulant a ce pourveoir pour la conservation du droit de mondit seigneur le Dalphin, fist mandement en Viennois et baronnies d'Ebrunoiz et de Brianconnoiz gens d'armes, pour avec lui aler de fait devant ledit chastel. . .

P. 45, 94. Pour deniers bailliez par le dit gouverneur ou mois d'aoust l'an 1363, pour les gaiges de 3 chevaliers et 11 esculiers deservis en la compagnie d'icellui gouverneur, qui avec lui amena à Cayrars, à une journée à laquelle il avoit mandé estre à lui le marquis de Saluce, pour traictier avecques lui de l'omage de son marquisé qui devoit estre et appartenir, est et appartient à mon seigneur le Dalphin, et aussi pour pranre la possession de certaine terre que le dit gouverneur avoit conquise sur le dit marquis et Galeas son frère. . .

P. 46, 96. Au sire de Vinay, le quel fu mandé avecques tout le conseil de mon dit seigneur le Dalphin à Grenoble, le 20^e jour de novembre 1362, pour avoir consultacion et avis que on ne feroit sur les marches

de Briançonnois, où Galeas, frère du marquis de Saluce, estoit entrez à force de gens d'armes ; à la quelle journée fu conseillé mectre deffense sur le pays, pour deniers à lui bailliez pour les despens qu'il fist par 2 jours qu'il fu à la dicte consultation pour ce qu'il ne se vout tenir à paiez des gaiges accoustumez, pour ce. . . . 8 flor. de petit poiz, etc. (Cf. encore, p. 54, le n° 118 et p. 55, le n° 119). — S.

378. CLUB-ALPIN FRANÇAIS, *Annuaire*, 12^e année, 1885. — Plusieurs courses, études, cartes et plans se rapportent spécialement à notre région. Citons : *La Meije*, par MM. Georges Leser et Claude Verne, avec une excellente carte, par notre confrère Henry Duhamel, et une vue du grand pic et de la brèche de la Meije, versant de la Grave, d'après une photographie de M. Charpenay (p. 364). — *Étude sur les chaînes et massifs du système des Alpes* (première partie), par M. Levasseur, de l'Institut. Cette étude est surtout faite au point de vue de l'enseignement. L'auteur partage d'abord les Alpes en trois grandes divisions : Alpes Occidentales, Centrales et Orientales. Chacune d'elles forme ensuite des subdivisions. « Des trois groupes du système Alpestre, les Alpes Occidentales sont le moins étendues, quoiqu'elles possèdent le Mont-Blanc qui en est le sommet le plus élevé. Elles ont, du lac de Genève à la Méditerranée, une longueur en ligne droite d'environ 340 kilomètres. » Les Alpes-Occidentales sont subdivisées en quatre chaînes ou massifs, formant la principale ligne de partage des eaux : ce sont les chaînes 1^o du Mont Blanc, 2^o des Alpes Graies, 3^o des Alpes Cottiennes, 4^o des Alpes Maritimes. Des Alpes Cottiennes dépendent les Alpes du Dauphiné qui comprennent les Grandes Alpes du Dauphiné (massif du Pelvoux) et les Petites Alpes du Dauphiné (massif du Serrois). La description des Alpes Cottiennes a pour nous une utilité toute spéciale (p. 371-433). — *Vues sur la question pastorale dans les Alpes*, par M. F. Briot, inspecteur des forêts (p. 482-498). etc. — S.

379. PETITE REVUE DAUPHINOISE, bibliographique et littéraire, publiée par la librairie Emile Baratier, rue Brocherie, 5, Grenoble. — Cette intéressante Revue en est aujourd'hui à son 10^e numéro : le premier a paru le 10 mars 1886. On y trouve une série d'articles d'une grande valeur. Tels sont les suivants : Origine des noms de l'Isère et de la Tarentaise, par M. G. Vallier ; Itinéraire de Louis XI dauphin, par M. Ul. Chevalier ; Notice bibliographique sur Henri de Rochas, seigneur d'Ayglun, médecin des rois Louis XIII et Louis XIV, par M. A. R... ; Itinéraire des dauphins de la 2^e et de la 3^e race, par M. Ul. Chevalier ; Séchot et Poulard, fantaisie alpestre, par M. Guigues, d'Embrun ; Notice sur la vie et les talens de Pierre Liottard, par Dominique Villars ; Les desiderata de la numismatique du Dauphiné, par M. G. Vallier. Ce dernier article, qui occupe plusieurs numéros, a été pour notre savant confrère et collaborateur l'occasion de publier en phototypie une splendide médaille, inconnue, représentant d'un côté Henri IV et de l'autre Lesdiguières. En voici la description, d'après la Petite Revue (p. 155) : « HENRI IV ET LESDIGUIÈRES. Buste de 3/4 de Henri IV, coiffé d'un

« chapeau à plumes et portant sur son pourpoint le cordon du Saint-Esprit. *Rev.* Buste cuirassé du duc de Lesdiguières, la tête nue et « tenant l'épée de connétable. Médaille unique et de la plus grande beauté. « Argent doré ». Les traits de Lesdiguières sont remarquablement bien rendus. C'est tout à fait la même physionomie, la même allure que l'on admire à Gap, à l'Hôtel de la préfecture, sur le mausolée du connétable, et à l'Hôtel-de-Ville, dans le beau tableau qui rappelle le moment solennel où Henri IV confie ses jeunes enfants à notre célèbre compatriote. — C.

380. SOCIÉTÉ BOURGUIGNONNE DE GÉOGRAPHIE ET D'HISTOIRE. — *Mémoires*, t. IV, 1886. — Les nos 412-414 de l'inventaire « d'une collection particulière » mentionnent trois dossiers relatifs à la famille de Lesdiguières : « Mémoires très utiles pour la généalogie de cette famille aux xv^e et xvi^e siècles. Partages de biens. Débats entre les de Créquy, ducs de Lesdiguières, et les de la Baume, comtes de Montrevel », etc. En tout, 55 pièces ou cahiers en parchemin. Originaux » (p. 11-12).

381. UN VIEUX BIBLIOPHILE DAUPHINOIS. Recueil de documents relatifs à l'histoire... du Dauphiné. 3^e fascicule : *Destruction des archives du Parlement et de la Cour des Comptes du Dauphiné ordonnée et commencée en 1793*. Grenoble, F. Allier, 1886, 8°, 31 p. — S. (Don de M. E. Chaper.)

RÉSUMÉ des observations météorologiques faites à l'Ecole normale de Gap en 1886 (sous abri), par M. C. R.

OBSERVATIONS.	Juillet	Août	Septembre
Températures moyennes.....	19°.1	16°.5	14°.
Id. extrêmes } maxima.....	32 le 22	31 le 10	29 le 5
	5,2 le 31	3,5 le 21	2 le 22
Moyennes barométriques à zéro (altitude 739).....	699,1	699,8	701,2
Pressions extrêmes } maxima...	707, le 5	707 le 28	701 le 30
	695, le 26	695 le 2	693 le 23
TOTAL des jours de pluie ou de neige.....	7	1	3
Eau tombée, en millimètres...	19	8	48
Moyenne hygrométrique (évaluée de 0 à 100).....	66	66	70

FINI D'IMPRIMER LE 15 JANVIER 1887.

GAP. — IMPRIMERIE JOUGLARD PÈRE ET FILS.

LES FORÊTS DES HAUTES-ALPES

EN 1727-1728

ET LA QUESTION DES DÉBOISEMENTS
d'après des documents officiels inédits.

Trop souvent on accuse les habitants des Hautes-Alpes d'être la cause du déboisement de leurs montagnes. On ne fait pas, il est vrai, retomber la responsabilité de cette situation si fâcheuse sur les habitants actuels, mais on incrimine leurs ancêtres : « Vos pères, leur dit-on, ont péché, et vous en portez la peine ».

Ce reproche est grave. Est-il fondé? Les conséquences, parfois si rigoureuses, qu'on en déduit, sont-elles justifiées par l'étude impartiale de l'histoire?

D'assez nombreux documents relatifs aux forêts des Hautes-Alpes existent heureusement, et permettent de donner une réponse satisfaisante aux diverses questions qui précèdent. Les uns se conservent dans les archives anciennes des communes — des communes, du moins, qui ont le bonheur de posséder encore leurs archives anciennes¹; — quelques autres sont déposés aux archives départementales.

Parmi cette seconde catégorie de documents, il en est peu d'aussi précieux que ceux qui se rapportent à la vaste enquête forestière entreprise sous Louis XIV et continuée sous Louis XV. Ils sont relatifs à la « Réformation générale des bois de la province de Dauphiné ».

La collection complète de la « réformation des bois, » pour tout le Dauphiné, se composait de plus de trente volumes in-folio². Une copie authentique de deux de ces

¹ Voy. surtout les chartes de libertés ou de franchises, les délibérations communales, les règlements relatifs aux eaux et forêts, etc.

² Voy. *Recueil de documents relatifs à l'histoire... du Dauphiné*, 3^e fascicule... par UN VIEUX BIBLIOPHILE DAUPHINOIS (Grenoble, [1886, in-8^o de 31 pages), p. 13.

volume est déposée aux archives départementales, à Gap¹. C'est la partie de la « réformation » qui a trait au département actuel des Hautes-Alpes. On y trouve l'indication exacte de la situation des forêts pour la majeure partie des communes de notre département² en 1727 et années suivantes. Outre ce qui est relatif aux forêts, ces documents fournissent sur chaque localité des renseignements instructifs sur la population, les seigneurs, etc., renseignements que l'on chercherait vainement ailleurs.

Ces documents méritent pleine confiance, car ils ont été rédigés par les officiers de l'administration des forêts, d'après les dépositions des consuls des communautés, assistés des principaux habitants.

Or, de l'examen de ces documents officiels il ressort que les communautés prenaient généralement grand soin de leurs forêts. La plupart d'entre elles avaient un et souvent plusieurs gardes chargés de veiller à la conservation des forêts. Quelques-unes avaient établi des règlements, simples mais pratiques, qui, tout en prévenant les abus, punissaient sévèrement les délinquants. A Briançon, les amendes provenant des délits forestiers étaient appliquées au soulagement des malades de l'hôpital³.

Les forêts cependant se dépeuplaient, se déboisaient, au grand déplaisir et au détriment des habitants. Mais les déboisements provenaient de causes complètement étrangères à la population qui en était réduite, comme aujourd'hui, à se plaindre.

Parmi ces causes, il faut mentionner en première ligne l'invasion néfaste de 1692. Beaucoup de forêts furent ravagées par « les ennemis de l'État ». Puis, les Piémontais et leurs alliés, en se retirant, incendièrent non

¹ Série C, 108 et 109. In-folios de 506 et 498 feuillets, en papier, reliés en basane.

² Il faut en excepter les communes du Champsaur et du Valgaudemar,

³ Cf. le *Bulletin* de 1885, p. 405-407, et, ci-après, l'article relatif au Briançonnais.

seulement les villes et les villages, depuis Veynes jusqu'à la frontière, mais ils mirent le feu aux forêts. Ainsi firent-ils à Manteyer, à Châteauroux, à Vars et ailleurs.

En second lieu, il faut placer les nécessités de la défense nationale. Les grands travaux de fortification exécutés, à la fin du *xvii^e* siècle, sous la direction de Vauban, surtout à Embrun, à Mont-Dauphin et à Briançon, exigèrent l'emploi d'une énorme quantité de bois. Ce bois était pris dans les plus belles forêts de l'Embrunais et du Briançonnais. De plus, chaque année, les communautés étaient contraintes de fournir beaucoup de bois de chauffage pour les garnisons cantonnées dans nos montagnes. De grands dégâts furent aussi commis par les troupes qui, de 1703 à 1712, campèrent sur presque tous nos cols (cols de Vars, de Crévoux, de Buffère, de l'Échelle, etc.)¹.

Si, à ces causes de destruction des forêts, on ajoute : la construction des navires de l'État, à Toulon, à Marseille, etc., et pour lesquels on mettait régulièrement à contribution les forêts des Alpes (Boscodon, Guillestre, Embrun, etc.) ; l'entretien des ponts sur les innombrables torrents des Alpes et en particulier sur la Durance (pont de Saint-Clément, pont de la Clapière sous Embrun, pont de Savines, etc.), qui, presque chaque année, étaient endommagés ou emportés ; les fréquents incendies des bourgs et villages, autrefois presque tous couverts en planches ou en chaume ; les besoins impérieux des habitants qui, dépourvus du secours de la houille et du charbon de terre, étaient parfois obligés, pour préparer leurs aliments, de brûler des « bourzees de vache », comme en quelques endroits du Briançonnais, et qui, pour se réchauffer, l'hiver (à une altitude variant entre 1000 à 1800 mètres au-dessus du niveau de la mer), n'avaient d'autre ressource que celle de se retirer dans leurs étables ; on comprendra que le déboisement des montagnes n'est pas uniquement le fait des habitants.

¹ Cf. *Bulletin* de 1863, pp. 419-423, 193-207 et 337-346.

Tout cela ressort, d'une façon saisissante, de la plupart des procès-verbaux rédigés par les officiers préposés à la réformation des bois en 1727 et années suivantes.

Voici une analyse très succincte de ces documents. Elle est empruntée à l'*Inventaire sommaire des archives des Hautes-Alpes*. Si elle aidait tant soit peu à alléger le sort, souvent bien triste, fait à mes compatriotes par les dures et impérieuses exigences de la restauration des terrains en montagne, je me féliciterais de l'avoir mise en lumière.

Décembre 1886.

P. G.

1316-1728. — « RÉFORMATION GÉNÉRALE DES BOIS DE LA PROVINCE DE DAUPHINÉ ». Tome 1^{er}. GAPENÇAIS.

Les commissaires généraux, Boissier, de Belmont, Serroux d'Agincourt, nommés par lettres patentes du 14 novembre 1724, accompagnés du Procureur général du Roi (Martin) et du greffier de la Commission, visitent successivement chaque communauté, et, suivant les indications des consuls ou des principaux habitants, signalent : le nombre des « habitans » (feux, ménages ou familles) ; le nom du seigneur juridictionnel ; l'étendue (en setérées¹) des bois communaux ; leur nature ou essence ; les endroits qu'il conviendrait de mettre en défens ou réserve ; s'il existe encore des chèvres dans la communauté ; s'il s'y est fait des *essarts* ou défrichements, etc. La procédure relative à chaque communauté comprend : une ordonnance de transport des commissaires ; les déclarations des consuls ou principaux habitants ; le procès-verbal de transport

¹ Cette ancienne mesure agraire, avant 1790, variait suivant les localités. Ainsi la setérée de Ribiers, de 800 toises, valait 30 ares 37 centiares ; celle d'Abriès et de Saint-Bonnet, de 400 toises, 15 ares 18 centiares ; celle de Briançon et de Vallouise, de 324 toises, 12 ares 50 centiares ; celle de Guillestre, de 300 toises, 11 ares 39 centiares (Voir le *Tableau des anciennes mesures*, usitées dans les Hautes-Alpes, dans l'*Almanach pour l'an VIII*^e. Gap, J. Allier, in-32, p. 137-144 ; ou dans le *Bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes*, 1886, p. 237-237).

des commissaires dans les forêts ; l'ordonnance de la Commission de la Réformation, siégeant à Grenoble ; la signification de cette ordonnance aux communautés, par exploit d'huissier ; enfin le procès-verbal de l'arpenteur *Colisieux*, au sujet des bois mis en réserve, souvent avec les plans des bois mis en défens et leur contenance (en arpens et perches¹).

Communauté de GAP, « y compris l'hameau de Montalquier ». 912 hab., « sans y comprendre M. l'Evêque, un Chapitre, un couvent de Jacobins, un de Cordeliers, un de Capucins, un de Pères de la Doctrine et un d'Ursulines, et douze gentilshommes et dix officiers de justice ; sçavoir : quatre au Baillage et six en l'Élection » ; « est patrimoniale, excepté l'hameau de Montalquier ; M. de Malisolle, au moyen de son évêché, seigneur juridictionnel, et M. le duc de Tallard, seigneur engagiste de l'hameau de Montalquier, qui fait partie du domaine du Roy. » La montagne de Charance, « vendue anciennement par le Chapitre de Gap... au moyen d'une pension de 500 livres », contient environ 2000 setérées ; elle est affermée à un particulier. De l'évêché dépendent environ 1000 setérées, plantées de « chênes, réduits en broussailles par la licence que se sont donnée les habitants... de les couper, sans règle ni mesure » ; les pauvres « peuvent y aller prendre des bois morts et secs, et trois branches vertes pour lier leurs fagots, suivant les transactions passées par les seigneurs évêques et lad^e communauté. Réserver les bois qui sont « vers le château de l'Evêché » (à Charance). « De l'engagement de M. le duc de Tallard, il ne dépend qu'un terrier et une tour » (la *Tour-Ronde*). Bois particuliers, environ 1000 setérées « en taillis de chesnes », coupés tous les 10 ou 12 ans, « dont ils se servent pour leur chauffage, pour fumer leurs vignes et, de la feuille, pour la nourriture de leurs bestiaux ». Le sieur de Poncet « dit avoir droit

¹ L'arpent des *Eaux et forêts*, d'Ordonnance ou *Royal*, toujours divisé en 100 perches carrées, valait 51 ares 07 centiares.

de garenne dans l'hameau de Montalquier » ; 18 mai 1728 (f. 1). Le milieu du bois de Charance est mis en réserve, soit 81 arpens (f. 11).

ROMETTE. Claude Guillon et Antoine Belon, consuls, Gaspar Aniel, greffier ; 75 habitants ; « M. le chev^r des Oches, seigneur juridictionnel ». Bois communs, environ 40 setérées, en taillis de chênes, coupés tous les 4 ou 5 ans : 9 juillet 1728 (f. 13).

LA BATIE-NEUVE. Nicolas Roman et Jean Taix, consuls ; 164 habitants ; M. le Maréchal de Villeroy, seigneur juridictionnel. Bois communs, environ 300 setérées de broussailles, aux trois cantons dits : *le Viviers, le Cougnas et les Routes* ; au lieu de *la Combe*, quelques sapins et mélèzes. « Il y a environ 26 ans, les arbres forts jeunes furent détruits par les habitants de la communauté de Chorges ». Un bois est indivis avec la communauté d'Annelles, dont les habitants « le charbonnent » ; le seigneur « possède 150 setérées en quatre cantons : *le Tailla, Cotte-Rousse, Rocharons et Blanchinarde* ». Il a un garde et la communauté en a deux ; 26 mai 1728 (f. 18).

LA BATIE-VIEILLE. Jasques Allard, châtelain, Pierre Eustache et Pierre Bertrand, consuls ; 33 habitants ; Mgr l'Evêque de Gap, seigneur juridictionnel. Bois communs, 15 setérées de « broussailles de noizelliers et peu de hêtres », et une dizaine de setérées de petits chênes ; 29 mai 1728 (f. 30).

RAMBAUD. Jean Allard, châtelain. Arnaud Claude et Jean Masson, consuls ; 151 habitants ; Mgr l'évêque de Gap seigneur juridictionnel. Bois communs, 25 setérées de « noizetières et quelques hêtres et pins » ; le seigneur possède une « petite garenne d'une 20^e de de setérées » où il y a des chênes, quelques pins et sapins ; 5 juillet 1728 (f. 34).

JARJAYES. Jean Sorret et Barthélemy Gillis, consul, André Vernis, greffier ; 85 habitants ; M. le marquis de Montauban, seigneur juridictionnel. Bois communs, en-

viron 60 setérées de chênes, hêtres, pins, noisetiers. Réserver le *Clot-du-Four* et le bois des *Cottes*. La communauté a un garde, ainsi que le seigneur. « La publication de nos règlements a réduit une partie des habitants dans une extrême pauvreté »... ; ils espèrent que le Bureau leur accordera deux chèvres par habitant ; le sieur de Flotte, chanoine en l'église cathédrale de Gap, possède 30 setérées de pins et chênes ; 25 mai 1728 (f. 38).

LETTRET. Jacques Imbert, châtelain, Gaspar Aniel, syndic des forains, Bertrand Farnaud, greffier ; 22 habitants ; Mgr l'évêque de Gap, seigneur juridictionnel. Bois particuliers, 5 setérées de chênes, coupés tous les 4 ans, « pour faire des fagots, qu'ils enterrent dans leurs vignes, et les y laissent pourrir, pour tenir lieu de fumier » ; 11 juin 1728 (f. 52).

CHATEAUVIEUX. Jean Amar, châtelain, François Daignon, consul ; 44 habitants ; « M. de La Motte La Pérouze », seigneur juridictionnel. Bois particuliers, « 20 sesterées de taillis chesnes, qu'ils coupent à mesure qu'ils en ont besoin, pour mettre en fagot, dans les vignes, pour servir de fumier » ; ils sont « obligés d'acheter du bois dans les communautés voisines » ; 26 avril 1728 (f. 57).

TALLARD. Lagier, consul, Faure, principal habitant ; 236 habitants ; « M. le duc de Tallard en est seigneur juridictionnel » ; bois commun, appelé *Bossat*, sis au-delà de la Durance ; environ 30 setérées de broussailles de chênes, pins, noisetiers, « les pauvres gens le dégradent entièrement ». Un garde communal. « Il appartient à M. le duc de Tallard, leur seigneur, une garenne, dans les *tsles* de la Durance, plantée en broussailles d'aunes et vernes ». « La rivière de Durance, les torrents de *Rossine*, *Beaudon*, *Recuperon* et plusieurs autres... causent de grands dommages » ; 6 août 1728 (f. 59).

LA SAULCE, etc. : François Clément, châtelain de la Saulce et de Fouillouse, et syndic des « communautés de *Lardièrre* et *Valensac* ». « La communauté de La Saulce

est composée de 92 habitants ; celle de Fouillouse, de 8 ; celle de Lardière, de 95 et celle de Valansac, de 14 » ; elles sont patrimoniales, et M. le duc de Tallard en est seigneur juridictionnel. Les bois sont communs et indivis ; 100 setérées de « chesnes meslez de mort bois ». Ils « payent au Roy le droit de franc aleu..., exigible sur les fonds exempts de toute sorte d'impôts ». Les communautés de La Saulce et Fouillouse ont chacune un garde bois ; « ayant grande attention d'empêcher que les habitants ne les dégradent, par crainte que, lors des pluies, les ravines n'endommagent leurs fonds cultivez qui sont situés en dessous ». 60 setérées de hêtres appartiennent au seigneur, qui a aussi un garde ; 6 juin 1728 (f. 63).

LARDIER-ET-VALENÇA. François Martel et Joseph Méyer, consuls, soutiennent que La Saulce et Fouillouse n'ont aucun droit sur 100 setérées de broussailles ; 6 juin 1728 (f. 66).

SIGOYER. Jean-Antoine Parein, consul ; 200 habitants ; « Madame du Saye (Saix) en est dame ». Bois communs, 150 setérées « dans un fonds pierreux et des rochers ». Réserver depuis le *béal* (torrent) de Baudon jusqu'au col des Guérins. Quelques particuliers « essartent dans des terres gastees, moyennant redevance au seigneur » ; 4 août 1728 (f. 71).

NEFFES. Brutinel, consul, Chardon, greffier ; 80 habitants ; le duc de Tallard, seigneur juridictionnel ; quelques bois particuliers, « dans de petits côteaux, que l'on coupe pour l'usage et feuillage ». On est obligé d'acheter du bois dans les communes voisines ; 25 juin 1728 (f. 77).

FREISSINOUSE (Saint-André de la). Pierre Pellegrin, consul, Pierre Blanc, principal habitant ; 55 habitants ; « le marquis de Montlaur de Manteyer, seigneur » ; 6 set. de bois particuliers, en chênes, hêtres et noisetiers ; 15 juillet 1728 (f. 81).

MANTEYER. Jean Marin, châtelain, Sébastien Flau et Dominique Astréou, consuls (le dernier ne sait pas signer) ;

120 habitants ; le marquis de « *Montlord* », seigneur. Bois communs, 100 setérées de hêtres, aux quatre cantons dits du *Gua*, mis en réserve, « sous la réformation faite par M Bouchu, intendant du Dauphiné, en datte du 19 septembre 1703 » ; et du *Bots-Noir*. « Il apartient environ 30 sesterées de sapins au seigneur; où les habitants ont droit de prendre du bois psur leur bâtisse », moyennant un droit annuel d'« une poule au seigneur par chaque habitant » ; ce bois « croît dans un terrain médiocre, ayant été dégradé [en 1692] lors d'une incursion que firent les ennemis dans le pays, où ils mirent le feu, depuis ce temps le bois n'y ayant pas formé de belles pièces, y ayant même beaucoup de places vuides » ; 14 juin 1728 (f. 85).

LA ROCHE-DES-ARNAUDS. Joseph Mondet, châtelain, « Joseph Du Creux de La Beaume » et Dominique Mondet, consuls ; « 200 habitants ; les héritiers de M. le comte de La Roche, seigneurs juridictionnels » ; bois communs, 600 setérées, dont 200 en sapins et 40 en taillis de hêtres et chênes ; quelques habitants font du charbon ; ils ont un garde ; il s'y fait des essarts ; la communauté « a un procès par-devant la Cour » [de Grenoble] avec son seigneur, au sujet de la propriété desdits bois. Le « sieur Antoine Céas, ancien capitaine d'infanterie, faisant pour Madame la comtesse de La Roche », fait des réserves au nom de cette dernière ; 18 septembre 1728 (f. 99).

CHAUDUN. Noël Chabre, châtelain ; 26 habitants ; le Chapitre de Gap, seigneur juridictionnel ; bois communs, 200 setérées de sapins et quelques hêtres. « Lesdits bois leur ont esté albergez par le Chapitre de Gap, à qui tous les fonds de cette communauté appartenoient », et pour cela, ils « payent annuellement 240 livres aud. Chapitre ». Ce dernier possède encore un pareil bois, avec « une scie scituée dans la communauté de Rabou », arrentée pour 200 livres à trois habitants de Rabou, avec faculté de couper annuellement 50 pièces de bois, « des plus belles ». Le Chapitre use de ce bois, « à son gré, sans en de-

mander permission. » Les troupeaux « paccagent du 15 avril » jusqu' « après les festes de saint Martin » (11 novembre). Sont réservés : les bois de « *La Plaine de Chaudun* » et « du *Chapitre* », séparés par le « *Serre du Pré de l'Ourse* » ; 1^{er} mai 1728 (f. 109).

RABOU. Jean-Étienne Marcellin, châtelain, Antoine Pauchon, consul ; 54 habitants ; le Chapitre de Gap, seigneur juridictionnel ; bois communs, 70 setérées de broussailles, qui servent « pour le chauffage, feuillage et faire des fourneaux pour engraisser leurs terres ». Ces bois sont « situés dans un pays de rochers affreux ». Le canton appelé *Devès* appartenant « à Messieurs du Chapitre, est dans des endroits si rapides que l'on ne peut extraire [le bois] qu'en billons, pour faire des planches ». Les autres bois sont : ceux de *la Lavanche*, des *Champs Pourronts*, d'*Escout* et de *Linnères* ; 4 juillet 1728 (f. 129).

SAINT-ÉTIENNE-EN-DÉVOLUY. Jean Marin, capitaine-châtelain, Jean Marin, feu Jacques, consul, et Louis Mathieu, secrétaire-greffier ; « 140 chefs de famille, outre le sieur curé » ; « M. de Tancin, président à mourtier, à Grenoble, en est le seigneur ». Bois communs : le *Bois-Rond*, sapins de 20 ans ; *Beaucheyrac*, pins de 10 ans, il est situé au pied de « la montagne d'*Hourouze*, au-dessus du chemin de l'*Agach* » ; le bois de la *Baume*, « sapins et sérantes » ; ils ont été « défrichés depuis trente ans, pour les usages journaliers des habitants . . . , n'y restant pas un des anciens arbres ». La communauté a deux gardes ; « le seigneur paye la moitié des gages de l'un ». Cette communauté est entourée de « rochers escarpés ; il n'y a pas de chèvres » ; 6 juin 1726 (f. 135).

SAINT-DIDIER. Jean Ruynat, de Gournier, capitaine-châtelain ; 99 habitants. « M. de Thomé, conseiller au parlement de Grenoble, seigneur » ; il « a fait informer contre quelques habitants de Saint-Étienne, et les a fait constituer prisonniers, pour avoir coupé du bois au canton de *Lèche* » ; ils sont « détenus, danz la conciergerie du

Palais, depuis plusieurs mois, à la requête du procureur juridictionnel dudit seigneur de Saint-Didier ». Les habitants n'ont aucun droit dans le *Bois-Noir*, appartenant au seigneur et qui « confine : au Levant, le vieux château de *Malemort*¹ ; du Midy, les ruines de *Gaudissard*, la piëse [de terre] du luminaire de Saint-Disdier, avec le rocher de l'*Aigle*, aussi du Midy ; du Couchant, le rocher du *Rang*, et, du Septentrion, avec la *Souloize*, venant de Saint-Étienne ». Ce bois est « soigneusement gardé par le garde du seigneur ». Bois communs ; la petite forêt de *Rousse*, 101 arpens 66 perches en pins de belle venue. Le *Bois Noir* a 30 arpens 24 perches ; 4 juin 1726 (f. 151).

« ANIÈRES ». Joseph Barde, châtelain, et Jacques Serre, consul ; 60 habitants ; « appartenante aux héritiers de M. de Lems de Prunier ». Bois commun, des *Charniers*, « entièrement dégradé ». La communauté a des droits sur les bois de la chartreuse de Durbon, « en vertu d'un ancien albergement », et « sous la redevance d'une émine d'avoine par chaque habitant », et aussi sur le « *Bois de l'Haye* », appartenant au seigneur, mais où ils ont droit de « prendre du bois mort et autres qui ne seroient pas sapins, et des pièces pour outils de labourage, suivant un albergement et moyennant une redevance d'un fromage ou trois sols par habitant ». Le seigneur a deux gardes ; quelquefois il afferme les montagnes « aux pastres de Provence ». Il y a encore une 12^e de chèvres. Ledit châtelain proteste, « au nom de la dame de Maubourg, uzefrute-raisse de ladite communauté, que les réponses susdites ne nuiront pas à ses droits ; 5 juin 1726 (f. 161).

LA CLUSE. Joseph Barde, notaire et capitaine-châtelain, et Michel Piot, consuls ; 62 « habitants et chefs de famille » ;

¹ Le château de *Malemort*, dont on voit encore quelques ruines sur un mamelon, vers le centre du Dévoluy, existait dès le XII^e siècle au moins. Au XIII^e siècle, il appartenait à la puissante famille des Artaud de Montauben, qui possédait, en outre, la vallée du *Beauchêne* ou mieux *Bochaine*, Montmaur, etc.

Madame de Maubourg, dame dudit lieu. « Les chartreux de Durbon sont seigneurs décimants, pour un sixième pour les fonds communs et pour un douzième pour les fonds taillables ; ils sont seigneurs directs de la forêt [depuis le torrent] de *Labéoux*, jusques à la montagne de *Lesches*, d'haut en bas ». Le bois de « *Lèches, Merlan, le Longevin et La Solte* », de 500 setérées, indivis avec le Dévoluy, est « presque détruit. » Madame de Maubourg possède le « bois de Laye », de 200 setérées, sapins, où les habitants peuvent prendre du bois, en payant 3 sols. Il y a un garde bois. Sont réservés : les bois de *Merlan, Prafour et Cotng*, 19 arpens. Les *Blaches* ont 8 arpens ; le bois d'*Aunes*, 100 arpens ; *Champforan*, 97 arpens 48 perches ; *Legour*, le *Pin de la Souche* et *Lèche*, 23 arpens 90 perches, et *La Solte*, 4 arpens 81 perches ; 3 juin 1726 (f. 177).

MONTMAUR. Pierré Augier, châtelain, François Meta-lier, consul, et Antoine Anglès, greffier ; 110 habitants, y compris ceux du hameau des *Sauvas*. M. le marquis de Montlaur, seigneur juridictionnel. Bois communs, 6 cantons : les *Manches* et la *Cuillère*, jadis en sapins, brûlé depuis 24 ans ; le *Serre Boucherie* et *Tres-Auberes* ; la *Pères*, à côté duquel est « un petit bois que la communauté a donné volontairement à M. de Montlaur, qui le conserve, sans s'en servir » ; l'*Ongle* ou *Pigne de l'Ongle* (vers Aurouse) ; *Maniboux* (du côté de Vaux), et le bois de *Chauvet*. Le seigneur a droit de garenne ; 16 juin 1728 (f. 192).

VEYNES. Pierre Magnan, notaire et châtelain, Jean Pons, consul ; 340 habitants ; « Messieurs de Rouvillas et de La Varsane, seigneurs juridictionnels pour la majeure partie ; Messieurs de La Vilette, de Colonne, du Prayet, la veuve de M. de Griffon, Messieurs Mathieu et Bucelle, cosseigneurs pour environ un cinquième de la juridiction ». Bois communs, 1320 setérées de broussailles, chênes, hêtres et pins, en huit cantons : la montagne d'*Oulle*, 400 setérées, réservée ; le bois d'*Oriol*, 200 setérées ; *Tombarel*, dont les chartreux de Durbon

disputent la propriété, 300 setérées ; les *Tiouris* ; le *Séré* ou *Serais* ; l'*Égal Cheytiau*, formé de « bois abroutis » ou rabougris, 80 setérées ; le *Galmian*, 80 setérées ; le *Grand-Égal*, ou *Égal de Véras*. M. de Revillasc possède 47 setérées de pins qu'il fait soigneusement garder. M. le marquis de Montmaur possède « une scie » aux « *Paroïrs* ». Il n'y a pas de chèvres. Il serait avantageux de défendre d'aller « arracher des broussailles » à « deux montagnes où il ne croît que du genest... », ces défrichements ont occasionné des ravines ». « Tous les bois de cette communauté, dit l'arpenteur Colizieux, quoique mauvais, méritent des attentions, pour en estre usé en coupes réglées et par économie, attendu que Veyne est un des principaux bourgs de la province, lieu de passage très fréquenté ». 17 août 1728 (f. 206).

FURMEYER. Jacques Patras, châtelain, Jacques Marcelin, consul ; 48 habitants ; M. Joseph-Pompée de La Villette, seigneur ; bois communs, 270 setérées, en 8 cantons : *Toupenas*, *Chailiol*, *Peyne*, *les Traverses*, *les Parties*, *le Bois-Noir*, *le Fay*, où on fait du charbon, et *Bois-Brûlé*. « Le seigneur prend un droit de tasche sur les grains qui proviennent des fonds qu'ils cultivent, qui consiste à la onzième partie » ; il a « 15 setérées d'isles, le long du Buëch » ; il possède trois cantons de bois : la *Fayolle*, le *Devès* et (un autre) *Devès*, soit environ 20 setérées. M. Mathieu, avocat, demeurant à Veynes, il y a environ vingt ans, réduisit les 20 setérées de bois qu'il possédait, au nombre de 4, « en ayant fait faire la coupe et transporter le bois en Provence, où il en eut le débit ». la commune a un garde. « Ils se sont deffaits de leurs chèvres ; ce qui a réduit une partie des habitants dans une extrême nécessité » ; ils en demandent deux par habitant ; 17 mai 1628 (f. 224).

SAINT-AUBAN D'OZE. Étienne Illy, châtelain, Pierre Boisereng, greffier ; 36 habitants ; « la veuve de M. de Belafaire, dame juridictionnelle ; » bois communs, 300 seté-

rées, en quatre cantons : *Oulle*, *Cotte-Belle*, *Avette* et *Voun-Villoret* ou *Villoret*, « anciennement planté en bois de sapins, serrantes et hêtres, mais aujourd'hui entièrement défriché » par les habitants des communautés voisines, qui « pillent journellement » leurs bois ; 10 juillet 1728 (f. 270).

LE SAIX. Claude Jean, châtelain, Dominique Imbert et Jean Allemand, consuls ; 55 habitants ; « Madame de Marnais, dame juridictionnelle » ; un seul bois particulier, de 100 setérées de broussailles de hêtres ; plus de chèvres, « ce qui les a réduit dans la dernière nécessité » ; ils en demandent deux par chaque habitant ; 9 juin 1828 (f. 286).

ASPRES-[SUR-BUECH]. Étienne Lachau, châtelain, Antoine Sanson et Pierre Fabre, consuls ; Claude Jean, notaire et greffier ; 130 habitants ; « messire Guillaume de Rouvillac, seigneur juridictionnel, au moyen de son prieuré dont il jouit dans ladite communauté ». Bois communs, 100 setérées de « broussailles de chesne », sur le penchant d'une montagne. 20 setérées de pins appartiennent au prieuré ; les pins, « soigneusement gardés par un garde du prieur », sont « uniquement employés contre le Buëch » ; environ 50 setérées de mauvais terrain sont « essartés aux *Égaux*, dans une plaine, par de pauvres habitants à qui le Buëch a emporté une partie de leurs fonds » ; 13 avril 1728 (f. 307).

« SAINT-ANDRÉ-EN-BEAUCHAINE » [La Faurie]. Jean Morgan, châtelain ; 120 habitants ; bois communs, 190 setérées de sapins, pins et hêtres, à la *Lonjaigne*, *Chabrières*, *Suel*, *Doubournas* (Durbonas). Les pins servent à « faire et réparer les fortifications dont ils ont besoin contre les inondations du Buëch et d'Eyguebelle ». M. le marquis de Saint-André, seigneur juridictionnel, a droit de bûcherage. M. du Villard possède 30 setérées de pins, qu'il vend « en les transportant en Provence, par le ruisseau du Buëch ». Les habitants ont obtenu deux chèvres par habitant ; 13 juillet 1728 (f. 315).

ANIELLES. Jean Morgan, châtelain, Marin Métailler, consul ; 24 habitants ; « M. de Beauchaine, seigneur juridictionnel ». Les habitants ont « droit d'usage et bûcherage » dans les bois de *Laneau* et des *Amoulières*, sans payer aucune redevance ; ils ont droit de pâquerage au « *Cours de Beaumanoir* ». Ils ont obtenu d'avoir deux chèvres par habitant, « ne pouvant subsister sans ces animaux » ; 9 août 1728 (f. 327).

SAINT-JULIEN-EN-ROCHaine. Jean Morgan, châtelain, Antoine Aurand, consul ; 120 habitants, dont 7 au hameau de *Rose*, 8 à *Neufvillard* et 11 aux *Auches*. M. de Saint-André, seigneur. Bois communs, 38 setérées de pins, sapins et hêtres, au *Bois-Moustier*, au *Bois-Bardon*, au *Bois-Pieraz* et au *Bois de la Pérolle*. Les habitants ont droit de prendre « des bois pour la bâtisse dans la forêt de *Beaudinard*, dépendante de la seigneurie ». Le seigneur a un garde ; ils ont la permission d'avoir deux chèvres par habitant ; 24 juillet 1728 (f. 335).

MONTBRAND. Jean Pascal, châtelain, Gaspar Laurent, consul ; 75 habitants ; « M. de Rouvillas, seigneur juridictionnel » ; bois communs à *Gielat*, la *Molière*, *Bois-Guichard*, la *Verceil* ou l'*Averceil*, *Cotte-Longue* et *Loubenir*, la *Combe du Tour*, l'*Astatière* et *Vielarès* ; environ 200 setérées, pins, sapins et hêtres. Les habitants sont dans l'usage « de couper des hêtres pour leurs outils de labourage dans le bois de l'*Ubac* », environ 20 setérées, « qui appartient au seigneur ». Ils demandent à pouvoir garder des chèvres ; 23 juin 1728 (f. 243).

LA BAUME-DES-ARNAUDS. Joseph Nicolas et François Reybaud, châtelains ; Jean Brun et Jacques Eymery, consuls ; René Armand, notaire et greffier ; 116 habitants « sans y comprendre un prieur et deux prestres ». « M. de l'Frunières, seigneur juridictionnel pour une moitié ; M. de Chanousse, pour un quart, et M. de Flotte pour l'autre ». Bois indivis, 100 setérées de sapins et hêtres, dont un tiers aux habitants et deux tiers aux seigneurs ;

plus de 300 setérées de broussailles. Ils font conduire leurs bois à Aspremont, « qui est le port du Buëch, » pour les envoyer en radeaux en Provence ; quelques essarts très préjudiciables « par brûlement ». Il y a un garde. M. de Prunières a fait construire une scie, il y a six mois, et a fait couper, pour ses besoins, 300 pièces de bois de 3 pieds de tour et 60 de long. Les bois de *Boulon*, du « *Devais* » et *Bois-Noir* ont été arpentés sous M. Bouchu. Ils demandent à avoir des chèvres ; 30 mai 1728 (f. 357).

« *Communauté des hommes de Gabriel Reymond* » [La Haute-Baume]. Jean-François Devesque, châtelain ; 17 habitants ; « M. Vial, seigneur, » ; bois communs, 30 setérées de broussailles ; pas de chèvres ; 22 mai 1728 (f. 373).

ARGENÇON (Communauté et parerie d'). André Brunet, châtelain ; Pierre Morgan et Jean Guillibert, consuls ; Claude Jean, greffier ; 45 habitants ; M. le président de la Saone, seigneur juridictionnel pour les trois quarts et le sieur Vial pour l'autre quart ». 130 setérées de bois communs aux *Canges* et à *Bayard* ; pas de garde, « la communauté n'estant pas en estat d'en faire les fraix » ; 10 avril 1728 (f. 377).

ASPREMONT. Jean Marin, châtelain, Jean Veyne et Jean Bénier, consuls, Jean Motte, greffier ; 115 habitants, « sans y comprendre deux gentilshommes » ; noble Antoine de Belle de Sauret, seigneur ; 60 setérées de broussailles sont communales ; demande de deux chèvres par habitant : « une maladie, appelée *beycle*, désole depuis longtemps la communauté et quelques unes voisines ». Ils ont un garde. Le seigneur possède 8 setérées de bois de chauffage. 12 avril 1728 (f. 386).

LA PIARRE Antoine Baréty, châtelain, André Pouns, consul ; 75 habitants ; « M. de Valbonnais, premier président à la Chambre des comptes de Dauphiné, seigneur juridictionnel ». Il y a 50 ans, la moitié des bois fut

vendue « au père de M. de Valbonnais ¹, qui, par la vente, se chargeait de la faire convertir en charbon, pour servir à faire travailler à une mine de plomb qu'il avoit trouvée dans un de ses fonds ; le charbonnement dura pendant l'espace de six ans ; depuis ce temps on [n']y a pas charbonné. » Environ 84 setérées de bois de hêtres et quelques sapins, à *Jaillet, les Esclapes, l'Ubac d'Horon et la Bélanchière* ; 2 juin 1728 (f. 382).

SIGOTTIER. Antoine Bochy, châtelain, Jean Payen, consul, et Samson Grangier, greffier ; 55 habitants ; « M. de Bourchenu, lieutenant des maréchaux de France, seigneur juridictionnel » ; bois communs, 60 setérées de hêtres ; pas de chèvres ; 3 août 1728 (f. 406).

LA BATIE-MONTSALÉON. Jean Sarrazin, consul ; 75 habitants ; « M. de Bimal [de Bimard], seigneur » ; bois communs, à la « montagne d'*Allambre* ² » et à celle de *Sélas* ou *Cellas* ; le premier de 520 arpens 73 perches, et le second de 78 arpens 15 perches. Le seigneur possède 130 setérées de bois à *la Garenne*, où il y a des lapins, « qui endommagent les fonds cultivés, apelez les *Prés-la-Planche* ». Le Buëch a emporté les trois-quarts d'une île, plantée de vernes et saules. La propriété des bois est disputée aux habitants par le seigneur, au parlement de Grenoble, « où la plupart des juges » sont des parents, puis à Dijon, où la « communauté n'est pas en estat de se défendre » ; 28 mai 1728 (f. 410).

SAVOURNON. Joseph Astier, châtelain, Antoine Barilhon, consul, et Alexandre Gontard, secrétaire ; 140 habitants ; « M. de Rocheblave, seigneur » ; bois communs, 100 setérées (593 arpens, 16 perches) sur un cône, séparés de

¹ Sur la famille Moret de Bourchenu, à laquelle appartient le marquis de *Valbonnais*, l'historien du Dauphiné (1631-1730), consulter : l'*Armorial de Dauphiné*, par Rivoiro de La Bâtie (1867, p. 447) ; la *Bibliographie du Dauphiné*, pour Ad. Rochas (1860, t. II. p. 165-170), etc.

² Cette montagne semble rappeler le nom d'*Alambrima* divinité gauloise, à laquelle fut dédiée une inscription romaine trouvée récemment à La Piarre, et ainsi conçue : *Alambrimae Severus, Perpetui fl. exs* (sic) *voto* (cf. *Bull. Soc. d'Étud. des Hautes-Alpes*, 1883, p. 380 et 486).

limitée par « l'arrette du collet *Cunchia* ». Les habitants de Beaujeux ont un bois de futaye, chesnes et hêtres ; ils n'y payent ni taille, dixième ny disme » ; 2 août 1728 (f. 426).

BOISAC. Paul Roux et Antoine Gaudemard, consuls ; 25 habitants ; M. de Rocheblave, seigneur ; bois communs de broussailles de hêtres, chesnes et genest » ; 11 f. 436).

SERRES. Joseph Bonnet, châtelain, Samson Grangier, sous-châtelain, Jean Barillon, consul ; 256 habitants ; M. de Villeroy, seigneur, leur a apentionné un bois, moyennant 450 livres par an ; ils ont le droit d'envoyer paître leur bétail « dans les bois appartenant à la commune de Méreuil et d'y « bûcherer ». Ils possèdent en commun 30 setérées de broussailles de hêtres et de chênes, « qui sert à l'usage du four banal pour la cuisson du pain des habitants ». On a fait de nombreux essarts ; 2 août 1728 (f. 440).

MONTCLUS (Communauté des hommes de La Roche). Jacques et Jean Lombard, consuls ; 36 habitants ; « M. de La Bastie-Bimard, seigneur » ; deux petits bois communs ; pas de chèvres ; 24 mai 1728 (f. 448).

MONTMORIN. Michel Mozan, châtelain ; 130 habitants ; « M. le marquis de La Charce, seigneur » ; bois communs, 30 setérées de pins et hêtres ; quelques arbres appartiennent à des particuliers, « le long du torrent d'Oulle » ; 18 juin 1728 (f. 452).

BRUIS. Joseph Giroud, châtelain ; 85 habitants ; « M. de Rivière, ancien lieutenant-colonel au régiment de Ruffou, seigneur » ; bois communs, 25 setérées de pins ; 25 setérées de sapins et hêtres appartiennent aux seigneurs, les habitants y ont droit de pâturage ; 23 avril 1728 (f. 456).

SAINTE-MARIE. De Saint-André, châtelain, Gaspar Coujomb, consul ; 22 habitants ; « Madame veuve d'Hautel, dame » ; un petit bois de hêtres est commun ; 11 juillet 1728 (f. 460).

ROSANS. Jean Bouttin, châtelain ; 184 habitants ; « M. de Rozan, conseiller au parlement de Grenoble, seigneur » ; 20 setérées de chênes en taillis ; 11 juillet 1728 (f. 464).

MOYDANS. Michel Gayette, châtelain ; 30 habitants ; « M. de Moydans, seigneur » ; bois communs, 3 setérées de hêtres ; 23 juin 1728 (f. 472).

RIBEYRET. Jean Berbeyer, consul ; 74 habitants ; « M. Joseph-François de Chabestan-d'Alauzons, seigneur » ; bois communs, 80 setérées de pins à l'*Ubac de la Vesse* ; le *Grand-Devès* ou *Collet* est indivis avec Sorbiers ; 7 juillet 1728 (f. 476).

SORBIERS. Jean-Antoine Reynaud, châtelain ; 26 habitants ; « M. de Sorbiers, seigneur » ; bois communs, de mauvais pins, indivis avec Ribeyret ; 5 août 1728 (f. 482).

MONTJAY. François Pons, châtelain ; 110 habitants ; « M. le marquis d'Agoust, seigneur » ; bois communs, 15 setérées de genêts, avec droit de bûcherage dans le bois appelé *La Chassagne*, appartenant à l'Épine ; pas de chèvres ; 20 juin 1728 (f. 488).

CHANOUSSE. Martin Brun, châtelain, Jean Albert, consul ; 45 habitants ; « M. d'Agoult, seigneur » ; bois communs ; 5 setérées de chênes ; 25 avril 1728 (f. 492).

TRESCLEUX. Messire Jean Anglès, prieur et curé, Michel Bernard, châtelain ; ils jurent de dire la vérité, « ledit prieur, portant la main au pecté et ledit châtelain, levant la main » ; 115 habitants ; « M. le prince de Conty, seigneur » ; il possède « un bois de chesnes, apellé *Les Blaches*, dans lequel, au moyen d'une transaction, passée entre eux et le prince Jean Dauphin, du 1^{er} octobre 1316¹, ont le droit d'y faire paître leurs bestiaux et de prendre du fruit pour nourrir les cochons, et la feuille qui tombe des arbres, sans pouvoir prendre du bois pour le chauffage et bâtir », et, pour cet usage, ceux qui ont des bœufs payent annuellement « un raz d'avoine » et ceux qui n'en ont point, « un demy raz ». Ils possèdent en commun 40 setérées de hêtres et chesnes ; 9 août 1728 (f. 496).

MÉREUIL. Jean Monier-la-Violette, châtelain ; François Faure et Antoine Ferrier, consuls ; 45 habitants ; « Messieurs de Bardel et de Montrond, seigneurs » ; bois com-

¹ Cette transaction se conserve encore, sur parchemin, aux archives communales de Trescléoux.

muns, 15 setérées de chênes sur une montagne ; 12 juin 1728 (f. 503).

1561-1728. — « RÉFORMATION GÉNÉRALE DES BOIS DE LA PROVINCE DE DAUPHINÉ ». Tome II^e Gapençais (suite), Embrunais et Briançonnais.

LAGRAND. Joseph Martin et Louis Ferralin, consuls : 40 habitants ; « M. l'abé Bance, seigneur juridictionnel » ; bois communs, 36 setérées de chênes ; 1^{er} juin 1728 (f. 1).

NOSSAGE-ET-BÉNÉVENT. François Pullon, greffier ; 10 habitants ; M. l'abbé de Lagrand, seigneur ; ce dernier ne prend la dîme que comme prieur ; bois communs, 50 setérées de mauvaises broussailles ; 26 juin (f. 5).

ORPIERRE. Joseph Armand, châtelain, Balthazar Guérin, consul ; 186 habitants. M. le Prince de Conty, seigneur juridictionnel, a cédé aux habitants 15 setérées de bois ; lui appartenant ; « en reconnaissance de quoy, ils se sont chargés des réparations à faire au pont et au chemin qui va de Veyne à Montauban » ; 27 juin (f. 9).

VILLEBOIS (Drôme). 23 habitants ; « Madame du Says, dame » ; bois communs, 15 setérées de petits pins ; 19 août (f. 13).

ÉTOILE. Jean Clavel, châtelain ; Jean Pascal, consul, 26 habitants ; M. le marquis de Valhelle, seigneur ; bois communs, 6 setérées de hêtres et pins ; pas de chèvres ; 13 mai (f. 17).

SAINT-CYRICE. Mathieu Guérin, châtelain, Izaac Faure, secrétaire ; 17 habitants ; « Philipe Bance, prieur de Lagrand, seigneur » ; pas de bois communs ; 19 juillet (f. 23).

SAINTE-COLOMBE. Louis Audibert, châtelain ; 62 habitants ; « M. de Sainte-Colombe, seigneur » ; bois communs, 12 setérées de hêtres et chênes ; 21 juillet (f. 25).

SALÉON. Paul Resseguier, châtelain, Jean Pichon, consul ; 45 habitants ; M. le duc de Tallard, seigneur ; bois communs, 8 setérées de chênes ; 27 juillet (f. 29).

SAINT-GENIS. Jean de Lop (L'Aup), châtelain ; 28 habitants ; « M. le marquis de Flour-La-Palud, seigneur » ; bois communs, 15 setérées de hêtres et noisetiers ; 23 juillet

MONTROND. Antoine Rouchon, consul : 12 habitants ; « M. d'Agoust, seigneur, » possède 4 setérées de chênes et de hêtres ; on a fait quelques défrichements ; 21 juin (f. 37).

EYGUIANS. Claude Moizin, châtelain, Claude Moutet et Jean Brun, consuls : 29 habitants ; « M. le duc de Tallard, seigneur » ; bois communs, 30 setérées de broussailles de noisetiers ; 14 mai (f. 41).

ARZELIERS (Laragne). Étienne Isnard et Antoine Bonthoux, consuls ; 24 habitants ; le duc de Tallard, seigneur ; bois communs, 60 setérées de broussailles de chênes ; 11 avril (f. 45).

MONTÉGLIN. Le sieur Amat, châtelain ; 20 habitants ; le duc de Tallard, seigneur ; quelques lles dans le Buëch sont communes ; 22 juin (f. 49).

LAZER. Étienne Garcin et Jean Girard, consuls ; 62 habitants ; « M. le marquis de Chatte, seigneur » : bois communs, 50 setérées de broussailles ; 7 juin (f. 53).

VENTAVON. Jacques Brun, châtelain, Jean Guibert et Jacques Gontard, consuls ; 96 habitants ; « M. le marquis de Chatte, seigneur » ; bois communs, 150 setérées de chênes et hêtres, au « *Fay* » ou « *la Faye* », et au *Villar* ; plus 20 setérées de « relaissez de la Durance, où ils envoient paître leurs bestiaux ». Les religieux de Durbon et les sieurs de Beaujeu sont accusés d'avoir usurpé une 15^e de setérées de broussailles de chênes ; 16 août 1728 (f. 57).

UPAIX. Jean-Antoine Flour, châtelain, Jean Rolland, consul ; 180 habitants ; la communauté est domaniale et M. le baron d'Hugues en est seigneur engagiste ; la juridiction appartient au vibailly de Gap ; « un mauvais marais impraticable est commun » ; pas de chèvres ; 20 août (f. 77).

LE POET. Claude Amat, châtelain, Sauveur Fournier, consul, Pascal Corréal, greffier ; 90 habitants ; M. le duc de Tallard, seigneur ; bois communs, 40 setérées de chênes ; 2 juillet (f. 81).

SAINT-PIERRE-AVEZ. Balthazar Bernard, châtelain, Antoine Reguis, consul ; 27 habitants ; « Messire Henri David, commandeur de la commanderie de *Jocas* (Joucas, Vaucluse), ordre de Malte, seigneur ». Cette commanderie

possède, au bois du *Travers*, 20 setérées (150 arp. 13 per.) de hêtres, « où les habitants ont droit de prendre du bois, faire paître leurs bestiaux », moyennant une hémine de froment par an et par habitant ; 25 juillet (f. 93).

SALÉRANS. Gabriel Tourniaire, châtelain, Léon Julien, consul ; 65 habitants ; « M. le comte de Valbelle de Ribiers, seigneur » ; bois communs, 40 setérées de hêtres et chênes, à *Gros-rats* et à la *Montagne* ; il y a un garde ; les habitants « ont grande attention de conserver leurs bois, à cause de la petite quantité qu'ils en ont ; ce bois leur sert encore pour faire manger le fruit aux cochons » ; 28 juillet (f. 113).

ANTONAVES. Dominique Abel, châtelain ; Jean Tournié, consul ; 70 habitants ; « M. l'abbé Charpentier, au moyen du prieuré qu'il y possède, seigneur » ; bois communs, 35 setérées de broussailles de chênes, « qu'ils conservent soigneusement, à cause qu'estant scitués au-dessus de leurs fonds cultivés, ils exposeroient lesd. fonds à estre endommagés par les ravines dans les temps de pluies » ; « la plupart des fonds taillables sont scitués sur un terrain penchant et montueux, ce qui fait qu'ils sont souvent emportés dans le temps de la fonte des neiges » ; 8 août (f. 145).

CHATEAUNEUF-DE-CHABRE. Claude Gontier, châtelain, Joseph Abel et Dominique Artaud, consuls ; 45 habitants ; M. le marquis de Mizon, seigneur ; bois communs, 80 setérées de broussailles de chênes. Le droit de chauffage leur « a été albergé par le seigneur, moyennant deux corvées annuellement » ; 25 avril (f. 141).

EMBRUN, SAINT-ANDRÉ ET SAINT-SAUVEUR. Leurs intérêts sont communs¹. Étienne Allard, avocat, Jean Bontoux, consul, et Joseph Valier, « procureur du Roy en l'hostel

¹ Les charges étaient pareillement communes. Suivant un acte du 10 mars 1379 (1380 n. s.), les habitants de l'université d'Embrun se divisaient en habitants *ultra Duranciam* et en habitants *citra Duranciam*. Les premiers supportaient 2/5^{es} et les derniers 3/5^{es} des charges communes (Archives com. d'Embrun, *Livre carré*, f° 111'. C'était là un usage déjà ancien en 1330, "*mos antiquus*" (*Ibid.* f° 116).

de la ville (d'Embrun) » ; Pierre Boyer et François Blein, consuls de Saint-André-lès-Embrun ; Claude Garnier et Joseph Fache, députés de Saint-Sauveur. « La communauté d'Embrun est composée de 700 habitants, sans y comprendre un Chapitre, un couvent de Cordeliers et un de Capucins, un de filles de Sainte-Marie, un collège de Jésuites et un hôpital » ; celle de Saint-André a 200 habitants, et celle de Saint-Sauveur, 179 habitants. « Les archevêques d'Embrun sont seigneurs juridictionnels, mais, pour avoir secours des princes Dauphins dans le temps de guerres, ils se sont mis en *paretté* (pariage), de manière que le vicebaly exerce la justice une année pour le Roy, et, l'autre année, elle est exercée par les officiers de l'Archevêché ». Les habitants des trois communautés ont « droit de pêche aux eaux, rivières et étangs, et droit de chasse ». Les bois communs et indivis sont : *Barnafré*, concédé par le Dauphin en 1263¹ ; *Magnane* ; *Salusses* ou *Saluces*, qui « fut dégradée pour le service de la marine, ensuite des ordres de M. Dugué, intendant de cette province, dont ils n'ont reçu aucun payement », de 956 arpens 96 perches ; *La Mazelière*, qui par arrêt du parlement de Grenoble, du 16 juillet 1716, conformément à une concession delphinale de 1263², fut confirmée auxdites trois communautés, malgré les prétentions de Baratier et des Orres, de 671 arpens 73 perches ; *Méalle*, de 232 arpens 87 perches ; *l'Ubac* ; *Bonvoisin*, etc. Ils ont droit de pâturage sur la montagne de *Vachères*, appartenant aux Orres. Ils ont huit gardes « pour la conservation de leurs bois ». Dans la forêt de Saluces, plusieurs arbres ont été « abattus par ordre de M. l'Intendant, tant pour les réparations des ponts de Savine et *La Clapière* [sous Embrun] que pour les fortifications d'Embrun ». 10 mai 1728 (f. 151).

CHATEAUX. Jean Bougard, châtelain ; Claude Taxil,

¹ A Vienne, le samedi après la fête de la Madeleine (28) juillet 1263. (Voir la charte originale aux *Arch. com. d'Embrun* ; chart. n° 27. Cf. *Ibid.*, le *Livre carré*, f°s 13-14, 18-19 et 22-23).

² Cf. la procédure du 16 décembre 1293 relative à la forêt de la Mazelière, « *Masleria* alias *Marcelleria*, sive *Macelleria*. » (*Livre carré*, f°s 186 v°-203.)

Honoré Gay et Joseph Ollier, consuls ; 320 habitants, « sans y comprendre le sieur curé et deux vicaires » ; l'archevêque d'Embrun, seigneur juridictionnel ; bois communs, 350 setérées de sapins, pins, mélèzes, à *La Charbonnière*, à la *Casse*, à la *Merzerale*, à *Leyrette* et à la *Pinée*. Le bois de Charbonnière, presque détruit, a « reservi pour rebâtir Châteauroux, lors de l'incursion des ennemis » [en 1692]. « On a pris beaucoup de pièces pour les fortifications [d'Embrun], pour les ponts de Savine et de la Clapière et pour les bâtiments du Séminaire ». Les « Jésuites du collège d'Embrun ont un petit bois, pins, sur les bords de la Durance, d'une 15^e de sestérées ». Le « prieur de Sainte-Croix, religieux de Boscodon, » possède « 5 ou 6 sestérées de petite futaye ». Il y a quatre gardes. « Tous les bois de cette communauté, dit Colizieux, doivent être usés avec beaucoup d'économie ». 28 avril (f. 173).

SAINT-CLÉMENT. Louis Gallian, consul ; 92 habitants ; l'archevêque d'Embrun, seigneur ; bois communs, 100 setérées de pins et sapins, à la *Sapée*, au *Devès*, à la *Sam-buye*, au vallon de *Clocher*, à *Belpinet* et à la *Clarette*. Ces bois sont en partie « réservés par la communauté pour garantir leurs fonds cultivez et le village d'estre endommagés par les ravines, n'étant permis à aucun habitant d'y en aller couper, sous quelque prétexte que ce puisse estre ». Ils se servent des autres bois « pour faire des digues contre la Durance ». Ils ont trois gardes ; « indépendamment de ces gardes, les habitants veillent tour à tour, crainte qu'on ne les dégrade ». 20 juillet (f. 187).

RÉOTIER. Jean Colomb, consul, et Jean Eymard, secrétaire ; 91 habitants ; la communauté est domaniale et « M. D'Almas, d'Embrun, seigneur engagiste » ; bois communs, de pins, mélèzes, coudres, au *Bois-Fourrant*, à l'*Éguille*, au *Tronchier*, à *Bouffard* et à *Baret* ; quelques essarts, dans « les terres gastes » ; deux gardes, et quelques chèvres. Les habitants « ont fourny quinze cens palissades, pour les fortifications de Briançon, et beaucoup de bois pour le chauffage des garnisons pour le Mont-Dauphin, notamment depuis 1725 ». « Ils ont payé au Roy,

en 1695, une taxe de 600 livres et les deux sols pour livre pour la jouissance de ces bois » ; 10 juillet (f. 199).

CHANCELLA. Jacques Pons, consul, Daniel Raymond, notaire ; 120 habitants ; ils disent « qu'ils n'ont point de seigneur » ; bois communs, arpentés en 1700. Ils « conservent précieusement leurs bois pour empêcher les lavanches et ravines d'endommager leurs fonds et domaines ». Ils ont fourni une grande quantité de bois, « tant pour Embrun que pour Mont-Dauphin et Briançon..., soit en cercles pour le chauffage des troupes que pour les palissades et autres ouvrages ». Ces bois sont en mélèzes ; celui de *Bouchier* a 128 arpens 96 perches, et celui de l'*Achard* et *Deliouras*, 47 arpens 31 perches. « La communauté n'a point d'autres isles que celle de *Rame*¹, dans la Durance, plantée de vernes et possédée par le sieur Belon, dans laquelle ils mènent paître leurs bestiaux » ; 24 avril 1728 (f. 211).

FREISSINIÈRES. Laurent Bret, châtelain, Pierre Anthouard, consul ; 140 habitants. « L'hôpital général et le chapitre d'Embrun, comme connhéritiers de M. de Genlis², seigneurs juridictionnels » ; bois communs, 300 setérées de pins, sapins et mélèzes, à « *Bois-Rimas*, *Travers* et *Gourets* », et aux « *Bourgeonnaires* ». Le bois de l'hôpital et du chapitre a 42 arpens 30 perches. « Ils ne se servent pour leur chauffage que des bois abatus par les lavanches et par les neiges, avec les vieilles souches ». Ils ont fourni « 800 palissades en 1727, lesquelles ils ont porté à l'*Abbésée* » ; 15 mai (f. 219).

L'ARGENTIÈRE. Guigues Domesne, châtelain ; Pierre Melquion, consul et secrétaire, Joseph Alphand, consul ; 156 habitants ; « M. le baron de l'Argentière, seigneur juridictionnel » ; bois communs, « dont la majeure partie est exploitée pour les fortifications de Briançon » : au *Grand-Bois* et *Sappey*, à *La Gorge*, à *Gourrache* ou *Gour-*

¹ Ce nom rappelle *Rama*, station de la voie romaine d'Italie en Gaule (Cf. *Bull. soc. d'Ét. des Hautes-Alpes*, 1883, p. 265-266).

² Charles Brulart de Genlis, nommé archevêque d'Embrun en 1668, mort le 3 novembre 1714.

rais, à la *Pinée* et *Bois-Plain*. Le seigneur possède deux petits bois « en deçà du ruisseau de *Caiméan* » ; 3 juin (f. 229).

LA ROCHE [SOUS-BRIANÇON.] Joseph Queyras, châtelain, Joseph Celce et Pierre Duc, consuls ; 112 habitants ; l'archevêque d'Embrun, seigneur ; bois communs, 1200 setérées, de pins, sapins et « suiffes, » au *Villars*, au *Puits*, au *Truc* et au *Bois-Obscur*. De nombreux dégâts ont été commis dans ces bois « depuis l'établissement de Mont-Dauphin [1693]. Cette communauté aourny, pendant quelques années, jusques à 2000 cercles de bois, pour le chauffage de la garnison. Depuis que l'on fortifie *Les Testes* et le *Randouillet* [à Briançon], par ordre de M. l'Intendant ou de ses subdélégués, ils ont fourni jusques à 1500 cercles de bois par année, et 2000 sacs de charbon. En l'année 1727 et 1728, ils ontourny 800 palissades de pins pour Briançon. L'on a encore pris cette année, dans le Bois-Obscur, 400 pièces de sapins pour les bâtiments et fortifications de Briançon ». Ils ont huit gardes. Les « réserves du Puits, du Truc, de Cotte-Vieille et du Villar sont essentielles pour la conservation des fonds inférieurs, à cause des ravines ». Ils demandent des chèvres, « ayant des endroits très convenables pour les faire garder, sans entrer dans les bois » ; 8 juin 1728 (f. 243).

SAINT CRÉPIN ET EYGLIERS. Étienne Eymard, châtelain, André Durraffours et Joseph Bonardel, consuls ; « 160 habitants pour la paroisse de Saint-Crépin et 110, pour celle d'Eygliers, sans y comprendre cinq ecclésiastiques, curés ou vicaires » ; l'archevêque d'Embrun, seigneur patrimonial ; bois communs, en mélèzes et pins, au *Clot-Nebou* et *Lou Brechat*, au *Bois-Noir*, à la *Pinée* et la *Gardiolle*, à la *Dantie* ou *Dany* qui finit « à *Furvande*, montagne d'Arvieux en Queyras », et à l'*Atarde* ; avec « plusieurs isles dans la Durance, plantées de vernes, peupliers et buissons conservés pour les digues qu'ils sont obligés de faire tous les ans pour leurs fonds contre la Durance ». La plupart de leurs bois sont « conservés pour empêcher les lavanches et ravines ». Ils furent en partie cadastrés, en 1703.

Il y a quatre gardes. On demande de tenir, « pour les pauvres habitants », quelques chèvres, « dans les rochers inaccessibles ». En 1711, on a pris à Clot Nebou, « quantité de palissades pour le Mont-Dauphin ; en 1727, 1500 palissades pour Briançon, et toutes les années, des bourneaux [conduits d'eau] pour Mont-Dauphin, et notamment, cette année, 100 pièces et 50 mélèzes pour les fortifications dudit Mont-Dauphin » ; 23 juillet 1728 (f. 251).

« GUILLESTRE, RISOUL et SEILLAC ». Daniel Callendre, consul, François Gerbier, député de Guillestre ; Esprit Eymar, châtelain, et Joseph Garnier, consul, de Risoul ; Antoine Magnan, consul, et Joseph Chabrand, député, de Ceillac ; à Guillestre, 120 habitants, à Risoul, 150 et à Ceillac, 140 ; l'archevêque d'Embrun est seigneur juridictionnel ; bois communs, environ 2882 setérées en pins, sapins et mélèzes, à « *Riovert, Assan, Rortée ou Vautour, Jas-de-la-Vesse, Pralouias, les Gourgues, bois du Moulin, Beaume-Bernon, les Alavers, Sagne-Ronde, Guigoulet, Bourjouna et Chastelan, Combe-Chauve, le Sapel, la Jaunière et Jas-des bœufs, la Traverse, Chaurine et Chesnet* » ; avec un autre bois, vers la Durance, de 20 setérées, planté en « pins ». Il y a six gardes. Les forêts sont « dévastées journellement par la marine et les fortifications ». Le canton de *Combe-Chauve* « est très soigneusement conservé, pour éviter que les fonds inférieurs ne soient emportés par les ravines, et même le bourg de Guillestre » ; son étendue est de 2745 arpens 12 perches ; 20 mai 1728 (f. 263).

VARs. Jean Capharel, consul, Jean David, principal habitant ; 121 habitants ; l'archevêque d'Embrun, seigneur juridictionnel ; bois communs, environ 3000 setérées en mélèzes, pins et sapins, aux lieux nommés : « *les Tronches, Serre-Méant, lous Escondus, la Morée, le Clos de la Garnière, le Boisset, les Ayes, l'Eyrette, les Estinettes, la Résinière, Bois-Noir, les Escraïns, les Sorers, la Rimas, Givaudan, le Traverse a la Piné* », avec « une montagne en pâturages et prairies très considérables, où ils mènent les bestiaux. Leurs bois ont été fort dépeuplés par les courses des ennemis [les Piémontais], en 1692, et

par les campements des troupes du Roy, en 1713 ¹. On y a souvent pris pour le chauffage des troupes, et notamment en 1725, 1726, 1727 et 1728, pour les ponts de *Sainte-Marie* ² et Saint-Clément, et pour les fortifications de Briançon, Mont-Dauphin et autres ouvrages royaux : en 1727, 800 pièces, dont 500 pour les bâtiments, par ordre de M. l'Intendant, et 200 pièces en 1728, et 100 bourneaux pour la conduite de la fontaine de Mont-Dauphin ». L. communauté a trois gardes ; 14 avril 1728 (f. 281).

PUY-SANIÈRES. Guillaume Bouteille, châtelain, et Joseph Gérard, consul ; 45 habitants ; « M. de Navaisse, seigneur juridictionnel » ; bois communs, 50 setérées de pins, et mélèzes dans les rochers. « On y a pris quelques pièces, par ordre de M. Garcin, subdélégué, pour les réparations des ponts de la ville d'Embrun et pour les cazernes ». 3 juillet 1728 (f. 291).

CRÉVOUX. Étienne Roman, châtelain, Marcellin Peysse, consul ; 100 habitants ; l'archevêque d'Embrun, seigneur ; environ 600 setérées de bois communs, à *Poncel*, *Clot-Charrière*, *Rapine* et *Banquet*. « Ils en ont fourni pour les fortifications d'Embrun et pour les cazernes. Ils ont six gardes ». Il y a encore une 60^e de chèvres. L'archevêque d'Embrun possède un bois contenant 722 arpens 75 perches ; 3 mai 1728 (f. 295).

BARATIER. André Malivin, consul, Étienne Lyon, greffier ; 31 habitants ; la communauté est domaniale et « M. La Coste, du Montélimart, seigneur engagiste » ; bois communs, 100 setérées, de mélèzes, à *Clot-Cousin*, *Los Cabas*, *Culter*, *Prégon*, *les Cottés*, *Éguille* et *Replatte*. La forêt de *La Mazelière*, de 200 setérées (671 arpens 73 perches), était « autrefois en mélèzes, mais est aujourd'hui réduite en broussailles, par les usages » et les essarts ;

¹ Cf. les lettres de Berwick et d'autres, dans le *Bull. de la Soc. d'Étud. des Hautes-Alpes*, 1883, p. 119-123 et 199-207.

² Le pont de *Sainte-Marie*, pont Rouge ou pont de *Saint-Guillaume*, situé sur le Guil, au-dessous de Mont-Dauphin (cf. *Bullet. cité*, 1886, p. 513). Ne pas confondre ce pont avec celui qui a été construit, un peu au-dessus, lorsqu'on a fait, en 1884, la nouvelle route de Saint-Guillaume à Guillestre.

elle est limitée au nord par la « *Fontaine de Jérusalem* », qui la sépare des « bois et montagne de Malte » ; 16 avril 1728 (f. 305).

LES ORRES. Georges Garcin, consul, et Jean Miollan, greffier ; 180 habitants ; « la communauté est domaniale pour huit portions, dont est seigneur engagiste M. La Coste, receveur des tailles au Montellimart, et patrimoniale pour seize. Elle-même a acquis la propriété de treize portions et en fait exercer la justice par des officiers qu'elle nomme à cet effet. De la commanderie de Gap, ordre de Saint-Jean de Jérusalem, dépend deux portions, dont le commandeur fait exercer la justice par ses officiers. La communauté d'Embrun et M. de Baratier jouissent aussi d'une portion conjointement, ayant aussi leurs officiers particuliers ; ladite communauté divisée en 24 portions ». Bois communs, 300 setérées, de pins et mélèzes, « à *Combe-Sade, Bois-la-Ville, Pielmian et Tronchet* » ; les deux premiers, sont réservés pour la conservation du village du Mélézet. Le commandeur de Gap arrente annuellement à la commune les trois quarts de sa montagne, pour 60 livres ; l'autre quart, contenant 15 setérées de mélèzes, est réservé « pour réparer les bâtiments » ; il a un garde particulier ; la commune en a trois ; elle a encore quelques chèvres, qui sont « nécessaires » ; elle « arrente aux bayles de Provence », pour 400 livres, la moitié d'une montagne ; elle paye une pension annuelle de 18 livres à M. La Coste, engagiste ; 30 juin 1728 (f. 323).

LES CROTTEZ. Jean Bernard et Guillaume Gras, consuls ; Étienne Chevalier, châtelain ; 208 habitants, sans y comprendre le sieur curé et M. de Ravel, conseiller au parlement de Provence, seigneur avec ladite communauté ». Les habitants ont acquis du Roi la partie domaniale, le 31 mai 1726. Bois communs, 220 setérées de mélèzes, pins et sapins, à *Lauzerot, Mélezère et Combal-Peyron*. Ils possèdent par indivis avec d'autres communes des bois à *La Sagne, Font-Froide, Serre des Ducs, Montmirail et Bois Noir*, ce dernier est le long de la Durance. Ils ont droit de pâturage et de bûcherage dans les bois de « Bos-

codon, ordre de Saint-Benoît, » aux lieux de *Clot-Joubert*, *Tronchet* et *La Toussière*, à *Champ-Gerine*, les *Laveurs* et *Combe d'Izoard*. Ils ont dix gardes. Le seigneur, qui possède une garenne, avec des lapins, a droit d'usage, chauffage et pâturage. L'abbaye de Boscodon possède en toute propriété une forêt, dite « La grande forêt de Boscodon, de sapins, sérantes, de belle venue en futaye, contenant 930 arpens 28 perches » ; elle confronte avec le ruisseau de *Bragous*, celui de l'*Infernet*, celui du *Colombier* et les terres de Boscodon. Les habitants ont fourni une grande quantité [de bois], tant pour les réparations des ponts de Savine et la Clapière, que pour les fortifications et autres ouvrages royaux » ; 4 mai 1728 (f. 339).

SAVINES (Mandement de). Il est « composé des communautés de Savine, Réalon, Saint-Apollinard, Prunières et Le Puy, ou le Puy-Saint-Euséby ». Jean Poulmont, châtelain de Savines ; Joseph Michel, châtelain de Réalon, Joseph Peyron et Claude Michel, syndics des autres communautés. A Savines, il y a 160 habitants ; à Réalon, 160 ; à Saint-Apollinaire, 36 ; à Prunières, 80, et au Puy, 50 : en tout 486 habitants. Ce mandement est patrimonial, « excepté l'hameau de la *Charrière* ¹, dont est seigneur engagiste M. le marquis de Savine », qui est aussi seigneur juridictionnel du reste de la communauté et de celles de Réalon, Saint-Apollinaire et le Puy-Saint-Eusébe. « M. Joseph d'Estienne de Saint Jean » est seigneur de Prunières « et coseigneur du reste des communautés qui composent le mandement de Savine, pour trois habitants » : les syndics protestent cependant contre cette dernière prétention. Bois communs, 240 setérées de sapins et hêtres : à *Morgon*, la *Magnane*, dont la moitié est en mauvais état « par la licence des communautés des Crottes et d'Embrun, depuis 4 ans » ; à l'*Aimaro*, *Pré-Martin* et *La Clux*, au-dessus du Puy. Il y a encore : « une lieue d'isles d'épines et oziers sur les bords de la Durance », et quatre mon-

¹ La *Charrière* est le nom ancien du chef-lieu actuel de la commune de Savines. Il est situé sur la rive gauche de la Durance.

tagnes pastorales, appelées : « *Reysas, Chorzes, Stielle-des-Velles et la Gardette* ». Une portion de Morgon est affermée 45 livres ; 29 juillet 1728 (f. 341).

CHORGES. Gaspar Arnoud, « châtelain royal et premier consul », Antoine Augier et André Bermond, consuls ; François Rispoud, ancien consul ; 304 habitants. La communauté est « domaniale, engagée à la communauté elle-même, dont les officiers exercent la justice, par moitié avec M. l'archevêque d'Embrun, qui a aussi ses officiers séparés, qui exercent pendant une année et ceux de la communauté, l'autre ». Bois communs, 1000 setérées en broussailles de hêtres, excepté 10 setérées de mélèzes, au *Favier*, à la *Fontaine-de-Vèze*, à la *Croix-de-Terrorias*. M. de Champoléon possède une garenne, d'une setérée, où il y a quelques lapins, et il la conserve avec soin. Les habitants ont un garde ; 29 août 1728 (f. 355).

MONTGARDIN. Étienne Astier, châtelain ; 66 habitants ; la « veuve de M. d'Aspres, dame juridictionnelle » ; bois communs, 500 setérées, en pins et hêtres. Les habitants ne jouissent que d'une moitié, ayant vendu l'autre au seigneur, en 1638, pour 325 livres, mais avec clause de réméré. Ils ont un garde ; quelques chèvres ; 15 juin 1728 (f. 369).

AVANÇON et SAINT-ÉTIENNE-D'AVANÇON. Pierre Gertoux, châtelain ; 120 habitants à Avançon et 50 à Saint-Étienne ; « M. Despreaux, conseiller au parlement d'Aix, seigneur juridictionnel » ; bois communs, 150 setérées, à *Perdriolle*, *Thioras*, *Grand-Bois* et *La Franche* ; ce dernier quartier confine, au Levant, « les bois des prêtres de Notre-Dame du Laus ». Quelques particuliers emploient les broussailles « pour la cuisson du plâtre ». Il y a quatre gardes communaux. Le seigneur, qui possède 7 ou 8 setérées de chênes, a aussi un garde ; 15 avril 1728 (f. 381).

VALSERRES. Joseph Faure, châtelain ; 62 habitants ; « M. Benjamin Du Bois, seigneur » ; bois communs, 150 setérées, en pins et broussailles, à *Saint-Maurice* et *Puy-Cervier* ; deux gardes ; 12 août (f. 397).

THÉUS. François Allard, consul ; 80 habitants ; six setérées de bois, autrefois communaux, ont été défrichées et sont en terres labourables ; 7 août (f. 409).

REMOLLON. Jean Plauchut, châtelain, et Jean Blosser, consul ; 85 habitants. « M. de Bardel, commandeur de la commanderie de Remolon, et la dame veuve de Bellafaire, seigneurs pour la haute justice, et M. l'abbé de Savine, au moyen de son prieuré, seigneur pour la moyenne et basse » ; bois communaux, 30 setérées de pins et broussailles, à *la Vieille, Cotigne-Besson, Chatuse, Clochère, l'Oratoire, le Cros, les Méans, l'Aulagne et le Planta* ; 6 juillet 1728 (f. 413).

ESPINASSES. Jean Amic, consul, Joseph Arnoux, syndic des forains ; 60 habitants ; l'archevêque d'Embrun, seigneur ; bois communs, 50 setérées, de mélèzes, à *Clot-Mottet, Ternadu, l'Éguillette* et le *Grand-Bois*, avec une île dans la Durance, « plantée d'épines », où on mène paître les bestiaux ; 12 mai (f. 421).

ROCHEBRUNE et BRÉZIERS. Joseph Sommier, consul de Bréziers, et Charles Tourès, de Rochebrune ; 120 habitants à Bréziers et 40 à Rochebrune ; bois indivis, 300 setérées, à la montagne de *Cers*, au bois des *Tousses*, à *Lattier*, à *Plane*, au *Puy*, à *l'Usitaye* ; ils sont généralement dans les rochers. Ces deux communautés, dont l'archevêque d'Embrun est seigneur, « ne payent aucune taille à Sa Majesté ¹ ; les officiers archiépiscopaux y exercent la justice, et ils ressortissent immédiatement devant le parlement de Grenoble » ; deux gardes ; 21 avril (f. 447).

BOSCODON (Abbaye de). Joseph-François Silvestre, « camérié de ladite abaye, et grand vicaire de M. l'abé de Savine, abé comendataire, lequel, après le serment que nous lui avons fait prêter, portant la main au pecté, à la manière des ecclésiastiques », dit que « l'abaye de Boscodon est composée d'un abé et douze religieux ; que de l'abaye dépend environ 300 sestérées de bois », divisés en cinq cantons : *la Grande-Forêt, Bregous, Clot-Joubert, Tronchel et Marmande* ; 18 avril (f. 457).

PELLEAUTIER. Dominique Guérin, consul ; 100 habitants ; M. le duc de Tallard, seigneur ; 20 setérées de broussailles ; 1^{er} juillet (f. 473).

¹ C'est là un privilège singulier, qu'il n'est pas sans intérêt de noter.

DURBON (Chartreuse de). Dom Martial Michelin, prieur ; Dom Léonard Dupont, procureur, et Dom Augustin Georges, coadjuteur. Suivant les lettres patentes qu'ils ont obtenues de Louis XIV, en 1670, et de Louis XV, en 1726, « ils ne se croyoient point estre assujétis à aucune visite ; mais cependant pour faire connoître la bonne administration de leurs bois, volontiers ils nous conduiront dans tous les cantons ». Ces bois, qui furent « arpen- tez et figurez » en 1699, sont ceux de *Recours*, 477 arpens ; du *Vallon-de-Recours*, 9 arpens $\frac{1}{3}$; des *Rives-de-l'Arc*, 12 arpens ; de *Rioffroid*, 92 arpens ; de *Chauvet* et des *Sauvas*, 427 arpens 62 perches ; des *Donnes* ou de *Ber- taud*, 62 arpens : en tout 1011 arpens. Portion de *Tombarel* fut cédée à Veynes, en 1561. Les religieux ne signent pas ces déclarations, crainte de préjudicier à leurs privilèges ; 2 avril (f. 477).

BRIANÇON et son bailliage. Balthazar Jouve, médecin, François Ferrier et Nicolas Voiron, consuls, « nous ont représentés que les articles... ne les concernent pas. Les communautés qui composent ce qu'on appelle le *Bail- lage de Briançon* sont : Briançon, Vallouise, Monestier- de-Briançon, Saint-Chaffrey, La Salle, Saint-Martin-de- Queyrières, Villars-Saint-Pancrasse, Mont-Genèvre, Né- vaches, Servières, Puy-Saint-André, Puy-Saint-Pierre ; Molines, Arvieu, Château-Queyras, Abriès, Éyguilles, Saint-Veran et Ristolas ; toutes lesdites communautés composent deux *escartons*, sçavoir : celui de Briançon, formé des douze premières, et celui de Queyras, des sept dernières ; ils n'ont aucun seigneur, et ont acquis les droits seigneuriaux des dites communautés sous Imbert [Humbert II], dernier dauphin, avant la cession du Dau- phiné, moyennant 4000 ducats Briançonnois, évalués à 16,000 livres, qu'ils payent tous les ans, au par-dessus des charges ordinaires, le 2^e février ; ladite somme réduite, depuis que quelques unes de leur[s] vallée[s] ont été cédées au Roi de Sardaigne [en 1713, par le traité d'Utrecht]. Dans toutes les communautés il y a des bois et forêts, dont ils conservent une partie avec grand soin, pour garantir les habitations et fonds ensemencés, des

lavanches et neiges, à quoy leurs montagnes sont sujettes ; les autres ont été fort endommagées par les troupes, lors des dernières guerres, et presque épuisées à présent par les fournitures qu'ils sont obligés de faire journellement pour les fortifications de Briançon, des Testes et de Randouillet, et pour le chauffage des troupes. Attendu la manière dont ils se gouvernent entr'eux dans l'administration de leurs bois, ils croient inutile que nous nous transportions dans les bois desdites communautés, qui sont des futayes de mélèzes et pins. Aucun desdits habitants n'en peut couper une seule plante, sans une délibération de la communauté sur laquelle il se trouve. Ils commettent des personnes pour visiter les bâtiments qui ont besoin d'être réparés, faire un devis du nombre des pièces et, pour lors, les consuls ou autres officiers marquent les arbres qui doivent être abattus, dans les endroits qui ne sont pas dommageables ; et, si par hazard, on excédoit le nombre, ou que l'on en abattit, sans leur connoissance, ils condamnent les délinquants, sans miséricorde, à des amandes très fortes. Pour leur chauffage, ils ne se servent que de mauvais bois mort, en ayant même qui se servent de bouzées de vaches séchées... Autre chose n'ont dit. » 2 avril 1728 (f. 487-492).

P. G.

BRIANÇON

ADMINISTRÉ PAR SES CONSULS

(SUITE¹)

ÉGLISE. — L'église actuelle de Briançon date du commencement du XVIII^e siècle. Jean Brunet, dans son *Mémoire historique sur le Briançonnais*, nous apprend qu'on ne peut former que des conjectures sur le lieu où fut bâtie la

¹ Voy. *Bulletin* de 1886, p. 102-114, 183-192, 345-355, 474-486. *Bulletin* de 1887 p. 41-57.

première église paroissiale de Briançon. Il pense qu'elle « était vers les Pilloris où se trouvait une église, occupée par les hospitaliers, connue sous le nom de *Malatie* »¹.

« En 1196, le cardinal Bernard, légat du pape Célestin III, donna un fonds à la porte de Briançon pour y construire une église et un cimetière. L'acte de donation porte qu'il y avait trop d'éloignement et de difficultés pour aller à la paroisse, surtout en hiver. Cette nouvelle église fut consacrée, trois ans après, par les évêques de Genève et de Tarentaise. »² Elle était située hors de l'enceinte de la ville, au dessus du cimetière actuel.

Au XVI^e siècle, pendant les premiers troubles suscités par les Protestants, le gouverneur de Briançon « pour garder la ville de surprise, en l'ardeur desdites guerres civiles, fit sauter, à force de poudre, le grand clocher de l'église Notre-Dame, tout d'une pièce. »³ L'église fut probablement ensevelie sous les ruines du clocher ; elle fut rebâtie plus bas, dit Froment, « sur le grand chemin de France. »⁴

Nous savons encore par Froment que « les cloches de la paroissiale et les portes de son porche, trélassées de fer, avaient été resserrées, comme en azile et en dépôt » dans la maison du secrétaire et garde cadastre de la ville.⁵

En 1692, la France étant en guerre avec le Piémont, les ingénieurs militaires, chargés des travaux de défense de la Ville et du Château, firent encore démolir l'église et son clocher. Une large dalle que l'on a conservée en place, et qui fait saillie sur le mur du cimetière actuel, longeant la route de Briançon à Grenoble, indique le point où se trouvait la porte d'entrée de cette seconde église.

¹ Le lieu des Pilloris, dit aujourd'hui des *Pillons*, se trouve à deux kilomètres de Briançon sur la route du Mont-Genèvre.

² J. Brunet. — Cfr. *Hist. du diocèse d'Embrun*. 1, p. 238.

³ Froment, *Essais*, édition A. Albert, p. 53.

⁴ Froment, *ibid.*, p. 170. — Le curé Albert dit que l'église fut brûlée au commencement des troubles du Calvinisme. (*Hist. du dioc. d'Embrun*, t. 1, p. 238.)

⁵ *Essais*, p. 254.

Reconstruite précipitamment, pendant les guerres de religion, l'église démolie en 1692 était, paraît-il, d'une grande simplicité et présentait peu de solidité. Dès 1599, le Conseil municipal prescrit aux auditeurs des comptes de réclamer à l'abbaye de Malgouvert « l'argent qu'elle a reçu et manié, dont la moitié appartient à la Ville, pour faire réparer et polir l'église paroichiale. » En 1604, les auditeurs des comptes sont encore requis de faire payer les droits que la Communauté doit retirer de cette société, pour s'en servir à la réparation de l'église. ¹

En 1606, les Consuls proposent au Conseil, qui accepte, la vente du fer du Réal² « de l'église Notre-Dame, pour en employer le produit à la réparation de ladite église, à rebâtir le clocher, à faire avancer les portes d'icelle à l'entrée du réal, à faire une autre nef et trois arcades de l'autre côté. » Ce fer dont une partie avait déjà été employée « pour les ponts et portes de la ville et fenestragés de l'église » était probablement celui qui formait les *portes tréflissées* dont parle Froment et qui avaient été déposées dans la maison du secrétaire de la Communauté.

Une délibération du Conseil, du 14 janvier 1685, porte qu'il est absolument nécessaire de faire des réparations à l'église paroissiale ; que ces réparations seront « grandes et dispendieuses, à moins de la faire rebâtir à neuf, ce qui serait encore plus dispendieux et pour le moment impossible. »

Au mois de juin de l'année suivante, l'Intendant passant à Briançon, on lui fait visiter l'église, pour qu'il constate

¹ Arch. de Briançon, *Regist. des délibérations*.

² Le mot *Réal* fut employé d'abord pour désigner le porche de l'église d'Embrun où se trouvait un tableau ou fresque représentant l'adoration des mages. « Ce mot, dit M. Fabre, est une expression « purement locale. Nous croyons que le tableau s'appela primitivement « Réal (*regale*) et que cette désignation s'étendit, plus tard, au petit « édifice qui le protégeait. » (*Recherches hist. sur les pèlerinages des rois de France à Notre-Dame d'Embrun*. Cf. Gaillaud, *Hist. de N.-D. d'Embrun*).

De là le nom de Réal donné au porche de l'église de Briançon et à celui d'autres églises du diocèse d'Embrun.

lui-même qu'elle « menace ruine et qu'il y a danger pour les habitants de la fréquenter. ». On lui expose qu'il y aurait intérêt pour la Ville et le Bailliage que l'église paroissiale fut changée et bâtie dans l'enceinte de la Ville, sur la place du Temple, « d'où l'on pourrait l'étendre vers le bastion. Toutefois, cette dépense étant au-dessus des ressources de la Ville qui est accablée par le passage des troupes » l'Intendant est supplié de demander des fonds au Roi, les habitants s'engageant à contribuer de tout leur pouvoir par corvées ou autrement. On lui représenta les incommodités qu'il y a pour se rendre à l'église, pendant l'hiver.

L'Intendant donna ordre à l'ingénieur du Roi « de dresser le plan et devis d'une nouvelle église » et fit espérer aux Consuls que le Roi leur accorderait le tiers de la dépense à faire. Mais ces promesses ne se réalisèrent pas. Nous voyons qu'au mois de janvier 1688, le Conseil s'occupe de nouveau de faire des travaux de réparation à l'église. Il fut décidé qu'on « refairait le couvert, qu'on réparerait les deux nefs, à partir des chapelles de sainte Luce et de saint Joseph ¹ en bas ; que de ces deux nefs on n'en ferait qu'une, pour rendre cette église plus régulière ; qu'un devis serait dressé et le prix-fait donné et qu'à cet effet on imposerait dix sols par tête et dix sols par livre de cadastre, pour être employés à ladite bâtisse. »

Le 5 septembre 1688, les Consuls annoncent que le m^e maçon Pierre Esquinoba et ses associés se sont présentés pour prendre le prix fait, et qu'ils conseillent « de rehausser la muraille du côté de Toulouse ² de trois toises ; d'y faire trois piliers de bonne maçonnerie, pour soutenir les deux croisillons qui formeront la nef ; que la muraille qui la soutiendra, du côté des entrées, sera

¹ Il y avait, en 1627, dans l'église paroissiale, les chapelles de sainte Marthe, de saint Antoine, de saint Nicolas, de saint Joseph, de sainte Luce et des âmes du purgatoire. (*Actes de baptême, de mariage et de sépulture de Briançon.*)

² Toulouse est le nom du rocher à pic qui domine la ville, au nord, sur la route d'Italie.

relevée de trois quarts de toise, avec trois piliers pour le soutien desdits croisillons. Ils se soumettent à faire ces travaux au prix de six livres par toise. »

Les circonstances malheureuses dans lesquelles se trouvèrent ensuite les Briançonnais ne permirent pas de donner suite à ces projets, et rien n'indique que le prix-fait ait été donné.

Pendant les années qui suivirent, les Briançonnais furent tellement accablés par les levées, les réquisitions de guerre et les passages de troupes allant en Piémont, qu'ils durent renoncer à réparer leur église. Elle resta dans son état de délabrement jusqu'au mois d'août 1692 où les ingénieurs du Roi ordonnèrent sa démolition.

Nous lisons dans la délibération du Conseil municipal, du 15 août 1692 : « En considération de la guerre avec son altesse de Savoye, pour la sûreté de la place et château de Briançon, les ingénieurs du Roi ont, par ordre, fait démolir le clocher de la paroisse qui, par sa chute, a démoli partie de la nef et tout le presbytère de ladite église. Mgr Bouchu, intendant de Sa Majesté, en Dauphiné, et des armées d'Italie, sur les remontrances que nous lui avons faites a répondu qu'il ne fallait pas seulement faire démolir le clocher et le presbytère, mais encore toute la nef et saper le tout jusqu'aux fondements, et, pour cet effet, ordonne auxdits ingénieurs d'y faire incessamment travailler. La chute du clocher a causé beaucoup de dommages, et les troupes qui ont campé hors de la ville ont emporté tous les débris en provenant.

« Comme il reste encore les piliers en pierre de taille, les grosses pierres de la tribune, les pierres des autels, les pierres de taille du clocher, les piliers et lions au-devant de l'église, les pierres de taille des deux portes et autres débris de l'église, du clocher et de la cure y joignant, délibérer sur ce qu'on doit faire de ces débris.

« Avant la démolition du clocher, les cloches ont été descendues et portées par les habitants devant la chapelle des Pénitents, avec quelques ornements de l'autel et de la sacristie. Il reste à faire prendre les pierres des fonts baptismaux. »

Après la démolition de l'église paroissiale, les offices et les cérémonies religieuses se firent dans l'église des Cordeliers, en attendant qu'une nouvelle église fut construite dans l'enceinte des murailles. Les dépenses à faire pour cette construction étaient au-dessus des ressources de la Ville ; l'État fut nécessairement obligé de lui accorder de fortes subventions.

Voici l'arrêt rendu par le Conseil d'État, à ce sujet :

« Le Roi, étant informé de la nécessité dans laquelle sont les habitants de la ville de Briançon de faire bastir une église paroissiale, dans l'enceinte des murs de ladite ville et que la somme de 7,125 l. 3 s. 4 d. à laquelle a été estimé le remboursement de celle qui estait cy devant hors des murs, démolie, comme nuisible aux fortifications, ne sera que la moindre partie du prix de l'emplacement de celle qui est à construire ; attendu qu'il ne peut estre formé que par l'achat et la démolition de plusieurs bastiments ; que lesdits habitants sont encore obligés de faire paver les rues et d'y faire construire plus solidement le canal qui les a toujours traversées ¹ pour remédier, par l'eau qui y coule, aux incendies qui n'y arrivent que trop fréquemment, et qu'il ne serait pas juste qu'ils supportassent seuls toutes ces dépenses à la principale partie desquelles ils ne se trouvent engagés que par les fortifications que Sa Majesté y a fait faire, pour la défense de toute la province du Dauphiné, et par la garnison considérable qu'elle y entretient ; veu le devis desdits ouvrages et constructions, dressé par le sieur Dampierre, ingénieur de Sa Majesté, ayant la conduite des fortifications de ladite ville, montant par estimation à la somme de quatre vingt dix mille livres, et l'avis du sieur Bouchu, conseiller de Sa Majesté en ses conseils, intendant de la justice, police et finances du Dauphiné ; oui le rapport du sieur Chamillard, contrôleur général des finances, le Roi estant en son conseil a ordonné et ordonne que de ladite somme de

¹ Ce canal a reçu, depuis cette époque, le nom de *gargouille*, à cause de la gargouille qui le termine.

quatre vingt dix mille livres, il en sera imposé celle de trente mille livres sur tous les contribuables aux tailles de la généralité de Grenoble, à l'exception de ceux de la recette de Briançon ; conjointement avec la taille royale de l'année prochaine 1701, pareille somme de trente mille livres en deux années, savoir 1702 et 1703, sur les habitants de ladite ville de Briançon ¹ moyennant quoi Sa Majesté a déchargé ladite ville de sa cote de la taille desdites années et, en conséquence, ordonne que les sommes auxquelles reviendront les cotes des deux dites années 1702 et 1703, sur le pied de 18 feux dont la ville est composée, seront admises en reprises dans les comptes qui seront rendus par les receveurs des tailles de la recette particulière de Briançon, à la chambre des comptes du Dauphiné, en rapportant copie collationnée du présent arrêt, avec le certificat de *non soluto* des Consuls de ladite ville; dix mille livres en deux années 1701 et 1702 sur les habitants de l'Escarton de Briançon, ceux de la ville exceptés, et pareille somme de dix mille livres aussi aux dites deux années 1701 et 1702 sur les habitants du bailliage de Briançon, ceux de la ville et dudit Escarton exceptés, pour estre lesdites sommes revenant à la totale de quatre vingt dix mille livres, reçues par les collecteurs des tailles de ladite généralité chacun en ce qui les concerne, et remises aux receveurs particuliers des élections et par eux ès mains de celui qui sera commis par le sieur Bouchu, sur la nomination de la ville de Briançon qui en demeurera responsable, et estre la dite somme employée sur les ordonnances du sieur Bouchu, conjointement avec celle de 7,125 l. 3 s. 4 d. provenant du remboursement de l'ancienne église paroissiale et de celle qui proviendra du prix de la vente des matériaux des maisons à démolir pour former l'emplacement de la nouvelle église, à la construction tant de ladite nouvelle

¹ Le 6 décembre 1702, le Conseil municipal conclut de prier l'Intendant « de permettre que sur les quinze mille livres que la communauté doit payer en 1703, une partie ne soit payée qu'en 1704, attendu les grandes charges qu'elle a à supporter, à cause de la guerre. »

église paroissiale et dudit canal que du pavé desdites rues, à l'effet de quoi les baux au rabais en seront passés par le sieur Bouchu, aux formes ordinaires, à celui qui en fera la condition meilleure. »

Fait au Conseil d'État du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Versailles le 9 mars 1700, signé : Colbert.

« Le 7 février 1705, le Roy informé que les fonds ci-dessus (90 mille livres) étaient insuffisants, pour mettre lesdits ouvrages en leur perfection, tant à cause de l'augmentation faite au second devis, approuvé par le maréchal de Vauban, pour l'ornement et décoration de ladite ville qui est la première place sur la frontière, qu'à cause de la dépense imprévue arrivée par les grandes excavations qu'on a été obligé de faire, pour bâtir des fondements solides, Sa Majesté ordonne qu'il sera imposé sur les contribuables aux tailles de la généralité de Grenoble la somme de quatre vingt mille livres, en quatre années, à commencer à la présente 1705, savoir, sur les contribuables aux tailles de ladite généralité, ceux de la recette de Briançon exceptés, la somme de trente mille livres ; sur la ville et la communauté de Briançon, celle de vingt cinq mille livres, moyennant quoi Sa Majesté décharge ladite ville de sa cote de tailles ; sur l'escarton de Briançon seize mille six cents soixante six livres, treize sols, quatre deniers, et sur le bailliage excepté ceux de la ville et escarton (exceptés aussi ceux des communautés qui payent la contribution aux ennemis)¹ huit mille trois cents trente trois livres, six sols, huit deniers. »

Le plan et devis du sieur Dampierre, ingénieur du Roi, fut modifié, car nous voyons qu'au mois de mars 1702 les Consuls écrivent à l'Intendant pour le prier d'agréer le nouveau plan de l'église qui a été dressé par M. de Boisjoly et de faire publier les enchères pour le bail au rabais. Ce dernier plan ne fut pas encore adopté, et ce fut l'ingénieur Robelin qui fut chargé d'en faire un troisième.

¹ Ces communautés étaient celles de la vallée du Queyras qui payaient d'énormes contributions de guerre aux Barbets piémontais de la vallée de Luzerne

L'intendant Bouchu, passant à Briançon, le 31 août 1702, ordonna aux Consuls de faire publier les enchères, de recevoir les mises qui seraient faites sur le plan et devis du sieur Robelin et de lui envoyer à La Motte les pièces, par un exprès, afin de donner le bail, à Grenoble, le 20 septembre. » Toutefois, l'adjudication pour la construction « de l'église, maison curiale, pavé des rues et canal » ne fut donnée à Grenoble que le 10 février 1703. L'adjudicataire fut le sieur Pierre Renckens, « ci-devant entrepreneur des fortifications de Mont-Dauphin » ; il eut pour caution Claude Dufresnoy, conseiller du Roi et son receveur au bureau de Balboutet, en Pragelas.

Le sieur Renckens arriva à Briançon au mois de mai et commença à faire travailler à la démolition des maisons expropriées, pour préparer l'emplacement. Comme il n'y avait pas de plan dressé pour la maison curiale dans laquelle le Conseil voulait se ménager une salle pour les assemblées de la Communauté, de l'Escarton et du Bailliage et une pièce pour les archives, Renckens demanda que MM. du Conseil se portassent sur les lieux pour donner leur avis à ce sujet.

Le lundi, 7 mai 1703, on commença à jeter les fondements, du côté du bastion, de la maison curiale et de la maison de ville, en présence des notables de la Ville et des Consuls.

Le 27 du même mois, le Conseil conclut d'envoyer un député à l'archevêque d'Embrun, pour le prier de désigner l'ecclésiastique qui serait chargé de bénir la première pierre de l'église. Ce député devait avoir soin « de demander la commission pour M. le curé, en lui procurant son rétablissement. » La requête présentée à l'archevêque était ainsi conçue :

« Supplient humblement les Consuls de la ville de Briançon et représentent à Sa Grandeur que le Roi ayant ordonné la construction d'une nouvelle église paroissiale au lieu et place de celle qui fut démolie, en 1692, à l'occasion de la guerre ; le bail en ayant été passé au mois de février dernier, par devant M. l'Intendant, au sieur

Renckens, et comme il est de coutume de faire quelques cérémonies pour la bénédiction de la première pierre quⁱ doit être la base d'un édifice destiné au service du Seigneur, à perpétuité, ils supplient Sa Grandeur d'en vouloir ordonner la bénédiction par celui de MM. les prêtres qu'elle aura la bonté de commettre ; les suppliants continueront leurs prières pour la conservation de sa personne. »

Commission : « Nous commettons, aux fins de la requête, le sieur Charbonnel, curé de Saint-Chaffrey, vicaire forain et, en cas de légitime empêchement, tel autre prêtre séculier qu'il plaira aux suppliants de choisir, pour une si auguste cérémonie. »

Donné à Embrun, ce 14 juin 1703 ; signé : Charles, Archev. d'Embrun. ¹

La bénédiction de la première pierre eut lieu le 17 juin, à deux heures après midi, en présence des autorités et de la population entière qui s'y rendit en procession.

Voici l'Inscription, gravée sur la pierre fondamentale de l'église :

Domus mea, domus orationis est — Die 17^a junii, 1703.

Sur la face du côté de la place : *Dicatum est hoc templum Deo optimo; die 17^a junii 1703, Clemente XI papâ; Ludovico magno XIV, rege.*

Sur la face du côté de la maison de ville : *Carolo Brulart arch. — Jacobo Ricard paracho, et Consulibus Joanne Bonnot Josepho Loiseau et Claudio Corden.*

Dans les derniers jours de mai, les Consuls avaient informé le Conseil que l'ingénieur Robelin, chargé de la direction des travaux « s'était évadé » emportant avec lui le plan qu'il avait dressé pour l'église. On conclut aussitôt d'écrire à M. de Vauban pour lui faire part de cette évasion et pour le prier en même temps de modifier le plan de Robelin « en diminuant un peu de la longueur et de la largeur » de l'église.

¹ Nous nous demandons pourquoi la commission ne fut pas donnée au curé de Briançon, suivant le désir des Consuls qui, par ce moyen, espéraient lui « procurer son rétablissement » ; était-il interdit ?

Voici la réponse de Vauban aux Consuls :

« A Marly, le 26 juin 1703.

« J'ai reçu, Messieurs, celle que vous avez pris la peine
« de m'écrire du 1^{er} de ce mois, touchant le plan de votre
« église que le s^r Robelin a détourné. C'est moy qui ay
« premièrement réglé ce plan ; Robelin n'y a mis que fort
« peu du sien. L'église sera fort raisonnable, mais il n'y
« a rien à retrancher. Il faut s'il vous plaist que ce dessein
« subsiste comme il est ; il n'est pas perdu, il se retrou-
« vera, et s'il ne se retrouve pas sous le scellé, je lui
« manderay, dans peu, de le faire trouver ; peut-estre le
« reportera-t-il luy mesme ; il faudra s'il vous plaist
« avoir soin de l'exécuter bien exactement, bastir de
« bons matériaux solidement, et surtout ne rien changer
« à son plan, ni à sa figure. Je suis MM. votre très affec-
« tionné serviteur. » Signé : le M^{al} de Vauban. ¹

La construction de l'église fut donc continuée, suivant le plan de l'ingénieur Robelin qui, nous venons de le voir, était presque entièrement l'ouvrage de Vauban. Elle n'était pas achevée en 1714. Le 16 avril de cette année, les Consuls, Antoine Peralda et Jean Fantin Latour, adressèrent à l'Intendant d'Angervilliers le compte rendu suivant:

Dépenses faites pour l'église..	135.350 l. 14 s.
— qui restent à faire..	42.202 l.
— faites pour la maison curiale et l'Hôtel- de-Ville.....	14.405 l. » »
— qui restent à faire..	800 l.
— faites pour le pavé des rues et le ca- nal.....	10.174 l. » »
— qui restent à faire..	4.000 l.
	47.002 l. 159.929 l. 14 s.

¹ Cette lettre a été conservée dans les archives de Briançon.

L'Hôtel-de-Ville qui forme le rez-de-chaussée de la maison curiale fut terminé en quelques mois. Les membres du Conseil général s'y réunirent, pour la première fois, le 23 décembre 1703, après l'avoir fait bénir par le curé, assisté de ses vicaires, et en présence des principaux chefs de la ville. ¹

L'église étant terminée, on en fit la bénédiction, le 21 novembre 1718, comme le constate le procès-verbal qui suit :

« Du lundi, 21 novembre, jour de la présentation de la Sainte-Vierge, mil sept cents dix huit, à Briançon, dans l'Hôtel-de-Ville, nous Joseph Charbonnel, vicaire forain et curé de Saint-Chaffrey, Antoine Colaud, notaire, Jean Bartelon et Simon Telmon, consuls, et les conseillers de cette ville et communauté soussignés, certifions qu'ensuite de la commission adressée audit s^r Charbonnel, le 10 du courant, par M. de la Pérouse, prévôt du Chapitre d'Embrun et vicaire général du diocèse, pour la bénédiction de l'église paroissiale nouvellement construite, nous y serions venus processionnellement de l'église des RR. PP. Cordeliers, accompagnés des corps religieux et de la confrérie des Pénitents, et après que les cérémonies, en pareil cas requises par les canons, ont été faites, nous serions retournés de même dans ladite église des RR. PP. Cordeliers, pour prendre le Saint-Sacrement, les reliques et vases sacrés que nous aurions portés dans la nouvelle église, en procession générale où ont assisté MM. les curés et autres prêtres des communautés de cet Escarton, au nombre de trente, les corps religieux, savoir : les RR. PP. Cordeliers et les RR. PP. Récollets, toutes les confréries et le peuple qui a donné des marques particulières de sa joie, de voir l'accomplissement de ses désirs, en contribuant, autant qu'il lui a été possible, à la magnificence de cette fête, en tapissant les rues et faisant tirer deux fois le canon, par la permission de M. du Verdier, lieutenant du Roi et commandant de la place, qui a fait

¹ En 1706, à la suite de pluies abondantes du mois d'octobre, la voûte de l'Hôtel-de-Ville fut endommagée et exigea des réparations.

mettre les régiments de la Sarre et de Brie sous les armes ; et étant arrivés à l'église paroissiale, le saint sacrifice de la messe y a été célébré par ledit sieur Charbonnel qui a, de suite, donné la bénédiction du Saint-Sacrement, et le peuple a fêté toute la journée. » Suivent les signatures.

Dès le mois d'octobre 1714, les Cordeliers avaient fait signifier aux Consuls un acte par lequel ils sommaient la Communauté « de faire cesser les fonctions de paroisse dans leur église, et d'évacuer en même temps la chapelle de saint Second qui servait de sacristie. » Ils ajoutaient « que si les offices de la paroisse ne pouvaient encore se faire dans la nouvelle église, ils pourraient avoir lieu dans la chapelle des Pénitents. »

Enfin, le 6 octobre 1726, l'archevêque d'Embrun, Mgr de Tencin, dans sa visite pastorale à Briançon, consacra l'église et le maître-autel, sous le vocable de Notre-Dame. ¹

Des bancs furent placés dans l'intérieur de l'église, quelques-uns furent réservés soit pour les officiers de l'état-major de la place, soit pour les magistrats du siège. Le maréchal de Villars consulté, à ce sujet, par M. du Verdier, lieutenant du Roi, répondit que l'état-major occuperait la droite et qu'on laisserait la gauche pour le Président et les magistrats. » ²

Suivant la recommandation de Vauban, cette église fut construite avec d'excellents matériaux. Ses murs dont les angles sont en pierre de taille ont une épaisseur considérable ; ils présentent la solidité qu'on doit rencontrer dans les édifices publics d'une place forte. L'intérieur se compose d'une nef centrale et de deux latérales. La façade donnant sur la place du Temple où se trouve le portail, précédé d'un perron, est flanquée de deux tours carrées à coupoles, surmontées d'une lanterne et servant de clochers.

Les Consuls, jugeant que les deux cloches de l'ancienne

¹ *Hist. du diocèse d'Embrun*, t. II. — Cfr. Gaillaud, *Éphémérides*, p. 294.

² *Arch. de Briançon*. — Cfr. Gaillaud, *Éphémérides*, p. 294.

église ne seraient pas suffisantes pour donner une sonnerie digne de l'édifice nouvellement construit, obtinrent du Conseil l'autorisation d'en faire faire une plus grosse. Elle fut fondue par Laurent et Claude Vallier, maîtres fondeurs de Planpinet ¹ et baptisée par Louat, curé de Briançon, le 20 avril 1718. « Le nom de la Sainte-Vierge lui fut donné, attendu qu'elle est la principale patronne de la paroisse. » Cette cloche pesait 27 quintaux.

Une quatrième cloche fut encore fondue par les Vallier, dans le mois d'octobre 1731. Elle fut baptisée, le 7 novembre, par le curé Faure, en présence des Consuls, du juge de police et des marguilliers. Elle reçut les noms de Saint-Sébastien et de Saint-Roch.

L'administration municipale, pour compléter son ouvrage, voulut qu'une horloge fut placée dans une des tours. Nous voyons que par délibération du 17 juillet 1718 « pouvoir fut donné aux Consuls et aux officiers de police de passer le marché d'une horloge convenable, avec la répétition de l'heure et de la demi-heure. » Peu de temps après ils informaient le Conseil « qu'un sieur Sylvestre, à Grenoble, offre d'en fournir une pour 1,000 livres, si elle ne sonne que les heures ; pour 1,200, si elle sonne les demies et pour 1,500, si elle sonne les quarts d'heure. » ²

L'administration jugea aussi qu'il serait convenable d'apporter quelques modifications à la structure de l'église. Une porte latérale, donnant sur le rempart, avait été pratiquée dans la nef du côté gauche. En 1718, on fit condamner cette porte dont on voit encore l'encadrement, parce qu'elle était d'un accès difficile pendant l'hiver, et on en perça une autre un peu plus bas ; c'est celle qui existe aujourd'hui. Elle offre le double avantage d'être

¹ La famille Vallier existe encore à Planpinet, hameau de Névache. Depuis le commencement du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours, elle a fourni plusieurs fondeurs de cloches, très habiles. La plupart des cloches du Briançonnais ont été leur ouvrage.

² La ville de Briançon avait une horloge sur la place du Temple, depuis le XVI^e siècle. Nous voyons dans les comptes de 1555 qu'on payait un salaire « à Guillaume Garayer, prestre, pour conduire le *roloyge*. »

moins exposée à être obstruée par les neiges et de n'être séparée que de quelques pas de l'entrée de la cure.

En 1746, le Conseil décida de faire murer deux fenêtres, donnant au levant, l'une sur l'autel du Saint-Esprit et l'autre sur celui de Saint-Victor, « attendu qu'elles sont exposées à l'impétuosité des vents qui brisent toutes les vitres et que la clarté qu'elles communiquent à l'église est inutile. »¹

Tous les Consuls qui se succédèrent, à partir de 1718, se préoccupèrent constamment de décorer cette église que l'archevêque d'Embrun, en la dotant d'une collégiale, déclarait « une des plus belles et des plus considérables du diocèse, après la métropole. »

Le 8 juillet 1731, pouvoir fut donné au sieur Escalonne « de passer le marché du Tableau de Notre-Dame du Scapulaire, avec le s^r Court, peintre, d'y faire représenter la Sainte-Vierge avec l'Enfant-Jésus au bras ; un carme recevant le scapulaire de la Vierge, saint Dominique aussi du même côté qui reçoit le rosaire de l'Enfant-Jésus, et, à la gauche, l'effigie de saint Jean-Baptiste ; le tout en grand, orné et accompagné d'autres figures, suivant les plus beaux dessins, à la moderne. »

Le 4 octobre 1733, « pouvoir est donné de passer le marché avec le sculpteur qui s'est présenté, et qui offre de faire le cadre du tableau de Notre-Dame du Scapulaire, d'une composition imitant le marbre. »

En février 1736, on décide d'employer « les legs pieux qui ont été faits, pour faire au tableau de Notre-Dame du Scapulaire, un rideau semblable à celui du Saint-Esprit. »

Dans le mois d'août de la même année, on juge à propos de faire dorer le cadre de ce tableau par un doreur de passage.

Le 10 août 1738, le Conseil conclut que les Consuls feront « décorer la chapelle de saint Victor, en dorure

¹ En 1723, le Conseil charge les Consuls de faire venir « un vitrier pour raccommoder les vitres de l'église, attendu qu'il est très difficile de trouver, sur les lieux, un ouvrier capable de faire la réparation dont il s'agit. »

dans les parties qui doivent être dorées, et qu'on emploiera à cette décoration les offrandes reçues le jour de la fête du Saint et le produit de la quête qui vient d'être faite. »

Le 13 février 1746, le Conseil décida qu'il serait acheté, pour l'église, « un ornement blanc, composé de trois chapes, d'une chasuble, de deux dalmatiques, d'un devant d'autel, le tout de damas uni, à double chaîne, garni de galons d'or, et d'une frange pour les chapes. » La Confrérie du Saint-Sacrement offrait de fournir 200 livres, pour cet achat ; les Consuls devaient fournir la somme nécessaire pour compléter le prix d'achat.

Dans le mois de février 1723, le Conseil, réuni, avait reçu « un ornement de satin noir, composé de la chasuble, de l'étole, du manipule, de deux dalmatiques, d'une chape et d'un devant d'autel, dont M. Duprat, maître correcteur à la Chambre des Comptes de Grenoble, faisait présent à la paroisse. » L'assemblée prie les Consuls d'écrire une lettre de remerciements à M. Duprat.

Dans sa réunion du 12 août 1753, le Conseil conclut « que les choristes de la paroisse ayant fait venir un serpenteau pour soutenir les voix, dans le chœur, ce qui est un honnêtement pour la Communauté, il est juste d'en faire les frais. »

Le 31 octobre 1787, les Consuls, les Conseillers, le curé, les vicaires et les chanoines de la collégiale se réunirent pour recevoir de M. Morand, procureur au Bailliage, et ancien premier échevin de la Ville, un tableau représentant *Saint Antoine délivrant les possédés*. Ce tableau était un don fait à la paroisse par M. Jean-Antoine Morand, architecte de la ville de Lyon ¹ qui priait ses compatriotes de l'agréer « comme la marque la plus assurée de l'attachement à son pays natal. »

¹ Jean-Antoine Morand, né à Briançon, le 10 novembre 1727, construisit, en 1774, le pont en bois sur le Rhône qui a conservé son nom. Il fut guillotiné, à Lyon, le 24 janvier 1794, pour avoir voulu, pendant le siège de cette ville, défendre et préserver de la destruction ce pont sur lequel il avait un droit de péage. « Cet acte si naturel en lui-même et si étranger à la politique fut regardé comme une hostilité envers la République. » (Rochas, *Biogr. du Dauphiné*.)

Ce tableau fut placé dans le chœur où on le voit encore. Les Consuls dressèrent un procès-verbal de cette réception et en envoyèrent une copie avec des remerciements, à leur illustre compatriote qui, dans une lettre du 13 novembre de la même année, leur répondit : « Messieurs et chers « compatriotes, je ne m'attendais pas qu'un faible témoi-
« gnage de mon attachement à ma patrie put mériter
« autant d'attention, de votre part. Le verbal du 31 octobre
« que vous avez fait dresser au sujet du tableau de saint
« Antoine, mon patron, et que vous avez eu la bonté de
« m'envoyer, excite en moi cette sensibilité dont les
« charmes sont inexprimables. » etc.

Dans la construction de l'église, on avait pratiqué, dans le sous-sol, des caveaux où pourraient être inhumés, avec l'autorisation des Consuls, les morts de qualité pour lesquels on paierait une certaine somme qui servirait à l'entretien de l'église. Au mois de mai 1722, les Consuls réclamèrent contre le curé qui « y fait enterrer tous ceux qui meurent, sous prétexte que le cimetière n'est pas entièrement clos. » Le Conseil conclut que l'on fera clore le cimetière et que personne ne sera placé dans les caveaux que par le consentement des Consuls.

Le Conseil, dans sa réunion du 29 août 1739, accorda au sieur Faure Allard, ancien curé de la Ville, une indemnité de 600 livres pour les murs de clôture qu'il avait fait faire au jardin de la cure, et pour la construction qu'il avait fait ajouter à la maison curiale ; cette construction pouvant servir au logement du vicaire. La Communauté paya cette indemnité, à condition d'être subrogée à tous les droits de l'ancien curé.

Le 9 juillet 1741, le curé Faure-Allard se rendit à Briançon pour toucher les 600 livres, à lui accordées par la délibération du 29 août 1739, et le curé Vincent Albertin, son successeur, « acceptant la délibération, déclara consentir à ce que le bâtiment nouvellement construit servit, à l'avenir, pour le logement d'un vicaire, » à condition toutefois que l'entrée de ce bâtiment ne serait pas commune avec celle de la cure. Cette condition qui n'était pas

agréable aux Consuls ne fut pas, non plus, acceptée par l'autorité ecclésiastique. Le 2 septembre 1741, l'archevêque d'Embrun approuva la convention intervenue entre le curé Faure-Allard et la Communauté, et ordonna que l'entrée et l'escalier de la maison curiale seraient communs pour le curé et le vicaire.

Nous voici arrivés à l'époque où les franchises et les libertés briançonnaises disparurent, avec les Consuls, dans la tourmente révolutionnaire. Les nouveaux administrateurs de Briançon, cédant à l'entraînement général, ne songèrent plus qu'à mutiler, au grand regret de la population, l'édifice remarquable que leurs prédécesseurs s'étaient fait une gloire d'élever et de décorer.

Le 25 mars 1792, à la suite d'une pétition de quelques citoyens qui ne voulaient pas qu'il y eût, à l'église, des places privilégiées, la Municipalité ordonna l'enlèvement des bancs et des chaises qui s'y trouvaient. Par délibération du 8 août de la même année, le Conseil municipal « considérant que le déplacement des bancs et chaises privilégiés qui existaient dans l'église paroissiale, avant la délibération du 25 mars dernier, pourrait exciter des réclamations; considérant qu'il pourrait en résulter des accidents, *relativement au sexe*, et qu'il est de l'humanité de les prévenir, arrête: il sera incessamment substitué des bancs communs, uniformes, en bois blanc, qui appartiendront au public, sur lesquels se placeront sans distinction ni privilège, du côté gauche en entrant, les femmes et filles, et du côté opposé, les hommes et garçons. Il y aura 48 bans et 384 places. L'entreprise est donnée à Antoine Eymard, au prix de 130 livres; en outre, ledit Eymard pourra prendre, dans la Pinée, trois arbres à son choix. »

Le 21 octobre 1793, la Municipalité se réunit, pour délibérer « sur la lettre des administrateurs du district, relative à la descente des cloches qui doivent être employées à fondre des canons, pour terrasser les ennemis de la République. » Il fut décidé de donner d'urgence le bail au rabais pour la descente des cloches, et l'adjudi-

cation fut obtenue par le sieur Jean-Claude Obert, au prix de 100 livres. Comme cet entrepreneur ne trouvait pas des ouvriers pour faire cette besogne, la municipalité requit, le 16 novembre 1793, tous les charpentiers et menuisiers de Briançon de se rendre à la maison commune pour recevoir les indications qu'on leur donnerait, afin « d'opérer la descente des cloches de l'église paroissiale. En cas de refus, les charpentiers et menuisiers seront contraints par toutes les voies. »

Le 1^{er} ventose an II, l'agent national requiert qu'on donne le marché pour enlever les croix. « Il y en a une, est-il dit, sur chaque clocher de l'église ; une au-dessus d'icelle, en pierre de taille ; une sur le clocher des ci-devant Pénitents ; cinq sur le clocher des ci-devant Cordeliers ; une à Toulouze. »

Le 14 ventose, aucun ouvrier charpentier ou couvreur ne s'était présenté pour prendre le marché, le Conseil arrête : « que tous les charpentiers, menuisiers et couvreurs seront requis de faire ledit ouvrage, moyennant salaire, et, à défaut de ce faire, ils seront contraints même par corps. »

Le 5 germinal, les croix étant encore en place, le Conseil de surveillance ordonne de les faire abattre. L'Agent national s'écrie : « Citoyens, il est surprenant qu'il ne se soit présenté personne pour ôter les croix dont s'agit ; je requiers que le marché en soit donné aux formes ordinaires. » « Il est de la connaissance de tout le public, répond la municipalité, qu'on a fait publier, à son de trompe, pour cet objet, sans que personne se soit présenté ; que ce jourd'hui pareille publication a été faite. »

Enfin, le 6 germinal, ensuite de nouvelles publications, se présentèrent Georges Buisson et Antoine Eymard qui offrirent d'enlever les croix au prix de 450 livres, se chargeant de réparer toutes les dégradations qui en résulteraient.

Peu de temps après, l'église fut enlevée au culte et transformée en magasin à fourrage.

D^r CHABRAND.

(A suivre.)

DOCUMENTS

POUR SERVIR A L'ÉTUDE DE LA CLIMATOLOGIE

DANS LES HAUTES-ALPES

Notre pays ne mérite pas la mauvaise réputation qu'on lui a faite et, s'il est pauvre aux points de vue agricole, commercial ou industriel, il faut bien reconnaître qu'il présente, par d'autres points, des avantages sur bien des départements du Nord et du Centre. Ainsi, tandis que Paris, Lyon et même Grenoble sont constamment soumis aux brouillards et ont 150 jours de pluie sur 365, Gap compte, en moyenne, 200 jours de ciel presque pur dans l'année, et seulement 80 jours de pluie ou de neige.

Mais je ne veux pas traiter ici cette question, et j'en viens au sujet de mon article.

Désirant connaître la quantité d'eau qui tombe annuellement dans les Hautes-Alpes, j'ai demandé à consulter les registres d'observation qui sont dressés par les employés des ponts et chaussées. Ils m'ont été gracieusement communiqués dans les bureaux de M. l'Ingénieur en chef, et on trouvera ci-après, sous forme de tableau, un résumé pour ce qui concerne la pluie.

D'après ces observations, la moyenne de l'eau tombée cette année dans le département est de 1 m. 14.

Or, l'année 1886 est précisément l'une des plus pluvieuses que notre génération ait pu observer.

Ces années sont, pour l'observatoire de l'École normale:

1866 avec 1105 millimètres d'eau.

1872 — 1282 —

1886 — 1133 —

On peut voir par là que M. Elisée Reclus ne doit pas être dans le vrai quand, dans sa *Géographie de la France*, il indique les Hautes-Alpes comme une des régions françaises où il pleut le plus.

« Il n'y a, dit l'éminent géographe, que trois stations en France, où la tranche annuelle de pluie s'élève à deux mètres environ : les Pyrénées de Gavarnie..... ; les mon-

tagnes du Tanargue entre les sources de l'Ardèche et de la Loire ; la région des Alpes qui s'élève au nord de Gap. ¹ »

TABLEAU DES QUANTITÉS D'EAU TOMBÉE
DE 1881 A 1886 DANS LES LOCALITÉS CI-APRÈS :

STATIONS	ANNÉES					TOTALX	Moyennes locales
	1881	1883	1884	1885	1886		
Rosans.....	540	684	425	768	1054	3511	702
Saint-Bonnet.....	»	944	574	1247	1642	4407	1102
La Grave.....	»	621	535	615	860	2631	658
Ribiers.....	605	733	452	591	1106	3487	697
Laragne.....	707	680	480	936	1187	3900	798
Tallard.....	600	667	511	889	1253	3920	784
Serres.....	713	673	634	978	1254	4252	850
Orpierre.....	620	836	411	907	1250	4024	805
Gap.....	736	748	558	827	1334	4203	841
Veynes.....	880	1005	668	1063	1391	5007	1001
Embrun.....	755	731	537	874	936	3833	767
Chorges.....	797	727	433	804	650	3411	682
Briançon.....	500	718	591	655	858	3322	664
Aiguilles.....	686	660	683	1379	1318	4726	945
Montgenèvre.....	»	784	706	931	1126	3547	887
TOTAL.....							12183
Moyenne pour le département.....							812

NOTA. Ces nombres expriment des millimètres. Ils comprennent toutes les précipitations aqueuses, quelque forme qu'elles aient présentée (pluie, neige, etc.). Les observations de 1882 n'étant pas complètes ne figurent pas dans le présent tableau.

Consulter en outre le *Bulletin* de 1883, page 76, et celui de 1884, pages 182 et 398, pour les quantités d'eau recueillies à l'observatoire de l'École normale de Gap.

Voir aussi le bulletin trimestriel qui termine chacun des numéros des années 1882 et suivantes.

Gap, janvier 1887.

C. R.

¹ *Nouvelle géographie universelle* ; tome II, *La France* (édition de 1881), page 23, et carte des pluies, d'après Delesse, etc.

UN COIN DE LA VALLOUISE.

CLUB ALPIN FRANÇAIS.

ET TOURISTES DU DAUPHINÉ

Les pages qu'on va lire sont extraites d'un ouvrage, encore inédit, sur le *Pays Briançonnais* que notre compatriote M. Aristide ALBERT est sur le point de faire paraître.

Nous remercions vivement notre sympathique et savant confrère d'avoir bien voulu nous autoriser à publier, dans le *Bulletin*, les descriptions si pittoresques et les renseignements historiques si précieux qui suivent. Grâce à M. Aristide ALBERT, chacun voudra connaître la Vallouise et le Pelvoux ; chacun aussi appréciera les réels services rendus à notre région par la société des Touristes du Dauphiné et par les membres du Club alpin français.

.....
COL DU CÉLARD. — D'Entraigues, après une marche de quelques kilomètres dans la direction de l'ouest, on arrive dans le vallon *des Bances*, dont la profondeur est occupée par un vaste glacier qui remonte jusqu'au col du Célard. Au lieu de parcourir dans sa longueur, sur le glacier, le vallon des Bances, parcours qui serait plein de périls à cause des crevasses nombreuses et des avalanches, on gagne à droite un glacier latéral d'une facile et sûre ascension ; on escalade ensuite, sur la gauche, une ligne de rochers qui bordent le glacier principal et le dominant. Après un trajet difficile et dangereux sur d'étroites corniches, on s'achemine vers la tête du glacier à la base des rochers du Célard. On se hisse péniblement et non sans danger jusque sur le col, qui n'est qu'une sorte d'embrasure pratiquée par le temps et les déchaînements de la tempête au front d'une gigantesque muraille de rochers granitiques. On peut, à la rigueur, s'asseoir et se reposer

sur ce col, qui présente à peine une surface horizontale d'un mètre et demi de largeur.

De cette hauteur (3,070 mètres), on aperçoit, dans la direction du sud, la haute montagne de Garroux¹, et dans celle du nord, celle de Joserme.

La descente s'effectue sur un glacier de deux ou trois kilomètres de longueur, puis sur les riches pelouses qui recouvrent les pentes inférieures; l'on parvient au petit hameau du Clôt, d'où l'on atteint, par un trajet de deux heures, en traversant les hameaux du Rif du Sap et du Bourg, le village de la Chapelle en Valgodemard.

L'ascension du Célard et le passage du col ne sont pas sans danger et, dans tous les cas, ne peuvent être effectués sans le secours d'un guide. Il faut, pour se rendre de Ville-Vallouise à la Chapelle en Valgodemard, de onze à douze heures. Il va sans dire que c'est dans les plus grands jours de l'été seulement que le passage peut être tenté.

COL DE BONVOISIN. — Pour gagner le col de Bonvoisin, qui donne accès dans le Champsaur, il faut, en partant des haberts d'Entraigues, se diriger droit vers le sud et remonter la gorge étroite et prolongée que parcourt le torrent de l'Onde; ce trajet a lieu, pour une partie du parcours tout au moins, au travers de maigres prairies. Après avoir atteint le col, qui est d'un assez facile accès pour les piétons, on descend, à l'ouest, dans la gorge de Vallompierre, à l'extrémité septentrionale de laquelle sont les sources du Drac, et l'on suit le cours de ce torrent jusqu'au village de Chatelard, qui appartient à la commune de Champoléon en Champsaur. Ce trajet est beaucoup plus long que celui d'Entraigues à la Chapelle en Valgodemard, mais il ne présente ni les mêmes difficultés, ni les mêmes périls. Il exige de treize à quatorze heures de marche à partir de Ville-Vallouise.

Le marquis de Pezay² avance un fait inexact en disant que le passage du col de Bonvoisin peut, avec quelques

¹ Carte de Bourcet.

² *Noms, situation et détails, etc.*

précautions, avoir lieu à cheval. Cela est fort difficile, sinon impraticable. Ses données sur le temps nécessaire pour franchir le col et arriver à Lesdiguières, extrémité méridionale du Champsaur, sont aussi manifestement erronées ; il faut porter au double ou augmenter d'un tiers le nombre des heures de marche qu'il indique.

A la suite de ces indications rapides sur la vallée de l'Onde et ses aboutissants, il nous reste à parler de celle du Gyr, des hameaux qui s'y échelonnent et qui forment la commune de la Pisse, du Pelvoux et de ses contre-forts.

VALLON DU GYR, COMMUNE DE LA PISSE. — Le terrain cultivable départi aux habitants des divers hameaux de la Pisse est d'une étendue fort limitée. Il consiste en une bande de terrain d'une largeur moyenne de 7 à 800 mètres qui s'étend sur la rive gauche du Gyr, à la base de la chaîne de montagnes qui séparent la Vallouise de la vallée de la Guisanne, sur une longueur de quatre à cinq kilomètres. Les montagnes du nord sont d'une nudité absolue ; sur celle du sud, montagne de Puyaillaud, quelques mélèzes rares et rachitiques accusent un effort impuissant de la végétation. L'encadrement de ce territoire de la commune de la Pisse est donc menaçant et dur ; cette nature morte est sans relation avec nos penchants, nos sympathies, nos intérêts ; elle nous repousse, nous attriste, et cependant, quand le regard, abandonnant ces rudes et inhospitalières régions, se borne à explorer les étroits horizons du fond de la vallée, il y rencontre mille récréatifs détails.

Le premier hameau que l'on rencontre est celui du Pouet, dont les maisons sont éparpillées à droite et à gauche du chemin, séparées par de petits jardins à moitié perdus sous le feuillage des noyers. Au milieu du village, à la tête d'une petite place, tout à côté d'une rustique fontaine, est une chapelle dédiée à saint Pancrace. L'image du saint est peinte sur la façade ; c'est un chevalier du temps des croisades, armé de pied en cap : d'un enfant de quatorze ans, confesseur de la foi chrétienne et

martyr ou commencement du iv^e siècle, le barbouilleur italien, auteur de cette peinture, a fait, de l'autorité de son ignorance ou de son caprice, un guerrier du moyen âge, et les naïfs habitants du Pouet, je parle surtout des femmes, adressent, avec toute confiance, leur hommage au terrible soldat.

A l'extrémité du village du Pouet, on traverse le lit du torrent de la Julienne, dont les débordements ont raviné, en 1856, les terres arables d'alentour avec une désolante puissance de destruction, et l'on atteint le village du Sarret, et successivement celui de Saint-Antoine, qui est un point central et le chef-lieu de la commune.

Au-dessus de ces deux hameaux, à mi-hauteur de la montagne à la base de laquelle ils sont assis, sont les carrières de marbre rouge de l'Allouard et Allavet, dont on a extrait la pierre des fonds baptismaux, du portique de l'église et de la fontaine de Ville-Vallouise.

De Saint-Antoine, on descend, en traversant le hameau de Fanjas, vers les bords du Gyr, dont les groupes d'habitations que nous avons mentionnés jusqu'ici sont quelque peu éloignés, et l'on atteint en un quart d'heure le pittoresque village du Clôt ou des Claux, situé à l'extrémité du vallon du Gyr, et le plus reulé des hameaux qui composent la commune de la Pisse.

LE HAMEAU DU CLÔT OU DES CLAUx. — Le hameau du Clôt est situé sur la rive gauche du Gyr, à l'extrémité du vallon qui s'arrondit en un bassin demi-circulaire dominé par des ressauts assez élevés. Les maisons ne sont point accumulées sur le même point, mais au contraire, placées à quelque distance les unes des autres, ce qui a permis à une fraîche végétation de peupliers d'Italie et de saules, de remplir les intervalles. Des canaux d'irrigation coupent en tous sens la petite plaine et lui donnent un aspect animé. De la gorge supérieure d'Allefreyde, le torrent qui porte ce nom descend en cascades et sort, encore brillant d'écume et les ondes frémissantes, d'un fouillis de beaux arbres de diverses essences qui croissent à la base de la montagne. A droite, le ruisseau de l'Échauda descend en

bondissant au milieu d'un petit bois de noisetiers et de trembles, et fait étinceler son flot sonore aux rayons du soleil. Somme toute, ce petit paysage est gracieux et l'on s'y arrête volontiers quelques instants.

Le hameau du Clôt a été exposé quelquefois aux attaques des deux torrents de l'Allefreyde et de l'Échauda qui parcourent son petit territoire, et aussi à la violence des coulées de neige que l'extrême proximité des pentes escarpées de l'Échauda et de la montagne du Puy-Aillaud rend très redoutables à la sécurité de ces habitations. L'avocat Froment mentionne dans son livre un événement de cette nature à la date de 1629 :

« A certain village tirant vers la Pisse ou la Baume des
« Vaudois, un seil ou si grand tallier de neiges courut
« jusqu'aux maisons, qu'il a emporté près d'un quart de
« lieuë loin une métairie de son rencontre ; ceux qui le
« virent partir, crouler de bien loin, soudain furent
« sonner le tocsin, pour allarmer et faire sortir le monde
« des estables, afin d'éviter tous par la fuite cette horri-
« ble descente de mal'heurs sur eux, ce torrent effroyable
« de neiges et de dangers »¹

La petite vallée du Clôt n'est point une impasse. En gagnant les gorges supérieures de l'Allefreyde à gauche dans la direction de l'ouest et de l'Échauda vers le nord, on parvient, dans des conditions très différentes de facilité et de sûreté, d'une part dans la gorge de la Bérarde et de Saint-Christophe en Oisans, d'autre part dans la vallée de la Guisanne et dans celle de la haute Romanche.

COL ET LAC DE L'ÉCHAUDA. — Pour accéder au col de l'Échauda on peut partir des Claux qui est le trajet le plus direct, ou de Saint-Antoine, soit même du Sarret. Les sentiers dont l'amorce apparaît dans chacune de ces localités, se réunissent aux Choulières qui est le groupe de chalets le plus rapproché des Claux.

De là le chemin s'allonge dans une large rainure due, suivant toute apparence, à l'action séculaire des eaux, et

¹ Essais d'Antoine Froment.

qui affecte la forme, étant donné les brusques arrêts de l'inclinaison par quelques ressauts, de trois demi-vasques creusées bout à bout dans le sein de la montagne sur un plan très déclive, de configuration et d'étendue variées. La plus basse, de forme ovoïde, constitue un étroit vallon d'une certaine longueur où s'échelonnent quelques chalets. Ces habitations estivales de la plus rudimentaire construction forment sur la pente de la montagne divers groupes, les Choullières, les Achards, Chambraud, Fourchiez et Riéou-la-Salle.

A courte distance de ce dernier chalet qui est le plus élevé, le chemin se bifurque : en prenant à gauche un étroit sentier qui suit le bord du ruisseau de l'Échauda et le plus souvent se confond avec le lit du ruisseau lui-même, on parvient, après avoir cotoyé la base du glacier de Seguret-Foran, au petit lac de l'Échauda. On pénètre dans l'enceinte circulaire de glaciers et de rochers qui encaisse la cuvette du lac par la coupure qui sert au déversement de ses eaux vers la Vallouise.

Mon jeune ami Paul Guillemain, aussi habile écrivain que valeureux grimpeur, a écrit sur le lac de l'Échauda trois ou quatre pages charmantes. Il donne à sa superficie une étendue de 400 mètres sur 700.

L'alimentation du lac est de provenance immédiatement et exclusivement glaciaire, le glacier de Seguret-Foran plongeant dans le lac sur une partie de son pourtour : c'est dire que le volume de ses eaux s'accroît ou diminue suivant les variations de la température et le degré de pénétration de la glace par la chaleur ; aussi l'humble ruisseau de l'Échauda qui n'est que l'écoulement du trop plein du lac devient-il par la fonte subite des névés et de la masse du glacier un torrent dangereux qui a bouleversé parfois en aval les prairies et les cultures qui avoisinent son cours.

Voici des faits relatifs au régime des eaux du lac de l'Échauda que je trouve dans une sorte de procès-verbal ou de missive à l'adresse d'Antoine Farnaud, secrétaire général de la préfecture, signé Rossignol (maire de la

Pisse), à la date du 16 septembre 1807. Je respecte le style et l'orthographe :

Faits remarquables occasionnés par les degrés de chaleurs pendant l'année 1807.

« Il existe sur le sommet de la montagne de l'Échauda, commune de la Pisse, canton de l'Argentière, un lac de la grandeur d'une demi lieue de pays de rondeur (de pourtour). Ce lac est traversé du côté du nord par un glacier, par l'effet des grandes chaleurs, ce lac s'est agrandi au Midy d'un quart et s'est élevé d'environ 20 pieds au dessus de son lit ordinaire, ce qui a occasionné depuis le 22 août un versement d'eau jusqu'au 1^{er} et 2 du courant (septembre) de plus de trois pieds cubes du côté du vallon de la montagne de l'Échauda et du depuis jusqu'au 13 une continuation néanmoins sous une diminution journalière.

Le 8 septembre courant mois, je me suis porté moi-même sur les lieux et ai remarqué que les sentiers pratiqués alentour du lac par les chasseurs au chamois ou bergers étaient tous occupés par l'augmentation de l'eau.

D'après tous les renseignements que j'ai pu me procurer, il y a environ 200 années que pareil événement était arrivé et que par l'effet du versement de ce lac, une partie des prairies qui se trouvaient au bas de la montagne et dans un vallon de 3 quarts de lieue de longueur, tout plaine, furent engloutis.

Le lit que s'était formé l'abondance de l'eau dans la descente de la montagne laissait des traces indubitables et elles sont confirmées par le dernier versement. Je tiens moi-même, par tradition, de Marie Beuf veuve d'Étienne Giraud décédée en 1780 âgée de 99 ans, de Jacques Roland, tailleur décédé en 1780 âgé de 93 ans mes deux plus près voisins et Pierre Étienne Rossignol, mon père, vivant châtelain royal décédé en 1790, âgé de 87 années, tous les trois natifs du Fanjas commune de la Pisse qu'ils tenaient de leurs pères que ce lac avait versé et enraviné les prairies; que ce versement avait été occasionné par

une excessive chaleur qui précipitait la fonte des glaciers.

Nous avons également remarqué que les glaciis de la montagne de l'Aillefroide même commune ont donné pendant plus de 70 jours une crue d'eau extraordinaire, tellement que cette rivière d'Aillefroide ou autrement le Gyr, par ses débordements a emporté les fonds les plus précieux et est venu jusqu'au bord des maisons d'habitation dans le village du Claux, même commune de la Pisse qui sans des prompts secours auraient été enlevées. Cette même rivière a emporté quantité de bois le long du reste de la commune. — Certifié véritable. — Signé Rossignol. »

En prenant, à la bifurcation du chemin au-dessous de Riéou-la-Salle, le sentier de droite on parvient au col de l'Échauda qui est une entaille profonde et d'une étonnante netteté de coupure, au milieu de l'épaisse muraille de rochers qui constitue la ligne de faite de la chaîne séparative des deux vallées de la Guisanne et de la Gyronde. Le col de l'Échauda, qui est à 2,350 mètres, une fois franchi, on descend vers le Monétier-de-Briançon dans la forêt de mélèzes qui recouvre jusque sur les bords de la Guisanne les pentes de la montagne de Sainte-Marguerite.

LE PELVOUX, L'AILE FROIDE. — Du village des Claux, le Pelvoux apparaît dans toute sa grandiose majesté. Étranges sont les pensées nées de cette contemplation écrasante pour l'humaine faiblesse et qui jette l'esprit hors de ses voies. C'est devant des aspects merveilleux aussi mais non plus impressionnants que Goëthe disait : « J'excuse tous ceux que la vue de Naples met hors de sens ¹. »

A l'encontre de cette joie débordante de l'ascensionniste qui foule du pied le sommet conquis, il y a dans l'autre condition, celle de la vue d'en bas, quelque chose de douloureux, d'humilié, de terrorisé en nous, à l'obsédante pensée de notre infimité, de la durée douteuse autant qu'éphémère de notre existence, des vicissitudes au milieu

desquelles elle se débat et finit. Telle est, ce semble, la note dominante et caractéristique de toutes ces voix qui parlent en nous, à ces heures de solennelle méditation.

Pour aller des Claux à Ailefroide, vallon qui contourne, côté orient, la base du Pelvoux, le chemin (rive gauche du Gyr) s'engage dans une gorge d'un indicible pittoresque. Le torrent s'est creusé là dans la roche un lit profond, accidenté, d'une sauvagerie et d'une grâce qui défont toute tentative de description. Les parois de la roche qui encaissent le torrent sont parfois tapissées de conifères, pins, mélèzes et d'arbres feuillus de toute espèce. Ce paysage alpestre est d'un charme inouï.

Georges Sand, dans son admirable roman de *Valvrède*, a dépeint un site à peu près semblable. Il y fallait, pour rendre le relief, les nuances, les soudainetés de transition, tout l'effort de son incomparable talent.

On arrive, après un trajet d'une heure et demie, à Ailefroide, groupe de chalets aussi délabrés, aussi misérables, aussi sales que tous les autres haberts des Alpes françaises, que toutes les *muandes* des Alpes piémontaises. Là est le confluent du torrent de Celse-Nière qui descend du glacier du Sélé et traverse le vallon de Sapinières et de celui de Saint-Pierre (carte de l'état-major) ou de Verges (carte Bourcet) qui vient du glacier noir.

TRAVERSÉE DES GLACIERS. — En remontant le cours du Celse-Nière par les glaciers du Sélé et de la Pilate on accède à la Bérarde (en Oisans), trajet en quatorze heures. Par le pré de M^{me} Carle, le col de la Temple et la gorge du Haut-Vénéon, on peut atteindre le même but en douze heures. Par le glacier blanc, le col de la Plate des Agneaux, la vallée des Cavales et l'Alpe du Villard-d'Arène on peut descendre dans la vallée de la Romanche, à la Grave ou au Villard-d'Arène. Le point de départ de ce dernier itinéraire est aussi le pré de M^{me} Carle.

Le pré de M^{me} Carle ! Qu'était-ce que M^{me} Carle ?

Ouvrons une parenthèse pour répondre à cette question.

Geoffroy Carle, *Joffredus Caroli*, chevalier, le sixième

des neufs *présidents uniques* du parlement de Grenoble et qui remplit ces fonctions éminentes de 1500 à 1516, avait acquis de nobles Jacques, Claude et Thomas de Luzerne, la Bâtie de Vallouise (château ou maison forte) des droits seigneuriaux importants, des terres et pâturages, etc., situés en Vallouise et possédés par cette famille depuis le 22 avril 1314 par le don de Jean Dauphin à Chabert de Luzerne

Le fils de Geoffroy, Antoine Carle, qui fut successivement maître en la chambre des comptes et conseiller au parlement du Dauphiné, recueillit ces biens dans l'hoirie paternelle. Il mourut jeune. Sa veuve, *demoiselle Louise Sereyne*, dame Carle, administra longtemps comme tutrice la fortune de ses dix enfants. C'est au cours de cette tutelle que la prairie située à l'extrémité supérieure du vallon de la Grand-Sagne (Saint-Pierre, carte de l'état-major), reçut des Vallouisiens la dénomination de *Pré* ou *Pra* de M^{me} Carle.

C'était alors une vraie prairie avec de beaux herbages, avec une bordure pittoresque de mélèzes, de bouleaux nains, de cèdres Déodar ou vulgairement de l'Himalaya ; mais le *glacier noir*, qui tantôt avance, tantôt recule les bornes de son fatal empire, a souillé et déshonoré le pré de M^{me} Carle. Ce n'est plus qu'un terrain hideux, occupé par la moraine du glacier, par la boue, les blocs de roche, traversé par cent petits cours d'eau rageurs, d'allure désordonnée, qui ne garde plus aucune marque de fertilité et de l'attrayant état des lieux du xvi^e siècle.

C'est du pré de M^{me} Carle que le plus ordinairement on aborde, du côté de la Vallouise, cette formidable région de glaciers du massif du Pelvoux.

LE MASSIF DU PELVOUX. — Longtemps ces champs immenses de glace, ces roches escarpées, *inania regna*, remplis d'un silence de temps à autre interrompu par le tonnerre des avalanches et de la dislocation du glacier, théâtre de légendes sinistres, furent objet de terreur et demeurèrent fermés aux populations groupées à leurs

¹ Inventaire de la Cour des comptes.

pieds. Le chasseur de chamois seul parcourait les contreforts du massif et ses pentes basses, mais n'abordait ni les vastes plateaux glacés, ni les colosses de granit ; et si quelque étranger, hardi grimpeur, savant naturaliste, minéralogiste, botaniste ou simple explorateur par curiosité, franchissait la contrée redoutée, le souvenir de ces courageuses ascensions s'effaçait rapidement dans la mémoire des Vallouisiens et des rares groupes d'habitants des gorges du Haut-Vénéon.

Donnons cependant quelques indications sur ces rares reconnaissances des lieux et sur les traversées du glacier dans les temps antérieurs.

1709.

« Le col de la Grand-Sagne, autrement appelé l'Allefroide, au-dessus des villages de la Pisse, pour les gens de pied, va à Saint-Christophe, près le Bourg-d'Oysan. De Ville-Vallouise pour aller à Saint-Christophe neuf heures. Ce chemin est très mauvais à cause de la quantité de glace qu'on y trouve. »

(Mémoire et explication de toutes les vallées, rivières, ruisseaux, cols et passages du Briançonnais, de l'Embrunois, etc., manuscrit (bibliothèque de Grenoble), (1709).

1752-1753.

« De Vallouise, un chemin qui passe au village de la Pisse à celui de la Jusse, au col de Valfroide, à Saint-Christophe, à Venan, va joindre la petite route au Bourg-d'Oisans. Ce chemin traverse des glaciers et les éboulements l'ont rendu impraticable. Aussi depuis cinquante ans, il n'y a peut être passé personne. »

(Mémoires militaires de Bourcet, p. 148).

1753-1755.

« La route qui va du Bourg-d'Oisans dans le vallon de Saint-Christophe finit à la Bérarde. On dit qu'elle allait autrefois dans la Vallouise. On va de Saint-Christophe à la Chapelle-en-Valgodemar en huit heures. Ce chemin passe par le col de la Muande pour les gens de pied. »

(Montanel, édition d'Albert de Rochas-d'Aiglun).

1779.

« De la Bérarde, on peut aller par les montagnes au Villard-d'Arène, avec grande peine en deux heures. »

(Guettard, t. I, p. 15. Itinéraire à la même date à peu près).

FIN DU XVIII^e SIÈCLE.

« De notoriété publique, un prêtre de la Pisse partait tous les dimanches (l'auteur parle sans aucun doute du siècle dernier) des chalets de l'Allée-Freyde pour se rendre à la Bérarde, en Oisans, passant au pras de M^{me} Carle, le point dit Grande-Sagne sur les cartes, pour y dire sa messe et s'en revenir dans la même journée, tandis que personne aujourd'hui ne le soupçonne. »

(Chaix, *Préoccupations statistiques*, etc., p. 81)¹.

La *topographie des grandes Alpes* du marquis de Pezay ne signale aucun passage de la Bérarde à Vallouise; l'auteur se borne à ceci : « la vallée de Saint-Christophe, à l'est, au midi et à l'ouest est entourée de glaciers (p. 21). »

1828.

Un groupe d'officiers de l'état-major chargés de dresser la carte de France, s'était dirigé au commencement d'août vers Ailefroide et le Pelvoux. Le capitaine Durand (de Rhodéz), tenta, accompagné de deux chasseurs de chamois, Jacques-Étienne Mathéoud et Alexis Liotard, l'ascension du Pelvoux. Il parvint avec ses deux guides jusque sur la cime du pic oriental. Quelques jours après plusieurs officiers, sous les ordres et sous la conduite du capitaine Durand, accompagnés cette fois, outre Liotard et Pierre Barnéoud, ancien soldat, d'une dizaine de porteurs, escaladèrent une seconde fois le Pelvoux, parvinrent au même sommet, y séjournèrent deux jours et y élevèrent un *cairn*. Cette cime moins élevée que le sommet occidental, reçut dans le pays la dénomination de pic de la Pyramide.

(Mathéoud m'a donné, il y a une quarantaine d'années, ces détails confirmés par M. Lagier, Bertrand, notaire).

¹ C'est là évidemment un *racontar* dénué de toute vraisemblance.

1834 ou 1835.

Deux ingénieurs des mines, MM. Aristide Bérard (de Briançon), directeur des mines d'Allemont, et M. Judée qui a été ingénieur en chef des hauts-fourneaux du Creuzot, accompagnés d'un guide, firent la traversée de la Vallouise à la Bérarde. J'avais fait appel aux souvenirs de M. Judée pour avoir quelques détails sur leur périlleuse odyssee. Voici sa réponse (lettre du 18 mai 1871) :

« Je ne me reconnais nullement en état de vous satisfaire, malgré toute ma bonne volonté. Il y a si longtemps que cette traversée a été accomplie, depuis il s'est passé tant d'événements dans mon existence, toute loin de nos belles montagnes, que je ne saurais pas même assurer si c'est en 1834 ou 1835. Jamais je n'ai rien écrit.

« Les seuls faits que je crois me rappeler suffisamment sont :

« 1° Nécessité d'être solidarisés tous trois au moyen d'une corde ;

« 2° Marche sur les glaciers de onze heures consécutives ;

« 3° Affreuse solitude imposant le silence ;

« 4° Aristide Bérard se précipitant, pour l'embrasser, sur le premier arbre rabougri qu'il aperçoit lors de la descente du côté de la Bérarde. »

1841.

Traversée de la Bérarde à la Chapelle en Valgodemar par le savant professeur d'Édimbourg, James Forbes.

1844.

Exploration des glaciers de la Bérarde à la Vallouise par les Rodier (de la Bérarde), chasseurs de chamois.

1848.

Ascension du Pelvoux par l'astronome M. Puiseaux de l'Institut et traversée de la Bérarde à Ailefroide par trois jeunes grenoblois, MM. Artaud, Corcellet et Thevenet (guides : les Rodier père et fils).

Ce trajet est effectué de 1848 à 1862 par une trentaine de touristes parmi lesquels M. Forbes.

1861.

Ascension du Pelvoux, pic occidental, par Ed. Whimper.

1862.

Ascension du Pelvoux par MM. Tuckett et Matthews.

1864.

Ascension de la Barre des Écrins par Ed. Whimper¹.

De cette date à 1872 explorations nombreuses des glaciers et des pics les plus renommés par les Anglais, membres de l'Alpin-Club.

Jetiez un regard sur la carte de l'état-major : ces larges espaces blancs coupés de hachures noires qui figurent les chaînons des Alpes et les pics émergeant ça et là, ce sont les glaciers du massif du Pelvoux, les Arsines, le Glacier Blanc, le Glacier Noir, le Glacier du Sélé, l'Encula, le glacier du Clôt des Cavales, le glacier de l'Homme, celui de la Meije, le glacier des Étançons, le glacier de la Selle, ceux du Plaret, de la Pilatte, de la Bonne-Pierre et l'immense champ de glace du Mont-de-Lans.

Les pics ont des dénominations désormais connues : les deux cimes du Pelvoux, la Barre des Écrins, la Meije, *le pic sans nom*, la tête de l'Étret, le Râteau, la tête des Fétoules, le Clochatel, le Giobernay, Tête de la Charrière, Roche-Faurio, le Plaret, pic du Rif, Aiguille du Plat de la Selle, pic du Dormilhouse, etc. La Barre des Écrins et la Meije sont les seigneurs suzerains de cet immense groupe de pics et de glaciers.

Les ascensionnistes de cette période, pour la plupart de nationalité anglaise, ainsi que nous l'avons dit, ne peuvent être tous nommés. Parmi les plus connus, on peut citer :

MM. Forbes, Coolidge, Taylor, Matthews, Tuckett, Whimper, Oakley Maund, Cust, Pendlebury, Cox, Gardiner, Miss Brevoort.

CLUB ALPIN. — TOURISTES DU DAUPHINÉ. — Vers 1872, les Français entrent en ligne non moins vaillants, non moins tenaces, plus audacieux peut-être que leurs devan-

¹ Escalades dans les Alpes de 1860 à 1869.

ciers d'Outre-Manche ; c'est avec la *furia francesse* et l'obstination britannique qu'ils marchent à l'assaut de la montagne.

On voudrait se rendre compte de ce qu'il y a eu de soudain, de spontané dans cette passion de la grande Alpe qui, si irrésistiblement, poussa vers les âpres jouissances et les périls des ascensions tant de jeunes hommes adonnés jusque-là à l'étude, aux plaisirs de l'existence des grandes villes, ou au charme de la vie de famille.

Dès longtemps des voix autorisées avaient dit les effets de la fréquentation des hauts sommets : vigueur du corps et de la pensée, baume souverain contre les affadissements de l'âme saturée de malsaines influences dans certains milieux sociaux.

Byron, qui fut, à ses heures, ascensionniste aussi bien que boxeur et nageur, avait dit :

« Il est doux de respirer l'air des montagnes ; il y a là une source de vie que ne connaîtra jamais l'indolence. » (Child-Harold).

Michelet : « Sous ces sapins, qu'il fait bon marcher ! Nette en tout temps, libre d'obstacle, la terre donne une noble idée de pureté. Quoi de plus pur que l'air en ces odeurs salubres ? Quel grand apaisement vous sentez peu à peu... nos orages intérieurs se calment au milieu d'eux, nos agitations vaines. (La Montagne).

Victor Jacquemont : « C'est pourtant à ce métier-là (la fréquentation de la montagne) que d'un grand jeune homme de vingt ans, faible et presque mourant, je suis devenu le grand, mince, pâle, maigre homme, mais en dépit des apparences, robuste ou du moins coriace et filandreux. »

« Elle est là, sur les monts, la liberté sacrée »,

a dit Alfred de Musset traduisant presque ces vers du Tasse :

Questo è il porto del mundo ; è qui il ristoro
Delle sue noje, e quel piacer si sente,
Che già senti ne' secoli dell' oro
L'antica e senza fren libera gente.

Est-ce dans ces assurances des grands poètes qu'on peut trouver la source de cette inspiration qui créa l'alpinisme français ? Nous croyons qu'il faut en chercher la cause dans un sentiment plus intime, plus fort et particulièrement national.

Des penseurs profonds, dont à juste titre s'honore la France, Victor Cousin et Théodore Jouffroy ont, comme on sait, constaté et décrit cette évolution de l'esprit humain qui, un instant arrêté mais non emprisonné dans l'erreur d'un système philosophique exclusif et rompart en visière avec le principe régnant, rejette les solutions pendant un certain temps adoptées et proclame une psychologie nouvelle, dénégation du système délaissé. Le matérialisme pur conduisant à l'idéalisme, le scepticisme au mysticisme et *vice versa* ; les excès d'une théorie ne renfermant plus qu'une fraction de vérité, telle est, révélée par l'histoire de la philosophie, la marche de l'esprit humain.

Un semblable phénomène peut être saisi à certaines phases de la vie des nations, dans ces alternatives de grandeur morale ou de terre à terre, de désertion des mobiles supérieurs, dans ces retours brusques autant qu'imprévus vers un idéal de vie sociale plus noble, dans ces passionnés désirs de récupération de l'honneur national. C'est à l'un de ces moments de retour décisif vers le bien, qu'on entend dans une chaire d'économie politique ces généreuses paroles : « Nous demanderons si, au lieu de se renfermer content et résigné dans la vie matérielle comme un chien bien nourri et pas trop souvent fustigé, l'homme ne désire pas s'élancer dans une région supérieure, s'il ne ressent pas l'aiguillon des besoins intellectuels et moraux. » (Rossi).

Ces revirements sont des faits historiques constatés chez les peuples qui, malgré l'oubli, à un moment donné, d'une tradition glorieuse, ne sont cependant dépourvus ni de vitalité ni de généreux instincts de race.

C'est l'histoire de la France en 1872, après cet inouïable désastre d'une guerre ineptement provoquée.

Ceux qui avaient fait leur devoir dans la défense du territoire, les hommes jeunes, instruits et patriotes, silencieux en face des appréciations injurieuses ou simplement injustes venues de l'étranger, se mirent à l'œuvre et tentèrent tout ce qui pouvait reconstituer cette patrie française mutilée et amoindrie et refaire la nation forte et respectée des anciens jours. Dans le travail, dans les mâles exercices du corps, dans de sérieuses et fortes études, il fallait, pour cette tâche, acquérir des énergies d'une trempe supérieure. Une partie de la nation le comprit et pendant que les pouvoirs publics organisaient à nouveau et sur plus larges bases cette force qui se nomme l'instruction publique, l'initiative individuelle créait les sociétés de tir, les sociétés de gymnastique, les sociétés de géographie, celles d'escrime, etc., *l'apinisme enfin*.

Attaquer la montagne, cette chose brutale, monstrueuse ; venir à bout de tout ce qu'elle renferme de terribles périls, n'était-ce point se forger une intrépidité à toute épreuve ?

Il y avait pourtant cause à hésitation pour qui connaît la grande Alpe avec ses escarpements vertigineux, sa température polaire, ses glaciers et la trahison de leurs crevasses, les éboulements pierreux, les ouragans d'innarrable violence, la foudre et l'avalanche, linceul de plus d'un brave !

Qui si convien lasciare ogni sospetto ;
Ogni viltà convien che sia morta.

Ce fut le langage de leur âme ; d'un courage soutenu, ils engagèrent la lutte avec la *statue du Commandeur* et ils eurent raison du monstre de pierre. Il y eut les vainqueurs de la Meije, les vainqueurs de la Barre-des-Écrins, les vainqueurs du Viso (versant français) et autres hauts lieux.

C'est vraiment une époquee hautement héroïque, que l'histoire de ces ascensions. Rien n'égale l'indomptable fermeté de ces audacieux grimpeurs, si ce n'est leur modestie comme narrateurs des choses accomplies. Plus modestes que le héros troyen, le *quorum pars magna fui*

(la part presque toujours réservée à la vanité) est à peu près bannie de leurs récits.

C'est l'impression qui m'est restée de ma lecture des monographies de Paul Guillemin, de Félix Perrin, d'Henry Duhamel.

Le Camoëns et don Alonzo de Ercilia ont eu recours à la langue rythmée et ont invoqué la muse pour dire les hauts faits dont ils avaient été les acteurs aussi bien que les témoins.

Les ascensionnistes ont, avec la plume retrouvée de Victor Jacquemond, raconté simplement, sans emphase, d'un langage français, spirituel et clair, les incidents, les péripéties d'une lutte aussi formidable que celles des fictions homériques, aussi difficile et réelle que les plus hardies entreprises des *conquistadores*.

Qui eût vu le guide Pierre Gaspard, Boileau de Castelnau, Guillemin, Henry Duhamel escaladant le gradin terminal de la cime de la Meije, eût pu s'écrier comme les guerriers astèques à la vue du saut d'Alvarado : ceux-là sont vraiment les fils du Soleil.

Parmi ces vaillants on peut citer, outre ceux que nous venons de nommer, l'américain Coolidge, les français Félix Perrin, Salvador de Quatrefages, Joseph Jullien, Pierre Puiseux, Henri Vincent, Emile Viallet, Lucien Bourron, etc. J'en passe et de très courageux.

Mais sur ce riche fonds de vaillance maintes fois déployée, se détache en singulière vigueur la grande figure du guide Pierre Gaspard, de Saint-Christophe-en-Oisans. Gaspard en qui deux races semblent avoir marqué l'empreinte de leurs traits distinctifs, le Sarrazin, le teint basané, la noire chevelure, le regard profond et calme, le Burgonde, la charpente solide et développée, Pierre Gaspard demeurera comme un type de courage surhumain, de force, d'exquise bonté, de dévouement absolu.

L'alpinisme sera un jour ou l'autre pour un poète de haut vol, né ou à naître, une intarissable source de divine inspiration. Ce sera le *romancero* de l'Europe occiden-

tale au **xix^e** siècle ; car l'anglais précurseur ; l'italien, le suisse, le belge et l'autrichien, ont aussi de glorieuses pages à revendiquer dans l'histoire des ascensions ¹.

Puisse ce noble emploi des forces physiques et de la fermeté du cœur s'incruster dans nos mœurs, demeurer dans la nation comme élément de force et de grandeur ! Puisse cette rude école de courage opiniâtre, de patience, d'ascendant souverain de l'âme sur le corps n'être pas de longtemps désertée ! Que les jeunes Français recueillent comme avertissement salulaire cet éloquent appel de M. Baretli aux jeunes Italiens : « Aux Alpes, mes jeunes amis ! fondez la race des alpinistes d'où naîtra, avec le temps, le mâle type du fort Italien qui fera respecter le pays qui fut son berceau ² »

A. ALBERT.

LES COLLÈGES

DE

GAP ET D'EMBRUN

AVANT 1790

Il existe, aux archives des Hautes-Alpes (série C, n^{os} 148-151), un certain nombre de documents concernant les collèges de Gap et d'Embrun avant la révolution. Ces documents présentent un véritable intérêt, surtout à l'heure actuelle, où l'on s'occupe avec tant de sollicitude de l'instruction publique. Voici une analyse exacte de ces documents ; elle est tirée de l'*Inventaire sommaire*

¹ L'histoire de l'alpinisme est écrite dans les *Bulletins des Clubs Alpins* français, anglais, italien, suisse et dans l'*Annuaire des Touristes du Dauphiné*, dans cent brochures dont un certain nombre sont lues d'un bout à l'autre avec un palpitant intérêt.

² Alle Alpi dunque, miei giovani colleghi ; fondate la razza degli alpinisti chè col tempo ne nascerà il tipo maschio del forte italiano che farà rispettare il paese che gli fu culla (otto giorni nel Delphinato).

des Archives des Hautes-Alpes (C, pages 127-129). Ces indications suffirent, je pense, pour éveiller l'attention des chercheurs et des amateurs de notre histoire locale.

C. 148. (Liasse.) — 26 pièces, 176 feuillets, papier.

1616-1762. — COLLÈGE DE GAP. — Contrat entre Guillaume Davin et le capitaine Paul Bellon, châtelain royal de Montalquier, consul de Gap, d'une part, et Guillaume *Petenis*, prieur des Dominicains de Gap ¹, par lequel les écoles de la ville de Gap sont confiées, pour deux ans, aux Dominicains. Ils « tiendront l'école dans la maison vieille du couvent », y feront première et seconde classe, conduiront les enfants aux processions, etc.; et ce, moyennant 255 livres par an; 4 octobre 1616. — Sentence du vibailli du Gapençais, ordonnant aux Dominicains qui dirigeaient le collège de la ville de Gap, existant depuis « des temps immémorés », près des murs de la ville, à côté du temple des Réformés, et qu'on avait naguère transféré près de « *la Granaterie* » et près du palais de justice, de ne plus tenir ce collège vis-à-vis de son prétoire, attendu que le bruit des écoliers était incommode aux voisins; 23 octobre 1618². — Délibération des notables habitants catholiques de Gap, par laquelle ils confient la direction des écoles et du collège aux Dominicains, afin de leur fournir les moyens d'exister et de pouvoir réparer leur église en ruines; 18 août 1622. — Contrat entre « Reimond *Juvenis*, advocat en la cour et procureur du Roy au balliage de Gap ³ », Laurent de

¹ Les Dominicains s'établirent à Gap, en 1427, sous l'épiscopat de Léger d'Eyragues (1411-29). Le père Ponce de La Motte (*de Motta*), « professeur de théologie », fut le premier prieur du couvent. (Voir *Bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes*, 1883, p. 437-439).

² Ce document a été publié dans le *Bulletin* cité (année 1882, p. 54).

³ Raymond Juvenis, mort à Gap, le 7 janvier 1703, à un âge très avancé, est l'auteur d'une *Histoire du Dauphiné*, inédite, qui se conserve à la bibliothèque de Carpentras, et de *Mémoires sur la ville de Gap*, également inédits, déposés à la bibliothèque de Grenoble. Quelques notes de lui sont à la bibliothèque de Gap et aux archives des Hautes-Alpes (série G, 1058).

Bouffier, sieur de Salavert, aussi avocat, et Jean-Luc Eyraud, consuls modernes de Gap, d'une part, et Dominique *Clérici*, prieur des Dominicains de Gap, d'autre part, par lequel ce dernier promet de fournir des « regeants » pour chacune des trois classes du collège de la ville, moyennant 400 livres tournois de l'Édit; 17 mars 1644. — Protestation des Dominicains contre toute délibération qui serait prise par les consuls de Gap dans le but de leur ôter la direction du collège, laquelle ils ont eue « jusqu'à la fin du mois d'aoust 1692, que les ennemis de l'Etat entrèrent dans cette ville, la pillèrent, y mirent le feu et la détruisirent, tous les habitans l'ayant dezertée et quittée; à cause de quoy, il n'y a point eu de jeunesse qui soit venue audit collège, que ledit couvent a toujours conservé et offert de tenir »; 1706. — Délibération du conseil de la ville de Gap par laquelle la direction du collège est confiée aux Pères de la Doctrine chrétienne; 26 avril 1722. — Requête adressée au Roi, tendant à obtenir que la direction du collège de Gap fût confiée aux Dominicains; 1732. — Conventions passées entre les consuls de Gap et les Dominicains chargés de la direction du collège de cette ville. « On enseignera dans ledit collège la philosophie et toutes les parties de la grammaire latine et des humanités, à commencer par les premiers principes ». Les Dominicains fourniront cinq professeurs ou régents et un frère pour enseigner à lire et à écrire; et ce, moyennant la somme de 250 livres pour chaque professeur et de 100 l. pour le frère. Les classes s'ouvriront le 2 novembre et fermeront: la philosophie, le 15 août; la rhétorique, le 25; les humanités, le 30; les autres classes, le 7 septembre, et l'école du frère, le 1^{er} octobre. Chaque élève, à l'ouverture des classes, payera 12 sols; l'école du frère sera gratuite. Les Dominicains fourniront « le nouveau local du collège »¹; en y faisant les réparations nécessaires, moyennant 6.000 livres; 20 décembre

¹ C'est le local occupé en partie, en 1790-1800, par le Directoire du département des Hautes-Alpes, et actuellement, par le tribunal civil de Gap.

1756. — Mémoire présenté par les Dominicains aux consuls de Gap pour obtenir le complément du prix des travaux exécutés aux bâtiments destinés à servir de collège; 1757. — Supplique des consuls de Gap à l'évêque de cette ville, le priant de leur accorder quatre ecclésiastiques pour instruire la jeunesse, vu le refus des Dominicains de continuer à le faire; 1762. — Mémoire relatif à la cessation de la direction du collège par les Dominicains et au remboursement de la somme de 6.000 livres réclamée par la ville de Gap aux Dominicains (vers 1765).

C. 149. (Liasse). — 12 pièces ou cahiers, 128 feuillets, papier; 1 pièce, parchemin.

1230-1774. — COLLÈGE D'EMBRUN. — Donation par Amiel d'Agoût, seigneur de Claret et de Rousset, et Guillaume de Claret, aux religieux de Saint Jérôme du Pin (*de Pinu*), de Curban, diocèse de Gap (Basses-Alpes), de terres situées à Rousset et à Melve; 3 septembre 1393. — Transaction au sujet de terres sises à Rousset, entre Antoine Bermond, seigneur de la Bastide de Rousset, près Curban, et les religieux de Saint-Jérôme du Pin, 23 juillet 1470. — Échange entre les mêmes, de terres situées à Rousset, à Curnier (*Curneyra*); 14 février 1482. — Affranchissement par Guillaume-François de Gervasy de Paul de Lamanon, seigneur de Rousset, en faveur du collège des Jésuites d'Embrun, du droit de « tasque, de neuvain et du vingtain, sur 3280 cannes de terre que le collège possède au pied de la Condamine du Pin, terroir de Rousset »; 17 novembre 1708. — Bail emphytéotique passé par François Dalmas, syndic du collège des Jésuites d'Embrun, en faveur de Martin Peyre, de Saint-André-lès-Embrun, d'une propriété située audit Saint-André; 19 mars 1732. — Transaction entre Marie du Serre et Antoine-François de la Villette, seigneur de Furmeyer et en partie de Veynes, d'une part, et Henri Brissac, syndic du collège des Jésuites d'Embrun, d'autre part, au sujet de la démolition d'une « glassière » qui avait été construite sur

les fonds des Jésuites, « comme prieurs du prieuré Saint-André-lès-Gap, uny à perpétuité audit collège¹ » ; 15 mars 1702. — Mémoire en faveur du collège d'Embrun, contre le seigneur et les habitants de Rousset, hameau de Curbans (Basses-Alpes), au sujet du prieuré du Pin, « uni au collège d'Embrun par bulle de l'année 1608, confirmé par autre bulle de l'année 1614. Ce prieuré qui consiste en un domaine noble et allodial, situé au lieu de Rousset, avec le droit de disme, qui se lève sur les habitants dudit Rousset fut érigé en prieuré par bulle de l'antipape Benoit XIII, séant à Avignon (1396) en faveur des religieux de l'ordre Saint-Jérôme, quoiqu'il portât déjà le nom de prieuré depuis 1230. Durant les troubles de la Ligue, le sieur de Saint-Véran se saisit du prieuré et de la maison monacale qui, ayant été entièrement ruiné et abandonné par les religieux, fut quelque temps après unie à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, jusqu'à ce que le frère de Juvénis, religieux de Saint-Jérôme, se remit en possession de ce prieuré sous le titre de prieuré rural et conventuel. En l'année 1608, le frère de Juvénis se démit de son droit pour être ledit prieuré rural et conventuel uni au collège d'Embrun, qui venoit, d'être récemment érigé, par bulle de même année² la commission fut donnée pour l'unir au collège, et le seigneur évêque de Gap donna son consentement, à la charge que le collège serait tenu de nourrir et d'entretenir deux enfants dans le collège, pour y estre élevés dans les exercices de la science et de la piété, aux places desquels il nommeroit tous les dix ans » (1744). — Obligation de 203 livres, en faveur du collège d'Embrun par Claude Roussin-Bouvard, d'Orcières, 1735. — Procès relatif au domaine du *Serre*, à Romette, 1741. — Bail à ferme du domaine de *Saint-Sépulcre* (commune de Chorges),

¹ Le prieuré de Saint-André-lès-Gap, de l'ordre de Cluny, fondé en 1029, fut ruiné par les protestants, en 1562, et donné en 1618 au collège d'Embrun (cf. ma *Notice historique* sur ce prieuré, 1882, passim ; le *Bull. de la soc. d'Études des Hautes-Alpes*, 1886, p. 58, etc.)

² Le collège d'Embrun, suivant l'acte de fondation, fut établi le 6 mai 1605.

passé par Michel Vial, principal du collège d'Embrun, en faveur de Pierre Guérin, de Saint-Martin-de-Puissac, près Grenoble (Isère), moyennant 400 livres ; 2 mars 1774. — État des revenus et charges de toute nature du collège d'Embrun (15 septembre 1764). Les revenus s'élèvent à la somme de 12,668 livres 19 sous 11 deniers, et les charges, à celle de 12,462 l. 13 s. Parmi les revenus on remarque les suivants : le prieuré *Notre-Dame-des-Baumes* (commune de Châteauroux) ¹, 1140 l. ; le prieuré de Notre-Dame du Pin (commune de Curban, Basses-Alpes), 1600 l. ; le prieuré du *Saint-Sépulcre* (commune de Chorges), 500 l. ; le prieuré de *Saint-André-lès-Gap*, 5830 l. ; la chapelle de *Saint-Martin du Mélézin*, diocèse de Gap, 180 l. ; la coseigneurie d'Orcières, acquise par les Jésuites, le 25 octobre 1686, 400 l. ; etc. — Les principales charges sont : décimes, 1867 livres 8 sols ; portions congrues aux curés d'Orcières, Champoléon, Saint-Léger, Chabottes, Saint-Didier en Dévoluy, Saint-André-lès-Gap et Gap (à cause du prieuré de Saint-André), 1749 l. ; au principal du collège, 500 l. au préfet des classes, 400 l. ; au professeur de physique, 300 l. ; à chacun des professeurs de logique, rhétorique, seconde, troisième, quatrième et cinquième, 300 l. ; nourriture et entretien desdits professeurs, 3000 l. ; domestiques, 500 l. ; bibliothèque, 150 l. ; prix à distribuer aux écoliers, 150 l., etc. 15 septembre 1764.

C. 150. (Liasse.) — 42 pièces ou cahiers, 216 feuillets, papier ; 1 pièce, parchemin.

1765-1790. — COLLÈGE D'EMBRUN. — Mémoire adressé par les consuls de la ville d'Embrun à l'évêque d'Orléans, au sujet de leur collège, « qui se trouve réduit aux dernières extrémités, faute de revenus » ; 1765. — Procédure en faveur des consuls d'Embrun, « en cette

¹ Il avait été uni au collège d'Embrun par une bulle pontificale du 25 juin 1605.

qualité œconomes des biens des ci-devant Jésuites¹ », contre Arnaud Blanchard, « habitant au quartier de Saint-Jean, terroir de Mont-Alquier » commune de Gap ; 1767. — Bail à ferme passé par Michel Vial, principal du collège d'Embrun, à Hippolyte Eyriey, du Petit-Puy, hameau d'Embrun, d'une vigne « d'environ quinze fosserées », située au mas de *Froussane* ; 1774. — Mémoire relatif au domaine sis à Romette, cédé au collège d'Embrun, le 15 mai 1702, par la dame de Rochefort. — Baux à ferme de possessions diverses, situées à Embrun, à Saint-Léger en Champsaur, à Champoléon, à Curban, à Claret et autres lieux, 1774-77. — Reconnaissance de quelques terres, par Jean Marchand, dit *Soldal*, des Uscas, hameau d'Orcières, en faveur du collège d'Embrun ; 1778. — Bail emphytéotique passé par François Chappen, principal du collège d'Embrun, en faveur d'Antoine Nicolas, bourgeois de Sisteron, « du domaine appelé *Saint-Jérôme*, situé dans le terroir de Sisteron, dépendant du prieuré du Pin » ; 1782. — Baux à ferme et à mi-fruits passés par M^e François Chappen, principal du collège, à divers individus ; 1785. — Livre des recettes des années 1786, 1787, 1788, 1789, 1790. — Signification faite au collège d'Embrun de la part des habitants de *Serre-Eyraud*, hameau d'Orcières, et du *Clot-Davin*, hameau de Champoléon, tendant à l'établissement d'un vicaire pour desservir lesdits hameaux ; 1788. — Mémoire relatif au prieuré du Pin, commune de Curban (Basses-Alpes), 1789. — État des biens et revenus du collège d'Embrun, en 1790.

C. 151. (Liasse.) — 9 pièces ou cahiers, 177 feuillets, papier.

1770-1790. — Lettres diverses relatives aux gratifications qui étaient payées à plusieurs Jésuites par le collège d'Embrun. La plupart sont adressées de Paris

¹ A la suite de la suppression de leur ordre en France (6 août 1762), les Jésuites furent obligés d'abandonner leur collège d'Embrun ; ils en sortirent le 29 septembre 1763 ; ils furent remplacés par des prêtres séculiers, jusqu'en 1792.

par M. de Saincy à M. Vial, principal du collège. On rencontre encore les noms des jésuites Allard, Antoine, Chappen, Monnoy, Rossignol, Michel, fixés à Embrun ; Bérard et Hermil, établis à Briançon. — Bordereaux de paiements faits par M. Blein, principal du collège d'Embrun, en 1786-1789. — Quittances : en faveur de M. Vial, principal du collège d'Embrun, de 1771 à 1779 ; — en faveur de M. Chappen, principal dudit collège de 1781 à 1786. — Proclamation du Roi sur un décret de l'assemblée nationale portant que l'Économet général, continuera pendant l'année 1790, la régie qui lui a été confiée.

P. G.

LA COMMUNE DE RAMBAUD

EN 1693.

Je Jean Faure, prebtre et curé de Rambaud, certiffie que dans led. lieu de Rambaud et son terroir, il n'y a aucun garson ny june marié quy soit en estat de porter les armes, et que partie desd. habitants ont quitté le lieu, à cause que, dans led. lieu, il n'est resté aucune maison, ayant esté toutes brûlées par les ennemis de l'Estat ; n'estant resté que trois ou quatre maisons forestières dans led. terroir quy n'ayent esté brûlés ; estant la plupart des habitants dud. lieu pauvres ; les ennemis leur ayant presque tout pillié ou brûlé. Ayant fait le présent au requis des consulz dud. lieu, pour leur servir à ce que de raison.

A Rambaud ce [26 janvier] 1693.

FAURE.

(Arch. com. de Rambaud). — P. G.

NÉCROLOGIE.

M. GERMAIN.

M. Charles-Alexandre GERMAIN, membre honoraire de la Société d'études des Hautes-Alpes, est mort à Montpellier, le 26 janvier 1887, à l'âge de 77 ans ; il était né à Paris le 14 décembre 1809.

M. Germain était doyen et professeur honoraire de la Faculté des lettres de Montpellier ; membre de l'Institut et d'un grand nombre de sociétés savantes ; officier de la Légion d'honneur.

Tous nos confrères de la Société d'études savent quel intérêt M. Germain portait à notre œuvre ; ils se souviennent des encouragements qu'il n'a cessé de nous prodiguer ; des ouvrages importants dont il a accru notre Bibliothèque. Dès avant l'apparition de notre premier Bulletin, il nous offrait, par l'intermédiaire de M. A. de Lavalette, son ami et notre président actuel : sa magnifique *Histoire de la commune de Montpellier*, 1851, 3 vol. in-8° ; l'*Histoire du commerce de Montpellier*, 1862, 2 vol. in-8° ; la *Géographie historique du comté de Melgueil et de la seigneurie de Montpellier*, 1882, 1 vol. in-8° (Voy. *Bull. de la Soc. d'études*, 1882, p. 203). Plus tard, il nous envoyait son travail sur la *Faculté de théologie de Montpellier*, 1883, 1 vol. in-4°, et sa précieuse notice sur *Pierre Flamenchi*, « prieur de Romette », 1884, 1 vol. in-4° (*Bull.*, 1884, pp. 127, 455 et 488). Récemment, — presque à la veille de sa mort, — il nous adressait encore, avec une dédicace autographe, pleine de délicatesse, le beau monument qu'il a élevé à la gloire de Montpellier, son *Mémorial* ou *Liber instrumentorum memorabilium* (*Bull.*, 1887, p. 75, n° 374).

Aucun de nous, non plus, n'a oublié les lettres encourageantes que M. Germain a bien voulu nous écrire à plusieurs reprises (cf. *Bull.*, 1885, p. 98, 229, etc.).

Mais pour mieux faire connaître et apprécier le vif intérêt que M. Germain portait à notre société alpine, je crois devoir transcrire ici quelques passages d'une lettre que M. de Lavalette m'a adressée peu de jours après la mort de notre éminent confrère. Je remercie notre président d'avoir bien voulu m'autoriser à publier ces extraits.

« La mort de M. Germain, dit M. de Lavalette, m'a été
« très pénible. Malgré son grand âge, il y avait en lui une
« organisation si bien équilibrée, un si grand calme, des
« apparences telles, qu'il semblait avoir encore beaucoup
« d'années à vivre. Aussi en le quittant, pour la dernière
« fois, il y a un an, la pensée ne m'est pas venue que je ne
« dusse plus le revoir. Avec lui se sont brisées des rela-
« tions pleines de sympathie, d'une grande cordialité, et
« empreintes pour ma part d'une véritable admiration
« pour ce travailleur infatigable, qui poursuivait sa tâche
« avec un calme et une sérénité qui n'ont jamais eu un
« moment de défaillance. Et cependant ses travaux
« n'avaient pas toujours été appréciés comme ils auraient
« dû l'être ; comme ils le seront certainement après lui.

« ... Je l'ai souvent entretenu du projet d'organisation
« de la Société, bien avant qu'elle ait été constituée.
« Quand je lui parlais des difficultés que bien des gens
« prévoyaient, je n'ai jamais rencontré chez lui que des
« paroles d'encouragement et d'excellents conseils. Il a
« applaudi de tout cœur quand on s'est mis à l'œuvre.
« Vous savez avec quel empressement il m'a envoyé
« pour la Société les cinq volumes de son remarquable
« travail sur Montpellier, et le plaisir qu'il a eu à se
« faire inscrire des premiers parmi nos membres hono-
« raires. Toutes les fois que je l'ai vu, depuis, nous
« parlions de la Société, de son développement, de ses
« publications, et quand je l'entretenais de toutes les
« misères qui nous venaient de la part de personnes de qui
« nous attendions une collaboration ou tout au moins une
« action efficaces, il me répondait, avec ce sourire qui lui

« était particulier : *Ne vous arrêtez donc pas à ces petites tracasseries : elles sont de l'essence des Sociétés plus ou moins savantes ou littéraires. Soyez persuadé que la vôtre est une des mieux réussies, surtout en égard aux conditions dans lesquelles vous vous trouvez* ».

Le jour des obsèques de M. Germain, trois discours, très remarquables, ont été prononcés, par MM. F. Castets, doyen de la Faculté des lettres de Montpellier ; Revillout, professeur de la Faculté, et Boyer, boursier d'agrégation, au nom des Étudiants. Nous voudrions pouvoir reproduire ici ces discours qui font si bien connaître M. Germain, comme professeur et comme savant¹.

« Sa porte, dit M. Castets, était toujours ouverte, non seulement aux élèves de la Faculté, mais à tous ceux qui désiraient profiter de sa science et de ses conseils... Tel qui occupe une haute situation dans l'enseignement, sait que, s'il est arrivé à conquérir ses titres, il le doit à l'influence fortifiante que M. Germain a exercée sur sa jeunesse. A certains moments de la vie, un mot bienveillant, un conseil, quelques directions déterminent l'avenir d'un jeune homme... »

« C'est à Nîmes, dit M. Revillout, que M. Germain comprit sa véritable vocation de savant et qu'il composa ses premiers essais d'histoire locale... Aujourd'hui, que tous les moyens d'apprendre se sont multipliés, que les méthodes et les outils de la science commencent à être entre les mains de tous, on ne se fait pas une idée juste des difficultés contre lesquelles allait se heurter M. Germain. Les archives locales étaient inexplorées, les inventaires de leurs richesses à peine commencés, les grandes publications de documents qui ont été faites depuis n'étaient pas même à l'état de projet. En province surtout, le travailleur, isolé, livré à lui-même, sans secours à sa

¹ Voir le *Messager du Midi* du 31 janvier 1887, et aussi la brochure : UNIVERSITÉ DE FRANCE. FACULTÉ DES LETTRES DE MONTPELLIER. *Alexandre-Charles GERMAIN, doyen et professeur honoraire de la Faculté*, etc. (Montpellier, impr. Jean Martel, 1887, 8°, 21 p.).

portée, sans méthode, était obligé de se suffire et d'improviser ses instruments et ses règles de travail. Mais M. Germain... avait... cette ardente curiosité de l'inédit qui fait chercher l'histoire à ses sources mêmes... Depuis lors, il ne se reposa jamais, et s'acharna, pendant un demi-siècle, à son œuvre laborieuse ¹ ».

Dans la séance de l'Académie des inscriptions et belles-lettres du 4 février 1887, M. Bréal, président de l'Académie, a prononcé, à l'occasion de la mort de M. Germain, un discours dans lequel il apprécie ainsi en quelques mots l'*Histoire de la commune de Montpellier*: « Ouvrage de longue haleine, moitié récit, moitié documents, qui offre, de la manière la plus complète et la plus fidèle, l'image de la vie municipale aux XII^e, XIII^e et XIV^e siècles, dans une grande ville de commerce et d'université... Mais ce n'est pas pour le plaisir de nous faire vivre de cette vie si animée et si étrange que l'auteur a écrit son histoire. Il y attachait une portée plus haute ;... il se flattait d'aider au réveil de la vie municipale. En même temps qu'il trouvait dans ces documents les origines de la société moderne, il y cherchait des leçons pour l'avenir. « La raison d'être du présent et le salut de l'avenir, telles nous apparaissent, disait-il, à nous aussi, les Communes ».

Les documents que M. Germain « a déchiffrés, publiés, datés, dit encore M. Bréal, répondent à toutes les exigences de la critique.... Par sa conversation, par l'exemple

¹ Voici comment, en 1860, M. Germain exposait lui-même sa méthode de travail dans une espèce de préambule qu'il avait fait imprimer pour la collection de ses *Mémoires académiques d'histoire et d'archéologie*: « J'ai conscience, disait-il, des recherches que m'ont coûtées ces travaux et du principe de rigoureuse exactitude qui a présidé à leur rédaction. J'ai tenu à honneur, la plupart d'entre eux reposant sur des textes inédits, de ne rien avancer dont je n'eusse les preuves en mains ; et par surcroît de précision en même temps que de délicatesse, je me suis donné le lecteur pour juge soit en reproduisant au bas des pages des extraits ou analyses de pièces originales souvent importantes, soit en éditant à la suite de chaque mémoire celles de ces pièces qu'il m'a paru utile de livrer en entier au public ».

qu'il donnait, il répandait autour de lui la curiosité scientifique et la connaissance des vraies méthodes. Montpellier lui doit une bonne partie de son mouvement littéraire. Connu et respecté de tous, malgré la franchise de son langage, ou plutôt à cause de cette franchise, il exerçait une autorité incontestée : comme l'a dit à ses funérailles un de ses collègues, l'on était fier de lui ».

« Je ne saurais finir (c'est toujours M. Bréal qui parle) sans rappeler un dernier trait. M. Germain était un chrétien convaincu et sincère. Les professions de foi religieuses ne manquent pas dans ses ouvrages. Mais jamais l'ardeur de ses croyances n'a altéré son impartialité de savant. Dans son livre sur l'Église de Nîmes, où abondent les citations tirées de la Bible et des Pères de l'Église, et qui est dédié à Mgr Jean-François-Marie Cart, évêque de Nîmes, l'auteur, amené par la suite du récit à la révocation de l'édit de Nantes, ne craint pas de dire « *que c'est un de ces mystères d'iniquité sur lesquels la science historique n'a pas encore donné son dernier mot* ». Parole qui honore le catholique en même temps qu'elle donne confiance en l'historien »¹.

La Société d'études des Hautes-Alpes sera toujours fière d'avoir compté M. Germain parmi ses membres de la première heure, et reconnaissante de l'intérêt qu'il n'a cessé de lui témoigner jusqu'à la veille de sa mort. Elle conservera précieusement les ouvrages de ce savant si bienveillant, comme expression d'encouragements autorisés et comme des exemples de méthode dans le travail.

M. PELLOUX.

Notre confrère M. Jules-Hippolyte-François PELLOUX vient de s'éteindre, jeune encore, à l'âge de 45 ans.

Pendant plusieurs années, M. Pelloux exerça les délica-

¹ INSTITUT DE FRANCE. ACADEMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES. Discours de M. Bréal, président de l'Académie, à l'occasion de la mort de M. A. Germain, membre libre de l'Académie, lu dans la séance du vendredi 4 février 1887 (Paris, Didot, 1887, in-4°, 8 p.).

tes fonctions de secrétaire en chef de la mairie de Gap. En cette qualité, il se rendit très utile, surtout lors de la funeste guerre de 1870. M. Pelloux était receveur municipal et des établissements de bienfaisance de Gap. Il était, en outre, sous-lieutenant des sapeurs-pompiers (depuis le 9 nov. 1875), vice-président de la société de secours mutuels de cette compagnie (depuis 1884), membre titulaire de la société de secours mutuels de Saint-Éloi, contrôleur de la caisse d'épargne, etc. Au début de 1885, il avait été reçu membre de la Société d'études des Hautes-Alpes.

M. Pelloux n'a pas cessé un instant de donner des preuves de dévouement aux intérêts de sa ville natale ; dévouement qui lui a valu, à diverses reprises, d'honorables distinctions : médaille de bronze (16 juillet 1881) ; médaille d'argent de 2^e classe (1883) ; mention honorable lors des récentes inondations de novembre 1886, etc.

On peut dire que toute la population de Gap a pris part aux obsèques de M. Pelloux (13 mars 1887). Sur sa tombe M. Colomb, secrétaire en chef de la mairie de Gap, et M. Jeanselme, capitaine des sapeurs-pompiers, ont rappelé, à grands traits les services rendus par notre regretté confrère. Leurs discours ont été reproduits par la plupart des journaux de la localité. Redisons ici avec M. Jeanselme que M. Pelloux, « d'une grande affabilité dans ses relations, et doué d'un caractère droit, serviable, généreux », possédait « la confiance et l'estime de tous ceux qui l'approchaient ».

M. SURELL.

M. Alexandre SURELL, ingénieur en chef des ponts et chaussées, officier de la Légion d'honneur, est mort à Versailles le 13 janvier 1887, dans sa 74^e année. Il était né à Bitche, en Lorraine, le 18 avril 1813. Au début de sa brillante carrière, il fut nommé ingénieur ordinaire des ponts et chaussées à Embrun. C'est alors qu'il composa sa remarquable *Étude sur les torrents des Hautes-Alpes* (1841), ouvrage qui fut couronné, en 1843, par l'Académie

dessciences et qui, depuis, a rendu tant des services à notre pays, en faisant connaître les véritables méthodes de reboisement et les travaux de nature à atténuer les ravages des torrents. On sait que ce travail a été complété, plus tard, par notre compatriote M. Cézanne, ami de M. Surell.

En 1853, M. Surell devint ingénieur des chemins de fer du Midi. Peu après (1854), il fut nommé directeur de l'exploitation et du canal latéral à la Garonne. Il devint ensuite (1859) directeur de la Compagnie, puis (1872) administrateur de cette même compagnie : emploi qu'il n'a pas cessé de conserver jusqu'à sa mort.

Pendant son séjour à Embrun, M. Surell fut créé chevalier de la Légion d'honneur (ordonnance du 21 août 1842). Il fut nommé officier, par décret du 24 août 1859.

M. Surell avait gardé des Alpes un souvenir affectueux et qui se traduisit souvent par des faveurs marquées envers nos compatriotes, dont plusieurs, grâce à lui, ont été admis dans le service de la Compagnie du Midi. Dès les débuts de la Société d'études, il s'intéressa à elle et, en 1883, il voulut bien demander à en faire partie. Il fut proclamé membre de notre Société dans la séance du 15 novembre 1883.

L'approbation donnée à notre œuvre par des esprits tels que M. Surell doit prouver, surtout aux indifférents, son utilité véritable.

P. G.

CHRONIQUE

CONGRÈS DE SOCIÉTÉS SAVANTES.

Suivant une circulaire ministérielle, en date du 28 février dernier, le Congrès des Sociétés savantes en 1887 s'ouvrira le 31 mai prochain à la Sorbonne. Parmi les questions portées au programme nous appellerons spécialement l'attention sur les suivantes.

SECTION D'HISTOIRE ET DE PHILOLOGIE. — Origine, importance et durée des anciennes foires. — Anciens livres de raison et de comptes, et journaux de famille. — Liturgies locales antérieures au xvii^e siècle. — Étude des anciens calendriers. — Origine et règlements des confréries et charités antérieures au xvii^e siècle. — Histoire des mines avant le xvii^e siècle. — Objet, division et plan d'une bibliographie départementale, etc.

SECTION D'ARCHÉOLOGIE. — Signaler les actes notariés du xiv^e au xvi^e siècle contenant des renseignements sur la biographie des artistes et particulièrement les marchés relatifs aux peintures, sculptures et autres œuvres d'art. — Quelles mesures pourraient être prises pour améliorer l'organisation des musées archéologiques de province, leurs installations, leur mode de classement, et pour en faire dresser et perfectionner les catalogues ?

SECTION DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES. — Réforme de l'impôt foncier des propriétés non bâties. — Échelle comparée des principaux salaires et du prix des denrées de consommation les plus usuelles. — Mortalité dans les diverses professions. — Budgets et dettes des départements ou des communes.

SECTION DES SCIENCES. — Étude du mistral. — Méthode d'observation des tremblements de terre. — Comparaisons des climats du midi et du Sud-Est de la France. — Étude des migrations des oiseaux. — L'âge du creusement des vallées, etc.

SECTION DE GÉOGRAPHIE HISTORIQUE ET DESCRIPTIVE. — Anciennes démarcations des diocèses et des cités de la Gaule conservées jusqu'aux temps modernes. — Exposer les découvertes archéologiques..., les documents géographiques curieux. — Biographies des anciens voyageurs et géographes français, etc.

Nota. Le programme complet est déposé au secrétariat de la Société d'Études.

ÉTAT DE LA FRANCE EN 1789.

Une circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, en date du 14 février 1887, signale aux sociétés savantes l'intérêt qu'il y aurait à mettre en ordre, dès à présent, les matériaux, dispersés un peu partout, qui permettraient de faire le tableau de la France en 1789 et « d'écrire l'histoire impartiale de la Révolution ». M. le Ministre fait connaître un projet de plan arrêté par le Comité des Travaux historiques pour l'état descriptif d'une généralité ou d'une région de la France. Ce projet comprend tous les documents relatifs : 1° à l'état des personnes (clergé, noblesse, tiers-état) ; 2° à l'état des terres ; 3° à l'administration (administration générale, finances, justice, état militaire, marine, instruction publique et beaux-arts) ; 4° à l'agriculture, industrie et commerce.

EXPOSITION ET CONCOURS D'AIX.

A l'occasion des fêtes solennelles qui consacreront le 4^e anniversaire de la réunion de la Provence à la France, une exposition iconographique, archéologique et artistique aura lieu à Aix. L'ouverture de cette exposition est fixée au 10 juin prochain ; sa durée sera d'un mois environ. Parmi les départements admis à l'exposition figure celui des Hautes-Alpes qui, en très grande partie, on le sait, pendant longtemps, appartient aux comtes de Provence.

En outre un concours scientifique est ouvert, à cette occasion, sur les sujets suivants : 1° Causes de la variabilité du climat de la Provence ; 2° Étude comparative par cartes de l'état de la viabilité et du régime des eaux de la Provence en 1486 et 1886 ; 3° Étude sur les eaux thermales d'Aix ; 4° La Provence et la ville d'Aix au point de vue stratégique dans l'antiquité et à notre époque. Les mémoires devront être déposés avant le 1^{er} mai.

BIBLIOGRAPHIE ALPINE.

381. [CHAPER (Eugène), ancien député de l'Isère]. *Recueil de documents relatifs... au Dauphiné*. 4^e fascicule: *Notice historique sur les édifices religieux détruits de 1790 à 1820 dans le département de l'Isère*, rédigée en 1822 par M. Amédée DUCOIN, bibliothécaire de la ville de Grenoble, et publiée par UN VIEUX BIBLIOPHILE DAUPHINOIS, Grenoble, F. Allier, 1886, 8^o, ix-96 p. — Dans cette notice très substantielle l'auteur a fait une nomenclature complète des monuments religieux détruits pendant la Révolution dans le diocèse actuel de Grenoble. Chaque article est accompagné de « quelques lignes indiquant l'antiquité des bâtiments, les noms de leurs fondateurs et les faits les plus saillants de leur histoire ». Plusieurs articles nous intéressent directement, par exemple, celui qui est consacré au couvent des religieuses de Sainte-Claire, de Grenoble, dans lequel se trouvait le tombeau de Claudine de Béranger, épouse du connétable de Lesdiguières (p. 21). — C.

382. CHEVALIER (D^r Ulysse). *Armorial historique de Romans*. Deuxième édition, considérablement augmentée. Suivi du *Livre d'Or de la même ville*. Lyon, Aug. Brun, 1887, in-8^o, de xviii-258 p. — « Le blason, pour être aujourd'hui une langue morte, n'a rien perdu de son intérêt historique ». « Les armoiries existent depuis longtemps ; elles sont intéressantes à connaître et utiles à étudier, car ce sont les guides indispensables de l'archéologie ou de l'histoire ». Voilà la raison d'être du remarquable travail que vient de publier le D^r U. Chevalier, travail dont la valeur est doublée par la forme simple et commode que l'auteur lui a donnée. Tous les articles sont classés d'après l'ordre alphabétique des familles. Chaque article comprend : 1^o une note biographique succincte, mais suffisante pour l'histoire sur les personnages appartenant à la ville de Romans par la naissance, par un emploi ou par un long séjour ; 2^o une description des blasons, d'après les armoriaux, les sceaux, les cachets, les médailles, les gravures, les *ex-libris*, etc. (p. xvi). Un certain nombre d'articles présentent un véritable intérêt pour nous. Tel est, par exemple, l'article consacré à la famille GUZAN. « Cette famille, dit M. le D^r U. Chevalier (p. 110), a compté plusieurs magistrats distingués, et deux de ses membres ont eu, au siècle dernier, une célébrité plus retentissante que morale. Elle a commencé par un colporteur des Hautes-Alpes, Pierre Guérin [de Ceillac, canton de Guillestre], qui vint, en 1520, s'établir à Romans comme orfèvre, changeur et fut maître de la Monnaie. Enrichi par le commerce, il acquit des propriétés à Montoux, par acte du 3 janvier 1533, et fit embrasser à ses fils des carrières libérales. » L'ainé, Antoine fut juge royal de Romans. « Henri III, par lettres patentes d'octobre 1581, lui accorda la noblesse, en récompense de son dévouement pendant les guerres civiles. » Henri-Antoine, fils du précédent, juge royal (†1622). François, fils du précédent, fut con-

seiller au parlement en 1637; « il acheta la terre de Tencin, dont lui et ses descendants prirent le nom » († 1692). Antoine, fils du précédent, fut premier président au parlement de Chambéry, en 1696. » C'est le père du cardinal Pierre Guérin de Tencin, archevêque d'Embrun, puis de Lyon (1679, † 1758) et de Madame de Tencin, « mère du célèbre d'Alembert ». « Cette famille s'est éteinte par la mort, à Paris, le 11 avril 1886, de Laurent-Joseph Guérin de Tencin, âgé de 99 ans, fondateur et président des sociétés des Sauveteurs de France. Il avait, à ce titre, reçu dans la séance solennelle du 12 juillet 1855 un sabre d'honneur ». — *D'Or au laurier de sinople* (Chorier dit au pommier arraché); *au chef de gueules chargé d'une étoile d'or, cotoyée de deux besants d'argent*. — Devise : IN TRINO OMNIA, ET UNO. — C.

383. CHEVALIER (Ulysse), chanoine honoraire, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, *Itinéraires des Dauphins de la troisième race* (Anne et Humbert 1^{er}, Jean II, Guigues VII et Humbert II). — Nous nous proposons de revenir plus tard sur ces précieux itinéraires qui rendront à l'avenir les plus grands services aux historiens, surtout du Dauphiné. Notons ici, pour le moment, qu'ils forment la 44^e livraison (supplémentaire) du *Bulletin d'histoire et d'archéologie du diocèse de Valence* (in-8°, de 26 et 19 pages). — C.

384. FEUILLE DES JEUNES NATURALISTES, n° du 1^{er} février 1887, pp. 48-55 : *Note géologique sur la chaîne de Lure* (Basses-Alpes), par W. KILIAN. — Nous saisissons cette occasion pour recommander à nos lecteurs qui s'occupent de sciences naturelles cette excellente revue mensuelle, dont le prix d'abonnement n'est que de 3 fr. par an. (S'adresser à M. Adrien DOLLFUS, directeur, 35, rue Pierre Charron, à Paris). — S.

385. FILLET (l'abbé). *Dépendances de Montmajour dans les Hautes-Alpes*, Gap. Jouglard, 1886, 8° 7 p. (Ext. du *Bull. de la Soc. d'Études*). — S.

386. GIRAUD (P.-E.) et Ul. CHEVALIER. *Le Mystère des Trois Doms joué à Romans en MDIX (1509), publié d'après le manuscrit original, avec le compte de sa composition, mise en scène et représentation, et des documents relatifs aux représentations théâtrales en Dauphiné du XIV^e au XVI^e siècle*, par feu Paul-Émile GIRAUD, ancien député, ancien correspondant du ministère de l'Instruction publique, et Ulysse CHEVALIER, chanoine honoraire, membre non résidant du Comité des travaux historiques. Lyon, Aug. Brun. 1887, in-4°, de cXLVIII-928 p. Tiré à 220 exempl. (Montbelliard, imprimerie P. Hoffmann). — Dans l'*Introduction*, M. Ul. Chevalier traite successivement des points suivants : mentions du Mystère antérieurement à sa découverte, et description du manuscrit original (p. vii) ; occasion de la représentation : disparition de la peste (p. xiv) ; composition du mystère ; le chanoine Pra, Chevalet (p. xxvii) ; construction du théâtre ; décorations, le peintre Thévenot (p. xl) ; répétitions, montre et exécution de la pièce (p. l) ; analyse du

mystère (p. LIX) ; appréciation littéraire et morale (p. LXXIV) ; compte de la recette et de la dépense (p. LXXIX) ; éléments historiques du mystère (p. LXXXVII) ; résumé des documents relatifs aux représentations théâtrales (p. CIV). — Vient ensuite le texte du *Mistère des Trois Damps*, c'est-à-dire des trois saints Séverin, Exupère et Félicien, « habitants de la ville de Vienne, » qui souffrirent le martyre durant la persécution de Marc Aurèle (p. XCIV). Ce mystère, écrit en vers français, se partage en trois journées ; chacune comprend un « entraige », une « matinée » et une « après-disgnée ». Le nombre total des vers est de 11.289 ; ils n'occupent pas moins de 590 pages in-4°. Comme on le voit, le mystère des Trois Doms est de beaucoup plus long que tous les mystères en langue vulgaire découverts jusqu'ici dans les Hautes-Alpes. Ainsi que le rappelle M. Ul. Chevalier (p. CV, note 2), le mystère de Saint Pierre et Saint Paul, du ^{xv}^e s^e a 6.135 vers ; le M. de Saint Pons, du milieu du ^{xv}^e s^e, a moins de 7.000 vers ; le M. de Saint André (*liber secundus*, seconde journée), rédigé en 1512, a 2.766 vers ; le M. de Saint Eustache, représenté en 1504, en a 2.935 et le M. de Saint Antoine, copié en 1503/4, en a 3.966. — Mais ce qui, à notre avis, rend infiniment précieuse l'édition que nous devons à M. Ul. Chevalier, ce sont les nombreux *Documents relatifs aux représentations théâtrales en Dauphiné de 1365 à 1541*, qui remplissent près de 300 pages du volume (p. 645-914). Ces documents concernent Die, Grenoble, Montélimar, Nyons, Romans, Taulignan, Valence et Vienne ; ils sont tirés, pour la plupart, des archives communales de ces villes. Aucune localité des Hautes-Alpes n'est malheureusement représentée dans cette belle série de documents. Par contre, les amateurs de notre histoire locale pourront faire une abondante moisson dans le texte et les notes si substantielles et si précises qui enrichissent l'*Introduction* et les *Documents*. Nous signalerons ici en particulier : les textes relatifs à l'invasion de la peste en Dauphiné au ^{xv}^e siècle (p. XVI-XIX) ; la dissertation relative à la valeur de l'argent en 1509 : le florin, dont la valeur intrinsèque était alors de 2 fr. 83, valait au moins 4 fois 1/2 au-delà de ce qu'il vaudrait aujourd'hui, soit 12 fr. 735 (p. LXXXIV-VI) ; la liste des représentations de trente-cinq *mystères*, depuis 1400 jusqu'en 1541 (p. CVI-CXVII) ; celle des *entrées* : histoires, moralités, farces, etc., depuis 1358 jusqu'en 1539 (p. CXVII-CXLVII) ; les notes concernant : Jaques Gelu, archevêque d'Embrun (p. 689) ; Jacques de Montmaur, gouverneur du Dauphiné (p. 726) ; Jean de Girard, archevêque d'Embrun (p. 762) ; Charles VIII, qui était à Gap le 8 novembre 1490 (p. 787) ; le roi René, qui s'y trouvait le 20 juillet 1453 (p. 842) ; l'usage en Dauphiné de « réciter trois fois l'*Ave Maria*, à l'heure du couvre-feu » dès le ^{xiv}^e s^e (p. 883), etc. — Un *Index onomastique*, parfaitement conçu et exécuté, termine le volume (p. 915-925) ; il facilite grandement l'intelligence du texte. — Cette magnifique publication, commencée par feu M. P.-E. GIRAUD, mort, « plein de jours et de bonnes œuvres », le 30 septembre 1883, a été ter-

minée, « avec un soin pieux par un disciple de M. Giraud, jaloux de faire bénir par tous les érudits la mémoire de son maître vénéré... » M. UL. CHEVALIER a fait davantage encore, il a élevé un véritable monument à la gloire de sa ville natale et nous pouvons bien l'ajouter, à la gloire de tout le Dauphiné. A ceux — bien rares sans doute — qui seraient tentés de lui reprocher d'avoir « publié des documents qui n'ont pas toujours une haute importance », on pourra répondre, avec M. UL. Chevalier lui-même, que ces documents sont « ordinairement relatifs à de grands personnages et accompagnés de notes nombreuses qui résument sur leur compte ce qui a pu être recueilli en Dauphiné ; » et puis, que, « comme dit Sénèque, *nemo patriam, quia magna est, amat, sed quia sua est...* — Quant à nous, bien loin d'élever le moindre reproche, nous n'avons pour l'éditeur que des sentiments de gratitude et d'admiration. *Le Mystère des Trois Doms* est à tous égards un modèle de publication. Nous remercions vivement M. UL. Chevalier de nous l'avoir donné et aussi M. Paul Giraud, conseiller à la Cour d'appel de Lyon, d'avoir généreusement contribué à terminer une publication commencée par M. Paul-Emile Giraud, son oncle, de regretée mémoire.

386. LIMATRAC (Léopold), ancien député, etc. *Étude sur le moyen-âge. Histoire d'une commune et d'une baronnie du Quercy (Castelnau-de-Montratier)*. Cahors, J. Girma, 1885, 8° XLII-654 p. — S. (Don de l'auteur).

387. MARST (le comte de). *La Société française d'archéologie*. Caen, 1885, 8°, 15 p. — On sait que cette société a pour but « la description et la conservation des monuments ». Elle fut fondée à Caen, en 1834, par M. de Caumont. Chaque année elle tient « un congrès archéologique, d'une durée moyenne de huit jours, dans une ou plusieurs villes de France, désignées d'avance, et auquel sont conviés tous les membres de la Société et les archéologues de la région. Cette session comprend des séances consacrées à l'étude des questions archéologiques et des excursions permettant d'examiner les monuments les plus intéressants. » Le compte-rendu du Congrès forme un volume in-8°, illustré, qui est distribué à tous les membres de la Société, ainsi qu'aux personnes qui ont adhéré au Congrès. Depuis sa fondation, en 1834, la Société a tenu cinquante deux congrès ou séances générales, par exemple, à Aix-en-Provence et Avignon, en 1855 ; à Valence et à Grenoble en 1857 ; à Aix et à Nice, en 1866 ; à Arles, en 1876 ; dans les Basses-Alpes en 1878 ; à Vienne, en 1879 ; à Avignon, et à Fréjus, en 1882 ; à Montbrison, en 1885. Nous faisons des vœux pour que l'un des prochains congrès archéologiques soit tenu dans les Hautes-Alpes, à Gap et à Embrun, si riche encore en monuments intéressants. Des excursions à Tallard, à Chorges, à Durbon, à Boscodon, à Guillostre ; à l'Argentière, en Vallouise, en Queyras, à Briançon, au mont Genève, à Névache, — excursions pleines

de charme au point de vue de l'alpinisme et du tourisme — ne manqueraient certainement pas d'intérêt au point de vue exclusivement archéologique. La *Société d'Études des Hautes-Alpes* serait heureuse de se mettre à la disposition des archéologues éminents qui voudraient bien l'honorer de leurs encouragements. — C.

388. NORMAND (Charles). *L'Ami des monuments*. Revue trimestrielle, accompagnée de gravures hors texte et dans le texte, créée dans le but de veiller sur les monuments d'art de la France, la physionomie des villes, la défense du pittoresque et du beau architecture, peinture, sculpture, curiosités, souvenirs historiques, sites pittoresques, etc., etc. — « La nécessité de défendre les œuvres belles ou curieuses qui font l'ornement de notre patrie, dit M. Ch. Normand, n'a plus besoin de démonstration : mais l'organisation des mesures de défense est urgente... Ce qui caractérise cette *Revue* c'est son souci de l'aspect des choses nouvelles, c'est son désir de défendre le beau sous toutes ses formes, qu'il soit ancien ou nouveau, l'œuvre des hommes ou de la nature... L'essai que nous tentons à nos risques et périls a besoin, pour réussir, du concours de tous ceux qui ont à cœur le triomphe de ces idées : ce que nous entreprenons de sauver, ce sont nos trésors d'arts et de nos sites ; c'est surtout notre clair génie français, que l'exagération des tendances utilitaires et de l'esprit d'agiotage ou d'exploitation à outrance menace d'étouffer, tandis qu'il peut et doit encore éclairer et charmer le monde ». — « Le patriotisme, disait naguère M. DURUY, est fait de souvenirs et d'espérances ; conservons les uns pour garder les autres. » — Le 1^{er} numéro de *L'Ami des monuments* contient une vingtaine d'articles très variés, très intéressants, et autant de « planches et gravures hors texte », d'une rare perfection. Citons au hasard le palais des papes à Avignon ; le plus vieil hôtel-de-ville de France ; tête d'affranchi et tête antique au musée d'Arles ; la fontaine de Saint-Gaultier, près de Tanlay, etc. — Prix d'abonnement : 20 francs par an. S'adresser à M. Charles NORMAND, architecte diplômé par le Gouvernement, 51, rue des Martyrs, à Paris. — C.

389. Riant (le comte). *La part de l'évêque de Bethléem dans le butin de Constantinople en 1204*. Paris, 1886, 8°, 16 p. — *Lettre à M. Walton sur un plan du Haram-el-Khalil (mosquée d'Hébron)*, id., 8 p. et 1 plan. C'est dans cette mosquée qu'existent, dit-on, les tombeaux d'Abraham, d'Isaac, de Jacob, de Joseph, et d'autres patriarches. — C.

390. ROCHE (Célestin). *Œuvres posthumes. Châteaubriand*. Forcalquier, F. Bruneau, 1887, 8°, 13 p. — Ce poème a été lu dans la séance de l'*Athénée de Forcalquier*, du 7 novembre 1886, par un des fils de l'auteur. Il caractérise très exactement le rôle que Châteaubriand a joué dans la première partie de ce siècle. En voici le début :

Du monde qu'il remplit il a quitté la plage,
Ce puissant écrivain, le premier de notre âge
Qui sut, en foudroyant un odieux passé,

De la Religion, relever les bannières,
Et ramener la France au culte de ses pères
Que dans les jours sanglants elle avait délaissés.

Le poème est daté d'octobre 1849 ; il finit en rappelant une prédiction des *Mémoires d'Outre-Tombe* : l'ère de la liberté « dans toute la plénitude de l'égalité évangélique » :

Dans ces prédictions, mettons notre espérance ;
Et de l'Être Suprême implorons la clémence
Pour qu'il fasse marcher devant nous son flambeau.
O vous, qui maintenant reposez dans sa gloire,
Priez-le d'abréger le temps épuratoire
Et de hâter nos pas vers le monde nouveau ! S.

391. SARRAZIN (Jean) [de Prapic, Hautes-Alpes]. *Gouttes d'eau du Permesse*. Poésies, Lyon, Pitrat, 1887, in-12, 48 p. — Après tous les éloges décernés à notre cher poète alpin, nous n'ajouterons qu'un mot : le nouveau recueil poétique est absolument digne de ses douze ou quinze devanciers. On pourra, du reste en juger par le sonnet patriotique qui suit :

LES VIEUX MARINS :

Vous avez su lutter contre les flots amers ;
En matelots de cœur, vous avez tenu tête
Audacieusement à l'altière tempête,
Et vous avez soumis les turbulentes mers.
La vague, s'élevant comme un mont dans les airs,
Vous trouvait souriants, stoïques sur sa crête,
Quand l'abîme s'ouvrait, et que la Mort discrète
Vous guettait ; on eût dit le démon aux enfers.
Rien ne sut altérer votre bouillant courage ;
Toujours avec gaieté l'on vous vit à l'ouvrage,
Et le monde entier fut jaloux de vos succès...
Lorsqu'au peuple opprimé vous portiez l'espérance
Et le progrès partout, matelots, vrais Français,
Vous faisiez acclamer le drapeau de la France.

Lyon, 5 décembre 1886. — S.

393. STEIN (Henri), archiviste aux archives nationales. *Le sculpteur Louis-Claude Vassé*. Documents inédits. Paris, Plon, 1886, 8°, 15 p. (Extr. du *Congrès des Sociétés des Beaux-Arts*, de 1886). — S.

400. VALLIER (G.). *Iconographie et numismatique des Dauphinois dignes de mémoire ; Guillaume Farel*. Gap, Jouglard 1887, 8°, 26 p. et 3 planches. (Extr. du *Bull. de la Soc. d'Études*). — S

394. VILLARS (Dominique). *Notice sur la vie et les talents de Pierre Liottard, excellent botaniste*, mort à Grenoble, le 29 germinal l'an 4^{me} [18 avril 1796], publiée par A. B. M. Grenoble, E. Baratier, 1887, 8° 40 p. (Extrait de la *Petite Revue Dauphinoise*, tiré à 40 exempl.). — « En 1733, M. Clappier, [docteur en médecine, né à Grenoble en 1740, † le 15 mars 1818], accompagné de Liottard, firent à pied plusieurs voyages aux Alpes qu'ils croisèrent en plusieurs sens aux environs de Die, Gap, Embrun, Briançon, etc. L'apparition de Rousseau, une année auparavant, avait donné à Grenoble une vive impulsion à la botanique. Cet homme immortel ne touchait rien sans l'embraser du feu de son enthousiasme vif et pénétrant. Clappier et Liottard vinrent communi-

quer l'ardeur dont ils étaient pénétrés aux citoyens Chaix et Villars, qui déjà s'occupaient de leur côté à la recherche des plantes des Hautes-Alpes, des environs de Gap, et qui n'attendaient plus que ce nouveau secours pour devenir leurs rivaux » (p. 5). — S. (De la part de M. Chaper, membre de la *Société d'Études*).

395. CONGRÈS ARCHÉOLOGIQUE DE FRANCE, LI^e session. *Séances générales tenues à Montbrison en 1885 par la Société française d'archéologie pour la conservation et la description des monuments*. Paris-Caen, 1886, 8°, cvii-460 p. — Le nom de M. l'abbé Alex. TEMPLIER, chanoine honoraire, ancien aumônier de l'école normale de Gap, figure sur la liste des membres de la société (p. xxi). Ce sera pour la dernière fois... (Cf. *Bull.*, 1887, p. 61-67). — S.

CORRECTIONS ET ADDITIONS.

Bulletin n° 22.

Page vi, dernière ligne, au lieu de: A. LAVALETTE, lisez: A. DE LAVALETTE.

P. xxiii, ligne 29, au lieu de: JOUBERT, lisez: JAUBERT;

P. xxvii, ligne 23, au lieu de: Ancien maire des Crottes, par Embrun, lisez: Au château de Picontal, près Embrun.

P. 1, ligne 1, au lieu de: INCONOGRAPHIE, lisez: ICONOGRAPHIE.

P. 72, ligne 5, au lieu de: Nous la croyons inédite, lisez: Cette inscription a été publiée déjà par Mgr DUPÉRY, dans son *Histoire hagiologique du diocèse de Gap* (1852, 8°, p. 550).

RÉSUMÉ des observations météorologiques faites à l'Ecole normale de Gap en 1886 (sous abri), par M. C. R.

OBSERVATIONS.	Octobre	Novembre	Décembre
Températures moyennes.....	11°,1	5°	0°,8
Id. extrêmes } maxima.....	28 le 1 ^{er}	18 le 1 ^{er}	10 le 19
} minima.....	— 1 le 15	— 6 le 29	— 14 le 31
Moyennes barométriques à zéro (altitude 739).....	699,0	698,2	696,2
Pressions extrêmes } maxima...	701, le 30	706 le 2	703 le 6
} minima...	683, le 17	686 le 10	683 le 9
TOTAL des jours de pluie ou de neige.....	19	13	12
Eau tombée, en millimètres...	241	297	82
Moyenne hygrométrique (évaluée de 0 à 100).....	74	73	71

FINI D'IMPRIMER LE 5 AVRIL 1887.

GAP. — IMPRIMERIE JOUGLARD PÈRE ET FILS.

OBSERVATIONS

SUR LES ROCHES OPHITIQUES

§ 1^{er}. — Essai de classification des Roches ophitiques.

Les Ophites proprement dites sont des roches spéciales aux Pyrénées qui se composent essentiellement de pyroxène diallagique et de cristaux allongés d'oligoclase ou de labrador et où l'on trouve très fréquemment l'amphibole, l'épidote, la chlorite, le fer titané et le fer oxydulé, le quartz.

On considérait autrefois l'Ophite comme une variété de la Diorite. Mais M. Michel Lévy, ayant reconnu la présence constante et essentielle du pyroxène passant au diallage, rapproche cette roche des gabbros.

La structure dite ophitique est caractérisée d'après MM. Fouqué et Michel Lévy par la tendance du feldspath à former des cristaux allongés comme les microlites, mais de dimensions encore appréciables. C'est en effet cette disposition que réalisent le mieux certaines roches qui font partie des ophites de Palassou.

Nous proposons de comprendre sous le nom de *Roches Ophitiques*, avec les Ophites des Pyrénées, tout un vaste groupe de Roches répandues dans toutes les régions du globe et dont nous présentons ci-après un Essai de classification à l'exemple de M. Garrigou qui a déjà, il y a assez longtemps, reconnu la convenance qu'il y aurait à réunir dans un même cadre les roches voisines de l'Ophite. (*Bulletin de la société géologique de France*, 6. XXV, 1868).

TABLEAU DES

ROCHES OPHTHIQUES EN GÉNÉRAL

Roches ophitiques
proprement dites
d'origine éruptive.

Roches formées prin-
cipalement de felds-
path et d'un autre
silicate

Feldspath oligoclase ou labrador avec amphi-
bole hornblende

Roches amphiboliques

Feldspath labrador avec pyroxène augite

Roches pyroxéniques

Feldspath labrador et diallage

Roches diallagiques

Roches sans feldspath
riches en silicate de
magnésie, souvent
avec péridot intact
ou décomposé

Roches serpentineuses

Feldspath et amphibole

Terrains amphibolitiques

Roches établissant la transition entre les
roches ophitiques d'origine éruptive et les
roches cristallines stratifiées d'origine con-
testée et constituant des formations géolo-
giques étendues

Feldspath quartz, talc et chlorite (mica accidentel)

Terrains talqueux

ROCHES OPHITIQUES

	{ amphibole et feldspath.....	Diorite	1	
{ Texture granitoïde.....	{ amphibole prédominante, .. roche schisteuse	Amphibolite	2	
{ Texture trachytoïde.....	{ type compacte de la Diorite . roche porphyroïde.....	Aphanite	3	
		Porphyrite, Porphyre rouge antique	4	
{ Texture granitoïde.....	roche d'apparence granitique	Diabase, Ophitone, Grünstein	5	
	{ roche porphyroïde.....	Porphyre labradori- que, augitique, quartzifère, Porphy- re vert antique	6	
{ Texture trachytoïde { Pas de calcaire....	{ feldspath labrador et pyro- xène augite.....	Mélaphyre	7	
	{ feldspath prédominant.....	Eurite, pétrosilex	8	
	{ roche compacte.....	Aphanite calcaire	9	
{ Texture trachytoïde { Mélange de calcaire	{ structure amygdalaire ou géodique.....	Spilite du Drac	10	
	{ feldspath et diallage.....	Euphotide, Gabbro	11	
{ Texture granitoïde { feldspath et pyroxène diallagique avec mélange de plusieurs minéraux (amphibole, épidote, chlorite, fer titané etc.) Structure spéciale résultant de l'allongement des cristaux de feldspath.....		Ophite	12	
{ Texture presque compacte ou amorphe avec sphéroïdes de composition presque semblable à celle de la pâte.....		Variolite de la Du- rance	13	
{ Texture granitoïde, 3 éléments, Périidot, Enstatite, Diopside		Lherzolite	14	
{ Texture compacte ou { Pas de calcaire....	{ hydrosilicate de magnésie...	Serpentine, Ophiolite	15	
{ lamellaire et schis- { chlorite, roche lamellaire ...		Chlorite	16	
{ teuse { roche talqueuse		Stéatite	17	
	{ Mélange de calcaire	Opicalce	18	
{ Texture granitoïde { Avec mica	{ roche schisteuse où à élé- ments orientés.....	Gneiss amphibolique	19	
	{ apparence granitique.....	Syénite	20	
	{ Sans mica	{ roche schisteuse où à élé- ments orientés.....	Diorite gneissique	21
{ Texture granitoïde.....		Protogyne	22	
{ Texture schisteuse { chlorite prédominante.....		Schistes chloriteux	23	
{ ou lamellaire { talc prédominant.....		Schistes talqueux	24	

2. — Rapport de la classification proposée avec les classifications des différents auteurs.

Il est facile de voir que la première section, celles des *Roches Ophitiques* proprement dites, telle qu'elle est présentée à ce tableau correspond dans la classification des divers auteurs :

1° Aux roches plutoniques des anciens géologues, en tant que ce nom de roches plutoniques ne désignait que les roches porphyriques et trappéennes; les anciens traités de géologie en effet, classent les roches éruptives en trois grandes divisions correspondant à trois époques principales d'éruption, savoir les roches granitiques, les roches plutoniques (porphyres et trapps) et les roches volcaniques; cependant plusieurs auteurs appelaient roches plutoniques celles des deux premières divisions. Toutefois nous excluons les basaltes et les dolérites de notre classification malgré l'affinité de ces roches avec quelques-unes des espèces de notre tableau (et notamment leur composition magnésienne), mais nous avons pensé que ces roches doivent prendre place dans une série toute différente, en somme, celles des roches volcaniques.

2° Aux roches éruptives, série magnésienne, de la classification de M. Vézian, moins les roches basaltiques.

3° Aux roches basiques plutoniques de la classification de Bernhart de Cotta.

4° Aux roches feldspathiques anciennes, oligoclases, labradorées et anorthites de la classification de Zirkel.

5° Aux laves euritiques et dioritiques de la classification de M. Renevier.

6° Aux roches trappéennes (partie) de M. Burat.

« Sous la dénomination de roches trappéennes » dit cet auteur, « nous comprenons les silicates à bases « isomorphes de magnésie, chaux et protoxyde de fer; « les roches de couleur sombre, vertes ou noirâtres « généralement peu cristallisées, désignées sous le nom « de *grünstein*, *amphibolites*, *diorites*, *amygdaloïdes*, « *spilites*, *variolites*, *euphotides* et *serpentes*, formant

« des groupes éruptifs nettement caractérisés. Sous le
 « rapport de la composition, ces roches bien moins silica-
 « tées que les roches quartzo-feldspathiques qui les ont
 « précédées ou suivies, ne nous présentent l'alumine
 « qu'en faible proportion.... En étudiant les collections,
 « on ne peut manquer d'être frappé des identités que
 « présentent les échantillons trappéens de provenance si
 « éloignée ». (*Annales des Mines*, 5^e série, T. XIII).

7° Aux roches basiques (types granitoïde et porphyroïde de la classification de M. de Lapparent (*Traité de Géologie*, 1883).

L'application du nom d'*ophites* a donné lieu à de nombreuses discussions et controverses.

« La dénomination d'ophite a été donnée par divers
 « géologues à des roches de composition très différente
 « appartenant à plusieurs espèces distinctes. Ainsi on a
 « nommé ophites toutes les roches porphyroïdes verdâ-
 « tres à cristaux de feldspath ayant pour base soit une
 « pâte de pétrosilex (prophyre petrosiliceux), soit une
 « pâte de pétrosilex légèrement amphiboleux, soit une
 « pâte feldspathique et pyroxénique (ophite), soit une pâte
 « dioritique compacte (dioritine). Enfin Palassou d'abord,
 « et maintenant beaucoup de géologues appliquent le nom
 « d'ophite à une variété de diorite des Pyrénées. Nous
 « réservons le nom d'ophite aux seules roches composées
 « d'une pâte aphanitique (feldspath et pyroxène compac-
 « tes) avec terre verte, au milieu de laquelle sont enclavés
 « des cristaux plus ou moins volumineux de feldspath
 « labrador et quelquefois de très petits cristaux de pyro-
 « xène augite noirâtre moins distincts. » (*Description des roches de Cordier*).

« Pour M. Noguès, Bulletin de la Société géologique,
 « t. XIII, comme pour la plupart des géologues, l'ophite est
 « une roche éruptive... Au point de vue de la composition,
 « l'ophite est une roche très complexe qui se rapporte à
 « divers types connus.

« D'après cela il conviendrait suivant M. Noguès de
 « rejeter le nom d'ophite pour adopter dans chaque cas

« particulier celui qui convient à la nature minéralogique
« de la roche, comme cela résulte du tableau suivant :

- « Diorite ou diabase,
- « Amphibolite,
- « Lherzolite et Pyroxénite,
- « Porphyre,
- « Eurite,
- « Spilite.

« Assurément, il est bon de définir toujours de la
« manière la plus précise la composition minéralogique
« d'une roche, mais souvent des roches ayant même
« composition minéralogique sont d'âge différent et d'un
« autre côté des roches de même âge ne sont pas néces-
« sairement formées des mêmes minéraux. Par conséquent
« il y aurait inconvénient à supprimer le nom d'ophite
« adopté par tous les géologues qui ont habité les Pyrénées
« et s'appliquant à un ensemble de roches qui, malgré
« des différences dans leur composition minéralogique,
« présentent des caractères géologiques communs. »
Annales des Mines, 6^e série, T. XII, *Revue de Géologie*).

Nous lisons encore ce qui suit dans un ouvrage savant
paru tout récemment (*Recherches sur les Ophites des
Pyrénées par le Dr Johannes Kühn, traduit de l'Alle-
mand par L. Bræmer, Toulouse, Imp^{ie} Durand, 1887*).

« Noguès proposa en 1865 de rejeter le terme d'ophite
« vu que les roches qui portent ce nom ne peuvent pas
« se rapporter au même groupe. La plupart de celles des
« Pyrénées, une partie de celles des Landes et des Cor-
« bières sont de vraies diorites mais celle de la Gorge-
« de-Fiton au sud de Narbonne est une eurite granitoïde,
« celles de Ste-Eugénie et une partie de celles des Cor-
« bières sont des spilites. Pour cet auteur l'ophite vraie
« est un mélange de feldspath et de minéraux magné-
« siens, et il ne craint pas d'y rapporter le schiste chlori-
« tique, la serpentine, la lherzolite et la stéatite. Mais,
« ni Palasson ni Charpentier n'ont appelé ophites de
« pareilles roches, et si, après eux, il s'est établi une
« confusion à cet égard, il ne faut pas l'attribuer au nom

« proposé par le premier de ces géologues. En particulier,
 « on a eu tort de rapporter aux ophites la lherzolite,
 « comme l'a fait Garrigon, Bull. Soc. Géol. XXV, 1868,
 « imité en cela par Mussy Bull. Soc. Géol. XXVI, 1889. »

Sans doute, on a pu restreindre dans des limites très étroites et très précises la signification du mot *ophite* vu la perfection à laquelle l'emploi du microscope a permis d'arriver dans la connaissance de la composition et de la structure des roches. Ce n'est pas une raison pour ne pas rapprocher dans les cadres d'une classification générale toutes les roches qui ont des affinités évidentes qui se ressemblent plus ou moins comme aspect et comme composition générale, dont les conditions de gisement sont semblables, et qui enfin passent visiblement les unes aux autres.

Pourquoi les Ophites vraies, ne pourraient elles trouver place dans une pareille classification ? Leur âge ne peut les placer à part, pas pour le moment du moins, puisque cet âge n'a pu encore être établi sûrement : Il reste même de l'incertitude sur leur mode de formation ; quelques géologues, en très faible minorité, il est vrai ¹, ont refusé d'y voir autre chose que des roches de sédiment modifiées par diverses actions métamorphiques ou hydrothermales.

§ 3. — Quelques généralités sur les roches ophitiques.

Nous empruntons à M. Michel Lévy les considérations suivantes :

« En résumé le minéral le plus caractéristique des
 « ophites est le diallage en grandes plages, leur structure
 « est une structure de passage entre l'état granulitique
 « et l'état microlitique.... Il convient donc de comparer
 « les ophites aux euphotides et aux gabbros et de les
 « considérer comme des passages de ces roches d'un

¹ Virlet d'Aoust en 1863, Garrigou, Bull. Soc. géol. XXV, 1868 et ailleurs, Magnan Comptes rendus 1868, et plus récemment Dieulafoy comptes rendus 1882.

« type granulitique à celles où, comme dans les basaltes,
« le type porphyrique ou microlitique domine.

« Les euphotides et les serpentines des Alpes du
« Dauphiné présentent une série remarquablement ana-
« logue au point de vue minéralogique, et même à celui
« de certains détails de structure tels que la consolidation
« récente de l'élément bisilicaté en grandes plages.

« Les Serpentine diallagiques, granitones et diorites
« de Toscane offrent des variétés analogues aux ophites.

« Si de la série basique on passe à des roches plus
« acides (comme le type des ophites à oligoclase et quartz
« granulitique permet de le faire sans sortir du même
« groupe), on trouve également des roches similaires
« dans la série granulitique récente, porphyres bleus de
« l'Estérel, granites récents d'Algérie, grünssteins de
« Hongrie, etc.

« Nous sommes donc amenés par les considérations
« précédentes à rattacher les ophites à une grande famille
« de roches granulitiques récentes : elles constituent dans
« cette famille une classe riche en augite diallagique :
« d'une part elles passent à de véritables granulites encore
« augitiques, mais admettant l'oligoclase, l'orthose et une
« grande abondance de quartz granulitique, de l'autre
« elles vont jusqu'à des roches à labrador et diallage dans
« lesquelles le périclase fait peut-être son apparition sous
« forme de serpentine secondaire. Il reste à trouver les
« passages à la Lherzolite proprement dite qui va jusqu'à
« constituer de véritables périclases qui sont peut-être
« de la même éruption. » (*Bulletin de la Société géolo-
gique*, 3^e série, T. X p. 143).

L'ophite type ou ophite vraie des auteurs qu'on trouve
près de St-Girons (Ariège) est caractérisée par M. Michel
Lévy, comme une *euphotide andésitique* à structure
ophitique. Les éléments de 1^{re} consolidation sont le fer
oxydulé et la pyrite; les éléments de 2^e consolidation
sont de grands microlites d'oligoclase, et le pyroxène. Le
pyroxène est en grande partie transformé en diallage,

actinote et chlorite. (Réunion de la Soc. géolog. de Fr. à Foix en 1883).

Les *roches ophitiques* de notre tableau peuvent, malgré leur variété, se caractériser à grands traits de la manière suivante :

1° Au point de vue géologique :

Elles sont de nature éruptive : l'époque d'éruption a été pour la majorité d'entre elles la fin de l'époque triasique ou le commencement de l'époque secondaire ; des épanchements d'une grande importance ont eu lieu de nouveau à l'époque tertiaire. On trouve fréquemment ces roches associées à des amas considérables de gypse et de sel ¹.

2° Au point de vue minéralogique,

Ce sont généralement des roches basiques, quelquefois neutres, rarement acides. Elles contiennent de la magnésie en quantité toujours notable, quelquefois considérable : elles sont assez tendres mais tenaces, elles sont généralement de couleur variant du vert tendre au vert noirâtre ou au noir : plus rarement elles sont grises ou violacées. Enfin elles présentent fréquemment un aspect marbré spécial qui les a fait comparer constamment à la peau des serpents comme le prouve le radical *serpent* ou son équivalent grec *ophis* qui sert à former les noms de plusieurs espèces des plus importantes de ce groupe [*ophite* (Palassou), *ophitone* (Cordier), *ophiolite* (Brongniart), serpentine, etc.] Ce groupe renferme aussi des roches *tachées* dont les taches sont dues soit à leur constitution porphyroïde soit à leur structure amygdalaire : dans ces dernières se trouvent les *variolites* et les spilites (du grec *spilos*, tache).

¹ M. Dieulafoy dans ses dernières recherches, admet qu'il y a trois niveaux d'ophite ; le premier intercalé dans les couches paléozoïques (dévonien ou silurien) ; le second dans le grès rouge ; le troisième dans le trias. — Ce résultat est loin d'être admis par tous les géologues : Ainsi la lherzolite de l'Ariège (à Lercoul, à l'Étang de l'Hers) est intercalée dans des calcaires cristallins jurassiques qui ont été modifiés par la roche éruptive. La lherzolite paraît donc plus récente que le lias. L'âge des ophites est du reste un des problèmes les plus controversés et les plus difficiles de la géologie.

§. 4. — Passage des roches ophitiques les unes aux autres.

L'un des modes de dégradation les plus remarquables et les plus faciles à saisir est la *serpentinisation*, qui est due à la décomposition du péridot. Aussi les lherzolites passent fréquemment à la serpentine. — Les variolites de la Durance passent également à la serpentine comme Élie de Beaumont l'a fait observer il y a longtemps.

« Il existe aussi parfois à la jonction des dykes de « greenstone avec le calcaire une sahlbande ou lisière de « serpentine. » (Lyell, *Éléments*, T. II, p. 294).

M. Lory (*Description géologique du Dauphiné*, p. 171) en décrivant les roches éruptives de Laval dens (Isère) constate ce qui suit :

« Du côté du gneiss la masse éruptive se compose « entièrement de diorite : plus loin cette roche tend à « passer à l'état d'euphotide enfin aux voisinages des « calcaires du lias elle passe à la serpentine....

« Au milieu des calcaires eux-mêmes, dans le voisinage « des serpentines, on voit sortir des filons de spilite; on peut « en tirer comme induction probable que les spilites sont « encore des rameaux déviés de cette même masse érup- « tive dont la composition et la structure ont été considé- « rablement modifiées par les circonstances de leur « épanchement à travers d'étroites fissures du calcaire « du lias. »

Dans la vallée d'Arnavé (Ariège) on voit les calcaires compacts placés dans le voisinage des syénites qui accompagnent des amas de gypse considérables, pénétrés de *cousérinite* exactement comme les calcaires au milieu desquels surgit le beau *typhon* de lherzolite de l'étang de Lherz (Ariège), ce qui indique une communauté d'action frappante entre ces deux roches éruptives.

On ne tarirait pas si l'on voulait s'étendre sur les exemples de roches ophitiques se remplaçant mutuellement ou passant des unes aux autres par gradations plus ou moins insensibles.

Mais il y a en outre passage de ces mêmes roches ophitiques, savoir :

1° Aux granites éruptifs. Les porphyres offrent fréquemment ce phénomène (Lyell, *Éléments*, T. II, p. 354).

2° Aux roches volcaniques : Certains basaltes chargés en olivine se convertissent en serpentine (Lyell, *Éléments*, T. II, p. 275).

§ 5. — Rapport des roches ophitiques avec les terrains primitifs.

Dans notre essai de classification des roches ophitiques nous avons établi une section formée de la série des terrains qui constituent le passage entre les terrains primitifs considérés dans leur ensemble et les roches ophitiques proprement dites.

Dans les terrains de cette section on trouve souvent intercalées des roches de la série ophitique proprement dite et l'étude des relations de ces gisements ophitiques avec la roche encaissante paraît indiquer qu'il y a ou communauté absolue d'origine entre les roches des deux séries (les différences d'espèce ou d'apparence pouvant être attribuées à des variations dans les conditions de la cristallisation et de la consolidation définitive) ou, au moins, contemporanéité de la formation. Nous allons nous expliquer par des exemples.

1° Cas où il paraît y avoir communauté d'origine :

A Molines-en-Champsaur (Hautes-Alpes) on voit dans les schistes amphiboliques qui forment la montagne à laquelle le village est adossé, un filon assez irrégulier de schistes talqueux présentant assez de compacité pour qu'on puisse s'en servir comme de pierre ollaire pour la fabrication de divers objets résistant à l'action du feu. A quelques centaines de mètres en aval et sur le même versant de montagne au lieu dit les Moulins, on trouve un filon de véritable serpentine, d'un beau vert noirâtre et qui est utilisé pour la fabrication de divers objets de fantaisie.

Dans l'un et l'autre filon le passage de la roche talqueuse ou serpentineuse à la roche encaissante est difficile à saisir, soit qu'il y ait transition insensible, soit que sur la

limite du filon, un seul et même échantillon puisse renfermer les deux roches très distinctes quoique reliées d'une façon assez étroite pour éloigner toute idée d'injection de la roche du filon, ou de superposition de la roche serpentineuse à la roche amphibolique par suite de son épanchement ayant eu lieu à la surface supposée d'abord horizontale de cette roche primitive.

La formation de ces amas ou filons de matière serpentineuse est, du reste ici comme ailleurs, loin d'être facile à expliquer.

En parlant du *skólar* ou veines de chlorite ou de serpentine de certaines roches métallifères de la Suède, M. Durocher s'exprime ainsi :

« L'origine de ces veines semble mystérieuse; comme elles sont quelquefois très minces et affectent une disposition ondulée et entrecroisée, plusieurs géologues considèrent la matière chloriteuse qui les emplit comme le résultat d'une sécrétion, c'est-à-dire comme s'étant séparée de la masse environnante... » (*Ann. des Mines*, 4^e série, T. XV).

2^o Cas où il paraît y avoir eu seulement contemporanéité de formation.

Tous les auteurs signalent des couches de diabase intercalées dans les terrains primitifs et paraissant résulter d'épanchements de ces roches à l'état de fusion à la surface des couches des terrains primitifs à divers intervalles de la période de la formation de ces terrains.

Dans les Alpes du Dauphiné ces intercalations de roches éruptives au milieu des terrains primitifs sont assez rares mais elles méritent d'attirer spécialement notre attention.

« Jamais », dit M. Lory (*Description géologique du Dauphiné*, p. 147) « on ne voit les spilites autre part que dans les calcaires du lias ou à la limite précise de ces calcaires et des terrains inférieurs. Au contraire les filons de diorite, fréquents dans les terrains cristallisés, ne se rencontrent jamais dans le lias. » Plus loin, ce même auteur, après avoir décrit le gise-

ment de roches serpentineuses du lac Robert entre la montagne de Chanrousse et la chaîne principale de Belledonne ajoute :

« Ce gisement de roches éruptives entièrement encaissées dans une fracture des terrains cristallisés a un grand intérêt géologique et il est unique en son genre dans les Alpes de Dauphiné. » (*Description géol. de Dauphiné*, p. 187).

§. 5. — Constatation de l'existence de roches ophitiques voisines des spilites et des porphyres dans les terrains primitifs du massif du Pelvoux (Alpes dauphinoises).

Il existe cependant dans le massif primitif du Mont-Pelvoux des roches éruptives voisines des spilites dont nous avons déjà signalé l'existence dans l'*Annuaire de la Société des Touristes du Dauphiné*, année 1878, p. 144.

Au col du Célar (ou Sellar) entre les vallées de Vallouise et de Valgaudemaret sur le versant qui regarde Vallouise, on voit des roches semblables à des Spilites en couches ou bancs très réguliers de 0^m 60 à 1^m 00 au plus d'épaisseur intercalés entre les couches d'un véritable gneiss dioritique qui forme la masse de la montagne en cet endroit. Ce spilite est gris foncé avec des nuances violacées ou verdâtres il est presque compact, c'est-à-dire qu'il est peu caverneux et ne renferme aucun nodule amygdaloïde de carbonate de chaux. On distingue seulement dans la pâte de petits grains blancs d'apparence amorphe et quelquefois de petits amas de cristaux noirs. Cette roche fait effervescence avec les acides quoique faiblement et en certains points seulement.

Nous rapprochons cette roche du spilite à cause de la similitude de la pâte fondamentale et malgré l'absence des nodules qui, à proprement parler et d'après l'étymologie du nom devraient caractériser le spilite. Mais en plusieurs endroits cette roche se rapprocherait plutôt d'un porphyre euritique.

Dans le même massif du Pelvoux au col du Sélé

(passage de la vallée de la Pilatte à Vallouise), on trouve des roches éruptives qui paraissent être de véritables mélaphyres et ne diffèrent guère au surplus de certaines roches éruptives de la vallée du Valgaudemar confondues avec les spilites fréquents de cette vallée. Nous avons aussi trouvé dans les éboulis du versant gauche du vallon de *Cetse-Nière* par lequel on s'élève au col du Sélé des fragments de roches serpentineuses. Ces roches existent-elles en place sur les flancs du Pelvoux?

Pour revenir au col du *Sellar*, il est à noter qu'on remarque dans les parties traversées par des filons-couches des calcaires rouges en veines minces à peu près parallèles aux couches, mais plus irrégulières. Ce sont des sortes de marbres cipolins qui alternent avec des strates de schistes chloriteux très minces au point de se réduire le plus souvent à un simple enduit satiné et vert.

Tous ces gisements de spilite ou roches analogues du Massif du Pelvoux paraissent différer essentiellement des roches éruptives du Lac-Robert : ces dernières constituent un vrai typhon, tandis qu'au massif de Pelvoux les spilites se présentent en filons-couches.

Maintenant faut-il supposer que ces roches résultent d'épanchements spéciaux, ou bien qu'elles sont simplement le produit de la modification de la roche dioritique?

Il est à remarquer que ces roches dioritiques du massif du Pelvoux se trouvent à la limite de la grande masse de protogine qui occupe la partie orientale de ce massif. (Voir *Bulletin de la Société géologique* 3^e série, T. X, page 143). Ont-elles la même origine que ces protogines? Sont-elles de formation contemporaine?

Il existe encore des diorites et roches amphiboliques plus ou moins schisteuses dans ce même massif au col de Says (passage entre la vallée de la Pilatte et le Valgaudemar). Plusieurs observateurs les ont signalées depuis longtemps (Élie de Beaumont, Forbes). Nous n'avons pas trouvé de spilites dans cette localité, mais nous y avons recueilli un échantillon qui, sous l'aspect d'une syénite

très amphibolique, constitue un vrai passage aux spilites donnant une légère effervescence avec les acides.

Il s'en faut de beaucoup du reste qu'on ait complètement exploré ce massif du Pelvoux, dont les pics et les cols sont si difficilement accessibles, et où une partie des rochers est constamment dérobée à la vue par les neiges et les glaciers ; et il y reste bien des faits intéressants à recueillir en ce qui concerne les gisements de spilite et de porphyre, et les relations de ces roches avec les formations environnantes.

E. GUINIER.

BERTRAND DE GAP

ÉCUYER (XIII^e SIÈCLE).

En parcourant le volume in-folio qui contient les œuvres historiques de l'érudit jésuite manosquin Jean Columbi¹, je rencontre un fait relatif à l'histoire de Gap et de sa

¹ Ioannis Colymbi manvascensis, e societate Iesv, opuscula varia ; quorum index est in pagina sequente. — Lvgduni, sumptibus J.-B. De-Ville M. DC. LXVIII, cum approbat. et permissu superiorum ; in-f^o de IV — 639 pp., avec gravure sur cuivre au milieu du titre, signée N. Auroux sculp. représentant la science assise avec trois petits génies.

Voici la liste des traités compris dans ce volume assez rare dont on sera peut-être bien aise d'avoir les titres, — aussi intéressants pour les Provençaux que pour les Dauphinois (la date qui suit le titre est celle de l'approbation de chacun des opuscules).

De Cartusianorum initiis, 1667, pp. 1-58. — *Virgo romigeria seu manuscensis*, 1637, pp. 59-72. — *Guillelmus Junior, comes Forcalquerii*, 1668, pp. 73-96. — *De rebus gestis episcoporum Sistaricensium libri IV*, 1667, pp. 97-171 — id. *episcoporum Vivariensium libri IV*, 1660, pp. 172-241 — id. *Valentinorum et Diensium libri IV*, 1687, pp. 242-361 — id. *Vasionensium*, 1655, pp. 362-419. — *De Manusca urbe Provinciae libri III*, 1659, pp. 420-508 — *Notes Blancoalandanae*, 1660, pp. 509-571 (divisées en trois parties : 1^o évêques français inconnus, incertains ou peu connus — 2^o Histoire des chanoines de St-Ruf, de Blanchelande et Lucerne, ordre de Prémontré, de Mansiada ou Mazan et Gana-

noblesse. C'est la résurrection d'un homme d'armes appelé Bertrand de Gap.

Ce fait a-t-il été relevé par les auteurs locaux? Je ne sais.

A tout hasard, j'ose donner le texte et la traduction de ce court morceau qui fait partie de la supplique adressée en 1231 au pape Grégoire ix par Jean de Burnin, archevêque de Vienne, et ses suffragants pour hâter la canonisation d'Étienne, chartreux, prieur de Portes, puis évêque de Die, mort le 6 septembre 1208.

Cette supplique contient le récit d'un grand nombre de miracles dus à l'intercession du saint prélat. Elle est imprimée in-extenso pp. 342-353.

Le miracle dont il s'agit est le troisième de la série et dut se produire peu de temps après la mort de l'évêque de Die.

Voici le texte: (p. 343).

DE ARMIGERO RESSUSCITATO. Postea, armiger quidam, Bertrandus nomine de Vapinco qui, causâ insultus faciendi ad Vapinci civitatem cum exercitu Domini sui iter arripuerat, cum in itinatione perseveraret, nocte quadam, ab equo Domini sui in pectore percussus extremis pedibus corruit interemptus. Quod factum, postquam concitavit exercitum, tandem venit ad aures Domini, qui mœrore plenus et compatiens defuncto pro infortunio, ad eum accessit cum multa turba militum, e quibus unus signa et miracula reduxit eis in memoriam quibus volebat Dei administratio merita dicti Stephani episcopi non occultari.

Tunc illis, ingenti devotione et prece supplici, genibus flexis, invocantibus ejusdem episcopi misericordiam, homo qui passus fuerat mortem erexit oculos, dixit ad milites circumstantes: Gratias ago Deo et B. Stephano, diensi episcopo, qui misertus est mihi misero, et obvia-

gobie, ordre de St-Benoît — 3^e Sur la famille de Chaponay, et d'Odon, évêque de Valence). — *Dissertatiuncula de incorruptione corporis Philibertæ à Sabaudia, Duoissæ Nemorosii, mortuæ anno 1526 et sepultæ Camberii*, s. d., pp. 571-573. — *De gente Simitanas libri IV*, 1668, pp. 574-623. — *Appendix ad notes blancoalandanæ, ubi fusè dicitur de testamentariis, vocibus et nummus sæculorum XII, XIII et XIV*, s. d., pp. 624-639. Ces ouvrages ont été édités séparément à diverses époques.

vit in statu pulcherrimo, eripiens animam meam à manibus dæmonum, dum ad pœnam æternam eam trahebant, — quam vidi paratam meo cruciatui, cujus dum recorder mentis viribus incido et corpore contremisco.

Ce texte soulève plusieurs questions intéressantes à résoudre. Bertrand de Gap appartenait-il à la famille comtale de cette ville sur laquelle on a si peu de documents et qui, je crois, n'a jamais été étudiée à fond? ou bien tirait-il simplement son nom du lieu qui l'avait vu naître?... On sait combien de difficultés d'origine et de famille présentent les dénominations ethniques de cette époque reculée.

A quelle expédition contre Gap se rapporte notre récit? à quelle époque exacte peut-il être fixé? quel était le chevalier dont Bertrand soignait les chevaux et dont il était l'écuyer?

Tout autant de problèmes à résoudre que nous offrons aux érudits Hauts-Alpins.

Voici la traduction.

RÉSURRECTION D'UN ÉCUYER. Peu de temps après, un écuyer nommé Bertrand de Gap, s'était mis en route avec la troupe de son seigneur qui venait attaquer la ville de Gap. Une nuit, la troupe poursuivait sa marche quand le cheval du seigneur rua, atteignit l'écuyer en pleine poitrine et le tua.

Cet accident mit en émoi toute la troupe et finit par arriver jusqu'aux oreilles du seigneur. Plein de douleur et de compassion pour le malheureux, celui-ci accourt, accompagné d'une foule de chevaliers, dont l'un rappela les prodiges et les miracles par lesquels Dieu avait déjà voulu glorifier les mérites de son serviteur, l'évêque Étienne.

Aussitôt, mus d'une grande dévotion, ils se prosternent à genoux, prient en suppliant et invoquant la miséricorde dudit évêque. Soudain le mort ouvre les yeux et dit aux chevaliers qui l'entouraient : Je remercie Dieu et le bienheureux Étienne, évêque de Die, qui a eu compassion de moi, chétif. Il est venu à moi, éclatant de beauté, retirant mon âme des mains des démons, qui l'emportaient au châtiment éternel préparé pour mon supplice — dont le seul souvenir me fait encore frissonner d'horreur et perdre connaissance.

Suit la délivrance d'un prisonnier de Monclar, enfermé

sous un cuvier chargé de pierres, fort curieuse comme détails de mœurs, et une foule d'autres miracles, dont nous ne mentionnerons que les suivants à cause de leur intérêt local :

Femme de Mens guérie du mal caduc, homme du Vercors ressuscité, le prieur de St-Jean en Royans guéri de la goutte, le curé d'Avignonet, *in Triviarum partibus*, guéri de jambes cassées, un prisonnier du Trièves, un paralytique de Trescléoux, un autre du même pays affligé d'un abcès, un jeune homme de l'Argentière, un enfant noyé de Mirabel, diocèse de Vaison, un chevalier du Valbonnais éventré par un paysan mécontent, un paralytique de Cisteron, un individu d'Aspres, détenu prisonnier par des voleurs et enfin l'histoire d'un frère convers de Durbon, obtenant de Dieu, après sa mort, le trépas du saint évêque encore retenu dans les liens de cette misérable vie.

Le récit de ces miracles est excessivement attachant et plein de renseignements sur la vie sociale, les mœurs et les usages de l'époque, la dureté des caractères, les guerres privées, etc., en Dauphiné, — à l'aurore du XIII^e siècle, — époque pour laquelle les documents de ce genre n'abondent pas. Ceux de nos lecteurs qui voudront fouiller dans cette mine, ne peuvent mieux faire que de recourir au texte complet publié par Jean Columbi ¹.

V. LIEUTAUD.

¹ On ne nous en voudra point si nous profitons de l'occasion pour éviter à d'autres la peine, prise récemment par nous, pour trouver la date de la naissance de cet historien à la mairie de Manosque, à travers les registres de l'état civil des deux paroisses de Manosque : Notre-Dame et St-Sauveur, qui remontent au commencement du XVI^e siècle. En voici le texte exact : *Dimanche XIII^e juing 1592 a este baptise dans la presente eglise Jehan Collomby, fils de capp^{ne} Honnore Collombi et de damoysselle Anthononne Sellonne. Son perrin est Noble Jehan Arnaud, l'ung des s^{rs} consuls en chefs et sa merrine Damoysselle Loyse Laventure, vefve à M^e Augustin Sellon. Et en foy de ce soubasigne* : PARISOT, curé. Columbi ne met qu'une L et un V à son nom. L'acte de baptême lui donne deux L et un O. L'O est peut-être la forme française et l'V la forme latine.

' BRIANÇON

ADMINISTRÉ PAR SES CONSULS

(SUITE¹)

HÔPITAL. — L'époque de la fondation de l'hôpital de Briançon est difficile à déterminer, ses archives, comme celles de la Ville, ayant été presque entièrement détruites par les deux grands incendies de 1624 et 1692. Mais, tout porte à croire qu'elle remonte au XIII^e ou au XIV^e siècle. En effet, c'est à cette époque que furent établis les hospices de Loche, du Lautaret, de la Madeleine et du Mont-Genèvre² où les nombreux pèlerins qui traversaient les Alpes trouvaient un refuge et les secours dont ils avaient fréquemment besoin. Les motifs qui déterminèrent les princes Dauphins à fonder ces maisons hospitalières durent les pousser aussi à établir, à Briançon, un hôpital où ces pèlerins pourraient non-seulement recevoir l'hospitalité, mais encore être traités, dans les cas de maladie.

On lit dans les lettres patentes données, en 1745, par Louis xv, portant confirmation de l'hôpital de Briançon, comme hôpital général, qu'il « *existe depuis plus de trois siècles* »³.

Un registre des archives de cet établissement, échappé nous ne savons comment aux incendies dont nous venons de parler et contenant les délibérations du Conseil d'administration, porte la date de 1561. A cette époque, l'hôpital était très régulièrement administré par un conseil, composé du 1^{er} consul, du vibailli, du procureur du Roi, du curé et de six habitants nommés par le Conseil général de la Ville, qui portaient le nom de recteurs de l'hôtel-Dieu, d'un procureur et d'un trésorier. Le conseil se réunissait tous les seconds dimanches du mois et était présidé par le Vibailli; les lettres patentes de Louis xv

¹ Voy. *Bulletin* de 1886, p. 102-114, 183-192, 345-355, 474-486. *Bulletin* de 1887 p. 41-57, 114-132.

² Fauché-Prunelle, ouv. cité, t. 11, p. 303.

³ Archives de l'hôpital.

portaient que « le bureau s'assemblerait de quinze en quinze jours ». Les recteurs, conformément au règlement municipal de 1624, étaient tenus de rendre compte aux Consuls de leur gestion, à la fin de chaque année.

L'hôpital de Briançon fut détruit par l'incendie général de 1624. Sa reconstruction dont les Consuls aussi bien que les habitants sentaient la nécessité ne put être commencée qu'après 1630, à cause de la pauvreté dans laquelle l'incendie et le passage des armées avait plongé la Communauté. Le 14 juillet 1630, au moment où la peste sévissait d'une manière terrible sur les Briançonnais, on vit le 1^{er} consul Reymond Brunicard et les notables de la Ville, prosternés devant le maître-autel de l'église paroissiale, faire vœu, en présence du curé Jacques Juget, de rebâtir l'hôpital. En 1633, la Communauté acheta des religieux dominicains, au prix de 200 livres, une mesure pour agrandir l'emplacement sur lequel devait s'élever le nouvel hôpital, et, en septembre 1636, les « procureurs de l'hôtel-Dieu demandèrent au Conseil l'autorisation d'acheter une muraille mitoyenne, pour l'achèvement du bâtiment ». La Communauté, se trouvant dans l'impossibilité de faire face à toutes les dépenses, avait traité avec M. Prat, seigneur de La Bâtie-des-Vigneaux, qui s'était engagé à faire les avances. Néanmoins, les travaux marchèrent très lentement, car nous voyons qu'au mois de novembre 1648, le Conseil d'administration, réuni, déclara que « l'on ferait travailler incessamment à l'achèvement de la chapelle » pour laquelle un Jean Sylvestre, atteint de la peste, en 1631, avait fait un legs de 180 livres tournois. Ce ne fut qu'en 1685 qu'une cloche fut posée sur cette chapelle.

A peine cet hôpital, dont la reconstruction avait été si pénible, était-il achevé qu'un nouvel incendie, qui dévora les trois quarts de Briançon, le réduisit en cendres. Les administrateurs se trouvèrent donc, encore une fois, aux prises avec des difficultés presque insurmontables. Toutefois, ne voulant pas priver les indigents et les malades pauvres des secours que leur fournissait cet établissement de bienfaisance, ils songèrent, en attendant de pouvoir le

relever de ses ruines, de louer une maison appartenant à Jean Bonnot ¹, pour servir d'hôpital provisoire.

Ce ne fut qu'en l'année 1700 que l'on songea sérieusement à rebâtir l'hôpital. Dans sa réunion du 13 janvier, le conseil d'administration conclut qu'il y a lieu de révoquer la délibération par laquelle, après l'incendie, il avait consenti à ce que les revenus de l'hôpital fussent versés « dans la boîte des pauvres de la confrérie des pénitents, » et que ces revenus seront employés « à la réédification dudit hôpital ». Le 2 juin, le Conseil décide « concernant la « bâtisse dudit hôpital, que l'affaire soit renvoyée jusqu'à « l'arrivée de M. de Vauban en cette ville, afin de savoir « si on fera quelque agrandissement, et suivant les projets « qui seront faits, le Conseil déterminera si on doit le « rebâtir dans la nouvelle enceinte ou dans l'endroit où il « se trouve présentement » ².

Enfin les travaux de construction commencèrent, et le nouvel hôpital s'éleva sur l'emplacement même qu'avait occupé celui ruiné par l'incendie. Le corps de bâtiment principal, donnant sur la rue, était achevé en 1717. Les administrateurs n'ayant pas les moyens de le meubler, continuèrent le service hospitalier dans la maison de Jean Bonnot, et louèrent leur bâtiment aux communautés de l'Escarton de Briançon, pour servir de caserne aux troupes de la garnison. Le bail passé avec les communautés, le 14 octobre 1717, était consenti pour huit ans, au prix annuel de 750 livres ; de plus, l'Escarton devait donner 200 livres, pour rendre le bâtiment propre à loger quatre compagnies. Les communautés tiraient un grand avantage de ce bail, parce qu'elles se trouvaient ainsi déchargées de *l'ustensile* qu'elles payaient aux habitants de Briançon qui souffraient le logement des troupes.

¹ Jean Bonnot était originaire de Savouls, près d'Oulx. Cette famille établie à Briançon depuis le milieu du xvn^e siècle, a fourni à cette ville des avocats, des consuls, des subdélégués de l'Intendant. Un Jean Bonnot fut élu maire, en 1791, et son fils, Jean-François, est mort conseiller à la cour de Grenoble. Bonnot de Condillac et Bonnot de Mably étaient de cette famille,

² Vauban vint, en effet, à Briançon pour s'occuper des fortifications de cette place. Il visita toute la frontière du Sud-Est, depuis la Maurienne jusqu'au comté de Nice.

Le 28 avril 1719, les administrateurs passèrent le marché pour la construction de l'aile gauche de leur établissement, elle était terminée en 1722. Le commandant de la place, du Verdier, leur écrivait le 9 novembre de la même année :

« Attendu que les casernes de cette place et la maison
« de l'hôpital, louée par l'Escarton, pour servir de
« caserne, ne peuvent contenir les deux bataillons du
« régiment de Limousin, en garnison dans cette ville, etc.
« Nous prions MM. les administrateurs de l'hôpital de
« fournir le bâtiment de l'aile gauche, pour y loger
« lesdits soldats et de faire meubler les chambres dudit
« bâtiment de la même manière que celles du grand corps
« de logis ». A la suite de cette demande, l'aile gauche
fut encore affectée au casernement des troupes, depuis la
fin de 1722.

Le 22 octobre 1717, les députés de l'Escarton avaient aussi loué pour y loger une compagnie de soldats, une maison « joignant l'hôtel-Dieu de haut en bas » appartenant à Nicolas Chalvet, chirurgien, au prix de 200 livres, par an, et la somme de 65 livres pour une fois seulement, pour réparations à faire.

Les administrateurs de l'hôpital qui avaient compté sur les revenus de leur maison pour la meubler et pour secourir les pauvres, après avoir usé de leurs dernières ressources pour la reconstruire, éprouvèrent toute sorte de difficultés quand il fallut obtenir des communautés le prix du loyer. Ils furent obligés d'avoir recours aux poursuites judiciaires. Nous trouvons, à la date du 4 avril 1721, un arrêt de la Cour qui, sur la requête des procureurs de l'hôpital, enjoint aux consuls des communautés de l'Escarton de Briançon, de faire payer auxdits procureurs, dans la quinzaine, la somme de 2.250 livres pour trois annuités échues du loyer du bâtiment de l'hôpital.

Malgré ces poursuites, les communautés étaient toujours en retard. Depuis 1722, loin de payer le loyer en augmentation de l'aile gauche, elles ne payaient pas même le loyer du grand corps de logis, et, au 1^{er} avril 1725, elles

restaient à devoir un arriéré de 1721 livres 10 sols. Aussi, le 28 juin, le vibailli autorisa les sieurs Peralda et Morand, avocats, l'un procureur et l'autre trésorier de l'hôtel-Dieu, « à faire saisir entre les mains du sieur Valentin Faure, « receveur des tailles, les fonds qu'il pourrait avoir appar-
« tenant aux communautés de l'Escarton et provenant des
« fournitures de bois et de paille, faites par lesdites
« communautés ».

Enfin, en mars 1727, les procureurs de l'hôpital présentèrent requête à l'Intendant pour qu'il lui plut d'ordonner aux consuls des communautés de l'Escarton de Briançon de payer aux dits procureurs la somme de 1793 livres 7 sols, pour arrérages de loyer du grand corps de logis. L'Intendant fit droit à la requête. Quelques communautés s'exécutèrent, d'autres ne payèrent pas et les procureurs présentèrent une seconde requête à l'Intendant qui, le 27 avril 1728, répondit ainsi : « Vues la présente requête,
« notre ordonnance du 11 novembre 1727, la délibération
« de l'Escarton de Briançon du 11 mars dernier, nous
« ordonnons que notre dite ordonnance soit exécutée ;
« en conséquence, condamnons les communautés dudit
« Escarton à payer aux suppliants tous les loyers échus
« du grand corps de logis de l'hôtel-Dieu de la ville de
« Briançon , au payement desquels loyers les consuls
« desdites communautés seront contraints en la manière
« accoutumée ; condamnons pareillement lesdites com-
« munautés à payer, en suppléance les loyers échus de
« l'aile gauche dudit hôtel-Dieu sur le pied du loyer fixé
« pour le surplus du bâtiment ».

L'hôpital servit de caserne pendant seize ans, c'est-à-dire depuis 1717 jusqu'en 1734, époque à laquelle les administrateurs quittèrent la maison qu'ils avaient louée de J. Bonnot, pour s'installer dans la leur. Toutefois ils n'en occupèrent qu'une partie ; le reste fut loué, tantôt à des officiers supérieurs, tantôt à des employés civils. Les boutiques du rez-de-chaussée furent louées à des artisans ou à des marchands. Le 1^{er} novembre 1739, ils prirent pour locataire M. de Massia, major de la place, qui

occupa le logement de l'hôpital, au prix de 250 livres par an, jusqu'à sa mort, arrivée le 24 décembre 1763.

On recevait à l'hôpital de Briançon des malades, des infirmes, des vieillards, des orphelins à qui l'on apprenait à lire et à écrire et que l'on mettait ensuite en apprentissage. On y admettait aussi les passants étrangers et les pèlerins, pour une nuit seulement. On peut se faire une idée du nombre des voyageurs qui passaient par Briançon et qui demandaient l'hospitalité à l'hôtel-Dieu, quand on voit que du 1^{er} janvier au 20 avril 1719, c'est-à-dire en moins de quatre mois, on y reçut « vingt-deux pèlerins dont un « Liégeois, et huit passants, à chacun desquels, outre « l'hospitalité de la nuit, on donna cinq à six sols ». On y recevait aussi, chaque année, un certain nombre de déserteurs piémontais ou italiens qui, se tenant loin des chemins fréquentés, traversaient les montagnes couvertes de neige, et arrivaient à Briançon, les pieds gelés. L'hôpital fournissait des secours, à domicile, aux malades pauvres et aux familles indigentes.

Il y a peu de temps que Briançon a un hôpital militaire ; commencé en 1824, il ne fut ouvert qu'en 1831. Jusqu'à cette époque, c'était à l'hôpital civil qu'étaient traités les malades de la garnison et ceux des armées de passage. Dans la réunion du conseil d'administration du 3 août 1659, il fut constaté que l'hôpital était « dans un pauvre « état, attendu la grande quantité de malades qu'il y a eu, « durant le passage des armées ».

Au mois d'août 1689, après le combat de Salbertrand où M. de Larray tenta vainement d'arrêter les Vaudois qui, venus de Suisse, rentraient dans leurs vallées, de nombreux blessés furent transportés à l'hôpital de Briançon.

De 1701 à 1712, pendant la guerre de la succession d'Espagne, les armées occupèrent tout le Briançonnais, et l'hôpital ne pouvant contenir tous les malades, on fut obligé de former un hôpital militaire provisoire à Sainte-Catherine, dans la grange et le verger d'un sieur Disdier et dans les maisons des sieurs Colaud et Mallen. Enfin, en

1762, l'hôpital militaire provisoire fut installé dans deux maisons, situées au lieu dit La Tour, appartenant, l'une à M. Fantin, avocat¹, et l'autre à une veuve Sylvestre. En 1767, ces derniers locaux ayant été jugés insalubres, les ingénieurs militaires proposèrent d'établir les salles militaires dans les maisons précédemment occupées à Ste-Catherine. Dans leur rapport, ces ingénieurs insistaient sur la nécessité de bâtir un hôpital militaire, et faisaient remarquer qu'après la malheureuse affaire du col de l'Assiette où mourut si glorieusement le chevalier de Belle-Isle, le manque d'un hôpital militaire, à Briançon, outre la perte d'un grand nombre de blessés, coûta au Roi plus de 400.000 livres².

La population de l'hôpital de Briançon était ordinairement d'une trentaine de personnes, en y comprenant deux servantes, appelées *sœurs* et auxquelles on ne donnait aucun salaire ; la maison se chargeant de leur nourriture et entretien, tant en santé qu'en maladie.

Les ressources de l'hôpital étaient modiques ; elles provenaient de legs en argent ou en terres, de dons et de quêtes. Les legs étaient assez fréquents, mais, le plus souvent, de minime importance. Ainsi de 1700 à 1750, plus de vingt personnes firent à l'hôpital des legs dont le plus grand nombre était au-dessous de 100 livres.

Noble Hugues de Chaillol, mort en 1623, le plus ancien gradué du Bailliage, légua à l'hôtel-Dieu la somme de 120 livres tournois, pour être employée « en meubles et garnitures de lit ». Il laissa pour héritière universelle sa fille Barbe de Chaillol, mariée à noble Guillaume de Jouffrey. Ce legs resta longtemps sans être payé ; ce ne fut qu'en 1655, après des poursuites exercées par les procureurs de l'hôpital que Claude et Antoine de Jouffrey, avocats au parlement, arrière petits fils de Hugues de Chaillol, transigèrent pour la somme de 500 livres. Les frères de Jouffrey vendirent une maison et grange, appelée *le Colombier* ou *Pigeonnier* provenant de la succession

¹ Cet avocat était l'aïeul d'un peintre de talent, M. Fantin-Latour qui habite Paris. Sa maison est aujourd'hui la sous-préfecture.

² Quatre mille blessés furent transportés à Briançon.

de leur bisaïeul, à M^e Balthazar Jouve, procureur, pour le prix de 500 livres et délèguèrent l'acheteur à payer cette somme à l'hôpital ¹.

En 1743, Agathe Toye, née à Abriès, veuve de François Ferrus, notaire à Briançon, institua pour ses héritiers universels les pauvres de l'hôpital.

En 1747, noble Raymond Baile de la Tour, médecin à Briançon, lègue 120 livres ; en 1749, un Coulomb, du Monétier, lègue 534 livres ; en 1745, M^e Laugier, notaire, donne 250 livres.

De 1745 à 1749 inclusivement, l'hôpital reçut, chaque année, 24 livres de M. Morel de Conflans, ingénieur en chef de la place ; et fit parvenir son don, en 1746, de l'armée d'Italie et, en 1747 de l'armée de Provence.

En mai 1749, Simon Prat, conseiller du Roi, payeur des gages de la Chambre des Comptes de Grenoble, donna 750 livres.

En 1750, M. Roux Lacroix, chevalier de St-Louis, ancien capitaine d'infanterie, légua à l'hôpital ses linges et habillements personnels dont la vente produisit 300 livres.

En 1751, M. de Chaillol, seigneur de Bouquéron, premier président au bureau des finances du Dauphiné, donna 100 livres ; M. Alphand, vibailli, 100 livres ; M. Thomas Blais, avocat, 100 livres. En 1753, M. Fantin Latour, avocat, 1^{er} consul, donna, pour legs fait par son père, 97 livres.

Antoine Ambrois, prêtre de Bardonnèche, après avoir été plusieurs années, économe de l'hôpital de la Charité de Lyon, se retira à l'hôpital de Briançon où il mourut, en 1774. Par son testament de 1772, il avait légué à cet établissement le quart des biens qu'il avait, en France,

¹ Cette maison est celle qui se trouve devant la chapelle des Pénitents, et qui appartient à M. Disdier, huissier. La famille de Chaillol, originaire du Queyras, était une des plus considérables du Briançonnais. Depuis la fin du 16^e siècle, jusqu'au milieu du 18^e, les de Chaillol ont été, de père en fils, vibaillis du Briançonnais. Au sujet de leur origine, voyez la dédicace de l'ouvrage du P. Léautaud, ésuite, *Institutionum arithmeticarum libri quatuor. Lugduni, 1660.*

et nomma les administrateurs ses exécuteurs testamentaires.

Comme nous l'avons dit, quelques personnes léguaient des terres ; le legs le plus important de ce genre fut fait, en 1598, par Faure Soulé, marchand de Briançon. En 1670, ces terres avaient été vendues, excepté deux, et l'argent en provenant avait été prêté à la communauté de Névache. En 1670, l'hôpital possédait, outre ces deux pièces de terre, deux jardins dont l'un fut vendu, en 1701, au génie militaire au prix de 237 livres, et occupé par les fortifications.

Le legs le plus considérable en argent, fut celui de 4.000 livres, fait en 1709, par André Fine, marchand de la Ville, ayant pour but l'entretien de deux lits dans l'hôpital. Les administrateurs disposèrent de la moitié de cette somme, pour faire un paiement à l'entrepreneur des travaux de reconstruction de cet édifice.

En 1745, messire Vincent Albertin, curé de la Ville, fit don de 96 livres qu'il venait de recevoir de M. de Lautrec, lieutenant général des armées du Roi, en reconnaissance d'un discours qu'il avait fait, à la paroisse « audit Seigneur ».

Les administrateurs faisaient tous les ans une quête dans la ville et les villages de la communauté. De leur côté, les deux *sœurs*, chargées du soin des pauvres et des malades faisaient des quêtes fréquentes dans les communes du Briançonnais. Il y avait, pour l'hôpital, un tronc, à l'église paroissiale, et un autre, dans la chapelle de l'établissement ; une quête avait lieu, à la porte de cette chapelle, le jeudi et le vendredi saints.

En 1720, les procureurs de l'hôpital présentèrent une requête à la Cour de Grenoble, dans laquelle ils demandaient qu'il fut fait défense aux confréries de faire des quêtes dans la communauté. Ils alléguèrent pour motifs que « leurs ressources étaient insuffisantes et ne cou-
« vraient pas la moitié de leurs dépenses ; que non seule-
« ment ils recevaient des malades, des infirmes, des
« orphelins, des pèlerins et passants étrangers, mais

« qu'ils distribuèrent encore, les samedis, du pain aux « familles pauvres ». La Cour, par arrêt du 28 septembre 1720, fit droit à cette requête.

Une portion des amendes imposées par les Consuls, comme juges de police, était versée dans la caisse de l'hôpital. Quelquefois, les amendes infligées à certains délinquants par le Vibailli profitaient aussi à la même caisse. C'est ainsi que, le 12 août 1748, un marchand bijoutier de Grenoble fut condamné à payer 300 livres à l'hôpital, pour avoir fait tirer, sans autorisation, une loterie dans la Ville.

Ceux qui obtenaient des lettres de bourgeoisie étaient obligés de donner un repas aux Consuls et de payer à la ville une somme qui variait entre 120 à 300 livres. Dans sa séance du 2 septembre 1686, le Conseil municipal décida que le nouveau bourgeois serait dispensé de donner ce repas, en versant 50 livres entre les mains du trésorier de la confrérie des Pénitents, et quelques années après, une nouvelle décision prescrivit de verser cette somme dans la caisse de l'hôpital.

Avec les faibles ressources dont il pouvait disposer, l'hôpital de Briançon avait beaucoup de peine à se suffire et à pourvoir aux besoins de ses pauvres. On aurait pu croire avec l'auteur des *Guerres de religion dans les Hautes-Alpes* que cet hôpital, placé à l'extrême frontière et recevant beaucoup de soldats malades et blessés « obtenait tous les ans une indemnité considérable » du gouvernement. Mais qu'on se détrompe ; l'hôpital ne recevait d'autre indemnité qu'un faible prix de journée, tardivement payé.

Les modiques revenus de l'hôpital n'étaient pas toujours assurés : les administrateurs avaient toutes les peines du monde pour faire rentrer les prix de ferme et les rentes. Nous voyons, en effet, que de 1651 à 1659, le procureur poursuivit plus de cinquante procès contre les débiteurs de l'établissement.

Le 14 septembre 1649, le conseil d'administration ayant remarqué qu'il y avait dans la ville « grande quantité de

« pauvres étrangers, des communautés du Bailliage, « lesquels frustraient et ôtaient l'aumône aux pauvres de « la Communauté, conclut que les Consuls feraient écrire « par tous les vallons et escartons du Bailliage pour que « chaque communauté retire ses pauvres et fournisse à « leur subsistance, comme fait celle de Briançon. »

Le 12 février 1651, Nicolas Colaud, vicaire de Briançon, aumônier et administrateur de l'hôpital, exposait au Conseil que « l'Hôtel-Dieu manque de ressources pour fournir « la passade et l'entretien des pauvres dont le nombre est « fort grand, à raison du continuel passage des gens de « guerre et des pèlerins ». Le 22 avril 1662, messire Colaud exposait encore « que les charges dont la Ville « avait été accablée par les malheurs de la guerre avaient « mis les rentiers des terres et fonds dudit Hôtel-Dieu « dans l'impossibilité de payer les rentes ni non plus les « tailles desdits fonds, et qu'aucuns d'eux étaient devenus « insolubles et leurs cautions aussi ». Le Conseil conclut « que pour éviter l'entière perte desdits biens, les sieurs « Consuls et ledit messire Colaud¹ feraient leurs diligences « pour faire mettre aux enchères les fonds dudit Hôtel- « Dieu. »

Le 13 avril 1681, les administrateurs décident qu'il y a lieu de prier les Consuls de faire publier au prône, et par l'huissier, à son de trompe, que tous les pauvres étrangers aient à sortir de la ville dans trois jours, avec défense aux habitants d'en recevoir aucun. L'ordre fut donné et, pour en assurer l'exécution, les recteurs de l'hôpital nommèrent un *chasse-coquins*, chargé, pendant quatre ans, de faire sortir de la Ville tous les pauvres étrangers, et de les empêcher d'y rentrer. Ce nouveau fonctionnaire revêtu d'une casaque rouge, doublée de ratine blanche avec des galons de même couleur, et armé d'un bâton,

¹ Messire Nicolas Colaud, vicaire de la paroisse de Notre-Dame de Briançon fut, pendant longtemps, directeur de l'hôpital où il demeura pendant toute la durée de son administration. Il mourut le 17 décembre 1667, après avoir, par son testament, institué l'*Hôtel-Dieu son héritier universel*.

aux armes de la Ville, devait recevoir pour gages dix-huit livres par an.¹

En 1682, le Conseil conclut que « attendu le grand épuisement dans lequel se trouve l'hôpital, il ne sera plus donné la passade qu'aux véritables pèlerins, laquelle sera encore diminuée de la moitié jusqu'à ce que les affaires dudit hôpital soient remises. »

Malgré sa pauvreté, l'hôpital se vit forcé de soutenir un procès, en 1681, contre MM. de l'ordre de St-Lazare et de Notre-Dame du Mont-Carmel. Il paraît que ce procès fut intenté à la suite de l'édit de décembre 1672, qui avait ordonné la réunion de tous les hôpitaux et Hôtels-Dieu à ces deux ordres. Il paraît que l'hôpital de Briançon, qui avait toujours été administré municipalement, s'appuyant sur les franchises accordées par les Dauphins et confirmées par les rois de France, voulut conserver son indépendance. Du reste de nouveaux édits des mois de mars, avril et août 1693 révoquèrent l'union ordonnée par celui de décembre 1672.

En 1684, les administrateurs de l'hôpital eurent un moment l'espoir d'améliorer leur position financière. Le Roi, par ses déclarations de 1683 et 1684, avait accordé les biens des consistoires de la religion réformée aux hôpitaux. Celui de Briançon, profitant de ces déclarations obtint du parlement de Grenoble, sa mise en possession des biens appartenant aux temples de la vallée du Queyras dont la destruction avait été ordonnée et confiée à la diligence du syndic du clergé du diocèse d'Embrun. En conséquence, le 15 janvier 1685, le curé de Briançon, le 1^{er} consul Ollagnier, le procureur de l'hôpital, Decruis et l'avocat Prat se rendirent à Guillestre où se trouvaient le prévôt, Roux d'Arbaud, vicaire-général d'Embrun, et le chanoine Donnadiou, et après s'être entendus avec les directeurs de l'hôpital de Guillestre qui devaient avoir une part dans le partage des biens des consistoires protestants, ils montèrent tous ensemble dans le Queyras et firent procéder à la démolition des temples. Mais ils furent déçus

¹ Archives de l'hôpital.

dans leurs espérances : une déclaration de 1688, révoquant celles de 1683 et 1684, réunit les biens des consistoires au domaine du Roi et, enfin, un arrêt du Conseil de 1693 en fit donation aux hôpitaux de Grenoble, de Gap et d'Embrun qui, le 17 août 1694, se partagèrent ces biens. Les procureurs de l'hôpital de Briançon protestèrent contre ce partage et présentèrent une requête à la Cour pour obtenir leur part. Leurs réclamations furent inutiles ; ce fut avec beaucoup de peine qu'ils purent obtenir de l'hôpital d'Embrun le remboursement des frais que leur avaient occasionnés leurs vacations dans le Queyras, pour la démolition de ces temples ¹.

Peu d'années après, une nouvelle déception venait les surprendre. Louis XIV, par lettres patentes du mois de novembre 1698, déclarait réunis à l'hôpital de Briançon les biens et revenus de l'hôpital de Saint-Martin-de-Queyrières, à la charge de satisfaire aux prières et services de fondation dont pourrait être tenu l'hôpital de Saint-Martin, et de recevoir les pauvres malades du lieu. Ils s'empressèrent de faire signifier l'arrêt du conseil du Roi aux consuls de St-Martin qui, par exploit du 25 février 1700, déclarèrent que lesdits biens ne consistaient qu'en « une masure au-dessous de l'église du village qui était « anciennement la maison dudit hôpital, et en deux petites « pièces de terre, qu'on ne pouvait arranger que pour les « tailles ». Le 12 décembre de la même année, le trésorier de l'hôpital et le secrétaire de la communauté de Briançon, en vertu des pouvoirs qu'ils avaient reçus, se rendirent à Saint-Martin pour mettre aux enchères la masure et affermer les terres. La maison fut vendue à demoiselle Madeleine Grand, veuve de Nicolas Pons, avocat, de Ste-Marguerite, au prix de 106 livres, acte reçu par M^e Colaud, notaire. ².

Un état, dressé en 1764, nous donne le détail des revenus de l'hôpital ; ils étaient de 998 livres 18 sols. Cette

¹ Voyez *Vaudois et Protestants des Alpes*, par J.-A. Chabrand, p. 214 et suivantes.

² Archives de l'hôpital.

somme se composait de 480 livres, rentes sur le clergé de France; de 25 livres, dues par la Communauté; de 33 livres 8 sols, dues par la recette des tailles du Briançonnais; de 352 livres provenant du loyer de la partie de l'hôpital non occupée par les pauvres et les malades; le reste était dû par divers particuliers ¹. Les dépenses étaient bien supérieures; elles s'élevaient à 1.958 livres 15 sous. Elles se décomposaient de la manière suivante :

Entretien des bâtiments, tailles royales et négociantes.....	150 livres
--	------------

Quatre-vingt-dix setiers froment, seigle ou orge, non compris le seigle que l'on recueille dans les quêtes, et les treize setiers donnés par la Ville, pour la 24 ^e des pauvres.....	450 l.
---	--------

Cent quatre-vingt livres de viande par mois, font pour l'année.....	276 l.
---	--------

Douze charges de vin, à dix-huit livres la charge.....	216 l.
--	--------

Remèdes distribués aux malades.....	90 l.
-------------------------------------	-------

Les peines et soins des médecins, chirurgiens, apothicaires, ont été faits gratis, attendu la modicité des revenus.....	Mémoire.
---	----------

Entretien des sœurs, servantes et pauvres de l'hôpital.....	280 l.
---	--------

Deux minots et demi de sel.....	47 l. 15 sols.
---------------------------------	----------------

Fromage, beurre, huile, œufs, chandelles.....	180 l.
---	--------

Bois de chauffage.....	250 l.
------------------------	--------

L'hôpital est chargé de payer, chaque année, dix livres, pour quatre sermons qui sont prêchés dans l'église paroissiale, pendant l'octave du St-Sacrement (fondation faite par M. et M ^{lle} Roux-Lacroix, en 1745)	10 l.
--	-------

Il est aussi chargé de donner annuellement neuf livres à M. le curé de Val-des-Prés, pour une messe et entretien d'une chapelle du sieur Roman, à la montagne..	9 l.
---	------

1.958 l. 15 s.

¹ Nous ne voyons pas figurer, dans cet état, les prix de ferme des terres de l'hôpital, le produit des amendes, les sommes payées pour le droit de bourgeoisie, celles versées dans les tronc ou recueillies dans les quêtes. Cela vient sans doute de ce que ces revenus étaient variables.

Ont signé: ALPHAND, vibrailli; CHARBONNEL, procureur du Roi; ALBERTIN, curé; A. ESCALONNE, consul; JOUVE; BONNOT, J. ESCALONNE, ROUX-LACROIX, FANTIN, LAUGIER, FERRUS, d. m.; COLAUD, OLLAGNIER, secrétaire.

Les titres de la fondation de l'hôpital avaient été consumés par l'incendie de 1624. Pour les remplacer, les administrateurs obtinrent de Louis XIII, revenant de Suze et passant par Briançon, le 29 avril 1629, des lettres de confirmation pour leur établissement. Ces lettres furent encore dévorées par les flammes en 1692. Une délibération prise à l'hôtel de ville, le 23 février 1744, vingt-sept ans après la reconstruction de l'hôpital, déclara qu'il était nécessaire de se pourvoir auprès de Sa Majesté Louis XV, pour obtenir de nouvelles lettres de confirmation. Sur la présentation de leur requête, le Roi leur expédia les lettres dont voici le préambule.

D^r CHABRAND.

ÉTAT DES BIENS DES HOPITAUX

DES

HAUTES-ALPES EN 1766.

Les renseignements qui suivent sont extraits de l'*Inventaire sommaire des Archives départementales des Hautes-Alpes* (série C, n° 152).

Ces renseignements, croyons-nous, sont de nature à intéresser les lecteurs. Ils sont analogues à ceux que publie actuellement dans le *Bulletin* notre savant collaborateur M. le docteur Chabrand. Peut-être leur lecture pourra-t-elle déterminer quelque membre de la *Société d'Études* à entreprendre l'histoire de la Charité publique dans les Hautes-Alpes, travail qui présenterait une grande utilité, et qui, ainsi que beaucoup d'autres, est encore à faire.

Les documents analysés ci-après sont antérieurs à l'an 1766. Ils forment une liasse de 10 pièces ou cahiers, ayant pour titre :

BULL. H.-A., 1887.

14

1551-1766. — « État des biens et revenus de toute nature des hôpitaux de Briançon, Embrun, Gap, Monétier-de-Briançon, Mont-Genèvre, Orpierre, Saint-Bonnet-en-Champsaur et Veynes; des titres qui établissent leur possession et jouissance, des charges, etc., dressé en exécution de la déclaration du 11 février 1764 ».

HOPITAL GÉNÉRAL DE BRIANÇON. Les revenus annuels, perçus sur divers immeubles et sur le clergé de France, sont de 998 livres 18 sols; les charges, de 4.958 l. 15 s. parmi lesquelles : entretien des bâtiments et tailles, 150 l.; nourriture des pauvres, des sœurs ou servantes, et des pèlerins « qui sont reçus pour une nuit seulement », 450 l.; viande, 276 l.; douze charges de vin, 216 l.; remèdes, 90 l. (la médecine est gratuite); entretien du personnel, 280 l.; deux minots et demi de sel, 47 l. 15 s.; fromage, beurre, huile, chandelles et œufs, 180 l.; bois de chauffage, 250 l.; quatre sermons pendant l'octave du Saint-Sacrement à l'église paroissiale, 10 l.; etc. Cet hôpital existait en 1551; ses titres périrent dans l'incendie général de Briançon en 1624; « il obtint, en l'année 1629, du Roy Louis treize, de glorieuse mémoire, à son passage en cette ville pour aller au Piémont ¹, des lettres patentes qui

¹ Louis XIII était à Briançon, le 28 février 1629; il en repartit le lendemain 1^{er} mars et franchit les Alpes au Mont-Genèvre (Voy. Ant. FROMENT, *Essais*, édit. de M. Arist. ALBERT, 1868, p. 278; GAILLAUD, *Ephémérides*, 1874, p. 81-85, etc.) — Quoiqu'on en dise, Louis XIII ne s'est jamais aventuré dans la Combe ou gorge du Queyras. « Le Pont-de-Pierre ou la Maison-du-Roy, sur la route du Queyras » dit un document de 1789, est « ainsi nommé à raison du privilège d'exemption de tailles que le Roy leur a accordé, à condition de prêter secours à tout passant et d'y tenir auberge » (*Arch. des Hautes-Alpes*, C, 6; *Invent. sommaire*, in-4, 1887, p. 6). L'exemption de tailles « dont il est question avait été accordée, le 28 novembre 1755, à « Guillaume Gérard, feu Jacques, natif du lieu d'Eygliers en Embrunois, habitant actuellement (1755) dans la combe de Guillestre et Queyras ». Il avait alors reçu « une réduction de vingt livres de taille annuellement; et, outre ce, l'exemption de guet, garde, milice et corvées, non seulement pour luy, mais encore pour ses enfants et pour un de ses domestiques », avec l'autorisation « de faire apposer sur la principale porte de lad^e maison (du Pont-de-Pierre), en tableau ou en pierre, à son choix, les armes du Roy, avec l'inscription au bas : SAUVEGARDE DU ROY ». (*Ibid.* C, 17; *Invent. sommaire*, p. 32).

l'ont autorisé. Ces lettres, ayant aussi péri dans l'incendie général, arrivé en l'année 1692, il a plu au Roy régnant de lui accorder des lettres de confirmation, au mois d'août 1745, par lesquelles il s'est déclaré protecteur et conservateur de cette maison. Cet hôpital est administré, conformément à la déclaration du Roy du mois de décembre 1698 et aux lettres de confirmation, par le vibally, le procureur du Roy au balliage de Briançon, le premier consul, le curé, et par six notables habitants de la ville, par un procureur et un trésorier. » On y reçoit : « les malades, les vieillards, les infirmes qui n'ont aucun bien et les orphelins ; ... les pèlerins et passants étrangers, pour une nuit seulement. On a été encore obligé d'y recevoir des soldats déserteurs étrangers qui, s'étant exposés, pendant l'hyver, à traverser les montagnes dans les neiges, ont eu les pieds gelés, et qui y ont été soignés jusqu'à leur mort ou leur guérison. On y prend soin des enfants jusqu'à ce qu'ils soient en âge de pouvoir gagner leur vie chès les habitants de la campagne ; on leur fait apprendre à lire, à écrire et les principes de la religion, et à quelques-uns des métiers, en payant de temps pour leur apprentissage... Les administrateurs dudit hôpital font régulièrement, chaque année, une quête générale dans la ville et dans tous les villages de la paroisse pour subvenir aux besoins de la maison. Les deux sœurs qui sont préposées aux soins des pauvres font, de leur côté, des quettes fréquentes dans les communautés du Briançonnais dans le même objet. Il se trouve communément dans ledit hôpital trente personnes, y compris les sœurs auxquelles on ne donne aucun gage, l'hôpital étant seulement chargé de leur nourriture et entretien, tant en santé qu'en maladie. Les administrateurs s'assemblent régulièrement une fois chaque mois... Le détail de la dépense est confiée à l'ancienne des deux sœurs qui tient un registre... Le Procureur est chargé de faire les poursuites nécessaires pour l'exaction des revenus... Il n'a été fait aucune concession par nos Roys audit hôpital, et il ne jouit d'aucun octroy. Une partie des débiteurs sont

presque insolubles ». Briançon, « au bureau dudit hôpital », 23 septembre 1764. Signé : Alphand, vibailli, Charbonnel, procureur du Roy. A. Escalonne, premier consul, Albertin, curé, Jouve, Bonnot, Laugier, Ferrus, D^r M., Roux La Croix, J. Escalonne, Colaud, Fantin, Ollagnier, secrétaire.

HÔPITAL GÉNÉRAL D'EMBRUN. Les revenus sont de 10.389 livres 6 sols 5 deniers, et proviennent de cinq domaines : *Chauvet, Jantelle, Petit-Puy, Rame, Sainte-Marthe* ; d'une vigne, champ et jardin au mas du *Saint-Esprit*, près la porte d'Embrun, donnés par M^e Guillaume d'Hugues, prévôt de l'église d'Embrun, le 25 février 1738 ; d'une aumône annuelle de « 49 charges seigle et orge sur la communauté de Crévoux, ceddée par l'archevêché », à 9 livres la charge ; de diverses rentes sur l'élection de Gap, le clergé de France, le sieur Barthalon, M. de Théus, les communautés de la Roche, Réotier, les Orres ; de l'héritage de Mgr de Genlis, archevêque d'Embrun, par testament du 18 avril 1714 (terre de Freyssinières, affermée en 1758, 350 l. ; *Pressaben*, à Châteauroux, albergé au séminaire d'Embrun, en 1761, moyennant 100 l. ; terre de Saint-Étienne-en-Dévoluy, acquise en 1729 et affermée, en 1760, 1990 l.) ; de 2.855 l. de rentes, au deux et demi pour cent, sur la ville de Paris ; de 790 l. sur le clergé de France, etc. — Les charges sont de 14.525 livres 13 sols 4 deniers, parmi lesquelles : honoraires de l'aumônier et messes de fondation, 220 l. ; « aux relligieuses hospitalières chargées du soin des pauvres ¹ », 800 l. ; entretien des bâtiments, 400 l. ; impositions royales, 150 l. ; entretien et nourriture de quarante pauvres, vieillards ou « enfants depuis trois ans jusqu'à quatorze », 2.880 l. ; entretien de quarante autres malades ou infirmes, 4.000 l. ; pèlerins et passants, 300 l. ; « enfants trouvés et ceux des pauvres de la ville mis en nourrisse et entretenus aux frais de l'hôpital, au nombre de trente ou environ », 1.440 l. ;

¹ Ces religieuses appartenaient à l'ordre de Saint-Augustin. Elles furent appelées de Grenoble à Embrun en 1746, mais elles ne se rendirent à cette invitation qu'en 1758 (Voy. la note de M. l'abbé ARMAND, dans *Bull. Soc. d'Études des Hautes-Alpes*, 1885, p. 329-336).

aumônes en argent ou en denrées à des habitants pauvres ou à des familles honteuses, 800 l.; « frais extraordinaires, soit procès, ports de lettres, voyages et manutention des biens », 300 l.; frais de perception de rentes sur l'Hôtel de ville de Paris, 52 l.; « pour marier annuellement une pauvre fille, ensuite du testament de M. Faure, archidiacre, du 29 février 1742 », 100 l. Il est dû, suivant le testament de Mgr de Genlis: au séminaire d'Embrun, 1.000 l.; à l'église d'Embrun pour une fondation, 385 l.; aux « curés infirmes du diocèse », 250 l.; « pour l'entretien de la maison de l'hoyrie [de Mgr de Genlis] et bibliothèque », 100 l.; au Roi, 266 l. 13 sols 4 deniers, etc. « Il y avoit anciennement dans cette ville divers établissements pour le soulagement des mandians, des pauvres malades, des honteux, des pellerins et des enfans trouvés. Tous ces établissements, dont on ne connoît pas l'origine ¹, ont été réunis successivement, sous le nom d'*Hôpital général du Saint-Esprit*, et Sa Majesté, en 1717, par ses lettres patentes, enregistrées au Parlement, luy a confirmé ce nom, et a réglé tout ce qui concerne son administration ». Le bureau se compose de directeurs-nés et d'autres électifs. L'administration intérieure et immédiate des pauvres est confiée « aux religieuses hospitalières de l'ordre de Saint-Augustin ». Elles ont une économe, « qui rend compte de la même manière que le trésorier ». L'aumônier veille au bon ordre et à tout ce qui intéresse la maison; « cela n'empêche pas qu'un directeur ne soit chargé d'y faire, chaque jour, la visite. La misère augmente dans le pays, par les mauvaises récoltes ». Il se fait un « passage continuel des pellerins et des passants

¹ Le 5 janvier 1450/1, il y avait à Embrun deux hôpitaux: l'hôpital inférieur ou du Saint-Esprit et l'hôpital supérieur ou de Saint-Marcellin: « *Hospitalium inferioris vocati de Sancto Spiritu et superioris vocati de sancto Marcellino ejusdem civitatis Ebreduni* » (Arch. com. d'Embrun; Livre carré, f° 247). — Mais ces hôpitaux remontaient au XIII^e siècle au moins (Cf. aux arch. dép. des Hautes-Alpes, le fonds de l'hospice d'Embrun, B. 1). L'hôpital du Saint-Esprit existe encore; il est desservi actuellement par des religieuses Trinitaires.

qui vont et reviennent d'Italie. Pendant la guerre de 1742 », cette maison fut chargée de l'hôpital militaire. « On fut alors obligé, eu égard au grand nombre de soldats malades, de leur céder tout le bâtiment de l'hôpital et de louer des maisons pour y placer les pauvres de la ville ». L'hôpital a avancé, depuis lors, 1.800 livres « pour les réparations de la maison du sieur Bertrand, pour qu'elle pût servir d'hôpital militaire ». « La maison de l'hôpital est comme l'unique ressource du pays ». Embrun, 22 octobre 1764. Signé : De Beaumelle, vicaire général, De Calignon, vicaire général, L. Mallet, chanoine, chantre, Cressy, Rous, Champsaur, curé, Tholozan, curé, Jouve, consul, Mariny, consul, Vallier, Ricard, Blanc, secrétaire.

HÔPITAL SAINTE-CLAIRE DE GAP. Revenus, 3.849 livres, parmi lesquels : rentes sur divers particuliers, 1.760 l. ; sur le clergé de Gap, 136 l. ; sur le clergé de France, 350 l. ; domaine donné par M. de Poligny de Prarond, par son testament en 1714, et autre domaine, situé au terroir de Gap, 410 l. ; vignes de Valserres et de Jarjayes, 46 l. ; imposition annuelle de la ville de Gap, pour « différentes sommes provenues en partie des biens du consistoire de ceux de la R. P. R., et parties des dettes contractées au profit de l'hôpital », 350 l. ; rente de « trois charges de bled métal, à raison de quelques fonds dépendants de la chapelle de *lez Arable*, ou de ceux donnés à l'hôpital par le frère Aubin, hermite de ladite chapelle¹ », 36 l., etc. Charges : 1.112 livres 5 sols, parmi lesquelles : tailles, 250 l. ; entretien des bâtiments, 200 l. ; pension du curé de Châteauneuf, « établie par M. de Poligny », 60 l. ; à l'aumônier et pour fondation de messes, 287 l. ; pour 720 l. empruntées au chapitre de Gap, « pour employer à la construction du nouveau bâtiment du domaine », 36 l. ; « vestiaire des quatre sœurs de l'hôpital, à raison de 36 l.

¹ Il s'agit ici du frère Aubin, ermite de *Notre-Dame des Érables*, chapelle de la com^e de Rambaud, dont il est souvent question dans l'histoire de la sœur Benoîte, fondatrice du pèlerinage de Notre-Dame du Laus (1647-1718).

à la chacune », 144 l.; au trésorier ou administrateur de l'hôpital, 120 l.; cense aux chartreux de Durbon, 6 l.; cense à M. d'Abon, 3 l.; etc. Les 2.737 l. 15 sols qui restent sur le revenu « sont employées à la nourriture et entretien des enfans trouvés, et des infirmes qui sont à l'hôpital, dont le nombre est au-dessus de quarante personnes, non compris les enfans qui sont en nourrice ». Gap, 25 juin 1766. Signé: « Reinoard, syndic de l'hôpital ».

LE MONÉTIER-DE-BRIANÇON. « Il y a dans la communauté du Monestier deux houpiteaux: l'un sous le titre *Saint-Jacques*, situé dans le bourg, et l'autre, sous celui de *La Madeleine*, au pied de la montagne de Lautaret. Ces deux hôpitaux sont sous le titre de l'ordre de Notre-Dame de Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem. Anciennement ses maisons étoit occupé par trois frères du dit ordre. En 1684, ses frères se sont retirés, avec abandon desdits hôpitaux, ne pouvant y vivre, insin qu'il résulte par acte reçu M^e Jacques Bertrand, notaire: dont la communauté s'en est chargé, au moyen de donner habitation, pain et soupe à tous passans pauvres, pèlerins, et aux ecclésiastiques religieux, chacun un quartin de vin; ce qui en consomme le revenu ». Les revenus de l'hôpital de *La Madeleine* « consistent en trois livres d'alivrement », affermées 60 livres; et les charges, « en quatre lits, dont la dépense annuellement consiste environ 12 livres ». Les revenus de l'hôpital de *Saint-Jacques* du Monétier « consistent en une maison, qui sert de logement aux passans pauvres » et enterres « données par M. Bertrand », affermées 200 l. « Les consuls « nomment deux procureurs pour veiller aux entretiens et besoin des pauvres ». Le Monétier, 29 octobre 1764. Signé: J.-J. Thomasset, curé, J. Gerrard, consul, Finot et Jean Rey, procureurs.

HÔPITAL DU MONT-GENÈVRE. Revenus, 483 livres 17 sols 4 deniers, provenant: 292 l. 12 s. 4 d., de 323 setérées, chacune de 400 toises royales, de divers « immeubles nobles et allodiaux », sis au Mont-Genèvre, qui s'afferment tous les neuf ans, par-devant le vibailly de Briançon; 45 l., valeur de 10 setiers de grains, perçus sur les deux tiers de

la dime dudit Mont-Genèvre; 146 l. 5 s., valeur de « la redevance perçue sur la châtellenie de Cezanne aux vallées cédées [au Piémont par le traité d'Utrecht en 1713], de 48 sétiers seigle, mesure des dîmes d'Oulx, qu'étables audit Cezanne, qui font 32 sétiers et demi, mesure de commerce de Briançon », du prix de 4 l. 10 s. le sétier. L'hôpital a reçu, en outre, 1.000 livres, de « négociants de Turin, originaires du Mont-Genèvre, destinées par les testateurs aux réparations de la maison ou entretien des meubles d'icelle ». Les titres de cet hôpital ont péri dans l'incendie générale du village du Mont-Genèvre, causé par l'incursion des ennemis de l'État en 1708. Tout ce qu'on peut savoir, d'ancienne tradition, est qu'il a été fondé par les premiers Dauphins pour le soulagement des pèlerins et pauvres passant, allant ou revenant de Rome à Saint-Jacques [de Compostelle], lors des Croisades, et que tous les titres sont riére la Chambre des Comptes à Grenoble¹ », Mont-Genèvre, 8 septembre 1764. Ont signé : Louis Merle, consul, Jean-Antoine Fourrat, consul, François Merle, ex-consul, Claude Roux, ex-consul, Rignon, conseiller, Jean Brun, J. Rignon, Jacques Fourrat, Jacques Rignon, Alexis Roman, S. Roman, Joseph Galvan, Pierre Galvan, J.-B. Blanchard, de Neuvache, secrétaire.

HÔPITAL D'ORPIERRE. Revenus : une petite maison « qui sert de retraite aux soldats malades et pauvres passants » ; 68 livres 19 sols, dont 37 l. 10 s. payés annuellement pour des sommes qu'elle a retirées, et le reste est dû par 15 ou 16 particuliers, suivant des actes des xvi^e et xvii^e siècles ; « la plus grande part des titres se sont perdus lors des révolutions que causa dans ce pays-cy le changement de religion ». Charges : il est donné un sol « à tous

¹ D'après ces titres, l'hôpital du Mont-Genèvre existait déjà le 6 mai 1282. A cette date, le « recteur de l'hôpital du Mont-Genèvre distribuait avec beaucoup de soin et de fidélité les revenus dudit hôpital aux pauvres ; l'entrée dudit hôpital était libre nuit et jour à tous les pauvres de toutes les nations » ; etc. (Voy. *Les établissements généraux de bienfaisance...* Paris, impr. impér. 1867, in-f^o, p. 42-62). Le 1^{er} janvier 1866, la valeur totale des biens de l'hôpital du Mont-Genèvre était de 90.650 fr. (*Ibid.* p. 373),

les passants, par un usage immémoré » ; 10 sols, pour une messe chaque année ; 6 « frans », à la femme qui prend soin de l'hôpital ; 7 l. 10 s. à l'administrateur dudit hôpital. « Ledit sol se donne sur un billet que le sieur curé du lieu adresse à l'administrateur ». « Le lieu d'Orpierre est la grande route des troupes qui viennent du Languedoc et du bas Dauphiné. Il y a un passage journaliers de pèlerins et autres pauvres. Cependant le pays est sans ressource, et, sy on est en peine pour les loger et pour survenir à leurs besoins lorsqu'ils ne font que passer, à plus forte raison lorsqu'ils y tombent malades ». La pauvreté du lieu a empêché d'obtenir des lettres patentes pour cet hôpital. Sa Majesté a succédé aux droits du prince de Conti dans les communautés d'Orpierre et de Trescléoux qui sont domaniales ¹. Orpierre, 6 septembre 1764 ; signé : Armand, consul, Gérard, administrateur.

HÔPITAL DE SAINT-BONNET ². Revenus, 671 livres, dont 300 l. retirées « des fermiers de Madame la marquise de Sassenage, dame du duché de Lesdiguières et Champsaur ³, suivant le legs fait par M. le connétable de Lesdiguières » ; 316 l. de rentes rachetables sur divers particuliers, et 55 l., produit d'une terre. Une maison, située à Saint-Bonnet, « sert de retraite aux pauvres infirmes et autres qui n'ont point d'habitation ». L'entretien de cette maison absorbe 30 livres ; le restant des

¹ Les communautés d'Orpierre et de Trescléoux, qui faisaient partie de la *Principauté d'Orange*, au moins dès le xiv^e siècle, furent cédées, avec cette principauté, à la France, en vertu de l'article X du traité d'Utrecht, conclu entre Louis XIV et le roi de Prusse, le 11 avril 1713 (voy. *Recueil des édits et déclarations du roy... concernant le Dauphiné*, Grenoble, G. Giraud, t. xii, 1720, n° 20 : Édit donné à Versailles en décembre 1714).

² L'hôpital de Saint-Bonnet qui existait déjà au xvi^e siècle fut maintenu par lettres patentes de Louis XIV du 25 février 1697.

³ On sait que par lettre de Henri IV, de mai 1611, la majeure partie du Champsaur fut érigée en duché-pairie, sous le titre de *Duché de Lesdiguières*, en faveur de François de Bonne, maréchal, puis connétable de Lesdiguières (né à Saint-Bonnet, le 1^{er} avril 1543, mort à Valence, le 28 septembre 1626).

revenus est « employé annuellement pour servir et nourrir les malades qui sont dans ledit hôpital, et au soulagement des pauvres de la paroisse et quelquefois des passants, par le moyen des mandats particulliers, tirés à leur profit par le sieur curé et vizés par le conseil et les conseillers ». 14 juillet 1766. Signé: Reynaud, « procureur des pauvres ».

VEYNES. « Dans la communauté de Veynes, il n'i a aucun hôpital ni maison de charité, mais seulement un coin de maison qui sert de refuge et d'*auspice* aux pauvres passants et mendiants. Il n'y a aucuns fonds ni revenus; tout se réduit à quelques legs pies ou fondations pour le soulagement des pauvres de Veynes ». 18 septembre 1764. Signé: « Ittier, maire, consul, Arnaudon, consul, J. Eymery, consul, Blanc, greffier »¹.

P. G.

LES OSSEMENTS

DU CHEVALIER DE BELLE-ISLE A EMBRUN.

Chacun connaît le triste épisode du col de l'Assiette, survenu, en 1747, pendant la guerre de la succession d'Autriche. Le chevalier de Belle-Isle tenta d'envahir le Piémont par le Mont-Genèvre et par les montagnes qui séparent Exilles de Fenestrelles. « Arrêté par les retranchements du col de l'Assiette, il s'y fit tuer et y perdit cinq mille hommes morts ou blessés² ». Le document suivant va nous apprendre ce que devint le corps de l'infortuné chevalier.

¹ Vers la fin du XVIII^e siècle, il existait, dans les Hautes-Alpes, quelques autres hôpitaux ou hospices, tels que celui de Tallard (voy. le « *Livre des mémoires et titres des revenus appartenant à l'hôpital de Tallard* », depuis 1695 jusqu'en 1791, petit in-⁸ de 31 et 33 feuillets, aux arch. com. de Tallard); — celui de Saint-Clément (voy. le « *Livre de l'hôpital de Saint-Clément* », 1739-1790, in-4^o de 350 pages, aux arch. com. de Saint-Clément); etc.

² Sur cette malheureuse affaire, consulter: le D^r CHABRAND, *La Guerre dans les Alpes*, Grenoble, (1885), p. 76-77; H. MORIS, *Opérations milit. dans les Alpes*, Paris, 1886, in-8^o, p. 285, etc.

VERBAL DE RÉMISSION DES OSSEMENTS DE M. LE CHEVALIER
DE BELLE-ISLE DANS LE CAVEAU DU CHŒUR [DE L'ÉGLISE
MÉTROPOLITAINE D'EMBRUN].

Embrun, 30 septembre 1750.

Cejourd'huy mecredy trente septembre, après midy, mil sept cent cinquante, nous chanoines et chapitre de l'église métropolitaine d'Embrun, sur la réquisition de Monseig^r Bernardin-François FOUQUET, archeveque et prince d'Embrun¹, avons reçu avec les honneurs deus, des mains du s^r Jean Doultre, curé de St-Pierre et St-Vincent, secrétaire de Mond. seig^r l'archeveque, un cercueil de plomb, entouré d'une tresse rouge, cachetée aux armes de Mond. seig^r l'archeveque, sur lequel est une plaque de cuivre avec cette inscription :

CY REPOSENT LES OSSEMENTS
DE CHARLES-LOUIS-ARMAND FOUQUET,
CHEVALIER DE BELLE ISLE,
LIEUTENANT GÉNÉRAL DES ARMÉES DU ROY,
COMMENDANT EN CHEF SON ARMÉE DU DAUPHINÉ,
TUÉ A L'ATTAQUE DES RETRANCHEMENTS DU COL L'ASSIETE,
LE 19^e JUILLET 1747,
EXHUMÉS DE LA PARROISSE DU SAUZE D'OULX
ET MIS EN DÉPOT DANS CE CAVEAU
PAR LES SOINS DE MONSEIG^r L'ARCHEVÊQUE D'EMBRUN
SON PARENT
LE TRENTÉ SEPTEMBRE MIL SEPT CENT CINQUANTE
REQUIESCAT IN PACE.

Et, de suite, avons fait placer ce cercueil dans le caveau du chœur de cette église qui est près du lutrin, du côté du trône archiépiscopal, pour y être jusques à ce qu'il plaise à mond. seig^r l'archeveque ou à l'illustre

¹ Nommé à l'archevêché d'Embrun en 1740, Mgr FOUQUET fut sacré à Paris, le 8 janvier de l'année suivante. Il se démit, pour raison de santé, le 17 avril 1767, et se retira à Paris, où il mourut le 20 avril 1785. M. G. VAILLIER a publié naguère son sceau inédit (voy. *Bull. de la Soc. d'Études*, de 1886, p. 121-124).

famille de M. le maréchal de Belle Isle, duc de Gisors, pair de France, frère dud. seigr^e chevalier de Belle Isle ¹, le demander. En témoin de quoy avons dressé le present verbal, signé de nous dud. s^r Doultre, commissaire, des s^{rs} Nicolas Danel et Simon Boyer, pretres beneficiers de la meme église, temoins, et de notre secrétaire capitulaire.

(Signé :) PASCALIS, chan^e sacristain. — SAINT-JEURS, chan^e. — ALLARD, chan^e. — NAVAISSÉ, chan^e. — CALIGNON, chan^e. — GRELY, chan^e. — BARRAL, ch. — LAUGIER, chan^e. — D'OULTRE, curé. — BOYER, prêtre. — DANIEL, prêtre. — BLANC, secrétaire.

(Arch. des Htes-Alpes, G. 360, f^o 8). — P. G.

LOUIS HÉNAULT,
INGÉNIEUR-GÉOGRAPHE DU XVII^e SIÈCLE
AUTEUR DE PLANS DES FORTIFICATIONS DE GRENOBLE ET
MONT-DAUPHIN.

Il a existé une famille *Hénault*, originaire de l'Ile de France, à laquelle appartenait l'historien de ce nom et une autre famille *de Hénault*, originaire de Picardie, dont les membres ont aussi occupé d'importantes positions.

Les papiers de ces deux familles, conservés au Dépôt des titres, sont encore nombreux; ils renferment même des généalogies, mais nous n'y voyons pas figurer *Louis Hénault, le cadet*, ingénieur-géographe du dix-septième siècle, dont nous possédons un fort joli recueil manuscrit

¹ Charles-Louis-Auguste Fouquet, comte, puis duc de Belle-Isle, maréchal de France (1741), membre de l'Académie française (1756), ministre de la guerre (1757), né à Villefranche, en Rouergue, le 22 sept. 1684, mort le 26 janv. 1761, était petit-fils du surintendant des finances Fouquet (1615-1680). En 1746, il repoussa du Dauphiné et de la Provence, les Piémontais et les Autrichiens coalisés. L'archevêque d'Embrun Bernardin-François Fouquet était son cousin.

de plans de fortifications françaises et étrangères daté de 1694.

Dans la longue série des noms que mentionnent ces papiers nous rencontrons : *Louis-Antoine Hénault*, président trésorier de France, né le 7 mars 1658, mort le 5 janvier 1738, à 81 ans, sans alliance, fils de Antoine Hénault, secrétaire du roi. Ce *Louis-Antoine* était-il le frère aîné de *Louis, le cadet*, dont il vient d'être question ? C'est peu probable. Dans tous les cas, en l'absence absolue de documents d'état-civil, on ne peut que conjecturer à cet égard.

Quoiqu'il en soit, le géographe Louis Hénault, le cadet, est évidemment un français, et nous pouvons le revendiquer comme ayant été un des ingénieurs qui, sous Louis XIV, ont déployé le plus de talent dans l'art de représenter des fortifications que nos armées avaient à défendre ou à attaquer.

En examinant son recueil, si parfaitement dessiné et colorié, l'on est vraiment confus d'avoir à constater qu'aucun biographe ne s'est occupé de lui. C'était pourtant un artiste d'un talent très réel, un puriste en dessin et en coloris, un véritable miniaturiste, puisque toutes ses fortifications, souvent très vastes et compliquées, tiennent dans un espace qui mesure à peine 25 centimètres de hauteur, sur 40 de largeur.

Mais, malgré les recherches que nous avons faites au dépôt de la guerre, aux archives nationales, et dans les diverses sections de la bibliothèque nationale, il nous a été impossible de trouver à son sujet le moindre renseignement ; on ne possède pas même un plan ou un croquis de lui à la section géographique du grand dépôt de la rue de Richelieu où il est tout à fait ignoré. Notre recueil rappelle seul son nom et son talent ; il n'en est donc que plus précieux.

Ce Recueil est de format in-8, oblong, et se compose de 24 vues de fortifications de ville, *très finement* dessinées et coloriées.

« Rien de plus singulier que l'aspect de cette jeune ruine dont les éléments pris isolément, n'ont reçu aucune atteinte du temps. Les pierres de marbre rouge taillées, n'ont été ni altérées ni écornées ; l'on croirait cet édifice en cours de construction, si ce n'était l'occupation des murs par une petite colonie d'arbustes parasites qui se sont installés hardiment dans les étroites fissures de ces pierres disjointes.

« En 1873, les murs de la nef furent enlevés pour servir je crois, à la construction d'une poudrière.

« Cet édifice inachevé n'a point la tristesse d'une ruine ordinaire, il excite la curiosité et fait songer à cette prospérité peut-être un peu insolente et si flattée du monarque qui en ordonna la construction. »

M. L.

DOCUMENTS RELATIFS

AUX RÉPARATIONS FAITES AU CLOCHER DE L'ÉGLISE MÉTROPOLITAINE D'EMBRUN EN 1684.

I.

Embrun, 22 septembre 1684.

†

De la part du vénérable chapitre d'Ambrun.

Est mandé au sieur Danel, procur[eur] de la fabrique, de payer à maistre Jean Gani, masçon de la val d'Oste, la some de cent vingt livres, que led. vén. chapitre luy doit à compte du prix-faict qu'il a prins de racomoder les pointes du clocher de leur esglise.

Faict au chapitre le vingt et deux septambre mil six cent huytante quatre.

(Signé :) ROUX D'ARBAUD. — ASEMAR, archid. — DE LANGE. — J. ARNAUD. — LA FAYE. — DONADIEU. — J. NAVAISSE.

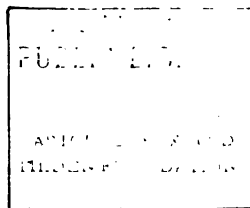
Je suis peyé de la some que dessus,

Jean-Antoine GANY.

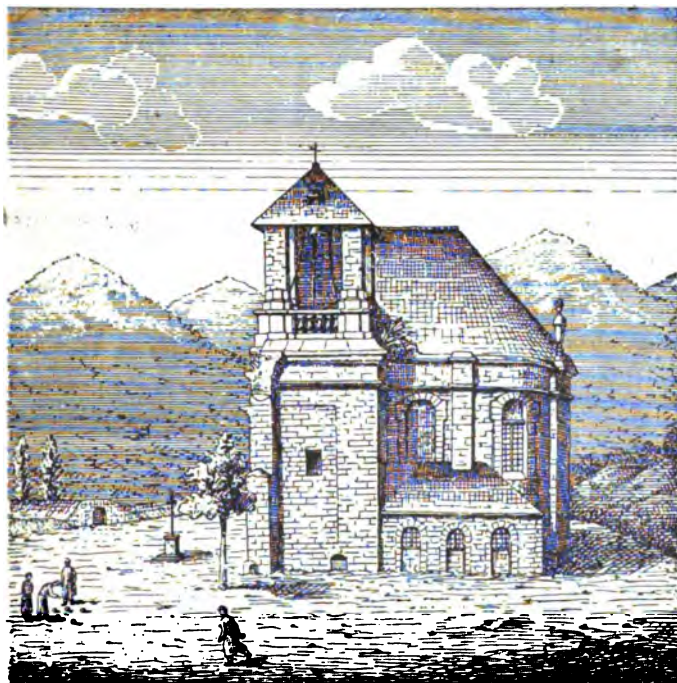
BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES
1887.



Porte dite de Briançon, à Mont-Dauphin.

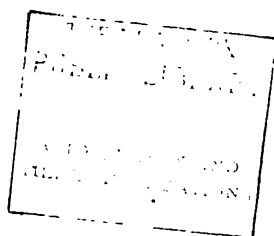


BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES
1887.



Église de Mont-Dauphin.

P
q
F
f
€
C
J



II.

Embrun, 22 septembre 1684.

†

De la part du vénérable chapitre d'Ambrum,

Est mandé au sieur Danel, procureur de la fabrique, de payer à maistre Jean Faure, des Crottes, la some de quatre livres dix sols, que led. vén. chapitre luy doit pour l'achept de quatre pierres que led. vén. chapitre a fait metre aux quatre clocherons du clocher de leur esglise.

Fait en chapitre, ce vingt et deux septembre mil six cent huytante quatre.

(Signé:) ROUX D'ARBAUD. — ASEMAR, archidiacre. — DE LANGE. — J. ARNAUD.

(*Arch. des Htes-Alpes*, G. 319²). P. G.

DESCRIPTION DES PASSAGES DES ALPES

EN 1515

Par Jacques SIGNOT¹.

Notre regretté collègue, F. Vallentin, a publié, dans l'*Annuaire* de 1881, une étude très intéressante sur les voies romaines qui traversaient les Alpes cottiennes et grées, et mettaient en communication la Haute-Italie avec la Gaule. La connaissance de ces voies permet de reconstituer une partie de la géographie ancienne du Dauphiné et de déchiffrer quelques mots dans l'histoire si obscure des premiers peuples qui l'habitèrent.

Pour compléter ces notions il serait indispensable de classer, d'après leur importance, les voies dont le tracé a

¹ Extrait de l'*Annuaire de la Société des Touristes du Dauphiné*, Grenoble, F. Allier, 1883, p. 176-190.

été indiqué ; d'étudier ce qu'elles sont devenues après la chute de l'Empire romain ; quelles sont celles qui furent conservées ; celles qui disparurent ; celles enfin qui furent ouvertes par les nouveaux peuples qui envahirent les Gaules, ou par les armées qui, à la suite de Charlemagne et de ses successeurs, descendirent à leur tour dans les plaines d'Italie. Ce travail serait sans doute long et difficile, mais il aiderait puissamment à reconstituer le passé de notre pays, car le sort des villes est entièrement lié à celui des voies de communication qui les traversent. Nous voyons s'accomplir sous nos yeux, par la création des chemins de fer, une révolution dont les effets, quelque grands qu'ils soient pour certaines contrées, ne doivent pas être plus étonnants que ne le furent, dans les premiers siècles de notre ère, les changements apportés dans le régime des populations par l'ouverture ou la disparition des grandes voies romaines.

Aussi faut-il former des vœux pour que quelques touristes, après avoir escaladé les pics principaux de nos montagnes et jeté un coup d'œil d'ensemble sur leur topographie, veuillent bien redescendre sur les cols, chercher les vestiges d'anciennes voies, recueillir les vieilles traditions qui subsistent encore, et poursuivre jusqu'au commencement des temps modernes le travail si laborieusement entrepris par Vallentin.

L'un de nos collègues, qui a beaucoup étudié les Alpes, et qui, bien qu'éloigné d'elles, conserve religieusement leur souvenir, M. de Rochas, a trouvé dans la bibliothèque de Blois un vieil ouvrage dont la connaissance pourra aider ceux qui entreprendront cette tâche, puisqu'il donne la description de tous les passages pratiqués en 1515 pour aller de Gaule en Italie. Comme il est très rare, ce n'est pas faire œuvre inutile que de le réimprimer dans l'*Annuaire*. Il est même probable qu'il eût entièrement disparu depuis longtemps, s'il ne se fût trouvé, de par le monde, des bibliophiles toujours soucieux du passé, pour sauver, quand ils le pouvaient, les exemplaires qu'une main barbare jetait au pilon, les faire soigneusement

habiller de maroquin et les conserver avec soin dans des meubles bien clos, loin du profane vulgaire et des vers destructeurs. M. Chaper, dont la bibliothèque renferme tant de richesses dauphinoises, a bien voulu mettre à ma disposition l'exemplaire qu'il possède ; je l'ai transcrit en conservant religieusement l'orthographe, mais en supprimant toutes les abréviations et en modifiant la ponctuation qui souvent rendait la phrase inintelligible. Pour la reconstruction des noms de ville, qu'un prote maladroït et ignorant avait écorchés de la façon la plus bizarre, je me suis fait aider par M. de Lamothe, capitaine d'artillerie, qui a fait de la géographie, et en particulier de la frontière des Alpes, une étude spéciale. Malgré tout son savoir, il est resté deux ou trois noms qu'il nous a été impossible d'emplacer et une phrase dont nous n'avons pu déchiffrer les sens.

L'auteur du livre est un nommé Jacques Signot. Quel était-il ? Que faisait-il ? Nous savons qu'il suivait l'armée de Charles VIII, en Italie, parce qu'il a pris la peine de nous le dire, mais nous n'avons trouvé aucun autre renseignement sur son compte. C'était sans doute un pauvre sire, *ne prince, ne duc, ne comte aussi*, et dont les historiens de l'époque n'ont pas jugé bon d'enregistrer les faits et gestes.

Son ouvrage a été imprimé pour la première fois, à Paris, en 1507, par Eustache de Brie, à la suite de *la Chronicque de Gennes avec la totale description de toute Ytallie*. Une seconde édition, complétée par l'auteur, a été donnée en 1515, à Paris, par Toussains Denis ; petit in-4° gothique de XXVIII feuillets chiffrés et douze non chiffrés. C'est celle que possède M. Chaper, et dont voici la transcription, en caractères ordinaires :

« Sensuyt la totale et vraye description de tous les passages, lieux, et destroictz par lesquelz on peut facilement entrer et passer des parties de Gaule, que nous disons maintenant France, ès parties de Italie. Et signalement par ou jadis passèrent Hannibal, Julle César, Charlemagne, et le très victorieux roi Charles huictiesme. Et

semblablement par ou passa dernièrement avec toute son armée le très puissant, très prudent et magnanime Roi Louis douxiesme de ce nom, que Dieu absoilte, et le très illustre Roi François, à présent régnant, premier de ce nom.

.....

AUTRES PASSAIGES

qui sont

*par le Dauphiné, marquisat de Saluces et pais de
Provence.*

LE IIII PASSAIGE.

Le mont de Genesve qui est en Briançonnois est le meilleur et le plus aisé passage, mesmement pour la conduite de l'artillerie. Et de tous les autres ny a celuy par lequel on la peust faire passer fors par icelluy passage. Et fault premièrement aller à Grenoble. Et en partant de là il y a trois chemins pour aller audit mont Genesve. Le premier se prend sur dextre qui va a Vif, au monastère de Clermont¹ en Trièves, et de là on va passer par le mont de la Croix Haulte, lequel lieu où est posée icelle croix est inaccessible. Et dit on que ladite croix a esté apposée sur icelle montaigne miraculeusement. Après on descend en la ville de Veynes, et de là on va à Gap et à la Bastie nove qui est à monsieur de Gap.

L'autre chemin qui est le plus court environ d'une journée est plus commun. Et est de ladite ville de Grenoble au port de Jarrie, à Champs² à Lafrey, à Petit Chat, à Pierre Chastel, à la Mure qui est à monsieur de Dunoys. Après on va passer a Pont Hault, à Chardeno, et à Beaumont³ qui est ung peu à costé, à Corps, à saint Eusèbe et à saint Bonnet en Champsaur qui souloit estre

¹ Monestier-de-Clermont.

² Le chemin traversait la Romanche au gué de Jarrie et allait à Lafrey en passant par Saint-Sauveur.

³ Saint-Laurent-en-Beaumont. Après Pont-Hault, le chemin suivait la rive gauche de la Bonne et montait à Chardeno.

duché, et à présent ledit Champsaur n'est que simple chastellenie. Et à ung quart de lieue par delà le pont saint Bonnet, il y a deux chemins : lun se prend sur la main dextre qui va en Laye. Après on passe par le col de Chauvet ¹ et de là on descend en la ville de Gap et va on en la dite Bastie nove. Et lautre chemin se prent au dela dudit pont saint Bonnet sur gauche, qui va à saint Laurent du Croc. Après on passe par le col de Manse, et à la Rochette, et descend on a ladite Bastie nove. Et est ledit chemin plus court que le précédent environ de deux lieux. Et de ladite Bastie nove on va à Cheorges, et delà à Embrun quon dit estre la plus haulte cité du monde. Après on va à Chasteauroux, à saint Clément, à saint Crépin. Et de là on va passer au pertuis Roustin ², à saint Martin de Querrières et à Briançon. Et à une lieue par dela est le mont de Genesve.

Encoires il y a ung aultre chemin qui se prend sur main gauche au partir de la ville de Grenoble, qui est plus court que les précédens de une journée, combien quil est fort difficile. Et passe lon par Mallevall ³. Et premièrement lon treuve Vezilles, après le Chilingue, le bourg dei Saint Lout ⁴, le Villart Daraines. Et de là on va passer au co de Lautaret. Après est le monastère de Briançon ⁵. Et comme dit est, ledit mont de Genesve est à une lieue par delà.

Du mont de Genesve partent deux rivières de deux fontaines qui sont au plus près lune de lautre : dont les bonnes gens du pays dieut que cest Dure ⁶ et la Durance, dont lune tire en Piémont et lautre en Provence. La Dure va a Suze en Piémont et passe auprès de la ville Davil-

¹ Col de Chauvet, appelé aujourd'hui col de Bayard.

² Le pertuis Rostaing est au-dessus de la Bessée.

³ La combe de Malaval est à l'amont du pont Saint-Guillaume et à l'aval du Freney. — Avant Vizille on devait trouver Eybens et Brié.

⁴ Séchilienne. — Le Bourg - d'Oisans, dont le patron est saint Laurent.

⁵ Monestier-de-Briançon.

⁶ Doria.

laine, et au dessoubs de Rivolle ¹, et près la cité de Thurin elle tombe dedens la rivière du Pau. Et la Durance vient du costé de Daulphiné, et vient passer à Briançon, et à costé Dembrun, et à Sisteron en Provence. Après elle tombe dedens le Rosne près Avignon.

LE V PASSAIGE

A la descente dudit mont de Genesve lon treuve le lieu de Sezanne. Et au partir de là il y a deux chemins pour entrer au pais Dytalie. Le premier est sur dextre qui va passer par le mont de Pragella, et de là à Mantulles ² qui est la dernière place de Daulphiné devers icelluy costé. Après on entre par le val de la Pérouse en Piémont.

Lautre chemin est dudit lieu de Sezanne à Oux, à Salla Bertain, et à Essillé ³. Et là on laissa en garde l'artillerie du roy Charles VIII au retour de son voyage de Naples. Après est le lieu de Chaumont ⁴. Et ung long demy quart de lieue par delà est l'entrée du pais de Piémont sur ung petit ruisseau qu'on appelle la Gravière, qui vient du col de Fenestre. Et à une lieue par delà est ladite ville de Suze. Par ce dernier passaige du mont Genesve passa le roi Charles VIII ⁵ de ce nom, quand il alla aux Italies pour la conquête et recouvrement de son Royaulme de Naples et Secille ; lequel feist. Et après ladite conquête et que ledit Roy sen retournoit par deça, il obtint une très glorieuse victoire à lencontre des Venitiens et leurs aliés aupres de Fournouve ⁶ sur la rivière de Tharo en Permasenne. En quoy faisant il rompit la puissance des Venitiens et de leurs aliés lesquelz, à la vérité dire, estoient bien six contre ung François. Dont lhonneur et la victoire (graces a Dieu) demoura au Roy, lequel ny perdit environ

¹ Avigliano, Rivoli.

² Pragelas, Mantoulles.

³ Oulx, Salbertrand, Exilles.

⁴ Chiomonte.

⁵ Charles VIII passa au mois de septembre 1494.

⁶ Fornovo, dans le duché de Parme. La bataille eut lieu le 6 juillet 1495 : Bayard y fit ses premières armes.

sinon six vingts hommes des siens ; et au regard des ennemis il y en demoura de cinq à six milles mors sur le champ, par la relation mesmes et raport desdits ennemis. Entre lesquelz y furent tués le seigneur Radulphe de Gouze, oncle du marquis de Mantoue, et XIII aultres capitaines et conducteurs de l'armée desditz Venitiens. Et ce fait, ledit seigneur sen retourna victorieux en France. Et repassa par ledit mont de Genesve.

De ladite victoire par les lettres et diligence de Jacques Signot, compositeur de ceste présente description, furent advertis les gens du Roy qui estoient demourés audit royaume de Naples. Et de long temps après neurent aucunes nouvelles dudit seigneur fors que par le moyen des lettres dudit Signot, lequel étoit demouré en la terre du duc de Ferrare ¹ pour advertir ledit seigneur du faict de ses ennemis, comme il feist par deux fois. La première fois fut à Ponte Longuo ² par dela Brassello, et lautre ung jour avant la bataille. Et furent adressés les messagiers à monsieur de Piennes pour en advertir ledit seigneur.

LE SIXIESME PASSAIGE.

Il y a encoires, au dela de Embrun environ trois lieues, une petite ville, qui est à monsieur de Embrun, qu'on appelle Guillestre. Ung autre passaige, car il y a deux chemins pour aller en Italie. Lun se prent sur gauche qui va par le val de Queyras et au long de la combe du Voyer³ (Vayer) là ou il faut passer quinze ponts en moins de cinq lieues. Et trouvent on premièrement le chasteau de Queyras. Et à ung quart de lieue par dela il y a encoires deux aultres chemins, lun va sur dextre au lieu Daguilles ⁴ et à saint Veran. Et puis on passe par le col de Laignel et va on au chasteau Darlesin ⁵ qui est la dernière place de

¹ Hercule I^{er}, premier prince de la maison d'Este, qui prit le titre de duc de Ferrare.

² Pontelon.

³ La combe du Vayer [ou Veyer] est au-dessous de la Chapelle [*lisez*: Chapelue].

⁴ Aiguilles.

⁵ Castel Delphino ?

Daulphiné. Et de là on entre au marquisat de Saluces par le val de Varaita ¹ ou par le val de Mayre qui est une aultre entrée au pais de Italie.

Puis naguères la manne est tumbée en ladite vallée de Queyras, laquelle on disoit estre semblable et en la façon et manière que estoit celle que Dieu envoya aux enfans Disraël au désert ; si comme il est escript au xvi^{me} chapitre de Exode.

Encoires il y a ung aultre chemin qui se prent sur main gauche par delà ledit chasteau de Queyras, qui va au lieu de Abries en Aristolas. Après on monte incontinent au col de la Croix. Et à la descente on entre au val Luserne² audit pais de Piémont.

LE VII PASSAIGE.

Entre lesdits deux derniers passaiges il y a ung nouveau passage bien merveilleux pour entrer au pais Dytalie. Cest assavoir par ung pertuis quon a faict a costé et joignant le mont Vissol par une montaigne quon a percée tout oultre ³, puis XIII ans ençà. Et dure environ ung traict d'arbalestres ledit pertuis. Et après on descend par le val du Pau au marquisat de Saluces et en Piemont. Et prent on le chemin pour aller audit pertuis audessus par ung lieu nommé le lieu Daristolas sur dextre. Et comme dit est, ledit passaige est tout joignant le mont Vissol, quon dit estre la plus haulte montaigne de Italie. Et de la part la rivière du Po qui passe par le milieu de Lombardie. Et après sen va tumber par trois grans bras deaue qui passent en Ferrare dedens le gouffle de Venise, qui est la mer Adriatique, entre la cité de Ravenne et de Chirgé ⁴, distant environ dune journée de Venise.

LE VIII PASSAIGE.

Item, il y a encoires ung aultre passaige pour entrer

¹ Varaita. Il n'y a pas de communication directe entre le Queyras et le val de Mayre.

² Lucerna.

³ La Traversette, qui aurait donc été percée entre les années 1490 et 1500 [exactement en 1480. Cf. *Bulletin Soc. d'Ét.*, 1886, p. 35-36].

⁴ Chioggia.

audit pais Dyallie. Cest assavoir par le col de Largentièr¹ qui est en la Terre nove de la comté de Nyce, qui souloit estre du pais de Provence, et fut baillée en gaigne pour certaine somme d'argent qu'on dit de cinquante mille escus au comte Vert pour lors comte de Savoye ².

Pour aller audit col de Largentièr, ceulx qui viennent du costé de Guienne, Languedoc et Avignon, fault qu'ils prennent leur chemin d'Avignon à Carpentras, au Bois, au col de Perche, au val de Pierre ³, à Taillart, à la Bréoulle en Provence. Après il faut passer le pas de Lozet qui est ung merveilleux passaige. Et entre lon au val de Mont à Meolans ⁴, à Bersellonne, à Jauffier, à Meyronnes, à Larche, et à une lieue par delà est ledit mont au col de Largentièr.

Aussi au delà de Embrun, audit lieu de Guillestre, lon peult bien prendre ung aultre chemin sur dextre par le col de Vare ⁵. Et après lon descend en ladite vallée de Mont à Saint Pol, et de là lon va audit lieu de Meyronnes, de Larche, et ledit col de Largentièr est après.

Et à la descente de la montaigne du col de Largentièr commence le val Esturanne au lieu de Bresies. Après lon trouve les lieux de Pierre pore, le Sambuc, Vinay, de Mont ⁶, qui est au seigneur de Cental, subject du Roy à cause de sa comté de provence. Et par là il y a une aultre entrée au pais de Italie en Piemont. Et pour aller en la rivière de Gennes, après ladicte ville de Mont, lon prent le chemin sur dextre à la ville de Cony ; et de là lon va à

¹ Ou de la Madeleine.

² Dans l'histoire généalogique de la maison de Savoie, imprimée à Turin en 1702, il est dit que les peuples de Terre Neuve. [aujourd'hui vallée de Barcelonnette, alors de la dépendance] du comté de Nice se donnèrent spontanément à Amédée VII, dit le comte Rouge, fils d'Amédée VI, dit le comte Vert.

³ Le Buis, col de la Berche ou de Perty, Orpierre.

⁴ Le val de Mont doit être la vallée de la Haute Ubaye. Barcelonnette, Jausiers.

⁵ Vars [C'est par le col de Vars que passa François 1^{er} en août 1515].

⁶ Vallée de la Stura, Bersezio, Pietra porzio, Sambuco, Vinadio, Demonte.

la Marguerite, au mont Denys, au marquisat de Seue ¹, qui est au duc Dorleans. Et de là l'on va au marquisat de Final, dont le marquis est subject de Monsieur à cause de deux places quil tient de luy : c'est assavoir Salisay et Murialette ² ; ou ung peu lon laisse sur main dextre ledit marquisat de Final, et va lon le grant chemin de Savone qui se prent de ladicte ville de Seue a Millesime ³, et le carquevene, et à la cita qui est la maison du Carret mais elle est en la main du seigneur du marquis de Montferrat⁴ et ladicte cité de Savone est à sept mille par delà.

La rivière Desture part dudit col de Largentière, et sen va entrer dedens le Tanne, au dessoubs de la ville de Queyras, en la comté Dast ⁵. Et puis passe joignant la cité Dast. Et après sen va par le millieu Dalexandrie, depuis sen va tumber dedens le Po auprès de Bessiquana ⁶ en la duché de Millan. . . . »

LE LANGAGE DE GAP

ET « LOS FORESTIERS DES FAREAUS »

EN 1543.

La ville de Gap possède, dans ses archives, une précieuse collection de vieux cadastres, de plus de 50 volumes, dont le plus ancien est du XV^e siècle, et le plus récent, de 1790⁸. Ces cadastres sont écrits en latin, en

¹ Santa Margarita, Mondovi, Cêva.

² Finale.

³ Salicetto, Murialdo.

⁴ Millesimo, Carcare.

⁵ Il y a là un passage incompréhensible.

⁶ La Stura, Tanaro, Cherasco, Asti.

⁷ Bassignana.

⁸ Voy. *Liste des anciens cadastres conservés dans les archives communales des Hautes-Alpes*, dans les *Procès-verbaux du Conseil général* de ce département, 1885, p. 226-241.

provençal et en français. Les renseignements qu'ils fournissent sont extrêmement variés, et très utiles pour l'histoire des familles, des propriétés, des noms de lieu, des mesures agraires, de la langue, etc., etc.

Les quelques extraits qu'on va lire sont tirés du cadastre connu sous le nom de *Gaulois* et, en particulier, du volume de 1543 intitulé : « *Chaulvet, los forestiers des Fareaus* ¹. »

Ces extraits donneront une idée du langage usité à Gap, vers le milieu du xvi^e siècle. A cette époque, la langue usuelle est indécise : c'est une période de transition, où l'on ne sait trop qu'adopter du latin, du provençal ou du français. Dans le cadastre de la ville de Gap dit *Gaulois* (10 vol. in-4°), les trois langues se trouvent juxtaposées ou mieux confondues dans un incroyable pêle-mêle.

Pour l'intelligence des fragments qu'on va lire, il convient de ne pas oublier qu'ils se rapportent généralement à cette partie de la commune de Gap qui avoisine les cols Bayard et de Glaise, où l'on trouve les hameaux ou villages des *Fareaux*, de *Chauvet*, des *Serigues*, des *Lunels*, des *Manes*, de *Villar-Robert*, etc.

Parmi les indications intéressantes données par ces fragments, plusieurs sont relatives à la famille *Farel*. Peut-être aideront-elles à faire quelque peu la lumière sur l'origine du célèbre réformateur gapençais Guillaume Farel (1489-1565), qui est loin d'être parfaitement connue. Déjà le *Bulletin* a donné sur ce personnage une notice remarquable due à la plume de M. Gustave VALLIER, de Grenoble². Ajoutons qu'il publiera prochainement une importante étude sur les *Rapports de Guillaume Farel avec les Vaudois du Piémont*, par M. le comte François-Xavier PROVANA DE COLLEGNO, de Turin.

P. G.

¹ In-4°, de 175 feuillets, avec 40 feuillets supplémentaires du commencement du xvii^e siècle.

² Voy. *Bulletin*, 1887, p. 1-24 et 3 pl.

FRAGMENTS D'UN CADASTRE

DE 1543.

1. FRANCES ROBERT, abitant des *Fareaus*... [possède] vuno meyson en Gap, situa en chariero *Bochardo*, juxto la meyson de Jame Dun, au mieyjort, et justo la meyson de mestre Reymont Simiant, a la bisso, ferent a *las cors de Chudum*, et la ruo *Bochardo*, au coygant, tassa a vint florins...; item, dous paurs (*pouées*) de vigno, situa en *riou Grimaut*...; item, demiey seytora de pra, situa es *Fareaus*...; item, vuno terro es *Fareaus* contenen quatre saumas de semenso;... item, ung pra de nou seytoras, situa er. *Pellopuerc*, justo lo pra et terro de Horona (^{sic}) Chabot, a la bisso... (f° 1).

2. FRANCES JAUSAUD, fil de Johan, des *Fareaus*... : ung pouc de vinhe, en *Villar Robert*, confronta la vinhe de Esteve Ardenc, a la bize...; item, cinq ey[minas] de terre es *Fareaulx* appellé en *Luerre*, jouxte la terre de Anecte Farelle, alla bise...; item plus, la quarte part ou environ de la moyson forestière de Gaspar Farel et de ses neveux, située en *Pelopuerc*...; item, ung veyre hou *camp de Reynier*, en *Lara*, contenen uno sauma de terro,... item, tres heyminas de terro es *Fareaus*, apella *hau Gotayl*... (f° 4).

3. GASPARD FAREL, forestier des *Fareaulx*... : une vigne de quatre pours, et une eymine de terre en *Villar-Robert*, jouxte la vigne de Honora Vidal...; item, une maison forestiere es *Fareaulx*...; item, une maison forestiere en *Peallapuect*, avecque troys setoyras de pré... (f° 15).

4. ANDRYONO, releysa (*veuve*) de Anthoni Chabot,... vuno meyson forestiero au luoc des *Fareauls*, anbe son cortilhage, ajosta Bonnet, Roland et Glaudo Farel, a la bize...; item, doze eyminas de champ en *Conba Reynier*, confronta lo chamy vezinal au pé... (f° 20).

5. JAME MAGALLON, fis de Juhan,... vuno meyson forestiero en ves *Chauvet*, contenen tres homes¹ de pra et

¹ C'est-à-dire trois journées d'hommes, trois faucheurs.

huit saumatas de semenso...; item, ung boys a las blachas de Chauvet... (f° 31).

6. HORONA JANSELME...: unio meyson en la villo, en chariero *Sobeyrano*, justo la meyson de Francès Senoret, au coygant, justo Esteve Teyseyre, au levant...; item, vuno vigno de tres pauris situa en *Vilar Robert*...; item, vuno meyson forestiero enbe son tenement, contenant sept homes de pra e des-e-huit saumas de semenso, enclus aquo que a' gu des Phelip, juxto lo grant chemin, au coygant, justo lo chamin annant a la montagno de Bayart à la testo, justo lo chemin de *Peyro-Ousel* annant en Chauvet, ou levant, e lous *Manes*, hou pé...; item, vuno souma de terro, situa en *Peyro Garcino*, justo lo grant chemin annant en Chauvet... (f° 32).

7. PEYRE ROBERT SERIGO, fis de Juhan...: vuno meyson forestiero, situa *es Serigos*, enbe un gardin e l'iero, justo la meyson de Frances Ròbert...; item, vuno seytoyra de pra aqui houpres confronta justo lo chemin de *Chaudum*...; item, ung champ de siey eyminas, situa en *Clot de Marro*, justo lo chemin Roches...; item, vuno seyтора de pra en Chauvet, apella *Sant-Brancassi*...; item, ung champ de quatre eyminas, situa en *Glaysso*, justo la montano de Glaysso, justo la patego de la villo...; item plus, vuno terro es *Clos de Soleliero*, contenant quatre eyminas de terro, justo la chamin de Chaudun (f° 37 v°).

8. ANTHONI FAREL, fil de Bonet Farel et de L'Olyvyero...: vuno meyson ou vuno partio d'une meyson au luoc des *Fareaus*, cofronta ambe l'autre meyson de son frayre Guilhen Farel¹;... item, deus seytors et demy de pra et vuno sauma de terro en *Chauvet*, confronta ambe lo tenement de Gaucher Farel, a la bize, et lo tenement de son frayre Guilhen... (f° 45 v°).

9. GUILHEM FAREL et Anthoni Farel, fraires, fil de Bonet Farel² et de l'Olyviero...: vune meyson... au temps

¹ S'agirait-il ici du réformateur Guillaume Farel? Je ne saurais le dire. Cf. CHARRONNET, *Les guerres de religion*, etc., 1861, p. 16-17.

² Cf. 139: « It. ung champ aquista de mosen Bonet Farel, en la conba de *Bon Aubert*, confronta juxta Annete Farelhe, femo de Martin Alard, au levant, et juxta lo chami vezinal anant au *col Meyfre*... »

passé de Horona Farel, confronta juxta la meyson dau dit Anthoni Farel, au coygand, et lo pra de Johan Mauduech, a la bize, et lo chamy vezinal, au pé, et Robert ou lo chami que vay aquo de Robert...; item lo dit Guilhem ten dau pra Roset, deus seytoras et dymio de pra, et vuno sauma de semense de terre; confronta lo pra et tenement de Gauchier Farel, a la bize, et Anthoni Farel, suebo (?) de Gaspard Farel, au levant... (f° 46).

10. JOHAN MAUREL, alias *Sanet*, de Chauvet...: dymia seytoratam de pra *davant lo Chastel*, conffronta juxta lo pra de Johan Villar, a la teste, et au pé;... item, ung chanp *en Peyre Romghozo*...; item, sept eyminas de semense de chanp, *en Dorbo*...; item, tres eyminas *au sers de las Santhes*...; item, ung autre chanp, aqui meyme, *au sere de las Sainthes*...; item, deus homes de preen *Bize*...; item, vuno dymio seyтора de pra *au Pomyer*...; item, lo chanp de *Galant*...; item, dix eyminas de semenso de *Tres lo fort*, et vuna seytoyra de pra, confrontant lo beal de *Genpalo*, au levant... (f° 53).

11. GUYLHEM et PEYRE BROCHIER,... dau tenement de la comandario de Sant Guygo en Chauvet¹, contennent syeys seyтора de pra et sept saumas de semenso de terre, et vuno pesso de boys contennent tres eyminas de semenso et la huyteyno part du molin, taxé cinquante flor...; item la meyson forestyero en las Traverses... (f° 57).

12. JAME GIRAUD, filz de Laurens, de *Saint Guigo*...: une maison forestière della *commandarie de Saint Guigo*, contennent sept setoyras de pré et huit charges de semence de terre et cinq eyminez de boys, lesquelles pos-

¹ Cf. 59, 67, 68 vo. — Suivant un document de 1224, publié naguère par le *Bulletin de la Soc. d'Ét. des H.-A.* (1883, p. 116-118), il y avait alors, à Chauvet, une maison d'hospitaliers, dont le commandeur s'appelait BRUN (*Brunus, magister Calvetensis*). L'acte fut rédigé dans l'église de la commanderie (*in ecclesia Calvetensi*), et parmi les témoins on trouve plus de vingt frères ou convers. Toutefois le nom de la commanderie n'est pas désigné dans cet acte. La commanderie de Saint-Guigues a laissé son nom au *Col Saint-Guigues*, que l'on rencontre assez fréquemment dans les actes du 17^e et 18^e siècle. Il est aujourd'hui connu que sous le nom de *Col Bayard*.

sessions sont desparties une ça et l'autre la...; item, dud. Commanderie, pré de vune seteyra a *Satnct Guigo*, aquis de Anthoni Lausseraut...; item, ung pra de vune seteyra *es Fareaulx*... (f° 67).

13. GLAUDO SERIGO... vuno meyson en Gap, en la ruo *Sobeyrano*, justo la meyson dotal de Bernart (*en blanc*), peyrolier...; item, vuno meyson forestiero situa *es Serigo*, contentent ung cortillage, canabiero au davant, enbe vuno hiero, justo la meyson...; item, vuno autre meyson *es Serigo* sive en Chauvet...; item, ung pra contentent dous homes, situa *es Brunès*, justo lo heal de *Gaupolo*... item, ung pra en Chauvet... apella a *Sant Brancassi*, contentent ung home de pra...; item, ung pra *en Pellopuerc*; item, tres homes de pra e vuno sauma de semenso, situa *es Luneaus*...; item, un pra e terre en *Folettiero*...; item, dous pours de vigno en *Riou Grimaut*...; item, tres pours de vigno en *la Chabana*... (f° 95).

14. JOHAN MAGALLO, fil de Johan,... primo domus foresteriam, en Chalvet, anbe son tenement contentent cortilhage, ort, chanabiers, sexdecim seyloras de pra et trento saumas de semense de terre, confronta juxta las terres des heretiers de Peyre Magni, au levant, et juxta *Buzon*¹ et juxta la montanihe de *Bayard*, au levant, et juxta las terras des heretiers de Andryou Brochiers, de Chalvet, et au cochant, et juxta lo grant chami public, au cochant...; item, deus pours de vinhe en *Buzo*, sive in *Villar Robert*... (f° 117).

15. ANTHONI FAREL, fils de Frances... primo vuno meyson e cortillage situa *es Fareaus*,... justo la meyson et cortillage de Neto Farelo, justo la meyson de Gaspart Farel...; item, doas seytoyra de pra vo environ situa en *Pellopuerc*, en doas pessas...; item, uno seytoyra de sayno, justo la montayno de *Bayar*, justo la sayno de Gaspart Farel, hou meyjort, justo la terro de Guillen Farel hou coygant... (f° 164).

¹ C'est près du *Buzon* que Lesdiguières livra, le 10 mai 1573, un combat célèbre qui fut fatal aux Gapençais (cf. Vidal, *Hist. du connest.* p. 37).

16. HORONA BLANC-SUBÉ, forestier de Charanse, en la *conbo des Marros*...: vuno meyson en la *conba des Marros*, contenen curtilhage, ort, pra...; item, sa part d'une blache... auprès de *champ Lombard*... (n° 153).

P. G.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

22^e séance, du 20 mai 1887.

Présidence de M. A. DE LAVALETTE, président.

Sont présents : MM. Ageron, Borel, de Cazeneuve, Fiard, Guillaume, Imbard, E. Jouglaud, Lemaitre, A. Léautier, Liotard, D. Martin, Paris, le chanoine Repe-
lin, A. Roche, C. Roche, Romieu, Rougny, Teyssier, Thévenard et Sibour.

M. le Président rend un douloureux hommage à la mémoire de MM. Germain, Pelloux et Surell, récemment décédés et sur chacun desquels le *Bulletin* a déjà publié une notice nécrologique. Quelques autres membres sont démissionnaires, surtout par suite de changements de résidence. M. de Lavalette fait des vœux pour que de nombreux adhérents viennent prendre la place des membres décédés ou démissionnaires.

Les adhérents dont les noms suivent sont proclamés membres de la société :

Sa Grandeur Monseigneur GOUZOT, ancien évêque de Gap, archevêque d'Auch, *membre fondateur*.

MADAME

LONGRÉE, rentière à Gap ;

MESSIEURS

BOREL (l'abbé), curé, à St-Laurent-du-Cros.

BREYTON (Jean), place de l'Élysée, St-Jean-en-Royans (Drôme).

DORLIN, principal du collège, à Gap.

LORDEREAU, ingénieur en chef des Hautes-Alpes.

RAMBAUD (l'abbé), vicaire, à Guillestre.

RISPAUD, chef de bataillon, à Grenoble.

THOUMAZOU, sous-intendant militaire, à Besançon.

Parmi les dons offerts à la Société, il y a lieu de signaler particulièrement les suivants :

Par madame veuve Aubert, un bas-relief de 0 m. 60 sur 0 m. 50, modèle de porte monumentale, exécuté par notre confrère M. JULLIEN, actuellement professeur au Technicum de Winterthur (Suisse).

Par MM. Jouglard père et fils, 38 monnaies en bronze de l'époque romaine, du moyen-âge et de l'époque moderne.

Par M. Guillaume, douze assignats de 10, 15, 25 et 50 sous ; de 5, 10, 25, 50, 100, 125, 250 et 400 livres.

En outre, la Commission départementale a récemment fait l'acquisition, pour le Musée archéologique :

1° d'une épée ayant appartenu à un des membres de la famille de Flotte, seigneur de La Roche-des-Arnauds ;

2° de l'inscription de Chorges relative à un empereur romain, mentionnée dans le *Bulletin* (n° 21, page 72).

Les nouveaux travaux présentés à la société sont : *Bertrand de Gap, écuyer* (XII^e s^e), par M. V. Lieutaud ; — *Observations sur les roches ophitiques*, par M. E. Guinier ; — *Louis Hénault*, auteur de plans de fortifications de Grenoble et de Mont-Dauphin, par M. V. Advielle ; — *Rapports de Guillaume Farel avec les Vaudois du Piémont*, par M. le comte F.-X. Provana de Collegno ; — *Deux vues de Mont-Dauphin*, par M. Larbitray ; — Divers documents relatifs aux Hautes-Alpes, par M. Guillaume.

Il est procédé ensuite, par scrutin secret, à la nomination d'un membre du Comité de publication, en remplacement de M. Mangarel, démissionnaire. M. Liotard, ayant réuni la majorité des voix, est proclamé membre du Comité.

M. le Président présente à l'assemblée plusieurs ouvrages dont la Bibliothèque s'est enrichie pendant le dernier trimestre (en voir la liste à la *Bibliographie*). Il

fait de nouveau appel à la bonne volonté des membres présents pour qu'ils veuillent bien se charger de l'analyse des volumes qui intéressent plus spécialement notre département.

M. D. Martin donne lecture d'un *Mémoire sur l'âge du creusement des vallées de la Durance, du Drac et des deux Buëchs*, qu'il se propose d'envoyer au prochain Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne.

Le secrétaire, au nom de M. Blanc, absent, lit un travail sur l'*Action des agents atmosphériques sur la surface terrestre*, travail qui est accompagné de plusieurs dessins très remarquables.

M. l'abbé Borel, à son tour, lit en partie un poème en langue vulgaire, historique mais burlesque, qui obtient un grand succès d'hilarité.

La séance commencée à 4 heures est levée à 6 heures et demie.

Le Secrétaire,

Le Vice-Président,

P. GUILLAUME.

LEMAITRE.

VARIÉTÉS.

*VENTE D'UNE VIGNE, SISE A SAVOURNON,
par noble Philippe Gros, de Sigoyer-Malpois (Basses-
Alpes), à Alix, femme de Roland Gaudemar,
de Savournon.*

Savournon, 9 février 1445/6.

ANNO Domini millesimo quatercentesimo quinto ab incarnatione sumpto, et die nona mensis febroarii. Noverint ... quod nobilis Philipus Grossi, filius et procurator... nobilis Hugonis Grossi, de Sigoerio Malipili, [ut] constat de ejus procuratoria protestate litteris testimonialibus sumptis et signatis per Anthonium Archinbaudi, de Valerna, notarium publicum, ut in eisdem legitur, sub anno Domini M^o III^o XLV et die XXIII^a mensis novembris, ... vendidit ... et penitus desamparavit ... Alaysie, uxori

Rolandi Gaudemarii, de Saornono, Vapincensis diocesis, licet absenti dicto Rolando, et michi dicto notario... quandam vineam, ... scitam in territorio Saornoni, loco dicto *ad Fancharassium*, juxta iter publicum, et juxta vineam Johannis Asselmi, et juxta vineam heredum Eymarii Bansonis, et juxta vineam dicti Rolandi confrontatam ... cum servicio assueto Domino dicti loci Saornoni; precio... quatuor florenorum cum dimidio monete currentis in Dalphinatu, computato floreno pro XII grossis monete predicte; francam de laudimio dicto venditori... Renunciavit... Promisit... Devestiens... De quibus... Actum supra terrasiam Johannis Asselmi, ante domum Stephani Gueyraudi; presentibus ibidem dom^o Guigone Lagerii, cappellano, Pontio Bruni, Petro Olerii et Petro Paonis, dicti loci...; et me Lagerio Asterii, notario...

Post quam, anno Domini M^o III^o XLVIII^o et die sexta mensis augusti, nobilis Anthonius de Mura, vice castellanus Saornoni, .: tenens se... de laudimiis sibi pertinentibus pro contento et pagato, ... supranominatam Alaysiam, emptorem, ... per traditionem unius calami scriptoris manualiter sibi tradidi, ut moris est, ... investivit, jure Domini Saornoni et quocumque alieno semper salvo ... Actum Saornoni, extra portale, presentibus ibidem Jacobo Pelzini, Stephano Arnaudi et Raymundo Lagerii, castri superioris Saornoni, testibus...; et me Lagerio Asterii, notario... signavi. †.

(Original, parchemin, de 51 lig. 1/4, troué à droite. Au dos : *Pro Alaysia, uxore Rolandi Gaudemarii, de Saornono. Puis : III fl.*). — P. G.

DOCUMENT DE LA SAULCE DE 1474.

Quittance de 125 florins, chacun de 16 sous de Provence, donnée par noble Elzéar Champsaur, de Tallard, à Pierre Nas, hôtelier de La Saulce, pour des graviers de la Durance.

Talard, 21 novembre 1474.

IN nomine Domini, amen. Anno incarnationis ejusdem millesimo quatercentesimo septuagesimo quarto et die

vicesima prima mensis novembris. Noverint ... quod ... nobilis Elziarius Campissauri, de Talardo, diocesis Vapincensis ... recognovit provide viro Petro Nassi, hospiti de Salsa, dicte Vapincensis diocesis, ... se ab ipso habuisse ... summam centum et viginti quinque florenorum monete currentis, computato quolibet floreno pro sexdecim solidis provincialibus; inclusis tamen in presenti quictancia omnibus solutionibus sibi factis et quictanciis eidem Petro Nassi datis usque ad diem presentem, nec non locagio graveriorum dicti Nassi, in quibus fuerunt reposita blada decimarum vallis Larderii quinque annorum proxime effluxorum, nec non sumptibus ministratis per eundem Nassi familiaribus dicti nobilis Elziardi Campissauri et suis animalibus, ipsis quinque annis durantibus. De quibus locagio graveriorum et sumptibus ipse Petrus Nassi eundem nobilem Elziarium Campissauri quictavit ... In quibus centum et viginti quinque florenis dictus Petrus Nassi eidem nobili Elziario Campissauri tenebatur causa contenta in quadam nota obligatoria sumpta per me dictum notarium infrascriptum, sub data anni Domini millesimo quatercentesimo septuagesimo secundo et die septima mensis marcii, die presenti cancellata ... Promittens ... Juravit ... Renuntians ... De quibus ... Acta fuerunt hec Talardi, in domo dicti nobilis Elziarii Campissauri, presentibus ibidem: nobili Glaudio Gandelmi, domino de Pillis, Tayssio Rayberti, de Podiolhauterio, et Stephano Chardani, de Neffis, testibus...; et me Johanne Duplessis, habitatore Talardi, auctoritate regia in comitatibus Provincie et Forcalquerii notario publico, ... subscripsi et signo meo quo in talibus utor signavi... †.

(Original, parchemin, de 53 lignes. Arch. com. de La Saulce.) — P. G.

*LISTE DES BOULANGERS, PATISSIERS,
HOTELIERS, CABARETIERS ET TAVERNIERS
DE GAP, EN 1570.*

Satisfaisantz a l'ordonnance sur ce faicte et publiée par les carrefours acoustumez de la ville de Gap, le vingt-

sixiesme jour d'aoust, année presente mil cinq cens septante, se sont comparuz au greffe du bailliage de Gap et ont fait déclaration de leurs noms, qualitez et demeures, les hostelliers et cabaretiers dud. Gap, et ailleurs, ainsy que s'ensuyt, . . . :

Jean BURGAUD, bollonger et pasticier de Gap ;
 Barthellemmy CATELAN, pasticier et boullongier dud. Gap ;
 Claude COMBASSIVE, bolongier et pasticier dud. Gap ;
 Jacques MICHEL, aussy pasticier et bolongier dud. Gap ;
 Arnoulx CHARNIER, semblablement pasticier, habitant dud. lieu :

Domitre GAUTHIER, cabaretier de lad. ville ;
 Guillaume CÉAS, aussy cabaretier d'icelle ville ;
 Jean FAURE-SAMBAYN, hostellier et cabaretier dud. Gap ;
 Sire Jean GELIN, hoste de *Saint George*, dud. Gap ;
 Estienne MEYSSEN, cabaretier dud. lieu ;
 Pierre VINCENTZ, aussi cabaretier dud. Gap ;
 Jean BRETON, fils de Jacques, hoste, habitant aud. Gap ;
 Robert GANDELAN, hoste des *Trois Roys*, dud. Gap ;
 Jean MICHEL à feu Gilles, hoste dud. Gap ;
 Claude CAILLE, fils d'Arnoulx, hoste dud. Gap ;
 George ALEC, dict *Bourre*, cabaretier dud. Gap ;
 Jean JANSELME, dict *Calhon*, cabaretier dud. Gap ;
 Barthellemmy BOYSSONNE, cabaretière dud. lieu ;
 Jeanne TEMPLIÈRE, tavernière dud. Gap ;
 Barthellemmy JAUSSAUD, hoste dud. Gap ;
 Pierre REYNIER, aussi hoste de lad. ville ;
 Jean BORREL-SALEZARD, hoste du *Daulphin*, dud. Gap ;
 Thezard MILLON-CHAPPINS, tavernier et cabaretier dud. Gap ;

Jean BARBAN, hoste dud. Gap.
 Jacques BOYER, cabaretier dud. Gap ;
 Jacques OLPHANT-TALHARIC, tavernier de lad. ville ;
 Bonaventure GAULTIER, aussi tavernier d'icelle ville ;
 Pierre THOMET, dit *Caline*, semblablement tavernier dud. Gap ;
 Jacques RASCAS, hoste du *Cheval Blanc*. dud. Gap ;
 Jean ACARIER, hoste dud. lieu.

(Arch. des Htes-Alpes, B, I. ^o 14). — P. G.

BIBLIOGRAPHIE ALPINE.

395. W.-A.-B. COOLIDGE, H. DUHAMEL, F. PERRIN, *Guide du Haut-Dauphiné*. Grenoble, A. Gratier, 1887, in-24, LIX-442 p. et cartes. — La librairie A. Gratier vient d'éditer un très élégant guide de poche, qui sera non pas un charmant, mais toujours utile, très souvent indispensable compagnon pour les touristes qui veulent visiter le puissant massif montagneux compris entre la Romanche, la Guisane, la Durance et le Drac. Les auteurs, soucieux de répondre, pour les avoir connus, à tous les besoins des Alpinistes, présentent, dès l'abord, une foule d'indications dont le simple énoncé des titres suffira pour donner une idée de leur importante utilité : 1^o et 2^o Bibliographie et cartographie générales des ouvrages et des cartes à consulter pour la topographie des massifs décrits. 3^o Extrait du dictionnaire topographique des Hautes-Alpes. 4^o Liste des principales roches qui constituent les massifs visités (collect. Coolidge). 5^o Coup d'œil sur la structure géologique des massifs primitifs du Dauphiné, par Ch. Lory, professeur de géologie à la Faculté de Grenoble. 6^o Tableaux de renseignements généraux sur les postes, télégraphes, voitures, chemins de fer, hôtels et auberges, et principaux centres d'excursion. 7^o Tableau et itinéraires des refuges et du matériel qu'on trouve dans chacun d'eux. A la suite, viennent les itinéraires des courses, méthodiquement groupés par massifs ou par vallées, avec des tableaux et des tables générales qui facilitent les recherches. Chaque itinéraire donne, en titre très apparent, l'altitude et le nom du point le plus élevé à atteindre, avec ses synonymes, la citation des divers auteurs qui ont décrit ou figuré les lieux, ainsi que les ascensions qui méritent d'être signalées. Puis, le temps pour la montée et pour la descente. En tête de chaque groupe de courses ou en renvoi, se trouvent des citations fort intéressantes et curieuses, très souvent empruntées à de Bourcet, de Montannel et de la Blottière. La rédaction de l'itinéraire à suivre pour chaque excursion est faite avec toute la précision des lieux et la concision de style possibles : c'est clair, court, sobre : Prenez par là jusqu'à tel point; puis passez à droite ou à gauche; tournez telle difficulté de telle manière; franchissez tel pas, à tel endroit, etc. C'est tout ce que demande l'Alpiniste : quelques lignes, quelques mots, un signe même lui suffit pour savoir d'une manière générale son chemin. Son initiative personnelle suppléera au reste. Le *Guide du Haut-Dauphiné* est comme un poteau à doigt indicateur posé à tous les points de la route où le doute sur la direction à suivre est possible. Tout terme personnel, toute expression de sentiment en est banni, et en effet, dans les excursions à travers ce réseau inextricable de pics, de chaînes, de gorges qui rayonnent autour du Pelvoux, les scènes grandioses et solennelles des Alpes parlent assez d'elles-mêmes, le drame y est assez vivant sans qu'il soit besoin que le guide vous les fasse savourer par avance. Les guides à

sentiment sont bons pour le coin du feu. — Ayant parcouru, presque toujours seul et sans guide, les massifs compris entre le Valgaudemar, la Vallouise et la Durance, nous avons, peut être, quelque autorité pour rendre justice à l'exactitude absolue des nombreux itinéraires décrits pour ces parages, dans le *Guide* de MM. Coolidge, Duhamel et Perrin, que nous aurions été fort heureux de posséder. — Sans doute quelques regrets se manifestent dans la lecture. Mais ils sont de peu de valeur, étant donné le but de l'ouvrage. Ainsi, pour nous, Haut-Alpin, nous aurions aimé moins de laconisme dans l'itinéraire de *Sirac* et de *Chaillot-le-Vieil*, surtout pour celui établi par le *Touroud* et par le petit lac du flanc S. du *Piorois* (lac côté 8396 au lieu de 2396). Dans les divers itinéraires pour un même pic, l'indication du plus facile aurait été pour beaucoup de personnes un renseignement de quelque importance. Il en est de même de la valeur relative des deux rives du torrent d'une gorge : ainsi du col de Presle ou d'Orcières à Dormillouse, le *Guide* dit : « *par la rive gauche* ». Et cependant le sentier de la rive droite, établi à travers des plateaux et des cirques qui rappellent en petit ceux des Pyrénées, puis sous un bois de mélèzes, nous a paru plus agréable que celui de la rive gauche, établi sur d'arides éboulis. Il est vrai qu'ici la pente uniforme abrège la route de quelques minutes, et je suis mal venu pour trouver une critique. On voudra bien cependant m'accorder que l'horaire de certains itinéraires est une série de tours de force difficiles, sinon impossibles, à réaliser, même par le petit nombre : ainsi d'Orcières à la Roche-de-Briançon par Dormillouse, 7 h. 20 m. à 7 h. 50 m.; de Vallouise à Champoléon par les cols de l'Alp-Martin et du Pas-de-la-Cavale, 9 heures ! Mais ce sont des courses comparables à celle du courrier de Marathon, et que le plus infatigable marcheur ne pourrait réaliser qu'en faisant abstraction de tous ses besoins et de la plus grande partie de ses facultés. Ce serait une course vertigineuse, courir pour courir. Ecolier peu logique, je demande pardon à mes maîtres de m'attarder, loin d'eux, aux charmes de la montagne et... d'intercaler, dans l'horaire, le sentiment, la contemplation, le repas, le repos. — D. MARTIN. — C.

396. ACADEMIE DELPHINALE. *Bulletin*, 3^e série, tome 20^e, 1885, Grenoble, F. Allier, 1886 (paru en juin 1887), 8^o, xxvi-400 p. — Signalons, comme présentant un intérêt particulier pour nous : le discours de M. Maxime Villars, président de l'Académie, sur *les travaux historiques* (p. 1); — *L'esprit public en France et le moyen-âge*, par M. J. de Crozals (p. 19); — *Les grandes épidémies dans le Briançonnais*, par M. le Dr Chabrand (p. 174); — *Les harnachements des chevaux de selle au Moyen Age et avant cette époque*, par M. le Dr Charvet (p. 199); — *Le rigaudon dans le Trièves*, par M. Guichard (p. 244); — *Mémoire historique sur la partie du comté de Valentinois située sur la rive droite du Rhône*, par M. A. Prudhomme (p. 260); — *Les gentilshommes Dauphinois à la bataille de Verneuil* (25 août 1424), par M. R. Delachenal (p. 347); —

Deux chartes dauphinoises inédites du XI^e siècle, publiées par M. J. Roman (p. 359); — *Rapport sur des fouilles archéologiques faites sur le territoire de la commune de Pact* (Isère), par M. l'abbé Chapelle (p. 375). — S.

397. ACADÉMIE... DE LYON. *Mémoires*. Classe des sciences, t. XXVIII, 1886.

398. ACADÉMIE... DE TOULOUSE. *Mémoires*, 8^e série, t. VIII, 1886.

399. ACADÉMIE DES SCIENCES, BELLES-LETTRES ET ARTS DE SAVOIE *Mémoires*. 3^e série, t. XII, 1887, 500 p. : Notes pour la guerre de Savoie (1690-97), par M. L. Pillet (p. 1). Nouvelle description géologique et paléontologique de la commune de Lemenc, sur Chambéry, par M. L. Pillet (p. 69, avec *Atlas*, 8^e, oblong, de VIII p.) Origine nature de certains droits seigneuriaux [alpéage, office de scribe, fournage], par M. l'abbé Lavanchy (p. 221). Histoire du prieuré et de la vallée de Chamonix du X^e au XVIII^e siècle par M. André Perin (p. 253). Table générale des matières contenues dans les douze volumes de la 3^e série (p. 495). — *Mémoires*, 4^e série, t. 1^{er}, 1887, 626 p. Ce volume est entièrement consacré à l'histoire de « *Saint-Jean-de-Maurienne au XVI^e siècle* », par M. l'abbé Truchet, ouvrage couronné par l'Académie de Savoie en 1885 (in-8^e, de 626 p. et pl.). L'auteur rappelle avec raison la pensée suivante : « L'histoire de mon village, de son église, de son école, de son hôpital, de sa vieille tour, de ses vieilles coutumes et des familles qui y ont fait quelque bien ou quelque bruit, m'intéresse plus que celle de Rome ou d'Athènes, car ce village est pour moi le premier élément et comme une réduction de la patrie. L'histoire de Rome et d'Athènes ne satisfait que mon esprit ; l'histoire de mon village me réjouit le cœur et rien ne m'est indifférent ». Nous sommes ainsi, ajoute très judicieusement M. Truchet, et vous de même, cher lecteur, puisque vous lisez ce livre, qui n'attirera point la foule. Et voilà la grande misère de quiconque, pour l'amour de son pays, se laisse prendre à l'amorce des vieux grimoires. Que gagne-t-il à user ses yeux dans ces terriers, ces protocoles, ces parchemins et ces papiers jaunis, froissés, rongés des rats, jetés dans quelque coin d'armoire ou de mairie, en attendant qu'on les brûle ou qu'on les balaie, comme inutiles même à l'épicier ? Il y gagne de la poussière et des ophtalmies. Ceux qui le voient plongé dans ces paperasses, pour recueillir, joyeux, un nom, un fait, une date, lèvent les épaules ; les rares lecteurs qu'il trouvera le liront avec la loupe, et il aura pour profit la facture de l'imprimeur, si quelque Société savante ne s'est décidée à prendre son œuvre... Soyez-lui indulgent, cher lecteur, à cause de ses patriotiques intentions ; et si vous pensez que son livre ne vaut pas ce qu'il lui a coûté, ne doutez pas qu'il soit de votre avis. » — S.

400. BÉRENGIER (Dom Théophile), O. S. B. *Vie de Mgr J.-B.-M. Scipion de Ruffo-Bonneval, évêque de Senes (1747-1837)*. Marseille, 1885, 8^e VIII-71 p. — Le R. P. Dom Bérengier fait de l'épiscopat pro-

vençal au XVIII^e siècle l'objet de ses études. Outre la biographie citée de Mgr Ruffo-Bonneval, il a déjà publié celles : de Mgr Joseph-François de Cadenet-Charleval, évêque et comte d'Agde (1710-59); de Mgr de Forbin-Janson, archevêque d'Arles (1711-41); de Mgr Joseph-Ignace de Foresta-Collongue, évêque et prince d'Apt (1654-1736); de Mgr de Bel-sunce, évêque de Marseille (1671-1755), etc. Nous ne croyons pas commettre une indiscretion en annonçant ici que le R. P. Dom Bérengier prépare actuellement la vie de Mgr de Malissoles, évêque de Gap (1668-1738), qui a été si justement appelé *le Saint des Alpes*. Le savant bénédictin recevra avec gratitude les renseignements relatifs à Mgr de Malissoles qu'on pourrait lui fournir. — C.

401. BRUNET, seigneur de l'Argentière, *Mémoire de la guerre sur les frontières de Dauphiné et de Savoie de 1742 à 1747*. Paris, à la direction du *Spectateur militaire*, 39, rue de Grenelle-Saint-Germain, 1887, in-8, 87 p. (Extrait du *Spectateur militaire*). Prix, 3 fr. 50. — Ce mémoire, publié par notre docte confrère et collaborateur, M. Albert DE ROCHAS, commandant du génie, complète l'histoire des *Opérations militaires dans les Alpes pendant la guerre de la succession d'Autriche, de 1742 à 1743*, éditée naguère par M. MORIS, archiviste des Alpes-Maritimes, que nous avons annoncée en son temps (*Bulletin* de 1886, p. 260, n° 302), et qui, basée sur des documents d'origine italienne, « présente forcément beaucoup de lacunes ». Jean Brunet, seigneur de l'Argentière (Hautes-Alpes) était « commissaire des guerres » et, en cette qualité, il a « joué un rôle très actif, quoique modeste, dans les événements qu'il raconte... Il jouissait dans son pays d'une grande influence, et était l'ami intime de M. de Bourcet; comme lui, il connaissait parfaitement les Alpes et en avait étudié l'histoire. Pendant la guerre, il sut s'attirer l'estime et la confiance des généraux auprès desquels il servit; en 1748, l'un d'eux, M. de Monteynard, aide-marechal des logis de l'armée, le choisit pour guide dans une reconnaissance des frontières de la Savoie, la première qui ait été faite avec quelque exactitude. » L'édition des *Mémoires* de BRUNET est faite d'après un manuscrit appartenant à M. Chaper, ancien officier du génie et ancien député de l'Isère. M. de Rochas a « soigneusement conservé les détails qui peuvent paraître oiseux à l'historien, mais qui sont l'attrait principal de ces mémoires particuliers pour l'officier chargé de la conduite d'une troupe dans des conditions peu différentes aujourd'hui de ce qu'elles étaient il y a cent cinquante ans ». A ceux qui voudraient étudier plus à fond les guerres de la succession d'Autriche, l'éditeur signale « les *Mémoires* rédigés sous la direction du lieutenant-général de VAULT, d'après la correspondance des généraux et dont les manuscrits sont conservés au *Dépôt de la guerre*; ils sont établis sur le même plan que les *Mémoires* relatifs aux guerres de la succession d'Espagne publiés, il y a quelques années, par le Ministère de l'Instruction publique dans les *Documents inédits pour servir à l'Histoire de France*. » Nous ne pou-

vous songer un moment à analyser ici les mémoires de Brunet. Disons toutefois qu'ils renferment un grand nombre de détails précieux et inédits sur les campagnes des années 1742, 1743, 1744, 1745, 1746 et 1747. — C.

402. COMBA (Emile), *Histoire des Vaudois d'Italie depuis leurs origines jusqu'à nos jours*. Première partie : *Avant la Réforme*. Paris, Fischbacher; Turin, Loescher, 1887, 8°, 378 p. Prix, 6 fr. 50. — L'auteur traite successivement : 1° des origines ; 2° des Pauvres de Lyon ; 3° de la dispersion ; 4° de la retraite des Alpes ; 5° de la littérature ; 6° de la vie religieuse des Vaudois. Contrairement à l'opinion de plusieurs écrivains, M. Comba, s'appuyant sur des documents solides, fait remonter l'origine des Vaudois à Pierre Valdo, marchand de Lyon, qui, vers 1178, se sépara de l'église catholique, et dont les disciples se répandirent, peu après, en diverses parties de l'Europe et surtout dans les Alpes de Dauphiné (à Freyssinières, à l'Argentière, et en *Val pute*, aujourd'hui Vallouise). M. Comba est, sur ces points, pleinement d'accord avec le Dr Chabrand (*Vaudois et protestants des Alpes*, Grenoble, Drevet, 1886, 8°). D'ailleurs, on trouve dans le travail de M. Comba de nombreux extraits des écrits Vaudois. Voici la conclusion de celui qui a pour titre : *Lo novel confort* (p. 273) :

O car amic ! leva-vos del dormir,
Car vos non sabé l'ora que Xrist deo venir :
Velha tota via de cor en Dio servir,
Per istar a la gloria, lacal non deo finir.
Ara vené al dia clar, e non sia negligent.
Tabussa a la porta, faczé vertuosament,
E la sant Sperit vos hubriré daocament
E amenaré vos a la gloria del cel verayament.
Vené, e non atendé a la noyt tenebrosa,
Lacal es mot scura, orribla, esprevantosa :
Aquel que ven de noyt, ja l'espos ni l'esposa
Non hubrire a lui la porta preciosa.

La *Nobla Leiczon* débute ainsi (p. 279) :

O frayres, entendè ma noblo leiczon :
Sovent deven velhar e istar en oracion,
Car nos veyen aquest mont esser pres del chavon.
Mot curios deorian esser de bonas obras far,
Car nos veyen aquest mont de la fin appropriar.

Le langage des poèmes vaudois, on l'a déjà noté, a une très grande affinité avec celui des mystères en dialecte du Briançonnais, dont plusieurs ont été publiés naguère sous les auspices de la *Société d'études*, par exemple l'*Istoria Petri et Pauli*, le mystère de *Sant Anthoni de Viennès*, etc. — C.

403. CONSTANTIN (Aimé), secrétaire de la Société Florimontane, membre correspondant de l'Institut Genevois, etc. *Étymologie des mots Huguenot et Gavot*. Annecy, F. Abry, 1887, 8°, 30 p. — Suivant les recherches faites par M. Constantin, le mot « huguenot » dérive de l'allemand : *eidgnossen*, confédéré. « Les documents cités, dit-il, montrent clairement que le mot prit naissance à Genève, que dès son appa-

rition tous les auteurs sont unanimes à reconnaître sa provenance allemande, qu'il a été successivement détourné de son sens primitif, reflétant fidèlement dans ses évolutions les différentes phases de l'histoire de Genève, et qu'il n'est entré en France que plusieurs années après qu'il eut pris le sens d'hérétique puis de Calviniste » (p. 11). — Quant au mot *Gavot*, M. Constantin le fait venir du latin *cavus*, creux, vide, cave. Ce mot était autrefois très usité en Savoie. « L'extrémité nord-est de la Savoie, qui est comprise entre le Valais et la Drance, et bornée au nord par le lac de Genève, était encore généralement désignée, au commencement de ce siècle, sous le nom de *pays de Gavot* ; aujourd'hui cette dénomination se perd et n'est plus guère connue que des lettrés... Le pays de Gavot est très montagneux ; il est sillonné par de nombreux torrents et par deux rivières du nom de Drance, dont le lit est profondément encaissé. » Dans le traité de paix conclu, en 1583, entre le duc de Savoie et les Valaisans, il est dit : « Evian et son territoire appelé *pays de Gavot* seront rendus au duc de Savoie » (p. 19). « A Nice, le mot *gavouott* n'a rien de désobligeant ; on l'entend à tout instant sur la place du marché, sans que les paysans interpellés ainsi s'en offensent ; il s'applique à tous les montagnards des environs » (p. 23), etc. Voici quelle est la conclusion du travail de M. Constantin : « Il résulte donc de tout ce qui a été dit plus haut que le mot *gavot* est un sobriquet et non un nom de peuple ; qu'il est principalement usité en Provence par ceux de la plaine ou des lieux peu élevés dans le sens de montagnard... L'aire géographique qu'il occupait autrefois a sensiblement diminué ; ce mouvement de recul s'effectue du nord au midi. Son sens primitif a dû être *habitant des vallées profondes*, ou *des montagnes fortement ravinnées*, car tel est encore le sens de *gavio*, *chave*, dans certaines régions des Alpes ; d'autre part, la frappante ressemblance des vallées *gavotes*, au point de vue de leur profondeur ou ravinement montre la parfaite adaptation du nom à la chose » (p. 29). — Ajoutons que le mot *Gavot* est complètement inusité dans les environs de Gap, d'où on le prétend issu. Le véritable nom des habitants de Gap est *Gapençais* et, dans la langue vulgaire *Gapians*, d'ailleurs fort peu usité. Littre s'est donc trompé en prenant le mot *gavot* pour un nom de peuple et en considérant la danse dite *gavotte*, comme originaire de Gap, (Cf. Constantin, p. 23). — C.

401. COURTONNE (E.) *Langue internationale néo-latine* ou langage auxiliaire simplifié, destiné à rendre possibles et faciles les relations directes entre tous les peuples civilisés d'origine latine. Nice, 1875-85, 8°, 40 p. — *Manuel de langue néo-latine usuelle et commerciale*, 3^e édit. Nice, 1887, 8°, xxiv-70 p. — S.

405. CROZET (Ernest de). *Critique littéraire. La vie et les œuvres de V. de Laprade*, par M. l'abbé James Condamin. Forcalquier, F. Bru-nneau, 1887, 8°, 19 p. — « En composant ce livre, dit M. Condamin, j'ai pensé aux jeunes gens. » à qui il veut faire estimer l'homme autant que le poète, parce que nul poète « ne les a plus sincèrement aimés et qu'il

n'en est aucun dont les œuvres puissent leur offrir une lecture plus bienfaisante... V. de Laprade, poète, homme et chrétien, est digne de leur être proposé, à eux qui entrent dans la vie et qui en ignorent presque tout, comme un de ces rares modèles dont on peut dire qu'ils offrent seulement à imiter des exemples salutaires et qu'ils ne donnent que d'utiles et sages leçons. » Tel est le but de l'ouvrage de M. Condamin qui, d'après M. de Crozet, est « le type accompli de l'historien judicieux, ardent à rechercher les documents inédits, habile à les manier, n'en abusant jamais, ne s'égarant pas dans leur labyrinthe, guidé qu'il est toujours par son fidèle fil d'Ariane. » — C.

406. *Dons faits au Muséum-Calvet, pendant les années 1881 à 1885.* Avignon, Seguin, 1887, 8°, 72 p. — L'idée de l'administration de la bibliothèque et du musée de la ville d'Avignon de faire connaître au public les dons qui ont enrichi ces deux établissements est excellente. C'est le moyen de provoquer de nouveaux dons et d'enrichir davantage, sans bourse délier, des établissements très utiles. — S.

407. FEUILLE DES JEUNES NATURALISTES, *Catalogue de la bibliothèque.* Fasc. n° 1. 1^{er} mars 1887, Paris, 35, rue Pierre Charron, 8°, 89 p. Prix : 2 fr. 50. — Sommaire : 1° Règlement de la bibliothèque. 2° Liste des collaborateurs. 3° Liste des périodiques qui se trouvent dans la bibliothèque avec l'indication du nombre de volumes, du format, de la pagination, du lieu de publication, etc. 4° Catalogue méthodique comprenant : 1. la liste des volumes et brochures (en dehors des périodiques); 2. les articles publiés dans les périodiques, etc. — S.

408. FILLET (l'abbé). *Bibliographie. Le mystère des trois dons joué à Romans en MDIX*, publié d'après le manuscrit original... par P.-E. Giraud... et M. Chevalier. [Valence, 1837,], 8°, 9 p. — Nous ne retiendrons ici de cet article si substantiel que cette réflexion, très juste, qui peut s'appliquer aussi à nos mystères en langue vulgaire des Hautes-Alpes : « L'histoire des littératures et des théâtres n'a pas seulement pour but de fournir des modèles à admirer ou à suivre, mais encore de constituer une partie essentielle de cette histoire des peuples et des siècles, sans laquelle ceux-ci sont fort mal connus. » — C.

409. *Lou Felibrige. Rivisto mesadiero, souto la direicioun d'en Jan Monné.* 4 franc par an. Avignon, encô d'en Jousé Roumanillo, libraire dou felibrige. Nos 1 et 2, avril-mai 1887. — C.

410. MAIGNIEN (Edmond), conservateur de la bibliothèque de Grenoble, *Recherches sur les cartiers et les cartes à jouer à Grenoble.* Grenoble, J. Allier, 1887, 8°, 34 p. et x planch. — « Les cartes à jouer ont commencé à être connues en Europe vers la fin du x^{ne} siècle, et, en France, avant 1392, elles ont été dessinées et peintes à la main jusqu'à la moitié du x^v^{me} siècle. » « Ce n'est que vers la fin du x^v^{me} siècle que l'on rencontre des cartes à Grenoble; elles portent le nom de Nicolas Rolichou » (p. 7). A la page 22 et suivantes, M. Maignien donne une liste des matres cartiers grenoblois depuis le x^{vii}^{me} siècle jusqu'à nos jours. Il

rappelle justement que notre compatriote Fine de Brianville s'en connaît au XVIII^e siècle par son jeu du Blason. — S. (« *Hommage d'un vieux bibliophile Dauphinois* »).

411. *Mémoire pour Monsieur de Ravel, seigneur des Crottes et de Montmirail, conseiller au parlement de Provence, contre M. l'abbé et le syndic de l'abbaye de Boscodon*. A Grenoble, de l'imprimerie de la veuve Faure, rue du Palais, 1754, in-⁸, 62 p. — M. de Ravel, dans ce mémoire, revendique la seigneurie des Crottes, « du côté de Savines, jusques vis à vis la combe Saint-Julien, cette rivière entre deux, et ses autres confins, sur lesquels, dit-il, les seigneurs des Crottes n'ont jamais varié dans tous les hommages qu'ils ont prêtés, et dans les dénombrements qu'ils ont fournis depuis 1335, jusques à ceux prêtés et fournis par M. de Ravel lui-même en 1731. Ils jouissoient de toute antiquité d'un droit de péage sur les radeaux, consistant en 12 liv. pour ceux qui se formoient dans leur terre des Crottes, et 6 liv. pour ceux qui ne faisoient que passer sur la Durance, et qui venoient de plus loin » (p. 3). « *Les anciens seigneurs des Crottes*, lit-on encore (p. 6), *avoient autrefois vendu le godron... qu'on y tiroit de leurs pins,* » etc. — S. (Don de M^{me} X.)

412. MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. *Bulletin archéologique*, année 1886. — *Sépulture carolingienne découverte à Aspres-les-Corps* (Hautes-Alpes). Communication de M. J. Roman (p. 454). Il s'agit de la découverte signalée dans le *Bulletin de la Société d'études* (1886, p. 231). « Nous sommes donc incontestablement, dit l'auteur, en présence du tombeau d'un soldat du X^e siècle, probablement italien, ou venant d'Italie, comme le prouvent les monnaies exclusivement italiennes qui lui servaient d'ornement; certainement chrétien, ainsi que le démontre la position des bras en croix sur la poitrine. Il aura été tué dans un petit combat, peut-être contre les brigands sarrasins qui, au X^e siècle, infestaient encore les montagnes des Alpes, et ses compagnons l'auront inhumé, à la hâte sans doute, au centre d'un amas de pierres déjà existant. Je ne connais pas d'autre exemple de boutons fabriqués avec des deniers carolingiens. » — S.

413. IDEM. *Bulletin de la section des sciences économiques et sociales*, Année 1886. Signalons : le mémoire de M. Joret Desclozières, *Historique de la législation ayant pour but de conserver les forêts sous l'ancien régime et de nos jours* (p. 96) ; — la note de M. Turquan, *sur la dépopulation des campagnes* (p. 195). Par exception au phénomène général, la population rurale des Hautes-Alpes, depuis 1876 jusqu'en 1881, a augmenté dans la proportion de 0, 4 o/o (p. 198 et 206). — S.

414. *Miscellanea di Storia italiana, edita per cura della Regia deputazione di storia patria*. 2^e série, t. XXV. Torino, 1887. — Atti del terzo congresso storico italiano (p. 1).

415. PASCAL (En F.), officier de la couronne de Roumanie, Félibre Majourau, *L'iliado d'Oumero* (3^{me} chant) *recira en parlar des Aup*.

Gap, empressarié felibrenco de J.-C. Richaud, 1887, 8°, 24 p. — Ainsi que le dit très justement M. V. Alecsandri, M. Pascal a « entrepris un travail d'une importance d'autant plus grande, qu'il est hérissé de difficultés parfois insurmontables. » Le jour où notre confrère écrira le mot *finis* au bas de son manuscrit, il se sentira grandi, « car on devient grand au contact d'Homère. » — C.

416. ROCHAS (A. de), ancien élève de l'École polytechnique. *Les Forces non définies*, recherches historiques et expérimentales. Paris, Masson, 1887. 1 vol. in-8° de 400 p., avec gravures dans le texte et planches hors texte. Prix : 15 fr. — Cet ouvrage est une première reconnaissance d'ensemble, faite sur tout un côté des frontières de la science officielle. L'auteur résume ainsi, dans son épilogue, la marche qu'il a suivie : « Après avoir établi (chap. I, II et IX), à l'aide de phénomènes vérifiés par moi-même ou admis par tout le monde, l'existence dans le corps humain d'une force analogue à l'électricité et pouvant rayonner au dehors, j'ai suivi, à l'aide de témoignages historiques (chap. III, IV, V et VI), les manifestations de plus en plus puissantes de cette force en montrant qu'il y avait entr'elles un lien continu, et qu'elles servaient parfois à nous mettre en communication avec des êtres dont nous ignorons la nature. — Ceux qui récusent les affirmations concordantes des nombreux témoins de ces faits extraordinaires, invoquent généralement l'hallucination. Dans les chapitres VII et VIII, j'ai étudié, d'une façon toute spéciale, les cas où elle pouvait se produire. La critique a maintenant en main des documents nouveaux expliquant bien des prodiges, mais insuffisants, à mon avis, pour faire rejeter la réalité de l'ensemble des phénomènes précités. — J'ai été amené de la sorte à indiquer une foule de procédés propres à produire l'*Etat de crédulité*. Je ne me dissimule point les dangers inhérents à leur vulgarisation ; pour diminuer ces dangers, ce qu'il y a de mieux, c'est de les faire connaître, en même temps que le moyen que j'ai trouvé pour les combattre, d'abord et surtout à ceux qui ont la charge des âmes ou des corps ; aussi, ai-je cru devoir ne donner à ce mémoire qu'une publicité très restreinte. » — L'ouvrage n'a été tiré, en effet, qu'à 300 exemplaires sur beau papier teinté, et avec tout le luxe que comporte un sujet aussi sérieux. Comme le *Livre de Demain* du même auteur, il restera classé parmi les bijoux des bibliophiles, après avoir fait faire à la raison humaine une des ses grandes conquêtes dans l'occulte. — C.

417. SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE NANTES. *Annales*, 1886, 2^e semestre. — P. 260. *Le long Calendrier*, par M. E. Orieux, permettant de vérifier facilement une date douteuse ou de la compléter, lorsqu'elle n'est pas suffisamment déterminée.

418. SOCIÉTÉ AGRICOLE... DES PYRÉNÉES-ORIENTALES, 28^e vol. 1887. — P. 184. *Etude archéologique sur la cathédrale et le cloître d'Elne*, par M. A. Brutails.

419. SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DU LIMOUSIN. *Bulletin*, tome

XXXIV, 1887. — P. 161. *Origine des noms de lieu en Limousin et provinces limitrophes*, par M. l'abbé Arbellot.

420. SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE TARN-ET-GARONNE. *Bulletin*, tome XIV. 1886. — P. 117. *De l'usage des préfixes EN et NA*, par M. Mila de Cabarieu ; p. 145, *L'Ave Maria*, son origine et ses transformations, par M. l'abbé Augustin Lury.

421. SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DE L'ORLÉANAIS. *Mémoires*, t. XXI, 1886.

422. SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE SENS. *Bulletin*, t. XII et XIII. 1880-5.

423. SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE... DU VENDOMOIS. *Bulletin*, t. XXV, 1886.

424. SOCIÉTÉ D'HISTOIRE... DE BEAUNE. *Mémoires*, 1885. —

425. SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE NUMISMATIQUE ET D'ARCHÉOLOGIE. *Annuaire* 1886. — Un tiers de sol frappé à Die, par M. le comte Monier de la Size-ranne (p. 47). — Observations sur quelques tiers de sol mérovingiens, par M. G. Vallier (p. 463).

426. SOCIÉTÉ NATIONALE DES ANTIQUAIRES DE FRANCE. *Bulletin*, 1885. — *Mémoires*, 5^e série, t. VI^e, 1885 : *Les anciens missels du diocèse d'Elne*, par M. G.-M. Tourret (p. 133) ; *Recherches sur les premiers papiers employés en Occident et en Orient, du x^e au xiv^e siècle*, par M. C.-M. Briquet (p. 133). Voici les conclusions de l'auteur : 1^o Il n'y a jamais eu de papier de coton... 2^o L'on devra se borner, à l'avenir, dans la classification des documents aux trois seules dénominations de papyrus, de parchemin et de papier... 3^o Le papier de chiffé est beaucoup plus ancien qu'on ne l'a généralement admis jusqu'à ce jour ; son emploi constaté remonte au x^e siècle ; 4^o Le papier de chiffé a été usité d'abord en Orient, et le secret de sa fabrication n'a pénétré en Occident qu'après une longue période de deux ou trois siècles ; 5^o L'usage de filigraner le papier a pris naissance en Occident, vers la fin du xiii^e siècle et (à notre connaissance) cette habitude n'a pas été transportée en Orient. Les papiers filigranés seraient donc tous de provenance européenne. » (p. 204)

427. STEIN (Henri). *Préparatifs faits en 1608 pour l'entrée de la reine Marie de Médicis à Chartres*. Comptes et documents publiés d'après les archives municipales de la ville de Chartres. Orléans, 1887. 8^o, 32 p. — « Il m'a semblé intéressant, dit M. Stein, de montrer, à l'aide de documents puisés aux archives municipales de Chartres, quel intérêt s'attachait alors à une entrée solennelle, toujours pleine d'imprévu. Le programme de ces fêtes de commande, si j'ose ainsi parler, devait bien être à peu près le même partout ; mais partout l'enthousiasme n'était pas le même ; les incidents étaient variés et les impressions diverses. L'observateur, ou plutôt le lecteur attentif peut trouver là bien des remarques à faire, bien des points de comparaison à établir. A vrai dire, l'histoire n'a que faire de ces incidents courts et passagers ; mon humble avis est qu'il ne faut pas tout-fois les négliger. Ils sont la vie du peuple même ; ils l'expliquent et aident à le comprendre. » Une table alphabétique des

noms et des matières, bien faite (p. 29-32), permet de tirer parti immédiatement des curieux documents publiés par M. Stein. — C.

428. VALLIER (Gustave). *Médailles et jetons dauphinois* (3^e article). Bruxelles, Gobbaerts, 1887. — *Jean-Jacques Rousseau à Bourgoïn*. Voiron, Baratier et Mollaret, 1887. — *Un médaillon anépigraphe du roi Henri IV et d'un connétable de France*. Bruxelles, Gobbaerts, 1887. — *Trois jetons dauphinois. Doutes et interrogations d'un ignorant*. Bruxelles, Gobbaerts, 1887. — C.

NÉCROLOGIE.

LE GÉNÉRAL RICHARD.

Les journaux nous apportent la douloureuse nouvelle de la mort du général RICHARD, directeur du génie au ministère de la guerre. Chacun sait l'intérêt que le général Richard portait à notre département et en particulier à la défense de notre frontière. C'est sous sa direction que la plupart des nouveaux forts qui environnent Briançon ont été construits. La *Société d'études*, dont le général Richard était un des membres les plus dévoués, lui doit les belles photographies du monument élevé aux mobiles des Hautes-Alpes à Cussey (voir le *Bulletin*, 1885, p. 227).

P. G.

RÉSUMÉ des observations météorologiques faites à l'École normale de Gap en 1887 (sous abri), par M. C. R.

OBSERVATIONS.	Janvier	Février	Mars
Températures moyennes.....	— 4,0	— 2,7	4,3
Id. extrêmes} maxima.....	9 le 23	11 le 27	19 le 14
	—17 le 15	—12 le 10	—10 le 18
Moyennes barométriques à zéro (altitude 739).....	699,7	701,9	697,4
Pressions extrêmes} maxima...	711, le 21	713 le 5	709 le 1
	679, le 7	694 le 10	683 le 16
TOTAL des jours de pluie ou de neige.....	4	0	7
Eau tombée, en millimètres...	19	0	59
Moyenne hygrométrique (évaluée de 0 à 100).....	68	67	65

FINI D'IMPRIMER LE 10 juillet 1887.

GAP. — IMPRIMERIE JOUGLARD PÈRE ET FILS.

RAPPORTS
DE
GUILLAUME FAREL
AVEC
LES VAUDOIS DU PIÉMONT.

La bibliothèque du Roi à Turin possède un manuscrit qui porte pour titre : « *Histoire véritable des Vaudois* ». C'est un gros volume de 1528 pages, écrit vers la fin du XVII^e siècle, c'est-à-dire du temps de la régence de Madame Jeanne-Baptiste de Nemours, duchesse de Savoie. Le nom de l'auteur est inconnu ; l'on sait seulement qu'il appartenait à la compagnie de Jésus. Son récit commence avec le mouvement religieux initié par Pierre Valdo à Lyon, dans la seconde moitié du XII^e siècle, et va jusqu'à la fin du règne de Charles Emmanuel II (1675).

Tout en suivant le développement et les progrès de la secte vaudoise, l'auteur de l'*Histoire véritable* se proposa particulièrement de dévoiler et de confuter les mensonges et les calomnies débités par l'écrivain et modérateur vaudois Jean Léger dans son *Histoire générale des Églises évangéliques du Piémont*. Longtemps ignoré, le manuscrit dont il s'agit, fut dernièrement tiré de l'oubli par le Rév. Pie Méliä, missionnaire catholique à Londres ; il y a puisé des révélations précieuses qu'il fit paraître dans un livre anglais publié à Londres en 1870, où il traite de l'origine des Vaudois, de leur doctrine et des persécutions qu'ils ont dû souffrir.

Le manuscrit *Histoire véritable des Vaudois* se ressent naturellement de l'époque à laquelle il fut composé ; le style, l'abondance des paroles, le caractère fortement prononcé des appréciations révèlent dans son auteur un écrivain du dix-septième siècle, à l'esprit cultivé et aux manières distinguées. Tout en estimant les Vaudois mis-

rablement aveuglés par leurs mauvais penchants et par de regrettables préjugés, l'auteur du manuscrit ne leur refuse pas le témoignage de sa considération lorsque leur conduite s'inspire au principe de l'équité et de la modération. Le petit nombre d'historiens qui ont parlé des Vaudois avec des vues désintéressées et impartiales augmente le mérite de l'*Histoire véritable* dont l'auteur se fait un devoir d'assurer qu'il ne veut rien avancer dont il ne soit certain et dont il ne puisse produire des preuves : effectivement on y rencontre çà et là des citations assez détaillées de documents qu'ils a eus sous les yeux. Il aurait sans doute plus de droit à notre reconnaissance, s'il avait, quelquefois au moins, rapporté ces pièces elles-mêmes, ou s'il en eût fourni des informations plus complètes ; de son temps on n'était pas très exigeant sous ce rapport.

L'article justement apprécié que M. Gustave Vallier fit paraître dans le *Bulletin de la Société d'Études* contenant la biographie de Guillaume Farel me fit naître la pensée de communiquer à l'honorable direction du *Bulletin* quelques pages du manuscrit dont je viens de parler ; elles contiennent des détails peu connus relativement aux rapports de Farel avec les Vaudois de Piémont, et j'ai raison de croire qu'ils seront appréciés par les lecteurs de la savante revue. Ma proposition qui avait obtenu avant tout l'agrément de M. le Commandeur Promis, directeur éclairé de la Bibliothèque du Roi, reçut de Messieurs les directeurs du *Bulletin* un accueil tout-à-fait bienveillant, dont je leur professe la plus vive reconnaissance. Les notes qui accompagnent le passage du manuscrit et qui ont pour but d'en compléter le sens et d'en corriger les défauts n'ont d'autre mérite que le désir de coopérer en quelque sorte au développement des études historiques dont le *Bulletin* de la société de Gap est un des meilleurs soutiens.

P. DE C.

Turin, 13 juin 1887.

EXTRAIT DU MANUSCRIT :

*HISTOIRE VÉRITABLE DES VAUDOIS**aux pages 294 et suivantes.*

« Pendant ce temps-là ¹, les Luthériens qui faisoient tant de bruit en Italie, et en France, en faisoient encore plus en Allemagne ; nos Vaudois des vallées qui alloient partout pour chercher de l'appuy ou pour s'y introduire, ne pouvant vivre a leur mode dans les vallées ou ils estoient fort observez et fort a l'estroit ² en eurent nouvelles, et voulurent se prevaloir d'une si favorable conjoncture. Ils avoient escrit aux principaux Luthériens d'Allemagne ; mais les reponses qu'on leur faisoit, n'estant pas suffisantes, pour les éclaircir a fonds sur le chapitre des dogmes ou ils se voyoient fort embarassez, ils y envoyerent de leurs Barbes pour en avoir un entier éclaircissement ³. Le fruit de ces lettres et de ces reponses, de ces allées et de ces venuës consista au changement de l'ancienne secte vaudoise qui y fut detruite en

¹ L'auteur de l'*Histoire véritable* vient de rappeler le mécontentement du roi François I^{er} envers son oncle le duc de Savoie Charles III à l'occasion que celui-ci assista, en février 1530, à Bologne au couronnement de l'empereur Charles V, son beau-frère (le duc de Savoie et l'Empereur avoient épousé deux sœurs, filles d'Emmanuel le grand, roi de Portugal). — Les différends de Charles III avec les Suisses et l'appui prêté par le roi aux cantons helvétiques aussi bien qu'à la ville de Genève, impatiente de secouer le joug des princes savoyards, coopérèrent, vers la même époque, à aggraver la position de Charles III vis-à-vis du roi.

² Jean-Paul Perrin dans son *Histoire des Vaudois* (Genève, 1618, pages 155, 157) reconnaît qu'à l'époque dont il est ici question, les hérétiques des vallées de Lucerne ne pratiquaient qu'en cachette leurs exercices de religion. La même chose est confirmée par un autre de leurs historiens, Pierre Gilles, auteur de l'*Histoire ecclésiastique des Églises réformées recueillies en quelques vallées de Piedmont*, etc. (Genève, 1644, page 36 et Pignerol, 1881, page 48).

³ On lit dans l'histoire de Gilles (p. 47) : « Quand les Barbes pasteurs des valées eurent sçeu que Dieu faisoit travailler a la Réformation des Eglises en Allemagne et en Suisse ils envoyerent reconnoistre cet œuvre de Dieu. Barbe Martin, du Val Luserne, en retourna l'an 1526... Autres Barbes firent aussi le mesme voyage et à leur retour rapporte-

ses principales parties et a l'introduction du Luthéranisme qui y fut établi pour les choses qui paroissent les plus essentielles.

Afin que personne ne pût resister a cette première reformation, ils s'avisèrent de faire une assemblée a Angrogne, le 12^e de septembre 1532, qui fut la première qu'on sçache avoir esté faite publiquement dans les vallées¹, ou ils se firent une espece de Religion composée partie des articles de la secte vaudoise, partie de ceux de

rent qu'ayans conféré avec Zuingle, Ecolampade, Bucer... leurs Eglises des vallées avoyent esté fort louées... Qu'aussi ils les avoyent charitablement exhortés a remedier a quelques defauts ».

Selon Perrin(p. 152), les Vaudois de Provence et de Dauphiné furent les premiers a envoyer des messagers en Allemagne pour conférer avec les chefs des réformés, Ecolampade et Bucer, dont ils apportèrent a leur retour des lettres adressées également aux Vaudois de France et a ceux de Piémont.

Abraham Reichat (*Histoire de la Réformation de la Suisse*, Genève, 1740, T. 3^e, livre VII) cité par Monseig. Charvaz (*Recherches sur l'origine des Vaudois*. Paris, 1836 p. 93), trace avec plus de détail l'itinéraire suivi par les émissaires des Vaudois. Après avoir noté les causes qui, à son avis, avaient contribué à faire tomber les sectateurs de Valdo « dans la corruption et dans l'ignorance à plusieurs égards, » il parle des conférences de Georges Morel et de Pierre Masson avec Berthold Haller à Berne, avec Ecolampade à Bâle, avec Bucer et Capiton à Strasbourg, de Martin Gonin, accompagné d'un autre de ses confrères, avec Farel à Neuchâtel. Reichat assigne à ces conférences la date de 1530. Quant à Martin Gonin cette date ne parait pas juste, car son retour et le supplice qu'il souffrit à Grenoble, d'après la plupart des historiens, auraient eu lieu l'an 1526.

¹ Le village d'Angrogne, devenu célèbre dans les éphémérides vaudoises, est situé dans un vallon parcouru par le torrent omonyme qui verse ses eaux sur la gauche du Pellice près du village de la Tour. Quant à la date de l'assemblée les historiens vaudois ne sont pas tous d'un même sentiment. Perrin la place au 12 sept. 1535, pendant que Gilles s'accorde avec l'auteur de l'*Histoire véritable*, en disant qu'elle fut tenue le 12 septembre 1532. Cet avis est aussi partagé par M. Gustave Vallier dans son intéressant travail sur Guillaume Farel qui a paru sur le *Bulletin* (1887, p. 6), où il est parlé de l'assistance de Farel au synode de Chanforans, localité dans la vallée d'Angrogne, l'an 1532. J'aurai l'occasion de revenir sur le thème des synodes célébrés vers ces temps-là par les Vaudois et sur l'époque de la visite de Farel aux vallées de Luserne. Pour le moment j'aborde une autre

la secte Luthérienne¹. Néanmoins comme les articles de la secte de Luther prevaioient sur les dogmes de l'ancienne secte vaudoise qui n'y estoit presque comptée pour rien, deux des Barbes s'en tinrent offensez et ne voulurent point y consentir.

La cause de ce schisme fut que ces Barbes qui avoient esté en Boheme, ou la secte vaudoise estoit encore en consideration, malgré toutes les invectives que Luther faisoit alors contre elle dans ses prêches et dans ses

question. A-t-il raison l'auteur de l'*Histoire véritable* en disant que d'après ses informations, l'assemblée dont il s'agit fut la première convoquée publiquement dans ces vallées ? Afin d'épargner à notre auteur le reproche d'être en contradiction avec lui-même, on doit supposer qu'il eût en vue ici les assemblées d'un caractère exclusivement religieux, où l'on ne discutait que des matières ayant rapport uniquement à la doctrine et à la discipline ecclésiastique ; en effet, le même auteur avait écrit quelques pages auparavant (p. 224) que les Vaudois profitant des guerres qui tenaient occupé Philippe de Savoie, seigneur du Piémont et premier prince d'Achaïe (né 1238, † 1334) et « se voyant assez paisibles dans la possession de ces montagnes (entre le Chisone et le Pellice) ils songèrent à s'étendre peu à peu dans la plaine (du Piémont) et cela leur réussit si bien par le peu d'opposition qu'il y avait alors de la part des Princes absents ou occupés ailleurs qu'ils crurent pouvoir en user ouvertement en maîtres. Les assemblées qu'ils faisoient dans les vallées de Lucerne et de Perouse (du Pellice et du Chison) ou ils se trouvoient quelquefois jusques au nombre de cinq cens personnes avec les mesures qu'ils prenoient pour pervertir les catholiques et les dépouiller de leurs biens, firent ouvrir les yeux aux curés qui se sentoient du mérite et qui avoient du zèle ». Le mouvement initié alors par les Vaudois prit une telle intensité que le curé d'Angrogne dut payer de sa vie la fermeté qu'il déploya vis-à-vis de ces furieux dissidents.

¹ Une notice approfondie des doctrines professées par les Vaudois à différentes époques exigerait d'abord des connaissances que je n'ai pas ; elle dépasserait ensuite les limites d'un travail purement historique. On voudra bien me permettre cependant de donner quelques renseignements qui ne manqueront peut-être pas d'intérêt.

Jean Léger, dans son *Histoire générale des églises évangéliques du Piémont* (Leyde, 1660, pages 92-112, 1^{re} partie) ne donne pas moins de sept ou huit confessions de foi qu'il attribue à ces Vaudois en commençant par une pièce dont il fait remonter la date à l'an 1120, et qu'il dit se trouver à la page 225 de l'Histoire de J.-P. Perrin ; deux affirmations également fausses. La date de l'an 1120 supposée par Léger, sans qu'il se mette en peine d'en donner des preuves, est en contradiction fla-

écrits¹ y avoient reçu ordre des Prédicants de ce Royaume là de ne faire nul changement en leur foy. Ces deux Barbes furent George Morel et Pierre Masson qui s'estant plutot attachez aux vaudois de Boheme qu'aux Lutheriens qui n'estoient pas encore d'accord avec les

grante avec l'époque à laquelle, de l'aveu de tous les historiens, Pierre Valdo commença à Lyon son rôle de novateur en fait de religion ; c'est-à-dire vers l'an 1178. Les arguments par lesquels Léger s'efforce de démontrer que l'origine des Vaudois remonte bien au-delà de la prédication de Valdo ne résistent pas à la critique et aujourd'hui il n'y a aucun protestant instruit et de bonne foi qui mette en doute cette vérité (cf. *Bull. de la Soc. d'Ét.* 1887, n° 23, p. 250).

Mais il y a plus encore : la confession de foi dont nous parlons contient des articles qui sont en opposition avec les doctrines jadis professées par les Vaudois, telles qu'on les trouve dans ces documents lithurgiques dont Léger lui-même fait un si grand cas et qu'il raconte avoir été déposés par M. Morland dans la bibliothèque de l'université de Cambridge. M. l'abbé Melia dont j'ai déjà cité le savant ouvrage (*Documents of the Waldenses*, p. 92) traite à fond cette question, s'appuyant sur les notices fournies par M. James Henthorn Todd (*The Book of the Vaudois, the Waldesians manuscripts*, London 1865) relativement aux manuscrits vaudois découverts récemment à la bibliothèque que je viens de nommer. Je note encore que Perrin rapporte la confession dont il s'agit à la page 79, au lieu de la 225^e, comme Léger le prétend ; quo Perrin indique l'avoir tirée de l'*Almanach spirituel* et des *Mémoires* de Georges Morel, deux ouvrages compris parmi les manuscrits de Cambridge, ainsi que M. Todd l'atteste.

Georges Morel, auteur des mémoires que je viens de citer, un des émissaires des Vaudois aux Réformateurs allemands, présenta à Bucer et à Écolampade une confession de foi qui s'accorde dans le fond, et même dans les expressions avec celle que Léger fait remonter à l'an 1120.

¹ A la page 22 de son manuscrit l'auteur de l'*Histoire véritable* cite les paroles dont Luther s'est servi à l'égard des Vaudois dans celui de ses livres qui a pour titre : *Declamatio in 10 præcepta* fol. 12 *Verumne Phigardi haeretici infelices suas partes a me adjutus confidant qui, præ nimia ruditate, nobis Teutonicis, superbissimo fastidio indignati, imponunt quod sanctos Dei idola faciamus ? Propter horum itaque rudissimam et insulsissimam rusticitatem dico ego ad Sanctorum suffragia recurendum....* Probablement Luther n'a jamais eu de relations personnelles avec les Vaudois de nos montagnes, et ses appréciations à l'égard des « Phigardi » avaient plutôt pour objet les hérétiques de Bohême, que l'on désignait aussi sous le nom de Vaudois, dont ceux de Piémont aimaient à se dire les confrères.

Vaudois, comme ils furent depuis, se virent enfin obliger de quitter la partie aux autres en l'assemblée qu'ils firent dans la vallée de St-Martin le 15 d'août 1533¹. Ce fut là que malgré toutes leurs oppositions, il fut résolu sur les lettres venues de nouveau d'Allemagne et de Suisse qu'on s'en tiendrait à la foi des Lutheriens ou plutôt au mélange qu'on avoit fait l'année auparavant à Angrogne de la secte vaudoise et de la Luthérienne².

¹ La petite vallée de St-Martin, où se trouve le village qui lui donne son nom, appartient aussi à la région habitée par les Vaudois ; elle est séparée de la vallée d'Angrogne par le contrefort qui divise le cours du Chison de celui du Pellice : la Germagnasca, dont les eaux arrosent Val-St-Martin, aboutit à la rive droite du premier de ces deux fleuves.

² L'auteur de l'*Histoire véritable* tombe dans une faute en prononçant le nom des deux Barbes qui se séparèrent des Vaudois piémontais plutôt que de consentir aux innovations doctrinales. Georges Morel et Pierre Masson, nous l'avons vu, furent les députés que les Vaudois de Dauphiné envoyèrent à Écolampade, Bucer, etc. Le nom des Barbes qui préférèrent l'exil à l'abandon de l'ancien culte vaudois nous est conservé par les historiens dont il a déjà été question plus d'une fois (Perrin, page 67 ; Léger p. 203, 1^{re} partie ; Gilles p. 53). Ils s'appelaient Daniel de Valence et Jean de Molines. Il est bon de remarquer la différence qui existe entre la narration de Perrin, suivie par Léger, et celle de Gilles qui s'accorde avec notre auteur, moins les noms. Perrin et Léger prétendent que « Daniel de Valence et Jean de Molines « de la vallée de Queyras furent envoyés en Bohême par les autres « Barbes pour prescher aux églises vaudoises recueillies en ce royaume-« là, mais par une trop grande imprudence ils découvrirent aux enne-« mis de ces églises-là tout ce qu'ils en savoient, ce qui leur suscita une « fort grande et cruelle persécution d'où vint que les Églises de « Bohême écrivirent aux Églises Évangéliques des vallées de ne leur « envoyer jamais plus aucun ministre dont la prudence et la fidélité ne « leur fut mieux connue ». Par ce moyen Perrin, et Léger surtout, tâchent de déguiser l'exemple de fermeté donné par ces deux Pasteurs, qui est en même temps une preuve de l'opposition des doctrines Luthériennes aux croyances et aux usages des anciens Vaudois. Léger se flatte encore de démontrer par là que « les Vallées estoient comme le « séminaire et l'academie où l'on formoit et d'où l'on tiroit grand nom-« bre de Pasteurs que l'on envoyoit de toutes parts jusques aux pays les « plus éloignés pour cultiver les Églises qu'elles y avoient plantées par « le moyen de leurs Barbes » (page 203, 1^{re} partie). Tout porte à croire que la version donnée par Gilles, suivie par notre auteur et par d'autres écrivains, est la seule digne de foi.

Il n'en fallut pas davantage a nos Vaudois pour s'appuyer des Luthériens d'Allemagne apres les engagements qu'ils venoient de prendre avec eux. Sous cet appui ils affecterent une espece d'indépendance en matiere de Religion qui tenoit beaucoup de la revolte, bien que le gros des vallées, qui n'avoit point donné dans les sentiments de Luther et qui avoit en horreur les maximes vaudoises, ne voulût pas s'attirer la colère du Duc, qui n'estoit pas encore dépouillé de ses Estats. Neanmoins les Prédicants, qui aiment naturellement le trouble, s'y prirent d'un air si fanfaron et si violent, disant que leurs freres d'Allemagne les avoient exhortez a prescher publiquement le pur Evangile contre les superstitions de Rome, que le Duc, tout embarrassé qu'il estoit dans les facheuses conjonctures dont nous avons parlé, aprit tout ce détail¹.

Il ne put entendre leur procedé insolent et impie qu'avec une extreme douleur ; et si le recit qu'on luy en fit dans ce grand accablement d'affaires réveilla en luy le zele qu'il avoit succé avec le lait contre les ennemis de l'eglise, l'amour qu'il avoit également conçu dès son

¹ Il est admis généralement que la secte vaudoise, à la fin du XV^e et au commencement du XVI^e siècle, n'avait plus grande importance dans les vallées de Piémont, et que l'ignorance la plus profonde régnait parmi ces gens (voyez la note ³ de la page 259). Il n'est pas moins reconnu que les aspirations politiques ne furent pas étrangères au changement de religion qui s'opéra chez les Vaudois peu après ce temps-là : les chefs de la Réforme entrevirent promptement, dans les ouvertures que leur firent les émissaires vaudois, une bonne occasion pour se procurer un terrain, où, profitant des difficultés au milieu desquelles se débattait alors le Piémont, ils pouvaient se flatter de fonder un petit Etat indépendant, sous la protection des pays protestants et surtout de la Suisse. Le duc Charles III de son côté, avait tous les motifs de se défer de prédicants qui, appartenant à des états hostiles à son gouvernement, venaient raviver une secte qui avait causé de si graves embarras à ses prédécesseurs. Les pasteurs étrangers, l'histoire des Vaudois de Piémont en fait foi, ont toujours exercé, surtout depuis l'introduction de la Réforme, une grande influence dans l'opposition de ce peuple à ses souverains. Aussi ces derniers ont-ils insisté sans cesse dans les réglemens et dans les édits sur leur exclusion des vallées vaudoises.

enfance pour la justice ralluma en son cœur le desir de les chastier.

Dans ce dessein il donne la commission a Pantaleon Bressour, gentilhomme de marque et seigneur de Rocheplate, qui est une paroisse de ces vallées d'observer les Vaudois cachez dans le Piemont et de faire le procès a ceux des vallées ¹. Celuy cy qui avoit de la prudence et de l'habileté, et a qui l'égarement horrible de ses suiets faisoit peu d'honneur, mit tout en œuvre pour les adoucir et leur faire entendre raison, soit par luy-mesme qui avoit asseurement des manieres insinuanes, soit par l'entremise de quelques catholiques qui avoient sceu se conserver l'amitié des chefs de ces mutins sans donner dans leurs maximes ni entrer dans leurs revoltes.

Ne pouvant les gagner en amy et en pere, ni les disposer a demander pardon au Duc, il fut obligé d'eclater en juge. Pour cela il fit un voiage en Provence ou l'on en avoit mis en prison un bon nombre ausquels on faisoit le procès selon les edits du Roy et en rapporta un role de ceux qui estoient cachez en Piémont. Pendant que ses gens estoient occupez a faire une exacte recherche dans le bas Piemont de ceux qui s'y estoient glissez, il va aux vallées avec cinq cens hommes partie infanterie, partie cavalerie pour se saisir des chefs de ces séditieux qui ne prétendoient pas moins que de secoüer l'obeissance qu'ils devoient au Prince, comme ils avoient secoüé celle qu'ils devoient a l'Eglise.

Sa marche ne fut pas si secreta, quoiqu'il ne s'en fut ouvert qu'a quelques officiers ausquels il ne pouvoit se dispenser de communiquer son dessein, que ceux des vallées n'en eussent le vent et le loisir de se precautionner. Après quelques courses sur Rocheplate, ou il fit assez heureusement quelques prisonniers, il alla fondre sur

¹ Pantaléon Bressour, ou Bersour, appartenait à la noble famille Bersatori, de Pignerol, dont l'origine remonte au delà du XI^e siècle ; éteinte depuis deux cents ans à peu près. Pierre Gilles parle d'un fils de Pantaléon Bressour qui aurait embrassé l'hérésie vaudoise et dont les descendants vivaient au temps que Gilles composait son ouvrage.

Angrogne qu'il pensoit surprendre ; mais rien n'estant plus facile aux Vaudois que de luy disputer le passage, en jettant quelque peu d'hommes sur les hauteurs, et en ménageant bien l'avantage des bois et des défilez, ou il falloit necessairement passer pour venir à eux, les Prédicants leur donnerent courage et leur en promirent une victoire assurée.

Bressour ne sceut les embusches qu'on luy dressoit, et la résistance a laquelle ils se preparoient que quand il se vit chargé ; et le plus grand mal fut que ni sa cavalerie qui ne pouvait rien faire dans ces détroits, ni son infanterie qui ne sçavoit pas bien le país et ne pouvoit se défendre contre des gens qui dominoient, ne luy servirent de rien. Son salut consista en la retraite ; encore ne put-il prendre ce parti qu'avec bien de la precipitation, ce qui fit que les Vaudois, ayant prevenu une partie de ses gens par des chemins raccourcis, en tuerent plusieurs pendant que le reste eût assez de peine de se retirer au bas des vallées.

Il en eut neanmoins sa revanche quelques jours apres et tailla en pièces deux partis qui, tout glorieux de ce premier succez, s'enhardirent a luy faire teste dans des endroits ou il ne les attaqua qu'apres avoir mis du monde sur des eminences voisines, d'ou a leur tour ils fondirent sur les Vaudois a l'improviste et leur firent porter la peine de leur presumption.

Il se fit outre cela divers petits combats ou il eut l'avantage sur eux parce qu'il y alloit avec plus de mesures et de precautions qu'auparavant. Mais quelques efforts qu'il sceut faire, il ne put iamais gagner le haut de la vallée ou ils s'estoient retranchés sous esperance d'un prompt secours qu'ils attendoient des Prédicants d'Allemagne qui estoient dans l'armée de François premier.

Les affaires de Charles III estoient si brouillées, que quelque envie qu'il eût de tirer raison de cette insolence par un ressentiment proportionné à leur felonnie, il fut obligé de la dissimuler et d'en faire un sacrifice a sa mauvaise fortune. Ce furent là les effets des guerres de

Charles V et de François premier qui, negligant tous deux les interests de la foy pour soutenir leur ambition, donnerent aux sectaires les ouvertures qu'ils cherchoient avec tant d'empressement de déchirer l'Eglise et de porter partout le désordre. Ce fut encore un des fruits de leurs querelles que l'introduction des erreurs de Luther et de ses disciples dans les vallées, puisque non seulement le duc Charles 3^{me} avec tout son zele et toute sa pieté ne put y remedier, n'en estant plus le maitre, mais qu'il put pas mesme empêcher les Lutheriens de se glisser dans le Piemont avec l'armée de François premier qui venoit de l'en depouiller.

Les chefs de ces heretiques jugerent qu'ils devoient premierement se loger dans les vallées pour avoir en tout cas un lieu de retraite assurée et pour ne s'engager inconsiderement a rien. Ils trouverent bon que Guillaume Farel, un de leurs plus habiles emissaires qui connoissoit asses le lieu et les habitans, estant natif de Gap, au voisinage des vallées, alla sonder le gué. Celuy-cy qui ne vouloit rien risquer surtout ou il s'agissoit de sa vie qui luy estoit fort chere, prit l'occasion des troupes que François premier envoyoit en Italie, et pour mettre son entreprise mieux a couvert, il se ioignit aux Lansquenets commandez par le comte Guillaume de Fustemberg qui alloient aux vallées¹, de sorte que de prestre qu'il

¹ Les historiens qui se sont occupés de l'époque en question, Garnier entr'autres (*Histoire de France depuis l'établissement*, etc. T. XII p. 560. Paris 1774), font mention d'un corps de six mille Lansquenets rassemblé dans le Dauphiné sous les ordres du comte de Furstemberg. Cette troupe fit partie des forces militaires qui occupèrent la Bresse et la Savoie l'an 1535 et entrèrent en Piémont au commencement de l'année suivante

Guichenon (*Histoire généalogique*, etc., T. II, page 212, édition de 1778) rapporte que le refus de Charles III de laisser passer dans ses états les Lansquenets commandés par le comte Guillaume de Furtemberg, aurait contribué à la déclaration de guerre que lui fit le roi François I.

L'arrivée de Farel aux vallées de Lucerne sous la protection d'un corps d'Allemands commandés par un comte Guillaume « Wurtemberg » ou « Vuittemberg » est confirmée par deux auteurs piémontais, du XVII^e

c'est, et ce qu'il desire. Il ne fut pas longtemps à le reconnaître, car le soldat le prie de l'éclaircir sur quelques points de foy, l'attaque sur la messe, le presse sur le sens des paroles de la consecration, et le pousse si virilement, a ce qu'en ont dit les vieillards du lieu, que le curé qui n'avoit pas assez de capacité pour se desmeler de ses sophismes, est enfin contraint de luy laisser le champ de bataille. Ce n'est pas tout ; le curé se voyant acculé par la dispute voulut se maintenir par la possession et se mit en estat d'aller au saint autel ; mais le soldat qui, jusqu'alors ne s'estoit servi que de la langue et de la voix usa de main mise et l'espée au poing maltraita le curé, le chassa de l'église, et l'ayant tourné en ridicule dans l'assemblée, dont plusieurs estoient asses bien disposez d'ailleurs a l'outrager et a s'en défaire, il monte en chaire avec la botte et l'espée et declame avec tant de vehemence et de fureur contre nos saints mysteres que le curé, n'osant plus paroître, et craignant de perdre la vie apres avoir perdu l'honneur, se retira des vallées. C'est ainsy que ces nouveaux evangelistes établissent leur reforme par des voyes de fait, et par des insolences intolérables contre les loix de Dieu et contre les edits des princes ¹.

Toutefois Farel ne crut pas son erreur asses bien établie ni son parti asses fort pendant que les comtes de Lucerne, grands catholiques, possederoient le chateau de la Tour qui estoit asses bon ². Pour les en chasser et s'y introduire il s'avisa de pratiquer sous-main les princi-

¹ L'épisode en question se trouve confirmé par le témoignage du Prieur Rorengo (*ouvr. cité*, page 29). Il l'a appris, nous dit-il, des vieillards du pays qui retenaient comme très probable que l'adversaire du curé d'Angrogne n'était autre que Guillaume Farel. D'après cette même tradition le logement d'un corps de troupes à Angrogne auroit contribué au succès remporté par Farel.

² La famille de Luserne, dont il a déjà été parlé, une des plus illustres du Piémont, se fit remarquer en tout temps par les charges très importantes que ses membres occupèrent à la Cour et à l'armée des Princes de Savoie ; elle tient de nos jours encore une place très distinguée parmi la noblesse piémontaise. Les seigneurs, puis comtes de

paux et les plus violents de divers villages, et comme les comtes avoient fait mettre en prison quelques-uns de leurs suiets, qui refusoient d'obeir a l'église et d'aller a la messe, il prit cette occasion pour offrir son service aux parents des prisonniers, qui se voyant si bien appuiez, assemblent secretement leurs gens. Farel, qui estoit né grand parleur et qui estoit devenu grand prescheur de rebellion, harangua devant l'assemblée. Pour mieux s'acquérir la bienveillance de ces mutins il leur témoigna « que la détention des prisonniers estant un affront fait « au commun, il ne pouvait en qualité d'amy qu'il leur

Luserne, appartiennent à ce petit nombre de châtelains de Piémont qui, dans le XIII^e siècle firent hommage de leurs terres à la maison de Savoie. Les Luserne exerçaient leur pouvoir sur la vallée du Pellice avec ses deux vallons tributaires d'Angrogne et de Roras : quelques pays de la plaine, à l'embouchure de la vallée, relevaient aussi de cette famille puissante. Il existe une charte de l'an 1159 qui contient la donation de la vallée de Guichard (à côté du vallon de Roras) à l'abbaye de Staffarda par Guillaume de Luserne. Dès les temps les plus reculés, les seigneurs de Luserne étaient partagés en trois branches ; les Bigliatori, les Manfredi et les Rorengo ou Rorengo. Les Manfredi et les Rorengo existent encore et portent le titre de marquis Luserne d'Angrogne et marquis Luserne de Roras.

Pour ce qui regarde les rapports des Luserne avec les Vaudois je me contenterai de citer un document conservé aux archives d'État de Turin qui ne manque pas d'intérêt. Il est du 15 juin 1354 et son objet est annoncé par ces mots : *Preceptum factum Bellengerio de Lucerna quod capiat hereticos*. J'en abrégèrai le contenu afin de ne pas me rendre trop fastidieux aux lecteurs du Bulletin : *Jacobus de Sabaudia princeps Achaye, ad instanciam et postulationem Relligiosi viri fratris Ruffini de gentilibus Inquisitoris heretice pravitatis... precepit Nobili Bellengerio ex dominis Lucerne., quatenus ipse Bellengerius et Huetus, eius nepos, condominus dicti loci infra decem dies proxime venturos... arestent et personaliter capiant et captos sub fida custodia fideliter custodiant Peronetum de Castellario et Martinum Rivetum vel aliquem ex fratribus ipsius Martini de Armandis de Taglereto, suspectos de fide, donec ab ipso domino principe aliud receperint in mandatis. Et quod predicta dictus Bellengerius sub fidelitatis vinculo Juramenti secreta penes se teneat et nemini revelet nisi dumtaxat Hueto predicto prius ab eodem corporali recepto et habito Juramento quod predicta nemini revellabit.* (Protocolli Notai ducali. Série Camerale vol. 132, p. 4). Suivent quatre exemplaires de ce même « Précepte » adressés à autant de chefs de famille des Luserne.

« estoit a tous, qu'il n'en fut sensiblement touché, sur
 « tout estant convaincu de leur innocense et de la vio-
 « lence des Comtes. Mais que comme il portoit une ex-
 « treme compassion a leur misere, Il estoit également
 « surpris de les voir insensibles a cette iniure commune ;
 « et que ce qui combloit sa douleur c'estoit d'apprendre
 « le mauvais traitement qu'ils venoient de recevoir en la
 « personne des prisonniers c'estoit une continuation de
 « la tyrannie qu'ils souffroient depuis long-temps, et un
 « degré pour en faire souffrir autant aux autres a l'ave-
 « nir au premier caprice de ces seigneurs violents.

Il ajouta qu'asseurement les prisonniers « n'aient rien
 « fait qui ne fut dans les regles du devoir et de la cons-
 « cience, la dissimulation d'un tel outrage, estoit de
 « dangereux exemples et pour en attirer un plus grand.
 « Qu'après tout, Messieurs les Comtes avoient grand tort
 « de vouloir rendre leurs suiets esclaves du Pape et d'un
 « tas de prestres ignorants ; et plus grand encore de leur
 « ravir le plus naturel de tous les biens qui est la liberté
 « de servir Dieu. Qu'on pouvoit souffrir les autres perse-
 « cutions avec merite, mais qu'on ne peut endurer sans
 « peché celles qui s'en prennent a la conscience. Que
 « le peuple d'Israel dans la captivité de Babylone avoit
 « pour le moins la liberté de sa Religion ; qu'il y a de
 « certaines circonstances ou il faut toujours se soumettre
 « a l'autorité des grands ; mais qu'il y en a d'autres ou
 « l'on doit absolument la secouer pour obeir a Dieu. Qu'ils
 « avoient tres-bien fait de se soustraire a la superstition
 « et a l'idolatrie des Papistes ; mais qu'ils feroient tres-
 « mal s'ils ne s'opposoient a ceux qui vouloient les y
 « soumettre de nouveau. Qu'il ne suffisoit pas d'avoir
 « commencé l'œuvre de Dieu avec courage si on ne
 « l'achevoit avec constance ; et qu'il prevoioit de grands
 « chatiments du ciel sur eux s'ils ne soutenoient l'interest
 « de Dieu contre l'oppression des hommes. Que de sa
 « part, puisqu'il s'agissoit de leur conscience, et de la
 « délivrance des prisonniers ; resolument il iroit au cha-
 « teau pour les en tirer, et que, si la violence des Comtes

« l'emporteroit sur la justice de son entreprise il aimoit
« mieux se plaindre de sa mauvrise fortune que rougir
« de sa lâcheté »¹.

Ces paroles qui alloient a la sedition et qui apparemment ne pouvoient produire autre chose en des esprits aigris et peu accoutumez a ces sortes de discours également engageants et envenimez, furent si bien receues que toute l'assemblée le pria de vouloir estre leur chef.

Il l'accepte et aiant aussytot donné les ordres pour assieger le lieu ou estoient les prisonniers, il se met a la teste de ces rebelles, va droit au château, l'attaque, le presse, y entre par une bresche, en chasse les comtes, et apres avoir paru en orateur dans la chaire, en politique et en reformateur dans l'assemblée, en capitaine a l'assaut, il s'erige en gouverneur de la place apres qu'il l'eut emportée². Il faudroit un volume pour marquer les exploits qu'il fit en ces vallées pendant les deux ans qu'il y demeura³ ; il suffit de dire qu'il y fit toute sorte de personages pour y détruire la Religion catholique et y établir la nouvelle.

Il faisoit quelques fois du directeur pour étoufer les remords de conscience de ceux que la grace rappeloit a soy ; quelquefois du magistrat, donnant ordre a la police pour mettre un frein a qui voudroit remüer, et pour tenir dans la soumission ceux qui estoient encore catholiques en leur ame : souvent il faisoit le juge et l'arbitre des droits pour favoriser ceux qui estoient bien a luy et plus souvent encore l'intendant de justice pour punir ceux

¹ Je suis bien éloigné de croire que ce long discours ait été prononcé mot à mot par Guillaume Farel ; je n'ai pas cependant jugé à propos de le supprimer, afin de conserver à l'extrait du manuscrit sa physionomie toute entière.

² Le Prieur M. A. Rorenco et Theodore Belvedere, se basant sur le témoignage du Comte J.-B. Luserne, auteur des mémoires dont il a été parlé, s'accordent à retenir auteurs de ce vandalisme les réformés vaudois et étrangers, excités par Farel et par ses dignes coopérateurs.

³ Je renvoie aux pages suivantes la réponse à la question qui se présente ici, relativement à la durée du séjour de Farel aux vallées et à l'époque où il faudrait le placer.

qui n'estoient pas dociles a sa conduite et qui ne goutaient pas trop sa Reforme. Son métier le plus ordinaire estoit celui de prédicant qui lui servoit a affermir l'autorité politique qu'il avoit usurpée par le faux zele de la Religion qu'il avoit corrompue.

Toutefois, le throne qu'il s'estoit élevé dans ces montagnes fut trop bas pour son orgueil.

Quoiqu'il y fit argent de tout, son genie imperieux vouloit plus d'esclat et moins d'ennuy, plus de profit et moins de peine : et soit qu'il perdit l'esperance de pouvoir en ce temps-là pousser plus avant dans l'Italie, soit que les filets qu'il avoit tendus a Geneve eussent envelopé le gibier ; ou mesme que la défiance et la jalousie de quelqu'autre predicant luy fit apprehender la perte de ce poste si avantageux apres avoir sucé les vallées, jusqu'a la moüelle, il prend le chemin de Geneve et de Strasbourg, laissant Arnoulx, son successeur ou plutot son lieutenant, au gouvernement du château ¹. »

* * *

Arrivé à la fin du passage du manuscrit que j'ai jugé convenable de mettre sous les yeux des lecteurs du *Bulletin*, je leur demande encore la permission de résumer, par ordre de dates, les faits examinés dans mon travail afin de compléter quelques notes et de leur en faciliter l'intelligence, malgré la confusion que, en dépit de mon vif désir, je n'ai pas su éviter.

La première ouverture des Vaudois 'du Dauphiné vers les Luthériens d'Allemagne ou de Suisse doit se placer, parait-il, à l'an 1526, lorsque Martin Gonin, accompagné d'un autre émissaire, se serait rendu chez Farel à Neuchâtel, à ce qu'en dit M. Reichat : celui-ci fait arriver cette mission en 1530 ; mais Gilles tient pour l'an 1526. Si, dans l'Histoire de J. Léger on trouve, à cette occasion, écrit l'an 1536, il faut, je pense, attribuer à l'insouciance

¹ Ici encore Rorenco, Belvedere et l'auteur de l'*Histoire véritable* se unissent leur témoignage à l'égard du successeur de Farel dans la charge de dictateur des Vaudois.

habituelle de l'auteur ou à une faute de l'éditeur d'avoir changé le 26 en 36. Nous savons, d'ailleurs, par l'intéressante biographie de Farel due à la plume de M. G. Vallier, qu'en 1526 Farel se trouvait précisément à Neuchâtel, comme il s'y trouvait aussi, à la vérité, en 1530.

Quatre ans après la mission de Gonin, Pierre Masson et Georges Morel reçoivent de leurs confrères de Dauphiné le même mandat. — D'après Rorengo, ils auraient assisté au synode d'Angrogne de 1532 ; l'auteur de l'*Histoire véritable* les tient aussi comme présents à cette assemblée, se méprenant toutefois à propos du rôle qu'ils y auraient joué. Le sentiment de Rorengo et de l'auteur du manuscrit peut-être fondé à l'égard de G. Morel ; quant à P. Masson, que Reichat et d'autres historiens disent avoir été emprisonné à Dijon, à son retour d'Allemagne, la chose paraît moins probable, quoique l'espace de deux ans soit peut-être suffisant à expliquer sa libération.

L'intervention de Farel avec son compagnon Saunier au synode d'Angrogne l'an 1532 n'est pas mise en doute par M. Vallier et par Reichat ; Rorengo par contre et l'*Histoire véritable* se taisent sur ce fait. Pierre Gilles, de son côté, tout en ne parlant pas de l'assistance de Farel au synode d'Angrogne, qu'il place lui aussi en 1532, le fait intervenir, trois ans après, à une assemblée dans les vallées, ainsi que nous le verrons d'ici à peu. Jean-Paul Perrin, j'en ai déjà noté, passe sous silence l'assemblée de 1532, et parle, par contre, d'un synode convoqué à Angrogne le 12 septembre 1535 ; on dirait que Perrin, mettant ensemble le 12 septembre avec l'an 1535, a confondu en une seule les deux assemblées, celle du 12 septembre 1532 avec l'autre que Gilles rapporte à l'an 1535.

Le synode qui se tint en la vallée de St-Martin l'an 1533, signalé par l'adoption définitive de la confession luthérienne et par le schisme de Daniel de Valence et de Jean de Molines, est mentionné aussi bien par Gilles que par Rorengo et par l'*Histoire véritable*.

Le mandat confié à Pantaléon Bressour par le duc

Charles III dont Gilles, Perrin et l'auteur du manuscrit rendent témoignage, ne peut être infirmé par le silence d'autres écrivains comme Léger, trop superficiel et infidèle pour mériter une considération quelconque, Rorenco et Belvedere, consciencieux l'un et l'autre, mais incomplets à plus d'un égard. A quelle époque Bressour aurait-il fait le voyage en Provence ? Notre manuscrit de l'*Histoire véritable* n'en marque pas la date ; il en parle après avoir fait mention du synode de l'an 1533, et avant l'arrivée de Farel aux vallées. Perrin le place dans l'an 1532 ; Gilles au contraire lui donne pour date l'an 1535 et son assertion trouve un fondement dans les dépositions dont nous aurons à nous occuper bientôt. Je n'insisterais pas davantage sur la date des opérations de Bressour qui n'a qu'une importance relative vis-à-vis de la question qui a pour objet de fixer l'époque du séjour de Farel aux vallées vaudoises du Piémont.

En attendant, voyons ce que l'on peut penser de la venue dans ces mêmes parages du comte de Furstemberg avec ses Lansquenets. Que ce capitaine, suivi de ses six mille soldats, ait choisi la vallée du Pellice pour se porter en Italie, on ne peut guère le croire ; les historiens qui se sont occupés des événements de ce temps-là en auraient perpétué le souvenir ; mais qu'un parti peu considérable de ces farouches guerriers sous la conduite d'un chef, dans qui les gens des vallées ont vu Furstemberg en personne, se soit permis de faire une reconnaissance chez les Vaudois, que les instigations de Farel y soient entrées pour quelque chose, afin d'être soutenu dans son entreprise, rien, à mon avis, n'empêche de le croire ; cette opinion a, du reste, son fondement dans le témoignage du comte Jean-Bapt. Rorenco auquel on ne saurait refuser une autorité digne de considération.

La venue des Lansquenets chez les Vaudois ne peut être placée qu'en l'an 1535, paraît-il, car avant cette époque, il n'est pas parlé dans les histoires de la présence d'une telle sorte de troupes aux environs des vallées vaudoises du Piémont ; d'autre part, dès le commencement

de l'an 1536, les forces militaires réunies par le Roi aux pieds des Alpes franchirent cette barrière pour pénétrer de la Savoie en Piémont.

Reste à traiter la question de savoir à quelle époque Guillaume Farel vint assister au synode des Vaudois et se livrer aux fonctions de dictateur chez ce peuple. J'ai déjà rapporté le sentiment d'Abraham Reichat et de M. Vallier à cet égard ; j'ai noté aussi que Pierre Gilles se prononce dans un sens différent. Celui ci, en effet, après avoir raconté le voyage de Bressour en Provence, l'an 1535, et les opérations de guerre contre les Vaudois qu'il entreprit à son retour, parle des procès faits à plusieurs religionnaires saisis par Bressour dans le Bas-Piémont, qu'il parcourait, après avoir subi un échec aux montagnes. « Jeannet Peiret d'Angrogne », je rapporte les paroles de Gilles, « l'un des surpris par Bressour, « faisant la garde, déposa le 22 de septembre 1535 qu'ils « faisoient la garde pour les ministres qui enseignent la « bonne loy qui estoient assemblez en la bourgade de « Chanforans au milieu d'Angrogne et dit qu'entre les « autres il y en avoit un qui s'appeloit M. Farel, qui « avoit la barbe rouge et un beau cheval blanc, et deux « autres en sa compagnie desquels l'un avoit un cheval « quasi-noir, et l'autre estoit de grande stature, un peu « boiteux. C'estoyent des Pasteurs qui continuoyent de « venir des quartiers de Suisse pour les causes susdites. « Un autre prisonnier », c'est toujours Gilles qui parle, « confessa que les Barbes avoyent tenu alors leur synode « qui avoit duré six jours ». Nous nous trouvons donc en présence de deux opinions différentes : M. Vallier, d'accord avec Reichat, fait intervenir Farel au synode de Chanforans le 12 sept. 1532 ; Gilles, au contraire, cite des dépositions qui établissent d'une manière précise l'intervention de Farel à une assemblée convoquée à Chanforans l'an 1535, en septembre probablement.

L'opinion exprimée par Gilles a l'avantage de s'accorder avec le temps auquel, d'après les données précises de l'histoire, le comte de Furstemberg avec un corps de

Lansquenets séjournait en Dauphiné, et par conséquent avec le récit d'historiens dignes de foi qui nous montrent Farel s'introduisant chez les Vaudois sous la protection des guerriers de Furstemberg. Enfin le sentiment dont Gilles se fait l'interprète, n'est pas contredit par les renseignements que M. Vallier fournit à l'égard des occupations auxquelles se livra Farel dans les différentes années de son existence ; en effet, depuis le triomphe de l'hérésie à Genève, le 27 août 1535 jusqu'à l'an 1538 la présence de l'ardent propagateur de la Réforme n'est plus signalée en aucun endroit spécial.

Rien, par conséquent, n'empêche de croire que Farel, dont M. Vallier, d'accord avec d'autres écrivains, annonce le remplacement par Calvin à Genève après l'adoption du protestantisme, ait dirigé ses pas vers le Dauphiné et de là aux vallées vaudoises du Piémont dès les derniers jours d'août 1535 et que son séjour s'y soit prolongé l'espace de deux ans ainsi que le veut l'auteur de l'*Histoire véritable*.

Avant de terminer mon travail je me permets d'aborder encore une question. Guillaume Farel a-t-il été chez les Vaudois l'apôtre du Luthéranisme ou du Calvinisme ? Sans entrer dans le fond de ce thème je me borne à faire quelques remarques. Un ouvrage qui jouit de quelque crédit, le *Dizionario geografico degli stati Sardi, di Gioffredo Casalis*, à l'article « Luserna », affirme que le Calvinisme fut introduit chez les Vaudois par le ministre genevois Farel l'an 1536. Voilà un autre suffrage en faveur de la date qui me paraît réunir le plus de probabilités par rapport à l'apostolat de Farel sur le versant italien des Alpes.

Un autre argument favorable aux deux suppositions qui se soutiennent réciproquement, la date de 1535 et la profession de Calvinisme, je le trouve dans le manuscrit *Histoire véritable*, à la page 327, qui n'est pas comprise dans l'extrait que j'en donne dans ce travail. Il est parlé à cette page du séjour qu'aurait fait Calvin lui-même aux vallées vaudoises quelques temps après le départ de

Farel, séjour qui aurait eu pour effet la substitution du Calvinisme au Luthéranisme chez le peuple vaudois. Or, les historiens, dont j'ai parcouru les écrits, ne disent pas un mot de la demeure de Calvin, au milieu des montagnes vaudoises. L'auteur de l'*Histoire véritable* d'ailleurs accompagne sa narration de circonstances qui ne peuvent s'accorder avec l'ensemble de son écrit et qui accusent dans cet endroit, comme en d'autres encore, un travail ébauché plutôt que fini, une composition à laquelle l'auteur n'a pas eu le loisir de mettre la dernière main. J'incline donc à voir dans le fait énoncé par le manuscrit le témoignage d'une tradition conservée chez les Vaudois, d'après laquelle à la substitution du Luthéranisme par le Calvinisme aurait travaillé avec ardeur un prédicant étranger que les Vaudois eux-mêmes voulaient par vanité faire passer pour Calvin en personne et qui en vérité n'était autre que Farel.

Comte F.-X. PROVANA DE COLLEGNO.

NOTES HISTORIQUES

SUR

LES HAUTES-ALPES.

En classant mes papiers sur le Dauphiné je retrouve quelques notes minuscules concernant la région des Hautes-Alpes, qui, malgré leur brièveté, me paraissent pouvoir être néanmoins utilisées pour le *Bulletin de la Société d'Études*.

Les voici, par ordre de dates, telles que je les ai recueillies :

I.

Il a été beaucoup question de Farel, depuis plusieurs années ; et l'on sait que toutes ses missives ne sont point publiées.

Les personnes qui s'occupent de ce réformateur feront bien de consulter les notes manuscrites, très étendues, dont l'abbé Mercier de St-Léger a enrichi son exemplaire de la Croix du Maine (Bibl. Nat. ; imprimés ; réserve).

Il faut parcourir aussi à son sujet les deux rarissimes ouvrages ci-après :

Des durchleutigen hochgebornen Fursten und Herrn, Herrn Ulrich, Hertzog zu Wirtemberg uund Teck, Grave zu Mümpelgart. etc. Missive an die Gubernador der stat Bisantz in der ein chrislicher handel zu Mumpelgart verlossen mit grünllicher warheil angezeigt woürt. (A la fin :) *Datü Mümpelgart Sambstags nach Assumptionis Marie Anno MDXXIIII* (1524), *S. l. s. a.* in-4° de 44 ff. à 32 lignes par page, car. goth.

Dans cette *Missive* adressée au gouverneur de la ville de Besançon, le duc Ulric de Wurtemberg, comte de Montbéliard relate les troubles qu'occasionnèrent à Montbéliard les prédications de Guillaume Farel et les vexations que ce dernier eût à subir de la part des moines. Le duc Ulric raconte son intervention dans cette dispute, la rétractation du moine provocateur ; il se montre aussi disposé à châtier sévèrement Guillaume Farel si ses doctrines sont reconnues hérétiques.

Pièce très rare et très curieuse, probablement une des premières impressions locales.

QUICK. *Synodicon in Gallia reformata, or the acts, decisions, decrees and canons of those famous national councils of the reformed churches in France.* London, 1692, 2 vol. in-f°.

Cet important ouvrage pour l'histoire des synodes de l'église réformée en France, a été rédigé d'après les manuscrits originaux ; il est presque inconnu en France.

Un exemplaire a figuré en 1864, dans les catalogues de la librairie Franck, de Paris.

II.

Dans les *Titres de la Famille de Fortia*, manuscrit du baron Fortia d'Urban, que je possède, je relève cette mention :

Le 5 avril 1554 nobles hommes Marc, Charles et François de Fortia, frères, citoyens, demeurant à Avignon rentiers de l'évêché de Gap, en leur nom et en celui de noble Pomponio Fortia, leur frère, donnèrent leur procuration à honorable homme Antoine Martinelli, marchand de Carpentras, pour administrer cet arantement.

III.

Antoine Gourdauld, natif de Troyes, religieux cordelier et gardien du couvent de cette ville, a laissé plusieurs ouvrages dont un manuscrit (Bibl. nat. F. F. 417), intitulé : « Le Plant de la Foy chrestienne et catholique en France... 1581. »

L'auteur y narre l'antiquité de la foi dans dix-sept provinces ecclésiastiques de la France ; on a dit qu'il y avait développé la première idée de la *Gallia Christiana*¹.

Le folio 134, recto, est consacré au diocèse d'Embrun.

IV.

Le document ci-dessous a figuré dans le catalogue à prix marqué d'un libraire parisien :

DAUPHINÉ. — Pièce sig. sur vélin, de Louis XIII ; dernier jour de février 1633, 1 p. in-4° obl. ; 50 fr.

Document important. Don par le Roi aux religieux Récollets de Dauphiné, du terrain occupé actuellement par la citadelle de la ville d'Embrun, qui sera très prochainement rasée, pour y construire à la place une église et un couvent de leur ordre.

V.

Dans un lot de pièces relatives au Dauphiné, mises en vente à Paris, je note encore celles ci-après :

Deux pièces relatives à la cession faite par Georges d'Aubusson, archevêque d'Ambrun, de la moitié de la

¹ Antoine Gourdauld, par l'abbé Lalore. Troyes, 1869, br. in-8° de 8 pag.

terre et seigneurie de Montaigu, en Limousin (1549); l'une de ces pièces porte la signature de l'archevêque.

Explication et détail de tous les cols et passages de Dauphiné en Piémont et Savoie; manuscrit de 23 p. in-fol.

BRIANÇON. 18 pièces relatives aux fortifications de cette ville et à son hôpital; correspondance administrative adressée à M. de Langeron, gouverneur de Briançon (1754-1783).

VI.

Il existe à la Bibliothèque nationale (F F. 8125), une collection de huit volumes, de Rapports de l'Intendant de police Lenoir, pour les années 1702-15; au tome I^{er}, pp. 344 à 380, se trouve son rapport sur les « Débauches de l'évêque de Gap. »

VII.

Il a été question au paragraphe V de M. de Langeron, gouverneur de Briançon.

Je trouve dans un catalogue de vente remontant à dix ou quinze ans, la mention de nombreux documents manuscrits provenant du marquis de Langeron, lieutenant général, notamment les suivants :

Mémoire instructif sur la guerre de Provence, Dauphiné et Savoye, présenté au Roi par le duc de Berwick, en 1709.— Journaux des campagnes de Piémont, en Italie, en 1744-46. Manuscrit in-fol.

Recueil de plusieurs Mémoires sur la Provence, le Dauphiné, les Alpes, le Piémont, et le comté de Beuil, 1756 (recueillis par le marquis de Langeron). Manuscrit in-fol.

Mémoires militaires sur les frontières de Savoye et de Piémont, depuis le confluent du Guier dans le Rhône, jusqu'à la vallée de Barcelonnette, par Bourcet. Manuscrit in-fol.

Mémoire du Dauphiné, Savoye et Piémont, corrigé en 1746. Manuscrit in-4°.

Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre de 1741,

Campagne de 1747 en Piémont et sur les quartiers d'hiver dans le comté de Nice. 1759. Manuscrit in-fol.

Guerre en Piémont. Campagne de 1748-1759. Manuscrit in-f°.

VIII

Un manuscrit du même genre était inscrit à l'un des derniers catalogues du libraire Baillieu. En voici le titre :

Mémoires des frontières de France et de Piémont. Seconde partie contenant la description du Briançonnais, remarques sur la vallée de Seillac, sur le poste du Châtel de Vars, description de la vallée de Barcelonnette, mémoires sur le camp de Tournoux, sur le poste de Valloire et relations des campagnes de 1709 et 1710, écrits en 1710. Manuscrit in-4° de 258 feuillets, écriture très lisible du commencement du siècle dernier. (*Armôiries.*)

IX

Je trouve encore dans les collections de la rue Richelieu les pièces suivantes :

24 septembre 1731. — Arrêt du Conseil qui ordonne la suppression du Mandement de l'archevêque d'Embrun, donné à Embrun, le... août 1731, etc.

Arrêt du même Conseil du 2 octobre suivant qui supprime l'instruction pastorale de M. l'archevêque d'Embrun et ses deffenses.

Arrêt du même conseil du... novembre de la même année, qui supprime deux lettres de l'archevêque d'Embrun au cardinal de Rohan.

La même année, un arrêt du Parlement de Paris, en date du 29 juillet, avait déjà condamné un imprimé intitulé : Lettre de M. l'ancien évêque d'Apt à être lacéré et brûlé par l'exécuteur de la haute justice et ordonne que deux imprimés, l'un intitulé : *Instruction pastorale* et l'autre *Mandement* de M. l'archevêque d'Embrun, seront supprimés.

C'est la même année que le parlement de Paris condamnait le fameux journal : *Nouvelles ecclésiastiques*.

X.

Dans un catalogue d'autographes, je vois mentionnées six lettres écrites de la Trappe, en 1764, à l'archevêque de Tours, par Christophe de Beaumont, archevêque de Paris. L'une d'elles, datée du 23 août, renferme un passage relatif à la conduite qu'il devra tenir à la prochaine assemblée du clergé : « Il me semble, — dit-il — qu'on espère qu'il y aura beaucoup d'évêques bien intentionnés, et ce qui s'est passé dans les assemblées provinciales de Narbonne, Embrun et Aix, montre bien le désir où l'on est d'exposer au roy les griefs dont nous gémissons et dont l'église est désolée ».

XI.

On connaît le manuscrit suivant :

Critique du nobiliaire de Provence, composé par l'abbé Robert, de Briançon, contenant l'épurement de la noblesse du pays, la différence des gentilhommes de sang et d'origine de nom et d'armes, d'avec les nobles de race, des annoblis et de la noblesse de robbe ; la différence sur les espèces de noblesse, les notes sur les familles nobles éteintes, dont d'autres ont pris le nom et les armes.

Depuis une vingtaine d'années, il en est passé plusieurs exemplaires en vente, souvent les mêmes, quelquefois complets, le plus habituellement incomplets.

A la vente de la bibliothèque de M. L. B. G. faite par les soins de Bachelin-Deflorenne, en 1865, il s'y trouvait un exemplaire (n° 741) dont la première partie était en écriture moderne et le reste d'une écriture ancienne.

XII.

Dans un catalogue de Laverdet datant de 1867, je relève ces mentions :

Mémoire sur Briançon, par le général Bourcet, manuscrit, 2 p. in-fol. — Question mise au concours par la société académique de Valence pour ouvrir un chemin dans la vallée de Barcelonnette, manuscrit, 1785, in-fol. — Proclamation de Napoléon aux habitants des Hautes-Alpes à son retour de l'Ile-d'Elbe, placard in-fol.

XIII.

Puis cette autre mention non moins intéressante :

Superbe carte originale du Haut-Dauphiné. Modèle calligraphique du genre, signé Rosinus et daté de 1782.

XIV.

En 1856, il a été fait don à la bibliothèque de la Société des lettres de l'Aveyron ¹ de l'ouvrage suivant :

Observations critiques et synonymiques sur l'Herbier de l'abbé Chaix, curé des Beaux, près Gap, (1791), par Edouard Timbal Lagrave', pharmacien de Toulouse et membre correspondant de la Société des Lettres de l'Aveyron.

XV.

M. Gautier, à Gap, est cité, pour ses communications à M. Auguste Thierry, dans les *Rapports au ministre*, p. 29 (Collection de Documents inédits sur l'Histoire de France).

XVI.

L'ouvrage suivant, dans lequel un chapitre est consacré aux Alpes, est fort connu :

Recueil de fadaïses, composé sur la montagne à l'usage des habitants de la plaine, par M. Jérôme, en son vivant, littérateur distingué et consommateur accrédité dans le faubourg St-Marceau. Paris, 1826, 2 vol. in-8°.

Les Sorcières des Alpes. — Le Savoyard devenu nabab. — La vallée du Queyras. — Le val des Vierges. — L'ermite des glaciers. — Le hameau des Olivettes. — Etc.

Le stoc de l'édition était en vente l'andernier, à vingt-cinq centimes l'exemplaire, chez un bouquiniste d'occasion qui s'était momentanément fixé dans un magasin libre de la rue du Pont-Neuf à Paris.

Je devrais peut-être m'arrêter là ; mais en achevant ma cueillette, je trouve encore trois notes, qui bien qu'étrangères peut-être à l'Embrunais, peuvent servir de complé-

¹ Cité aux Mémoires de cette société, t. 8. Suppl., procès-verbal de la séance du 27 novembre 1856, p. 10.

ment à cet article puisqu'il y est toujours question du Dauphiné.

Les voici donc à leur tour :

I.

La famille de Murat a possédé longtemps des propriétés considérables en Dauphiné. Voici un document inédit qui la concerne :

A Bruxelles, ce 10 décembre 1701.

Jeviens, Monsieur, de recevoir la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 7 de ce mois avec le mémoire qui y étoit joint de M. d'Argenson touchant Mad^e de Murat. Sa vie et sa conduite font horreur, et on ne peut trop la cacher au monde ; ainsy, le lieu le plus seur et le plus écarté ou lon pourra la faire mettre avec les ordres du Roy nécessaires pour quelle nen sorte jamais ; cest tout ce que sa famille peut desirer de mieux. Je ressens comme je le dois la bonte extreme du Roy d'avoir bien voulu que vous sceussiez de moy le lieu où je desire qu'on la fasse mettre, vous n'aurés, Monsieur, qu'a en decider.

Je vous. . . etc.

LE MARÉCHAL DUC DE BOUFFLERS.

Cette lettre est jointe en original à une collection de rapports de police conservés à la bibliothèque nationale. On trouve dans le même volume d'autres pièces sur la conduite scandaleuse de M^{me} de Murat.

II.

Les Dauphinois ne doivent pas être nombreux à St-Domingue. Dans un opusculé intitulé : Supplément à la dénonciation de M. de Luzerne, ministre de la marine et des colonies, ou réponse... par les Députés de St-Domingue à Paris. 1790 (32 p. in-8°, page 22), on trouve la note suivante :

« Extrait des registres de la geole de Port au Prince :
« 27 janvier 1787... Reçu en prison, Jean-Louis Badou,
« du Dauphiné..... Embarqués tous les 7, par ordre de
« M. le Commissaire pour Carthagène, le 25 mars ».

III.

Je termine par une note triste. On lit sur une pierre

brisée en trois, posée contre le mur, à gauche en entrant dans le cimetière de Chatenay, près Paris :

ICI REPOSE CLAIRE
REGUIS, NÉE A GRENOBLE,
LE 19 AOÛT 1762, ÉPOUSE
DE M. LE COMTE
LE NOIR LA ROCHE,
PAIR DE FRANCE,
DÉCÉDÉE A AULNAY,
LE 26 DÉCEMBRE... (la date est brisée).
DE PROFUNDIS.

Enfin, pour revenir tout-à-fait à mon sujet, j'ajoute, comme dernière note, qu'en 1862, un citoyen des Hautes-Alpes, M. Richard, était négociant à Tiflis (Caucase).

VICTOR ADVIELLE.

NOTICE

SUR

L'ALP ET LES GITES MÉTALLIFÈRES

DE VILLAR - D'ARÈNE.

Pour se rendre du Monétier - de - Briançon à Villard'Arène et à La Grave on peut suivre deux chemins : le premier, le plus fréquenté, est la route nationale n° 91, de Briançon à Grenoble par l'Oisans, qui franchit le col du Lautaret, bien connu des botanistes pour sa flore exceptionnellement riche ; le second est un sentier passant par le Casset, hameau du Monétier, par le col d'Ar sine et par l'Alp d'Arène. Moins fréquenté que le précédent, il présente cependant de l'intérêt pour le touriste aussi bien que pour le géologue.

Ayant souvent entendu parler des pâturages de l'Alp et des gîtes métallifères que l'on rencontre dans ses environs, je tenais à les visiter. J'ai fait deux fois l'excursion : en 1883, partant de Villar-d'Arène et revenant y coucher ; en 1885, partant du Monétier et allant coucher à La Grave.

En publiant aujourd'hui quelques notes que j'ai conservées sur la première de ces courses, je ne prétends nullement offrir aux lecteurs du *Bulletin de la Société d'études* une monographie complète et approfondie des nombreux filons métallifères que recèlent les montagnes de Villar - d'Arène ; je désire seulement attirer sur ces richesses inexploitées l'attention d'hommes plus compétents que moi.

Partis du Villar (alt. 1651 m) le 9 juillet 1883, à 4 heures du matin, avec M. le commandant Izoard, du C. A. F. et avec un guide, Clot Jean-François du hameau des Cours, nous suivîmes un chemin qui se dirige vers le S. E., d'abord au milieu de terres cultivées, ensuite sur les bords de la Romanche, et qui traverse, à un kilomètre et demi environ du village, le lieu dit *Palud des Arènes*, où l'on remarque quelques vestiges de constructions anciennes. C'est là, paraît-il que se trouvait autrefois le chef-lieu de la commune. A quelle époque et pourquoi les habitants ont-ils abandonné cet emplacement ? Se serait-il produit alors un glissement de terrain analogue à celui qui entraîne le bourg actuel dans le lit de la Romanche ? Il serait intéressant d'éclaircir le fait, dont on doit assurément retrouver des traces dans les archives de la commune.

A quelques centaines de mètres de la Palud, laissant à notre gauche les hameaux du Pied-du-Col et d'Arsine, nous franchissons sur une passerelle rustique le Rif-du-Col, qui descend du Lautaret, et nous nous enfonçons dans l'étroite gorge de la Romanche, encaissée de chaque côté par des pentes abruptes. Devant nous, quand nous levons les yeux, le pic et le glacier d'Arsine étincellent au soleil levant. Le chemin est un étroit sentier

tracé sur la rive droite de la rivière dans le talcschiste. En examinant cette roche feuilletée, luisante, onctueuse, qui sert de base au terrain calcaire (Lias supérieur) et pentueux sur lequel est bâti Villar-d'Arène, on s'explique aisément le mouvement lent et continu de ce terrain, affouillé au bas de la pente par les eaux de la rivière jusqu'à la couche schisteuse, et entraîné par son poids sur une surface glissante. J'ai entendu dire dans le pays et je serai porté à croire qu'une digue latérale, ou même un simple mur de soutènement, étançonné et défendu par un solide enrochement, arrêterait le glissement. Il suffit parfois du moindre obstacle pour enrayer un mouvement de terrain.

Le sentier continue à côtoyer la Romanche ; sur la rive opposée on voit bientôt la montagne revêtir une teinte rouge-brun, indice de la présence du fer. En effet, à cet endroit nommé *Casse-Rousse*, sur la rive gauche et 60 mètres environ au-dessus du lit de la rivière, existe un filon puissant de minerai de fer, se dirigeant obliquement de bas en haut, du sud au nord ; lorsqu'on est un peu plus loin, au passage dit *Pas-d'âne*, on le voit ressortir de l'autre côté de *La Croupe*, à mi-hauteur du glacier. La rivière, grossie par la fonte des neiges, était infranchissable et je ne pus aller prendre un échantillon de ce minerai ; d'après le guide Clot, ce serait du fer oligiste(?); il aurait été analysé autrefois à l'école des Mines de St-Etienne, mais on n'a pu m'indiquer les résultats de l'analyse ; M. Walmoss, l'un des ingénieurs qui dirigeaient en 1842 les mines de Chamoussier, évaluait, paraît-il, à 10 francs la valeur du métal ou plutôt des métaux que l'on pourrait extraire de 100 kilogr. de ce minerai.

Du côté du glacier, au-dessous du gîte de fer, il existerait de petits filons de minerai de cuivre, et plus haut, sur la montagne de *Pourrachet*, il y aurait du marbre rose enchassé dans le grès.

Quand nous eûmes monté encore quelque temps, nous arrivâmes au *Vallon des Voûtes*, sorte de cirque à parois verticales et sombres, où l'on est assourdi par le fracas

des eaux ; à droite, mugit la Romanche, dans un étroit couloir où elle forme une belle cascade d'environ 30 mètres de hauteur ; à gauche, le ruisseau *du Colombier* se précipite des hauteurs et va mêler ses ondes bruyantes aux flots écumeux de la rivière.

La montée devient alors fort raide ; mais on est amplement dédommagé de ses peines par l'admirable panorama qui se déroule à vos yeux lorsqu'on est parvenu sur le plateau gazonné servant de seuil au vallon de l'Alp (alt. 2067 ^m). En face de vous, vers le sud-est, se dresse le pic d'Arsine (pic signalé) surplombant le glacier du même nom ; un peu à droite, au sud, le pic de Chamoussier commande la gorge de la Romanche, au fond de laquelle s'élèvent le glacier de la Plate-des-Agneaux, la Crête de la Roche-d'Alvau et la brèche de Roche-Faurio, à-peu-près inaccessible ; plus à droite encore, émergent les cîmes de Clot-Boucharot et du Pic de Neige. À gauche, les pentes verdoyantes de la chaîne de Combeynot se déroulent jusque dans le vallon de l'Alp. Si l'on se retourne vers le nord-ouest, on voit s'étaler en amphithéâtre, de l'autre côté de la vallée, les riches pâturages des Cots, des Plats, de la Chalp, de Puy-Garnier, dominés par la montagne de Trente-Combes et par les cîmes élevées de Martignac et des Trois Evêchés.

L'Alp possède encore de fort beaux pâturages, qu'empiètent malheureusement chaque année davantage les éboulis de Combeynot. On se demande pourquoi les habitants de Villar-d'Arène ne font rien pour préserver cette riche montagne pastorale, qui nourrissait un bétail plus nombreux autrefois qu'aujourd'hui ¹, à en juger par le nombre des chalets déserts et tombant en ruines.

Ces chalets, où nous fîmes une courte halte et un premier déjeuner avec du lait caillé et d'excellente crème fraîche, n'ont rien de commun soit avec les constructions élégantes dont le mot évoque l'idée, soit avec les chalets beaucoup plus confortables établis sur d'autres monta-

¹ Aujourd'hui l'Alp nourrit, pendant l'été, 2000 moutons de Provence et une cinquantaine de vaches appartenant aux habitants.

gnes du département, par exemple à l'Aille - Froide en Vallouise, au col Izoard entre Arvieux et Cervières.

Ce sont de rudimentaires abris, bâtis à pierre sèche, sans autre plancher que la terre humide, recouverts avec ces larges pierres schisteuses que dans le pays on nomme *lau-ses*, et si bas que, sauf dans la partie centrale, il est impossible de s'y tenir debout. La cuisine où l'on traite le laitage et le réduit où couchent les gens sur quelques poignées de paille ne sont séparés que par des claies ou par des planches disjointes de l'endroit où les animaux sont remisés pendant la nuit. On ne saurait s'attendre à rencontrer beaucoup de propreté dans de pareilles laiteries ; on y trouve, par contre, des nuées de mouches qui s'acharnent après le visiteur assez osé pour s'approprier quelques bribes de leur perpétuel festin. C'est pourtant dans ces habitations enfumées et malsaines que des femmes de Villar-d'Arène passent la plus grande partie de l'été.

Non loin des chalets, près du confluent de la Romanche et du *Ruisseau blanc* qui descend du glacier d'Arsine, se trouvent le refuge du Club alpin et une usine métallurgique abandonnée depuis plus de quarante ans. Construite en 1837 par une société anonyme, concessionnaire des mines de Chamoussier, cette usine ne fonctionne plus depuis 1842 ; la roue hydraulique, les cylindres broyeurs, bocards, cribles, appareils de lavage, sont toujours en place, moins détériorés que ne le ferait supposer leur long chômage, et attendant philosophiquement le retour problématique du mécanicien. L'exploitation, dirigée par MM. Bérard, ingénieur à Briançon, et Walmoss, ingénieur allemand, avait pour but l'extraction et la préparation mécanique du minerai de cuivre et du minerai de plomb que l'on expédiait ensuite, je crois, à Grenoble. Il paraît que les frais absorbaient les bénéfices.

Cent mètres environ au-dessus de l'usine, sur le versant nord de *Chamoussier*, se trouve la principale mine dont les galeries sont aujourd'hui en partie comblées par des éboulements, et dont l'entrée même, lorsque je la visi-

taï, était obstruée par un amoncellement de neige. Je n'ai pu prendre que quelques échantillons sans grande valeur dans les environs et parmi les débris restés devant l'orifice. Ces échantillons contiennent, les uns du cuivre panaché ou phillipsite, de la chalkopyrite, de la malachite, de l'azurite, les autres de la galène argentifère, le tout associé à une gangue quartzeuse. Analysés à Lyon, par M. Gustave Lobinhes, de l'importante maison Limousin-Descours, un échantillon de chalkopyrite a donné 26 pour 100 de cuivre, et un échantillon de galène a donné 29,20 pour 100 de plomb et 0,00175 pour 100 d'argent. Le filon contient en outre, m'a-t-on dit, des proportions notables de nickel et de cobalt.

Toute la face nord-ouest de Chamoussier, jusqu'à une altitude d'environ 2400 mètres, c'est-à-dire, jusqu'au sommet de la colline qui forme contre-fort à la montagne, présente des affleurements de minerais analogues à ceux dont je viens de parler.

A partir de ce point, sur la pente nord et dans la direction de l'est, c'est le fer qui apparaît par plaques rougeâtres, d'une étendue souvent considérable, formant une zone à-peu-près horizontale jusqu'au dessus du lac de l'Étoile, par conséquent jusque dans le voisinage du glacier d'Arsine.

Malheureusement ces gîtes métallifères sont d'un accès difficile, à cause de l'extrême déclivité du sol et des nappes énormes de neige qui les environnent pendant presque toute l'année. Je les ai explorés deux fois, en 1883 et en 1885, dans le courant de juillet ; chaque fois j'ai été obligé de marcher longtemps dans la neige mouvante, sur les pas du guide, parfois dans les marches taillées par lui, suspendu à mon piolet et courant le risque peu séduisant de descendre, plus vite que je n'étais monté, dans les plis glacés d'une avalanche provoquée par notre passage.

Le plus important de ces gîtes est situé à 400 mètres environ du sommet de la colline. Sa largeur est de 2 mètres et sa hauteur de 6 à 7 ; il est enfermé dans des cou-

ches de grès quartzeux presque verticales, légèrement inclinées de droite à gauche. La surface exposée à l'air est formée de fer hydroxydé sur une épaisseur de 20 à 30 centimètres ; sous cette écorce, on trouve un minerai composé de pyrite associée à du fer oligiste, à du carbonate de chaux et à une certaine quantité de cassitérite. M. Lobinhos a analysé ce minerai et a trouvé pour ses éléments :

Fer	229
Soufre	205
Carbonate de chaux.....	400
Partie insoluble dans les acides, composée principalement de peroxyde d'étain	93
Pertes diverses, notamment en eau.....	73
Total.....	1000

D'où l'on peut déduire la composition suivante :

Pyrite (Fe S_2).....	378
Fer oligiste ($\text{Fe}^2 \text{ O}_3$).....	80
Carbonate de chaux	400
Cassitérite et matières insolubles	93
Pertes réduites à.....	49
Total.....	1000

Revenus sur nos pas, lorsque nous fûmes sur le versant nord-ouest de Chamoussier, le guide me signala, dans la direction du nord, les deux premières Aiguilles d'Arve, dont l'une affecte une forme pyramidale aiguë, très curieuse ; il me fit remarquer à l'ouest, au fond de la bifurcation septentrionale de la gorge de la Romanche, le glacier et le col des Cavales, par où l'on passe pour aller à la Bérarde. Au sud de ce col se trouve la montagne de La Grande-Ruine. Là, au lieu dit *Casse-déserte*, au fond de la gorge, à gauche, existe, paraît-il, un gîte de sulfure de molybdène. La tradition rapporte qu'il y a aussi un gîte aurifère, exploité du temps des Dauphins, mais qu'on n'a pu retrouver de nos jours.

Nos recherches avaient absorbé la matinée entière ; le soleil, au zénith, dardait sur nos têtes ses plus brûlants

rayons et nos estomacs criaient famine. Nous descendîmes dans le vallon et nous nous installâmes, pour déjeuner, dans le refuge du Club alpin français, construit sur les bords du lac de Paix et parfaitement entretenu grâce à la surveillance de M. le commandant Izoard.

Après nous être reposés pendant une heure et avoir inscrit nos noms sur le registre du refuge, nous reprîmes le chemin de Villar-d'Arène, non par le sentier parcouru le matin, mais par le sommet de la cascade et en ligne directe, ensuite par la rive gauche de la Romanche. Parvenus au Cirque des voûtes par un vrai chemin de chamois, sautant de rocher en rocher, nous traversâmes la rivière sur un pont de glace, afin de prendre des échantillons d'un filon métallifère situé sur le versant de *Pourrachet*, un peu au-dessus du confluent du torrent du *Tabuchet* avec la Romanche.

Ce filon, à peu près vertical, mesure plus de 20 mètres de hauteur et se bifurque vers son milieu. Recouvert extérieurement d'une couche de fer oxydé, le minerai se compose principalement de fer carbonaté en petites lamelles, associé à de faibles proportions de pyrite ; un essai sommaire, dont les résultats demanderaient à être confirmés par une analyse complète, a assigné à ce minerai une teneur de 42 pour cent en fer. Le guide Clot a exploité ce gîte, dit-il, pendant 8 jours, en 1848 ; le minerai qu'il en avait extrait lui fut payé 25 francs le mètre cube.

Au-dessus de ce filon, dans le fond de la gorge de Tabuchet, Clot avait découvert un autre gîte métallifère qu'il supposait contenir de l'argent, peut-être aussi de l'or et du platine. A notre retour à Villar-d'Arène, il m'en remit un échantillon que M. Lobinhes a bien voulu faire analyser au laboratoire départemental du Rhône, institué près la Faculté des sciences de Lyon. Je transcris textuellement les résultats consignés au bulletin d'analyse :

« La roche examinée paraît présenter les caractères d'une Diorite amphibolifère de Hornblende et d'Oligoclase, fortement mélangée de Chlorite écailleuse qui forme plus

de la moitié de la masse ; elle contient en outre comme éléments accidentels, de la Pyrite cubique, de la Chalcoppyrite, un peu d'Oligiste et d'Acerdèse ; il y a 6 à 7 0/0 d'eau de constitution. En négligeant la partie pyriteuse, on a sensiblement :

Silice.....	28 0/0
Alumine.....	18
Fer oxydulé.....	32
Chaux et magnésie.....	12
Eau et pertes.....	10

« La partie pyriteuse, qui paraît former un filon très distinct sur la roche même, donne, quand on la traite, des traces de sulfures des métaux supérieurs, mais on ne peut tirer de conclusion certaine, la petitesse de l'échantillon ne permettant pas d'avoir autre chose que des traces et une détermination complète étant impossible dans ce cas. — A signaler encore l'Oligiste et le Manganèse, ainsi qu'un peu de cuivre ; il faut aussi remarquer que la roche présente des analogies avec la Chamoisite et la Berthiérite, exploitées quelquefois comme minerais de fer.

« *Le chef des travaux du Laboratoire :*

Signé : « MOREL. »

Plus en aval de la Romanche, toujours sur sa rive gauche, l'oxyde de fer rougit la majeure partie de la pente qui s'étend au-dessous du petit glacier de *Survieille*, dans la *Combe de Maître-Arnaud*, sur une largeur de plus de 500 mètres. D'après Clot, on pourrait trouver là beaucoup de fer et de manganèse.

Franchissant le torrent du Tabuchet, nous attaquâmes à mi-côte, les ravins qui descendent du glacier du Bec, et après une heure de marche pénible, véritable exercice de gymnastique pour les bras aussi bien que pour les jambes, nous arrivâmes à la mine de *La Grande Plate*, située en face de Villar-d'Arène, sur la rive gauche et deux cents mètres environ au-dessus du lit de la Romanche. Cette mine, dit-on, a été exploitée autrefois pendant longtemps pour le minerai de cuivre et la galène qu'on en extrayait ; elle est aujourd'hui abandonnée ; ses galeries sont obstruées et je n'ai pu en rapporter des échantillons sérieux ; mais l'examen de quelques débris recueillis dans les

environs me porte à croire que les minerais sont identiques à ceux des mines de Chamoussier. A l'extrémité ouest de la forêt de pins et de mélèzes qui tapisse la côte, on retrouve le filon de la Grande Plate, ou, tout au moins, une branche de ce filon. Les deux gîtes ont été exploités de 1837 à 1842 par la société des mines de Chamoussier.

De retour à Villar-d'Arène à la nuit tombante, nous nous assîmes avec délices devant un plat fumant d'excellentes truites, passées presque sans transition des eaux limpides de la rivière dans le beurre bouillant de la poêle ; nous savourâmes un exquis ragoût de navets récoltés dans le pays ¹, et nous achevâmes de restaurer nos forces avec un cuisseau de jeune chamois piqué, rôti et accompagné d'une sauce piquante. Je me permets de recommander ce menu tout local aux touristes qui fraient ces parages.

De ce qui précède, il résulte que les terrains situés sur la rive gauche de la Romanche et de son affluent le Ruisseau-blanc, depuis Villar-d'Arène jusqu'au glacier d'Ar sine, recèlent d'énormes quantités de fer, probablement aussi du manganèse (Pyrolusite, Acérodèse, Triplite) et des sulfures de métaux supérieurs ².

Malheureusement, dans les échantillons que j'ai fait analyser on a toujours trouvé des proportions plus ou moins fortes de soufre, circonstance qui enlève toute valeur à un minerai au point de vue de l'extraction du fer. Mais je n'ai visité qu'un très petit nombre de filons ; on m'avait promis des échantillons des autres gîtes ; je les attends encore et j'en suis réduit à des conjectures sur leur composition. •

Toutefois, je suis très porté à croire (l'essai des minerais de Tabuchet tend à confirmer cette opinion) que, parmi les gîtes si nombreux disséminés sous les glaciers

¹ Je ne connais pas de variété de navet qui, pour la finesse et la saveur, puisse être comparée à celle de Villar-d'Arène ; le navet de Crévoux, lui-même, si justement estimé dans les Alpes, lui est inférieur.

² Je laisse de côté le cuivre et le plomb, l'expérience ayant démontré que leur exploitation n'est pas rémunératrice.

de l'Homme, de Survielle et du Clot des Cavales, on doit trouver des veines de sidérose, d'oligiste purs, peut-être aussi du fer oxydulé magnétique et de la pyrite aurifère. — Dans tous les cas, le fait mériterait d'être vérifié et il serait à souhaiter que des recherches à ce sujet fussent entreprises par un minéralogiste expérimenté.

En admettant que mes prévisions se réalisassent, il y aurait à examiner si l'exploitation des gîtes ferrifères serait économiquement avantageuse. Je ne pense pas qu'elle le fût si l'on devait expédier au loin le minerai, les frais d'extraction et de transport pouvant très bien atteindre un chiffre supérieur à la valeur de la matière ; elle ne serait possible qu'à la condition de traiter le minerai sur place, en établissant des hauts-fourneaux à Villar-d'Arène.

Mais ici surgit une nouvelle difficulté : où trouver un combustible à bon marché ? — Cette difficulté, réelle, n'est peut-être pas insurmontable ; il s'agirait seulement de découvrir un procédé industriel qui permet d'utiliser pour la fonte du fer l'*Anthracite terreuse*, si commune dans le Briançonnais, depuis St-Martin-de-Queyrières jusqu'au col des Muandes. La science résout chaque jour des problèmes autrement ardu.

Il y aurait en dernier lieu à examiner si les pyrites de Villar-d'Arène ne pourraient être avantageusement employées à la fabrication du sulfate de fer, voire à l'extraction du soufre.

Ce sont là tout autant de questions que je me borne à formuler, laissant à de plus savants le soin de les résoudre.

Lorsque je visitai l'Alp pour la deuxième fois, le 11 juillet 1885, ce fut avec un guide du Monétier nommé Pic (j'ai oublié son prénom) et en l'aimable compagnie de M. Lannes, capitaine des Douanes en retraite à Briançon, botaniste émérite pour qui la flore alpine n'a plus de secrets. Partis le matin du Monétier, nous fûmes coucher à

La Grave. Bien que l'excursion ne présentât pas, au point de vue botanique, l'intérêt qu'elle aurait offert si nous eussions passé par le Lautaret, je cueillis cependant quelques bonnes plantes, entre autres :

(Dans la gorge du Petit Tabuc et dans les environs de la fontaine du Dégoulou) *Brassica Richerti*, *Hugueninia Tanacetifolia*, *Geum reptans*, *Sambucus racemosa*, *Erigeron alpinus*, *Schrophularia Hoppti*, *Linaria alpina*, *Scutellaria alpina*, *Calamintha alpina* ;

(Sur le col d'Arsine et à l'Alp) *Hulchinsia alpina*, *Draba aizoides*, *Viola calcarata*, *Silene alpina*, *Sagina procumbens*, *Alchemilla alpina*, *Saxifraga Androsacea*, *Saxifraga muscoides*, *Gaya simplex*, *Leucanthemum alpinum*, *Taraxacum erythrospermum*, *Aronicum scorpioides*, *Gregoria vitaliana*, *Androsace carnea*, *Gentiana brachyphylla*, *Salix reticulata*, *Gagea Liotardi*, *Phleum alpinum* ;

(Sous le glacier de La Plate-des-Agneaux) *Ranunculus glacialis*, *Anemone Baldensis*, *Homogyne alpina* ;

(Dans les environs de la cascade des Voûtes et sur les bords de la Romanche) *Artemisia glacialis*, *Artemisia spicata*, *Trifolium cæspitosum*.

En terminant cette courte et très incomplète notice, qu'il me soit permis d'exprimer toute ma gratitude à MM. Izoard, Lannes et Lobinhes, pour le concours qu'ils ont bien voulu me prêter. Je crois aussi rendre service aux personnes qui désireraient visiter les gîtes métallifères de Villar-d'Arène en leur conseillant de prendre pour guide Clot, Jean-François, du hameau des Cours.

C. ALLIER.

MANUSCRITS HAUT-ALPINS

A CARPENTRAS.

Tout le monde connaît le riche dépôt de manuscrits conservés à Carpentras dans la bibliothèque d'Inguibert, et si aimablement mis à la disposition de tous les érudits par le bibliothécaire actuel, M. Barrès.

Le principal fond consiste dans la plus grande partie des manuscrits de l'illustre érudit provençal Nicolas Fabri de Peiresc, né à Belgentier (Var), le 1^{er} décembre 1580, mort à Aix, le 24 juin 1637.

Ce savant se proposait d'écrire une histoire de Provence d'après les documents et avait consacré sa vie, sa fortune et ses amis à recueillir ces documents de toutes les parties de la Provence et du monde : inscriptions, médailles, sceaux, iconographie, bibliographie, mémoires, actes notariés, chartes, pièces officielles et littéraires, etc. Il ramassait tout, comptant en faire une grande synthèse historique que la mort ne lui laissa pas le temps de rédiger.

Nous avons pensé qu'il serait peut-être agréable aux travailleurs des Hautes-Alpes d'extraire ce qui regarde ce pays, jadis partie de la Provence, des trois volumes du catalogue publié sous ce titre : *Catalogue descriptif et raisonné des manuscrits de la bibliothèque de Carpentras*, par C. G. A. Lambert. — Carpentras, impr. E. Rolland, 1862, in-8°, ouvrage assez rare que l'on ne rencontre pas partout.

Pensant que rien ne saurait égaler l'intérêt des indications que nous nous proposons de lui emprunter, nous nous hâtons d'épargner notre prose au lecteur et de passer la parole au rédacteur du catalogue dont les indications seront une très-précieuse contribution à la bibliographie des Hautes-Alpes si courageusement commencée par M. Amat.

N° 81. *Breviarium Senecense*. — in-4°, vel. 312 ff. non chiffrés, couverture en parchemin.

Beau caractère gothique du xv^e siècle, avec initiales coloriées ; chant noté. C'était probablement le chant spécial à la province d'Embrun.

Dans le calendrier placé en tête, on a noté l'anniversaire de la mort de trois archevêques d'Embrun, de deux évêques de Senez et d'un évêque de Glandevenz ainsi désigné : *X. Kal. septembris* (23 août) *obiit Petrus glandaten. epus.*

Il serait précieux de voir imprimer ces indications historiques.

152. *Varia circa controversias Gallicanas seu collectio opusculorum constitutionem Unigenitus spectantium*, an. 1714-1729. — 2 vol. in-f°, t. 1^{er} 366 pp. ; t. 2^d 393 ff. cartonné.

Ce recueil, formé probablement en Italie, contient en 2 vol. 121 pièces tant imprimées que manuscrites en latin, italien et français. Tous les titres sont en italien et chaque pièce en français est accompagnée en regard d'une traduction italienne.

Au milieu d'une foule de pièces étrangères à nos pays, de pièces provençales, des évêques de Marseille et de Fréjus, du P. Amat de Graveson, nous trouvons les pièces suivantes qui nous intéressent : tome II :

32° Censura del P. abbate di Porzia, consultore del S. Uffizio, contra il mandamento de' vescovi di Senez e d'Auxerres per la pubblicazione del Giubileo. — 33° Lettera scritta al re di Francia sopra il concilio d'Embrun da 12 vescovi di Francia querelandosi per la condanna del vescovo di Senez. — 34° Summario della consulta di 50 avvocati di Parigi supra la sentenza del concilio provinciale d'Embrun contro il vescovo di Senez, 1727. — 35° Epistola episcopi sammacloviensis ad ss. patrem Benedictum XIII. 21 decembris 1727. — 36° Lettera del re al arcivescovo d'Embrun, 28 decemb. 1727. — 37° Editto uniforme de' padri del concilio d'Embrun per l'osservanza de' decreti, tradotto dal francese, 1727. — ... 40° Lettera del cardinale di Fleury al cardinale Corradini contra la revoca che il card. di Noailles con gli altri vescovi fanno della scrittura contro il concilio d'Embrun, 23 maggio 1728, etc. — 52° Lettera del arcivescovo d'Embrun alla santità di papa Benedetto XIII sopra la reconciliazione del card. di Noailles, 16 nov. 1728... etc.

153. — Autre recueil de pièces sur le même sujet, 3 vol. in-f°.

T. 1, n° 3. Ragguaglio della condotta tenuta dalli vescovi di Luçon, della Rochelle et di Gap col signore cardinale di Noailles (la même pièce au manuscrit 155, t. III, n° 3).

155. — Id., in 4°, n° 50 : Requête au roi par les ecclésiastiques qui ont été à Port-Royal, pour répondre à celle

de Mgr l'archevêque d'Embrun (par Ant. Arnauld, 1688, impr.).

164. — Id., 1626-1705, in-8°.

N° 52. Lettre écrite à l'arch. de Paris par l'archevêque d'Embrun, accusé en cour par les PP. Jésuites de ne faire dans son diocèse aucune mission pour les nouveaux convertis. — Embrun, le 22 juillet 1686.

N° 54. Lettre de Mgr l'archevêque d'Embrun à Mgr l'évêque de Gap, le 20 juillet 1707.

N° 55. Autre lettre à Mgr l'archevêque de Reims.

176. — Statuta edita in concilio provinciali apud S. Rufum celebrato, anno 1326 par arelatensem, aquensem et ebredunensem archiepiscopos. — Summa de Casibus, — Petit in-f° de 232 ff. dont 14 de table, rel. v.

Initiales coloriées, titres en lettres rouges. On lit à la fin du volume : « *Scriptus fuit presens liber per me Bernardum Capratum de Brianconio MCCCCLXVI* ».

435. — Lettres des savants, 1665-1712, 2 vol. in-4° rel. v.

Le premier volume chiffré 1-385 ne contient que 343 ff. manquent les ff. 3, 4, 34-48, 75-85, 134-461, 300-316.

Le second volume chiffré 1-610, n'en contient que 605. Rien ne paraît manquer.

Recueil de lettres autographes écrites à M. Thomassin de Mazaugues par divers savants dont voici les noms :

Terrin, 1. — L'abbé de Camps, 1. — Garidel, professeur royal de botanique à Aix. — Le P. Thomassin, de l'oratoire, 7. — Le P. Ant. Pagi 19. — J.-B. de Sade, évêque de Cavaillon, 6. — François Genêt, évêque de Vaison, 1. — Juvenis de Gap, 12 lettres. La première de ces lettres est datée du 26 novembre 1692 et la dernière du 22 août 1703. Elles sont relatives à l'*Histoire du Dauphiné* qu'il composait alors et à divers points de l'histoire de Provence. Elles traitent, de plus, d'archéologie, de numismatique et contiennent plusieurs inscriptions antiques de la Tarantaise, etc. Il serait à désirer qu'on les publiât.

Tome second. — Rigord, de Marseille, 40. — Malaval, 4. — Bonnacorse, 1. — De Benat, 1. — Pourrade, 1. — De Ruffi, 5. — Chalvet, 3. — De l'Isle, 14. — De Remerville, sieur de St-Quentin, 5. Il demande pour l'*Histoire d'Apt*, qu'il composait, les documents qui se trouvent dans les manuscrits de Peiresc. — L'abbé d'Orsanne, 3. — De Tressemanes, 2. — Lauthier, 1. — De Rancher, 5. — Roman de Rives, 8. — Blanc, 2. — Arazzi, 1. (Il envoie d'Antibes à M. de Mazaugues une inscription romaine qui se trouve aujourd'hui au musée de Carpentras.) — Anfossy, 4 (relatives à la principauté d'Orange). — Guib, 1. — Lions, chanoine de Grenoble, 3. — Sicard, chanoine d'Avignon, 3. — De Seguiran, 1. — Boet, de Viviers,

7. — D'Andon, 1. — Ch. le Goux de la Berchère, nommé archevêque d'Aix, 1. — Daniel de Cosnac, évêque de Valence, nommé archevêque d'Aix, 2. — Ch. Gasp. Guill. de Vintimille, évêque de Marseille, 1. — François de Mailly, archevêque d'Arles, 2. — Louis de Thomassin, évêque de Sisteron, 2. — Les PP. Bouret, Vinot, Mignot, de l'oratoire, 6. — Boche, sacristain d'Arles, 2. — Antelmy, chanoine de Fréjus, 32. — Vairac, de Fréjus, 1. — Ch. Jamet, de Marseille, 1. — De Fay, chanoine d'Aix, 1. — Viani, 1. — L'abbé de Guillemain, 1. — F. Thoron, 1. — Vial, 1. — François-Joseph de Fresquière, 5. — Le P. Grange, provincial, 1. — L'abbé de Cabane, 3. — De Champonay, 4. — Valernod, de Valence, 2. — D'Agout de Belmont, 1. — Chabons, 2. — Bertrand du May, 2. — Rolland, de Grenoble, 8. — Massard, médecin de Grenoble, — de Cormis, 1. — Reboul, 1. — De Vauvray, intendant, 2, etc.

447. — Lettres ecclésiastiques, de 1659 à 1710, 2 vol., petit in-8°, rel. v.

Le premier volume est un recueil de lettres à François Genet, natif d'Avignon, docteur en droit civil et canonique, professeur de théologie aux séminaires d'Avignon, Grenoble et Aix, puis théologal d'Avignon, prisonnier d'État du roi de France (1668) évêque de Vaison (1686) et mort en 1702. Elles sont relatives à la 3^e édition de son traité de *Théologie morale* composé par ordre de l'évêque de Grenoble. Il y en a une de l'archevêque d'Embrun à M. Genet, avec d'autres de Bossuet, du coadjuteur d'Arles, du Cardinal de Grimaldi, archevêque d'Aix et nonce du pape en France (1660-67), etc.

504. — Histoire ecclésiastique et séculière du Dauphiné et de ses dépendances par Raymond Juvenis, de Gap, conseiller et procureur du roi dans le Gapençois. — In-8°, 2 tomes en 1 vol. rel. v.

Manuscrit original et autographe.

Le titre, d'une autre écriture que le corps de l'ouvrage, paraît être de la main du président de Mazaugues, à qui ce manuscrit a appartenu.

Cette histoire est divisée en deux tomes, précédés d'une préface ou introduction. Le tome 1^{er}, de 1256 pages comprend 27 livres et finit à l'an 1000. Le tome 2^e de 356 pages seulement, n'a que 5 livres et se termine au 25 février 1120, — la mort de l'auteur, arrivée en 1705, l'ayant empêché de continuer cet ouvrage.

La préface qui occupe 56 pages, contient la chorographie du Dauphiné. En voici le début :

» Dans le dessein que j'ay d'écrire l'histoire du Dauphiné et des pays qui estoient de l'ancienne dépendance de ceste province ou qui en dépendent encore à présent, dans l'état ecclésiastique j'ay bien creu que je ne saurois me dispenser d'en donner, dans ceste préface, une idée générale par rapport de l'ancienne géographie à la moderne et d'y marquer tout ce qu'il y a de singulier et de plus remarquable dans chaque contrée... etc. »

On lit à la fin du tome second, feuillet avant-dernier, au verso :

« Calixte, ayant quitté Vienne, prit le chemin de Romans, où estant le 15^e de février de la mesme année 1120, il confirma les droits, les usages, les coutumes et les privilèges de l'église de St-Jean-de-Besançon, etc. Le pontife ne creut pas devoir oublier son église de Vienne ; estant encore à Valence, le 25 de février, il confirma par une bulle qu'il adressa au doyen et aux chanoines de ceste église primatiale, les droits, les honneurs, les privilèges, etc. ».

Le dernier feuillet contient une partie de cette bulle : *Calixtus episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Petro, decano, et canonicis sive clericis Viennensis ecclesie*. Elle finissait au feuillet suivant — qui manque. On peut la voir en entier dans le *Bibliotheca floriacensis benedictina Johannis à Bosco* et dans le *Gallia Christiana*, I, 800.

D'après le P. Jacques Lelong, cette histoire se terminerait à l'an 1113 ; mais c'est une date fautive qu'il a lue sur le frontispice de ce manuscrit.

Voici du reste le jugement qu'en porte ce bibliographe :

« Cet ouvrage est bon, savant, pris d'après les originaux ; l'auteur cite ses garants en marge et rapporte beaucoup d'auteurs anciens » (*Bibliothèque historique de la France*, n° 15356).

Il existe à la bibliothèque de Grenoble un manuscrit brouillon incomplet de l'*Histoire du Dauphiné* par Juvénis. Il offre de grandes lacunes et les six cahiers dont il se compose forment à peine le tiers du manuscrit de Carpentras.

La bibliothèque de Gap possède du même ouvrage un autre manuscrit incomplet, qui est évidemment une copie de celui de Grenoble, puisqu'il offre absolument les mêmes lacunes et la même rédaction.

Dans le manuscrit de Carpentras, qui est complet, l'auteur a corrigé sa rédaction primitive et fait quelques additions. Il est écrit en entier de la main de Juvénis, comme on peut s'en convaincre aisément en le comparant à ses lettres autographes.

Le P. Jacques Lelong mentionne de plus, n° 15367 : *Mémoires de Raymond Juvénis sur l'histoire du Dauphiné*. Ces mémoires étaient conservés dans la bibliothèque des Cordeliers d'Aix. — n° 15390 : *Mémoires sur la ville de Gap*, par le même Juvénis. Ces derniers mémoires sont mentionnés par Chorier, *Histoire du Dauphiné*, et par Pitton : *Sentiments sur les historiens de Provence*, p. 71. On lit dans le *Dictionnaire de Moreri*, à l'article GAP : « M. Juvénis, de Gap, nous a fait espérer une histoire de cette ville ».

510. — Mémoires pour l'histoire de France jusqu'en 1655. — In-f°, 500 ff., rel. parch.

Généalogie des Dauphins et des comtes et ducs de Savoie.

512. — Fornier (Marcellin), jésuite, tournonnais. Annales

ecclesiastici sanctæ metropolitanæ Ebredunensis ecclesiæ. — In-f°. 256 ff. rel. v.

Cette histoire est inédite. Voici la description du manuscrit ;

F^{os} 1 et 2 : *Guillelmo d'Hugues, archiepiscopo et principi ebredunensi*. — Cette dédicace, avec le nom de l'auteur, est datée de Carpentras, le 30 octobre 1645. — F^o 3, *Lectori*. — f^o 4-24 : *Prolusiones ad primam partem annalium*. *Prolusio 1a : de alpihus in universum* — 2a : *de alpihus maritimis* ; 3a *Ebreduni et diœcesis chorographica notitia*. Le corps de l'ouvrage est divisé en deux parties, subdivisées chacune en plusieurs sections ou chapitres. — F^o 25-101 : *Pars 1a ab anno 69 ad 1150*. — F^o 102-256 : *Pars 2a usque ad annum 1642*.

Cet ouvrage est mentionné par le P. Jacques Lelong sous ce titre : *Histoire générale des Alpes maritimes ou cottiennes et particulièrement de leur métropolitaine Embrun, chronographique et mêlée de la séculière avec l'ecclésiastique*, par Marcellin Fornier. in-fol. Selon le même bibliographe, un exemplaire de cette histoire manuscrite était conservé dans la bibliothèque des Jésuites de Lyon. V. *Bibliothèque historique de la France*, tome 1^{er} n° 2993¹.

537. — Cartulaire de l'évêché de Carpentras. — 3 vol, in-f°, à une seule pagination, de l'an 868 à 1690. 498 pièces en parchemin, la plupart originales.

T. 1. n° 96 : *Recognitio solemniter facta per Berengarium, episcopum carpentoractensem Guillelmo Ebredunensi archiepiscopo, comitatus Venaisini rectori ; scilicet de civitate carpentoractensi cum toto tenemento suo et districtu ; item de castris de Bauceto (seu Baucio), Venasca, Malamorte, de villis Sancti Desiderii et sancti Felicis, etc.*

618. — Liasse. — Pièces concernant le jansénisme.

Mémoire contenant les raisons qui pourraient engager Mgrs les évêques à adhérer au concile provincial d'Embrun.

Journal du Concile d'Embrun.

Copie de la lettre de Mgr l'archevêque d'Embrun à S. E. le cardinal Fleury, le 7 février 1729.

Lettre de M. Gay, prévôt de l'église d'Orange, sur le mandement d'acceptation du cardinal de Noailles, etc., 28 février 1729.

Rétractation faite à l'article de la mort par le P. Faure, prêtre de l'Oratoire, de la Ciotat, diocèse de Marseille (s. d.).

Breves animadversiones in theses jesuiticas propugnatas Massiliæ, in aula collegii Belzuncœi societatis Jesu, die 27 julii 1735, etc.

V. LIEUTAUD.

¹ *L'Histoire générale...* et les *Annales...* forment deux ouvrages distincts, l'un de l'an 1642 et l'autre de 1645 (cf. *Bull. soc. d'Étud.*, 1882, p. 169). — P. G.

CIVITAS RIGOMAGENSIS

PAR AUGUSTE LONGNON

Les *Mélanges Renier* renferment un mémoire de M. Auguste LONGNON, membre de l'Institut, sur la *Civitas Rigomagensis*¹. Nous croyons rendre service aux études historiques dans notre région en le reproduisant en entier dans le *Bulletin*. Un simple résumé ne saurait donner une idée exacte de ce travail important et qui établit, d'une façon magistrale l'état de la science sur un point d'histoire qui nous touche de très près.

I

« Parmi les cent douze cités qu'énumère la *Notitia provinciarum et civitatum Galliae*, il en est à peine trois ou quatre dont l'emplacement soit encore discuté et, pour l'une de celles-ci, l'incertitude ne semble guère pouvoir être dissipée à l'aide des seuls documents employés jusqu'ici. Nous voulons parler de la *civitas Rigomagensium*, l'une des huit cités qui formaient la province des Alpes-Maritimes.

Le nom géographique *Rigomagus* est fréquent dans la toponomastique de la Gaule²; cependant aucun texte

¹ *Mélanges Renier. Recueil de travaux publiés par l'École pratique des Hautes-Études* (section des sciences historiques et philologiques) en mémoire de son président Léon Renier. Paris, F. Viewig, 1886; in-8°, pp. 395-404.

² Outre le *Rigomagus* mentionné par la *Noticia Galliae*, les textes anciens font connaître : 1° *Rigomagus*, aujourd'hui *Remagen* (Prusse Rhénane), qui figure sur la table de Peutinger; 2° *Rigomagus*, près Trino (Piémont), à 60 kilom. de Turin, sur la voie qui, de cette ville, se dirige vers Milan (Itin. d'Antonin et Itin. de Bordeaux à Jérusalem); 3° *Ricomagus*, aujourd'hui Riom (Puy-de-Dôme), dont parle Grégoire de Tours. Mentionnons aussi, comme noms de lieu modernes dérivés de *Ricomagus*, Riom-ès-Montagnes (Cantal), et Rians (Cher), connu à l'époque carolingienne alors qu'il était le chef-lieu de la *vicaria Riomensis*; à ces diverses localités, il faut vraisemblablement ajouter Rion (Ain, c° de Saint-Martin-du-Mont), Rion (Landes), Rion (Saône-et-Loire, c° de Demigny), et Rion (Yonne, c° de Charbuy).

de l'époque romaine, en dehors de la *Notitia*, ne mentionne le *Rigomagus* des Alpes-Maritimes, et l'on ne trouve pas d'ailleurs, dans cette province, de lieu moderne dont le nom paraisse venir de ce vocable celtique. Aussi l'absence complète d'indices relatifs à ce *Rigomagus* fait-elle considérer généralement, depuis deux siècles, son nom comme une forme aphérétique de *Caturigomagus*¹, dénomination attribuée par les itinéraires gravés des Vases Apollinaires² et par la Table de Peutinger³ au chef-lieu primitif des Caturiges, dont le nom moderne, Chorges, est la forme vulgaire du nom *Caturiges* que cette ville antique portait concurremment à celui de *Caturigomagus*⁴. Et on a conclu que Chorges était aux derniers temps de l'Empire romain le chef-lieu d'une cité indépendante qui, postérieurement, aurait été jointe à celle d'Embrun.

A dire vrai, cette opinion n'est pas acceptable. En effet, rien n'empêchait l'auteur de la *Notitia* d'écrire *civitas Caturigomagenstum*, ou mieux encore *civitas Caturigenstum*, le nom *Caturiges* ayant prévalu dans le nom moderne Chorges contre celui de *Caturigomagus*. Ajoutons qu'on ne pourrait d'ailleurs citer, dans la nomenclature géographique de l'époque romaine, un second exemple

¹ C'était du moins déjà en 1664 l'opinion de Bouche qui la consignait dans *La chorographie et l'histoire de la Provence* (tome 1^{er}, p. 117) et qui rappelle à cette occasion les diverses conjectures produites antérieurement: on avait confondu la *civitas Rigomagensium* avec celle de Riez (*civitas Reiensium*) de la Seconde Narbonnaise; Peiresc croyait qu'elle ne différait pas de *Scingomagus* [ou plutôt *Excingomagus*] dans les Alpes Cottiennes; enfin Sanson ne la distinguait pas du *Rigomagus* situé sur la route de Turin à Milan, à 60 kilomètres à l'est de la première de ces villes.

² Deux de ces monuments le nomment *Caturigomagus*, un troisième *Catturigomagus*, un quatrième enfin *Catturigomagus*.

³ Ce précieux texte emploie la forme *Caturigomago* (E. Desjardins, *Géographie de la Gaule d'après la Table de Peutinger*, p. 422.)

⁴ C'est du moins ce que prouvent les deux mentions qu'on en trouve dans l'Itinéraire d'Antonin sous la forme *Caturiges* ou *Caturigas* (pages 342 et 357 de Wesseling). Les manuscrits de l'Itinéraire hiérosolymitain donnent aussi *Caturigas* et *Caturicas*.

d'une aphérèse aussi remarquable¹. Aussi une opinion nouvelle sur la question de *Rigomagus* avait-elle toute chance d'être accueillie avec une certaine faveur, lorsqu'en 1883 M. l'abbé Duchesne produisit à ce sujet une conjecture vraiment digne d'attention².

Mon savant collègue trouvant dans un texte du concile de Vaison, de l'an 442, récemment mis au jour³, la souscription d'un évêque de la *civitas Eturamine* dans la province des Alpes-Maritimes, émit l'opinion que cette cité inconnue jusqu'ici, et dont le nom subsiste dans celui de Thorames (Basses-Alpes), n'était pas différente de la *civitas Rigomagensium*, la seule des huit cités de la province de laquelle on ne connaissait encore aucun évêque. Il faisait d'ailleurs remarquer avec beaucoup de justesse qu'« on a des exemples de signatures épiscopales où le nom du chef-lieu est substitué à celui de la cité⁴ ».

L'opinion de M. l'abbé Duchesne me parut tout d'abord tellement judicieuse que je m'empressai de l'admettre et que je l'adoptai publiquement dans la seconde des cartes de mon *Atlas historique de la France*. Aujourd'hui elle me paraît moins probable : je me demande si l'évêque de Thorames ne serait pas simplement le prélat de la *civitas Santtiensium* résidant alors à Thorames, comme au siècle suivant l'évêque de Poitiers résidait à Rézé, l'évêque de Coutances à Saint-Lô, l'évêque de Langres à Dijon,

¹ On constate bien l'aphérèse des deux premières syllabes dans un nom de lieu qui en compte sept : *Epamanduodurum*, aujourd'hui Mandeuze (Doubs). Mais ce phénomène ne date que du moyen-âge : la première manifestation qu'on en connaisse (*Mandroda* chez le géographe anonyme de Ravenne) n'est pas antérieure au ix^e siècle.

² Dans un mémoire intitulé : *La civitas Rigomagensium et l'évêché de Nice*, qui figure au tome XLIII des *Mémoires de la Société des antiquaires de France*, pp. 36-46.

³ Par M. F. Maassen. Du moins ce savant a publié en 1871, d'après un manuscrit de Cologne, les signatures du concile de Vaison jusqu'ici inédites (*Geschichte des Quellen und der Literatur des canonischen Rechts im Abendlande*, t. I, p. 952-953).

⁴ *Mémoires de la Société des antiquaires de France*, t. XLIII, p. 40.

l'évêque de Carpentras à Venasque, etc.¹. Et je me décide à faire connaître publiquement une conjecture que j'ai produite dès 1880 aux séances de la Commission de la géographie historique de l'ancienne France, où elle fut alors adoptée.

II

Le nom de *Rigomagus* subsistait encore au VIII^e et au IX^e siècle, et il servait alors sous la forme adjectivée *Rigomagensis* à désigner une région à la fois administrative et naturelle que mentionnent des textes diplomatiques.

En effet, une des chartes les plus importantes de la période mérovingienne, le testament que le patrice Abbon fit, le 5 mai 739, en faveur de l'abbaye de Novalaise, mentionne ce territoire en le qualifiant d'abord *pagus*, ensuite *vallis*², de sorte qu'on est autorisé à y voir à la fois une de ces circonscriptions territoriales dont l'administration était confiée à un comte, comme les autres *pagi* désignés dans le même texte³, et une de ces contrées naturelles des régions alpestres, qui, closes de tout côté par les montagnes, sont le plus souvent qualifiées *vallis*,

¹ Longnon, *Géographie de la Gaule au VI^e siècle*, pp. 569, 241, 240 et 441.

² « Et colonica ubi dicitur Albariosco, quem Marcianus servos « noster habet, quem de Dodone parente meo in ipso pago Edredunense « ad me pervenit; necnon et colonicas nostras in pago *Rigomagense*, « quem Baronta libertus noster in beneficium habet,.....; omnia et ex « omnibus, quicquid in ipsum pago Edredunense, seu et in *valem Occense* et *Rigomagense*, tam de conquesto quam de alode parentum « nostrorum, nobis in *ipsus pagos* obvenit, advenit, ad integrum, una « cum alpes, tibi superscripta heres meam, sacrosancta ecclesia, habere « volo ac jubeo. » (Marion, *Cartulaires de l'église cathédrale de Grenoble*, p. 49). — Nous avons substitué dans l'extrait qui précède in *valem Occense*, à in *valle Moccense*, parce que l'étude du texte du testament d'Abbon montre que cette vallée était dite *Occensis* et non *Moccensis*, comme les éditeurs l'ont imprimé par deux fois.

³ Ces seize *pagi* sont ceux d'Apt, d'Arles, de Briançon, de Die, d'Embrun, de Gap, de Genève, de Grenoble, de Lyon, de Mâcon, de Riez, de Sisteron, de Toulon, de Vaison, de Venasque et de Vienne.

alors même qu'elles forment à elles seules un *pagus* ou *comitatus* ¹.

La mention la plus récente que nous connaissons de la *vallis Rigomagensis* est contenue dans un diplôme de l'empereur Louis le Pieux qui n'a pas encore été appliqué à l'histoire de l'abbaye et des lieux qu'il concerne : recueilli au ix^e siècle dans un formulaire écrit en caractères tironiens, le plus grand nombre des noms propres y a été remplacé par le prénom *ille*, et les divers savants qui l'ont successivement publié n'ont pu interpréter le nom heureusement conservé de la vallée qui nous occupe. Par ce curieux monument, que nous reproduisons tel que M. Schmitz et M. Zeumer l'ont publié, celui-ci en 1886², celui-là en 1882³, d'après le manuscrit 2718 du fonds latin de la Bibliothèque Nationale ⁴, l'empereur Louis le Pieux confirme à un archevêque, abbé d'un monastère dédié à saint Pierre, la possession de la *vallis Rigomagensis*, déjà assurée à cet établissement par Charlemagne et par plusieurs des rois francs ses prédécesseurs.

Decet imperialem dignitatem predecessorum suorum pie facta inviolabiliter conservare, et censurae sue auctoritate alacriter confirmare, ut videlicet munus tot principum auctoritatibus collatum vel confirmatum ab his, quibus attributum est, et securius possideatur et firmitus teneatur. Notum sit igitur omnibus fidelibus sanctae

¹ Telles sont, par exemple, les vallées de Briançon, de Maurienne, de Suse et de Tarentaise, toutes quatre nommées dans le testament d'Abbon à côté de vallées secondaires telles que la *vallis Aquisiana*, la *vallis Dubiasca*, la *vallis Gerentonica* et la *vallis Occensis*.

² *Formulae merovingici et Karolini aevi*, p. 299-300.

³ *Monumenta tachygraphica codicis Parisiensis latini 2718*, fasciculus prior, p. 12-13 et planche. — Ce texte, ainsi que les autres formules contenues dans le manuscrit latin 2718, avait été antérieurement publié, en 1747, par Dom Carpentier, *Alphabetum tironianum*; en 1749, par Dom Bouquet, *Recueil des historiens de France*, t. VI, pp. 644-645, et, en 1859, par M. Eug. de Rozière, *Recueil général des formules usitées dans l'empire des Francs du v^e au x^e siècle*, tome I^{er}, pp. 199-202.

⁴ Il occupe dans ce manuscrit les premières lignes du folio 74, verso.

Dei ecclesiae et nostris, tam praesentibus quam et futuris, quia vir venerabilis ille, illius ecclesiae archiepiscopus et abbas monasterii illius, quod est in honore sancti Petri principis apostolorum in pago illo constructum, obtulit nobis auctoritatem confirmationis domni et genitoris nostri bone memorie, Karoli, piissimi Augusti, in qua invenimus insertum, eo quod ipse et praedecessores ejus, reges videlicet Francorum, per eorum auctoritates vallem Reumagensem cum tributo, quod a fisco exigebatur, vel hominibus publicis et tributariis in eadem valle manentibus, eidem in integrum concessissent monasterio, et per easdem auctoritates eandem vallem rectores ipsius monasterii actenus firmiter tenuerint. Ob rei tamen firmitatem postulavit nobis praefatus episcopus, ut auctoritatem paternam sive praedecessorum nostrorum regum nostra confirmaremus auctoritate. Cujus petitioni ob amorem Dei et reverentiam ipsius sancti loci libenter adsensum praebuimus, et hoc nostre auctoritatis praeceptum circa ipsum monasterium firmitatis gratia fieri decrevimus. Quapropter praecipimus atque jubemus ut, sicut constat ab eisdem principibus eadem vallis Reumagensis cum hominibus ibidem commanentibus vel aspicientibus praefato concessa monasterio, ita ab hinc nostris futurisque temporibus per hanc nostram auctoritatem permaneat confirmata, et sic a rectoribus vel ministris praefati monasterii cum tributo et hominibus commanentibus, publicis videlicet, firmiter teneatur atque possideatur, sicut olim a jure fisci possessa vel dominata fuit, et nullus ex fidelibus nostris vel quilibet ex judiciaria potestate, de praefata valle et hominibus ibidem commanentibus vel aspicientibus ullam callumniam aut inquietudinem vel aliquid machinamenti contra ipsum monasterium ejusque rectores facere audeat, nec ibidem ad causas audiendas, vel judiciariam potestatem exercendam, seu alias quaslibet redibitiones requirendas, [ingredi audeat]; sed liceat rectoribus ipsius monasterii per hanc nostram auctoritatem, memoratam vallem, cum hominibus ibidem commanentibus et pertinentibus, sine alicujus judicis inquietudine et illicita contrarietate nostris futurisque temporibus firmiter tenere vel possidere. Et hanc auctoritatem, ut plenior, in Dei nomine, obtineat vigorem, et [a] fidelibus sanctae Dei ecclesiae et nostris cercius et diligentius conservetur, manu propria...

Il est impossible de ne point voir dans *vallis Reumagensis*¹ de ce diplôme une forme basse de l'expression

¹ Ce nom est écrit en toutes lettres, chaque fois qu'il se présente dans le texte du diplôme transcrit en écriture tironienne.

vallis Rigomagensis du testament d'Abbon. Quant au monastère dédié à saint Pierre, qui avait pour abbé un archevêque, on ne peut guère, dans la région alpestre, l'identifier avec un autre couvent que l'abbaye de Saint-Pierre de Novalaise au val de Suse, c'est-à-dire l'abbaye même que le patrice Abbon avait instituée son héritière¹. Dans cette hypothèse, l'archevêque abbé de Novalaise devrait être reconnu dans l'archevêque d'Embrun, le métropolitain le plus voisin, ce qui n'a point lieu d'étonner, car un archevêque d'Embrun, Walchin, l'oncle du patrice Abbon, avait été précisément le premier abbé de ce monastère dont il fut l'un des fondateurs². Ajoutons que Walchin et celui de ses successeurs qui figure dans le diplôme de Louis le Pieux ne sont pas les seuls prélats qui figurent parmi les anciens abbés de Novalaise. Vers les premières années du règne de Charlemagne, Novalaise était gouverné par un évêque du nom de Witger

¹ M. de Rozière a rapproché le nom de la *vallis Reumagensis* de celui de Remagen, au diocèse de Cologne, et de celui de l'abbaye de Saint-Jean de *Reomans*, au diocèse de Langres. Il signale aussi deux monastères dédiés à saint Pierre, et dont les supérieurs, au temps de Louis le Pieux, réunissaient la double qualité d'évêque et d'abbé : le monastère de Nantua, possédé par Adelram, évêque de Mâcon, et le monastère de Reichenau gouverné par Hetton, évêque de Bâle (*ibid.*, p. 200, note a).

² Les anciens et les nouveaux auteurs de la *Gallia christiana* (t. III, c. 1065 ; t. XVI, c. 617) se sont refusés à admettre Walchin parmi les prélats d'Embrun, et le considèrent seulement comme un évêque de Maurienne ; mais cette opinion résulte de ce que, à leur avis, la première de ces qualités lui était seulement attribuée par un érudit du xviii^e siècle, Pigone. Or, c'est là une erreur et ils se seraient certainement rangés à l'opinion de Pigone s'ils avaient su qu'elle était fondée sur le *Chronicon Novaliciense* rédigé vers 1025 (voir les passages de ce texte relatifs à Walchin, apud *Monumenta Germaniae historica*, Scriptores, t. VII, pp. 79 et 107 ; cf. P. Guillaume, *Recherches historiques sur les Hautes-Alpes*, 1^{re} partie, p. 22-23). Par contre, on n'a, pour ranger Walchin au nombre des évêques de Maurienne, d'autre motif que la situation de l'abbaye de Novalaise, au viii^e siècle, dans le diocèse de Maurienne ; c'est pourquoi les auteurs qui pensaient que le val de Suse n'avait point cessé d'appartenir au diocèse de Turin en faisaient un évêque de ce dernier diocèse.

dont le siège est ignoré¹ et, en 845, il avait pour abbé Joseph, l'évêque d'Ivrée².

La liste des archevêques d'Embrun au ix^e siècle est trop incomplète pour permettre de déterminer le nom de l'archevêque-abbé du diplôme de Louis le Pieux, texte dont la date précise n'a point d'ailleurs été conservée. D'autre part, les chartes de Novalaise rédigées à l'époque carolingienne sont trop rares pour qu'il soit possible de suivre les destinées de la *vallis Rigomagensis* ou *Reumagensis*, dont les documents cessent d'ailleurs de parler. Il ne me reste donc plus qu'à produire ma conjecture au sujet de l'emplacement de cette contrée.

III

Il est, dans la province des Alpes-Maritimes, peu de vallées, bien circonscrites par la nature, qui, à l'exemple de ces vallées des provinces voisines qu'on appelle la Maurienne, la Tarentaise, le val de Suze et le val d'Aoste, puisse avoir formé à l'époque franque un *pagus* ou *comitatus* et dont le nom ne soit alors connu d'une manière certaine. A notre avis, l'attention de l'érudit désireux d'établir l'identité du *pagus* ou de la *vallis Rigomagensis* peut seulement se porter avec quelque apparence de raison sur la vallée de Barcelonnette, qu'arrose l'Ubaye, affluent de la Durance³. Il n'est pas de vallée

¹ *Chronicon Novaliciense*, apud *Monumenta Germaniae historica*, Scriptores, t. VII, pp. 98 et 104). On compte généralement Witger au nombre des évêques de Maurienne (voir à ce propos, *Gallia Christiana*, t. XVI, c. 608) ; cependant cette opinion ne saurait être soutenue à l'aide d'un argument différent de celui qu'on a employé avec si peu de succès, à notre avis, pour attribuer la même qualité à Walchin.

² « Quia vir venerabilis Joseph, Eporediensis ecclesiae episcopus et « abbas monasterii SS. apostolorum Petri et Andrae nuncupato Novalitio » (diplôme de l'empereur Lothaire, apud *Monumenta historiae patriae*, Chartae, t. 1, p. 42). Cf. *Chronicon Novaliciense*, apud *Monumenta Germaniae historica*, t. VII, p. 108.

³ Cette hypothèse n'est pas en désaccord avec le texte du testament d'Abbon, de l'étude attentive duquel il résulte certainement que la *vallis* ou *pagus Rigomagensis* était voisin de l'Embrunais (*pagus Ebrudunensis*).

plus complètement isolée par la nature des pays voisins ; elle ne communique avec l'Embrunais que par le confluent de l'Ubaye, de sorte que là encore, une barrière naturelle, la Durance, la clôt vers l'ouest.

La vallée de Barcelonnette dépendait encore, avant la Révolution, du diocèse archiépiscopal d'Embrun ; mais, séparée de la partie principale de cette circonscription par le massif montagneux qui, vers le nord, forme aujourd'hui la limite commune du département des Basses-Alpes et de celui des Hautes-Alpes, elle cessa de bonne heure de suivre, au point de vue féodal et politique, les destinées de l'Embrunais. Comprise dans les états du comte de Provence, tandis que le pays d'Embrun était rattaché en 1202 aux possessions du dauphin de Viennois, elle passa en 1388 au pouvoir du comte de Savoie, et c'est seulement en 1713, par le traité d'Utrecht, qu'elle fut cédée à la France en échange de la partie du Dauphiné située au delà des Alpes.

On ne trouve aucun vestige du nom de *Rigomagus* dans la vallée de Barcelonnette, dont le chef-lieu actuel, ville neuve fondée en 1231 par Raymond-Bérenger IV, comte de Provence, fut originellement appelé Barcelone en l'honneur de la maison féodale dont ce prince était issu¹. Selon toute apparence, une localité d'une certaine importance s'élevait à l'époque romaine non loin de l'emplacement de la ville actuelle, sinon sur son emplacement même : c'est du moins ce qu'indiquent deux inscriptions

¹ Bouche. *La chorographie et l'histoire de la Provence*, tome I^{er}, p. 226. Avant de prendre le nom de vallée de Barcelonnette, ce territoire avait porté le nom de « val des Monts », que l'abbé Guillaume (*Recherches historiques sur les Hautes-Alpes*) identifie avec la *vallis Occensis* ou *Moccensis* du testament d'Abbon ; nous ferons remarquer que l'opinion de l'archiviste du département des Hautes-Alpes — impossible à admettre, par des raisons phonétiques, lors même qu'on adopterait l'adjectif *Moccensis* — ne peut même pas être proposée sous la forme dubitative si l'on pense, comme cela paraît certain (voir plus haut, p. 307, note 1) qu'il faut lire *Occensis*. Peut-être le nom *vallis Occensis* s'appliquerait-il plutôt au val d'Oulx, une des subdivisions du *pagus Segusinus* ou val de Suse.

trouvées près de Barcelonnette. L'une d'elle est relative à un monument funéraire élevé par C. Leuconius Velox, décurion et duumvir de sa cité, à son épouse Cominia Paterna et à sa fille Leuconia Alpina ; en voici le texte, tel que Bouche le rapporte d'après Soléry ¹ :

V · F ·

C · LEVCONIVS · QUIR · VELOX ·
 DEC · IVIR · COMINIAE · PATER
 NAE · UXORI · LEVCONIAE · ALPINAE ·
 FILIAE · MEAE · FIAE · D · M ·

L'autre inscription appartient à une sépulture élevée par plusieurs membres de la gens Claudia ².

Nous n'irons point jusqu'à prétendre, avec l'abbé Féraud ³, que les qualités de décurion et de duumvir, prises par Leuconius, prouvent que la localité romaine qui a fourni ces deux monuments était chef-lieu d'une cité ou d'un municipe ; nous estimons toutefois que, si l'on admet l'identité de la *vallis Rigomagensis* avec la vallée de Barcelonnette, l'emplacement de *Rigomagus* semble nécessairement devoir être reconnu dans la localité de cette vallée où l'on a trouvé quelques débris de l'époque romaine. »

AUGUSTE LONGNON.

¹ Bouche, *La chorographie et l'histoire de la Provence*, t. 1^{er}, p. 266.

² Bouche, *loc. cit.*

³ Féraud, *Histoire, géographie et statistique du département des Basses-Alpes*, p. 386.

BRIANÇON

ADMINISTRE PAR SES CONSULS

L'HÔPITAL (SUITE¹)

« Louis, par la grâce de Dieu, etc. Ayant été informé que, dans notre ville de Briançon il y a un hôpital, établi sous le titre et vocable des saints Roch et Charles, depuis plus de trois siècles, duquel les titres ne subsistent plus, soit qu'ils aient été perdus dans les différentes révolutions arrivées dans notre province de Dauphiné, ou qu'ils aient péri lors des grands incendies de ladite ville de Briançon, arrivés, le premier au mois de décembre 1624, et le deuxième au mois de janvier 1692; que cet hôpital a toujours été regardé comme un hôpital général, par les soins qu'on y a pris, tant des mendiants, des pauvres malades, des honteux, valides et nécessiteux, des passants, des orphelins, que des enfants trouvés; que le feu roi Louis XIII, de glorieuse mémoire, notre très-honoré seigneur et trisaïeul, lui aurait donné des lettres de confirmation, lors de son passage à Briançon, le 20 avril 1629 en revenant de Suze, lesquelles ont péri aussi, de même que la maison dudit hôpital, et tous les meubles et denrées dont elle était pourvue, lors de l'incendie du 26 janvier 1692; que les bienfaits que les fidèles emploient utilement à la nouvelle construction de ladite maison ont encore fourni, depuis plusieurs années, aux administrateurs dudit hôpital les moyens de secourir tous les nécessiteux du Briançonnois; que ces bienfaits augmenteraient considérablement, si nous avions la bonté de donner de nouvelles lettres de confirmation audit hôpital, et que la ville et communauté dudit Briançon, pour se conformer à nos pieuses intentions, expliquées dans la déclaration du 21 août 1662, a donné ses soins pour établir, dans cet hôpital, la bonne discipline et y faire observer les règle-

¹ Voy. *Bulletin* de 1886, p. 102-114, 183-192, 345-355, 474-486. *Bulletin* de 1887, p. 41-57, 114-132, 195-209.

ments qui avaient été faits, lors de son établissement, à l'effet de quoi il a été procédé annuellement, dans l'hôtel-de-ville, à une élection en forme de six directeurs qui composeraient, conjointement avec les quatre administrateurs nés ¹ le bureau de l'hôpital et l'administreraient suivant les règlements que la tradition de leurs pères leur avait appris avoir été faits, lors de l'établissement dudit hôpital, et qui ont été suivis jusqu'à présent. Nous avons jugé, par le rapport qui nous a été fait de l'état présent de cet hôpital, qu'il était nécessaire d'y faire les nouveaux règlements qui nous ont été proposés par le sieur archevêque d'Embrun, dans la visite pastorale par lui faite dans la paroisse de Briançon au mois de septembre 1741 ; et afin qu'ils puissent être plus exactement observés et que les administrateurs aient une autorité suffisante pour cela, il nous fait très humblement supplier de vouloir bien lui accorder nos lettres de confirmation, en tant que besoin est ou serait, et les mêmes qui ont été accordées par les rois, nos prédécesseurs, aux autres semblables hôpitaux de notre royaume.

« A ces causes, après avoir vu le consentement de e amé et féal conseiller, le sieur Fouquet, archevêque d'Embrun, celui des habitants de ladite ville et communauté de Briançon, par leur délibération du 23 février 1744, etc. ... avons, autant que besoin est ou serait, confirmé et confirmons, par les présentes, signées de notre main, l'établissement de l'hôpital dans notre ville de Briançon, et, en conséquence, nous avons dit et statué, voulons et ordonnons ce qui suit, etc. »

Ces lettres de confirmation données à Gand, au mois d'août 1745, contiennent un nouveau règlement, en trente trois articles ². Le roi déclare qu'il veut que cet établissement dont il sera le *protecteur et le conservateur* porte le nom d'*hôpital général*, « sans détruire la dédicace

¹ Les administrateurs nés étaient le vibailli, le procureur du roi, le premier consul et le curé.

² Archives de l'hôpital.

qui en a été faite aux Saints Roch et Charles » ; que ce titre soit inscrit sur la porte principale, avec l'écusson royal ¹. Il veut aussi que cet hôpital soit indépendant et échappe à la juridiction de son grand aumônier et de tous es officiers royaux.

En 1783, ensuite de l'ordonnance du Roi de 1768, qui avait supprimé les couvents ne contenant pas au moins seize religieux, les Récollets de Briançon qui n'étaient que trois ou quatre, furent obligés de quitter leur maison, et d'entrer dans celle des Récollets de Grenoble. Leur couvent et leur jardin furent donnés à l'hôpital qui se soumit à payer annuellement la somme de 420 livres au supérieur du couvent de Grenoble.

Par acte du 19 octobre 1784, les administrateurs de l'hôpital cédèrent au Roi, moyennant la rente annuelle de 600 livres, les bâtiments des Récollets qui furent destinés à servir de magasins pour les vivres de la garnison. L'hôpital, après avoir prélevé les 420 livres dues aux Récollets, ne retirait ainsi de ces bâtiments que le modique revenu de 180 livres, ce qui augmentait bien peu ses ressources. Les administrateurs étaient toujours dans la plus grande gêne, et trouvaient difficilement les moyens de pourvoir aux besoins journaliers de leurs pauvres. En 1786, ils obtinrent du Roi la balustrade en fer qui séparait le sanctuaire de la nef de l'église des Récollets et la firent placer dans la chapelle de l'hôpital où on la voit encore aujourd'hui.

Dans une requête présentée le 12 janvier 1790 à l'Intendant, ils se plaignent de ce que la rente de 480 livres provenant du capital placé sur le clergé de France, n'a pas été payée depuis le 1^{er} avril 1789 ; de ce que la rente annuelle de 600 livres pour la maison des Récollets, n'a pas été payée l'année précédente, et enfin ils lui font remarquer que le 1^{er} étage de l'hôpital qu'ils louent aux

¹ Le 6 février 1748, les consuls payèrent au R. P. Fourrat, dominicain, pour l'écusson royal, en marbre blanc, qu'il avait fait faire à Marseille, 59 livres 18 sols.

officiers de la place est souvent vacant. Cette requête se terminait par la demande suivante : « le Roi a dans ses magasins, en cette place, de vieilles grilles de fer qui servaient autrefois à la garnison, pour brûler du charbon de terre ; ces grilles, depuis trente ans, ne sont d'aucune utilité, puisque depuis cette époque la garnison brûle du bois ¹. Les suppliants seraient reconnaissants envers Mgr l'Intendant, s'il voulait bien ordonner au garde magasin de leur délivrer ces grilles pour être vendues au profit des pauvres de l'hôpital. »

En 1791, les revenus de l'hôpital étaient d'environ 1600 livres, sans compter les treize setiers de blé que la Communauté donnait en nature, pour la 24^e des pauvres. Une grande partie de ces revenus était le produit d'une rente sur le clergé et des prix de ferme des biens fonds de l'établissement. Mais peu de temps après, les décrets de l'Assemblée nationale lui enlevèrent ses rentes sur le clergé et supprimèrent la 24^e des pauvres. Enfin le 24 messidor, an II, le district de Briançon, pour se conformer aux lois nouvelles, fit vendre les dix setérées de terre que l'hôpital possédait et qui lui produisaient une rente annuelle de 289 livres. Elles furent adjugées pour 21,460 livres en assignats, valant environ 2,400 livres en argent. L'hôpital fut ainsi réduit à n'avoir pour tout revenu que le loyer de la partie de ses bâtiments qui n'était pas occupée par les pauvres et les malades. Jamais il n'avait été réduit à une si grande détresse. En l'an XIII, ses dettes se montaient à 3,839 livres.

Au mois de février 1792, les administrateurs, répondant aux demandes du comité des secours publics, indiquaient comme moyens à employer pour améliorer la triste position où ils se trouvaient :

1^o La réunion à l'hôpital de tous les revenus des communautés du district, affectés au soulagement des

¹ On voit que des essais de chauffage par l'anthracite du Briançonnais avaient été faits et qu'on y avait renoncé. On fut obligé d'y revenir plus tard, pour ménager nos forêts, et aujourd'hui on continue ce mode de chauffage.

pauvres ; 2° la réunion des biens des confréries, érigées dans les paroisses, en supposant que ces biens fussent déclarés appartenir à la Nation ; 3° la réunion du couvent des Cordeliers, « avantageux par sa position près de l'hôpital, sa fontaine, son jardin, sa cour spacieuse ; l'église pourrait servir à faire des salles et on pourrait alors séparer les hommes d'avec les femmes, *ce qu'on ne peut faire actuellement par défaut de local.* »

Pour dédommager l'hôpital, dans une certaine mesure, de la perte des biens qu'on lui avait enlevés, on lui donna : en l'an II, une modique somme en assignats ; en l'an V, le couvent des Ursulines dont il ne retira aucun revenu, pendant plusieurs années, et qui, de l'an IX à l'an XII, lui produisit une rente annuelle de soixante et douze francs ; enfin, en l'an VI, sur les douze mille francs que le ministre avait accordés pour être répartis entre les quatre hospices du département, l'administration départementale lui fit la maigre part de douze cents francs. Le chef-lieu, comme à l'ordinaire, se fit la part du lion.

En germinal, an X, il était dû à l'hôpital, pour rentes arriérées de la maison des Récollets, trois mille cent cinquante francs. Ce fut alors que les administrateurs s'adressèrent au ministre pour lui exposer leurs besoins, et demander des secours, disant que leur établissement avait été « réduit par la Révolution à n'avoir pas de quoi substanter les pauvres, pendant six mois. » Le ministre leur envoya six mille six cent vingt-huit francs qui furent complètement absorbés pour éteindre les dettes contractées les années précédentes.

Dans le courant de la même année, le gouvernement français avait transféré les rentes de l'hôpital de St-Jean-de Maurienne à celui de Briançon. Le capital de ces rentes était de 3,323 fr. 41 centimes. Mais en l'an XI, les administrateurs se plaignaient au Préfet de ce que leur maison n'avait pu encore tirer parti de ces transferts. On trouve cependant dans les comptes qu'ils en avaient retiré 144 francs, en 1805, et 100 fr. 43 centimes en 1807.

Un legs de 500 livres avait été fait à l'hôpital par Made-

leine Castello, femme Loiseau, en 1768, par testament mystique, déposé dans les minutes de Laurent Chaix, notaire au Villard-St-Pancrace, le 16 septembre 1774, et ouvert au greffe du Bailliage par le Vibailly, le 24 mai 1784. Ce ne fut que le 10 nivose an XI, que les administrateurs reçurent l'autorisation d'accepter et d'exiger le montant de ce legs.

En l'an VII, l'hôpital de Briançon eut la gloire de servir d'asile, pendant deux mois, au vénérable Pie VI, prisonnier du directoire. Dépouillé de son pouvoir temporel, ce saint pontife fut enlevé du Vatican, pendant la nuit, en février 1798, et conduit dans un couvent de la Toscane. L'année suivante, on le conduisit, malgré ses quatre-vingt-deux ans et sa mauvaise santé, à travers les Apennins et les Alpes, jusqu'à Briançon où il arriva le 11 floréal (30 avril) après un voyage de trente-quatre jours, durant lesquels on le crut plusieurs fois sur le point de succomber au froid et à la fatigue. Voici ce que l'économe de l'hôpital, Pierre Faure, a consigné à ce sujet, sur les registres de l'établissement : « Notre St-Père le Pape, Pie VI, est arrivé le 11 floréal, an VII, correspondant au 30 avril 1799, à Briançon, où il a été conduit par ordre du gouvernement et logé, avec la plus grande partie de sa suite, dans la maison appartenant à l'hospice civil de cette commune, comme la plus apparente et la plus commode de la ville. Les administrateurs y ont fait tous les embellissements et procuré toutes les commodités en leur pouvoir ¹. N. S. P. le Pape est reparti le 28 juin (le 27) 1799, pour se rendre à Valence. »

L'hôpital reçut de Pie VI, en deux fois, une indemnité de douze cent livres.

¹ Ces « embellissements et ces commodités » nous prouvent qu'on a induit en erreur Mlle de Francieu, quand on lui a dit que dans le logement du S. P. « aucune vitre n'avait été placée dans les châssis de bois, et qu'ils étaient garnis d'une grossière toile que le froid traversait facilement, tandis que la lumière du jour ne la pénétrait qu'à demi » (Pie VI dans les prisons du Dauphiné). Dans la note des dépenses, faites pour ce logement, que lui a fournie M. l'abbé Gaillaud, on lit : « Payé à Aubert, pour vitres ». D'ailleurs le commandant d'armes, qui habitait cet appartement, l'aurait-il accepté sans vitres ?

Un vieillard de quatre-vingt-cinq ans, nommé Silvestre, nous racontait, quelques années avant sa mort, qu'à cette époque Briançon était sans garnison et que le service de la place était confié à la garde nationale dont il faisait partie. Deux factionnaires gardaient le Saint Père : l'un était à la porte de l'hôpital, et l'autre à la porte de son appartement. Ce vieillard se souvenait, avec plaisir, d'avoir monté la garde à la porte de l'appartement, et d'avoir vu souvent les habitants de la ville et ceux des campagnes stationner dans la rue pour recevoir la bénédiction pontificale.

Un arrêté des Consuls de la République du 16 frimaire, an XI, supprima plusieurs hôpitaux militaires et les réunit aux hospices civils. Par suite de cette mesure générale, l'hôpital militaire de Briançon, installé dans l'ancien couvent des Cordeliers, fut supprimé et l'hospice civil chargé du traitement des militaires. Comme le bâtiment de l'hospice civil était tout-à-fait insuffisant, le gouvernement fit aux administrateurs concession provisoire de l'ancien couvent des Cordeliers, à charge d'y soigner les militaires malades, moyennant un prix de journée que leur payerait l'administration de la guerre ¹.

Le couvent des Ursulines cédé provisoirement à l'hôpital, en l'an V, par l'administration départementale, lui fut définitivement abandonné par une loi du 8 ventose an XII. Cette maison, estimée 6,000 francs et qui ne produisait, comme nous l'avons dit, qu'un revenu de soixante et douze francs par an, fut désignée, en l'an XII, pour servir à l'établissement de l'École secondaire ou collège. Mais, en attendant que les réparations nécessaires pour l'appro-

¹ En 1801, les Briançonnais, informés que leurs voisins d'Embrun « renouvelaient, avec plus d'activité que jamais, les efforts qu'ils avaient déjà plusieurs fois tentés pour faire transférer dans leurs murs l'hôpital militaire, établi à Briançon, » adressèrent au ministre de la guerre un mémoire dans lequel ils exposaient que l'intérêt de l'État et celui de l'Armée exigeaient la conservation de l'hôpital à Briançon. Ce mémoire, dont nous avons une copie, fut fortement appuyé par le sous-préfet de Briançon, Chaix, et par le préfet Ladoucette.

er à cette nouvelle destination fussent faites, le colonel, par un arrêté du sous-préfet, fut installé dans la maison de l'hôpital civil. Les administrateurs furent donc obligés de donner congé au commandant d'armes et d'évacuer leurs pauvres et leurs malades dans la partie du couvent des Cordeliers servant provisoirement d'hôpital militaire. En même temps, ils s'adressèrent au préfet pour lui exposer de nouveau « que la maison des ci-devant Cordeliers, attenante à l'hôpital militaire, est un bien national non vendu ; que cette maison, qui servait d'habitation aux religieux, n'avait jamais été comprise dans la partie de l'édifice concédé pour l'hôpital militaire ; en conséquence, ils le prient de la faire adjuger à l'hospice, en remplacement pour autant des biens aliénés et de la maison des Ursulines qui vient de lui être enlevée pour y établir l'École secondaire ». Quelques mois après, le 27 messidor, an XII, ils reviennent à la charge pour demander la maison et le jardin des Cordeliers. Leurs besoins étaient de plus en plus pressants ; les dépenses de cette année s'élevaient à 6,195 francs et les recettes n'étaient que de 2,821 francs. Leurs demandes réitérées ne furent point écoutées ; le jardin fut vendu et l'église, livrée à l'administration de la guerre, qui en fit un magasin d'artillerie.

En l'an XII, sur la proposition du préfet Ladoucette, le ministre de l'intérieur accorda encore à l'hôpital de Briançon un faible dédommagement pour ses rentes et ses biens aliénés. Il lui fit don d'un pré, situé à Jarjayes, provenant de la vente des biens de dame Catherine Martin de Champoléon qui avait émigré. Ce pré, estimé 2,000 francs, rendait vingt-sept francs par an ; il fut vendu par les administrateurs, en 1861, pour le prix de 773 francs.

En 1808, les revenus de l'hospice n'étaient que de 700 francs qui, joints à la somme de 800 francs que le préfet accordait, dans les budgets annuels, sur le produit de l'octroi, formaient sa seule et unique ressource.

Depuis que l'hôpital civil s'était chargé du soin des militaires malades, la position des administrateurs était devenue intolérable. Le service était organisé pour deux ou trois cents malades et, pendant plusieurs années, la ville se trouvant sans garnison, les malades nécessairement firent défaut. Il y avait néanmoins un nombreux personnel à payer, un matériel considérable à entretenir. D'autre part, le paiement du prix des journées subissait de très longs retards de la part de l'administration de la guerre qui, en 1811, restait à devoir à l'hôpital 29,300 francs.

De 1811 à 1814, il y eut au fort des Têtes un dépôt de trois ou quatre mille prisonniers anglais. Le nombre des malades devint alors considérable, mais l'argent manquait et les fournisseurs refusaient de livrer leurs denrées. Aussi les administrateurs ne cessaient de réclamer au préfet, aux commissaires des guerres, au ministre, pour qu'on leur payât l'arriéré. C'est dans ces circonstances critiques que le trésorier Pierre Faure faisait des avances et usait de son crédit personnel auprès des fournisseurs pour continuer à faire marcher le service.

En 1813, le typhus se déclara avec violence parmi les prisonniers anglais. L'hôpital regorgeait de malades, et on fut obligé d'évacuer les typhiques à Ste-Catherine, sous Briançon, dans l'ancien couvent des dominicains. En moins de trois mois, deux cents individus furent victimes du fléau.

Le 30 mai 1816, les choses se passaient bien autrement. Il n'y avait que quatre malades à l'hôpital, et la commission administrative déclarait qu'elle ne pourrait continuer le service ; elle suppliait le ministre de le faire reprendre par l'administration militaire.

C'est en 1813 que les administrateurs sentirent la nécessité d'avoir des religieuses pour soigner les malades de l'hôpital civil et militaire. Ils s'adressèrent à la supérieure générale des dames Trinitaires, à Valence, madame Dubost, qui, par lettre du ministre des cultes, du 23 juillet, fut autorisée à envoyer à Briançon trois

sœurs hospitalières. Le 21 septembre, les administrateurs pressaient l'envoi de ces sœurs, dont la présence était d'autant plus nécessaire, que la mort venait de leur enlever le trésorier, Pierre Faure, qui remplissait ces fonctions depuis 1799, avec un zèle et un dévouement à toute épreuve. Depuis cette époque, l'hôpital de Briançon a toujours eu des religieuses Trinitaires, pour le service des pauvres et des malades. Quelques années après (15 octobre 1816), il en eut aussi pour tenir une école d'externes et un pensionnat qui, aujourd'hui encore, continuent à rendre les plus grands services, et attirent un grand nombre de jeunes filles de l'arrondissement et des vallées limitrophes du Piémont.

En 1821, les travaux qui devaient rendre le bâtiment des Ursulines propre à recevoir l'École secondaire, n'étaient pas commencés. Ce bâtiment non-seulement ne rendait rien, mais encore il se détériorait tous les jours, au point de menacer ruine. La commission de l'hôpital déclara alors qu'il « convenait d'aliéner la moitié occidentale de cet ancien couvent, pour le produit être employé à réparer la partie orientale et que l'excédant de la dépense, s'il y en avait un, serait pris sur le legs de 3,000 francs que dame Marie Ollagnier, veuve Motte, venait de faire à l'hôpital ». Cette dame Motte, décédée le 14 mars 1821, avait, en outre, légué à l'hôpital son linge et son mobilier.

Une ordonnance royale du 31 octobre 1821 autorisa cette vente, et le 30 mars 1822, le ministre de la guerre donna pouvoir au directeur des fortifications de faire l'acquisition de la partie occidentale, au prix de 6,000 francs. C'est cette partie qui est aujourd'hui le pavillon du génie.

En 1824, l'hôpital vendit le rez-de-chaussée de la partie orientale à la commune, pour y construire une grande salle avec dépendances, destinée aux *réunions des fêtes civiles*¹. Il lui vendit plus tard le bâtiment qu'il avait

¹ Cette salle a été employée à cet usage jusqu'à ces dernières années, où l'on a jugé plus utile d'y installer l'école primaire.

fait élever sur cette salle, et qui devait servir de sous-préfecture, mais qui, ne présentant pas les conditions voulues, pour cet usage, devint le collège.

Le 3 mai 1824, les pauvres et les malades furent transférés de la maison des Cordeliers, qui menaçait ruine, dans celle des Récollets. Le génie militaire allait commencer les travaux de construction de l'hôpital militaire sur les terrains de l'ancien convent et du jardin des Cordeliers ; cet hôpital, terminé en 1830, fut ouvert le 1^{er} juin 1831. La commission de l'hôpital civil, déchargée du service, céda à l'administration militaire des effets mobiliers d'une valeur de 6,287 fr. 81 centimes.

Les pauvres et les malades civils quittèrent aussi la maison des Récollets pour rentrer dans leur ancienne demeure qui, depuis 1804, était louée à la commune pour servir de collège. Le 1^{er} étage de l'établissement, occupé si souvent par le commandant d'armes, et une partie du rez-de-chaussée devinrent la sous-préfecture. On logea aux Récollets soixante artilleurs et on y installa les ateliers des ouvriers armuriers, tailleurs et cordonniers de la garnison.

Dès le mois d'août 1822, le conseil municipal avait demandé un second vicaire pour la paroisse ; il devait être chargé du service de l'hôpital et de celui des hameaux de la commune ; depuis plusieurs années, l'aumônier de l'hôpital civil et militaire était M. Arduin, ancien curé, qui ne pouvait continuer ses fonctions, à cause de son grand âge.

L'hôpital, durant les dernières années qu'il fut chargé du service des salles militaires, put réaliser quelques bénéfices qui lui permirent d'acheter pour plus de quatre mille francs de rentes sur l'État et d'acquérir, en 1841, au prix de trois mille six cents francs, un jardin provenant de la licitation des biens d'Ollagnier, dit Milord. Ce jardin, situé hors de la ville, près de la porte d'Embrun, servait de pépinière depuis plusieurs années.

Aujourd'hui, l'hôpital, quoique considérablement agrandi par l'adjonction d'une maison contiguë, donnée

par M^{me} Joséphine Audier, née Faure, est occupé exclusivement par les pauvres, les malades et les pensionnaires des religieuses Trinitaires, qui tous se trouvent ainsi dans des conditions hygiéniques excellentes. La sous-préfecture, transférée d'abord dans une maison particulière, a été installée, dans ces dernières années, hors des murs, au grand détriment de la population.

L'hôpital possède une maison dans la grande rue, léguée par un Briançonnais, M. Frédéric Alliey, mort juge du tribunal de Privas, le 13 juin 1856. Ce magistrat a légué aussi à l'établissement, une somme de six mille francs dont les revenus doivent servir à loger, nourrir et entretenir, à perpétuité, un vieillard de l'arrondissement, désigné par le Président du tribunal, le Curé et le Maire de la ville. Il possède encore une autre maison, donnée et reconstruite par MM. Chancel frères ; elle sert de salle d'asile et de logement pour le principal du collège.

En résumé, l'hôpital de Briançon se trouve actuellement dans un état relativement prospère, grâce aux dons de divers bienfaiteurs et au zèle de sa commission administrative, si puissamment secondée par les pieuses dames de la Sainte-Trinité. Sa position sur la frontière, le rend aussi utile aux étrangers qu'aux habitants de l'arrondissement qui, par un amour-propre excessif, ont généralement une horreur invincible pour l'hôpital.

Cette maison hospitalière, comme nous venons de le voir, ne s'est soutenue que par les soins persévérants des consuls et des administrateurs, dont le dévouement et le zèle ne se démentirent jamais. Deux fois, ils virent leur établissement dévoré par les flammes ; deux fois aussi ils s'imposèrent les plus lourdes charges pour le relever. Nous les avons toujours vus lutter, avec énergie, contre les difficultés ; plus leurs embarras étaient grands et plus ils redoublaient d'efforts. Ils n'épargnèrent ni leur temps ni leurs peines pour triompher des obstacles qui venaient entraver l'exercice de leur charité envers les malheureux. Nous ne devons regretter qu'une chose dans leur admi-

nistration, c'est que, pour se procurer des revenus, ils aient été obligés, pendant si longtemps, de louer la meilleure partie de leur maison et de n'en conserver pour les pauvres, qu'une portion si exigüe, qu'en 1792, comme nous l'avons vu, « *le défaut de local* » ne leur permettait pas encore d'avoir des salles séparées pour les hommes et pour les femmes. On peut juger, par là, dans quelles conditions déplorables devait se trouver la population de cet hôpital-hospice, sous le rapport de l'hygiène. Aujourd'hui cet hôpital se trouve, heureusement, dans des conditions hygiéniques bien meilleures ; toutefois, il aurait besoin d'une cour plus vaste et plus accessible aux rayons du soleil.

D^r CHABRAND.

(*A suivre.*)

LES FORÊTS DE LA COMMUNAUTÉ DE VARS EN 1727-1732

L'étude sur *Les forêts des Hautes-Alpes en 1727-28 et la question des déboisements d'après des documents officiels inédits*, publiée naguère dans le *Bulletin* (ci-dessus, pp. 81-114), m'a amené à conclure « que le déboisement des montagnes N'EST PAS UNIQUEMENT le fait des habitants » (p. 83).

En soutenant historiquement cette thèse je crois être dans le vrai, et j'ai même la prétention de « faire acte de bon citoyen »¹.

D'ailleurs, je n'ai jamais écrit que « *les populations des Alpes... sont absolument innocentes de la situation actuelle, que l'État seul est coupable* », etc. — On me fait dire ce que je n'ai pas dit.

¹ Malgré les affirmations contraires de l'auteur de la brochure intitulée : *Les causes du déboisement des montagnes*, etc. Gap, 1887, p. 3.

Parmi les causes de déboisement, j'ai signalé les ravages commis par « *les ennemis de l'État*, » en 1692, les nécessités de la défense nationale, l'entretien des ponts, les incendies, les besoins impérieux des habitants, — sans exclure une infinité d'autres causes, dont les documents analysés nous parlent fréquemment : avalanches, pâturage des troupeaux, défrichements, etc., ou dont ils ne nous parlent pas : éboulements de rochers, inondations, etc., etc.¹.

Dans l'étude citée, j'ai voulu simplement appeler l'attention sur les documents importants et inédits.

Afin de permettre à chacun de juger de la valeur de ces documents, j'en reproduis ci-après, et à titre d'exemple, trois qui se rapportent à la communauté de Vars, — une de celles qui sont aujourd'hui les plus éprouvées par « les dures et impérieuses exigences de la restaurations des terrains en montagne. »

Le lecteur, après avoir lu ces actes publics et officiels, verra si « nos ancêtres ont été imprévoyants », autant qu'on voudrait nous le faire accroire, et s'il convient de leur faire un crime d'un « *état de choses qu'ils ont créé*, » à ce qu'on dit.

Laissons parler les documents : leurs affirmations en valent bien d'autres.

P. G.

I

DÉCLARATIONS DES HABITANTS DE VARS

14 AOUT 1728

L'an 172[8] et le 14^e aoust, nous, Commissaires généraux nommez par lettres patentes du 14 novembre 1724, accompagnez du Procureur général du Roy et du Greffier

¹ Une des causes, par exemple, du déboisement de la commune des Crottes doit être attribuée aux « anciens seigneurs des Crottes, » qui, à ce que nous assure un mémoire en faveur de l'un d'entre eux, *avoient autrefois vendu le godron... qu'on y tiroit de leurs pins*. (*Mémoire pour M. de Ravel, seigneur des Crottes... contre M. l'abbé et le syndic de l'abbaye de Boscodon. Grenoble, 1754, in-f^o, p. 6*).

de la Commission [générale de la réformation des bois de la province de Dauphiné], et assistez de nos Expertz et Arpanteurs, nous sommes transportez, en exécution de nostre ordonnance du 18 may 1725, dans la communauté de *Vars*, où étant, sont comparus Jean Capharel, consul, et Jean David, principal habitant, lesquels nous ont dit comparoitre par-devant nous pour satisfaire à ladite ordonnance et nous répondre sur ce qu'il nous plaira les interroger. Ont requis et ont signé.

Signez : COUCOURDAN, BENOIT, consuls.

Sur quoy, nous, commissaires généraux susdits, ouy sur ce le Procureur du Roy, avons donné acte auxdits officiers de leur comparution, et, en conséquence, après avoir d'iceux pris et receu le serment de dire vérité, les avons interrogé, et ont répondu ainsi qu'il suit :

Que leur communauté est composée de cent-vingt-un habitants¹, Monseigneur l'archevesque d'Embrun, comme archevesque, seigneur juridictionnel ; — que tous leurs bois sont communs, et s'étendent sur deux montagnes, pendant prez de deux lieues, à l'aspect du Nord et du Midy ; — que le fond en est bon ; — qu'ils sont plantés en futaye de mélèzes, pins et sapins ; — qu'ils s'en servent pour leur bâtisse et chauffage qu'ils prennent en bois tortus et petites broussailles ; — qu'ils y mènent paistre leurs bestiaux ; — qu'ils les possèdent de temps immémoré et n'en payent de redevance à personne ; — qu'ils sont limités : au levant, par les rochers et bois de *Guillestre* ; du couchant, par la forêt de *Saluce* et rochers de *Cré[v]oux* ; du midy, par la vallée de *Saint-Paul de Barcelonnette*, et du nord, par les bois et terres de *Risoul* ; — qu'il n'est pas de leur connoissance que leurs bois ayant

¹ C'est-à-dire ménages ou familles. A Vars, les familles étaient et sont encore nombreuses. En admettant 5 personnes par famille, la population aurait été de 605 individus. Je pense qu'il faut au moins compter 6 personnes par famille, ce qui donnerait une population totale de 720 individus. En 1783, au témoignage de l'abbé Albert, la population était de 450 familles et de 750 personnes *Hist. du dioc. d'Embrun*, t. I, p. 155. En 1886, la population de Vars était de 772 personnes.

esté arpantés, mais qu'ils croient qu'ils peuvent bien contenir trois mille sesterées ; — qu'il leur appartient encore une montagne, en pâturages et prairies très considérables, où ils mènent paître leurs bestiaux, qui peut avoir une lieue de tour ; — que leurs bois ont esté fort dépeuplés par les courses des ennemis, en 1692, et par lescampement des troupes du Roy, en 1713;—qu'on y en a souvent pris pour le chauffage des troupes, et notamment en 1725, 1726, 1727 et 1728 ; pour les ponts de Sainte-Marie¹ et Saint-Clément, et pour les fortifications de Briançon, Mont-Dauphin et autres ouvrages royaux : en 1727, 800 pièces, dont 500 pour les bâtiments, par ordre de M. l'Intendant, et 200 pièces, en 1728, et cent bourneaux pour la conduite de la fontaine de Mont-Dauphin ; — que les cantons d'*Escrains*, les *Ayes* et les *T[r]onches* avoient été mis en réserve, du temps de la réformation faite par M. BOUCHU ; — qu'ils sont, à présent, en assez mauvais état ; — que les cantons les plus convenables à mettre en réserve sont : l'*Escrains*, les *Ayes* et les *T[r]onches*, et qu'il faut y ajouter : une forêt en pins, au dessus du hameau de *La Fortune* ; le canton de *Givodan* et celluy de *Leyrate* ; — qu'ils ont trois gardes pour la conservation de leurs bois ; — qu'il y a encore quelques habitants qui possèdent des chesvres ; — que leur communauté est éloignée de quatre lieues d'Embrun, sept de Briançon et une et demy de Mont-Dauphin et de la Durance. Autres choses n'ont dit.

Lecture faite auxdits officiers de leurs réponses, ont dit icelles contenir vérité, y persistent et ont signés :

Signé : COUCOURDAN, BENOIT, consuls.

(*Réformation générale des bois*, aux arch. des Hautes-Alpes, série C, 109, pp. 281-282).

¹ Dit aussi *Pont Rouge* ou *Pont de Saint-Guillaume*, sur le Guil, au-dessous de Mont-Dauphin.

² Connue aussi et plus généralement aujourd'hui sous le nom de *Sainte-Catherine*.

ORDONNANCE DES COMMISSAIRES

23 MAI 1729.

Les Commissaires de la Réformation des bois de la province du Dauphiné, nommés par lettres patentes du 14 novembre 1724.

Veu par nous, Commissaires généraux, l'ordonnance par nous rendue le 18 may 1725, portant que le 14 aoust 1728, nous nous transporterons dans la communauté de Vars, pour y procéder à la visite des bois, accompagnés du Procureur général du Roy ; notre procès-verbal de transport dud. jour, contenant les interrogations par nous faites aux officiers de lad^e communauté ; notre transport dans les bois, assistés desd. officiers ; led. procès verbal signé de nous et d'eux ; l'ordonnance, étant au bas, portant que les arpenteurs de la Commission se transporteront sur le territoire de lad^e communauté, à l'effet de faire le mesurage des deux montagnes de bois de futaye, mélèzes, pins et sapins, appartenants en commun aux habitants d'icelle, d'en séparer la quatrième partie, aux cantons de *Leyrette*, *les Ayes* et *les Tronches*, en y joignant aussy, pour réserve, le canton étant au-dessus de *La Fortune*, et ceux de *Givaudan* et de *Leyrate*, et du tout ils dresseront procès-verbal, plan et figures séparés, qu'ils rapporteront au greffe de la Commission pour être annexés à la minute de la procédure ; ouy, sur ce, le procureur du Roy, auquel le tout a été communiqué, et le rapport du sieur de BOISSIER, l'un de nous : tout considéré .

Nous, Commissaires généraux susd., en vertu du pouvoir à nous donné par Sa Majesté par lesd. lettres patentes, avons ordonné et ordonnons que l'ordonnance de 1669, édits, déclarations, arrêts et règlements du Conseil, ensemble les règlements particuliers de la Commission seront exécutés selon leur forme et, en conséquence, défendons à toutes personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, d'abattre ou faire abattre aucuns

bois dans les cantons d'*Escrains*, des *Hayes*, et des *Tronches*, de *Givaudan* et de *Leyrette*, [et celui] étant au-dessus de l'hameau de *la Fortune*, mis en réserve en conséquence de notre procès-verbal ; non seulement pour être conservés au profit de la Communauté, mais encore pour les fortifications de Briançon et Mont-Dauphin ; et, pour constater l'étendue desd. bois de réserve, qu'une expédition des plans, qui seront dressés par les arpenteurs de la Communauté pour y être enregistrée avec la présente. Défendons pareillement de couper aucun arbre dans les cantons qui n'ont point été mis en réserve, sans en avoir préalablement obtenu permission ; comme aussy aux propriétaires de futaye, s'il s'en trouve, d'en abattre ou faire abattre aucune, qu'à la forme, et sous les peines portées par lesd. ordonnances et règlements. Défendons, conformément à nosd. règlements, et sous les mêmes peines, de défricher, essarter et brûler aucun taillis ou broussailles, et de cultiver les anciens essarts non cadastrés, étants sur les lieux penchants et montueux. [Ordonnons] qu'encore, dans quinzaine, pour toute préfection et déloy, les Châtelain, Vice-Châtelain, Consuls et autres officiers de lad^e communauté, seront tenus de rapporter au greffe de la Commission un état, certifié d'eux, de ceux des habitants d'icelle qui ont essarté, défriché, brûlé, et de ceux qui ont conservé des chèvres, depuis notre règlement du 10 janvier 1725, pour être par nous statué sur led. état, ainsy qu'il appartiendra. Enjoignons aux habitans de lad^e commune d'établir et d'entretenir trois gardes pour la conservation de leurs bois communs, comme par le passé ; lesquels ils feront assermenter au greffe de lad^e Commission, et, faute par eux d'y avoir pourvu en dedans le mois du jour de la publication de la présente, ordonnons au Châtelain d'y pourvoir et de taxer d'office les salaires desd. gardes ; lesquels seront payés par lad^e communauté. Enjoignons auxd. officiers de tenir la main à l'exécution de la présente, qui sera lue et publiée pendant les trois dimanches consécutifs qui suivront immédiatement la reception, à l'issu de la messe

paroissiale ; d'en certifier dans le mois la réception et publication, et, dans trois mois, l'exécution, au greffe de la Commission, sous peine de mille livres d'amende ; de dresser ou faire dresser des procès-verbaux contre les contrevenants, sous peine d'en répondre en leurs propres et privés noms.

Fait et arrêté au Bureau de la Réformation générale, tenu à Grenoble le 23 may 1729.

Signé : BOISSIER, BELMONT, SEROUX D'AGINCOURT,
MARTIN.

(*Au-dessous :*) L'an 1732 et le 2^e jour de septembre, l'ordonnance ci-dessus, fut signifiée à Jacques Tholozan, conseiller de la communauté de Vars, par Joseph Givaudan, huissier-sergent royal.

(*Réformation...., etc., pp. 283-284*).

III.

PROCÈS-VERBAL DE L'ARPENTEUR COLISIEUX AU SUJET DES BOIS DE VARS

24 SEPTEMBRE 1729.

L'an 1729, et le 24^e jour du mois de septembre, le sous-signé arpenteur, expert général en la Réformation des bois de la province de Dauphiné, raporte à vous, nosseigneurs les Commissaires généraux députés par Sa Majesté pour lad^e Réformation, qu'en exécution de votre ordonnance, mise au bas des déclarations de la communauté de Vars, je me suis transporté dans les bois communs de lad^e communauté, nommés : *les Tronches, Serre-Méant, tous Escondus, la Morée, le Clos de la Garnière, le Bois-sel, les Ayes, Leyrette, les Estinettes, la Résinière, Bois Noir, les Escraïns, les Soréors, la Rima, Givaudan, le Travers, et la Pinée* ; desquels bois j'en ay fait la mensuration et levé les plans, assisté des officiers du lieu et des indicateurs fournis par ladite communauté.

Le bois des *Tronches, Serre Méant, les Escondus, la*

Morée et le *Clos de la Garnière* est confiné : au levant par des prés propres et le ruisseau de *Chagne* ; au couchant des prés propres et pâturages ; au nord des pâturages ; au midy par le béal de *Rioutour*. — Le bois de *La Tronchie* en réserve est séparé des autres : au midy par le béal de *Sournels* (?). Les bois sont mélèzes en futaye de belle venue, plantés clair sur prés propres. L'aspect est au levant. La contenance est de 107 arpens 58 perches. — Les bois de *Serre-Méan*, *lous Escondus*, *La Morée* et le *Clos de la Garnière* sont mélezes et *éoves*¹ de médiocre venue, plantés clair, sur prés propres et pâturages, contenant 265 arpens 20 perches. L'aspect est au levant.

Le bois en réserve de *Boisset* est confiné en tous ses côtés par des prés et pâturages propres. Les bois sont mélèzes, en jeunes futays de belle venue. L'aspect est au levant. La contenance est de trois arpens 41 perches.

Le bois des *Ayes*, *Leyrette*, *les Estinettes*, *la Rezinière* et *Bois Noir*, est confiné : au levant par le vallon de *Bertinnes* et des pâturages ; au couchant des varages, ravines et prés propres ; au nord, la combe de *la Rezinière* et des terres propres ; au midy, des prés et pâturages. Les bois sont mélèzes en recrues et jeunes futays de belle et médiocre venue. L'aspect est au levant, couchant, nord et midy. La contenance est de 641 arpens 98 perches. Ces bois sont en réserve. Il y a plusieurs places de pleine. Il est essentiel de défendre le pâturage et la coupe de l'herbe pendant dix ans pour laisser garnir le bois.

Le bois des *Escrains*, les *Soréos*, la *Rimas*, est confiné : au levant, par le ruisseau de la Ribe ; au couchant, des roches ; au nord, les bois communs de Guillestre ; au midy des roches. Les bois, aux cantons des *Escrains* et les *Soréos*, sont sapins et mélèzes, en futaye et recrue de médiocre venue, plantés clair en plusieurs places, parmi des roches et rocailles. L'aspect est au levant et nord. La contenance est de 684 arpens 29 perches. — Le bois en réserve de *la Rimas* est séparé : au levant, par le soim-

¹ Nom vulgaire du pin cembro.

met ; au couchant, le ruisseau de Chagne ; au nord l'arrette de la *Rimas* et des verages ; au midy, des verages. Les bois sont pins en futaye et recrues. L'aspect est au couchant. La contenance est de 173 arpens 60 perches.

Le bois de *Givaudan* et le *Travers* est confiné : au levant, par le ruisseau de *Chagne* et terres propres ; au couchant, des pâturages ; au nord, la communauté de Guillestre ; au midy les ravins de *Rebrun* et terres propres. Les bois, au canton de *Travers*, sont mélèzes, plantés clair, sur prés et pâturages, et, au canton de *Givoudan*, sont bois pins et mélèzes, croissants en lieux rapides. Le terrain est partié en ravines. L'aspect est au levant. La contenance est de 349 arpens 57 perches.

Le bois en réserve de la *Pinée* est confiné : au levant, par des verages, au dessous des roches ; au couchant, des terres propres et verages. Les bois sont pins de mauvaise venue. L'aspect est au couchant. La contenance est de 125 arpens 43 perches. Cette réserve a été faite pour la conservation des biens inférieurs, à cause des ravines.

Tout ce que dessus, je certifie véritable. Led. jour et an.

Signé : COLIZIEUX.

(*Réformation...*, etc., pp. 285-286).

Nota. — Ce rapport est suivi de six plans, accompagnés des indications qui sont résumées ci-dessus. (*Ibid.* p. 283-90.

GUILLESTRE

SOUVENIR D'UN TERRITORIAL

M. LARBITRAY, artiste dessinateur, de Lyon, qui déjà nous a gracieusement autorisé à publier dans le *Bulletin* les croquis qu'il avait relevés à Mont-Dauphin (voir ci-dessus, p. 222-4), veut bien nous permettre de reproduire encore divers dessins qu'il a pris à Guillestre : façade de

l'église, serrure, plaque, nœud et clous qui ornent la porte de cette église.

I.

L'église de Guillestre, nous l'avons vu (*Bull.* 1884, p. 153-182), sauf quelques parties insignifiantes, date du commencement du xvi^e siècle. Le prix-fait en fut donné, le 20 juin 1507, à maîtres Jean Gerbon et Pierre Brun, d'Embrun, qui s'obligèrent, sous diverses conditions, à reconstruire l'église d'après les plans de maître Galeas (*Galee*), architecte. L'église nouvelle fut solennellement consacrée le 15 novembre 1532, par Antoine Pascal, évêque de Rosée *in partibus*, vicaire général de l'archevêque d'Embrun Antoine de Lévi.

Déjà nous avons donné, dans le *Bulletin* (1884, p. 160-161), le plan de l'église actuelle de Guillestre, que M. MATHIEU, secrétaire de la mairie de cette ville, voulut bien, en 1883, lever à notre intention. La vue d'ensemble de la façade de cette église, que nous devons à l'obligeance de M. LARBITRAY, complète heureusement ce plan, et souvent même, explique l'acte ou prix-fait de 1507.

La porte principale de l'église de Guillestre (*portale*) est « à plein cintre, ornée de colonnettes en retrait et d'un très bel effet. » Elle fut construite sur le modèle de celle des Orres (canton et arrondissement d'Embrun), qui date de 1501. Elle est surmontée d'une élégante rosace (*unum O*, comme s'exprime le prix-fait de 1507, n° 12); enfin « elle est précédée d'un porche dont les voûtes supportées par des colonnes reposent sur des léopards accroupis.

« Le clocher, quoique d'une époque plus récente, est d'un effet remarquable et surtout visible de loin; il est couronné d'une flèche octogonale, à la cime de laquelle, sur une boule dorée, se dresse une croix en fer. Un clocheton à chaque angle de la tour orne la base de cette pyramide.

« Sur la place même de l'église, et servant de fontaine,

s'élève une colonne érigée, le 7 juin 1840, à la mémoire du général baron Albert ¹. Sur un des côtés, un médaillon rappelle son portrait, ainsi que la dédicace ».

Derrière cette fontaine monumentale, on voit la demeure de M. Benoît BERTHELOT, membre fondateur de la *Société d'études*, qui, pendant quarante ans, fut maire de Guillestre et qui, durant près d'un demi-siècle, — exemple peut-être unique en France, — fut conseiller général des Hautes-Alpes ².

Vers la droite de l'église, on entrevoit le modeste presbytère de Guillestre, et dans le lointain, le sommet de *Rasis*, plus connu dans le pays sous le nom de *l'Alpet* (2488 m. d'altitude), d'où l'œil jouit d'un des plus beaux panoramas que l'on puisse avoir dans les Alpes.

II.

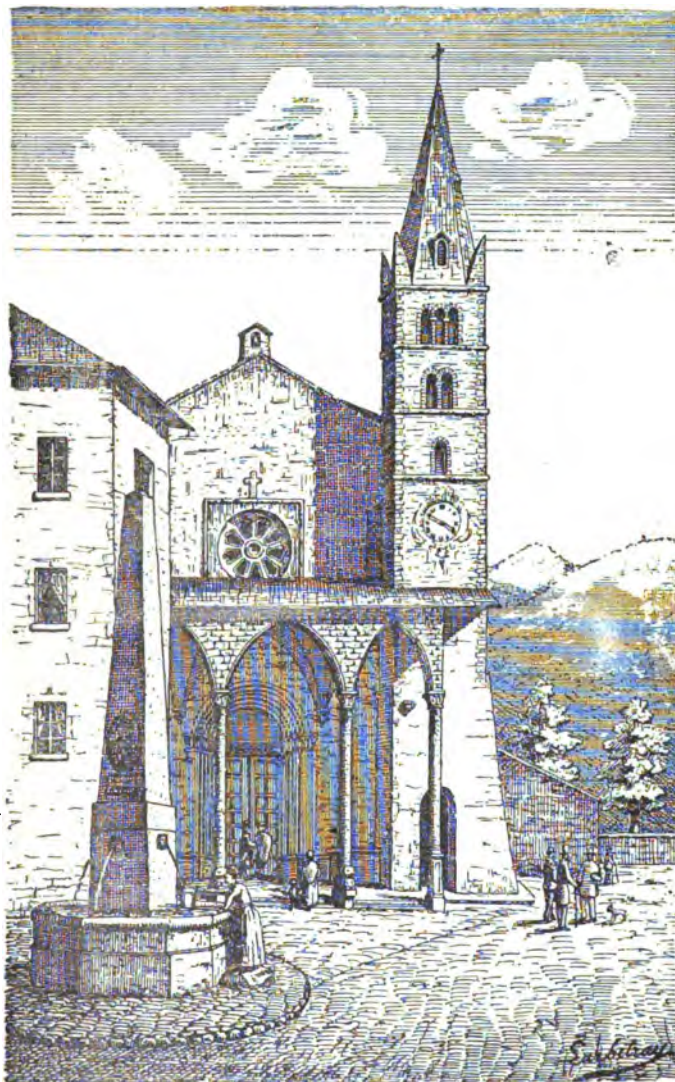
La serrure de la porte de l'église de Guillestre, « en fer forgé, très artistiquement travaillé, est l'œuvre d'un ouvrier de cette ville, ainsi que la plaque, le nœud et les clous qui, tous variés, ornent la porte de l'église. On fait remonter son exécution au xvi^e siècle. A la partie supérieure, l'auteur a voulu représenter l'archevêque d'Embrun, comte et seigneur de Guillestre, ayant à sa droite l'échevin de la ville et à sa gauche, le juge des châteaux archiépiscopaux ³. Deux tourterelles ornent la partie inférieure des panneaux latéraux. »

¹ Le baron *Albert* (Joseph-Jean-Baptiste), né à Guillestre, le 28 août 1771, mort à Offenbach le 7 septembre 1822. Il était alors aide de camp du duc d'Orléans (Louis-Philippe). Cf. GAILLAUD, *Ephémérides*, 1874, p. 393-5.

² Voy. *Bulletin*, 1883, pp. 347-8 et 357-61.

³ Les châteaux archiépiscopaux de l'Embrunais étaient au nombre de quinze, savoir : Bréziers, Beaufort, Rochebrune, le Sauze, Crévoux, Vars, Risoul, Guillestre, Ceillac, Eygliers, Saint-Crépin, la Roche, Chancella. Saint-Clément et Châteauroux, auxquels il faut ajouter, depuis 1693, Mont-Dauphin.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES
1887.



ÉGLISE DE GUILLESTRE

THE
PUBLIC LIBRARY
ASTORIA, OREGON
RECEIVED OCT 10 1907

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES

1887.



SERRURE DE L'ÉGLISE DE GUILLESTRE

RECU

MOLES

Les ro
Les trace
Les Ha
Les mor
Les de B
Les (Tg
Les pos
La rien d
La che du
La glacier
La ent, le
La pris
Leja u
Le, pa
Le Fra
La yard
La poi
En c
La ent r
Le pic
Les c
En
La hat
La sui
Les des
La ini
La su
La bi
La d
La c

RECU
MOLES
RECU
MOLES

EXCURSIONS GÉOLOGIQUES

DANS LES MONTAGNES DE L'EMBRUNAIS

Dans les recherches pour une étude que nous préparons sur les traces des phénomènes de la période glaciaire dans les Hautes-Alpes, nous avons constaté que les dépôts morainiques étalés sur le plateau et sur les pentes de Bayard jusqu'à Romette, d'une part, et jusqu'à Manse (l'Église), de l'autre, étaient presque exclusivement composés de calcaires et de grès nummulitiques ; ce qui n'a rien de surprenant, puisque les affluents de la rive gauche du glacier du Drac, comme ceux de la rive droite du glacier de la Durance qui ont dû les former, descendaient, les uns et les autres, du massif nummulitique compris entre le *Drac*, la *Vallouise*, et la *Durance*.

Déjà une étude, fort intéressante d'ailleurs, publiée en 1852, par Rozet, dans le *Bulletin de la société géologique de France*, considérait les dépôts erratiques de Gap à Bayard comme ayant été formés par un glacier qui avait son point de départ à la cime de Chaillol-le-Vieux.

Et cependant les moraines de Gap au Drac ne contiennent ni aucune trace des gneiss schisteux qui constituent le pic de Chaillol, ni aucune trace des grès mouchetés de ses contreforts de *Soleilblau*.

En outre, les cordons morainiques, malgré les nombreux hiatus opérés par les torrents, pouvant être aisément suivis depuis les pentes de Chorges jusque vers la Roche-des-Arnauds ou jusqu'à Sigoyer, au-dessus de la Saulce, indiquent nettement un dépôt opéré par un glacier qui suivait la vallée de la Durance et par suite, une origine briançonnaise. Cette origine briançonnaise des erratiques de Bayard est encore confirmée par l'état de la surface de la roche en place que recouvrent les boues glaciaires : en effet, elle est parfaitement polie, burinée et cannelée, et les sillons des stries suivent la direction des cordons

morainiques, c'est-à-dire le sens de la marche du glacier de la Durance.

Tous ces témoignages étaient suffisants déjà pour rectifier, dans ce qu'elles avaient d'erroné, les hypothèses de Rozet ; mais l'étude sérieuse de la nature et de l'origine des matériaux glaciaires de Bayard exigeait davantage, et il était indispensable d'explorer avec soin le massif montagneux de l'Embrunais pour rechercher les roches caractéristiques qu'il peut contenir. D'autant plus que les moraines de Bayard à Romette et Puy-Maure contiennent, épars il est vrai, des cailloux de spilites ou variolites, dites du Drac, dont on ne connaissait jusqu'à ce jour aucun gisement dans les vallées Embrunaises de la rive droite de la Durance, et des cailloux de gneiss divers qui ne pouvaient guère provenir de Vallouise et dont je ne connaissais aucun gisement dans les vallées de l'Argentière et de Freyssinières.

Chose plus surprenante encore, j'ai rencontré en vingt endroits, de la Rochette à Poligny, à travers Bayard et Laye, des marbres roses, analogues à celui de Guillestre, et des quartzites, dont on ne trouve aucun affleurement dans la vallée du Drac.

La présence de roches du Briançonnais dans les dépôts glaciaires de la vallée du Drac, et celle de roches prétendues Champsaurines dans ceux de Gap, donnait à ces divers dépôts une origine d'un caractère douteux. Et des recherches minutieuses pouvaient seules permettre d'élucider le problème.

Et c'est le résultat de ces recherches que nous osons présenter aux lecteurs *Bulletin de la société d'études des Hautes-Alpes*.

Chaîne de Faudon à Chabrières.

Nos premières investigations se sont naturellement portées sur la chaîne qui sépare Ancelle et Réallon de la vallée de Gap à Chorges, et du 26 juillet 1885 au 17 septembre 1886, sept excursions ont été faites pour en explorer les différentes parties. Des cîmes de Faudon au col

de Moissière : grès, marnes et calcaires à nummulites ; de Moissière à Piolit, ensemble de couches à peu près parallèles de schistes et de calcaires tertiaires à fucoïdes et à méandrines ; du col de Fleurendon aux Parias, couches de calcaires jurassiques très bouleversées. Puis les schistes tertiaires reparaissent aux Parias et vont s'appuyer sur les calcaires oxfordiens en grands bancs, presque horizontaux, qui constituent l'escarpement de Chabrières, et où je trouvais, le 20 août 1885, l'existence d'un beau gisement de marbre rose avec plaques à eutroques. Et c'est évidemment de Chabrières que proviennent les erratiques en marbre rose de Manse à Poligny, puisque je n'ai rencontré aucune trace de ce beau calcaire dans les vallées d'Ancelle et d'Orcières.

Les éboulis du calcaire rose de Chabrières sont énormes et s'étendent jusqu'aux villages de Prunières. Et c'est dans ces éboulis qu'ont été pris la plupart des marbres roses de la nouvelle cathédrale de Gap.

De Savines à Ancelle par Réallon et le col de la Coupa.

(13 et 14 juin 1886).

Au S. du chef-lieu de Réallon, les calcaires oxfordiens de Chabrières s'inclinent dans le fond du vallon, tandis qu'au N. se dresse l'escarpement abrupte de *Roche Méane* (2923), composé à sa base de schistes qui s'élèvent vers 1800 mètres et portent les immenses assises des grès nummulitiques, contenant quelques traces charbonneuses.

En descendant par les pentes O. de la Roche-Méane l'heure tardive et surtout les difficultés du terrain ne me permirent pas d'aller reconnaître la nature d'une masse rocheuse occupant le fond de la gorge de Charges, à une petite heure en amont de Gournier, sous les deux dernières lettres du nom *Pas-de-la-Layre* de la carte de l'État-major. A l'aspect des lieux, on dirait un affleurement de roches primitives comme ceux du Fournel et de la Biaisie.

Le torrent de Charges, qui descend de la Dublée, ne

présente dans ces cailloux aucune autre roche que des grès nummulitiques : ce qui n'est pas une conclusion, car il en est de même dans les deux torrents des vallées que nous venons de nommer, bien qu'elles contiennent aussi des granits.

De Gournier au col de la Coupa, on a, à sa gauche, la chaîne de Piolit à Chabrières, dont j'ai parlé, et à droite l'escarpement de la Coupa, composé de grès nummulitiques, qui reposent au col sur les tranches presque verticales des couches de calcaires et de marnes secondaires, peut-être néocomiennes. Au sud, le col se continue par l'escarpement calcaire de Fleurendon.

Du côté d'Ancelle, aubas du col, sont de belles prairies avec quelques lacs minuscules portés par de grands bancs de calcaire bleuâtre très-compacte, portant eux-mêmes sur les couches tourmentées de calcaires, sûrement de l'époque secondaire, et qui constituent de ce côté les croupes N.-E. de Piolit.

J'avoue ici, en toute humilité, mon insuffisance pour assigner un âge plus précis aux calcaires de toute la rive gauche du vallon d'Ancelle.

Quant aux montagnes de la rive droite, constituées par les deux Autannes, ce sont des calcaires et des grès éocènes.

Signalons dans ce vallon d'Ancelle, avant de le quitter, une belle série de moraines locales.

C'est justice aussi de constater l'hospitalité patriarcale qu'ont bien voulu me donner les habitants de Gournier, pendant la nuit du 13 au 14 juin que j'ai passée chez eux. Ce gracieux accueil fait à un étranger réduit à néant les sombres légendes que nous en a léguées le passé.

De la Roche-sous-Briançon à Orcières par Dormillouse et par le col de Freissinières.

(26, 27 et 28 juillet 1886).

Pour cette course, des alpinistes aussi distingués qu'aimables veulent bien me recevoir dans leur groupe. Long merci pour les charmes de cette excursion à MM. S. J.; A. B.; A. M.

De la Durance on s'élève à Palon par la route établie sur la pente rapide d'éboulis, descendus des escarpements formés par les calcaires briançonnais en bancs énormes, qui débutent à Champcella et s'étendent vers les Vigneaux, en passant entre Freissinières et l'Argentière où ils reposent sur le trias.

Ces calcaires, parfois très contournés, inclinent en général vers le N.-O., sous un angle d'environ 30°. Ils sont aux environs de Palon, comme au-dessus de la Vachette, près Briançon, fortement tachés par des concrétions d'un grès argilo-ferrugineux d'un rouge très intense. Cette argile tapisse les parois des fentes et des nombreuses poches de la roche, ou est étendue comme un enduit sur la surface ; elle tapisse également, mais avec une teinte plus pâle, des conduits cylindriques du diamètre de 4 à 12 centimètres qui, comme des tuyaux, traversent la masse même des éboulis, comme on peut le voir dans une tranchée opérée à côté du pont de la Roche, sur la Durance.

Cette concrétion de grès argileux rouges nous semblerait le produit de sources d'eaux minérales disparues.

A Palon, la Biais se précipite en série de cascades dans la gorge sombre et si pittoresque qui débouche à Rame et qui est établie dans les mêmes calcaires.

Au S. et en face de Freissinières, roche blanchâtre où s'est formée une coulée considérable. Est-ce du gypse ou des quartzites ? C'est à voir.

En amont de Freissinières, et à moins d'un kilomètre, commencent les grès et schistes nummulitiques qui portent de chaque côté un lambeau de calcaires. Et de ce point jusqu'à Dormillouse règnent, sur les deux rives, de la base au sommet des montagnes, les schistes et les grès à nummulites.

Sur la rive droite et jusqu'à Dormillouse, les grès forment un escarpement vertical de plusieurs centaines de mètres de hauteur. Les couches, d'une manière générale, se relèvent insensiblement à l'est vers le sommet de la montagne. Sur la rive gauche, la pente de la

montagne plus adoucie présente alternativement des bancs de grès, quelquefois de dix mètres d'épaisseur, un peu en saillie sur la couche de schistes ardoisiers; tandis que la tranche montre ces assises, comme s'élevant d'une manière régulière vers les crêtes de Dormillouse, sous un angle de 20 à 23°, elles ont par le fait leur plus grande pente vers le débouché de la vallée.

Il résulte donc du plongement général des couches des deux côtés de la montagne vers le thalweg que la vallée de Freissinières est une vallée synclinale.

Mais à mesure qu'on approche pour voir en face les escarpements, on constate que de distance en distance, toutes les couches, de la base au sommet, se plissent et présentent une série de Z Z renversés, comme empilés les uns sur les autres, puis les couches reprennent leur direction générale pour offrir, plus ou moins loin, de 200 à 400 mètres, une nouvelle série de zigzags.

Le plissement des couches se fait sous des angles plus ou moins aigus de 30 à 60°; très souvent aussi ils sont coudés, parfois des deux plis d'une même couche l'un est coudé et l'autre, anguleux.

Presque toujours les plissements se correspondent des deux côtés de la vallée.

A un peu plus d'un kilomètre à l'aval de Dormillouse surgit des deux côtés du thalweg, à l'altitude de 1419, un affleurement de roches primitives, composé de divers gneiss passant à une aphanite grisâtre ou noirâtre.

Ces gneiss s'élèvent rapidement jusqu'au plateau de Dormillouse, qu'ils forment, et s'étendent de là jusqu'à la grande cabane du *Minter d'Argent*, où ils constituent un cirque assez vaste qui rappelle en petit, grâce à deux ou trois cascades, le cirque de Gavarni.

En face, au S. de Dormillouse, les gneiss s'élèvent également dans la gorge du *Rufy*, dont les eaux se précipitent en cascades dans une série de profondes marmites de géants, creusées dans la roche primitive, et rejoignent, sous le village même, les eaux du Minier-d'Argent, dont

la cascade, plus à découvert que celle du Rufy, produit un effet plus grandiose,

Des deux côtés de la vallée affleure sur le gneiss, un épanchement de spilites de mélaphyre, passant par compression à une sorte de schalstein ou tuf basique. Ces spilites affectent, en effet, plus que tous ceux des gisements si nombreux de Champoléon, une forme très schistoïde. Leur plus grande puissance est d'environ 80 mètres et ils portent les grès nummulitiques dont les couches, horizontales en ce point, constituent un escarpement vertical se terminant à la tête de *Camusat* (2400).

Les spilites ne se prolongent pas sur la rive gauche du Rufy ; mais un deuxième épanchement se retrouve à une heure en amont de Dormillouse, encore sur les gneiss, qui deviennent chloriteux dans ces hauteurs et passent parfois à un granit granulitique.

Ces spilites qui affleurent à la base de la *Tête d'Arindoux*, sur la rive droite du Minier-d'Argent, ne se prolongent pas sur toute la surface des granits, qui sont couverts, au bord du cirque (environ 2300) de la Grande Cabane, par une couche d'environ un mètre d'un conglomérat de cailloux arrondis de gneiss, qui atteignent la grosseur du poing, rarement celle de la tête d'un homme.

De la Grande Cabane au col de Freissinières, on marche sur des schistes qui portent les grès et quelques couches de calcaires.

A 15 minutes du col, du côté d'Orcières, est le beau lac des *Eslaries*, de 3 à 4 hectares, limité à l'aval par une grande moraine que les eaux d'écoulement contournent à l'est pour s'échapper vers Prapic. Une série de lacs plus petits égalaient les prairies interminables que l'on foule en descendant vers Orcières. Des grès, puis des schistes se montrent et font saillie parfois sur les prairies ; leurs couches s'inclinent au S.-E. La nuit nous surprend aux premiers chalets, et ce n'est qu'à 10 heures du soir que nous arrivons, et presque à tâtons, à Orcières.

Heureux les auteurs du *Guide du Haut-Dauphiné* qui mettent 7 h. 20 à 7 h. 50 pour enjamber une distance où nous avons mis 18 heures !

Le lendemain, visite au Drac et aux moraines entre Orcières et Prapic. Partout et uniquement des grès et des calcaires ; aucune roche caractéristique.

Puis retour vers Gap, par les pentes de la Grande Autanne et par les forêts et les prairies de Serre-Eyraud. Quels sites ravissants !

Mais le coche qui nous ramènera à Gap part d'Orcières, et nous dégringolons en toute hâte les pentes de grès et calcaires tertiaires qui constituent les Autannes, en passant près de la fontaine légendaire de Saint-Mayeul, pour rejoindre la voiture. Il était temps !

De Champoléon à Vallouise, par les cols du Pas-de-la-Cavale
et de l'Alp-Martin.
(30 et 31 août 1886).

Une première excursion de 14 et 15 septembre 1885, en compagnie de MM. les abbés Gaillard et Martin, m'avait fait connaître, dans son ensemble, la vallée du Drac, de Champoléon jusqu'au delà du Pas-de-la-Cavale.

Quelques-unes des observations de cette course furent insérées dans le *Bulletin* du 1^{er} janvier 1886.

Notre course du 30 août, plus étendue, débute par la vallée de *Méollion*, étroite gorge entre les deux vallées principales du Drac.

La gorge est consituée à sa base par des calcaires jurassiques, en couches épaisses, plongeant au sud sous l'escarpement de l'*Alpet* et de *Douvet*.

Quelques assises de calcaires tourmentés, portant les grès en couches assez régulières, s'élèvent par une pente de 45° sur les flancs S. du pic granitique du *Cedérat* (l'*Haut-Surat* dans le pays).

Au-dessus du hameau de Méollion, des calcaires schisteux affleurent sous les bancs contournés de calcaires. Ces schistes, présentant des belemnites, paraissent appartenir au lias. Au-dessus d'eux, tout-à-fait au fond du vallon et sur le col de *Presles* (non nommé dans la carte de l'État Major), on trouve quelques lambeaux de schistes contenant la *nummulites contorta* bien conservée.

Au sud, la colline du col va buter contre un escarpement derrière lequel est le lac des Estaries. Cet escarpement se compose de gneiss et de couches enchevêtrées de spilites et de schistes altérés, aux couleurs barriolées, portant des schistes et grès nummulitiques.

Descendant à l'E. le revers du col, et traversant des talus schisteux, assez rapides, on atteint le vallon de Presles avec ses deux terrasses, où se remarque, dans un pli des roches granitiques, un lac fort exiguë, le lac Cédérat. (Je dois confesser que sur une affirmation, que je reconnais aujourd'hui complètement fausse, j'avais appelé ce lac, lac d'Orcières. *Bulletin*, janvier 1886.)

Le vallon de Presles, dont les eaux tombent à Chaumeille, en belle cascade, présente une des coupes géologiques les plus intéressantes de la région.

Le seuil du vallon et la plus basse terrasse sont sur les gneiss chloriteux ; vers la 2^e terrasse, est un affleurement de schistes calcaires altérés et de spilites, correspondant à ceux de Chaumeille (voir *Bull.* de janvier 1886) ; puis un conglomérat calcaire de peu de puissance, portant une couche très puissante de schistes noirs du lias, qui atteignent le bas de l'escarpement de Presles composé, dans cette partie, de la base au sommet, de spilites, de gneiss granitoïdes, portant les grès de la crête.

A l'E., une colline de schistes altérés par le contact des spilites, sépare le vallon de Presles de celui de *Rougnous*.

La nuit et la pluie me surprennent dans cette gorge solitaire, à 2300 mètres. Je me dirigeais, pour y passer la nuit, vers une balme, formée par une saillie granitique ; mais, tout à coup, la vue des chalets de Chaumeille, à 500 mètres au-dessous, me donna assez d'entrain pour franchir pierre à pierre les éboulis de la pente. Et un bon feu, du lait chaud, de braves gens, charmèrent les heures de la veillée.

Le lendemain, longeant la vallée au bas des escarpements grandioses de Chaumeille et ses éboulis immenses de spilites qui portent sur les gneiss, je parviens dans le

vallon de Rougnous, au fond duquel se dresse une muraille de 1000 mètres, montrant les couches de grès, tourmentées comme un écheveau de fil embrouillé.

A la cabane du berger, on s'élève à l'E., vers le col de la Cavale ; la montée, sans mauvais pas, est rude cependant, par des pentes souvent de 45°.

Cette ascension de 700 à 800 mètres peut s'effectuer en une heure et demie. Jusqu'à mi-côte, on marche sur des gneiss grisâtres un peu talqueux et aphanitiques, qui s'élèvent rapidement vers le nord pour constituer la crête des *Bouchiers*, puis on marche sur les schistes nummulitiques jusqu'au col (environ 2800). A gauche au N. du col est un piton (2890) marquant de ce côté la limite des grès qui s'élèvent à droite pour constituer la crête de Dormillouse, découpée en dents de loup, formées par un plissement régulier des couches des grès nummulitiques. A l'Est du col, s'ouvre le vallon du *Fournel* qui donne une vue sur les forts de Briançon, et dont la pente douce va se terminer au milieu du vallon, vers un escarpement dont les berges profondes semblent annoncer un gouffre. C'est évidemment un changement de terrain. La tentation d'aller le visiter est grande, mais il faudrait renoncer au programme. Cependant on descend une demi-heure le vallon du Fournel ; puis, prenant à gauche et remontant les schistes pentueux, on arrive au col de l'*Alp-Martin*, dont l'arête est très étroite. Du col, par une glissade rapide sur une pente de schistes pourris et de neige, de 50° et plus, on descend dans le vallon de la Selle en Vallouise. Au bas de la pente, un escarpement semble barrer le vallon : c'est un affleurement de roche verte et de cargneules déjà signalé par E. de Beaumont (d'après M. Lory, *Géol. du Dauphiné*). A l'ouest, ces roches éruptives s'appuient sur la base granitique de la crête des Bouchiers ; à l'Est est l'escarpement portant les têtes de Queyrette et de l'Eyglière, constitué à la base par de puissantes couches de schistes noirs portant en stratification concordante les grès tertiaires qui s'élèvent jusqu'aux sommets (3174). — Franchissant le mamelon éruptif on arrive dans la région des pâ-

turages en plateaux superposés, constitués par les gneiss, jusqu'à la rencontre du vallon de *Bonvoisin*, qui descend du col du Loup donnant accès dans le Valgaudemar. Quit-tant alors le vallon de la *Selle*, dont les eaux franchissent le seuil dans un chenal profond, on suit le vallon de Bonvoisin, gorge étroite et profonde, encombrée d'énormes blocs descendus des pentes des deux versants, et bientôt on arrive à une coupe d'un réel intérêt. Tandis qu'au N. se dresse la chaîne de roches primitives aux pentes accidentées, mais en somme praticables, à l'Est est un escarpement vertical dont les éboulis tombent sur la rive opposée du torrent.

Dans cet escarpement, les grès nummulitiques de la tête d'Eyglière portent sur les couches de 200 mètres environ d'une roche barriolée de vert, de blanc et de rose qui s'appuient sur les roches primitives, s'élevant à 80 ou 100 mètres au-dessus du lit du torrent. Ces roches bigarrées sont fort curieuses. Elles ont l'aspect des spilites, ou des grès bigarrés du trias qui auraient pris par compression une structure schistoïde. Mais la présence de noyaux de quartz peu arrondis et de paillettes nombreuses de mica semblerait indiquer une roche primitive.

La gorge se couvant au N. débouche perpendiculairement, aux chalets d'*Entre-les-Aigues*, dans le thalweg pierreux où se promènent les eaux de l'*Onde*, descendue du col du *Sélar*. L'aspect imposant de ce col, avec son glacier en couloir, vaut à lui seul tous les cols du Pas-de-la-Cavale et de l'Alp-Martin.

D'Entre-les-Aigues à Vallouise, trois heures de chemin sur des cônes de déjection interminables et sous un soleil brûlant.

Pour se distraire, on a la variété des cailloux qui passent du gneiss au granit et du granit à la diorite, pour repasser au gneiss; puis le spectacle de la surface des deux pentes de la vallée, dont les granits sont moutonnés, polis, cannelés, striés par les anciens glaciers jusqu'à 500 mètres au-dessus du thalweg, comme dans le vallon de l'*Aile-Froide* en montant au Pelvoux. Vers les

premiers hameaux est une exploitation d'ardoises dans les schistes du lias qui plongent sous les granits du Puy-Ailhand.

Mais voici que la vallée s'obstrue. Ce sont les dépôts erratiques du glacier du Pelvoux qui ont envahi la vallée de l'Onde et constitué la terrasse qui porte le hameau de Puy-Ailhand : les protogines du Pelvoux abondent. Une demi-heure de descente en lacets parmi ces dépôts, et l'on peut se délasser d'une course de dix heures à l'hôtel du Pelvoux, chez l'excellent M. Gauthier.

Le lendemain, à 5 heures, les pelouses et les bois de Puy-Saint-Vincent et du col de la Pusterle contrastent avec l'aridité du vallon de Bönvoisin parcouru la veille.

A droite et à gauche du col, sont les calcaires du Briançonnais en grands bancs compactes dont la surface est très souvent striée par l'action glaciaire. Ces calcaires s'élèvent vers la crête de l'Alp-Martin jusqu'au col des Bancs à moins d'un kilomètre. En débouchant du col de la Pusterle dans le vallon du Fournel on marche sur des schistes et sur des pointements de quartzites. Du bas du vallon on aperçoit dans les hauteurs le grand escarpement qui barre la vallée et qu'il faut renoncer, pour un an, à visiter.

Excursions dans les vallons du Fournel et du Rufy
(13 et 14 septembre 1887)

Les compagnons pour des courses aussi pénibles sont rares, et à la dernière heure, aux dernières sollicitations, on trouve plus de bonne volonté que de... jambes. Donc, dimanche soir à 8 heures, je venais de boucler mon sac pour partir seul le lendemain, 12, par le 1^{er} train, pour l'Argentière, quand l'inappréciable M. A. Burle, de retour de la campagne, vint me demander de retarder mon départ jusqu'à deux heures de l'après-midi pour pouvoir aller avec moi. Quelle joie ! Et le lendemain, à 6 heures du soir, nous étions à l'Argentière.

Le 13, à l'aurore, nous grimpons les lacets de l'*Echailon*, taillés dans des schistes et dans les grès bigarrés.

Au fond de la gorge gronde le Fournel, dans son lit encombré de grands blocs ; à droite et à gauche du Fournel s'ouvrent l'entrée des mines d'anthracite et le tunnel du chemin de fer qui desservait la mine de plomb argentifère, dont les établissements considérables commencent à tomber en ruine là-bas dans ces profondeurs.

Sur les grès du trias portent de grands bancs de calcaires bleuâtres traversés en tous sens par des veines de calcaire spathique. Les couches plongent d'abord au S., puis se relèvent et se replient sur elles-mêmes pour former la Tête de la Rochaille, qui limite à l'E. le col de la Pousterle. Ces calcaires interrompus sur le trias reparaissent à l'O. du col sur les quartzites et s'élèvent pour aller mourir en formant la tête d'*Oréac*, au-dessus des chalets de *la Colette*. A partir de ces chalets, les grès et les schistes ardoisiers nummulitiques forment les deux côtés de la vallée. Les couches ont la même orientation et le même aspect que celles de la vallée de Freissinières ; mais les plissements en zigzag ont des angles plus aigus et plus réguliers peut-être.

Vers l'altitude de 1600 m. et au-dessus des chalets de *la Haute-Salce*, les gneiss surgissent du fond de la vallée et s'élèvent en pentes régulières pour aller constituer le plateau qui forme les prairies de l'Alp-Martin et le cirque supérieur dont le fond s'élève vers le Pas-de-la-Cavale. Cet affleurement de roches primitives se montre jusque vers 2300 ou 2400 mètres avec une largeur en travers de la vallée d'un kilomètre au plus.

Le Fournel s'est creusé un thalweg assez vaste dans ces gneiss, dont les éboulis sont énormes. Les gneiss contiennent beaucoup de mica grisâtre à reflets d'un jaune violet. Je n'ai pu constater sur toute la longueur de l'affleurement aucune trace de spilite.

De retour à la Salce (1553), nous grimpons au S. dans l'horrible gorge du Combaras, dont les pentes inclinées de 50° sont quotidiennement labourées par les blocs qui se détachent des escarpements à pic et en ruines qui les dominent. Aucune trace de sentier : tout autour des

murs de roches en ruine, et l'abîme sous nos pieds ; la situation est assez critique, et j'admire le calme imperturbable de M. Burle, dont la sagacité, en pareille circonstance, n'est jamais en défaut. Enfin un rebord, bien étroit il est vrai, nous permet de gagner le haut de la berge à 2400 mètres ! Nous sommes sous bois, mais la pente est vertigineuse et nous atteignons, en biaisant tantôt dans un sens tantôt dans l'autre, des pentes moins ardues et un sentier bien frayé qui nous mène au vallon du *Crouzet*, buriné sur la croupe Est de la crête de Dormillouse.

Sur les crêtes de ce petit vallon viennent finir les calcaires jurassiques dont les couches s'étendent vers Palon et Freissinières, de chaque côté du col d'*Hanot*. Nous descendons aux chalets du Crouzet, où nous prenons le sentier du col et de Freissinières.

Après 5 heures de marche, de Salc e nous débouchons sur le col d'*Hanot*; belle vue sur Briançon, et sur le massif du Pelvoux. Un lambeau de grès schisteux ou de cargneules limite à l'Est le col et entre ces roches triasiques et les calcaires secondaires appuyées sur la croupe de la crête de Dormillouse, est un gisement de gypse passant à l'albâtre, qui forme des monticules et des cavités coniques comme au col du Fromage, entre Mollines et Ceillac.

Du col (2000) on descend à Freissinières (1150) sur des schistes bigarrés qui paraissent du trias, nous arrivons avec la nuit à Freissinières. Mais quelle peine à trouver un gîte !

Au matin, par une brume épaisse, et malgré de sinistres prédictions qui ne se réalisent pas, nous prenons la route de Dormillouse, dont on ne revoit pas sans émotion les montagnes sévères et les solennelles et bruyantes cascades. Nous grimpons vers la gorge du Rufy. Le sentier cotoie l'abîme et de jeunes filles qui nous suivent, tranquillement assises sur leurs mulets, sont parfois comme suspendues sur le gouffre.

Le sentier suit les gneiss depuis l'alt. 1419 jusqu'à celle de 2100, où il constitue le plateau des pâturages du Rufy. Mais vers l'alt. 2000 les spilites qui surgissent de chaque

côté de la vallée de Dormillouse finissent brusquement, après s'être réduits à une couche de quelques mètres, et sont remplacés sur la roche primitive par une couche peu importante de calcaires siliceux, portant ici les grès.

Sur les prairies du Rufy les gneiss forment une croupe arrondie en forme de dôme, dont la surface s'abaisse sur tous les points de l'horizon en portant les schistes puis les grès nummulitiques. C'est à l'O. de ce plateau, sur les confins de la roche primitive, que se trouvent dans un filon de quartz les mines de cuivre et d'argent de Fallavel, appartenant, aux XII^e et XIII^e siècles, aux archevêques d'Embrun. Dans la gorge du Rufy, la roche primitive est à découvert sur une surface de 3 à 4 kilomètres carrés.

En remontant vers le sud, le vallon s'élargit de plus en plus et présente une série de terrasses terminées par des bancs de grès escarpés. Une de ces terrasses a une étendue considérable et a son sol constitué par une couche de grès dénudée, inclinée vers le N.-E. de 10 à 20°. L'ascension vers le col des *Terres-Blanches* est facile, mais très longue.

Les grands bancs de grès finissent vers 2400 m., on marche alors jusqu'au col sur des schistes dont la puissance est d'environ 200 mètres.

Jusqu'au col ce ne sont plus que des plateaux, des croupes arrondies, des vallons interminables et des névés. Les schistes renferment dans quelques couches des nummulites (nous en avons également trouvé dans le vallon du Fournel).

La coupe produite dans le terrain éocène par le Rufy, montre les couches s'inclinant des hauteurs de Couleau jusqu'à Camusat, sous un angle de 10 à 15°, pour devenir en ce point horizontales. Mais en réalité, elles plongent au N. E. dans le Vallonnet.

Vers les hauteurs se trouvent intercallées dans les schistes des couches peu épaisses de grès blancs, entièrement composés de grains de quartz arrondis ou à facettes.

Et chose bizarre, sur la terrasse que domine l'escarpement de Rocheclair et de la Tête-de-Couleau, nous ren-

controns entre des lauzes de schistes et de grès quartzeux blancs qui nous ont semblé en place, une plaque de roche d'un blanc mat que nous avons d'abord pris pour de l'arkose ; mais M. Lory, malgré l'étrangeté du lieu où l'échantillon a été récolté, n'a pas hésité à considérer cet échantillon comme un véritable gneiss.

On voit, en effet, sur la coupe verticale N.-O. de la Tête-de-Couleau, les schistes noirs et les calcaires qu'ils portent et qui forment la crête, s'infléchir en s'étirant au N. et au S. sur un affleurement de roche plus claire et que nous n'avons pas eu le temps d'examiner. Serait-ce la roche primitive qui a fourni la plaque de gneiss ?

Nous atteignons enfin le col des Terres-Blanches (2800 environ). Ce n'est pas un col, mais une série de croupes arrondies, couvertes de débris de schistes et de grès.

Les pentes et les sommets des deux *Piniers*, qui se dressent à (3129 et 3105) au N.-O., ont des surfaces de schistes décomposés et paraissent d'accès facile.

Mais Rocheclair et Couleau à l'Est sont escarpés et terminés par des couches de calcaires probablement nummulitiques qui plongent au N.-E., dans le *Vallonnet*, et au S.-E., sur St-Clément.

En quittant le versant du Rufy, la pente s'incline d'abord dans le vallon de *Prapic*, au haut duquel est un curieux lambeau de gypse poudreux à la surface, d'un blanc jaunâtre, avec des excavations profondes en forme de *catavotras*, comme au col d'Hanot. C'est probablement la teinte blanchâtre de ces gypses qui a fait donner à ce col le nom de Terres-Blanches.

Pour atteindre de là le col de Méan, il faudrait remonter, pendant 10 minutes, à l'Est, la crête en croupe arrondie ; mais il est 3 h. 1/2 et nous voulons prendre le train de 6 h. 1/2, et en quelques enjambées nous atteignons le versant de Châteauroux.

En prenant la pente, le terrain devient très accidenté, et rude sous le pied. On se glisse entre des bancs d'un calcaire bleuâtre dont les couches redressées, presque jusqu'à la verticale, sont orientées N.-S. et portent en

stratification discordante, les grès nummulitiques formant, à l'Est, l'arête qui nous sépare du vallon de St-Clément, et au S. celle qui va former le col des *Tourettes*, entre Châteauroux et Prapic.

Ces calcaires sont probablement un écueil crétacé ou jurassique, battu par les vagues de la mer Eocène.

De chaque côté du vallon que nous suivons, les couches plongent à l'extérieur vers les vallons latéraux de St-Clément et du Rabioux. Nous suivons donc une vallée anticlinale.

Ce vallon et ces prairies en terrasses, avec petits lacs, se terminent par des escarpements et les couches, en atteignant leurs talus escarpés et découpés en immenses donjons jaunes, deviennent horizontales comme sous la tête de Camusat en face Dormillouse.

Au-dessus de Châteauroux, les grès portent en stratification discordante sur des calcaires bleuâtres plus anciens.

La nuit tombe, et nous arrivons au pas de course, à la gare de Châteauroux (928), en même temps que le train qui nous emporte à Gap.

* * *

Ainsi le massif compris entre le Drac, la Vallouise et la Durance, d'une superficie d'environ 1000 kilomètres carrés, présente sur sa partie orientale, vers la Durance, une bande de calcaires jurassiques, interrompus de distance en distance, par les assises nummulitiques, tandis que le reste du massif est constitué presque entièrement, par le terrain tertiaire éocène ou terrain nummulitique, qui semble s'être affaissé autour des pentes d'un éperon se détachant du massif granitique du Pelvoux par la crête des Bouchiers. Cet éperon des roches primitives perce les dépôts tertiaires sur des étendues importantes dans les vallées du Fournel et de la Biaisce.

De plus, les spilites ou variolites du Drac, si nombreux à Champoléon, offrent deux épanchements remarquables dans la vallée de Dormillouse.

Il résulte ainsi de ces recherches que le glacier de la

Durance a pu déposer les spilites et les roches primitives qu'on trouve disséminés dans les dépôts erratiques de Gap à Bayard, ainsi que les marbres roses et les quartzites qu'on trouve dans les moraines de La Rochette et à travers le plateau et les pentes de Bayard jusqu'à Poligny, dans la vallée du Drac, puisque le Champsaur ne renferme dans ses montagnes aucune trace de marbre rouge ou de grès du trias.

Gap, 16 septembre 1887.

DAVID MARTIN.

Nous sommes heureux de joindre à cet aperçu, la liste des plantes suivantes récoltées dans les vallées de l'Argentièrre et de Freissinières par notre ami M. Burle :

Vallon du Fournel, de l'Argentièrre au-dessus des chalets de la Salce : *Erigeron canadensis* L. — *Solanum nigrum* L. — *Ajuga chamaepitys* Schreb. — *Cephalaria alpina* Schrab. — *Dianthus saxifragus* L. — *Epilobium rosmarinifolium* Hœnck. — *Adenostyles alpina* Bl. et Fing. — *Gypsophila repens* L. — *Aspidium lonchitis* Sn. — *Asplenium septentrionale* Sn. — *Polystichum rigidum* d. C. — *Allosurus crispus* Bernh. — *Cystopteris fragilis* Bernh. — *Juniperus alpina* Clus. — *Eryngium alpinum* L.

En montant de la Salce dans le Combaras : *Hedysarum obscurum* L. — *Cerintho minor* L.

Puis sous les mélèzes : *Sorbus chamaemespilus* Crants. — *Vaccinium myrtillus* L. — *Astrantia minor* L. — *Trochiscanthes nodiflorus* Koch. — *Rhododendron ferrugineum* L. — *Lonicera alpigena* L. — *L. nigra* L. — *L. cœrulea* L. — *Saxifraga cuneifolia* L. — *Homogone alpina* Cass. — *Hieracium*, etc.

De Freyssinières au confluent du Rufy : *Alnus viridis* d. C. — *Salvia glutinosa* L. — *Aconitum lycoctonum* L. — Plusieurs espèces de fougères, d'hieracium, etc.

En montant le long des cascades : *Scutellaria alpina* L. — *Silene rupestris* L. — *Agrostis alpina* Scop.

Dans les prairies, mais sèches déjà : *Anemone alpina* L. — *A. sulfurea* L. — *A. narcissiflora* L. — *Soyeria montana* Monn. — *Rumex alpinus* L. — *Chenopodium Bonus Henricus* L. — *Polygonum viviparum* L.

Plus haut, sur le col des Terres blanches et jusqu'au petit lac : *Asplenium viride* Huds. — *Hutchinsia alpina* R. B. — *Traspi rotundifolium* Gaud. — *Ranunculus glacialis* L. — *Alsine Cherleri* Fenzl. — *Leucanthemum alpinum*. — *Erigeron uniflorus* L. — *Armeria alpina* Wild. — *Linaria alpina* d. C. — *Sempervivum montanum* L. — *Carex nigra* All. — *Salix herbacea* L., etc.

A. BURLE.

NOTES SUR QUELQUES MEMBRES DE LA FAMILLE D'AURIAC

Nul ne souscrit plus volontiers que nous aux observations sur les anciens registres de notaires, faites par M. Ch. Dumas de Raully, et citées dans l'un des derniers numéros de notre cher *Bulletin*¹ ; car nous avons vu personnellement combien ces anciens registres peuvent fournir de précieux renseignements sur l'histoire locale, les coutumes de nos aïeux, et les grandes familles.

Pendant un séjour de cinq ans dans la petite ville de Grignan (Drôme), nous avons pu, grâce à la bienveillance de M. Ducros, notaire du lieu, et de M. Long, son successeur, recueillir, dans leurs anciennes minutes, une foule de notes du plus haut intérêt. A vrai dire, ces minutes, dont les registres vont, presque sans nulle interruption, depuis 1337 jusqu'à nos jours et contiennent quelques vidimés d'actes des XIII^e et XIV^e siècles, sont exceptionnellement précieuses. Elles sont une mine abondante et sûre pour l'histoire de Grignan et du voisinage. Bien plus on y trouve quantité de renseignements intéressants maintes localités de l'Ardèche, de la Loire, de Vaucluse, des Hautes-Alpes, etc. Une foule de grandes familles du Dauphiné et des provinces voisines y ont pour leur histoire et leur généalogie des éléments que l'on pourrait en vain chercher ailleurs.

C'est ainsi que nous y avons puisé sur la famille d'*Auriac*, dont le berceau est le quartier de ce nom dans la commune de la Rochette, près Gap (Hautes-Alpes), des détails se rapportant aux XV^e et XVI^e siècles. Ils nous ont paru intéressants, et nous les offrons, accompagnés de quelques autres puisés ailleurs et s'y rattachant directement, aux généalogistes des anciennes et grandes familles des Hautes-Alpes.

Parmi les successeurs de Robert Lhoste, curé de Grignan en 1453², nous trouvons le 11 décembre 1458

¹ 1886, pp. 381-3.

² Minutes de M^{re} Long, notaire à Grignan, reg. de 1353.

honorabile homme messire Claude d'Auriac ¹. Puis, ce personnage qui, en 1460, habitait encore Grignan avec la qualification de *moine* ² et y était remplacé comme curé par Etienne Bonard ³, apparaît domicilié audit lieu et qualifié de *vénérable et religieux homme*, de *moine* et de *précenteur de Romette* ⁴, de 1460 au 26 janvier 1479. A cette dernière date, deux particuliers lui devaient 4 salmées de blé qu'il leur avait prêtées ⁵.

Le 23 novembre 1484, Antoine d'Auriac, de Montségur, lieu voisin de Grignan, assistait, comme témoin à une transaction relative au *devès de Margerles*, du territoire de Colonzelles, et passée au château de Grignan, entre le doyen de Colonzelles et les habitants de ce dernier lieu, limitrophe de Grignan ⁶.

Le 3 décembre 1491, prud'homme Jean d'Auriac et Louise de Montlaur son épouse ⁷, tant en leur nom qu'en celui d'Étienne et de Jacques Dalbon, vendaient des fonds situés à Sarçon, quartier du territoire de Grignan ⁸. Plus tard, le 17 septembre 1497, nous trouvons Jean d'Auriac témoin d'une sentence rendue à Grignan par Jean Vital, vibailli, juge de ce lieu ⁹.

Messire Gallix d'Auriac, témoin à Grignan d'un échange du 6 novembre 1490 entre Guigues Vincent, curé

¹ Acte du 11 déc. 1458 (fait *in loco Greynhani, Diensis dioec., in domo cure ejusd. loci, presentibus honorabili viro domino Claudio de Aureaco* (peut-être *Auredico*), *curato ipsius loci*, etc. (Minutes cit., reg. de 1458).

² *Monachus*.

³ Min. cit., reg. de 1460.

⁴ *Venerabilis et religiosus vir dominus Glaudius de Aureaco, monachus, preceptor Romete*. Certains actes disent : *preceptor Romete*.

⁵ Minutes cit., *passim*.

⁶ Min. cit., reg. coté *Alma*, f. clxxiiij ; — Arch. de la mairie de Colonzelles, orig. parch. de 2 peaux avec bulle de plomb aux armes des Adhémar.

⁷ *Providus vir Johannes de Aureaco et Aloysia de Monte Lauro conjuges*.

⁸ Min. cit., reg., coté *Verrière* f. lvj.

⁹ Min. cit., reg. coté *Bene*. f. clxxjx.

du lieu, et Dalmas Labaume ¹, était prêtre et acquérait, au nom d'Antoine d'Auriac, son frère, et au prix de 50 florins, une maison située à Grignan et une vigne au Rousset, le 1^{er} mars 1500 ². Ce fut dans sa chambre, audit Grignan, que les revenus prieuraux de Chantemerle, paroisse limitrophe, furent arrentés, le 15 août 1504, du prieur Hugues de Valon, par noble P. Reymond, dudit Chantemerle ³. En 1509, l'évêque de Die, en cours de visite canonique, le trouve recteur d'une chapellenie fondée au maître-autel de l'église de Salles par Rixende Robert et dotée par elle de 4 prés à charge de 2 messes chaque semaine. Un pouillé de Die de 1516 nous apprend que Gallix (*Gadix de Auriaco, de Grignano*) jouissait encore alors de cette chapellenie ⁴, et un acte de 1552 nous signale, vers le chemin de Salles à Poët-Laval, « la terre de la chappellanye fondée par M^e Gallis Dhoriac, prebtre » ⁵. Témoin de divers actes au château de Grignan et ailleurs en 1512, 1523 et 1524, et chanoine de la collégiale Saint-Jean de Grignan dès mars 1517, il mourut de mars 1524 à juin 1528, et fut enterré dans l'église collégiale du même lieu ⁶.

Le 13 juin 1528, *honnête jeune homme* Jean d'Auriac, fils de feu Antoine d'Auriac, du lieu de la Rochette, diocèse de Gap, habitait Grignan ⁷ et faisait son testament audit Grignan, dans sa maison d'habitation, près l'église. Il choisissait pour sa sépulture l'église paroissiale et collégiale Saint-Jean, et la tombe où avait été enseveli vénérable homme messire Gallix d'Auriac, chanoine de cette église ; il prescrivait divers services et neuvaines de messes dans la même église ; il léguait, pour l'amour

¹ Min. cit., reg. de 1490.

² Min. cit., reg. coté *Mandare*, f. ccxxv.

³ Min. cit., reg. coté *Samo*, f. xvij.

⁴ Arch. de la Drôme, fonds de l'Évêché de Die.

⁵ Min. cit., protoc. *Pons Silhol*. 5^e reg., au 22 nov. 1552.

⁶ Min. cit., et Collect. d'arch. de M. Morin-Pons, *passim*.

⁷ *Joh. de Aureaco, filius quondam Anthonii de Aureaco, loci de la Rochete, Vapincensis dioc., habitator de Greynhano, Diensis dioc.*

de Dieu, 2 gros à chacun des six bassins de lad. église, 2 linceuls (*lintheamina*) et 1 plat (*plaxatum*) au vénérable hôpital du lieu, et 1 gros une fois seulement à chacun des quatre ordres mendiants quand ils viendraient quêter ¹.

Puis, le 23 avril 1533, Jeand'Auriac, de Grignan, arrentait pour deux ans, à Pierre Bonnefoy, prêtre et sacristain du lieu, pour 15 florins et 8 sous par an, une maison et un jardin situés près de l'église dudit Grignan, lui appartenant. Enfin, le 21 novembre 1534, son procureur recevait de la part de Pierre Bonnefoy, 3 florins et 8 sols pour reste du prix annuel de l'arrentement dont il a été parlé ².

Le dernier membre de cette famille dont nous ayons trouvé des traces à Grignan, est Robert d'Auriac de Grignan, nommé bannier de ce lieu en janvier 1523, et témoin d'un acte fait le 18 novembre de la même année dans l'église du même lieu. C'est lui qui agissait dans l'acte précité du 21 novembre 1534 comme procureur de Jean d'Auriac, qui était *son cousin* ³ et, paraît-il, n'habitait plus Grignan.

L'ABBÉ FILLET.

DONS DIVERS

Pendant le trimestre qui vient de s'écouler, divers dons importants ont été faits à la *Société d'Études*.

En première ligne, nous devons mentionner les splendides dessins géologiques et archéologiques, avec études explicatives, les livres de croquis et de notes, les dissertations, plans, cartes, etc., donnés à la Société par M. Benoît BLANC, dit *Bénoni*, artiste peintre, né à Géménos (Bouches-du-Rhône), le 21 mars 1812, mort à Gap, le 13 juillet 1887. Nous nous réservons d'étudier ultérieurement

¹ Min. cit., reg. coté *Vivere*, f. cijj.

² Min. cit., reg. coté *Dona*, f. lxxvj.

³ Mairie de Grignan, Jélib. municip., reg. n° 2, au 2 janv. 1523 ; — Min. cit., reg. coté *Vivere*, f. 310; *Dona*, f. lxxvj.

la collection de M. Blanc. Disons toutefois, dès à présent, qu'elle est d'une valeur scientifique et artistique considérable.

En outre, nous avons reçu en don, pour le Musée de la Société :

1° Le 17 août, de M. LANNES, capitaine des douanes en retraite à Briançon, une brique circulaire, de 20 centim. de diamètre sur 9 de hauteur, provenant du Mont-Genèvre et ayant très probablement fait partie d'une colonne.

2° Le 30 août, de M. GÉRARD, curé de Savournon, une montre du XVIII^e siècle, ornée de dessins gravés, fort élégants, et portant cette inscription : CÆOMZIEROT A PARIS. Suivant la tradition, cette montre aurait appartenu à un ancien seigneur de Savournon, membre de la famille de Rastel de Rocheblave.

3° Le 31 août, de M. l'abbé PASCAL, curé de Lagrand, six monnaies, dont 3 en argent : 1. de Louis XIV : LVD · XIII · D · G · FR · ET · NAV · REX · 1707 ; — 2. de Frédéric IV, roi de Danemarck : FRID · III · D · G · REX · DAN · N · V · G · , et au revers : ANNA · SOPH · REG · DAN · N · V · G · ; — 3. d'Oscar II, roi de Suède et de Norvège : OSCAR II SVERIGES NORV · G · V · CONUNG · et au revers : 10 ORE. 1873, — et 3 en bronze : de Louis XV, 1774 ; de la République française, I · S · 1793, et un centime, AN 7.

4° Le 3 septembre, de M. Jean-Jules RICARD, de Manteyer, vingt-neuf ammonites fossiles provenant de la montagne de Séüse.

5° Le 14 septembre, de M. SIBOUR, propriétaire à Puy-Maure, près Gap, une monnaie en bronze, de Lucius Vérus (161-169), avec le revers : COS II ; trouvée sur le versant oriental de Puy-Maure, à environ 200 mètres au-dessus de l'habitation de M. Sibour, point où l'on rencontre fréquemment aussi des débris de poterie.

6° Le 20 septembre, de M. MOURRE, percepteur à Ribiers, une petite monnaie en argent, portant d'un côté trois fleurs de lis et de l'autre une croix dans un quadri-lobe ; trouvée à Barret-le-Bas, au quartier de Saint-Laurent.

7. Le 15 septembre, de M. HAAS, chanoine titulaire à Gap, seize monnaies : dont une en or, du poids de quatre grammes, avec légende peu lisible, représentant, d'un côté, le Sauveur nimbé, dans un ovale, et, de l'autre, un saint qui remet un sceptre à un personnage à genoux et couronné ; — et quinze monnaies en argent, savoir :

Quatre de Charles VI : KARO/LVS/FRAN/REX. Croix coupant la légende (deux avec point secret sous l'A de KARO-LVS), et au revers : † DALPHINVS·VIENNENSIS. Dauphin à gauche.

Une de Charles VI : KAROLUS : FRANCOV : REX, et portant 3 fleurs de lis, et point secret sous le premier A ; au revers : SIT : NOMEN : DNI : BENEDIC... croix cantonnée de deux couronnes et de deux fleurs de lis.

Une du dauphin Louis, fils de Charles VI (1409-1415) : † LVDO·PRMOG·FRAN·REGS. Ecusson en losange, écartelé aux 1^{er} et 4^e d'une fleur de lis, aux 2^e et 3^e d'un dauphin ; celui du 3^e canton est contourné. Revers : † DALPHS·VIENENSIS. Annelet sous la 3^e lettre de chaque légende.

Quatre de Louis I^{er}, duc de Savoie : † LVDOVICVS : D' SABAVD. Croix dans un quadrilobe. Revers : PRINCEPS : ACHAIE : &c. Croix potencée dans un rond.

Une de Louis, duc de Savoie : LVDOVICVS·DVX·SABAVD... Ecu de Savoie dans un quadrilobe. Revers : PRINCEPS ACHAIE... Croix ancrée.

Deux d'Amédée, comte de Savoie : † AMED : CO : SABAV : DUX. Ecu de Savoie dans un quadrilobe. Revers ; †... MARCHIO... ITALIA... Croix dans un quadrilobe.

Deux d'Amédée, comte de Savoie : † AMED : COM : SABAVDIE, et le mot FE-RT au centre. Revers : MARCHIO · IN · ITALIA.

Ces seize monnaies ont été trouvées, vers 1869, à Gap, aux Eysserènes, près du couvent de Saint-Joseph, le long du chemin qui monte vers Charance.

* *

De plus, la Commission départementale a bien voulu autoriser l'acquisition, pour le musée départemental, des monnaies suivantes :

De M. le maire de Buissard, un écu de 6 livres à l'effigie de Louis XV, 1726.

De M^{me} X., trente-deux monnaies, dont 17 en bronze, de l'époque romaine : Auguste, Vespasien, Marc-Aurèle, Gordien, Maximin, Constantin, colonie de Nîmes, etc., et 15 de l'époque moderne, également en bronze, sauf une en argent, de Henri II. .

De M. R., d'Ubaye (Basses-Alpes), cinq monnaies, en argent, de Louis XIV, trouvées aux environs du Sauze, (Hautes-Alpes) : un écu de 6 livres (1691) ; de 3 liv. (1691) ; de 50 sous (1650) ; de 30 s. (1794), et de 10 s. (1692).

P. G.

LA MÉDECINE ET LA PHARMACIE

EN 1740.

Une lettre, datée de la Fère, en Picardie, du 1^{er} juillet 1740, adressée au sieur Truphème, bourgeois à Lazer, par son beau-frère Balthazar *de Méans*, d'Eyguians, chevalier de l'ordre royal et militaire de St-Louis, officier de cavalerie, nous donne de curieux détails sur les procédés médicaux de l'époque et le prix des drogues alors employées.

Cet officier, tombé malade, a « eu la fièvre continue, avec des redoublements de 17^e heure, pendant 70 jours, pendant lesquels on a exercé sur son corps toutes les fureurs de la médecine et de la pharmacie » ; on lui tire 16 livres de sang en deux mois, en 18 saignées, au pied et au bras. Son estomac a rendu tant de bile et est si faible qu'on lui a ordonné « l'usage d'une drogue que l'on nomme *beaume de la Mègue* ; l'once coûte 80 livres. J'en ai fait venir de Paris 2 onces pour 160 livres. J'en prends 12 gouttes dans un petit verre de vin d'Alicante qui me coûte six livres la bouteille de six verres ».

(Communication de M. l'abbé G. PASCAL,
curé de Lagrand).

BIBLIOGRAPHIE ALPINE

429. ALLEMAND (L'abbé F.), curé de Saint-Auban-d'Oze. *Monographie du mandement de Chaillol, aujourd'hui commune de Saint-Michel-de-Chaillol*. Gap, Richaud, 1887, 8°, 25 p. — Voici la division de cet intéressant travail : 1° Topographie, noms, premières époques ; 2° Etat féodal ; 3° Etat communal ; 4° Etat ecclésiastique ; 5° Etat civil. — C.

430. CLUB ALPIN FRANÇAIS. *Annuaire*, 13^e année, 1886. — Nous devons mentionner ici d'une façon toute spéciale les articles suivants : *Les voies anciennes des glaciers du Pelvoux* (les documents écrits ; les passages anciens ; de la Bérarde à Ville-Vallouise par le col de Côte-Rouge ; de Briançon à la Bérarde par le col du Clot des Cavales : ascension de la Barre des Ecrins par l'arête occidentale), par Paul Guillemin (p. 3-41, avec vues prises du sommet de la Barre des Ecrins, 4,103 m., p. 16 et 34) ; — *le Congrès de Briançon*, 12, 13, 14 et 15 août 1886 : I. La réunion des Alpinistes à Briançon, par M. Abel Lemercier ; II. Les Alpes du Briançonnais, par M. Charles Durier (p. 491-509, avec une vue de Briançon, prise de l'usine Chancel, p. 492, et une vue de la Rue des Masques près Guillestre, p. 496) ; — *Précis d'un voyage à la Bérarde en Oisans, dans les grandes montagnes de la province de Dauphiné* (1786), reproduction d'un manuscrit de Dominique Villars, avec introduction de M. H. Gariod (p. 633-54), etc. — Au 15 juin 1887, le Club alpin français se composait de 5575 membres, parmi lesquels la section de Gap comptait pour 83 membres ; celle de Briançon, pour 123 et celle d'Embrun, pour 39. On sait que M. Xavier Blanc, sénateur des Hautes-Alpes, est actuellement président du Club alpin français. — S.

431. DIDIER (V.-A.). *Prolongement du chemin de fer de Marseille à Briançon sur Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie) ; étude accompagnée d'une carte du tracé*. Gap, Richaud, 1887, 8°, 42 p. et carte. — Cette brochure a pour but d'appeler l'attention des pouvoirs publics sur les effets désastreux qu'aurait, pour le commerce français et pour la défense de la frontière, l'ouverture d'une ligne ferrée par le Mont-Genèvre. — C.

432. DOLLFUS (A.). *Bull. de la Soc. d'études scientifiques de Paris* (9^e année, 2^e trimestre, 1887) : *Diagnoses d'espèces nouvelles de la tribu des Armadilliens, crustacés isopodes terrestres*. — Dans cette étude nous trouvons les lignes suivantes, relatives à une espèce découverte par M. D. Martin, membre de la Société d'Études des Hautes-Alpes : « *ARMADILLIDIUM ALPINUM* A. D. n. sp. *Corpus læve et nitidum. Frons antice subrecta et medio post scutellum distincte foveata. Epistoma scutello lineam frontalem paulum superante, eaque præsertim medio, valde discreto, margine superiore rotundato. Tubercula antennaria*

fère semiciroula. Segmatum caudale longius quam latus lateribus, subrectis, apice obtuse truncato. Plumbeo-griseum, maculis sulphureis 1-3 in unoquoque segmento dispositis. — Long. 11 millim., lat. 5 millim. 1/2. Hautes-Alpes; au-dessus de 2000 mètres. Deux exemplaires de cette nouvelle espèce ont été recueillis par M. D. M., l'un au milieu d'éboulis de rochers au col de la Coupa au-dessus de Gap, l'autre dans la Vallouise (au col de la Pousterle). » — C.

433. FAURE (J.-A.-Félix). *Les assemblées de Vizille et de Romans durant l'année 1788*. Grenoble, Baratier et Dardelet, 1887, 8°, 556 p. Prix : 3 fr. 50. Dans l'introduction. M. Faure fait connaître l'ancien régime, en juge l'organisation, les avantages et les vices. La situation spéciale au Dauphiné est exposée avec un soin particulier. L'auteur commence l'histoire de la Révolution Dauphinoise par le récit des tentatives, malheureusement avortées, de l'établissement des assemblées provinciales ; il fait ensuite l'histoire des assemblées de Grenoble, de Vizille et de Romans, où furent formulées les réformes voulues par nos pères. « C'est là qu'on peut étudier, dans leur origine première, avant qu'ils fussent altérés par les passions des partis, l'exposé vrai des principes de 1789, sur lesquels on s'entend si peu et que l'on va tant discuter, sans doute, pendant l'année de leur centenaire et aussi l'année prochaine, dont on veut faire un centenaire Dauphinois ». M. Faure met sous les yeux du lecteur de nombreux documents officiels. En appendice, il donne la liste des membres des assemblées de la province « où figurent les noms de plus de six cents familles dauphinoises ». — C.

434. GUILLAUME (Paul), archiviste des Hautes-Alpes. *Rapport sur les Archives du département en 1886-1887*. Gap, A. Fillon, 1887, 8°, 40 p. — A signaler : Catalogue des manuscrits conservés dans les dépôts d'archives des Hautes-Alpes (p. 12-18) ; situation et index des archives communales des arrondissements de Briançon et d'Embrun (sauf quelques communes), en 1886-87 (p. 27-39). — S.

435. GUINIER (E.). *Observations sur les roches ophitiques*. [Gap, Jouglard], 1887, 8°, 15 p. (Extrait du *Bull. de la Soc. d'Études des Hautes-Alpes*, n° 23). — S.

436. ISNARD, vérificateur des poids et mesures à Embrun. *Arbres fruitiers, poiriers et pommiers à plein vent. Culture sous le climat des Alpes et autres climats montagneux*. Gap, Jouglard, 1869, in-12, 128 p. — C.

437. [LACHANAL]. *Notes d'un chercheur sur l'Alésia de Vercingétorix décrite par César*. En vente aux Avenières (Isère), chez Mlle Constance Chaboud, 1887, in-12, 135 p. et une carte. Prix, 2 francs. — A la suite d'une étude minutieuse des passages des Commentaires de César les plus précis, soit par les descriptions topographiques des lieux, soit par les récits des combats qui s'y livrèrent et les travaux qui y furent exécutés, l'auteur finit par conclure que l'Alésia de Vercingétorix doit

s'identifier avec la colline des Avenières (com^e du canton de Morestel, arr^t de la Tour-du-Pin, Isère) et non point avec *Alise-Saint-Reine* (Côte-d'Or), ou autres localités proposées jusqu'ici. — S.

438. LAUGIER (J.). *Les monnaies Massaliotes du Cabinet des médailles de Marseille*. Marseille, 1887, 8°, 55 p. et xvii planches. — La numismatique massaliote, « si intéressante pour notre histoire locale » (car assez souvent on rencontre dans les Alpes des monnaies provenant de Marseille, par exemple à la Bâtie-Montsaléon, à la Baumette, etc.), n'avait jamais jusqu'ici fait l'objet d'un travail spécial aussi complet que celui de M. J. Laugier. Aussi appelons-nous, tout spécialement, sur lui l'attention des archéologues de notre région. Planche xvii, n° 21, M. Laugier, sous le titre : *Rigomagenses*, figure une petite monnaie en argent, du poids de 2 grammes. Elle représente la « tête de Diane à droite », et, au revers, un « lion marchant à droite, » avec la légende DIKO. « L'attribution de cette rare monnaie, dit M. Laugier (p. 53), est encore un problème à résoudre. La légende RIKO qui se trouve sur la pièce publiée par La Saussaye et qui est une variété de la nôtre, fait supposer qu'elle a pu être frappée par les *Rigomagenses*, peuplade située entre Digne et Soleilhas près de Castellane ou Seillaus près de Fayence ». Confrontez, ci-dessus (p. 304), le mémoire de M. Longnon.—C.

439. LERÈVRE-PONTALIS (Eugène), bibliothécaire du comité des travaux historiques et scientifiques au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. *Bibliographie des sociétés savantes de la France*. Paris, impr. nationale, 1887, in-4°, vii-142 p. — Ce très utile travail renferme « le catalogue des publications de toutes les Sociétés savantes françaises ». Le nombre total de ces sociétés est de 667, dont 12 pour l'Algérie et les colonies ; Paris n'en compte pas moins de 142 ; le département des Hautes-Alpes (p. 5) en a produit 4, dont 2 existent actuellement. Ce sont : 1° l'*Académie flosalpine*, fondée à Embrun le 6 déc. 1857, et qui a publié, de 1858 à 1863, 5 numéros in-8° de *Comptes-rendus* de ses séances ; — 2° le *Comité départemental de l'Inventaire des richesses d'art des Hautes-Alpes*, institué à Gap, le 4 avril 1878, et qui n'a encore rien publié, du moins directement ; — 3° la *Société d'émulation des Hautes-Alpes*, fondée à Gap, en 1802, et qui, de 1805 à 1814 a publié 10 vol. in-8° d'un *Journal*, aujourd'hui très rare, et, en 1837, un vol. in-8° de *Mélanges littéraires* ; — 4° la *Société d'études historiques, scientifiques, artistiques et littéraires des Hautes-Alpes*, fondée à Gap, le 10 juillet 1881, qui, de 1882 à 1886, a publié, 5 vol. de *Bulletins* ; le *Mystère de Saint Anthoni de Viennés*, en 1881 ; le *Catalogue des plantes les plus intéressantes des Hautes-Alpes*, par M. Lannes, en 1885 ; le *Mystère de Saint Pierre et Saint Paul*, en 1887, etc., et qui a commencé la publication : de la *Bibliographie historique des Hautes-Alpes*, par M. C. Amat (1885) ; du *Recueil des chartes de N.-D. de Bertaud, monastère de femmes de l'ordre des Chartreux, diocèse de*

Gap, publié par M. P. Guillaume (1887) ; le *Recueil des chartes de Durbon, de l'ordre des Chartreux* (sous presse), etc. — S.

440. RAVA (Camille). *Photographie des Alpes. Catalogue des vues des Hautes et Basses-Alpes*. Gap, Fillon, 1887, 8°, 8 p. — Parmi les collections photographiques, réunies en forme d'Album oblong, citons : *Le Briançonnais pittoresque* (66 vues) ; *La vallée de Barcelonnette* (50 vues) ; de très nombreuses vues, en grand et petit format, des *principaux sites et monuments des Hautes et Basses-Alpes*, etc. « Déjà, l'état-major et le génie ont choisi M. Rava pour leur photographe, et le Club alpin, appréciant les vastes collections de vues que possède M. Rava ..., en a fait son paysagiste attitré ». Ajoutons que les prix sont extrêmement modérés ; 1 fr. à 0,40 chaque vue, suivant les formats. S'adresser directement à M. Rava, à Briançon. — C.

441. PRUDHOMME (A.), archiviste de l'Isère. *Un épisode inconnu de la vie privée du baron des Adrets*. Grenoble, F. Allier, 1887, 8°, 31 p. et 1 fac-similé. — Renseignements fort curieux sur David de Beaumont, jeune prodigue, qui ne survécut pas à son père, le baron des Adrets ; fac-similé d'une lettre entièrement autographe de ce dernier (vers 1582), etc. — C.

442. RIAnt (Le comte), membre de l'Institut. *Les possessions de l'église de Bethléem en Gascogne*. Auch, G. Foix, 1887, 8°, 25 p. — M. Riant, reproduit (p. 13) un fragment important d'une bulle du pape Clément IV, de l'an 1268. C'est la liste des possessions que l'église de Bethléem avait alors en Espagne et en France. Voici le passage qui nous concerne plus spécialement : « *Ecclesiam Sancte Marie de Bethleem de Castro Dalmatani, prope EBREDUNENSEM diocesim* » (p. 13). « *S. M. de Bethleem de Castro Dalmatani*, ajoute M. Riant (p. 14), est d'une identification très difficile, parce que les mots *prope Ebredunensem*, qui suivent ce nom dans la bulle, ne sont pas d'une lecture assez certaine pour qu'on n'ait point à hésiter entre Lyon, Embrun, et Verdun. Cependant l'on devrait se décider pour S. Dalmas-le-Sauvage (Alpes-Maritimes), localité voisine des nombreuses dépendances GAPENÇAISES du S. Sépulcre et de l'Hôpital (v. *Mém. de l'Acad. des I. et B.-L.*, 1884, p. 193 ; *Bulletin du diocèse de Valence*, 1881, t. p. 154, [et *Bull. de la Soc. d'Étud. des U.-A.*, 1885, pp. 104-113]), si l'absence complète de tout document, de toute tradition locale, relative à une église bethlémitaine, ne rendait encore cette identification très problématique ». Voilà un intéressant sujet d'études à traiter. Nous le recommandons à nos historiens. — C.

443. *Rivista Storica Italiana*. Pubblicazione trimestrali diretta dal prof. C. RINAUDO, con la collaborazione di A. FABRETTI, P. VILLARI, G. DE LEVA e di molti cultori di Storia Patria. Torino, Bocca, 1887, aprile-giugno, anno IV°, fasc. 2°. — P. 476. Annonce du *Mystère de Saint-Pierre et Saint-Paul*, publié naguère sous les auspices de la *Société d'études*. — S.

444. ROMAN (J.). *Tableau historique du département des Hautes-Alpes. Première partie : état ecclésiastique, administratif et féodal antérieur à 1789, histoire, biographie, bibliographie de chacune des communes qui le composent.* Paris, A. Picard, Grenoble, F. Allier, 1887, in-4°, xxxii-204 p. — C.

445. *Sylphe* (Le), *organe mensuel des écrivains dauphinois*, 6 fr. par an. Bureaux : 2, rue de la Gare, Voiron, 1887. — Nous avons sous les yeux deux livraisons de cette élégante revue littéraire. Chaque livraison renferme deux parties : d'abord des poésies (des poètes du Dauphiné) et une revue (en prose) des écrivains dauphinois. Parmi les signataires des poésies, citons : Emile Augier, Emile Trolhier, C. Niemand, Henri Second, le comte Henri Monier de la Sizeranne, Maurice Champavier, et bien d'autres. La livraison de juillet renferme (p. 109) le sonnet suivant, adressé à M. C. Niemand par M. Ernest Sibour, membre de la Société d'Études :

Vous désirez savoir le lieu de ma naissance :
Je suis de ce pays, dont les superbes monts,
Pêle-mêle entassés, font un rempart immense
Entre deux peuples fiers, à s'irriter trop prompts.

Il ne le cède à nul en honneur et vaillance,
Et ses fils, à bon droit, peuvent lever leurs fronts,
Car c'est un des premiers qui fondèrent la France.
Il s'en enorgueillit sans redouter d'affronts.

Sur ses confins se dresse une ville si forte
Qu'à l'ennemi jamais elle n'ouvrit sa porte,
Briançon, notre intact et fameux boulevard :

Je suis de ce pays, si beau, si pittoresque,
Encor patriarcal, toujours chevaleresque,
Où sont nés Lesdiguière, et Barnave, et Bayard !

28 Mai 1887.

La livraison d'août contient (p. 120-121) une poésie fort délicate : *La fontaine Dru*, de notre compatriote et confrère Jean Sarrazin, que nous reproduirons peut-être quelque jour. En attendant, nous recommandons vivement *le Sylphe* aux amateurs de littérature Dauphinoise. Cette excellente publication comble enfin une lacune regrettable. — C.

446. SOCIÉTÉ NATIONALE DES ANTIQUAIRES DE FRANCE. *Bulletin*, 1885. — P. 104, on trouve : 1° L'inscription qui se lit sur la porte de l'ancienne abbaye d'Oulx, aujourd'hui en Italie, mais qui appartient à la France jusqu'au traité d'Utrecht en 1713. Cette inscription SVB RENATO RENATA, entoure les armoiries de la famille de Birague. « Elle fait allusion à la reconstruction de l'abbaye par un de ses abbés, René de Birague » (16^e s^e) ; — 2° L'inscription « gravée sur le tympan de la porte de l'église de Ville-Vieille-en-Queyras, détruite en 1574, pendant les guerres de religion ». Cette inscription, a été publiée en 1783, par l'abbé Albert (*Histoire du diocèse d'Embrun*, t. 1, p. 333), mais peu exactement. La voici telle que nous l'avons relevée, le 6 août 1883 :

HÆC. ECCLESIA. SUB. TITULO. S. ANDRÆ ANNO
 1574. IMPIETATE. CALVINISTARUM. FVNDITUS. EVERSA.
 OMNIQUE. SUPELLECTILI. SPOLIATA. OCCISO. PAROCHO.
 OBTUSO. CAMPANILI. MISSAQVE. SEPULTA.
 TANDEM. DEI. GRATIA. ET. PIETATE. CATHOLICORUM.
 CUM. OMNI. SUPELLECTILI. PAROCHO. ET.
 MISSA. RESTAURA. REFULGET.

MDCXXXV.

X

Ajoutons qu'au milieu de l'inscription on voit un écu rond, portant trois chevrons surmontés d'une croix, et qu'au-dessous on lit encore A/AGIS (l'S est douteuse) XX. Peut-être cette inscription, est-elle, en réalité, du 20 août 1635. — C.

447. SPULLER (M., ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts. *Discours prononcé au Congrès des sociétés savantes, le samedi 4 juin 1887.* Paris, impr. nat. 1887, in-4°, 18 p. — « Messieurs,... vos associations vivent : puissent-elles se multiplier !... Il m'est impossible de ne pas profiter de ma présence parmi vous pour vous dire que les études entreprises par vos sections d'histoire et d'archéologie sur l'histoire de France à toutes les époques continuent de jouir de toute la faveur publique et méritent tous les encouragements du gouvernement de la République. On a reproché quelquefois au parti républicain de chercher à faire dater toute l'histoire de France de la Révolution qui a clos le dix-huitième siècle et ouvert le dix-neuvième, et de trop vouloir distinguer entre l'ancienne France et la nouvelle. C'est là une accusation que, pour mon compte, je repousse absolument. Je vais plus loin. Je dis que l'on ne serait pas en état de rendre des services à la France nouvelle, de travailler efficacement pour elle, de la pousser hardiment dans les voies de l'avenir, si l'on ne connaissait pas le passé de l'ancienne France, avec son vrai caractère, avec ses grandeurs et ses faiblesses, avec ses abus, ses iniquités, mais avec ses bienfaits. Je n'ai jamais pensé que l'histoire de notre pays, qui a rempli le monde du moyen-âge de sa civilisation et de sa gloire, en ces temps reculés, put être abandonnée à une critique mal informée, sans vues, sans patriotisme et sans équité. Au contraire, Messieurs, je suis pleinement convaincu que nous autres hommes de la France d'aujourd'hui, nous avons plus d'intérêt qu'on ne pense à chercher à mettre en lumière nos véritables origines, à nous en réclamer, à nous en glorifier. Ce serait d'ailleurs une singulière ingratitude : ce serait aussi méconnaître nos vrais intérêts que de nous séparer, nous plébéiens, de cette nation française qui a brillé par sa noblesse comme une fleur de chevalerie, d'élégance et de bravoure, qui a été par son clergé, une grande école de politique, de science et de charité, et qui, par sa royauté si habile, si persévérante, a tenu une si grande place dans le monde. Dans cette nation,

il n'y avait pas que le roi, des prêtres et des nobles, il y avait aussi le peuple, et nous qui sommes du peuple, nous aimons à nous souvenir que ce peuple a joué son rôle sous les ordres de ceux qui les conduisaient alors, » etc. — S.

448. FILLET (L'abbé), curé d'Allex (Drôme). *Histoire religieuse de Pont-en-Royans* (Isère). Valence, Lantheaume, 1887, 8°, 96 p. — Après une étude rapide sur les origines civiles et religieuses de Pont-en-Royans, M. Fillet fait connaître l'antique prieuré de cette ville, son église, ses confréries, ses chapelles, ses institutions charitables et scolaires, les événements qui se sont accomplis dans son sein, les personnages qui y ont vécu, etc., et en s'appuyant constamment sur des documents inédits. C'est un modèle de monographie paroissiale. — C.

449. LASTEYRIE (Robert de) et Eugène LEFÈVRE-PONTALIS. *Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les sociétés savantes de la France*, dressée sous les auspices du ministère de l'Instruction publique. Paris, impr. nationale, 1887, in-4°, 1^{re}, 2^e et 3^e livr. — Bibliographie de la *Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes* (p. 65) ; de la *Société d'études des Hautes-Alpes* (p. 68-72) ; du *Comité d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse du diocèse de Valence* (p. 474-476) ; de la *Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme* (p. 476-486), etc. Ouvrage extrêmement bien fait et d'une grande utilité. — S. (Don du ministère de l'Inst. publ.).

RÉSUMÉ des observations météorologiques faites à l'École normale de Gap en 1887 (sous abri), par M. C. R.

OBSERVATIONS.	Avril	Mai	Juin
Températures moyennes.....	8,3	11,5	19,1
Id. extrêmes } maxima.....	22 le 23	25 les 5-31	32 le 15
} minima.....	— 4 le 19	— 2,5 le 23	3 le 4
Moyennes barométriques à zéro (altitude 739).....	695. 4	696,7	699,8
Pressions extrêmes } maxima...	709, le 16	703 le 9	706 le 14
} minima...	683, le 6	690 le 14	692 le 2
Total des jours de pluie ou de neige.....	5	11	6
Eau tombée, en millimètres...	26	53	42
Moyenne hygrométrique (évaluée de 0 à 100).....	62	62	58

FINI D'IMPRIMER LE 30 SEPTEMBRE 1887.

GAP. — IMPRIMERIE JOUGLARD PÈRE ET FILS.

TABLE ALPHABÉTIQUE DU SIXIÈME VOLUME

ANNÉE 1887

ADVIELLE (Victor). Louis Hénault, ingénieur-géographe du XVII^e siècle, auteur de plans des fortifications de Grenoble et Mont-Dauphin, p. 220-222.

— Notes historiques sur les Hautes-Alpes, p. 278-286.

ALBERT (Aristide). Un coin de la Vallouise. Club alpin français et Touristes du Dauphiné, p. 135-153.

ALLIER (C.). Notice sur l'Alp et les gîtes métallifères de Villar-d'Arènes, p. 286-297.

Aix (Exposition et concours d') en 1887, p. 169.

Arrêté d'autorisation de la *Société d'Études des Hautes-Alpes*, par M. le Préfet, p. III.

Belle-Isle (Les ossements du chev. de) à Embrun (1750), p. 218-220.

Bibliographie Alpine, p. 73-80, 170-176, 246-256, 362-368.

Bibliothèques abonnées, p. XXIX.

BLANC (Don de M. Benoit), dit *Benont*, p. 358.

Bertrand de Gap, écuyer (XIII^es), par V. LIEUTAUD, p. 191-194.

Boscodon (Inscription relative à l'église de), p. 71-72.

Briançon administré par ses Consuls, par le D^r CHABRAND, p. 41-57, 114-132, 195-209, 314-326.

Budget (Projet de) pour 1887, p. 62-63.

Bulletin météorologique, par M. ROMIEU, p. 80, 176, 256, 368.

BURLE (A). Liste de plantes récoltées dans les vallées de l'Argentière et de Freissinières, p. 354.

CHABRAND (Le D^r), Briançon, administré par ses consuls, p. 41-57, 114-132, 195-209, 314-326.

Chorges (Inscription de) relative à un empereur, p. 72-73.

Civitas Rigomagensis (La), par M. A. LONGNON, p. 304-313.

Climatologie (Documents pour servir à la) dans les Hautes-Alpes (en 1881-1886), par M. ROMIEU, p. 133-134.

Club alpin français, p. 135-153.

Collèges (Les) de Gap et d'Embrun avant 1790, par M. P. GUILLAUME, p. 153-160.

Congrès des Sociétés savantes en 1887, p. 167-168.

Corrections et additions, p. 176.

- Documents pour servir à l'étude de la climatologie dans les Htes-Alpes (en 1881-86), par M. ROMIEU, p. 133-134.
- Dons divers à la *Société*, p. 358-360.
- Embrun (Collège d'), avant 1790, p. 156-160.
- Embrun. Documents relatifs au clocher de l'église métropolitaine (1684), p. 224-225.
- État de la France en 1789, p. 169.
- Fareaux (Les forestiers des), p. 234-240.
- Farel (Guillaume), par M. Gustave VALLIER, p. 1-24.
- Farel (Rapports de Guillaume) avec les Vaudois du Piémont, par M. F.-X. PROVANA DE COLLENO, p. 257-278.
- FILLET (L'abbé), Notes sur quelques membres de la famille d'AURIAC, p. 355-358.
- Forêts (Les) des Hautes-Alpes en 1727-1728 et la question des déboisements, par M. P. GUILLAUME, p. 81-114.
- Forêts (Les) de Vars en 1728-1732, par M. P. G. p. 326-334.
- Gap (collège de) avant 1790, p. 154-156.
- Gap (Liste des boulangers, pâticiers, hôteliers, cabaretiers et taverniers de) en 1570, p. 244-246.
- Germain (M.). Nécrologie, p. 161-165.
- GUILLAUME (Paul). Situation financière des communes des Hautes-Alpes en 1788-1791, p. 24-41.
- Les forêts des Hautes-Alpes en 1727-1728 et la question des déboisements, p. 81-114.
 - Les collèges de Gap et d'Embrun avant 1790, p. 153-160.
 - État des biens des hôpitaux des Hautes-Alpes en 1766, p. 209-218.
 - Le langage de Gap et « *los forestiers des Fareaus*, » en 1543, p. 234-240.
 - Les forêts de Vars en 1728-1732, p. 326-334
- Guillestre. Souvenir d'un territorial, par M. LARBITRAY, p. 314-336.
- GUINIER. Observations sur les roches ophitiques, p. 177-91.
- Hautes-Alpes* : Situation financière des communes en 1788-1791, p. 24-41.
- Les forêts en 1727-1728, p. 81-114.
 - État des biens des hôpitaux en 1766, p. 209-218.
- Hénault (Louis), ingénieur géographe du XVII^e siècle, au-

- teur de plans des fortifications de Grenoble et Mont-Dauphin, par M. V. ADVIELLE, p. 220-222.
- Hôpitaux des Hautes-Alpes (État des biens des) en 1766, par M. P. GUILLAUME, p. 209-218.
- Inscription de Chorges relative à un empereur, p. 72-73.
- Inscription relative à l'église de Boscodon et à la prise de la Rochelle (1628), p. 71-72.
- Langage (Le) de Gap et « *los forestiers des Faréaus* » en 1543, par P. Guillaume, p. 234-240.
- LARBITRAY (M.). Deux vues de Mont-Dauphin, p. 222-224.
- Guillestre. Souvenir d'un territorial, p. 334-336.
- Lesdiguières (Deux ordonnances du connétable de), en 1592 et 1621, p. 67-71.
- LIEUTAUD (V.). Bertrand de Gap (XIII^e siècle), p. 191-194.
- Manuscrits hauts-Alpins à Carpentras, p. 298-303.
- Liste des membres de la *Société d'Études* au 1^{er} janvier 1887, p. xv-xxviii.
- LONGNON (Auguste). La *Civitas Rigomagensis*, p. 304-313.
- Manuscrits hauts-Alpins à Carpentras, par M. V. LIEUTAUD, p. 298-303.
- MARTIN (David). Excursions géologiques dans les montagnes de l'Embrunais, p. 337-354.
- Mont-Dauphin (Deux vues de) par M. LARBITRAY, p. 222-224.
- Nécrologie* : M. l'abbé Templier, p. 63-67. — M. Germain, p. 161-165. — M. Pelloux, p. 165-166. — M. Surell, p. 166-167. — Le général Richard, p. 256.
- Notes historiques sur les Hautes-Alpes, par M. Victor ADVIELLE, p. 278-286.
- Notice sur l'Alp et les gîtes métallifères de Villar-d'Arènes, par M. C. ALLIER, p. 286-297.
- Nouveaux membres de la Société*, p. 59, 240-241.
- Observations sur les roches ophitiques, par M. E. GURNIER, p. 177-191.
- Organisation de la Société en 1887*, p. xiv.
- Ossements (Les) du chev. de Belle-Isle à Embrun, p. 218-20.
- PASCAL (G.). La médecine et la pharmacie en 1740, p. 361.
- Passages des Alpes en 1515. Description par Jacques SIGNOT, p. 225-234.

Procès-verbaux des séances :

21^e séance, du 23 décembre 1886, p. 58-63.

22^e séance, du 20 mai 1887, p. 240-242.

Projet de budget pour 1887, p. 62-63.

PROVANA DE COLLENO (Comte F.-X.). Rapports de Guillaume Farel avec les Vaudois du Piémont, p. 257-278.

Rambaud (La commune de) en 1693, p. 160.

Règlement général de la Société, p. IV-VI.

Règlement intérieur, *idem*, p. VII-XII.

Richard (Le général). Nécrologie, p. 256.

ROMIEU (C.). Documents pour servir à l'étude de la climatologie dans les Hautes-Alpes (en 1881-86), p. 133-134.

Saulce (Documents de la), de 1474, p. 243-244.

Savournon (Vente d'une vigne sise à), en 1446, p. 242-243.

SIGNOT (Jacques). Description des passages des Alpes en 1515, p. 225-234.

Situation financière des communes des Hautes-Alpes en 1788-1791, par M. Paul GUILLAUME, p. 24-41.

Situation financière de la Société au 1^{er} décembre 1886, p. XII-XIII.

Sociétés correspondantes, p. XXIX-XXXII.

Statut ou règlement général de la Société, p. VII-XII.

Templier (M. l'abbé), p. 63-67.

Touristes du Dauphiné, p. 135-153.

VALLIER (Gustave). Guillaume Farel, p. 1-24.

Vallouise (Un coin de la). Club alpin français et Touristes du Dauphiné, par M. Aristide ALBERT, p. 135-153.

Vaudois du Piémont (Rapports de Guillaume Farel avec les), p. 257-278.

Villar d'Arènes (Notice sur l'Alp et les gîtes métallifères de), par M. C. ALLIER, p. 286-297.

Illustrations :

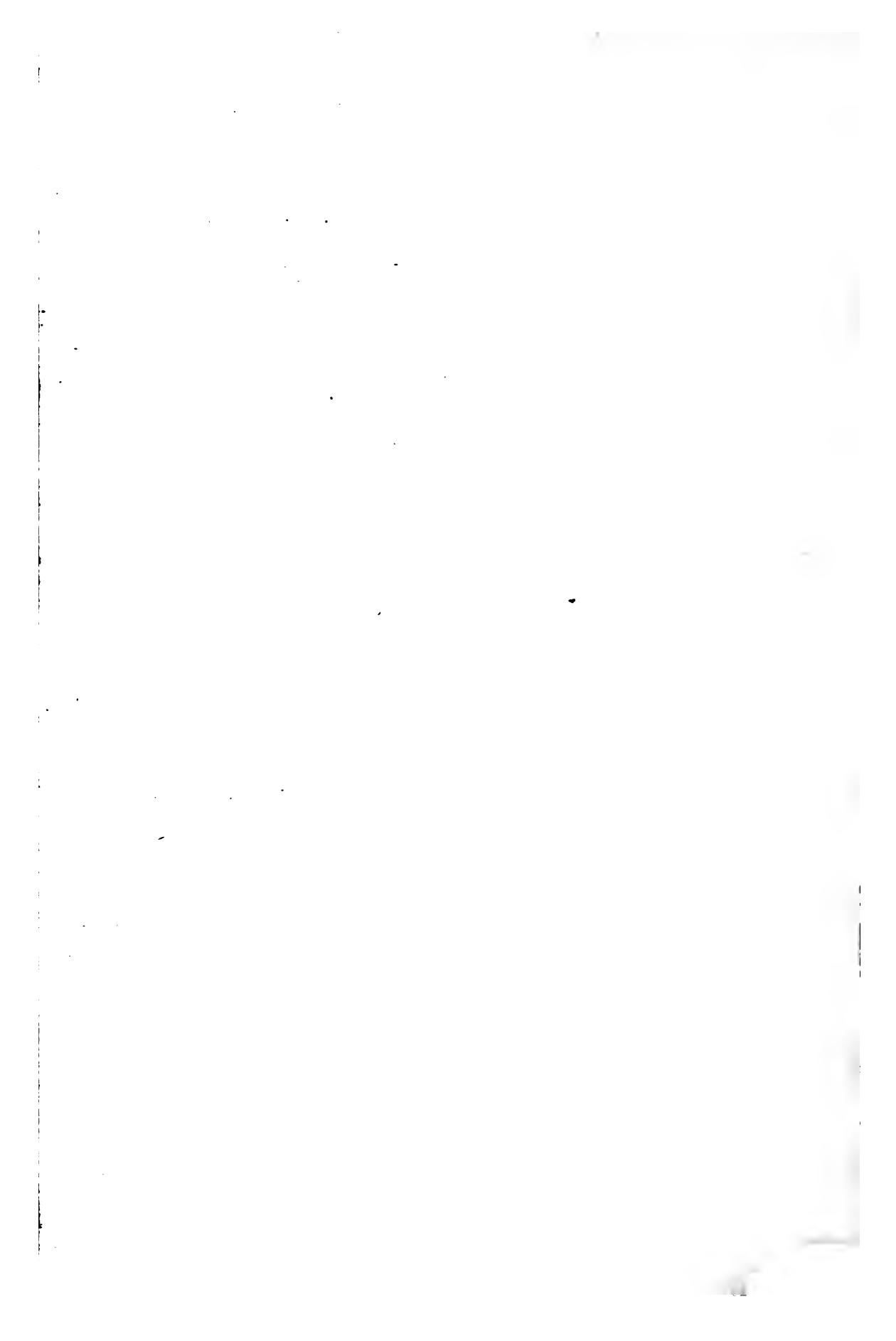
1. Guillaume Farel, dessin de A. BACHELIN, d'après la statue de Ch. IGUEL, p. 1.

2 et 3. Médailles de Guillaume Farel, d'après G. LAVAILLETTE, p. 16-17.

4 et 5. Deux vues de Mont-Dauphin, par M. LARBITRAY, p. 222-223.

6. L'église de Guillestre, *idem*, p. 336-337.

7. Serrure de la porte de cette église, *idem*, p. 336-337.



[illegible]

